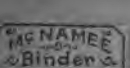

WIDENER
HN XBPQ 1


SIGILLVM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
ET
VE RI TAS
CHRISTO ECCLESIAE


McNAMEE
Binder



1850.

I

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

DE GENÈVE.

IMPRIMERIE F. RAMBOZ ET Cie, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, 78.

BIBLIOTHÈQUE

UNIVERSELLE

DE GENÈVE.

4e série.

TOME TREIZIÈME.

GENÈVE,

JOEL CHERBULIEZ, LIBRAIRE, RUE DE LA CITÉ.

PARIS,
JOEL CHERBULIEZ,
PLACE DE L'ORATOIRE, 6.

ALLEMAGNE,
J. KESSMANN,
GENÈVE, RUE DU RHÔNE, 171.

1850

JANVIER 1850.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
DE GENÈVE.

DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS SES RAPPORTS AVEC LE DÉVELOPPEMENT LITTÉRAIRE.

L'imprimerie fut certainement, dès son origine, l'instrument le plus actif qui servit au triomphe de la liberté de penser. Quand un écrivain put voir son œuvre se multiplier à l'infini sans autre aide que celle d'une presse et de deux ouvriers qui, dans l'espace de quelques jours, en reproduisirent plus d'exemplaires que ne l'auraient fait vingt copistes en un an, il devint bien difficile d'étouffer complétement l'expression de la pensée. Aussi cette grande découverte fut-elle saluée avec enthousiasme comme le bienfait le plus précieux pour l'essor de l'esprit humain, qui désormais ne serait plus arrêté à chaque pas sur la route de la vérité par les entraves du despotisme et de l'ignorance. Les livres, jusque-là rares et chers, à la portée seulement d'un petit nombre de privilégiés, allaient se répandre dans toutes les classes, porter partout la lumière de la science. Ce nouveau soleil obtiendrait bientôt dans le domaine intellectuel la même action féconde que l'autre

exerce sur le monde physique. L'instruction serait commune à tous, et dès lors qui aurait pu douter que la raison et la foi ne parvinssent à régner victorieuses sur la société émancipée du joug de la force brutale. En effet, la vérité ne devait-elle pas, par la seule vertu de sa puissance, trouver accès dans tous les cœurs, une fois qu'on aurait fait disparaître les obstacles qui jusqu'alors l'avaient empêchée d'y pénétrer? L'imprimerie apparaissait comme une arme destinée à combattre l'erreur et le mensonge, nul ne soupçonnait que c'était une arme à deux tranchants. Il en est ainsi de toutes les inventions de l'homme ; on n'aperçoit d'abord que leurs avantages, la pratique seule peut déceler leurs inconvénients.

Cependant les dépositaires de l'autorité soit civile, soit religieuse, ne tardèrent pas à s'inquiéter des résultats que pouvait avoir un pareil élan donné à la pensée humaine. L'instinct de la conservation leur fit pressentir le danger, et ne se fiant pas aux moyens de répression dont la sévérité semblait impuissante, ils eurent recours aux mesures préventives. Dès le commencement du 16e siècle on avait condamné au feu des livres et des écrivains convaincus d'hérésie, mais le nombre des imprimeries se multipliant il devint impossible d'atteindre tous les coupables, dont la plupart d'ailleurs se mettaient à l'abri sous le voile de l'anonyme. Les partisans de la réformation inondaient la France de leurs écrits, sans se laisser arrêter par la crainte des supplices. Aussi, en 1547, sous Henri II, il fut ordonné «que le nom et surnom de celui qui a fait un livre, soit exprimé et apposé au commencement du livre, et aussi celui de l'imprimeur avec l'enseigne de son domicile.» En 1557 défense fut faite d'imprimer ailleurs qu'en «maisons ordonnées et accoutumées à ce faire.» Sous

Charles IX la censure fut établie, et la peine de mort décrétée contre tout imprimeur ou libraire qui mettrait en circulation des livres sans les avoir fait préalablement approuver par la sanction royale.

Ces entraves n'étaient du reste pas chose nouvelle ; on se tromperait étrangement si l'on croyait qu'avant l'invention de l'imprimerie la liberté d'écrire existât complète et sans entrave d'aucune sorte. Chez les peuples anciens comme chez les modernes, l'attention des gouvernements s'était dirigée sur ce point délicat, et, à défaut de lois positives et permanentes, les magistrats chargés du maintien de l'ordre public avaient mission de poursuivre l'écrivain dont les opinions semblaient dangereuses. L'histoire grecque nous en offre plusieurs exemples, qui ne concernent, il est vrai, que le délit d'impiété. Mais à Rome, un article de la loi des douze tables appliquait la peine capitale aux auteurs de satires injurieuses. Nævius fut proscrit pour avoir osé traduire sur la scène les chefs de l'Etat et imiter la licence d'Aristophane. Sous Auguste, sous Tibère, des écrivains furent condamnés pour ce que nous appelons aujourd'hui des délits politiques.

Dans le moyen âge nous trouvons les mêmes restrictions apportées à la liberté d'écrire aussitôt qu'un point lumineux apparaît au milieu des ténèbres de cette époque. Les livres d'Abailard sont condamnés au feu en 1141, et ceux d'Arnaud de Bresse en 1145. Puis, à la fin du siècle suivant, les libraires de Paris sont placés sous la surveillance de l'université, qui leur impose les conditions les plus gênantes, jusqu'à leur interdire d'aliéner aucun exemplaire sans sa permission spéciale.

On peut donc avancer, sans trop de hardiesse, que la découverte de l'imprimerie renfermait le germe d'une

grande révolution, et de la plus féconde de toutes en excès ainsi qu'en bienfaits. C'est ce qui explique comment François Ier hésita d'abord s'il proscrirait ou encouragerait l'art nouveau, dont il appréciait l'importance pour le progrès des lettres, mais dont il entrevoyait aussi la redoutable puissance. Après avoir d'abord confirmé les lettres-patentes de Louis XII, qui autorisaient la circulation des livres, il parut tout à coup changer d'opinion et vouloir interdire complétement l'usage de l'imprimerie. Puis sur les représentations nombreuses qu'excita ce décret proscripteur, il en suspendit l'effet, se bornant à fixer le nombre des imprimeurs, qui devait être de douze pour Paris, et à défendre à tout autre d'exercer cette profession. Ce fut là l'origine du privilége des brevets qui s'est maintenu jusqu'à nos jours.

La série des édits concernant l'impression et la vente des livres, sous les différents règnes, est nombreuse, et cependant elle ne l'est pas encore autant que celle des lois faites sur ce sujet difficile pendant et après la révolution de 1789. Tous les régimes vinrent l'un après l'autre se heurter contre les abus du droit d'écrire, et durent tôt ou tard songer à sévir avec rigueur contre la propagation des mauvaises doctrines.

Cependant, dès le principe, il y eut un fort parti qui se prononça pour la liberté de la presse. Les poursuites dirigées surtout contre les idées de la Réforme justifiaient bien cette manière de voir, car il était évident que l'autorité cherchait à étouffer toute discussion, et les esprits avaient été trop vivement remués par les doctrines nouvelles pour consentir à se laisser enlever leur moyen de défense, pour renoncer sans lutte à la seule arme avec laquelle ils pussent espérer de briser le joug de l'oppression.

Au point de vue de leur époque, il est certain que la liberté de la presse était une précieuse conquête pour l'émancipation intellectuelle. Le règne du despotisme qui empêchait l'essor de la pensée avait paru jusque-là fondé sur l'ignorance du plus grand nombre ; lumière et vérité semblaient synonymes, et l'on ne pouvait croire que l'instruction, en dissipant les ténèbres, dût jamais faire l'œuvre de l'erreur. Aussi la liberté de la presse devint le cri de ralliement des hommes éclairés, de ceux du moins qui aspiraient à rendre le peuple plus sage et plus heureux en effaçant les dernières traces de l'ancien esclavage. Malheureusement la question fut aussitôt placée sur le terrain de l'esprit de parti. Au lieu de l'examiner avec sang-froid, de peser mûrement le pour et le contre, chacun consulta ses sympathies et ses intérêts beaucoup plus que sa raison, la passion s'en mêla et il y eut deux camps ennemis, portant sur leur drapeau, l'un la censure et l'autre la licence. Entre ces deux moyens extrêmes on essaya bien souvent de transiger, mais les législateurs les plus habiles y perdirent leur peine, ce ne furent jamais que de courtes trêves, suivies du triomphe de l'un ou l'autre des deux adversaires.

Nous n'avons point la folle ambition de résoudre le problème, nous éprouvons d'ailleurs une répugnance égale pour la censure et la licence, qui ne nous paraissent toutes deux propres qu'à enfanter de monstrueux abus. Notre seul but est d'examiner ici quelle influence le plus ou moins de liberté de la presse a pu exercer sur le développement littéraire, c'est-à-dire sur la marche et les tendances de l'esprit humain dans l'ensemble de son essor intellectuel et moral.

Nous ne pourrons sans doute qu'effleurer cette importante question, mais il nous a paru que, même traitée su-

perficiellement, elle offrirait un vif intérêt. On se fait en général des idées assez fausses à cet égard; la liberté de la presse, étant devenue la devise d'un drapeau, a des partisans et des adversaires également exaltés, qui ne l'envisagent les uns comme les autres que sous une seule face; il ne sera donc peut-être pas inutile de présenter sous son vrai jour le rôle qu'elle a rempli dans la marche du progrès social.

Ce qui nous frappe d'abord, c'est que l'imprimerie n'est qu'un instrument matériel destiné à favoriser la propagation des idées, quelles qu'elles soient. Elle ne crée pas, elle multiplie seulement les productions de l'esprit avec une beaucoup plus grande rapidité que ne le pouvait jadis la plume des copistes. Sa mission est de leur assurer une publicité complète et de leur ouvrir une sphère plus vaste, une action plus étendue. Elle est pour les œuvres de l'intelligence ce que sont les routes, les chemins de fer, la navigation à vapeur pour les produits de l'industrie. En ce sens, on peut dire qu'elle féconde la pensée par l'échange et le contact qu'elle établit entre des hommes qui sans cela resteraient isolés, étrangers les uns aux autres. Mais là se borne sa tâche, et l'on se trompe lorsqu'on prétend lui attribuer une puissance créatrice, une action directe et positive sur les facultés intellectuelles. Nous voyons, en effet, qu'avant la découverte de l'imprimerie, l'homme avait atteint déjà le plus haut degré de développement, la littérature comptait des chefs-d'œuvre qui n'ont pas été surpassés ni même égalés depuis, la philosophie brillait du plus vif éclat, la science avait pénétré quelques-uns des plus grands mystères de la nature. L'antiquité ne fut certainement pas moins féconde que les temps modernes en génies puissants qui exercèrent une action incontestable

sur leur époque. Le premier bienfait de l'imprimerie a été de renouveler cette action, de la rendre plus générale, et en quelque sorte impérissable. En sauvant de l'oubli les précieuses conquêtes du savoir humain, en les mettant à la portée de tous, elle a propagé le goût de l'instruction et fait naître le désir des jouissances intellectuelles chez une foule d'hommes qui, sans cela, ne l'auraient peut-être jamais connu. Cependant l'instruction n'est elle-même qu'un moyen d'arriver à la science du bien et du mal, et il faut un guide sûr pour ne pas s'égarer sur les détours de ces deux voies qui se croisent sans cesse. Chez tous les peuples on eut recours à l'autorité religieuse pour maintenir intact le dépôt des principes qu'on regardait comme ceux de la vérité. Mais lorsqu'on se mit à vouloir examiner et discuter les matières de foi, cette autorité ne fut bientôt plus suffisante; on fit des lois pour la seconder et pour rendre son action plus efficace, et c'est ainsi que, comme nous l'avons vu, dès les premiers temps de l'imprimerie, on en vint à défendre qu'aucun livre parût sans l'approbation du roi. Un pareil régime était certainement très-imparfait, car il donnait au chef de l'Etat le pouvoir d'empêcher tout développement intellectuel, s'il jugeait l'ignorance plus favorable à ses vues despotiques; il ne réussissait d'ailleurs pas mieux à prévenir le mal, parce qu'on éludait aisément la loi et qu'il était presque impossible d'arrêter la circulation des livres imprimés en secret, à une époque où tout le public lettré se faisait volontiers le complice des auteurs.

La polémique suscitée par les écrivains de la Réforme devint redoutable, et son débordement ne put être contenu que par la persécution et les bûchers. Déjà des questions religieuses on passait aux questions politiques; on

attaquait le principe de l'autorité dans l'Etat aussi bien que dans l'Eglise; Montaigne nous a conservé dans les œuvres de son ami La Boétie un exemple qui prouve que l'on était arrivé de plein saut aux idées les plus avancées, les plus subversives de l'ordre établi. Sans doute ce développement intellectuel fut à bien des égards heureux et fécond. Il favorisa puissamment le progrès social en brisant les liens qui avaient enchaîné la pensée, et en ouvrant à tous les voies de la science et du raisonnement dont l'exploitation avait été jusque-là le monopole d'un très-petit nombre. Mais il est évident aussi que cette émancipation subite pouvait conduire à l'anarchie, enfanter une nouvelle tour de Babel, où la confusion des idées serait encore plus funeste que celle des langues. Vers la fin du seizième siècle, une semblable tendance commençait à se manifester. L'individualisme se glissait partout, dans la religion, dans la philosophie, dans les lettres, et l'on ne sait trop ce qu'il en serait résulté, si une réaction n'était venue arrêter cette dissémination des forces intellectuelles, dont la divergence devait jeter le trouble et le désordre dans les esprits. On accuse souvent la Réformation d'avoir produit tout le mal en proclamant le principe du libre examen. Mais c'est prendre l'effet pour la cause; les réformateurs n'avaient fait que formuler la tendance générale dont la véritable source était dans la faute commise par ceux qui, ayant mission de diriger, laissaient aller à la dérive le bâtiment confié à leurs soins. N'était-il pas naturel alors que l'équipage, se voyant sans pilote ni capitaine, cherchât à se sauver lui-même des écueils qui le menaçaient d'un prochain naufrage? Si l'Eglise avait su se montrer digne de l'autorité qu'elle exerçait, se maintenir à la tête du mouvement civilisateur, supprimer ses abus et modifier son

organisation extérieure, selon les besoins du temps, nous aurions eu à la place du protestantisme de sages réformes sans schisme ni déchirement, et l'imprimerie serait peut-être devenue entre ses mains l'instrument le plus salutaire du progrès. Mais elle ne comprit point la position, elle se renferma dans sa suprématie absolue, son obstination amena la rupture du faisceau, et dès lors éclata la lutte qui dure depuis trois siècles, au grand préjudice du développement social. L'imprimerie, qui avait d'abord tourné toute son activité vers la reproduction des trésors littéraires de l'antiquité ainsi que des livres à l'usage du culte, fut bientôt employée à multiplier des œuvres d'un tout autre genre. Elle devint l'arsenal des protestants dans leur lutte contre Rome, elle servit à répandre avec un succès rapide l'esprit du libre examen, qui malheureusement ne se traduisit aux yeux de la foule que par une idée de révolte contre tout principe d'autorité. L'homme abandonné à lui-même ne sait jamais s'arrêter à temps dans les voies nouvelles que s'ouvre son intelligence, il s'y précipite avec ardeur, sans se soucier des abîmes qui se trouvent au bout, jusqu'à ce qu'une individualité puissante l'arrête et le force à rétrograder parfois bien au delà du point d'où il était parti. Pour être durable et fécond, le progrès a besoin d'être organisé, régularisé; il faut modérer sa marche, l'enrayer en quelque sorte, si l'on veut qu'il produise des œuvres qui marquent et qui restent. La liberté sans l'ordre dégénère en licence, et l'ordre ne saurait exister sans la règle qui implique nécessairement une autorité à laquelle on doit se soumettre. C'est là, sans doute, une de ces vérités banales qui semblent n'avoir pas besoin de preuves, tant elles sont évidentes, et cependant on l'oublie sans cesse, on crie à la tyrannie, dès qu'il s'agit de mettre un frein aux écarts de la

pensée ou aux extravagances de l'imagination. Or l'histoire nous montre que les époques où l'esprit humain enfanta ses plus beaux chefs-d'œuvre, sont précisément celles où il eut à lutter soit contre le despotisme d'un pouvoir absolu, soit contre l'intolérance non moins impitoyable qu'entraînent à leur suite les dissensions civiles; c'est dans la lutte que se développe son énergie; c'est en présence de l'ennemi qu'il apprend à discipliner ses forces, et le joug même qu'il cherche à secouer lui est salutaire, parce qu'il maintient en un seul faisceau les tendances individuelles que la liberté laisse au contraire diverger en tous sens. Ainsi, dans le dix-septième siècle, sous le régime absolu de Louis XIV, la littérature française atteignit l'apogée de sa gloire. Ce ne fut certainement pas la volonté du roi qui fit éclore les brillants génies de cette époque. L'essor de la littérature avait été préparé par les deux siècles précédents. Mais peut-être n'aurait-il pas eu lieu sans l'action d'une force assez puissante pour maintenir l'unité en faisant converger tous les efforts vers un même but. L'ordre et la règle caractérisent au plus haut degré les œuvres de l'esprit français du dix-septième siècle. Or, ces deux éléments qui, s'ils ne constituent pas sans doute à eux seuls le beau et le vrai, en sont du moins des conditions indispensables, ne naissent guère d'eux-mêmes, il faut une autorité qui les impose, et le despotisme de Louis XIV fut précisément cette autorité dont l'action, quoique indirecte, s'exerça d'une manière très-efficace. On doit croire que le roi, en se donnant la mission de régulariser la monarchie, poursuivait l'idéal d'un magnifique édifice parfaitement bien ordonné jusque dans ses moindres parties. Le succès ne répondit pas à son désir sans doute, et cela d'abord, parce que la perfection est une

chimère que l'homme s'efforce en vain d'atteindre ; ensuite, parce qu'à ses belles qualités Louis XIV joignait de malheureuses faiblesses : il avait plus d'orgueil que de génie, il était moins grand que fastueux, et son ambition semblait se porter plutôt sur l'apparence que sur la réalité. Mais sa volonté impérieuse mit un frein à l'anarchie des idées ; il n'augmenta pas beaucoup le nombre des édits sur l'imprimerie, seulement, il les fit exécuter avec plus de vigilance, surtout en ce qui touchait aux querelles religieuses ou aux discussions politiques, et comme, en même temps, il tenait à se montrer protecteur des lettres dont l'éclat pouvait ajouter au lustre de son règne, les écrivains furent naturellement portés à choisir de préférence les voies qui conduisaient à la faveur royale. Ils devinrent presque tous plus ou moins courtisans, bien peu osèrent garder toute leur indépendance, et pourtant des chefs-d'œuvre immortels signalèrent cette époque, où la pensée dut plier de nouveau sous le joug que la réforme avait tenté de briser. La liberté complète paraît donc n'être pas absolument nécessaire au développement de la littérature. Un despotisme tel que celui de Louis XIV lui semble au contraire plus favorable en réprimant les excès désordonnés, en maintenant une sorte d'unité harmonieuse dans les œuvres de l'intelligence. Il est vrai que ce n'était pas de la tyrannie brutale et ignorante. Louis XIV possédait à un haut degré le sentiment de la dignité du pouvoir souverain ; en asservissant la société française, il voulait la polir et la civiliser. L'étiquette de sa cour, dont les graves puérilités ont fourni tant de traits à la satire, contribua puissamment à ce but, et réagit sur la littérature d'une manière heureuse, bien que l'abus du beau langage dégénérât parfois en pathos et en afféterie. Les précieuses même, si juste-

ment ridiculisées par Molière, rendirent de véritables services. Leur purisme prétentieux était sans doute un travers, mais elles propagèrent le goût de la littérature, et, par leur influence, les salons devinrent autant de petites académies où s'élaborait le perfectionnement de la langue française. Ainsi put s'accomplir en peu d'années un travail qui semblait exiger plus d'un siècle. L'activité des esprits se dirigea tout entière de ce côté-là. C'était comme un besoin universel de substituer l'ordre à l'anarchie dans la république des lettres, et il est impossible de n'y pas reconnaître un résultat de l'impulsion qui venait d'en haut. Les formes de la pensée durent être mises en harmonie avec la pompe et l'élégance dont s'entourait le nouveau roi. Dans la ferveur du zèle monarchique, on rompit trop brusquement peut-être avec la naïveté passablement grossière, mais originale et féconde du siècle précédent. La fougue française ne sait pas garder de mesure. Quand elle est lancée par l'engouement sur une voie quelconque, elle va jusqu'au bout avant de s'arrêter. Ici, son tort fut, il faut l'avouer, de prétendre imposer des règles étroites au génie, des moules invariables aux productions de l'intelligence. On parut oublier que si l'idéal absolu du beau et du vrai doit être unique, immuable, éternel, les routes qui y conduisent sont nombreuses, parce que l'infinie variété que nous voyons dans les individualités humaines établit une foule de points de départ très-divers. Cependant, si en théorie, les critiques adressées à ce sujet au dix-septième siècle sont justes; en pratique, il n'en est pas de même. L'homme n'arrive guère à faire de grandes choses qu'en concentrant ses efforts sur un point donné, vers lequel il marche sans regarder à droite ni à gauche, et qu'il adopte comme le type de la perfection dans l'ordre

d'idées dont il s'occupe. C'est aux systèmes que sont dus les plus merveilleux progrès de la science, le siècle de Louis XIV nous prouve que la littérature leur doit aussi parfois ses chefs-d'œuvre. En effet, à cette époque, la tendance littéraire fut éminemment systématique, et les facultés individuelles, qu'un essor plus libre aurait disséminées, rivalisèrent d'ardeur à la poursuite d'un but bien déterminé. C'est ce que Boileau exprime à sa manière dans ces vers de l'*Art poétique* :

> Enfin Malherbe vint, et, le premier en France,
> Fit sentir dans les vers une juste cadence,
> D'un mot mis à sa place enseigna le pouvoir,
> Et réduisit la muse aux règles du devoir.

Les *règles du devoir* indiquent fort bien l'esprit qui domina la littérature du dix-septième siècle. Certaines formes furent adoptées, dont il n'était pas permis de s'écarter. Le Parnasse eut sa législation complète et rigoureuse tout comme celle de la monarchie. Il en résulta sans doute une espèce de tyrannie exercée par l'opinion publique contre les écrivains qui essayaient de se soustraire au joug. L'originalité dut revêtir l'uniforme et suivre l'ornière commune, au risque de s'effacer complétement dans la foule, si elle ne possédait pas assez de vigueur pour résister à une semblable épreuve. Mais le besoin d'unité dominait alors la nation française, qui aspirait à être une par la langue aussi bien que par les institutions politiques. C'est ce qui explique comment les esprits encore tout agités par les idées de la Réforme se plièrent sans trop de peine au joug du despotisme qui venait favoriser la tendance nationale. Il est évident que la liberté de la presse aurait eu précisément un résultat contraire; elle aurait disséminé les forces

et détourné l'attention sur des débats d'une nature bien différente. La langue, au lieu d'être l'objet principal des travaux littéraires, ne se serait développée que comme instrument de polémique, et n'aurait pas revêtu ce caractère d'élégance et de pureté que les écrivains du dix-septième siècle lui donnèrent. D'ailleurs Louis XIV ne se montra pas à cet égard d'une rigueur inflexible. Il aimait trop la gloire pour dédaigner celle que les lettres faisaient rejaillir sur son règne. A des époques beaucoup moins monarchiques, le pouvoir s'est montré bien plus ombrageux.

Voyez, par exemple, Molière : avec quelle hardiesse il fronde les ridicules des grands seigneurs, il attaque des classes privilégiées qui étaient fort bien en cour et avaient l'oreille du monarque. Assurément plusieurs de ses pièces firent grand scandale dans les salons et durent être l'objet de plaintes nombreuses. Cependant le roi tint son parti, ne lui retira pas sa faveur et permit la représentation de *Tartufe*. Il est vrai que Molière s'abstient de déclamations, il fait la satire des hommes sans toucher aux principes, et montre toujours le plus grand respect pour le pouvoir royal, qu'il représente comme une sorte de providence veillant au maintien de la justice et à la répression des abus. Cependant ses traits n'en sont pas moins acérés, et sous le régime républicain de 1793 un écrivain qui aurait, avec cette même liberté, traduit sur la scène les courtisans d'alors, c'est-à-dire les ambitieux hypocrites et les charlatans de l'égalité, n'eut pas sans peine sauvé sa tête de l'échafaud. C'est que le pouvoir qui se sent fort et qui n'a pas d'inquiétude sur sa stabilité peut être plus tolérant, plus large que celui dont l'existence est menacée par la moindre attaque de ses nombreux adversaires. Sous Louis XIV la censure veillait essentielle-

ment au maintien de l'autorité royale et pourvu que ce palladium demeurât intact, entouré d'une soumission respectueuse, elle ne se montrait pas trop exigeante sur le reste et permettait même qu'on émît parfois des vues de réforme administrative comme dans l'écrit de Vauban sur la *Dixme royale*, qui, devançant les révolutionnaires modernes, proposait déjà de remplacer toutes les taxes par un impôt sur le revenu. Aussi ce règne, qui fut celui où la monarchie absolue atteignit son apogée, vit-il beaucoup moins de condamnations pour délits de presse que ceux qui le précédèrent ou le suivirent, et la plupart eurent pour objet des écrits de polémique religieuse. L'impression de *Télémaque* fut, il est vrai, suspendue et l'autorisation retirée après la publication des quatre premiers livres en 1699, parce qu'on prétendit voir dans plusieurs passages une critique du gouvernement du roi et des allusions hostiles aux principaux personnages de la cour. Mais il est assez probable que, dans cette affaire, les haines et les jalousies dont Fénelon était l'objet eurent une grande part; le livre servit seulement de prétexte à la satisfaction des rancunes personnelles. Quoi qu'il en soit, le despotisme de Louis XIV ne nuisit certainement pas aux lettres qui, sous sa tutelle, jetèrent un éclat si vif et produisirent tant de chefs-d'œuvre.

Après la mort de ce monarque, il s'opéra une nouvelle réaction dans les esprits qui, longtemps contenus sous le joug de la règle, s'en trouvèrent tout à coup affranchis par l'avénement du régent, dont le premier soin fut de chasser la contrainte et l'étiquette de la cour pour y substituer la licence la plus effrénée. On s'y abandonna d'autant plus que les dernières années du roi avaient été marquées par un redoublement de dévotion, et l'impulsion donnée par la

cour emporta bientôt toute la société française. Le débordement des idées ne fut pas moindre que celui des mœurs. On passa d'un extrême à l'autre avec une promptitude inconcevable, et le scepticisme, l'incrédulité, l'athéisme devinrent à la mode ; la raison rejetant la foi comme un préjugé honteux prétendit se suffire à elle-même, percer les mystères de la nature, répandre une lumière nouvelle sur toutes choses. La littérature, tout en continuant d'être cultivée avec succès, prit de plus en plus le caractère sentencieux, déclamatoire et philosophique. Sans secouer encore les règles imposées au génie, on élargit le cercle des idées et l'on aborda de préférence tous les points sur lesquels les auteurs du dix-septième siècle avaient observé une discrète réserve. Le gouvernement eut bien d'abord recours aux mesures de répression ; de nouveaux édits furent rendus contre la liberté de la presse, et en 1744 parut un règlement de 124 articles sur l'imprimerie et la librairie, renfermant les dispositions les plus minutieuses auxquelles les éditeurs de livres étaient tenus de se conformer sous des peines très-sévères. Mais l'autorité de la loi ne peut guère être respectée quand ceux qui sont chargés de la faire exécuter donnent eux-mêmes l'exemple du relâchement et du désordre. Ce qu'on défendait d'imprimer, on le disait tout haut dans les salons, la vie réelle de la plus haute société dépassait en licence les livres défendus, en sorte que bientôt tout le monde fut d'accord pour favoriser les contraventions de la presse qui se multiplièrent rapidement. Il s'établit une espèce de liberté, qui bien qu'en dehors de la loi n'en eut pas moins d'importants résultats. Le nombre des écrivains s'accrut, et leur audace devint de plus en plus grande. La hardiesse des idées fut un moyen de succès pour des hommes tout à fait médiocres aussi

bien que pour des talents du premier ordre. Chacun se mit à faire de la philosophie, dans le roman, dans la poésie, dans le drame, dans l'histoire. Les deux plus grands génies du siècle employaient la littérature comme un instrument pour propager leurs doctrines et ils ne trouvèrent que trop d'imitateurs. S'il ne s'ensuivit pas une décadence immédiate, c'est que le perfectionnement de la langue, porté si haut par le dix-septième siècle, se continua d'abord dans cette nouvelle voie qui lui était ouverte. Voltaire et Rousseau formèrent deux écoles remarquables surtout, l'une par la précision et la clarté, l'autre par la vigueur du style et la richesse de l'imagination. Cependant le goût ne tarda pas beaucoup à se corrompre; la déclamation philosophique envahit la littérature et faussa le sentiment aussi bien que la raison. Des écrivains très-médiocres commencèrent à captiver l'attention par leur tendance paradoxale qui, à défaut d'autre talent, avait aux yeux d'un nombreux public le mérite piquant de la nouveauté. D'ailleurs c'était de l'opposition contre le pouvoir et cela seul devait déjà suffire pour en assurer le succès, à une époque où la société marchait évidemment vers une secousse révolutionnaire. Tant que les écrivains s'adressent aux intelligences d'élite, dont le suffrage entraîne celui de la foule, les lettres se soutiennent et prospèrent, mais elles périclitent dès qu'on aspire à les faire descendre au niveau du plus grand nombre. C'est ce qui arriva vers le milieu du dix-huitième siècle. On vit, grâce à l'espèce de laisser-aller qui s'était établi en dépit de la censure, paraître une foule de publications d'un goût fort suspect, la littérature perdit son caractère noble et châtié, la tragédie fit place au drame bourgeois. Les esprits, tout préoccupés de la lutte ardente des idées, attachèrent toujours moins d'importance

à la forme et se mirent en rébellion contre l'autorité des principes aussi bien que contre celle de la loi. De cette époque date l'ébranlement de l'ordre social dont nous subissons aujourd'hui le contre-coup, parce que dès lors les sources du développement intellectuel et moral furent viciées, et la plupart des écrivains renonçant au beau rôle d'éducateurs se firent les flatteurs du peuple pour exploiter sans scrupule ses instincts et ses passions.

La révolution, éclatant sur ces entrefaites, renversa les derniers obstacles qui gênaient encore la liberté de la presse. Mais le résultat fut à peu près nul, cette liberté ne fit pas éclore une œuvre remarquable. Les lettres, pour fleurir, ont besoin d'indépendance et c'était précisément ce qui manquait le plus sous le régime de la terreur et de la loi des suspects. Aucun sujet n'était formellement interdit, aucune censure préventive ne s'exerçait sur les livres, mais l'écrivain indépendant payait de sa vie le droit d'exprimer librement ses opinions. Aussi les productions littéraires de cette époque portent-elles, en général, le cachet d'une fadeur insignifiante ou d'un servilisme honteux. Ce n'est plus un roi que l'on flatte par quelques compliments exagérés ou menteurs, c'est le peuple souverain dont on caresse les impérieux caprices et les innombrables préjugés. La littérature languissante au milieu des tristes débats de la politique, ne recouvra quelque vie qu'au sortir de cette tourmente qui aboutissait à l'empire. Il est curieux de voir son réveil coïncider avec le rétablissement des mesures préventives. Sous la législation impériale, l'essor littéraire, quoique contenu dans d'étroites limites par un pouvoir bien autrement ombrageux que celui de Louis XIV, fut certainement très-supérieur à ce qu'il avait été durant les dix années de la république

française. Mais le despotisme de Napoléon redoutait trop l'influence des idées pour accorder aux lettres la protection qui les avait fait fleurir au dix-septième siècle. Il avait besoin, pour s'affermir, de mettre un frein à la licence de l'esprit et de comprimer par une violente réaction les éléments d'anarchie au milieu desquels il voulait fonder un ordre nouveau. C'était une nécessité de sa position, et non-seulement la liberté de la presse ne pouvait se concilier avec ses vues, mais encore il devait soumettre les écrivains à la discipline la plus rigoureuse, afin de couper court aux discussions politiques dont il sentait bien tout le danger. Une censure impitoyable pouvait seule atteindre le but et il n'hésita pas à l'établir. Les résistances ne furent pas nombreuses, quelques supériorités seulement refusèrent de courber la tête et préférèrent l'exil à la servitude. Mais, en général, la littérature plia devant la volonté impériale, sauf de rares exceptions elle n'offrit bientôt plus aucune trace d'indépendance, et parut exclusivement préoccupée de revenir aux formes de la grande époque monarchique, altérées déjà d'une manière assez sensible par le dix-huitième siècle. L'imitation prit ainsi la place de l'originalité; on eut dès versificateurs plus ou moins habiles, mais pas de poëte, des annalistes courtisans, des drames froids et monotones, des moralistes superficiels qui n'osaient s'attaquer qu'aux petits travers de l'esprit. C'était une décadence générale; et le sort des productions littéraires excitait bien peu d'intérêt au milieu des événements de chaque jour qui absorbaient complétement l'attention publique. Rien n'est plus opposé à la prospérité des lettres que le despotisme militaire qui compte, pour assurer sa gloire et sa force, sur l'épée du soldat et non sur la plume de l'écrivain. Il dédaigne volontiers tout autre lustre que

celui des armes, il redoute l'essor des idées et l'habitude du raisonnement. C'est pourquoi la littérature ne joua sous l'empire qu'un rôle assez secondaire, elle s'éleva rarement au-dessus d'une honnête médiocrité, il fallut pour lui rendre quelque vigueur que la restauration vint, en ramenant la paix, réveiller la lutte des principes et détruire cette dure contrainte qui pesait sur les intelligences. L'élan qui signala tout à coup cette époque fut très-remarquable, et cependant la liberté de la presse n'avait pas été rétablie ; bien loin de là, non-seulement on s'était empressé de confirmer toutes les lois répressives ou préventives déjà existantes, mais encore, chaque année y voyait ajouter quelque nouvelle disposition plus sévère. C'est un fait singulier : sous la législation impériale, la littérature languissait impuissante et stérile, tandis que sous celle de la restauration elle se montra pleine de vie et d'ardeur. Or, sous l'un et l'autre de ces deux régimes, la presse était soumise à la censure, enchaînée dans une foule d'entraves. Mais le premier ne reposait que sur une usurpation flagrante et devait, par conséquent, être plus ombrageux que le second qui avait pour lui le droit de légitimité. Les six ou huit dernières années de la restauration furent surtout marquées par un mouvement littéraire bien prononcé. Cette période eut des écrivains d'un haut mérite, et vit le public s'intéresser vivement aux débats suscités par la jeune école qui voulait secouer le joug de l'ancienne poétique. Les restrictions apportées à la liberté de la presse semblaient ainsi favoriser le réveil des lettres, quand survint la révolution de 1830 ; on s'empressa d'abolir la censure, et le premier résultat de la liberté, proclamée comme un grand bienfait, fut de porter un coup à la littérature qui déchut de plus en plus, à mesure que les questions politiques et sociales

envahissaient son domaine. Cette tendance, que nous avons eu si souvent l'occasion de signaler jusque dans les œuvres des romanciers et des poëtes de notre époque, a reçu des événements de 1848 une impulsion plus forte encore. La plupart des écrivains se sont jetés dans la carrière du journalisme ; depuis deux ans la littérature française n'a presque rien produit, et l'on peut dire que la liberté complète de la presse semble l'avoir frappée de stérilité.

Ce curieux phénomène est à nos yeux la condamnation du système qui prétend faire avancer l'esprit humain sur la route du progrès en le libérant du joug de toute espèce d'autorité, soit religieuse, soit morale. Une fois que l'homme ne reconnaît plus aucun principe supérieur à sa raison, il se persuade bientôt qu'il peut à son gré changer la face du monde, et séduit par l'orgueil il abandonne les voies ouvertes au développement naturel de son intelligence pour se lancer à la poursuite d'absurdes chimères. Assurément s'il ne dépend que de sa volonté de réaliser, dans la sphère pratique, les rêves brillants enfantés par son imagination, il serait bien fou, peut-être même bien coupable, de sacrifier cette œuvre utile à la vaine gloire que peuvent lui procurer ses succès dans l'art et dans la littérature. Soulager l'humanité souffrante, faire son bonheur, assurer le bien-être de tous, offre sans doute un but beaucoup plus noble que de fournir aux plaisirs intellectuels de l'élite toujours peu nombreuse des esprits cultivés. Mais c'est justement là que se trouve l'illusion principale des faiseurs de systèmes. L'homme ne peut pas disposer à son gré des éléments de sa nature, il doit les accepter tels qu'ils sont, il aspire vainement au rôle de créateur, lui dont tous les efforts échouent devant le mystère de sa propre existence, qui demeure un problème insoluble.

L'observation attentive l'a conduit à découvrir quelques-unes des lois qui régissent le monde physique, et c'est une autorité à laquelle il ne saurait songer à se soustraire. Par le même procédé il arrive dans le domaine moral à des résultats semblables ; lors même qu'il nie l'autorité de certains principes éternels qui dominent l'organisation sociale, il ne peut échapper à leur action. Chaque fois qu'il refuse de s'y soumettre, qu'il prétend faire prévaloir sa volonté, il cause une perturbation dans l'ordre universel, il met obstacle à la marche du développement humain. C'est ainsi que l'excès de la tyrannie et l'excès de la liberté sont également opposés à la vraie civilisation. L'un et l'autre de ces deux extrêmes violent la loi morale qui maintient l'harmonie entre la diversité des tendances individuelles et l'unité du but vers lequel doivent converger celles-ci. Quand l'homme se met en rébellion contre cette loi, il manque à sa destinée et, voyageur sans boussole, balloté par le vent des fausses doctrines, il va bientôt se briser sur les écueils qui encombrent sa route.

L'état social impose des limites à la liberté de la presse, aussi bien qu'à la liberté d'action ; autrement la folie de quelques-uns suffirait pour mettre en péril l'existence de tous. Mais il est très-difficile de marquer ces limites et de réussir à les faire respecter. Si trop de rigueur étouffe l'essor de la pensée, trop d'indulgence a pour effet d'encourager l'audace, et de donner libre carrière aux plus dangereux sophismes. La liberté de la presse exigerait chez la masse des lecteurs un haut degré de développement intellectuel ; or cette condition n'existe pas. Rien, au contraire, n'est moins commun que le bon sens et l'habitude du raisonnement. Il en résulte que les plus extravagantes conceptions trouvent de nombreux adeptes, et

que les écrivains peu scrupuleux préfèrent exploiter à leur profit les passions et les préjugés, plutôt que de se livrer à des études sérieuses qui demandent du travail, de l'observation et du talent. L'art est à peu près abandonné, parce que ceux qu'il s'agit d'émouvoir ne sont guère sensibles à ses chefs-d'œuvre; la littérature descend jusqu'à ce qu'elle soit au niveau des esprits sans culture, dont on brigue les suffrages, et quand elle est arrivée à ce point de dégradation elle succombe faute d'aliments. Le dévergondage de l'imagination épuise promptement ses ressources; il faut désormais au public, excité par cette nourriture habituelle, autre chose que des récits fictifs; il aspire à réaliser, dans le domaine pratique, les chimères offertes à son imagination. Poésie, drame, roman n'ont plus pour lui qu'un médiocre attrait; les écrivains sont réduits à se jeter dans la polémique irritante des partis, qui, seule, excite encore quelque intérêt, pourvu qu'elle parle le langage de la passion, sans respect pour le talent, ni la vérité.

Tel est le sort que fait à la littérature la liberté absolue de la presse. En fait d'organisation sociale, tout principe poussé à ses conséquences extrêmes produit la tyrannie, parce qu'il impose le joug de l'égalité aux tendances et aux facultés si diverses de la nature humaine. La société n'existe et ne prospère qu'en vertu d'une transaction entre les volontés individuelles et les exigences du salut commun. Le développement intellectuel, qui est la source première de toute espèce de progrès, ne saurait échapper à cette loi. L'anarchie ne lui est pas moins fatale que le despotisme; il a besoin de règle et de discipline autant que de liberté. Non-seulement les éternels principes de la morale, sanctionnés par l'autorité religieuse, doivent

demeurer inviolables ; mais il est encore certaines garanties d'ordre et de sécurité que l'état social exige impérieusement. C'est un sacrifice dont il n'est pas aisé, sans doute, de déterminer exactement l'étendue. Si c'est un mal d'entraver l'action des libres penseurs, c'en est un bien plus grand encore d'abandonner l'esprit humain sans pilote et sans boussole au milieu des écueils du scepticisme et de l'erreur. La littérature, en particulier, ne gagne rien à cette liberté absolue de la presse qui, ouvrant la carrière aux luttes passionnées et aux brillants rêves de l'ambition, détourne souvent les meilleurs écrivains et fourvoie leur génie. Elle s'accommode beaucoup mieux d'un régime dans lequel la licence est réprimée par des lois sages ; alors les hautes conceptions de la pensée peuvent s'élaborer tranquillement, loin du tumulte des passions ; alors les jouissances de l'esprit trouvent un public d'élite et les auteurs ne sont pas réduits à s'adresser aux instincts de la foule ignorante. Ce qui est surtout fatal aux lettres, c'est l'invasion de la politique, parce qu'elle détruit le calme et la paix, si nécessaires au travail de la pensée, parce qu'elle chasse l'écrivain de son cabinet pour le jeter au milieu de débats irritants qui ne laissent plus ni repos, ni trêve à son imagination, parce qu'elle sacrifie l'étude de l'art, le goût du beau, l'amour de la vérité à des intérêts de parti, souvent même à des vues personnelles sans noblesse, parce qu'enfin, tournant l'essor intellectuel contre la cause de l'ordre social, elle le frappe d'impuissance, elle le condamne à s'épuiser en stériles efforts, à succomber bientôt sous les ruines de la civilisation.

Concilier les exigences de la liberté de penser avec le maintien des principes sur lesquels repose l'ordre social, voilà le problème qu'on n'a pu résoudre jusqu'ici. Long-

temps on a cheminé avec l'idée du perfectionnement progressif de l'humanité, s'imaginant que l'instruction répandue dans toutes les classes devait certainement faire l'œuvre de la vérité; puis, lorsque le dernier frein qui réprimait l'essor général s'est rompu, l'on a découvert avec effroi qu'elle avait au contraire fait plutôt celle de l'erreur, jeté la confusion dans les esprits, développé l'orgueil le plus exubérant, affaibli l'autorité des notions morales. Est-ce à dire que le problème soit insoluble? Nous ne le pensons pas; mais il faut d'abord que l'expérience s'achève afin de porter ses fruits; il faut que la société retrouve un point d'appui, pourvoie à son salut avant de songer à autre chose. Or, tant que durera cette crise, la littérature ne se relèvera pas. Que la presse soit libre ou non, un pouvoir fort et solide peut seul ramener la paix et les loisirs nécessaires pour la culture des lettres. Les esprits agités par la lutte des passions ressemblent aux vagues qui, soulevées dans nos lacs par la tempête, surgissent furieuses et chargées de limon, offrant la sombre image du chaos. Que le calme renaisse, aussitôt leur surface limpide et pure reflète l'azur du ciel et ajoute un nouveau charme aux beautés de la nature qui se mirent dans leurs eaux.

Joël Cherbuliez.

SAINT-ÉVREMOND.

(Second article [1].)

Saint-Évremond était à peu de chose près la parfaite image de l'*honnête homme* qui ne se pique de rien ; il consentait bien à passer pour un connaisseur délicat en matière de bonne chère et n'oubliait point qu'il était, lui troisieme, de ce fameux ordre des *Côteaux,* illustré par Boileau ; il avait encore du faible pour ses vers et les montrait aux gens : mais à cela près, personne n'était moins auteur ; ses écrits n'étaient véritablement à ses yeux que les délassements d'un homme du monde ; la plupart, suggérés par l'occasion présente, étaient adressés à des amis, et ne prétendaient point aux honneurs du livre. Si l'amitié, moins discrète, en laissait prendre des copies, si la copie, respectée ou défigurée, tombait entre les mains de quelque avide imprimeur, le paresseux gentilhomme ne s'en émouvait guère, et bien que de la sorte il fut devenu un des écrivains favoris de son temps, il n'avait pas un instant dérangé son repos pour les embarras du métier. M. de Bauval, avant d'annoncer dans son journal une *Dissertation sur les OEuvres de M. de Saint-Évremond,* qui venait de paraître, et où l'auteur, sous le pseudonyme de Dumont [2], entreprenait de faire revenir les esprits de trop

[1] Voyez *Bibl. Univ.*, cahier de décembre 1849, page 473.

[2] Cette dissertation, imprimée en 1698, était d'un provincial nommé Cotolendi.

favorables préventions, et de les mettre *en garde contre son brillant et sa vivacité*, voulut avoir l'agrément de Saint-Évremond, en lui faisant savoir qu'il se préparait à Paris une bonne réponse à cette critique. Saint-Évremond remercia M. de Bauval de sa politesse, mais en déclarant que la seule chose qu'il redoutât, c'était l'apologie zélée dont on le menaçait. « Les auteurs, écrit-il encore après avoir lu la critique, ne pardonnent rien; pas les philosophes, pas les saints. Tout ignorant, tout profane que je suis, je ne pardonne pas seulement à M. Dumont; je lui sais bon gré de sa critique. Je ne me tiendrais pas si obligé à celui qui ferait mon apologie: je hais l'indiscrétion du zèle; plus prêt à désavouer le bien, que le mal qu'on dirait de moi. » Dans les derniers mois de sa vie seulement, Des Maiseaux, nouvellement arrivé en Angleterre et admis dans sa familiarité, lui persuada de revoir avec lui les originaux de ses ouvrages et de mettre ainsi un terme à l'abus que depuis longtemps auteurs et libraires faisaient de son nom pour faire réussir dans le public, à l'ombre de sa renommée, toutes sortes d'écrits, rarement dignes de cet honneur. « Hé, Monsieur, disait Barbin à un auteur, je vous prie, faites-moi du Saint-Évremond, je vous donnerai trente pistoles. » Ce travail était presque achevé lorsque la mort emporta Saint-Évremond, et Des Maiseaux avait recueilli de la bouche du spirituel vieillard, encore en possession de toute sa mémoire, assez de renseignements et de confidences sur ses écrits et sur sa vie, pour être en état de préparer une édition authentique des œuvres de Saint-Évremond.

Outre la comédie des *Académistes* et la *Conversation du P. Canaye*, ces œuvres se composent de petits vers, de morceaux de critique littéraire et de jugements historiques,

et d'un bon nombre de réflexions d'un caractère assez varié, sur des sujets de morale mondaine et philosophique, où la religion même trouve assez souvent une place, inquiétante au premier aspect, mais plus respectueuse qu'on ne le croirait.

Si l'on excepte la comédie des *Académistes*, les poésies de Saint-Évremond appartiennent toutes à ce genre demi-lyrique demi-familier, où excellait Voiture, quand il lui arrivait de se laisser aller tout uniment à sa galanterie badine et gracieuse, sans la gâter d'hyperboles italiennes, et où le surpassait déjà La Fontaine, quand sa vocation l'appela dans les voies d'une poésie plus vraie. Mais si le cavalier de la duchesse Mazarin a d'ordinaire le tour d'idée gracieux et spirituel, le tour de style est beaucoup moins heureux ; le facile n'y paraît que de l'incorrection, le naturel n'y est que de la familiarité, et cette légère harmonie, grâce particulière du genre, qui en est aussi l'élégance, y manque habituellement. Ces échos un peu chevrotants de la poésie légère qui charmait les ruelles d'autrefois, plaisaient par souvenir à l'oreille du vieil ami de Ninon de Lenclos et peut-être de la cour francisée qui en avait les prémices ; à Paris, on les écoutait avec complaisance, mais on était plus avide de sa prose.

Les opinions littéraires de Saint-Évremond ont plus d'originalité que ses poésies, le critique en lui est bien supérieur au poëte. Toutefois, cette supériorité tient moins à la délicatesse de son goût qu'à la finesse de son esprit analytique et à l'indépendance de sa raison. C'est presque exclusivement sur le théâtre que roulent les dissertations critiques de Saint-Évremond. Les vers badins l'amusaient seulement, et pour le reste, il n'en faisait pas grand cas : il y a de lui, en quelque endroit de ses œuvres, une page

sur la poésie, qui est le pendant exact de la fameuse pensée tant reprochée à Pascal, sur les *beautés poétiques.* Ces deux hommes avaient le sens trop sûr pour ne pas mettre à sa place, comme ils l'ont fait, le jargon qu'on appelait poésie dans leur monde. « Quelque nouveau tour, dit Saint-Évremond, qu'on donne à de vieilles pensées, on se lasse d'une poésie qui ramène toujours les comparaisons de l'*aurore*, du *soleil*, de la *lune*, des *étoiles*. Nos descriptions d'une mer calme et d'une mer agitée, ne représentent rien que celles des anciens n'aient beaucoup mieux représenté. Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les mêmes idées que nous donnons, ce sont les mêmes expressions et les mêmes rimes. Je ne trouve jamais le *chant des oiseaux*, que je ne me prépare au *bruit des ruisseaux* ; les *bergères* sont toujours couchées sur des *fougères*, et on voit moins les *bocages* sous les *ombrages* de nos vers, qu'au véritable lieu où ils sont. Or, il est impossible que cela ne devienne à la fin fort ennuyeux : ce qui n'arrive pas dans les comédies, où nous voyons représenter avec plaisir les mêmes choses que nous pouvons faire, et où nous sentons des mouvements semblables à ceux que nous voyons exprimer. » La vérité en littérature lui semblait réfugiée là, et c'est pourquoi les matières dramatiques intéressaient particulièrement son esprit philosophique. Mais quelques piquantes que soient l'indépendance et la riche solidité de ses jugements sur le théâtre comparé des anciens, des Français et des Anglais, je ne m'arrêterai point sur cette portion des écrits de Saint-Évremond, non plus que sur ses Réflexions sur les divers génies du peuple romain, c'est de ses opinions de philosophe et de moraliste que nous cherchons aujourd'hui à nous enquérir.

Saint-Évremond, on le sait, est plus que suspect d'avoir

été en religion un esprit fort, en philosophie un épicurien. A vrai dire, sa mauvaise réputation sur ces deux points va jusqu'à le ranger dans l'avant-garde des athées et des matérialistes du dix-huitième siècle. Loin d'être flatté de cet honneur, il se serait, je crois, vivement récrié, même contre la première supposition. Le fait est que Saint-Évremond, sceptique de bonne foi, mais sans système, simplement par tour d'esprit et d'humeur, même en incrédulité, ne se permettait pas la certitude. Respectueux sur les matières de foi, il pensait de la philosophie comme le maréchal d'Hocquincourt ; comme lui, il aurait pu en dire : « Je ne l'ai que trop aimée, mais j'en suis revenu, et je n'y retourne pas. » Dans sa jeunesse, il l'avait étudiée avec un certain orgueil et « beaucoup de mépris pour ceux qu'il croyait ignorants de ce qu'il pensait bien savoir. » « A la fin, disait-il en 1663 parvenu alors au milieu de sa carrière, quand l'âge et l'expérience m'eurent fait faire de sérieuses réflexions, je commençai à me défaire d'une science toujours contestée et sur laquelle les plus grands hommes avaient eu de différents sentiments. » S'il faut l'en croire, ce fut Gassendi qui le détacha insensiblement de ses recherches. « J'eus la curiosité, dit-il, de voir Gassendi, le plus éclairé des philosophes, et le moins présomptueux. Après de longs entretiens, où il me fit voir tout ce que peut inspirer la raison, il se plaignit que la nature ait donné tant d'étendue à la curiosité et des bornes si étroites à la connaissance. Qu'il ne le disait point pour modifier la présomption des autres ou par une fausse humilité de soi-même qui sent tout à fait l'hypocrisie : que peut-être il n'ignorait pas ce que l'on pouvait penser sur beaucoup de choses, mais de bien connaître les moindres, qu'il n'osait s'en assurer. Alors, une science qui m'était

déjà suspecte, me parut trop vaine pour m'y assujettir plus longtemps : je rompis tout commerce avec elle et commençai d'admirer comme il était possible à un homme sage de passer sa vie à des recherches inutiles. » Comme pour se confirmer dans son scepticisme, il répétait le propre aveu de Bernier, M. Bernier. ce grand partisan d'Épicure, avoue aujourd'hui « qu'après avoir philosophé cinquante ans, il doute des choses qu'il avait crues les plus assurées. » Ainsi, ce n'était pas faute de fréquenter les philosophes, qu'il avait tourné le dos à la philosophie. Il connaissait familièrement Hobbes, et dans son séjour de Hollande, il voyait particulièrement Spinosa, que son savoir, sa modestie et son désintéressement faisaient estimer et rechercher de toutes les personnes d'esprit qui se trouvaient à La Haye : « A la vérité, ajoute Saint-Évremond, il ne paraissait point dans ses conversations ordinaires, qu'il eût les sentiments qu'on a ensuite trouvés dans ses œuvres posthumes. Il admettait un être distinct de la matière, qui avait opéré les miracles par des voies naturelles, et qui avait ordonné la religion pour faire observer la justice et la charité, et pour exiger l'obéissance [1]. »

[1] Des Maiseaux, à qui Saint-Evremond racontait ces détails sur Spinosa, continue ainsi : « C'est aussi ce qu'il a tâché de prouver ensuite dans sa théologie politique. Il semble, en effet, que c'est là le principal but de ce livre ; mais si on l'examine de près on verra bientôt que l'auteur en veut à la religion même. Spinosa ne s'est pas découvert tout d'un coup. Il gardait encore des ménagements lorsque M. de Saint-Evremond était en Hollande, mais s'il faut en croire M. Stoupp, quelques années après il disait hautement dans ses discours que Dieu n'est pas un être doué d'intelligence, infiniment parfait et heureux comme nous nous l'imaginions, mais que ce n'est autre chose que cette vertu de la nature qui est répandue dans toutes les créatures. On remarque

Saint-Évremond était de cette famille de penseurs qui, se défiant, en matière de religion, de la puissance du raisonnement et des procédés de la logique, comme d'autres sont incrédules à la médecine et sûrs d'avance qu'ils ne seront pas convaincus, ne veulent pas même chercher à l'être. L'offre d'une preuve les met aussitôt en défiance, et leur sentiment est de meilleure composition que leur logique : ils discutent en incrédules et concluent avec humilité. Mais de tout cela se forme sur les grands sujets de religion et de métaphysique une habitude de pensée molle et nonchalante qui, sans être de l'indifférence, en a presque les effets. Ce que disait de Voltaire mourant son médecin, qu'il était brouillé avec l'immortalité de l'âme, on n'aurait pu le dire de Saint-Évremond, même dans sa vieillesse, qui parut plus endormie sur ces sujets que son âge mûr. Voltaire n'avait aucune envie d'y croire, bien qu'il en pût dire ; Saint-Évremond ne demandait pas mieux, son cœur l'y portait, mais les démonstrations raidissaient son esprit. Il est revenu jusqu'à deux fois sur cette difficulté de croire qu'éprouvait invinciblement sa raison, tandis que le désir de son âme franchissait volontiers la distance. Dans sa remarquable lettre au maréchal de Créquy il s'en explique nettement : « J'ai, dit-il, appelé au secours de mes réflexions les lumières des anciens et des modernes : j'ai voulu lire tout ce qui s'est écrit de l'immortalité de l'âme, et après l'avoir lu avec attention, la preuve la plus sensible que j'aie trouvée de l'éternité de mon esprit, c'est le désir que j'ai de tou-

la même conduite dans ses ouvrages. Sa théologie politique contient les semences de son athéisme, mais d'une manière enveloppée, et ce n'est que dans ses œuvres posthumes qu'il a fait connaître ses véritables sentiments. »

jours être. Je voudrais n'avoir jamais lu les Méditations de M. Descartes. L'estime où est parmi nous cet excellent homme m'aurait laissé quelque créance de la démonstration qu'il nous promet ; mais il m'a paru plus de vanité dans l'assurance qu'il en donne que de solidité dans les preuves qu'il en apporte, et quelque envie que j'aie d'être convaincu de ses raisons, tout ce que je puis faire en sa faveur et en la mienne, c'est de demeurer dans l'incertitude où j'étais auparavant[1]. » Dans un autre écrit il est plus explicite, s'il est possible : « Vouloir se persuader l'immortalité de l'âme par la raison, c'est entrer en défiance de la parole que Dieu nous en a donnée et renoncer, en quelque façon, à la seule chose par qui nous pouvons être assurés......... Qu'a fait Descartes, par sa démonstration prétendue d'une substance purement spirituelle, d'une substance qui doit penser éternellement? Qu'a-t-il fait par des spéculations si épurées? Il a fait croire que la religion ne le persuadait pas, sans pouvoir persuader ni lui, ni les autres par ses raisons. Lisez, Monsieur, pensez, méditez, vous trouverez au bout de votre lecture, de vos pensées, de vos méditations, que c'est à la religion d'en décider et à la raison de se soumettre. » Ce langage nous est connu : c'est celui de Montaigne dans l'Apologie, il est commun à tous les écrits de Bayle. Saint-Évremond ne répète pas, il parle ainsi selon sa nature, mais ce langage est aussi celui de Pascal. Tous disent que la raison ne demontre pas et en remettent le soin à la foi ; mais Pascal vous renvoie à une foi ardente, qui est la sienne ; pour les autres, la foi est une abstraction que leur intelligence admet et accepte,

[1] Lettre au maréchal de Créquy, tome III, p. 138.

non une illumination dont leur âme embrasse avec ardeur la lumière. Tous n'en font pas le même usage : la sainteté de Pascal s'en éclaire, les autres s'en font un oreiller pour la paresse de leur âme qui ne demande qu'un repos assuré et l'aliment léger d'une méditation fugitive. Toujours est-il qu'entre cette soumission si forte qu'elle ressemble à de l'insouciance, et l'incrédulité de parti pris avide de se propager, il y a un intervalle où peuvent trouver encore place des pensées élévées, de secrets désirs qui avoisinent le sentiment religieux et dont se compose le christianisme du grand nombre. Au reste, Saint-Évremond ne se fait pas d'illusion pour lui, ni pour les autres, sur la valeur de telles croyances. « Dans la plupart des chrétiens, l'envie de croire tient lieu de créance, la volonté leur fait une espèce de foi par les désirs que l'entendement leur refuse par les lumières. Dieu seul peut nous donner une foi sûre, ferme et véritable. » Semblable à l'indifférent que Pascal se proposait de conduire de l'incrédulité au christianisme, Saint-Évremond se dit arrivé à cette conclusion, après avoir vainement interrogé les philosophies et les religions antiques. « J'ai passé d'une étude de métaphysique à l'examen des religions, et retournant à cette antiquité qui m'est si chère, je n'ai vu chez les Grecs et chez les Romains qu'un culte superstitieux d'idolâtres, ou une invention humaine politiquement établie pour bien gouverner les hommes. Il ne m'a pas été si difficile de reconnaître l'avantage de la religion chrétienne sur les autres, et, tirant de moi tout ce que je puis pour me soumettre respectueusement à la foi de ses mystères, j'ai laissé goûter à ma raison, avec plaisir, la plus pure et la plus parfaite morale qui fût jamais. » Il est plus explicite encore sur les avantages de la religion chrétienne en les opposant à la philosophie :

« La philosophie ne va pas plus loin qu'à nous apprendre à souffrir les maux : la religion chrétienne en fait jouir, et l'on peut dire sérieusement sur elle ce que l'on a dit galamment sur l'amour :

«Tous les autres plaisirs ne valent pas ses peines.»

Le vrai chrétien sait se faire des avantages de toutes choses. Les maux qui lui viennent sont des biens que Dieu lui envoie : les biens qui lui manquent sont des maux dont la Providence l'a garanti. Tout lui est bienfait, tout lui est grâce en ce monde, et quand il en faut sortir par la nécessité de la condition mortelle, il envisage la fin de sa vie comme le passage à une plus heureuse qui dure toujours. Tel est le bonheur du vrai chrétien, tandis que l'incertitude fait une condition malheureuse à tous les autres. En effet, nous sommes presque tous incertains, peu déterminés au bien et au mal. C'est un tour et un retour continuel de la nature à la religion et de la religion à la nature. »

En tous sujets Saint-Evremont reste dans les termes généraux ; sans vouloir lui attribuer une théologie orthodoxe, il y aurait peu de justice à tirer parti contre la sincérité de ses efforts de soumission, de son silence sur les articles précis du dogme chrétien. D'ailleurs il va plus loin et fait profession de catholicisme toujours dans les termes les plus généraux. « Dans la diversité des créances qui partagent le christianisme, la vraie catholicité me tient à elle autant par mon élection, si j'avais encore à choisir, que par habitude et par les impressions que j'en ai reçues.[1] » Pour compléter l'idée de Saint-Evremond catholique, il

[1] Lettre au maréchal de Créquy sur la religion, t. III, p. 133.

est bon d'ajouter qu'il était pour les libertés de l'Eglise gallicane et n'aimait guère les jésuites. « Vous savez que la discorde aux crins de serpent s'est glissée dans la société des jésuites, et que le pape est bien empêché à faire l'accommodement du général avec les provinciaux, à réunir le chef et les membres. *Per quæ quis peccavit, per eadem punitur.* Il faut avouer pourtant que cette noire déesse est bien ingrate de troubler des sujets qui l'ont toujours si avantageusement servie[1].» Il se serait bien accommodé d'un catholicisme tel que l'avait décrit Bossuet dans sa séduisante exposition de la foi catholique, et il disait à un protestant de ses amis, M. Justel, que ses frères en religion auraient dû prendre au mot Bossuet et son livre, c'est-à-dire se ranger à la religion catholique à condition qu'elle fût bien telle que le grand théologien la présentait : « Si j'avais été en la place des réformés, j'aurais reçu le livre de M. de Condom le plus favorablement du monde, et, après avoir remercié ce prélat de ses ouvertures insinuantes, je l'aurais supplié de me fournir une catholicité purgée et conforme à son *Exposition de la Foi catholique*[2]. On croit sans peine que Saint-Evremond désapprouvait fort la persécution des réformés : il avait même pour les réfugiés protestants la partialité d'un frère en infortune : beaucoup étaient de ses amis, mais ce que l'on connaît peu ce sont les belles pages qu'il a pensées et écrites sur la diversité des religions et sur le moyen de la faire disparaître : de tout ce qui a été écrit dans le temps sur la tolérance en s'appuyant du sentiment chrétien, rien n'échappe plus au lieu commun et pratique que ces considérations d'un homme du monde. « L'attachement à une créance ne

[1] Lettre à M. Mazarin, tome V, p. 172.
[2] Lettre à M. Justel, tome IV, p. 155.

m'anime point contre celle des autres et je n'eus jamais ce zèle indiscret qui nous fait haïr les personnes parce qu'elles ne conviennent pas de sentiment avec nous .... ce que nous appelons aujourd'hui les *Religions* n'est, à le bien prendre, que *Différence dans la Religion* et non pas *Religion différente*. Je me réjouis de croire plus sainement qu'un huguenot : cependant, au lieu de le haïr pour la différence d'opinion, il m'est cher de ce qu'il convient de mon principe. Le moyen de convenir à la fin en tout, c'est de se communiquer toujours par quelque chose. Vous n'inspirerez jamais l'amour de la réunion, si vous n'ôtez la haine de la division auparavant ... La feinte, l'hypocrisie dans la religion, sont les seules choses qui doivent être odieuses, car qui croit de bonne foi, quand il croirait mal, se rend digne d'être plaint au lieu de mériter qu'on le persécute ... Dans la plus grande tyrannie des anciens, on laissait à l'entendement une pleine liberté de ses lumières. et il y a des nations aujourd'hui parmi les chrétiens, où l'on impose la loi de se persuader ce qu'on ne peut croire ! Selon mon sentiment, chacun doit être libre dans sa créance, pourvu qu'elle n'aille pas à exciter des factions qui puissent troubler la tranquillité publique. Les temples sont du droit des souverains, ils s'ouvrent et se ferment comme il leur plaît ; mais notre cœur en est un secret où il nous est permis d'adorer leur maître .... Outre la différence de doctrine en certains points, affectée à chaque religion, je trouve qu'elles ont toutes comme un esprit particulier qui les distingue. Celui de la catholicité va singulièrement à aimer Dieu, et à faire de bonnes œuvres. Nous regardons ce premier être comme un objet souverainement aimable, et les âmes tendres sont touchées des douces et agréables impressions qu'il fait sur elles. Les

bonnes œuvres suivent nécessairement ce principe. Ce qu'il y a seulement à craindre, c'est que la source de cet amour qui est dans le cœur ne soit altérée par le mélange de quelque passion tout humaine. Il est à craindre aussi qu'au lieu d'obéir à Dieu en ce qu'il ordonne, nous ne tirions de notre fantaisie des manières de le servir qui nous plaisent.....

« Tel est le méchant usage de l'entendement et de la volonté. Nous aspirons ambitieusement à tout comprendre, et nous ne le pouvons pas, nous pouvons religieusement tout observer et nous ne le voulons point. Soyons justes, charitables, patients par le principe de notre religion, nous connaîtrons et nous obéirons tout ensemble.

« Je laisse à nos savants à confondre les erreurs des calvinistes, et il me suffit d'être persuadé que nous avons les sentiments les plus sains. Mais à le bien prendre, j'ose dire que l'esprit des deux religions est fondé différemment sur de bons principes, selon que l'une envisage la pratique du bien plus étendue, et que l'autre se fait une règle plus précise d'éviter le mal..... Le moyen de nous réunir n'est pas de disputer toujours sur la doctrine. Comme les raisonnements sont infinis, les controverses dureront autant que le genre humain qui les fait; mais si, laissant toutes les disputes qui entretiennent l'aigreur, nous remontons sans passion à cet esprit particulier qui nous distingue, il ne sera pas impossible d'en former un général qui nous réunisse... Quand nous serons parvenus à la réconciliation de la volonté sur le bon usage de la vie, elle produira bientôt celle de l'entendement sur l'intelligence de la doctrine. Faisons tant que de bien agir ensemble, et nous ne croirons pas longtemps séparément ....

« Je conclus de ce petit discours que c'est un mauvais

moyen pour convertir les hommes que de les attaquer par la jalousie de l'esprit .... si nous prenons garde aux anciennes conversions qui se sont faites, nous trouverons que les âmes ont été touchées, et les entendements peu convaincus. C'est dans le cœur que se forme la première disposition à recevoir les vérités chrétiennes .... Dieu a mieux préparé nos cœurs à l'impression de sa grâce que nos entendements à celle de sa lumière. Son immensité confond notre petite intelligence: sa bonté a plus de rapport à notre amour. Il y a je ne sais quoi au fond de notre âme qui se meut secrètement pour un Dieu que nous ne pouvons connaître; et de là vient que pour travailler à la conversion des hommes il faut établir avec eux la douceur de quelque commerce où nous puissions leur inspirer nos mouvements: car dans une dispute de religion l'esprit s'efforce en vain de faire voir ce qu'il ne voit pas; mais dans une habitude douce et pieuse il est aisé à l'âme de faire sentir ce qu'elle sent.... A bien considérer la religion chrétienne, on dirait que Dieu a voulu la dérober aux lumières de notre esprit, pour la tourner sur les mouvements de notre cœur. *Aimer Dieu et son prochain*, la comprend toute, selon saint Paul. Et qu'est-ce autre chose, que nous demander la disposition de notre cœur, tant à l'égard de Dieu qu'à celui des hommes? C'est nous obliger proprement à vouloir faire par les tendresses de l'amour, ce que la politique nous ordonne avec la rigueur des lois, et ce que la morale nous prescrit par un ordre austère de la raison.

« La seule religion chrétienne apaise ce qu'il y a d'inquiet; elle adoucit ce qu'il y a de féroce; elle emploie ce que nous avons de tendre en nos mouvements, non-seulement avec nos amis et avec nos proches, mais avec les in-

différents et en faveur même de nos ennemis. Voilà quelle est la foi de la religion chrétienne, et quel en était autrefois l'usage. Si on en voit d'autres effets aujourd'hui, c'est que nous lui avons fait perdre les droits qu'elle avait sur notre cœur, pour en faire usurper à nos imaginations sur elle. De là est venue la division des esprits sur la créance, au lieu de l'union des volontés sur les bonnes œuvres. De la diversité des opinions on a vu naître celle des partis et l'attachement des partis a produit les persécutions et les guerres. Des millions d'hommes ont péri à contester de quelle manière on prenait au sacrement, ce qu'on demeurait d'accord d'y prendre. C'est un mal qui dure encore et qui durera toujours, jusqu'à ce que la religion repasse de la curiosité de nos esprits à la tendresse de nos cœurs; et que rebutée de la folle présomption de nos lumières, elle aille retrouver les doux mouvements de notre amour [1]. »

Après cela, Saint-Evremond, il faut bien se l'avouer, attendra ce moment sans aucune impatience, sans rien faire pour le hâter. D'ailleurs, fort différent en ce point des philosophes qui après lui, au siècle suivant, affecteront d'appeler le même rapprochement au nom de l'humanité, en supprimant le fond commun des religions chrétiennes avec leurs différences, il contemplait de temps en temps avec tranquillité la lutte des opinions et des croyances sans autre attention que d'éviter pour sa paix les éclaboussures et toute irrévérence de mauvais exemple. Sous ce dernier égard il poussait les scrupules aussi loin que pouvait le permettre le tour naturellement ironique de son esprit. Je crois sans peine ce qu'affirme Des Maiseaux qu'il ne lui échappait jamais rien de licencieux contre la religion :

[1] Sur la religion et les religions; lettre au maréc. de Créquy, tome III. p. 133.

« Il ne pouvait souffrir, ajoute Des Maiseaux, que l'on en fit un objet de plaisanterie. La seule bienséance, disait-il, et le respect que l'on doit à ses concitoyens ne le permettent point [1]. » Une autre fois il a dit : « Je hais un vieil impie comme un méchant et le méprise comme un malhabile homme qui n'entend pas ce qui lui convient [2] . »

Il serait ridicule de vouloir à toute force donner Saint-Evremond pour plus chrétien qu'il ne prétendait l'être. Son admiration pour la plus belle morale qui fut jamais n'allait pas jusqu'à lui faire régler sur ce divin modèle sa vie et ses sentiments. Il s'était arrangé une morale qui conciliait suffisamment au gré de ses goûts une certaine élévation naturelle à son âme, et la satisfaction de ses sens modérés dans leurs appétits comme ses principes dans leur application. De tels arrangements ne constituent pas une haute vertu, encore moins la moralité du chrétien, et Saint-Evremond n'y prétend point : « Je puis dire de moi une chose assez extraordinaire et assez vraie, c'est que je n'ai presque jamais senti en moi-même ce combat intérieur de la passion et de la raison ; la passion ne s'opposait point à ce que j'avais résolu de faire par devoir, et la raison consentait volontiers à ce que j'avais envie de faire par un sentiment de plaisir. Je ne prétends pas que cet accommodement si aisé me doive attirer de la louange : je confesse, au contraire, que j'en ai été souvent plus vicieux ; ce qui ne venait point d'une perversion d'intention qui allât au mal, mais de ce que le vice se faisait agréer comme une douceur, au lieu de se laisser connaître comme un crime [3]. »

[1] Vie de Saint-Evremond, p. 307.

[2] Que la dévotion est le dernier de nos amours, t. IV. p. 303.

[3] Lettre au maréchal de Créquy, tome III, p. 87.

Voilà comment on rencontre, dans la longue vie de Saint-Evremond, des traits de conduite qui semblent avoir été inspirés par des caractères très-opposés; indépendant, digne jusqu'à la fierté dans sa disgrâce, s'honorant de l'amitié ou du commerce de tous les hommes d'un mérite supérieur, quelle que fût leur condition ou si compromettante que pût paraître leur compagnie, en d'autres temps se prêtant aux pires intrigues de la politique de cour, le choix des maîtresses du maître, supportant la gêne sans se plaindre et sans courir après des pensions, mais par-ci par-là trichant au jeu comme son héros le chevalier de Grammont.[1]

Que conclure de ces disparates qui, en une nature si modérée, sont plus que des accidents, sinon que les *honnêtes gens* aussi (je parle de ceux qu'a si bien peints et

[1] Cela se faisait beaucoup chez Mme Mazarin. Saint-Evremond s'en plaint souvent. Il s'en serait moins plaint dans sa jeunesse.

« Une subtile main prête aussitôt l'office
Que semblaient demander ses yeux vifs et perçants:
Je suis honteux sur mes vieux ans
Pour telle occasion d'implorer la justice;
Quand mes sens avaient la vigueur
Que donne une vive jeunesse,
Je n'allais pas trop à confesse,
Et les gens d'un grossier honneur,
Pour de semblables tours d'adresse,
Me nommaient quelquefois *Pipeur*,
Aujourd'hui la langueur d'une infirme vieillesse
Ayant mis le devoir bien avant dans mon cœur,
Je prêche une duchesse
Et lui parle sans cesse
D'aumônier et de confesseur. »

(Œuvres, tome IV, p. 249.)

classés M. Sainte-Beuve) doivent être modestes sur leur *morale*, et se persuader bien que la modération ne sauve pas nécessairement des faiblesses et le terre à terre des grosses chutes. Si professer les dogmes du christianisme n'exempte pas du danger d'en violer la morale, le culte tout seul de la vertu ne suffit pas à planter dans les cœurs une solide honnêteté.

Les belles années de Saint-Evremond s'étaient écoulées dans une société et à une époque où l'amour était une grande affaire et les belles passions une occupation obligée des héros de cour et de guèrre; où en fait d'attachement, chacun ne disputait que pour la servitude. Les précieuses mêmes, qui se piquaient de spiritualiser la galanterie, n'étaient, comme on l'a dit, que les jansénistes de l'amour; lui-même, quelque temps amoureux de Ninon de Lenclos, avait payé son tribut à l'inclination commune, mais avec sa modération habituelle, et sans se laisser aller aux grands mouvements de la passion. Sa plus grande folie lui vint tard : à soixante ans, séduit par la beauté et l'esprit de Mme Mazarin, il s'était remis à aimer, mais on ne saurait lui appliquer le mot de M. Joubert : que la punition des hommes qui ont trop aimé les femmes est de les aimer toujours. S'il est permis de l'en croire, ce n'était point une punition, c'était le plus grand de ses plaisirs que la condition, pourtant singulièrement humiliante, que lui imposait sa faiblesse et les caprices d'Hortense.

« Vous vous étonnez mal à propos que de vieilles gens aiment encore, car leur ridicule n'est pas à se laisser toucher, c'est à prétendre imbécillement de pouvoir plaire. Pour moi, j'aime le commerce des belles personnes autant que jamais; mais je les trouve aimables sans dessein de m'en faire aimer : je ne compte que sur mes

sentiments, et cherche moins avec elles la tendresse de leur cœur que celle du mien.....

« Le plus grand plaisir qui reste aux vieilles gens, c'est de vivre; et rien ne les assure si bien de leur vie que leur amour. *Je pense*, *donc je suis*, sur quoi roule la philosophie de M. Descartes, est une conclusion pour eux bien froide et bien languissante : *j'aime*, *donc je suis*, est une conséquence toute vive, tout animée, par où l'on rappelle les désirs de la jeunesse, jusqu'à s'imaginer quelquefois d'être jeune encore. »

C'est de ce ton que Saint-Evremond traite les questions d'amour et il les traite souvent. On connaît assez les piquantes dissertations où il veut prouver que la dévotion est le dernier de nos amours. C'est moitié sérieux, moitié ironique, toujours sobre et court, semé de traits de style et de pensées qui sont quelquefois mieux que de l'esprit. Métaphysicien, quoi qu'il en ait, il aime à chercher dans leur origine le secret des sentiments et des opinions ; ainsi, à un ami qui lui demandait s'il ferait bien ou mal d'épouser une dame protestante dont il était amoureux, Saint-Evremond répond par cette considération inattendue : que la religion réformée est aussi avantageuse aux maris que la catholique est favorable aux amants, et sur ce thème périlleux, il devance les raisonnements de l'esthétique moderne sur l'influence des religions en matière d'amour. Ce lieu commun littéraire de nos jours, que le catholicisme est plus inspirateur aux artistes et aux poëtes, parce qu'il est plus tendre et fait plus de place à la beauté, est présenté par Saint-Evremond sous un aspect demi-sérieux qui le rajeunit pour nous, si fatigués de déclamations sur le sujet.

« Cette liberté chrétienne, dont on voit les protestants

se vanter, forme un certain esprit de résistance qui défend mieux les femmes des insinuations de ceux qui les aiment. La soumission qu'exige la catholicité les dispose en quelque façon à se laisser vaincre, et, en effet, une âme qui peut se soumettre à ce qu'on lui ordonne de fâcheux, ne doit pas être fort difficile à se laisser persuader ce qui lui plaît.

« La religion réformée ne cherche qu'à établir de la régularité dans la vie, et de la régularité il se fait sans peine de la vertu. La catholique rend les femmes beaucoup plus dévotes, et la conversion se convertit facilement en amour.

« L'une va seulement à s'abstenir de ce qui lui est défendu; l'autre, qui admet le mérite des bonnes œuvres, se permet de faire un peu de mal qu'on lui défend, sur ce qu'elle fait beaucoup de bien qu'on ne lui commande pas.

« Dans celle-là, les temples sont la sûreté des maris, dans celle-ci leur plus grand danger est aux églises. En effet, les objets de mortification en nos églises, inspirent assez souvent de l'amour. Dans un tableau de la Madeleine, l'expression de sa pénitence sera pour les vieilles une image de l'austérité de sa vie; les jeunes la prendront pour une langueur de passion...

« *Je suis donc à couvert de tout*, me direz-vous, *avec une protestante*. Je vous répondrai ce que dit le bon père Hypothadée à Panurge : *Oui*, *si Dieu plaît*. Le plus sage s'en remet à la Providence : il attend d'elle sa sûreté et de lui-même le repos de son esprit. »

Ces menues questions lui plaisent : en un autre endroit il vous dira pourquoi véritablement on fait bien d'exclure les femmes du gouvernement des affaires.

« Je me suis étonné cent fois de ce qu'on avait voulu exclure les femmes du maniement des affaires, car j'en

trouvais de plus éclairées et de plus capables que les hommes. J'ai connu à la fin que cette exclusion ne venait point ni de la malignité de l'envie, ni d'un sentiment particulier d'aucun intérêt; ce n'était point aussi par méchante opinion qu'on eût de leur esprit. C'était (et cela soit dit sans les offenser), c'était par le peu de sûreté que l'on trouvait en leur cœur faible, incertain, trop assujetti à la fragilité de leur nature. *Telle qui gouvernerait sagement un royaume aujourd'hui, se fera demain un maître à qui on ne donnerait pas douze poules à gouverner*, pour me servir des termes de M. le cardinal Mazarin. De quoi ne seraient pas venues à bout Mme de Chevreuse, la comtesse de Carlisle, la princesse Palatine, si elles n'avaient gâté par leur cœur tout ce qu'elles auraient pu faire par leur esprit. Les erreurs du cœur sont bien plus dangereuses que les extravagances de l'imagination. L'imagination n'a point de folie que le jugement ne puisse corriger; le cœur nous porte au mal et nous y attache, malgré toutes les lumières du jugement:

Video meliora proboque,
Deteriora sequor.

« Une femme fort spirituelle me disait un jour qu'elle *rendait grâce à Dieu tous les soirs de son esprit, et le priait tous les matins de la préserver des sottises de son cœur.* »

Saint-Evremond ne pense pas avec moins de finesse sur le caractère des peuples, on en a vu déjà plus d'une preuve: j'en citerai une dernière qui mettra fin à cette longue analyse. Il s'agit du goût des Français pour la nouveauté: de cette vieille banalité Saint-Evremond a tiré des considérations morales et politiques qui rappellent singulièrement Mme de Staël.

« La nouveauté a un charme pour nous, dont nos es-

prits se défendent mal aisément..... Les choses les plus estimables qui ont paru beaucoup parmi nous, ne font plus leur impression comme bonnes; elles apportent le dégoût comme vieilles : celles, au contraire, à qui on ne devrait aucune estime, sont moins souvent rejetées comme méprisables que recherchées comme nouvelles.

«Ce n'est pas qu'il n'y ait en France des esprits bien sains, qui ne se dégoûtent jamais de ce qui doit plaire, et jamais ne se plaisent à ce qui doit donner du dégoût : mais la multitude ou ignorante ou préoccupée, étouffe le petit nombre des connaisseurs.

«Il n'y a point de pays où la raison soit plus rare qu'elle est en France; quand elle s'y trouve il n'y en a pas de plus pure dans l'univers. Communément tout est fantaisie; mais une fantaisie si belle et un caprice si noble en ce qui regarde l'extérieur, que les étrangers, honteux de leur bon sens, comme d'une qualité grossière, cherchent à se faire valoir chez eux par l'imitation de nos modes, et renoncent à des qualités essentielles pour affecter un air et des manières qu'il ne leur est presque pas possible de se donner. Aussi ce changement éternel aux meubles et aux habits qu'on nous reproche, et qu'on suit toujours, devient sans y penser une sagesse bien grande; car, outre une infinité d'argent que nous en tirons, c'est un intérêt plus solide qu'on ne croit d'avoir des Français répandus partout, qui forment l'extérieur de tous les peuples sur le nôtre, qui commencent par assujettir les yeux, où le cœur s'oppose encore à nos lois; qui gagnent les sens en faveur de notre empire, là où les sentiments tiennent encore pour la liberté. »

Si les meilleures œuvres de Saint-Evremond n'étaient pas éparpillés dans une foule de petites pièces sans inté-

rêt que pour les biographes, sa place ne lui serait pas contestée parmi les auteurs français du grand siècle que l'on peut et que l'on aime relire. Il y avait en lui l'étoffe d'un moraliste et d'un écrivain supérieur, et en général ses compositions qui datent d'avant son exil ont la verve du génie et sont d'une plume éminemment française et hors de ligne. L'exil émoussa quelques-unes des qualités premières de l'écrivain, son style contracte parfois quelque chose d'obscur du tour métaphysique de ses méditations, mais il trempa et agrandit son jugement: ses écrits de Hollande et d'Angleterre sont remarquables par l'étendue, la nouveauté et une solidité de pensées peu communes. Toute part faite à la critique des sentiments et des opinions ce serait peut-être donner à Saint-Evremond la louange qui l'aurait le plus touché et qui lui convient davantage, que de lui appliquer cette conclusion même que la comparaison des Anglais et des Français lui avait suggérée: « Les plus honnêtes gens du monde ce sont les Français qui pensent et les Anglais qui parlent. »

A. Sayous.

RÉFLEXIONS

SUR

LES PROBLÈMES DE NOTRE ÉPOQUE A L'OCCASION DE QUELQUES PUBLICATIONS NOUVELLES DES ÉCONOMISTES FRANÇAIS.

I

La vérité sur l'avenir de la France.

Si, comme j'en ai l'intime conviction, la société française ne peut rentrer dans son état normal que par une application intelligente des saines doctrines de l'économie politique, il faut convenir que la perspective de cette restauration sociale ne paraît guère prochaine. L'économie politique est moins en faveur que jamais auprès du public soi-disant éclairé de la France. La plupart des hommes qui se posent en défenseurs de l'ordre social et en pourfendeurs du socialisme ignorent, ou affectent de nier la science de l'ordre social[1] et professent un certain socialisme philanthropique, d'autant plus dangereux que la formule en est plus inoffensive; tandis que les économistes eux-mêmes, au lieu de rester unis et de faire converger leurs efforts dans le sens des principes incontestables sur lesquels ils sont d'accord, se livrent à de fallacieuses analyses, à de véritables hallucinations scientifiques, dont le moindre inconvénient est de fournir aux socialistes de nouveaux arguments à l'appui de leurs erreurs.

[1] Etymologiquement et réellement l'économie politique est la *science de l'ordre intérieur des sociétés.*

Ainsi, M. Molinari, dans ses *Soirées de la rue Saint-Lazare*, applique le principe de la libre concurrence à tous les services dont l'État est chargé, y compris celui de la protection des droits individuels par la force armée. L'idéal des économistes, en fait de gouvernement, serait, selon cet auteur, l'absence de tout gouvernement. Il arrive, en prétendant faire de l'économie politique, aux mêmes conclusions que ceux qui nient cette science. J'aime mieux, s'il faut aboutir à l'anarchie, suivre le chemin de M. Proudhon; je le trouve plus facile.

Ainsi encore, M. Bastiat, dans le livre qu'il vient de publier sous le titre d'*Harmonies économiques*, déclare illégitime et abusive toute propriété qui n'est pas la rémunération directe de services rendus. Déjà, dans la seconde partie de ses *Sophismes économiques*, il avait brutalement qualifié de *spoliation* les pertes et les désavantages résultant de l'application du système protecteur, quoique, de son aveu, cette application ne profite ni à l'État, ni aux capitalistes intéressés dans les industries protégées.

M. Molinari est un jeune homme dont l'esprit et le talent ont pu se fourvoyer dans leur effervescence printanière. Mais M. Bastiat! Que deviendra la multitude ignorante, si ceux qui ont la mission de l'instruire et de la guider prennent plaisir à s'égarer eux-mêmes?

Les deux économistes que je viens de nommer ne sont point de ces hommes qu'une vie excentrique et irrégulière jette fatalement sur la voie des paradoxes. Ils sont aimés de ceux qui les connaissent, accueillis avec faveur dans le monde, et mon estime pour leur caractère est telle, que je ne crains point, en m'exprimant avec tant de franchise sur leur compte, d'altérer les rapports que j'ai le bonheur d'entretenir avec eux. La voie qu'ils ont suivie

s'explique par la position que leur avait assignée, dans le monde intellectuel, la science qu'ils cultivent. Quand une doctrine est repoussée par l'ignorance ou par les préventions intéressées du grand nombre, si ceux qui la comprennent sont faibles de caractère ou médiocres d'esprit, ils l'abandonnent et la renient; s'ils sont forts et capables, se sentant isolés par leurs convictions, ils tombent facilement dans l'excentricité, en poussant leurs principes à l'extrême. Le contrôle d'une opinion sympathique les aurait contenus; celui d'une opinion hostile les irrite et les fait dérailler.

Les personnes qui ont vu de près, pendant l'année 1848, la grande lutte intellectuelle que le théâtre du Vaudeville a terminée, mais que des pamphlets sérieux avaient commencée; celles qui savent que les économistes se sont mis les premiers en avant, qu'ils ont ouvert la brèche dans le socialisme, et que c'est à eux, à eux *seuls,* que l'on doit la déconfiture de Louis Blanc, ainsi que la défaite de Cabet, de Considérant et de Proudhon; ces personnes-là auront quelque peine à comprendre l'isolement, le vide absolu dans lequel existe et se meut aujourd'hui la *Société d'économie politique*, cette héritière de l'*Association du libre échange*, qui compte parmi ses membres Dunoyer, Bastiat, Horace Say, Garnier, Wolovsky et d'autres savants non moins recommandables.

Sans connexion avec le journalisme, qui en fait abstraction complète; sans action sur l'Assemblée législative, qui professe le mépris des théories; cette société n'est pas même en crédit auprès des corps savants qui ont la mission spéciale de représenter les intérêts de la science.

De même que l'Académie française repousse les poëtes et les romanciers pour se recruter de grands seigneurs,

sa sœur l'Académie des sciences politiques et morales repousse les économistes, pour se recruter de philanthropes et de statisticiens.

Enfin, les ministres de l'instruction publique, dans les réformes qu'ils proposent pour améliorer l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, ont grand soin de mentionner, parmi les objets d'étude, la géographie, l'agriculture, l'hygiène, le grec, le latin, tout, excepté l'économie politique.

A ceux qui me demanderaient la raison de cette défaveur si injuste et si inopportune, je n'ai qu'une réponse à faire, qui n'explique rien, ou qui explique tout, suivant le point de vue auquel on se place :

Quos perdere vult Jupiter, priùs dementat !

Il y a deux ans qu'un torrent dévastateur a détruit, pour la quatrième fois, l'édifice fondé jadis par Hugues Capet, puis restauré successivement par Napoléon, par Louis XVIII et par Louis-Philippe. Le torrent, c'est l'esprit révolutionnaire, rendu en dernier lieu plus rapide et plus irrésistible par l'impulsion des idées socialistes. L'édifice en question, c'était la monarchie héréditaire avec toutes les institutions qui en dépendent.

Les fondations et les principaux murs ont résisté au torrent : c'est l'ordre social. On a construit à la hâte, avec les débris de la charpente et sur l'emplacement qu'elle occupait, un hangar provisoire ; puis on a remplacé le hangar par un bâtiment nouveau : c'est la constitution actuelle. Mais cette construction, légère, vicieuse dans plusieurs de ses parties, faite d'ailleurs sur un tout autre plan que l'ancienne, présente peu de solidité, peu de chances de durée.

Cependant les eaux, toujours prêtes à s'élever et à franchir leurs bornes naturelles, menacent incessamment de miner, de renverser, d'engloutir la nouvelle bâtisse et tout ce qui reste de l'ancienne. Comment parer à ce danger? Par quels moyens assurer désormais aux habitants du lieu un abri convenable et sûr?

Si l'on pouvait relever l'édifice, déjà quatre fois renversé, et le rendre plus solide qu'il ne le fût jamais, le problème serait résolu; mais où retrouver les matériaux que le torrent a entraînés, broyés, dispersés?

Maintenir la construction nouvelle, en la fortifiant par tous les moyens possibles; opposer en même temps aux débordements futurs des digues et des barrages; pratiquer surtout des canaux de dégorgement, pour diminuer la masse, et par conséquent la puissance de l'élément destructeur : voilà ce que conseilleraient la science, la raison, l'expérience. Mais il faudrait pour cela du temps, et le fléau n'attendra pas; il faudrait du courage, de la décision, de la persévérance, et les esprits sont amollis, incertains, abattus; il faudrait, enfin, la foi dans ce qui existe, et il n'y a dans les âmes que le regret de ce qui n'existe plus.

Reconstituer la monarchie, voilà le désir avoué ou secret de la plupart des hommes politiques en France, de ceux notamment qui passent pour exercer une influence considérable sur les affaires du pays et qui sont envisagés comme les chefs du grand parti de l'ordre.

S'il ne s'agit que d'une opinion spéculative, je la partage. S'il ne faut que répondre en théorie à cette question : Quelle serait, pour une nation grande, riche, très-avancée en civilisation, la meilleure forme de gouvernement? je n'hésite point; la monarchie est mon idéal. Mais,

sortons de l'abstrait pour entrer dans le concret. Ce n'est pas une nation en général, c'est la société française, qu'il faudrait constituer en monarchie; la société française telle que l'ont faite ou modifiée les événements du dernier demi-siècle. Or, la question, présentée sous cette face, n'est évidemment plus la même. Comme il s'agit de rétablir une chose qui a été détruite à plusieurs reprises, je demande, avant de me prononcer pour cette restauration, si les éléments qui constituaient la chose existent encore; si ceux qui prétendent restaurer l'édifice ont encore à leur disposition les matériaux nécessaires.

La monarchie héréditaire n'est pas une institution purement rationnelle, qu'on puisse donner au premier peuple venu, comme on donne un président à toute assemblée délibérante. Elle renferme implicitement deux fictions. En vertu de la première, le monarque est réputé inviolable et irresponsable ; en vertu de la seconde, le droit que tenait du choix de la nation le chef de la dynastie, est censé transmis à ses héritiers, suivant un certain ordre établi par la loi fondamentale.

Ces fictions, comme tout ce qui restreint la liberté naturelle des hommes et règle leurs rapports réciproques dans l'état de société, doivent être acceptées par le peuple, s'appuyer sur la conscience publique, sur le sens commun de la nation; mais, la raison ne pouvant accepter ce qui est manifestement faux en soi, c'est dans les sentiments, ou tout au moins dans les habitudes, qu'une fiction doit vivre et trouver son appui.

La monarchie héréditaire a tellement besoin de cet appui moral, que partout, et de tout temps, l'établissement d'une dynastie nouvelle, même lorsqu'il ne s'agissait que de la substituer à une autre, a été une œuvre longue, se-

mée de difficultés et de périls, à moins que des circonstances tout exceptionnelles ne vinssent faciliter la tâche du nouveau souverain, comme cela s'est vu, de nos jours, en Suède, en Grèce, en Belgique. Et notez que, de ces trois dynasties récemment fondées, une seule a subi l'épreuve de l'hérédité; les deux autres en sont encore à leur premier stage.

En France, depuis soixante ans, tout le monde travaille à détruire les sentiments et les habitudes monarchiques. Philosophes, écrivains politiques, chefs de partis, gouvernements, souverains, ont sapé ou dissous à l'envi ces fondations morales; ceux-là même qui soutenaient le principe, l'ayant personnifié dans une certaine famille et ne se faisant aucun scrupule d'attaquer et de miner l'idée, au profit de l'incarnation à laquelle leurs sympathies étaient acquises.

Il y a, chez tous les peuples, un instinct qui, sous l'empire de certaines circonstances, les porte à concentrer le pouvoir. Cet instinct subsiste en France et n'y périra jamais, parce qu'il est de l'essence des sociétés humaines. C'est une manifestation de ce besoin de vivre, qui anime l'être collectif aussi bien que l'individu. Mais cet instinct n'est point monarchique, dans le sens propre du mot. Il agit sur les sociétés les plus démocratiques, et la dictature temporaire, sous une forme quelconque, le satisfait pleinement.

C'est ce besoin de la concentration du pouvoir qui entretient les illusions et les espérances des trois partis monarchistes. Chacun d'eux l'interprète dans le sens de ses sympathies ou de ses convictions, et ce qui rend cette illusion possible pour tous en même temps, c'est précisément ce qui en fait une illusion. La chose que demande

l'instinct, et qui doit le satisfaire, ce n'est ni A, ni B, ni C; c'est X; c'est une inconnue, que chaque parti peut éliminer à sa guise, en attendant que le peuple soit mis en demeure de résoudre lui-même l'équation.

Si, au lieu de cette vague aspiration vers l'unité dans le gouvernement, il existait en France un véritable esprit monarchique, les sentiments et les habitudes qui, je le répète, sont les éléments constitutifs de cet esprit, auraient une tendance déterminée; la monarchie héréditaire serait personnifiée pour les masses, comme elle l'est aujourd'hui pour le petit nombre de ses partisans. Chaque opinion pourrait alors, connaissant le nombre de ses adhérents, se faire une juste idée de sa force et de ses chances de succès.

J'ai vu, et c'est le spectacle le plus saisissant auquel j'aie jamais assisté, j'ai vu, dans l'espace de quelques jours, tomber une royauté dont les représentants avaient montré, pendant dix-huit années, plus de lumières, d'intelligence, de patriotisme, et avaient plus travaillé à la grandeur réelle et à la prospérité de leur pays, qu'aucun souverain ne l'a jamais fait dans tout le cours de son règne. Les hurlements de cinquante mille prolétaires ameutés ont suffi pour accomplir cette destruction, sous les yeux d'une nation de trente-cinq millions d'âmes, qui l'a presque aussitôt acceptée comme un fait accompli; puis sanctionnée par des actes solennels. Et cette nation serait monarchique!

Qu'on ne m'objecte pas la révolution qui avait élevé cette dynastie sur le trône, et le vice dont sa souveraineté se trouvait par là entachée. Ce ne sont ni des légitimistes, ni des bonapartistes, qui ont renversé la dynastie d'Orléans, et ce n'est pas en haine de cette dynastie que la révolution a été faite par le petit nombre, acceptée et

sanctionnée par le grand nombre; c'est en haine de la royauté, en haine de la monarchie héréditaire, qui avait perdu, irrévocablement perdu, auprès des dix-neuf vingtièmes de la nation qu'elle gouvernait, cet appui moral, ce prestige, ce pouvoir de sympathie ou d'habitude, dont elle ne peut se passer, dont elle n'a jamais été dépouillée sans courir à sa ruine.

D'ailleurs, je n'ai pas encore mentionné tous les éléments qui constituent la monarchie héréditaire, et celui dont il me reste à parler n'a rien d'hypothétique ni de psychologique. C'est un organe plutôt qu'un élément. Il faut à la monarchie une classe politiquement privilégiée, qui partage avec le monarque l'exercice du pouvoir et soit solidairement intéressée au maintien du principe monarchique.

Je ne connais aucun exemple d'une monarchie héréditaire combinée avec l'égalité politique absolue, c'est-à-dire avec le suffrage universel de nos sociétés modernes [1]. Monarchie héréditaire et démocratie sont deux choses qui s'excluent l'une l'autre.

Un peuple ne peut pas à la fois déléguer sa souveraineté et la retenir. S'il la retient sous forme de suffrage universel, la délégation n'est plus qu'un leurre, car, ce qui fait l'essence de la monarchie, ce n'est pas le pouvoir actuel du monarque, c'est l'hérédité, et, pour que l'hérédité soit réelle, il faut qu'elle soit garantie dans l'avenir, c'est-à-dire placée en dehors des atteintes du déléguant.

[1] Cette combinaison a existé de fait dans le canton de Neuchâtel, en Suisse, depuis l'ordonnance royale de 1831 jusqu'à la révolution de 1848. Mes lecteurs comprendront, sans que je l'explique, pourquoi cet exemple ne saurait être d'aucun poids dans la question que j'examine.



La monarchie héréditaire peut se combiner avec le régime représentatif, même sans le concours d'une aristocratie personnellement privilégiée telle que la pairie anglaise, pourvu que les corps qui partagent avec le monarque l'exercice de la souveraineté, soient élus par des catégories privilégiées de citoyens. Alors, en effet, il y a solidarité, il y a communauté d'intérêts entre le pouvoir populaire et celui du monarque, celui-là étant comme celui-ci un privilége, et reposant comme lui sur une fiction; de sorte que le principe monarchique ne saurait être détruit, ni même affaibli ou contesté, sans préjudice ou sans danger pour les catégories électorales et pour le corps qui les représente.

Placez, au contraire, la monarchie héréditaire en présence d'une législature élue par le suffrage universel et d'un corps électoral qui se compose de l'universalité des citoyens, c'est-à-dire qui n'est autre chose que la nation elle-même, le peuple souverain.

Y aura-t-il un moment quelconque où l'on puisse être certain que, dans dix ans, dans cinq ans, peut-être dans un an, dans six mois, des préventions injustes contre le pouvoir monarchique ou contre la dynastie régnante, ne seront pas répandues parmi le peuple et ne gagneront pas la majorité des électeurs, que cette majorité n'élira pas des représentants imbus de telles idées, pour former la majorité du corps législatif et y porter des propositions antimonarchiques, enfin que ces représentants, si le monarque prend le parti de dissoudre la législature, ne seront pas réélus par la nation?

Évidemment, cette certitude manquera toujours, puisque ni le droit des électeurs, ni celui de leurs représentants, ne seront liés solidairement au maintien du principe

monarchique, puisqu'il n'y aura aucune communauté d'origine entre le pouvoir populaire et le pouvoir du monarque.

Or, cette certitude manquant, l'hérédité sera réduite à rien ; car, encore une fois, l'hérédité, le principe de la monarchie héréditaire n'existe, n'est quelque chose de réel et d'efficace, que sous la condition d'être assuré dans le présent et dans l'avenir, d'être placé en dehors de l'atteinte des pouvoirs constitutionnels.

En vain essaierait-on de parer à une telle éventualité en modifiant les formes de la démocratie, en décentralisant, par exemple, les élections. Que les votes soient donnés par communes, au lieu de l'être par cantons ou par départements, le suffrage universel n'en demeure pas moins le suffrage universel, c'est-à-dire une manifestation irrésistible d'un pouvoir souverain, qui existe, se conserve, se meut et s'exerce en dehors et indépendamment du pouvoir monarchique.

M'alléguera-t-on ce qui s'est passé après la révolution de 1688, en Angleterre, et après celle de 1830, en France, pour prouver qu'il n'existe pas, entre les corps privilégiés et la royauté dynastique, cette solidarité d'intérêts que j'ai supposée? Mais, dans ces deux occasions, le parlement britannique et les chambres françaises, en prononçant la déchéance du souverain et en portant ainsi une grave atteinte au principe monarchique, ne firent que sanctionner un fait que la force brutale avait accompli sans eux et malgré eux. Une fois la révolution consommée, leur intérêt les rattachait à la nouvelle dynastie, non à l'ancienne.

Au reste, si les législateurs privilégiés surent, en Angleterre, conserver leur position intacte, chacun sait qu'il n'en

fut pas de même en France. La chambre des pairs y perdit le plus beau de ses priviléges, celui de l'hérédité, et le corps électoral fut doublé par l'abaissement du cens. Rien ne prouve mieux que cet exemple, tout ce que j'ai dit de la solidarité d'intérêt entre les privilégiés et le monarque.

La question n'est pas et ne peut pas être de garantir la monarchie héréditaire contre les révolutions futures. Aucun gouvernement, aucune institution humaine, aucun pouvoir constitué, ne sauraient être mis d'avance à l'abri de pareilles tempêtes.

J'ai entendu des hommes graves dire qu'on *balaierait* le suffrage universel, comme on l'a déjà *balayé* une fois. Était-ce pure forfanterie? Était-ce illusion de gens qui ne comprennent rien à leur époque? Mon intime conviction, à moi, conviction résultant d'une étude continuelle et approfondie de ce qui se passe en France depuis deux ans, c'est que la démocratie a fait trop de chemin dans ce pays, pour qu'on puisse l'en faire sortir, à moins qu'elle ne s'y prête de bonne volonté. Il faudrait abolir le suffrage universel par le suffrage universel.

Mais où et quand a-t-on vu la démocratie se corriger elle-même?

Non, il faut le reconnaître, la monarchie héréditaire n'est plus possible en France, parce qu'elle n'y trouve plus les éléments qui la constituent, les organes qui lui sont nécessaires pour subsister. Ce n'est plus, comme en 1789, en 1814, en 1830, un arbre coupé qui puisse reverdir et pousser de nouvelles branches ; c'est un arbre qu'on a déraciné, parce qu'il était mort.

La République est donc la seule forme de gouvernement régulier et durable que la France puisse adopter.

Mais la république n'est possible, aussi, que sous certaines conditions ; il lui faut des mœurs, des institutions, des organes qu'elle ne trouve point encore dans la société française.

Cette société, naguère si florissante, n'aurait-elle donc plus d'autre perspective que celle d'une décadence plus ou moins rapide? Serait-elle irrévocablement condamnée à tomber en dissolution, après avoir végété sous une série de gouvernements révolutionnaires, tantôt se jetant avec une ardeur fiévreuse, dans les excès de la démocratie, tantôt, s'endormant d'un sommeil léthargique, sous la pression de l'état de siége, ou sous le régime du sabre?

C'est demander si les conditions du gouvernement républicain peuvent encore être réalisées, s'il existe des moyens de rendre la république possible, d'en faire un gouvernement régulier, paisible, et assez vigoureux pour ramener la société dans la voie de son développement normal.

Eh! bien, je n'hésite pas à répondre : oui, la République est encore possible en France, pourvu qu'on procède immédiatement et qu'on travaille sans relâche à réaliser les conditions auxquelles est attachée la stabilité de cette forme de gouvernement. Rendre la république possible, en modifiant les mœurs et les institutions du pays, de manière à les faire concorder avec l'esprit et les besoins d'une société républicaine, telle est, à mon sens, la seule voie de salut qui reste ouverte à la nation française. Cependant, il faudrait se hâter, car beaucoup de temps a déjà été perdu, l'œuvre deviendra de jour en jour plus difficile, et il pourrait survenir des événements imprévus, qui en empêcheraient tout à fait l'accomplissement.

Et d'abord, pour rendre la république possible, il fau-

drait la vouloir et la comprendre; or, le malheur est que le plus grand nombre des Français ne veulent rien, ou ne savent pas ce qu'ils veulent, tandis que le petit nombre de ceux qui veulent la république ne la comprennent guère, et que la plupart des hommes politiques, des hommes d'action et d'influence, la comprennent un peu, mais ne la veulent pas du tout.

De là cette inquiétude et cette insécurité générales, qui paralysent, dans toutes les branches de l'activité humaine, l'esprit de spéculation, d'association et de progrès; de là cette défiance de l'avenir, puis cette inertie du découragement, qui opposent d'insurmontables obstacles à tout ce que les pouvoirs constitués ou les simples citoyens pourraient tenter dans le sens de la consolidation et du perfectionnement des institutions républicaines. Où trouver des conseillers et des agents pour préparer et organiser l'avenir, quand presque tous les hommes capables de penser et d'agir, ne songent ouvertement qu'à rétablir le passé? Comment s'imposer des efforts et des sacrifices au profit d'une société aveugle, qui dépensera peut-être demain, à la poursuite d'un but chimérique, les forces qu'on lui aura données aujourd'hui pour atteindre un but raisonnable?

Ce qu'il y aurait à faire, pour rendre la république possible, se rapporte en partie aux mœurs, en partie à l'organisation administrative, en partie à la législation économique.

Développer, chez les citoyens de toutes les classes, l'esprit d'association, l'esprit d'ordre et l'esprit gouvernemental, travailler, en un mot, à l'éducation politique du peuple: voilà ce qui concerne les mœurs.

Décentraliser l'administration, restreindre la sphère d'activité de l'Etat, qui s'est démesurément étendue au

préjudice de celle des individus et des associations privées : voilà pour l'organisation administrative.

Accroître autant que possible, par la liberté du commerce et par la suppression des monopoles abusifs, la valeur et la circulation du capital : ouvrir ainsi, aux facultés productives et à l'esprit d'entreprise, de nouvelles carrières et un nouveau champ d'application, afin que les idées et les passions auxquelles la démocratie donne l'essor puissent trouver des issues légitimes, et que les intérêts du plus grand nombre convergent dans le sens du maintien de l'ordre social et du progrès de la civilisation : voilà pour la législation économique.

Je reviendrai, dans les articles qui suivront celui-ci, sur quelques-unes de ces réformes et sur l'ensemble du sujet, quoique je ne me dissimule point la défaveur avec laquelle sont accueillis, en France, les raisonnements et les conseils de cette espèce.

Pendant les premiers mois qui ont suivi la révolution de février, tout le monde se disait républicain et tenait à passer pour tel ; aujourd'hui, en dehors de la région officielle, où le langage et les actes extérieurs ne peuvent pas être en désaccord avec la constitution, il est rare qu'un homme portant un frac et des gants ose se prononcer pour la république, et sur ce point, comme sur tant d'autres, les départements reçoivent de Paris le mot d'ordre.

Quant à l'économie politique, on s'est abstenu de la mépriser et de la nier, tant que les socialistes ont été assez près du pouvoir pour faire craindre une application prochaine de leurs utopies ; mais on s'est également abstenu de l'apprendre, et maintenant il s'en faut bien qu'elle ait autant de partisans que la république. C'est une théorie creuse, qui doit entrer dans les livres et ne se mêler en

aucune façon de la pratique du gouvernement ni de la confection des lois. Un économiste de profession est un personnage excentrique, dont les opinions peuvent divertir quelques instants les amateurs de paradoxes, mais auquel on ne confierait pas la gestion du plus chétif bureau de tabac. Il ne m'est pas démontré qu'un Malthusien, c'est ainsi que le monde élégant nous appelle, pût se faire admettre dans le jockey-club.

Et cependant, ce monde élégant, cette société anti-républicaine, a un sentiment vrai de sa situation périlleuse et de la décadence dont son pays est menacé. Entrez dans un salon de Paris et faites part à la première personne que vous rencontrerez, de vos inquiétudes sur l'avenir de la France.

— « Ah! monsieur, vous répondra-t-on, ce que vous dites n'est que trop juste. Où allons-nous? Que serons-nous dans deux ans, dans un an, dans six mois? Cette majorité sur laquelle nous comptions, se divise et s'affaiblit à vue d'œil. Le socialisme gagne d'une manière effrayante dans les campagnes. Il n'y aura bientôt plus de gouvernement possible en France, et nous tomberons si bas que nous ne pourrons plus nous relever. »

Vous hasardez alors quelques mots sur la nécessité de maintenir la constitution actuelle et d'en favoriser le développement. Autre exclamation.

— « La république! Y songez-vous? C'est la plaie du pays. C'est le gouvernement de l'intrigue, du népotisme et des abus de toute espèce. »

Et tout de suite on vous raconte une demi-douzaine de tripotages plus ou moins scandaleux, qui se seraient pratiqués récemment à la cour,..... je veux dire à l'Elysée.

Si vous objectez que la république ne saurait marcher tant que ceux qui la dirigent conservent l'esprit, les allures, les idées monarchiques, et que, pour savoir ce qu'il est permis d'espérer d'une constitution républicaine, il faudrait commencer par mettre les mœurs et les lois du pays en harmonie avec cette forme de gouvernement, votre homme ne vous comprend plus et se borne à répéter :

— « La république est impossible. Le pays n'en veut pas. On la lui a imposée par surprise. Tous ses instincts et ses sentiments la repoussent. »

Essayez-vous, enfin, de faire sentir à votre interlocuteur la nécessité de quelques réformes dans le sens de celles que j'ai mentionnées plus haut; vous l'entendrez s'écrier avec impatience :

— « Utopies, mon cher monsieur! Utopies que tout cela! Ces idées n'ont aucune faveur dans le pays, aucune chance de réalisation. L'Assemblée a fait dans cette voie tout le chemin qu'il était possible de faire; elle est même allée trop loin. »

Ce salon, où tout le monde pense ainsi, se livre pourtant aux amusements les plus frivoles, aux conversations les plus futiles. Le luxe y règne dans l'ameublement, dans les toilettes, dans le service.

Et toute la classe aisée se conduit de la même manière, présente le même aspect. Paris est aussi animé, aussi riant, aussi passionné pour le plaisir, qu'il l'ait jamais été. Tous ces gens qui, de leur propre aveu, ne savent où ils vont ni ce que deviendra la société dont ils font partie, n'ont pas, dans l'esprit, la moindre pensée sérieuse sur les moyens d'écarter le péril qui les menace, ni dans le cœur la moindre volonté d'agir, de faire des sacrifices, de s'imposer des devoirs pour la conservation de cet ordre

social auquel ils doivent leur bien-être et leur position.

Je me trompe: la plupart d'entre eux ont saisi deux idées très-simples, qui forment toute leur politique, et pour lesquelles, je dois l'avouer, ils hésitent rarement à exposer leur vie quand l'occasion s'en présente. Ce sont les idées de répression et de compression.

Réprimer le désordre dans les actes, le comprimer dans les idées : voilà ce que la société policée sait encore vouloir et pratiquer. C'est quelque chose, tant qu'on est les plus forts, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'esprit révolutionnaire ait retrouvé, par l'effet même de ce régime, assez de puissance et d'énergie pour braver toute compression et pour vaincre toute répression.

Ceux-là même qui portent le plus haut la valeur de cette résistance légale, savent très-bien qu'on ne doit pas y voir une garantie contre des catastrophes éventuelles, dont la cause subsiste et va grandissant de jour en jour.

Si je parle de catastrophes, ce n'est pas que je croie à une dissolution subite et prochaine de la société française. Une nation si grande, si forte, si vaillante, ne meurt ni de maladie aigüe, ni par accident; elle s'affaisse peu à peu et périt de consomption.

La décadence du peuple romain n'a-t-elle pas duré des siècles? Quelques-uns en placent le commencement à l'époque de Marius et de Sylla; d'autres la font commencer au règne de Tibère; le moins haut qu'on puisse la faire remonter, c'est au règne d'Adrien.

Le mouvement rétrograde s'opère par des oscillations successives, et les catastrophes auxquelles j'ai fait allusion sont les paroxismes passagers de fièvre révolutionnaire qui, succédant à des intervalles de convalescence apparente, font, chaque fois qu'ils arrivent, reculer d'un pas la civilisation.

La France ne ressemble-t-elle pas à ces malades qui, arrêtés au milieu de leur vie active par un marasme incurable, se livrent tour à tour aux pressentiments les plus lugubres et aux plus folles illusions?

Dans les journaux, dans les discours parlementaires ou académiques, dans les sermons, enfin dans tout ce qu'on peut regarder comme manifestant l'opinion publique, vous trouvez l'expression de deux idées qui semblent s'exclure l'une l'autre. Les mêmes plumes, les mêmes voix qui, dans un langage plus ou moins figuré, annoncent la décadence de la société française, proclament aussi sa supériorité sur toutes les autres. Jamais ce peuple n'a été plus humble, et jamais il n'a été plus vain ; jamais il ne s'est jugé lui-même plus sévèrement, et jamais son amour-propre national ne s'est montré plus naïf et plus outrecuidant.

Le tableau, ou plutôt l'esquisse que je viens de tracer n'est point, comme quelques-uns de mes lecteurs pourraient se l'imaginer, le fruit d'impressions accidentelles et passagères ; c'est encore moins une de ces thèses paradoxales auquelles les auteurs ont quelquefois recours dans le but de stimuler l'attention d'un public blasé. Personne, certainement, ne désire et ne peut désirer plus que moi de voir l'événement démentir mes prévisions. Est-ce que les petits Etats qui entourent la France, et qui parlent sa langue, pourront voir luire le soleil et se réchauffer à ses rayons, tant que l'horizon de ce vaste pays restera couvert de sombres nuages? Est-ce qu'ils pourraient, ayant vécu de la vie de ce géant, ne pas languir et mourir avec lui?

C'est donc en observateur attentif que j'ai suivi les phases de la révolution de février, et ce n'est pas de hier que je suis arrivé à la conviction que j'exprime aujourd'hui.

Si je pensais que le mal fût sans remède et qu'aucune

voie de salut ne restât ouverte, je garderais le silence. A quoi bon alarmer un malade qui ne peut guérir? Mais ayant puisé, dans une étude consciencieuse de la situation de ce pays, la certitude morale qu'il peut encore, sous certaines conditions, rentrer dans la voie d'un développement régulier et progressif, je ne dois plus hésiter à joindre ma voix aux voix nombreuses qui proclament l'imminence du danger.

Cette société corrompue, énervée, sans foi, n'ayant de volonté que celle de jouir du présent, désespérant de son avenir et pourtant infatuée d'elle-même, comprendra-t-elle, à force d'ouïr sonner le tocsin d'alarme, qu'elle doit s'occuper, exclusivement et sans retard, de chercher ce qui est encore possible, afin de le réaliser à tout prix; de recueillir, en d'autres termes, pour en former un nouvel édifice, tout ce qui a pu rester debout sur cette terre remuée par tant de révolutions?

Hélas! Le bruit du tocsin ne lui déplaît point. Elle aime ces émotions qui accroissent le sentiment de l'existence. Mais agir en vue d'éventualités qu'elle ne touche ni ne voit, et en vertu de principes qui heurtent ses sympathies et ses préjugés! Pas si sotte! vivons toujours; c'est autant de pris sur l'ennemi: Quand le péril sera là, nous aviserons.

Quos perdere vult Jupiter, priùs dementat!

A.-E. CHERBULIEZ.

WILLIAM WILBERFORCE.

(Suite et fin[1].)

Une question pénible vint occuper la fin de la session. Lord Melville fut accusé de malversation dans l'administration de la marine. Le rapport des commissaires confirma le déficit, dont le poids retombait sur lord Melville ou ses subordonnés. La réputation du gouvernement demandait que ces faits fussent éclaircis. Pitt était blessé dans le point le plus sensible. Il voyait son honneur joué, sa confiance trahie. Cependant l'esprit de parti (car l'opposition s'était emparée de cette affaire) ou ce faux point d'honneur qui toujours l'entraîna, le décidèrent à soutenir un collègue et à se présenter comme avocat plutôt que comme juge. Wilberforce l'engagea en vain à adopter une ligne de conduite plus digne de son caractère.

Quant à lui, convaincu que la réputation d'intégrité était la base la plus assurée du gouvernement anglais, et indigné de la tendance du Parlement à voiler les abus par esprit de parti, il se décida, s'élevant au-dessus des considérations humaines, à agir avec droiture et sincérité. — Il était assis en face de Pitt, dont le regard épiait avec anxiété le premier indice de la ligne de conduite qu'il adopterait. Résistant à la fascination de cet œil pénétrant, devant lequel on disait que lord Erskine avait toujours fléchi, Wilberforce établit avec force et simplicité la faute de lord Melville et l'importance, pour la Chambre, d'être guidée par les seules règles de la plus stricte justice. « Rappelons-nous, dit-il, les paroles de Clarendon : « Le

[1] Voyez *Bibl. Univ.*, cahiers de novembre et décembre 1849.

peuple d'Angleterre voyait avec peine la taxe sur les vaisseaux (ship-money); cependant il la supporta jusqu'au moment où les juges interprétèrent arbitrairement l'impôt. Dès lors, le reproche mérité d'infamie qu'encoururent les juges, attira des dommages incalculables sur l'Etat et sur la couronne. » C'est nous maintenant qui sommes en scène devant le sentiment moral de l'Angleterre. Si nous en dévions, notre conduite deviendra pour nous un sujet d'amers regrets. » Ce discours fit une vive impression. Lord Melville demanda à se défendre lui-même ; mais sa déclaration qu'il n'avait dit à personne et ne dirait jamais où avaient passé les 10,000 liv. st. qui manquaient, lui fit beaucoup de tort. La chambre prononça (quoiqu'il eût déjà donné sa démission) qu'il ne pourrait occuper à l'avenir aucun emploi, et que cette résolution serait portée aux pieds du trône. Wilberforce refusa de se joindre à la députation. Un de ses amis le pressant avec rudesse d'accomplir ce dernier sacrifice : « Je suis surpris, répondit-il, qu'on me reproche le refus d'accompagner la procession à Saint-James, et qu'on ne sente pas qu'il faut aujourd'hui permettre au cœur de donner une leçon au jugement. Mon pays a le droit de demander que, mettant de côté toute considération de parti, l'amitié personnelle ou tout autre motif, ma décision sur la conduite de lord Melville ne soit dictée que par les lois de la justice et les principes de la constitution, et que je me regarde comme remplissant l'office de juge tant que la chose est en délibération. Mais quand la sentence est prononcée, dois-je me joindre à ses exécuteurs ? Dois-je étouffer les sentiments du cœur et ne pas répandre une larme sur l'arrêt même que je viens de dicter. Je ne sais ce qu'exigeraient les lois de Lycurgue ou de Zénon, mais j'obéis à un plus grand maître. Le christianisme ne demande pas de tels sacrifices : s'il prescrit la justice, il enseigne la miséricorde. Quand ses leçons m'apprennent à ne pas abaisser un ennemi vaincu, irai-je triompher d'un ami malheureux ? »

La conduite de lord Melville envers lui, après que ces

orages furent passés, est une preuve de son bon naturel, que Wilberforce mentionnait souvent avec un indicible plaisir.

« Nous étions restés longtemps sans nous voir, ses amis m'avaient sévèrement traité. Un an avant sa mort, environ, nous nous rencontrâmes dans un passage étroit où le soleil vint éclairer nos visages. Nous nous vîmes; je crus qu'il passerait sans m'aborder; mais, s'arrêtant, il m'appela : « Wilberforce, comment cela va-t-il? » et il me secoua affectueusement la main. Je n'aurais pas donné ce serrement de main pour liv. st. 1000. Je ne l'ai pas revu depuis.

Le chagrin que causa à Pitt l'affaire de lord Melville, ébranla sa santé; peu après, la nouvelle de la bataille d'Austerlitz et de l'armistice dont elle fut suivie, furent un coup auquel il ne survécut pas.

Voyons quelques fragments des lettres de Wilberforce, à cette occasion :

« Il y a quelque chose de singulièrement émouvant, dans les circonstances de la mort de Pitt; j'avais cent fois, mille fois espéré, qu'au soir de la vie, un intervalle de tranquillité nous permettrait de nous entretenir sans contrainte, sur le plus important des sujets, mais la scène est finie! On dit qu'il laisse liv. st. 60,000 de dettes. Il faut qu'il y ait quelque escroquerie là-dessous. Comme gardien des cinq ports il recevait liv. 10.000 par an et sa maison n'était pas montée de manière à coûter plus de 5 ou 6000 liv. »

« Pauvre Pitt! dit une autre lettre, mourir d'un serrement de cœur! L'amour de son pays avait allumé en lui la flamme la plus vive qui ait jamais réchauffé un cœur d'homme, et les victoires de Bonaparte ont été un coup mortel. Le cœur brisé! Quoi! était-il semblable à Otway, Collins ou Chatterton qui, l'âme rongée par l'orgueil humilié et le sentiment de talents méconnus, avaient à peine de quoi se nourrir! Ou comme Souvaroff, envoyé en exil par le souverain qu'il avait si longtemps servi? Non, favori du roi et du peuple, cet homme, qui est mort le cœur brisé,

occupait le poste le plus élevé du royaume, était premier lord du trésor, chancelier de l'échiquier. Ne soyez pas incrédule, si je vous dis que l'impression de cette mort saisissante a vibré, oui vraiment, toute une semaine à Londres. Puis la ville est rentrée dans sa frivolité et son insouciance. Son corps n'était pas déposé dans la tombe, que chacun s'occupait à se partager ses dépouilles. Pauvre ami! je pense avec une satisfaction intime qu'il n'a pu attribuer à aucun intérêt mondain la persévérance de mon amitié.

« J'ai échoué dans mon désir de faire payer ses dettes par une souscription de ses parents, de ses amis, de ses admirateurs, de ceux qui lui devaient leur fortune. Je crains qu'un vote du Parlement à ce sujet ne soit un précédent fâcheux, et que d'autres ne s'autorisent de cet exemple sans y avoir les mêmes titres, pour réclamer le paiement de leurs dettes. La nation est si surchargée dans ce moment, que j'appréhende aussi que cela ne laisse un grief sur sa mémoire. »

Wilberforce fut un de ceux qui portèrent la bannière devant le cercueil de Pitt. Ce ne fut pas sans une profonde émotion qu'il vit la terre se refermer sur celui qui avait été, pendant vingt-cinq ans, le plus grand homme de son pays. Son soleil s'était couché avant le temps; ses plus chères espérances avaient été flétries avant lui, son pouvoir avait passé aux mains de ses adversaires. « Comme en dérision des grandeurs, dit Wilberforce, la statue du premier W. Pitt semblait regarder avec consternation le tombeau qui s'ouvrait pour son fils de prédilection, le dernier rejeton du nom qu'il avait illustré. Que de sources d'humilité et en même temps de gratitude s'ouvrent à moi, quand je repasse ma vie publique et celle de Pitt! »

Il eut souvent occasion de bénir le ciel du sentier qu'il avait suivi, sentier où les orages de la politique ne l'atteignirent pas, pendant les vingt-cinq ans qui s'écoulèrent encore avant que ses restes fussent déposés dans le même caveau que ceux de son illustre ami.

Fox avait suivi son grand compétiteur dans la tombe;

la bulle séduisante du pouvoir s'était évanouie pour lui au moment où il la saisissait. Le nouveau ministère inclinait à l'abolition. La famille royale était moins opposante ; tout semblait prendre une tournure favorable. Un élan de sympathie, précurseur du succès, se manifestait à lui de tous côtés. Un de ses amis, grand propriétaire aux Indes Occidentales, le félicitait du succès d'une cause qu'il avait soutenue pendant vingt ans. « Vous direz que je suis superstitieux, mais rien ne m'a réussi dans ce monde, depuis que j'ai voté contre elle, non que je sois dans la détresse ; mais l'argent semblait se changer en plomb entre mes mains, il ne profitait à rien ou s'écoulait comme du sable. »

Malgré ces félicitations il savait que la lutte n'était pas finie, et s'attachant à la sage maxime de Hume : « de ne pas trop attendre en politique, ni en bien ni en mal, » il ne négligeait rien de ce que suggérait la prudence. Il fit paraître, avant que le débat commençât à la chambre des lords un traité sur « le commerce des esclaves dans le but de rappeler ce qui s'était dit depuis vingt ans, et d'exposer l'état de la question devant les nouveaux membres. »

L'heureuse influence de ce livre répondit à son attente. La douceur et la générosité, dont il usait envers les défenseurs de la traite augmentèrent l'impression favorable qu'il produisit. « En admirant votre triomphe, écrit M. Harley, j'admire aussi la modération dont vous l'avez rehaussé. Vous traitez vos antagonistes avec la magnanimité de cet amiral breton qui, après avoir foudroyé les vaisseaux ennemis par son artillerie, mettait tout en œuvre pour les sauver. »

Le bill passa à la chambre des lords. — Il fut présenté à la chambre des communes pour la seconde lecture. « Quel moment solennel ! dit son journal, parvenir à l'accomplissement du grand objet de ma vie, vers lequel la bonne Providence a dirigé mes pensées il y a vingt-six ou vingt-sept ans et mes efforts depuis 1787 ! Que tout mon cœur t'exalte, Seigneur ! de quelque côté que je regarde je me vois entouré de bénédictions ! Oh que ma reconnaissance

soit égale à tes gratuités. » C'est pénétré de ces sentiments qu'il entra au parlement le 23 février 1807.

La chambre était singulièrement animée, mais à la fin de la discussion, quelle ne fut pas l'émotion lorsque sir S. Romilly, faisant un appel aux jeunes membres du parlement, les conjura d'apprendre par cet exemple, combien les récompenses de la vertu sont supérieures à celles de l'ambition; il termina par un parallèle entre les sentiments de l'empereur des Français dans toute sa grandeur, entouré d'une famille de rois, et ceux de cet homme vénérable, retournant sous son toit domestique recevoir les félicitations qui l'attendaient et qui, en posant la tête sur son oreiller, se dirait « la traite n'existe plus. » La chambre entraînée oublia ses habitudes ordinaires et éclata trois fois en applaudissements. Elle avait vu la persévérance infatigable qu'il avait mise à reproduire, pendant vingt ans, les arguments de la sagesse, et quand elle le vit entrer, avec un vent favorable, dans le port dont il avait été si souvent repoussé, il fut salué par des acclamations jusqu'alors inouïes dans cette enceinte.

Son cœur était si plein de ses propres pensées, qu'il remarqua à peine cet honneur inaccoutumé. « Est-il vrai, lui demanda M. Hay, que la chambre ait fait trois fois entendre l'explosion de ses sentiments?» « Je serais embarrassé pour vous répondre, dit-il, j'étais si absorbé dans mes propres sentiments, quand sir S. Romilly a parlé avec tant d'âme de la réception qui m'attendait à mon retour dans ma famille, que je ne me suis pas aperçu de ce qui se passait autour de moi [1].

[1] I see before me the Gladiator lie:
. . . .
. . . . he is gone;
Ere ceased the inhuman shout which hail'd the wretch who won,
He heard it, but he heeded not — His eyes
Were with his heart and that was far away;
He reck'd not of the life he lost, nor prize
But where his rude hut by the Danube lay
There were his young barbarians all at play,
There was their Dacian mother. —
Child Harold's Pilgrimage.
Lord Byron.

Ses amis se rendirent en foule chez lui pour le féliciter; c'était une soirée triomphale. « Hé bien, Henry, dit-il en plaisantant à M. Thornton, qu'abolirons-nous ensuite?—La loterie, je pense, répondit gravement son sérieux ami. »—Cherchons les noms de ces seize misérables votants; j'en ai déjà quatre, dit W. Smith.» M. Wilberforce appuyant, selon son habitude, un genou sur la table, jeta un coup d'œil rapide sur la note qu'il écrivait. » Ah! laissons ces seize malheureux; s'écria-t-il, ne pensons qu'aux nobles 283.—Que notre succès est étonnant! Pendant longtemps, à peine la chambre daignait-elle entendre un discours sur ce sujet, et aujourd'hui six ou huit de ses membres, principalement parmi les jeunes nobles, se levaient à la fois pour parler.

Aucun amour-propre ne se mêlait à sa joie. « Dieu bénira ce pays, s'écriait-il d'un accent prophétique; aujourd'hui même est arrivée la nouvelle authentique d'une victoire sur les Français. » En effet, le sombre horizon qui planait sur l'Angleterre s'éclaircit et l'année qui condamna cet odieux trafic vit commencer la série des événements que terminèrent les victoires de Wellington et la chute de Bonaparte.

Les choses ne vont pas vite en Angleterre. Ce bill, dont le succès avait été proclamé avec tant d'allégresse, devait encore passer par deux filières. Ne voulant pas laisser son œuvre incomplète, Wilberforce se décida à se rendre en Yorkshire pour travailler à sa réélection.

Retraçons les détails d'une élection anglaise. Sommes immenses, fraudes, manœuvres électorales; les autres candidats avaient mis tout en œuvre pour le supplanter.

Faire voyager commodément, payer, défrayer, festoyer, pendant quinze jours quinze ou vingt mille électeurs, n'est pas une petite affaire. Wilberforce déclara ingénuement qu'il ne pouvait pas compromettre la fortune de ses enfants pour une élection. Une souscription s'ouvrit instantanément. On décida que c'était une affaire de comté, et qu'il ne lui serait pas permis d'y mettre son nom. Les contribu-

tions arrivaient de toutes les parties de l'Angleterre ; au bout d'une semaine elles s'élevaient à liv. st. 64,455.

Les votants de ses compétiteurs, bien disciplinés, enrégimentés, arrivaient, par bataillons serrés, et le troisième jour du ballotage (poll) Wilberforce fut l'avant-dernier de la liste. Ce recul réveilla le zèle de ses adhérents. «On ne pourrait se procurer une voiture, dit une lettre de Hull, mais des bateaux, chargés de votants, remontent la rivière, les fermiers envoient leurs chars ; des ânes même ont l'honneur de porter des électeurs pour M. Wilberforce, et des centaines arrivent à pied. Tout le comté est en mouvement. Un simple voyageur ne pourrait trouver une place en voiture ou un lit dans une auberge.»

Tels étaient le zèle et l'indépendance des francs-tenanciers du Yorkshire, décidés à soutenir leur député chéri, qui, pendant vingt-trois ans les avait fidèlement représentés. Il n'avait jamais fermé sa porte aux réclamations légitimes de ses commettants et il en recueillait les effets. Le quatrième jour il se retrouva en tête de la liste. « Vous jouiriez, écrit-il à sa femme, de voir l'affection que m'expriment même ceux qui me connaissent à peine, et quand on ne vote pas pour moi, on me témoigne encore de l'estime. Le temps est redevenu beau ; j'en suis reconnaissant ainsi que de la sérénité de mon âme, que ces agitations ne troublent pas. A tout prendre j'ai passé un dimanche agréable ; je suis allé deux fois à la cathédrale ; la sublimité de son aspect donne de l'émotion. C'est probablement le plus grand et le plus beau monument d'architecture gothique du monde entier [1]. La ville est pleine de francs-tenanciers ; ils sont venus en si grand nombre à l'église, que malgré son étendue, la nef était pleine ; cela me rappelait la grande pâque dans le temple des Juifs sous le règne de Josias. Aucune cocarde ou marque distinctive ne troublait l'ordre et le silence. La ville est remarquablement tranquille pour un temps d'élection.

[1] Elle a été depuis consumée par un incendie.

« Que Bloomfield doit être beau dans ce moment! Le lilas et l'aubépine sont ici même en fleur dans les bonnes expositions. Je me figure que je me promène dans le bosquet avec vous et les chers petits. Ah! je me suis réuni à vous aujourd'hui plus d'une fois par la pensée, espérant que nos prières s'élevaient ensemble vers le trône de grâce. »

Le débat dura quinze jours. Une des tactiques de ses adversaires était d'empêcher qu'on ne pût l'entendre. « L'autre jour, écrit M. Thornton, pendant que Wilberforce essayait d'expliquer un point qui avait été mal représenté, la canaille venue de Milton, couvrait sa voix; dès qu'il cherchait à se faire entendre, les vociférations recommençaient. «Imprimez! imprimez! lui cria de la foule une voix amie. Qu'ils vous lisent, s'ils ne veulent pas vous écouter!»—Eux! lire! cria Wilberforce, croyez-vous que des gens qui font un tel bruit sachent lire? — Puis levant ses mains en l'air: «pas un n'est en état de lire, je vous assure, qu'ils m'écoutent à présent ou ils n'en sauront jamais rien. »

La plus belle grimace de satisfaction éclaircit à ces mots les visages amis du Yorkshire. « Je dois vraiment être reconnaissant, écrit-il à H. More, de n'avoir laissé dans cette bataille, ni ma santé, ni ma fortune, ni ma réputation. »

« On trouvera peut-être, écrit-il après son élection à ses commettants, que j'ai trop négligé la pompe et les cérémonies, la procession, la musique, les bannières et toutes ces décorations coûteuses qui plaisent aux yeux du vulgaire. Je ne nierai pas qu'un de mes motifs ait été l'économie. Qu'on se rappelle, si l'on trouve que je l'ai poussée trop loin, que c'est l'argent de mes généreux partisans qui eût été dépensé, et personne ne blâmera ma parcimonie. J'avoue que mon goût s'accordait avec mon refus de faire assaut de pompe et de profusion. L'entrée des francs-tenanciers sur leurs propres chevaux, arrivant dans

leur simplicité rustique sur des chars, des brouettes, était une vue plus flatteuse à mon cœur que la cavalcade la plus pompeuse et la mieux arrangée. »

Après le mouvement des élections il retourna à ses intérêts philanthropiques!

« Chère amie, écrit-il à H. More, j'ai rarement reçu une lettre qui m'ait causé autant de plaisir que la description de la fête de Cheddar pour son vingtième anniversaire; voir ces écoles suivies, comme vous me l'écrivez, par les enfants des premiers écoliers, ouvre à la pensée une perspective si douce et si étendue, que je ne puis en détacher mes yeux. Ce bien se propagera, j'espère, jusqu'aux générations qui sont encore à naître, et quand vous et vos actives compagnes serez réunies au monde des esprits, vous saluerez l'entrée, dans cette société bienheureuse, d'une longue succession de groupes qui béniront les dames de Cheddar et feront remonter jusqu'à elles l'œuvre de Dieu dans leur cœur. »

Passionné de la nature, il se hâtait, dès que la session était finie, de se retirer à la campagne avec sa famille, rêvant une retraite solitaire que son aimable accueil faisait fuir devant lui. Il la cherche tantôt près des bois, hantés par Cooper, terrain classique pour lui, ou dans un presbytère, rêve de sa jeunesse, puis dans un antique château, enfin sur les bords ombragés de l'Avon, d'où le jour de sa fête, retiré dans un délicieux bosquet près de l'eau, il élève à Dieu l'encens de ses prières et de ses méditations, rappelant toutes les bénédictions dont il jouissait.

« Tout m'a réussi dans la vie, du moins tout ce qui a été dispensé de Dieu; le mal a été le résultat de ma propre folie. Tout ce dont j'ai joui vient de lui, tout ce dont j'ai souffert de moi. Né dans le plus heureux pays, placé dans la position la plus favorable (peut-être une moins élevée serait-elle plus sûre et plus tranquille, mais la mienne est assurément l'une des plus heureuses); doué de talents naturels que je n'ai pas perfectionnés comme je l'aurais dû,

d'un caractère serein et doux ; plutôt enclin à la défiance de moi-même qu'à cette présomption qui repousse les idées religieuses ; d'une constitution peu forte, mais bonne ; d'une ample fortune et d'une disposition généreuse, pour ce qui tient à l'argent, non que j'y aie le moindre mérite, j'en parle comme d'un instinct naturel. A toutes ces bénédictions ont été joints les amis les plus tendres et les plus affectueux ; ah ! ma part a été celle de Benjamin ! .... J'entends des pas qui approchent, ô Dieu! préserve-moi de mauvaise humeur, si je suis interrompu ; ce jour doit être tout amour, douceur et oubli de moi-même. »

Malgré sa faible santé, il était sans cesse occupé, pendant ses excursions, à encourager et à faire du bien par ses lettres et par ses paroles. Il s'informait de l'état moral des habitants, allait les visiter, répandant en tous lieux la lumière et les consolations ; mais le but principal de ses retraites en été était d'étudier le caractère de ses enfants que pendant les sessions il voyait à peine. Un jour qu'il voulut en prendre un dans ses bras, l'enfant se mit à pleurer. « Il a toujours peur des étrangers, » dit la bonne pour expliquer ses cris. Ces mots lui firent une impression profonde. Dès qu'ils furent hors de la première enfance, il leur consacra le dimanche, seul jour dont il pût disposer. Après la prière en famille, il les conduisait à l'église ; il leur faisait réciter, dans la voiture, des psaumes ou quelques morceaux de Cooper, son poëte favori. Au retour, ils allaient ensemble dans l'enclos, où chacun avait la joie de lui offrir un bouquet des fleurs de son petit jardin, ménagées toute la semaine dans ce but avec soin. Il dînait de bonne heure avec eux, faisant régner à table une conversation enjouée. Une de ses sentences favorites était ce jour-là : « Mieux vaut, dit le sage, de simples herbages dans une maison où il y a la paix, que des viandes apprêtées où règne la discorde. « Que Dieu est bon, mes enfants, il nous a donné le bœuf roti et la tendre affection. » Rendant la religion aimable, il répandait une douce joie dans ces réunions ; mais avec ce saint jour finissait la possibilité de la vie do-

mestique. « Tant que siége le parlement, je mène presque une vie de garçon, disait-il. Personne cependant n'a reçu, en don du Seigneur, une plus tendre et plus aimable femme. » Lorsqu'il retrouvait sa liberté, il faisait de petites excursions avec ses enfants, prenait part à leurs jeux, leur faisait tous les jours une lecture à haute voix, réservant un livre amusant pour l'après-midi. Le matin, pendant sa toilette, un de ses fils lui lisait un ouvrage plus sérieux. Heureux le jeune lecteur, choisi pour cet office! Toute sa tendresse paternelle se déployait dans le calme de ce moment, et la lecture se changeait souvent en une conversation instructive.

Ouvrir le cœur, développer les facultés, donner le goût de l'instruction, étaient le but où tendaient ses efforts, mais il redoutait les acquisitions faciles, piége glissant pour la vanité.

Le soin avec lequel il surveillait les nuances du caractère de ses enfants, se révèle d'une manière touchante dans deux feuilles presque identiques, adressées à ses fils pendant leur séjour à l'école. Passant en revue toutes les occasions de chute, les écueils des moments de jeux ou d'étude, il prémunit l'un contre la susceptibilité, la crainte d'être mené par son frère ou dérangé quand il travaille; il l'engage à la complaisance, à jouer avec lui quand il en a le temps, alors même qu'il ne s'en soucie qu'à moitié, l'assurant que rien ne montre un plus joli caractère que de supporter gaiement une petite plaisanterie.

Il met l'autre en garde contre son penchant à commander à son frère, à prendre avec lui un ton de supériorité; contre sa vivacité qui, lorsqu'il est animé, l'entraîne et lui fait perdre l'empire sur lui-même. Il leur rappelle qu'il ne suffit pas de ne pas être désobligeant, mais que c'est un devoir positif d'être bienveillant envers tous et à plus forte raison envers un frère. Il les engage tous deux à retracer souvent, dans leur pensée, l'image de cette table du dimanche, où ils étaient assis en paix et en amour, et où leur mère et lui étaient si heureux lorsqu'ils les voyaient

tous gais et contents; enfin, il les exhorte à élever leur cœur à Dieu, pour qu'il les fortifie contre la tentation, et quand ils y auront résisté, à l'élever encore pour l'en remercier.

Au printemps de 1814, Mme de Staël le fit assurer par sir S. Romilly, qu'il n'y avait personne dont elle désirât autant faire la connaissance; et, pour complaire à ce désir, le duc de Glocester le pria de fixer un jour pour dîner chez lui avec elle. — « C'est pure curiosité, dit son journal, et cependant j'ai senti que ma vanité en était flattée. Combien il faut s'attacher à combattre ce penchant avilissant. Mme de Staël a dit au duc de Glocester que je n'imaginais pas combien elle était réellement religieuse; je vais lire l'*Allemagne,* pour ne pas paraître céder à mes préventions. — 19. — Dîner chez le duc de Glocester, avec Mme de Staël, son fils et sa fille. Mme de Staël est exactement comme son livre, quoique moins pleine d'espérance. Elle m'a hautement complimenté sur l'abolition. Toute l'Europe.......... mais vais-je perdre mon temps à écrire cela! Elle m'a engagé à dîner chez elle, me priant de nommer les convives; j'aurais eu mauvaise grâce à refuser; cependant cela va m'enlacer dans un cercle de dîners, ce qui ne convient ni à mon âme ni à mon corps. En outre, cela perd beaucoup de temps. Comment, après avoir dîné chez elle, refuser à mes anciens amis? Tout ce qui abrége les moments de dévotion particulière, alanguit l'âme, la desséche, l'amoindrit. Puissé-je résister à ce cercle magique dans lequel on veut m'entraîner. — 22. — J'ai écrit à Mme de Staël, en lui envoyant mes ouvrages qu'elle m'avait demandés. — Je ne sais que décider pour son dîner! Lady S. m'a conté qu'il y avait eu beaucoup de discussions pour savoir si j'irais ou si je n'irais pas. On a fait des gageures, mais Mme de Staël a dit : Je suis sûre qu'il viendra, car il a dit *oui.* — 10. — J'ai fini par y aller. C'était un charmant dîner. Elle a parlé de la cause finale de la création, non de son utilité, mais de sa beauté. Elle n'aime pas Paley. Elle a écrit, à quinze ans,

des lettres sur Rousseau, mais, à cinquante, elle pense très-différemment. Le soir, il y eut une brillante assemblée où talents et noblesse se trouvaient réunis. C'était une scène enivrante. La fièvre qu'elle a excitée en moi n'est pas dissipée ce matin, malgré mes efforts pour la calmer par de sérieuses réflexions. Combien cette dissipation doit être dangereuse pour des jeunes gens dans toute la vivacité de la vie et des passions. — Je n'oserais pas m'aventurer souvent dans ce monde séduisant. Puis cet assaisonnement d'épices risquerait de faire paraître un peu fade les tranquilles plaisirs domestiques; même le pauvre Paley disait: (en plaisantant, j'espère) « Qui a jamais fait la conversation avec sa femme? » — Je ferai mieux de m'éloigner de la brillante, mais légère société de Mme de Staël. — Ce n'était pas chez lui l'effet de l'âge ou de la morosité. — « M. Wilberforce, disait Mme de Staël à sir J. Makintosch, est l'homme le plus aimable que j'aie rencontré dans ce pays. J'avais entendu dire que c'était l'homme le plus religieux d'Angleterre, mais j'ai trouvé qu'il était le plus spirituel. »

Son ami Hartford dépeint ainsi sa manière d'être dans la société. « C'est chez M. Thornton que j'ai rencontré pour la première fois M. Wilberforce. Son expression était souriante et animée; ses mouvements vifs; il échangeait en passant un salut affectueux avec ses amis, dont la figure brillait du plaisir de le voir. Sa conversation fut brillante et facile; ses manières empreintes de bienveillance et de vivacité. Sa taille commençait à se courber, et sa tête à s'incliner sur sa poitrine; mais son teint animé, l'élasticité de ses mouvements, masquaient encore les traces de décrépitude que plus tard le temps sillonna sur ses traits. Une plus mince enveloppe n'aurait pu peser sur l'habitant éthéré de son fragile corps. Mais, de cette frêle stature sortait une voix suave et étendue, dont les accents variés trahissaient l'orateur. Ses yeux, quoique petits, rayonnaient d'intelligence et de sensibilité. Sa compréhension était prompte comme l'éclair; ses manières douces et en-

jouées. Il n'avait pas un trait régulier, mais l'imagination et la bienveillance répandaient sur son visage une clarté radieuse qui, comme un aimant puissant, attirait à lui tous les cœurs. Il portait de la poudre et la mise soignée d'un gentilhomme de l'ancienne école; il conserva ce costume jusqu'à la fin de sa vie. »

Désireux d'intéresser les souverains de l'Europe à l'abolition qu'il ne perdait jamais de vue, Wilberforce écrivit une touchante adresse à l'empereur Alexandre. Mais lord Castelreagh revint en Angleterre rapportant un traité qui la différait de cinq ans. Les ministres, des deux côtés de la mer, essayèrent en vain d'obtenir son accession à cet article. Au milieu de ces mécomptes, Wilberforce apprit avec joie que l'empereur Alexandre, alors en Angleterre, se chargeait lui-même au congrès de la cause de l'abolition.

Alexandre désira le voir. « Levé à 6 heures et demie, dit son journal, pour implorer la bénédiction de Dieu sur cette entrevue, de l'église, je me suis rendu chez l'empereur. Dans le salon d'attente étaient les princes Czartorinski d'Oldenbourg, etc. L'empereur était à la messe grecque; à son retour, je fus introduit dans son appartement particulier. Il me prit la main avec cordialité, m'assurant qu'il s'intéressait à ma cause et était content de me voir. Je lui exprimai ma crainte que les Français ne tinssent pas le terme fixé pour l'abolition. « Nous les ferons bien tenir, dit-il vivement; puis se reprenant: nous le leur ferons maintenir. » Je lui demandai la permission de lui écrire, craignant que mes paroles ne s'effaçassent de sa mémoire, au milieu du tourbillon qui l'entourait. Il me l'accorda gracieusement et me secoua encore la main. Quand je lui exprimai mon chagrin du traité : « Que pouvions-nous faire, me dit-il, quand votre ambassadeur fléchissait. » L'empereur lui fit redemander plusieurs entretiens. Il parlait en français et Wilberforce lui répondait en anglais.

Le roi de Prusse et la princesse d'Oldenbourg voulurent

aussi le voir. La princesse lui envoya un service de porcelaine. « C'est la première chose que j'ai gagnée par mon ramage, » disait-il en plaisantant.

De tous ces illustres étrangers, aucun ne l'intéressa davantage que le prince Czartorinski, avide de s'instruire de tout ce qui pouvait servir au bien de son pays. Ils s'accordaient à regretter qu'on se bornât à amuser l'empereur, sans lui rien montrer d'utile. « Comme Ezéchias, dit Mme H. More, nous avons fait parade de nos richesses, nous avons montré nos trésors; mais pourquoi rien de sérieux, rien d'utile? Pourquoi ne pas faire connaître nos belles institutions? Quel fruit rapportera ce voyage ? » Wilberforce entra en correspondance avec plusieurs littérateurs, Humboldt, Sismondi, Châteaubriand, Mme de Staël, espérant, par leur influence, faire quelque impression sur leurs compatriotes; lui-même écrivit un mémoire, sous forme de lettre, à M. de Talleyrand. « On ne le lit point sans émotion, » lui écrivait Sismondi, dont la plume, ainsi que celle de M. Dumont, s'exerçaient à faire connaître ce sujet sur le continent.

Ses efforts obtinrent un succès partiel. La France renonça à recouvrer Saint-Domingue, et défendit à ses sujets d'étendre la traite au nord du cap Formose. Une lettre de Mme de Staël précéda de quelques jours ces nouvelles.

« Combien vous devez être heureux de votre triomphe; vous l'emporterez et c'est vous et lord Wellington qui aurez gagné cette grande bataille pour l'humanité. Soyez sûr que votre nom et votre persévérance ont tout fait. D'ordinaire les idées triomphent par elles-mêmes et par le temps, mais cette fois c'est vous qui avez devancé les siècles; vous avez inspiré à votre héros Wellington autant d'ardeur pour faire du bien, qu'il en avait eu pour remporter des victoires, et son crédit auprès de la famille royale a servi à vos pauvres noirs. Vous avez écrit à M. Sismondi une lettre qui est pour lui comme une couronne civique. Ma petite-fille tient de

vous une plume qui sera sa dot dans le ciel [1]. Enfin vous avez donné du mouvement pour la vertu à une génération qui semblait morte pour elle. Jouissez de votre ouvrage, car jamais gloire plus pure n'a été donnée à un homme. Je me mets à vos pieds de tout mon cœur.

« Paris, 14 novembre 1814.

A. DE STAEL. »

Ce succès était illusoire. Wilberforce apprit que des vaisseaux, dont plusieurs appartenaient à des Anglais, appareillaient au Hâvre pour le commerce des esclaves. Jamais chagrin plus vif ne vint serrer son cœur....... Mais la main ferme de Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe, mit fin à ces tergiversations. Il proclama l'abolition complète et immédiate du commerce des esclaves [2].

Le second acte du grand drame, auquel il avait dévoué sa vie, ne tarda pas à s'ouvrir. Convaincu, par de longs et infructueux efforts, qu'il fallait que la liberté des nègres fût proclamée par le parlement, pour que leurs maîtres consentissent à les traiter comme des hommes, il consacra la fin de sa longue carrière parlementaire à combattre l'esclavage.

[1] La duchesse de Broglie avait traduit une partie de la lettre de Wilberforce à ses commettants. A cette occasion le général Macauley lui offrit une plume d'or, comme de la part de l'auteur.

[2] Oh! comme le noble cœur de Wilberforce souffrirait, s'il voyait de nos jours la traite en vain proscrite, en vain combattue par quatre nations armées, redoubler ses cruautés et le nombre de ses victimes. Le souffle de la cupidité anéantit l'espoir des plus saintes aspirations. On a besoin, pour se consoler, de se dire que le sentiment survit à ses œuvres. « L'important n'est pas ce que nous faisons, c'est ce que nous sommes, » dit Mlle Martineau.



En 1824, une dangereuse maladie le força à donner sa démission du Parlement. Son cœur, tout amour et reconnaissance pour les soins dont il était entouré, se comparait aux pauvres nègres, privés, au milieu de souffrances bien plus grandes que les siennes, de toutes les douceurs matérielles et du baume de l'affection. « Oh! bénédictions domestiques! quel cordial pourrait égaler votre puissance vivifiante. » En quittant les affaires il légua à M. Boxton la défense des nègres.....

« Quelques jeunes talents surgiront en leur faveur, j'en ai la confiance, répondait ce dernier, mais que ne pouvez-vous, comme Elisée, jeter sur eux votre manteau! »

Parcourons encore quelques lettres de Wilberforce adressées à ses enfants.

« Je n'aime pas la pensée, mon cher Robert, que vous soyez le seul de mes enfants qui ne m'ait pas écrit pendant mon absence, et le seul auquel je ne me sois pas adressé. Aussi je prends un instant la plume pour vous assurer que je n'ai jamais soupçonné votre silence de provenir d'un manque d'affection pour moi, pas plus que le mien n'a procédé de cette source. Il y a un certain démon appelé *retard* (procrastination) qui habite un château dans les airs, situé près de Sandgate et de beaucoup d'autres endroits. Je présume qu'un beau jour il vous y aura transporté, attaché, peut-être, à la queue de votre cerf-volant. Il y a dans ce château de grandes et belles chambres, ayant des perspectives superbes dans toutes les directions; vous ne quitterez probablement une demeure aussi agréable qu'en apprenant mon prochain retour. Vous y rencontrerez M. Demain: engagez-le à vous continuer la plaisante histoire dont Mlle Edgeworth raconte une partie. Je crains fort cependant que la fin ne reste inédite et qu'il ne la garde pour....... demain. Mais je plaisante hors de propos. J'aurais voulu seulement prémunir mon cher enfant contre l'habitude de renvoyer, un des plus dangereux ennemis de

l'utilité, et l'assurer qu'aujourd'hui, demain, toujours, tant que mon cœur battra, je serai son affectionné père.

« WILBERFORCE. »

14 mars.

.... « Je ne finirai pas sans répéter, à mon cher William, combien souvent je pense à lui, combien souvent je prie pour lui. O mon cher enfant, ne vous laissez pas entraîner, je vous conjure, à négliger, abréger ou précipiter vos prières du matin. Sur toutes choses, ne négligez pas Dieu dans votre cabinet. Rien n'affaiblit davantage la flamme religieuse, rien n'éloigne autant la grâce de Dieu. Adieu, mon bien-aimé, mon premier-né. Gravez dans votre pensée quelle source de joie ou de chagrin vous pouvez devenir pour votre tendre mère et votre affectionné père.

« WILBERFORCE. »

« J'aime à penser à vous le samedi soir, écrit-il à une de ses filles. C'est une préparation à cet entretien du cœur que je me permets de prolonger le dimanche. Quand j'étais jeune garçon, j'égayais le dimanche mon repas solitaire en évoquant tous mes amis et en cherchant quel bien je pourrais faire à chacun. Comment puis-je mieux employer le jour du Seigneur qu'en appelant autour de moi l'image de mes enfants absents. Vous, Barbara, William, Robert, viendrez demain à mon appel et je prierai le bon Berger qu'il vous compte parmi ses brebis, et vous conduise dans ses pâturages célestes. »

8 octobre.

« Si jamais vous entrez dans le Parlement, rappelez-vous mes conseils, mon cher enfant. Gardez-vous d'user votre influence en parlant sur des questions de parti ou de politique générale; mais, tout en prenant part aux discussions d'un intérêt immédiat, choisissez quelque objet d'utilité spéciale, étudiez-le à fond et alors vous serez écouté,

non-seulement avec attention, mais vous pourrez faire beaucoup de bien. J'ai souvent conseillé cette méthode à des jeunes gens, mais ils ont été rarement assez sages pour la suivre. Plusieurs prononcent un ou plusieurs beaux discours, puis tout est fini. C'est tristement employer les moyens que leur a accordés la Providence. »

« Nous avons été retenus ici, dit une lettre à lord Muncaster, par la maladie de la sœur de Mme Wilberforce, qui a un vaisseau rompu dans la poitrine. Il est touchant de voir le calme céleste avec lequel cette jeune femme, couchée sur un lit dont elle ne se relèvera plus, contemple en face le grand ennemi qui s'avance. Le courage d'un guerrier est soutenu par le bruit et les fanfares de la guerre. Le sien est bien plus grand, car tout autour d'elle tend à l'attendrir, et rien n'étourdit l'exercice tranquille de sa raison. Elle a été longtemps le soutien et la consolation de sa mère ; d'autres amis la remplaceront ici-bas ; mais il y a des services plus précieux qu'un objet tant aimé peut seul lui rendre ; c'est de la détacher du monde en exerçant sa foi, sa patience, sa confiance filiale. Le jour viendra où la mère verra que sa fille, sa plus tendre, sa plus fidèle amie, a été l'instrument choisi pour répandre sur elle ces saintes bénédictions. O mon cher ami ! le temps approche où il sera délicieux de suivre les fils mystérieux de la Providence, perçant le brouillard qui les environne. Cette pensée a vivement frappé mon esprit ce matin, observant une fleur de la passion prête à s'ouvrir ; nous nous sommes arrêtés cinq minutes, et nous avons vu le développement complet des beautés et de la symétrie de l'intérieur. »

On aimerait à recueillir les mots de sensibilité dont ces lettres sont parfumées, mais la moisson est trop riche ; relevons-en seulement quelques épis.

Ayant été, après un dîner de famille, visiter dans le village une pauvre malade. « Il est délicieux, disait-il en revenant à son fils, de pouvoir porter un rayon de cette joie,

répandue avec tant de plénitude dans un cercle d'amis, pour en dorer la chambre d'un malade. C'est un de mes heureux jours.»

« En pensant aux malheureux, je suis quelquefois confus de mon bonheur. Dieu a tellement accumulé ses biens sur ma tête, que j'ai peine à me trouver des chagrins.

« Vivre, pour ainsi dire, dans une atmosphère d'affection, a été une de mes plus grandes joies. Si le ciel me paraît un séjour de délices, c'est que chacun aimera son frère et sera sûr à son tour d'en être aimé. Il n'y aura plus de fausses interprétations, on connaîtra les bonnes intentions de chacun; tout sera amour et confiance. »

Wilberforce vécut assez pour voir deux de ses quatre fils entrer dans l'Eglise, et un troisième se préparant au ministère. Ainsi fut exaucé son plus vif désir, mais il eut le chagrin de perdre ses deux filles. Pendant une maladie de l'une d'elles dans son enfance, il disait: « Combien il doit être triste d'avoir un enfant malade et de ne pouvoir lui procurer les soulagements nécessaires. Je souscris avec plus de sympathie pour les hôpitaux et les dispensaires depuis que je suis époux et père.»

L'érection d'une chapelle, qu'il ne vit jamais achevée, fut pour lui la source d'ennuis et de chagrins de tout genre, et finalement sa fortune se trouva tellement compromise, qu'il fut obligé de renoncer à tenir une maison, et fut habiter alternativement chez ses fils, dans deux jolies cures près de Maidstone et dans l'île de Wight.

« Comment ne me réjouirais-je pas, au lieu de me lamenter d'une perte de fortune dont le résultat a été de nous amener sous le toit de nos chers enfants, de nous rendre témoins de leur bonheur domestique et de la manière consciencieuse dont ils remplissent les devoirs de la plus sainte des vocations. Puis, ce délicieux petit enfant, dont les mouvements ont tant de grâce! Il commence à dire papa et maman avec une éloquence au-dessus de celle de Cicéron. Quelle bonté manifeste dans le Créateur, d'avoir doué ces petits êtres de ce charme captivant, eux

dont la vie même dépend des soins qui les entourent, support de leurs petites infirmités, secours à leur faiblesse, instinct de leurs besoins. Quel ami Dieu a été pour moi! Quel port il nous a ménagé après les orages de la vie. Je ne croyais pas atteindre ma soixante-douzième année. Cependant elle est aujourd'hui révolue sans grande souffrance. »

La fin de sa vie s'écoula dans cet heureux asile. L'union intime des principes les plus sévères, avec la disposition la plus gaie et la plus enjouée, continua à être un des traits saillants de son caractère. Il recueillait avec avidité les moindres traces du bien : lady Raffles, pendant un séjour qu'elle fit chez lui, lui lisait le soir, tandis qu'il se promenait dans la chambre avec la gaîté folâtre d'un enfant, la vie de Byron, par Moore. Il semblait épier tout ce qui était en sa faveur. « Assurément, s'écriait-il alors, c'est un bon sentiment. »

Vous vous rappelez, dit sir J. Mackintosch, l'exclamation de Mme de Maintenon :

« Oh! qu'il est triste d'avoir à amuser un roi qui n'est pas amusable! » Eh! bien, si d'un mot je voulais peindre Wilberforce, je dirais que c'est l'homme le plus amusable que j'aie jamais connu. Loin d'être obligé de chercher, on est sûr de tomber sur un sujet qui l'intéresse. La vie le touche par tous les bouts, trait remarquable chez un homme qu'on croit absorbé par les contemplations du monde à venir. A la Chambre des Communes, aucun esprit n'avait autant de fraîcheur que le sien. Le charme qui entourait alors sa glorieuse jeunesse, colore encore le soir de ses vieux jours. »

Il avait toujours regardé comme un devoir de bienveillance, de faire des frais dans la conversation. Le grand nombre d'anecdotes qu'il avait recueillies dans sa vie parlementaire, jointe aux effusions de son cœur, lui prêtait un charme tout particulier. « Les découvertes de l'astronomie, disait-il, réchauffent mon cœur, bien loin de le glacer. Quand je pense à ces quatre-vingt millions d'étoiles dans

notre seul système, et à ces deux mille nébuleuses qu'on suppose en contenir autant, je me sens fier et reconnaissant de faire partie de cette magnifique création, d'être l'enfant du Maître de cette immensité.

« Un bel arbre avec les innombrables insectes qu'il abrite et nourrit dans ses branches et ses racines, est en lui-même une petite communauté. C'est une des bontés de la Providence, que les forêts de notre pays, dont, comme puissance maritime, dépendent notre sûreté et notre commerce, soient d'une si admirable beauté. Si, au lieu d'un bel ornement, elles eussent été un objet désagréable, il faudrait cependant en soigner la croissance. »

Quand il se promenait un livre à la main, et que le vent faisait voler les fleurs desséchées conservées dans ses pages, les mouvements rapides de ses doigts délicats s'efforçaient de les ressaisir, ou il s'arrêtait près d'un arbrisseau favori pour remplacer leur perte. Il faisait remarquer l'harmonie des teintes, la beauté du dessin, la pureté des couleurs, et les louanges du Créateur s'élevaient de son cœur pénétré. Il avait une passion enfantine pour les fleurs; il se penchait sur elles, respirait leur odeur. En rentrant de sa promenade du matin. il avait grand soin, avant de paraître à la table du déjeûner, de porter sa petite cueillette en sûreté dans sa chambre. « Que Dieu est bon pour nous! disait-il, que penserions-nous d'un ami qui, après nous avoir préparé une magnifique maison, avec tout ce dont nous avons besoin, viendrait voir si tout est rangé comme il le désire et serait étonné qu'on eût oublié les parfums. C'est pourtant ainsi que Dieu agit envers nous. Les fleurs sont les sourires de sa bonté. »

Au printemps de 1833, on l'engagea à aller à Londres consulter le docteur Chambers. Par un concours de circonstances remarquables, le Parlement se trouvait assemblé pour la seconde lecture du bill sur l'émancipation. On vint annoncer à Wilberforce qu'après une lutte de cinquante ans, ce bill avait enfin passé. « Dieu soit loué, s'écria-t-il, que j'aie assez vécu pour voir le jour où

l'Angleterre consentirait à donner vingt millions sterling pour l'abolition de l'esclavage. »

Le lendemain il s'endormit du sommeil du juste. Une adresse, signée par tous les membres du parlement demanda qu'il fût enseveli à Westminster. En traversant Londres, le jour suivant, sur trois personnes on en rencontrait une en deuil. On fit des souscriptions pour lui élever monuments et statues. La ville de Yorck, plus d'accord avec son cœur, fonda, en mémoire de lui, un asile pour les aveugles. Les hommes de couleur à New-Yorck et dans les Indes Occidentales prirent le deuil en recevant la nouvelle de sa mort. « La piété a les promesses de la vie présente et celles de la vie à venir. »

Mme S.-O.

BULLETIN LITTÉRAIRE.

LITTÉRATURE.

Le Testament de César, drame en cinq actes et en vers, suivi d'un épilogue, par Jules Lacroix. Paris, 1849; in-8° : 3 fr.

Le titre seul de cette pièce indique déjà chez son auteur une tendance bien marquée à suivre les errements de la nouvelle école littéraire, à faire descendre la noble tragédie classique de son piédestal pour l'affubler des vêtements modernes et lui donner l'allure vulgaire du drame bourgeois.

Shakespeare et Voltaire, en traitant le même sujet, avaient pris la mort de César comme but de l'action et source principale de l'intérêt; M. Jules Lacroix y substitue le testament de l'ambitieux consul, et au lieu d'une conjuration romaine, nous n'avons plus qu'une intrigue à la française, dans laquelle des héritiers luttent d'adresse pour se disputer une riche succession. Le petit incident à l'aide duquel l'habile Antoine tourne la colère du peuple contre les assassins de César devient le pivot de la pièce, et les Brutus, les Cassius ne sont plus que des marionnettes mises en jeu pour favoriser le succès du bon tour imaginé par Octave. Aussi qu'on ne s'étonne pas si, dès la première scène, M. Jules Lacroix nous introduit dans le boudoir d'une courtisane et nous fait assister à sa toilette, absolument comme s'il s'agissait de quelque aventure galante du temps de la régence. Il s'épargne la peine d'esquisser des caractères énergiques et forte-

ment trempés, de peindre cette populace romaine dont le rôle est en effet presque nul dans son drame. Mais il aspire à ce qu'on appelle la couleur locale, c'est-à-dire à la reproduction d'une foule de menus détails de mœurs, d'usages, de costume, auxquels sont complétement sacrifiés les grands traits historiques de l'époque, la physionomie vraiment originale du pays où se trouve placé le lieu de la scène. Le tableau qui résulte de cette conception matérielle de l'art, peut bien exciter la curiosité; il ne remplit point les conditions d'une œuvre dramatique. Plus les accessoires sont rendus avec exactitude, plus il importe, pour éviter un contraste choquant, que les personnages soient en harmonie avec le milieu dans lequel ils se meuvent. Or, c'est précisément en cela qu'échouent la plupart des auteurs qui, tout préoccupés de l'étude des choses, oublient celle de l'homme, de ses sentiments et de ses passions.

La courtisane Cythéris, donc, au sortir du bain, se fait arranger les cheveux par une de ses femmes, tandis qu'elle reçoit la visite de Cassius. C'est une scène de marivaudage dans laquelle le conspirateur romain fait assaut de galanterie avec la belle Cythéris, qui repousse à la fois et ses déclarations éloquentes et ses riches présents.

> Restons amis, seigneur; vous êtes magnifique!
> Cythéris vous promet, pour vos soins assidus,
> Un souvenir, gratis, à ses moments perdus;
> Mais voilà tout.

Alors Cassius veut savoir quel est le rival heureux qu'on lui préfère, et Cythéris lui avoue qu'elle attend César. Il refuse de croire que le grand triomphateur, le maître du monde, puisse accepter le rendez-vous d'une courtisane, mais au même instant une colombe frappe de l'aile contre la fenêtre, elle apporte un message : César viendra. Cassius lui cède la place et se retire en chargeant de sa vengeance un esclave qui doit attendre César pour le tuer lorsqu'il sortira de chez Cythéris. Bientôt, en effet, arrive César, dont l'empressement passionné répond à celui de la courtisane. Il en résulte une scène passablement inconvenante, qui a le tort grave de présen-

ter le héros de la pièce sous un jour fort peu noble. Cythéris fait arrêter l'esclave de Cassius, puis se pose comme l'ange protecteur de César, qui doit l'avertir des périls dont il sera menacé, déjouer les intrigues de ses adversaires, et, quoiqu'on ne la voie plus reparaître, veiller sans cesse sur lui.

Voilà le premier acte rempli par un épisode presque complétement étranger à la marche de l'action, et qui ne nous dönne pas même une idée précise de la nature du sujet, car on pourrait bien croire, d'après le ton de ce début, qu'il s'agit d'une comédie ou d'un vaudeville plutôt que d'un drame sanglant. Rien ne nous prépare aux agitations de la rue, non plus qu'aux farouches projets des défenseurs de la république expirante; il n'y a pas la moindre donnée propre à nous faire connaître l'état des esprits et les sympathies ou les haines que pouvait éveiller chez le peuple l'élévation de César; dans une femme comme Cythéris, l'amour n'inspire aucun intérêt, ce n'est qu'un caprice ou un calcul également indignes de celui qui en est l'objet; quant à Cassius, il joue le rôle d'un sot personnage. Combien est préférable l'exposition aussi simple que naturelle, qui, dans la pièce de Shakespeare, commence dès la première scène en nous initiant aux pensées dont se préoccupe la population romaine et aux efforts des ennemis de César pour exciter le mécontentement contre lui. Celle de Voltaire même, toute classique qu'elle soit, a du moins l'avantage de nous mettre au fait des plans de César et de l'opposition qu'ils rencontrent de la part des républicains sincères; tandis que M. Jules Lacroix n'expose rien du tout, sauf les attraits de la belle Cythéris, dont le maître du monde et le chef des conjurés se disputent la possession. C'est assurément rabaisser d'une étrange manière le sujet du drame, que d'avilir ainsi ses principaux acteurs et faire du boudoir d'une courtisane l'antichambre du sénat.

Dans le second acte, nous trouvons César dictant ses dépêches à trois secrétaires à la fois. Calpurnie vient lui adresser de tendres reproches :

Cher Julius, hé quoi!
Ni trêve ni repos!



CÉSAR.

Venez, et grondez-moi :
Vous le pouvez, ma douce et noble Calpurnie !
Mais vraiment, sans me dire un homme de génie,
Je crois depuis hier avoir bien travaillé.

CALPURNIE.

Hélas ! toute la nuit votre lampe a veillé.
Cette lampe, disais-je, elle brûle son huile :
César brûle sa vie !

Calpurnie a bien raison de dire : *votre lampe a veillé,* car nous savons où s'est passée la nuit de César, mais cela frise le calembourg et fait, de toute la scène qui suit, une longue équivoque à l'inconvenance de laquelle César ajoute encore en insistant sur l'efficacité des Lupercales pour rendre les femmes fécondes. Shakespeare avait glissé légèrement sur ce détail, mais M. Jules Lacroix paraît regarder la crudité des termes et la licence des allusions comme des traits essentiels du caractère romain.

Te voilà, libertin !

S'écrie César en abordant Antoine, et celui-ci, qui réclame l'honneur de toucher la main de Calpurnie dans la course des Lupercales, s'adressant à la femme du futur empereur dit (*avec un sourire significatif*) :

A ce soir! nous verrons si Jupiter vous aime....

En vérité ces Romains-là ne figureraient point mal dans un roman de Paul de Kock. Le Marc-Antoine de M. Lacroix justifie du reste parfaitement l'épithète de libertin. C'en est un de l'espèce la plus vulgaire, la plus ignoble.

Si la blanche vestale un jour se dévoila
Pour te dire en passant: *Je t'aime!* ami, voilà
Toute la poésie... Et, pour faire largesse,
Un fameux cuisinier, c'est toute la sagesse !

Telle est la quintescence de sa philosophie, et quand César lui parle des trésors littéraires que doit renfermer un coffre envoyé par Cléopâtre,

> Pour mille deniers d'or voilà tout ce qu'on t'offre ?
> Au moins si Cléopâtre avait bourré ce coffre
> De truffes de Libye, et de ces vieux flacons
> Du lac Maréotis aux vignobles féconds;
> D'oiseaux du Nil, autruche, ibis, phénicoptère,
> Gibier fort dur, mais gros, — je n'aurais qu'à me taire;
> Mais t'envoyer un tas d'assommants manuscrits!
> N'as-tu pas les discours de nos pères conscrits?

Décidément M. Lacroix a pris pour modèles des républicains de nos jours, comme on en peut rencontrer dans les estaminets de Paris et ailleurs.

Mais ce coffre ne renferme pas plus de manuscrits que de dindes truffées. C'est madame Cléopâtre en personne qui en sort, arrivant d'Égypte, emballée comme une momie de son pays, avec des feuilles de rose pour litière : stratagème d'opéra-comique, pour s'introduire dans la demeure de César et lui soustraire son testament. Octave arrive aussi dans le même but, et maintenant que nous avons la clef de l'intrigue, voici les conjurés qui paraissent. Cassius excite Brutus, puis nous avons la scène du billet, celle où Porcia cherche à percer le secret qui tourmente son mari, et les vains efforts de César pour s'attacher Brutus en éveillant son ambition. Elles sont écrites d'un style plus noble, mais parfois un peu trop déclamatoire et les personnages ont tous plus ou moins le défaut de disserter longuement, de faire des phrases là où il faudrait surtout des pensées et de l'action. D'ailleurs, dans la conception de l'auteur, ce n'est encore qu'un accessoire, le nœud de la pièce est dans l'échange des testaments. César donne un dîner à Cléopâtre, Octave et Antoine. Il les quitte avant la fin du repas, et Cléopâtre jetant une poudre soporifique dans le vin qu'elle offre à ses deux convives, profite du sommeil qui ne tarde pas à les gagner, pour détacher du cou d'Antoine la clef de la cachette où se trouve le testament de César. Elle

brûle cet acte par lequel Brutus est désigné pour héritier du trône et lui en substitue un autre qui assure l'héritage à son fils Césarion. Mais à peine vient-elle de sortir triomphante, qu'Octave qui prudemment avait répandu son vin au lieu de le boire, se relève et prenant à son tour la clef, brûle le testament apporté par Cléopâtre et le remplace par un autre dans lequel il s'est adjugé l'empire à lui-même. Après cette scène de fantasmagorie, pendant laquelle à deux reprises la draperie du fond s'entr'ouvre et laisse voir la figure pâle et triste de César, vient la scène où Calpurnie effrayée par un songe supplie son époux de ne pas aller au sénat. Enfin le cinquième acte nous présente le meurtre de César, l'oraison funèbre prononcée par Antoine, et la révolte du peuple qui maudit comme de lâches assassins ceux qu'il avait salués d'abord comme ses libérateurs. L'épilogue termine la pièce par la mort de Brutus :

Et maintenant le monde à nous deux !

s'écrie Antoine.

A moi seul !

dit tout bas Octave.

Ce drame doit son succès à ce qu'il renferme de nombreuses allusions aux circonstances actuelles de la France. On applaudit les traits dirigés contre le gouvernement républicain, les éloges adressés au pouvoir monarchique. C'est un succès d'opposition comme celui qu'ont obtenu ces vaudevilles qui, depuis deux ans environ, partagent avec les petits journaux le privilége de faire rire le public à ses propres dépens. Mais une fois le premier moment passé, la pièce de M. Jules Lacroix tombera bientôt dans l'oubli. C'est une œuvre qui, au point de vue littéraire, offre tous les signes de la décadence la plus complète.

Fables, anecdotes et contes par Ch. Desains, illustrés par Baldus, Brascassat, Chazal, Couder, Pradier, H. Vernet, etc. Paris, 1850 ; 1 vol. gr. in-8°, fig.

Imprimé avec beaucoup de luxe, enrichi de charmantes vignettes, ce volume mérite d'être rangé parmi les plus belles publications de la presse française. D'habiles artistes sont venus en aide à M. Desains pour orner ses fables et contribuer à les faire bien accueillir du public. C'est un moyen de succès très-légitime, et dont assurément personne ne se plaindra, car des illustrations de bons maîtres ont toujours leur prix, quelle que soit la valeur du texte qui les accompagne. D'ailleurs M. Desains étant professeur de dessin à l'École normale, un pareil luxe lui est mieux permis qu'à tout autre, et l'empressement de ses amis à lui prêter le concours de leur talent, prouve plutôt en sa faveur. Ses fables, écrites avec élégance, décèlent un esprit ingénieux, de l'observation, du bon sens et surtout un excellent cœur. Il est en général un peu sentencieux, il prêche la morale au lieu de la faire ressortir du sens de l'apologue. Mais son style est simple, facile, exempt de toute recherche prétentieuse. Fidèle aux traditions classiques, il cherche surtout à rendre clairement sa pensée, et l'allure de ses vers n'a rien qui sente la nouvelle école. Du reste, le lecteur se laissera volontiers séduire par la douce philosophie, par les sentiments généreux qui respirent dans toutes ces fables ainsi que dans les contes dont elles sont suivies. Probité, travail, bienveillance, dévoûment, sacrifice, tels sont les sujets que M. Desains choisit de préférence pour offrir des leçons de la morale la plus pure et la plus élevée, pour raconter des traits touchants bien propres à réveiller de nobles et fécondes sympathies dans les cœurs. C'est donc à la fois un bon et beau livre que son recueil, et si, au point de vue littéraire, on peut lui adresser quelques critiques, il n'y a que des éloges à donner aux principes qu'il expose.

ÉCHOS DES BORDS DE L'ARVE, poésies par J. Vuy. Genève, 1850 ; 1 vol. in-12 : 2 fr.

On a mauvaise grâce, peut-être, à venir juger, la plume à la main, un Recueil de poésies destiné avant tout à quelques amis ; mais il est imprimé, et tombe dès lors dans le domaine de la critique. — Nous pouvons rendre sensible en quelques mots l'impression que nous a faite la lecture de ce volume, en le comparant à une suite de jolies aquarelles, à teintes délicates et peu variées, au milieu desquelles se distinguent deux ou trois gouaches plus vigoureuses et plus colorées ; ou encore, à une série de courtes et gracieuses mélodies, assez uniformes de ton et de rythme, sur lesquelles se détachent quelques chants plus sonores, plus pleins, plus énergiques. En effet, la plupart de ces poésies, malgré leurs titres assez divers, n'expriment qu'un petit nombre d'idées et de sentiments, reproduits sous des formes et des images élégantes, mais trop semblables. La source de leur inspiration est toujours pure. C'est l'amitié, l'amour du sol natal, le charme des souvenirs d'enfance, l'admiration des beautés de la nature ; un fond commun de mélancolie et de douce piété se découvre au-dessous de tous ces sentiments ; mais l'expression en est faible, vague, incomplète. L'auteur ne saisit presque jamais l'idée dans son jet franc et primitif ; il ne la place point en pleine lumière, pour en arrêter les contours et en déterminer la forme ; il la laisse flotter dans une atmosphère nébuleuse qui en efface les traits et en diminue le relief. Aussi sa poésie est-elle molle, indécise, sans être pourtant délayée ; sa couleur est toute en demi-teintes. Nous préférons encore cela, s'il faut le dire, aux enluminures à la mode ; mais enfin, ces nuances sont trop pâles et trop confuses ; ce pinceau devrait avoir des touches plus sûres et plus tranchées. Le style de M. Vuy ne manque pas d'une certaine perfection relative ; le détail est soigné, fini ; et ses vers, tournés avec art, n'offrent que peu de traces de négligence ou de précipitation. Mais ces mérites secondaires sont insuffisants à suppléer les qualités dont nous avons signalé l'absence. Allons au fond des choses. Ce qui manque à cette

poésie, c'est le dessin, c'est la composition, c'est la pensée. C'est une poésie de reflets : elle ne recèle pas à son centre un foyer généreux dont les rayons l'échauffent et la colorent directement; on dirait qu'elle reçoit sa lumière d'autre part, du dehors, et qu'elle la renvoie autour d'elle affaiblie et dispersée. Nous parlions d'aquarelles; ces petits tableaux sont quelquefois des pastels d'une fraîcheur un peu fardée : la manière de M. Vuy n'est pas exempte de toute affectation. Plusieurs de ses pièces sont bien peu de chose; qu'est-ce que *La Goutte de rosée* (p. 69), *L'Étoile* (p. 79), *Consolation* (p. 85), *La Cloche de minuit* (p. 107), *Le Malade dans le jardin* (p. 117) et *Le Peuplier* (p. 147)? — *Les Roses du printemps* est une poésie gracieuse, dont l'idée, très-poétique, se perd malheureusement sous les détails. A. Soumet ou Guiraud aurait fait de cette donnée un *quadro* charmant. *Le Cygne* est une des pièces les plus élevées du Recueil. On peut lire ensuite *Le Dernier adieu, A ma sœur, Rêve d'amour* et *La Grand'mère*, qui n'est pas assez simple. Les deux morceaux qui nous semblent dépasser tous les autres sont *Le Rhin suisse* (p. 121) et *Le Tilleul des Confédérés* (p. 29). Il y a, dans le premier, de la verve, une certaine largeur de style et d'harmonie qui n'est pas habituelle à l'auteur : on sent que le cœur a vraiment battu là-dessous. Le second est encore meilleur; il y a de nobles sentiments, de beaux vers, de belles strophes; mais il pèche par l'ensemble. Là encore, le dessin, l'imagination créatrice et l'haleine ont fait défaut. Nous avons cinq petits tableaux là où il fallait une grande toile. Ces trois Tells ne devaient-ils pas dominer toute cette composition, et l'animer d'un seul souffle de vie?

Voilà, sans arrière-pensée, toute notre opinion sur le recueil de M. Vuy. Nous n'avons pas hésité à la dire, quoique nous soyons un peu de ce cercle d'amis qui lui est cher. Ses poésies seront lues avec intérêt par les âmes sensibles et aimantes. Plusieurs y retrouveront l'image gracieuse de quelque rêve, de quelque amour, de quelque illusion, de quelque souvenir; après avoir fermé le volume, ils rêveront de nouveau un moment, sous le charme des strophes harmonieuses; heureux encore le poëte dont quelques chants ont ce pouvoir!

L. T.

Fables, par M.-A. Mulhauser. Genève, 1850; 1 vol. in-12 : 1 fr. 50 c.

Ceux qui avaient eu le plaisir d'entendre M. Mulhauser dire ses fables, le pressaient depuis longtemps de les publier. Aujourd'hui, qu'elles sont imprimées, ils ne peuvent se dissimuler, je crois, qu'à la lecture elles perdent un peu de leur mérite. Elles avaient dans la bouche de l'auteur bien plus d'esprit et de grâce; les jolis vers, les traits de fine observation, le dialogue surtout, étaient relevés par le naturel du ton et la justesse de l'accent; et ces mêmes qualités du débit sauvaient les endroits faibles et voilaient les imperfections du style. Rien de tout cela n'a pu passer dans le livre. Mais, pour avoir perdu à l'impression, ces fables sont bien loin d'être sans mérites. Ceux qui appartenaient au fond de la pensée et à l'expression sont demeurés, indépendamment des secours du débit; et ils ne sont point à dédaigner.

Le Recueil est divisé en trois sections graduées, correspondant à trois âges successifs de l'enfant; la première section elle-même se subdivise en deux parties, distinguées par leur objet : *instruction, éducation*. Ces divisions nous semblent en général utiles, convenables et bien justifiées; nous faisons cependant quelques réserves : ainsi, la fable 9e (*L'Enfant, le Perroquet et le Singe*), roule sur un principe d'éducation évidemment hors de la portée du premier âge. L'auteur a beaucoup vécu avec les enfants, il les a bien étudiés et les connaît bien. C'est à cette connaissance, beaucoup plus rare qu'on ne croit, qu'il doit ses meilleurs traits. Presque toutes ses fables, composées en vue de leur perfectionnement intellectuel et moral, répondent bien à leur objet : et c'est ce qui doit les recommander aux instituteurs et aux parents. Une seule nous semble aller à fin contraire du but; c'est le *Coup de Canif* (page 114), dont la leçon est bonne, mais déplacée :

La sottise détruit, d'un mot, à la maison,
Ce que l'on édifie à grand'peine à l'école.

Un reproche analogue pourrait être fait à la fable 59e (*L'Enfant, la Mère et le Gâteau*), mais il faut lui pardonner en faveur de sa haute vérité et de sa noble morale. Disons, en passant, qu'il est à regretter que cette fable ne soit pas plus élégamment écrite. Ce sujet de la *morale* des apologues est épineux : combien des plus achevés du grand fabuliste, qui n'en ont pas, ce qui est peu important, ou qui en ont une dangereuse, ce qui est plus grave. On peut être, là-dessus, de l'avis de Rousseau, sans pousser aussi loin que lui les scrupules. Nous n'en aurions rien dit, si M. Mulhauser n'avait expressément adressé son livre à l'enfance ; cette petite critique, dans tout autre cas, serait une mauvaise chicane.

Tous les sujets de ces fables, nous devons le dire, ne sont pas également heureux ; et, comme il arrive toujours, le choix a influé sur l'exécution, la pensée sur la forme. Ainsi, le *Tournesol et la Violette* (p. 40), dont la morale est incomplète, le sens inachevé, l'expression contournée et pénible ; *Le Pommier nain* (p. 50), dont la donnée est vulgaire et le tour prosaïque ; *L'Abeille et la Vipère* (p. 55), qui a les mêmes défauts ; *La Mouche et l'Abeille* (p. 85), dont le sens est au moins très-obscur et le but équivoque ; *Les Almanachs* (p. 91) dont l'idée manque de justesse, et qui est bien inférieure à celle de Viennet, dont elle s'intitule la contre-partie ; *Le Renard et le Corbeau* (p. 93), malheureuse d'invention et de style ; *La Pie et le Bûcheron* (p. 98), vraie peut-être, mais peu intéressante.

Ceci nous amène naturellement à apprécier la valeur littéraire du Recueil de M. Mulhauser. Il possède bien l'enfance, nous l'avons dit, et quand il en parle ou la fait parler, il est toujours vrai. Cette vérité, bien précieuse, est parfois un peu commune ; et il aurait fallu plus d'élégance de plume pour la rendre toujours agréable. Ce qui fait la vie de la fable, c'est le détail, c'est-à-dire l'observation. Le détail existe chez M. Mulhauser, mais il est trop réel, de cette réalité que nous voyons tous les jours. On a beau dire, il faut qu'un poëte nous charme, et l'on ne charme pas par la réalité telle quelle. Il faut la parer d'imagination. Eh bien, c'est ce qui fait défaut chez M. Mulhauser : il manque de poésie. Il en manque dans l'invention,

dans le choix et la disposition des scènes, dans la peinture des paysages, dans les caractères. Ses animaux, ses plantes, ses insectes, même ses enfants n'ont pas assez de physionomie et de vie; souvent ce sont des copies, non des créations. Son style aussi manque de poésie. Il a des vers bien faits, de jolis vers même, de l'art dans la versification, mais c'est du travail : l'expression choisie, gracieuse, spontanée, la forme poétique en un mot, qui se sent, se révèle, mais ne peut se définir, il ne la possède pas. Une seule de ses fables m'en donne l'idée, c'est le *Trafiqueur et la Mer* (p. 86) : cela rappelle de loin La Fontaine.

Je paraîtrai sévère, peut-être; mais faut-il dire à moitié ce qu'on pense? Ce style, assez pur, châtié, exact, se traîne parfois et s'alourdit; il manque de légèreté, de mouvement, d'abandon, de grâce imprévue et pittoresque.

Assez de critiques. Les bonnes fables sont en nombre. Lisez *La Cire et le Cachet* (p. 15), *Les deux Araignées* (p. 36), *L'Alouette et le Coucou* (p. 60), *La Rose, le Papillon et l'Immortelle* (p. 96), *L'Écolier et le Chat* (p. 20), *L'Enfant, la Mère et le Gâteau* (p. 118). Lisez surtout, et faites apprendre à vos élèves : *L'Enfant et le Cerf-volant* (p. 17), de tout point la meilleure, à notre avis; *Les deux Fourmis* (p. 73), *Les petits soldats* (p. 104), *L'Écolier et la Fourmilière* (p. 106). Voilà de la bonne observation, du naturel, de l'esprit, et, toutes réserves maintenues, de l'art et une forme heureuse. C'est par ces fables-là que M. Mulhauser restera dans la mémoire des enfants et des lecteurs de tout âge. D'autres titres, d'ailleurs, que celui de son talent, nous le recommandent. Longtemps il a consacré à nos écoles ses soins, ses travaux, son expérience, et il les leur consacre encore; longtemps il a servi par l'enseignement direct et pratique ces enfants, à qui il adresse aujourd'hui ses leçons sous le voile de l'apologue. Il aime l'enfance, et n'est-ce pas à ceux qui l'aiment qu'il appartient de l'instruire? — Enfin, et c'est quelque chose aussi pour nous, il est Genevois et il écrit à Genève.

L. T.

FABLES DE PIERRE LACHAMBEAUDIE, couronnées deux fois par l'académie française; 7e édition augmentée. Paris; chez Ad. René; 1 vol. in-18° : 1 fr. 50.

M. Pierre Lachambeaudie est un poëte ingénieux, parfois très-heureusement inspiré. Son esprit est riche d'idées, l'imagination ne lui manque pas et il manie le vers avec une grande aisance. Plusieurs de ses fables sont de petits poëmes pleins de grâce et de fraîcheur. Nous citerons comme exemple *La Goutte d'eau*.

Un orage grondait à l'horizon lointain.
Lorsqu'une goutte d'eau, s'échappant de la nue,
Tombe au sein de la mer et pleure son destin.
« Me voilà dans les flots, inutile, inconnue,
Ainsi qu'un grain de sable au milieu des déserts,
Quand sur l'aile du vent je roulais dans les airs
Un plus bel avenir s'offrait à ma pensée :
J'espérais sur la terre avoir pour oreiller
L'aile du papillon ou la fleur nuancée,
Ou sur le gazon vert et m'asseoir et briller... »
Elle parlait encore : une huître, à son passage,
S'entrouvre, la reçoit, se referme soudain.
Celle qui supportait la vie avec dédain
Durcit, se cristallise au fond du coquillage,
Devient perle bientôt, et la main du plongeur
La délivre de l'onde et de sa prison noire;
Et depuis on l'a vue éclatante de gloire
Sur la couronne d'or d'un puissant empereur.

O toi, vierge sans nom, fille du prolétaire,
Qui retrempas ton âme au creuset du malheur,
Un travail incessant fut ton lot sur la terre;
Prends courage! ici-bas chacun aura son tour :
Dans les flots de ce monde, où tu vis solitaire,
Comme la goutte d'eau tu seras perle un jour...

Mais la morale n'est pas toujours bien juste. Ainsi comment l'auteur peut-il dire qu'ici-bas chacun aura son tour, et que la fille du

prolétaire sera perle un jour? A moins qu'il ne croie à la métempsychose, nous ne comprenons pas ce qu'il a voulu dire. En effet, sur cette terre toutes les gouttes d'eau ne deviennent pas des perles et les filles de prolétaires encore moins; rien n'est plus faux que de dire qu'en fait de fortune ici-bas chacun aura son tour. En général M. Lachambeaudie semble faire ses morales après coup; elles ne découlent pas naturellement de l'apologue et souvent même elles expriment des idées assez étranges qui tendent plus ou moins vers le socialisme. L'auteur se plaît surtout à mettre en contraste le riche avec le pauvre, à faire du premier le type de l'égoïsme et du second une victime innocente, un modèle de vertu. Il défend la cause du prolétariat et de la démocratie, en avocat habile sans doute, mais partial, et cela imprime à ses fables un cachet fâcheux. Il en est quelques-unes du moins que nous voudrions retrancher de ce recueil, et nous aimons à croire que ce ne sont pas celles-là que l'académie a couronnées. Du reste chez M. Lachambeaudie la tendance socialiste n'est que l'erreur d'une âme généreuse qui se laisse séduire par les beaux rêves de la fraternité universelle, et n'a probablement jamais sondé les mauvaises passions qui se cachent sous ce manteau trompeur. Appartenant lui-même à la classe ouvrière, il en partage jusqu'à un certain point les préjugés et les illusions. Cependant sa haute intelligence, son esprit cultivé, sa nature vraiment poétique sont autant de priviléges qui protesteraient contre l'abrutissant socialisme, et la part de renommée qu'il s'est acquise, les succès qu'il a obtenus prouvent de la manière la plus éclatante que la société actuelle ne mérite pas le reproche qu'on lui fait d'étouffer l'essor du prolétaire, de l'opprimer et de l'exploiter comme un vil esclave. Quoi qu'il en soit, le talent de M. Lachambeaudie lui assure une place parmi nos bons fabulistes. Il n'est ni de l'école de Lafontaine ni de celle de Florian, mais il a su reproduire dans ce genre de composition les traits caractéristiques de notre époque, et c'est là ce qui constitue son mérite original.

VOYAGES ET HISTOIRE.

PROMENADES HISTORIQUES dans le canton de Genève, par M. Gaudy-Le Fort, 2e édition corrigée et considérablement augmentée. Genève, 1849. 2 vol. in-12 : 5 fr.

Le succès obtenu par la première édition de cet ouvrage prouve que l'auteur ne s'était pas trompé en croyant que des souvenirs historiques présentés sous cette forme familière pourraient offrir au commun des lecteurs un intérêt plus séduisant. En effet, l'attrait de la promenade, la description des localités, les changements qu'elles ont subis, les vestiges du passé qu'on y retrouve encore, tout cela donne aux recherches de l'antiquaire un charme nouveau et les rend plus accessibles à ceux qui n'en font pas l'objet spécial de leurs études. Le canton de Genève, malgré sa petite étendue, a été le théâtre d'événements nombreux qui ont leur place dans les annales des siècles antérieurs, de luttes fréquentes, acharnées et parfois héroïques. Une nationalité vivace s'y est fondée et maintenue en dépit des efforts de ses puissants voisins pour la détruire. Il a de plus été l'asile ou le séjour préféré d'une foule de célébrités étrangères, et lui-même a produit en assez grand nombre des hommes distingués dans les lettres, dans les arts ou dans les sciences. On comprend donc qu'en parcourant ses beaux sites il est difficile de faire vingt pas sans rencontrer quelque souvenir digne d'être conservé. C'est ce qui a suggéré à M. Gaudy-Le Fort l'idée de publier une espèce de guide du promeneur, et joignant le savoir archéologique au goût littéraire, il a su faire un livre agréable, plein de détails curieux, de notices biographiques et d'extraits empruntés aux vieilles chartes ou aux traditions populaires. Dans cette seconde édition l'auteur a complétement refondu son travail, auquel des recherches faites avec soin et la communication de documents inédits lui ont permis de donner une plus grande extension. Pour les Genevois, c'est un mémorandum national qui ne peut que contribuer à entretenir le sentiment

du patriotisme; pour le voyageur étranger, désireux de visiter la riante vallée du Léman, c'est un manuel instructif qui remplace très-avantageusement la fatigante compagnie du cicerone de profession.

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Essai sur la liberté, l'égalité et la fraternité considérées aux points de vue chrétien, social et personnel, par M[me] L. de Challié (née Jussieu). Paris, 1849. 1 vol. in-8 : 4 fr.

Si l'on ne réussit pas à établir la liberté, l'égalité et la fraternité, ce ne sera du moins pas faute d'avoir disserté sur ces questions maintenant à l'ordre du jour. Depuis dix-huit mois surtout elles ont été l'objet d'une foule de publications, parmi lesquelles celle que nous annonçons ici mérite d'être placée au premier rang, aussi bien par la force de la pensée que par le talent du style. Mais peut-être doit-on précisément voir dans la peine que se donnent les écrivains à cet égard la preuve des obstacles que rencontre l'application d'une doctrine dont au fond personne ne conteste l'excellence. En effet, on s'accorde assez à reconnaître que ce sont là les éléments d'une organisation sociale perfectionnée très-supérieure à la nôtre, et cependant on n'a pas encore su les faire pénétrer dans le domaine pratique, où leur introduction semblerait promettre de si précieux fruits. Les uns accusant l'ordre actuel de s'y opposer, rêvent des systèmes nouveaux qui doivent changer la nature de l'homme, la jeter dans un moule uniforme où l'essor de ses mauvaises tendances serait à tout jamais détruit. Les autres, traitent tout cela de chimère et n'admettent pas qu'il puisse y avoir d'autres remèdes aux passions anti-sociales que la répression sévère des lois et l'action énergique de l'autorité. Ces deux manières de voir arrivent par des routes différentes au même résultat, qui serait d'anéantir la liberté, de faire de l'égalité un joug peu désirable et d'imposer la fraternité par force. Les uns et les autres méconnaissent également le véritable but de l'état social qui est

de favoriser le développement des facultés individuelles, et de faire concourir les intérêts de chacun au bien de tous. Ils oublient que la force matérielle ne saurait être salutaire qu'autant qu'elle est l'instrument de la puissance morale, et que celle-ci ne repose ni sur les lois, ni sur la répression, mais sur le libre assentiment des cœurs.

C'est ce que Mme de Chaillé fait ressortir en s'élevant à des considérations d'un ordre plus élevé. Pour elle, liberté, égalité, fraternité n'ont de signification réelle que dans le domaine des idées religieuses. Là seulement elles peuvent être fécondes et produire autre chose que de vaines déclamations. C'est la noble liberté de l'esprit, c'est l'égalité devant Dieu, c'est la fraternité ou plutôt la charité chrétienne qu'elle préconise comme des sources bienfaisantes auxquelles l'état social doit se retremper et puiser une ère nouvelle. L'action toujours mieux comprise et plus étendue du christianisme est à ses yeux le seul remède efficace qui puisse adoucir les maux de l'humanité. Il faut que cette action pénètre davantage dans les institutions sociales, dans les rapports des hommes entre eux, dans le for intérieur de la conscience individuelle. Le désordre moral provient surtout de ce que l'extension des droits n'a pas été accompagnée de celle des devoirs, qui en sont le corollaire indispensable. La liberté ne vaut que selon l'usage qu'on en fait, si on l'applique au bien elle produira d'excellents fruits, sinon elle sera l'instrument le plus actif du mal. Sa mission n'est pas de donner essor à la révolte de l'orgueil, mais de mettre l'homme en présence de Dieu afin qu'il relève directement de l'autorité divine et se sente responsable de ses actes et de ses pensées, vis-à-vis d'elle encore plus que vis-à-vis de la société. C'est précisément l'opposé de ce que veulent les socialistes, et cependant Mme de Challier n'a pas de peine à prouver que c'est le vrai moyen d'atteindre autant qu'il est possible le but auquel ils prétendent arriver par leurs systèmes extravagants. En effet, de cette application sincère des principes du christianisme découlerait une fraternité bien plus réelle, bien plus féconde que celle qu'on tenterait d'imposer comme une obligation légale. Il est évident que les senti-

ments affectueux s'inspirent et ne se commandent pas ; ils sont étrangers au domaine de la politique et rentrent dans celui de la religion, car c'est Dieu qui a posé comme base de la société la famille, au sein de laquelle ils naissent et se développent. On est surpris de voir qu'il y ait besoin d'insister sur des vérités aussi élémentaires, mais c'est une nécessité de notre époque où le sophisme n'a que trop réussi à pervertir le bon sens. Mme de Challié s'acquitte de cette tâche avec un talent remarquable ; elle est claire, éloquente, persuasive et se montre animée d'un esprit de large tolérance. Pour tous ceux qui se donnent la peine de réfléchir, son livre offre le meilleur préservatif contre l'influence délétère des doctrines socialistes.

Introduction a l'histoire du culte, par le docteur Whately, archevêque anglican de Dublin, traduit de l'anglais par A. Réville. Dieppe, 1849 ; in-8° de 214 pages ; 2 fr.

M. le docteur Whately s'est proposé, dans cet écrit, de remonter à l'origine du développement intellectuel et moral des sociétés humaines, de montrer comment sont nées les fausses religions, par quels moyens a été révélée la connaissance du vrai Dieu, soit dans l'ancienne loi de Moïse, soit dans la nouvelle loi de l'Evangile, quelle action le christianisme a exercée sur la civilisation, et quels obstacles lui ont suscités les superstitions païennes dont la persistance tenace peut se reconnaître encore de nos jours dans les altérations de la foi ainsi que dans certaines pratiques du culte. La première question qui se présente est celle de l'état primitif de la race humaine. L'homme s'est-il développé par ses seuls efforts, ou bien avait-il reçu déjà des instructions propres à le conduire sur la route du progrès ? Les documents nous manquent pour résoudre ce problème, qui a souvent été l'objet d'hypothèses plus ou moins ingénieuses. Mais en jugeant d'après ce qui se passe chez les peuples sauvages aujourd'hui connus, on est porté à croire que jamais aucun d'eux n'a pu faire par lui-même le premier pas vers la civilisation.

En effet, ils se montrent tout à fait incapables de prévoyance et de réflexion, n'ayant pas la moindre parcelle de cette curiosité inquiète et de ce désir de savoir qui sont les stimulants de l'esprit humain. L'inertie semble être leur état habituel dont ils ne sortent que lorsque le besoin les y force. On n'a pas d'exemple que l'un d'eux ait imaginé de chercher dans la culture du sol des ressources moins précaires et plus abondantes que celles de la chasse ou de la pêche, et partout où l'homme s'est élevé au-dessus de la vie sauvage, la tradition désigne quelque être supérieur ou quelque initiateur étranger, comme ayant apporté le bienfait de la civilisation. Aussi M. Whately en conclut-il par induction que les premiers hommes avaient reçu du Créateur les instructions nécessaires à leur développement Le culte du vrai Dieu fut donc antérieur aux religions païennes qui naquirent plus tard de sa corruption. Les hommes abusant de leur libre arbitre s'écartèrent bientôt de la ligne qui leur était tracée, et leur imagination prenant tout son essor, enfanta des croyances superstitieuses, dont l'action dissolvante ne put être arrêtée que par une révélation nouvelle. La loi de Moïse fit du peuple juif le dépositaire de la foi en un seul Dieu éternel et tout-puissant ; l'Evangile vint ensuite compléter l'enseignement religieux, et lui donner ce caractère d'universalité qui a fait du christianisme l'instrument civilisateur le plus actif et le plus fécond. Mais dans sa lutte contre les religions païennes, le christianisme a reçu plus d'une atteinte par suite du penchant qu'ont trop souvent les hommes à transiger sur les principes pour faciliter leur triomphe. La foi a subi des altérations diverses, héritage du paganisme, que l'Eglise crut devoir accepter afin de rendre son empire plus étendu, sa suprématie plus acceptable à tous. Or c'est précisément cette condescendance funeste qui a eu pour résultat de faire sentir la nécessité d'une réforme et d'amener la rupture du faisceau. On s'est révolté contre l'autorité de l'Eglise, qui se substituait à celle de l'Evangile, et l'on a proclamé le principe du libre examen. Une fois entrés dans cette voie, les esprits ont rencontré d'autres écueils, la tendance à l'individualisme a suscité une foule de sectes souvent hostiles les unes aux

autres. M. Whately signale d'une manière très-judicieuse les inconvénients de cet état de choses, et les maux causés par le séparatisme. Mais il se montre animé d'un esprit de haute tolérance, il fait largement la part des convictions individuelles, et reconnaît que le protestantisme doit laisser une grande liberté à cet égard, que sa mission est uniquement de grouper tous les chrétiens autour de l'Evangile, sans leur imposer d'autre obligation que l'étude intelligente des vérités qu'il renferme, et la pratique des devoirs qu'il prescrit.

HISTOIRE ET DOCTRINE DE LA SECTE DES CATHARES OU ALBIGEOIS, par C. Schmidt. Paris, 1849 ; 2 vol. in-8°; 10 fr.

Ce livre, au sujet duquel M. Mignet avait présenté à l'Académie des sciences morales et politiques un rapport très-favorable, a depuis été couronné par l'Institut comme l'un des meilleurs ouvrages relatifs à l'histoire de France qui aient paru dans le cours de l'année dernière. De pareils témoignages sont bien faits pour attirer l'attention publique sur le remarquable travail de M. Schmidt.

L'origine de la secte des Cathares remonte à une époque très-reculée. Elle paraît avoir pris naissance chez les populations slaves dès les premiers temps de leur conversion au christianisme. Vers la fin du neuvième siècle, la rivalité des Grecs et des Latins qui se disputaient la suprématie religieuse en Bulgarie, dut favoriser le développement des hérésies. Dès lors la résistance opposée par les papes à la célébration du culte en langue nationale, produisit une scission et empêcha l'unité de l'Eglise romaine d'établir son empire chez les nouveaux chrétiens. Les Moraves et les Bulgares eurent des prédicateurs qui refusèrent d'obéir au pape sur ce point, et qui, donnant une liturgie et une version de la Bible en langue slave, obtinrent des succès rapides. Il en résulta une lutte dans laquelle le clergé de Rome triompha, mais ne put étouffer complétement ses adversaires malgré les persécutions qu'il employa contre eux. Le

culte national se maintint longtemps encore en secret parmi les Slaves de la Moravie, de la Pannonie, de la Dalmatie et de la Bohême. Ses sectateurs irrités accueillirent avec d'autant plus de facilité les doctrines opposées à celles de leurs oppresseurs. En beaucoup d'endroits les moines obligés de renoncer à leurs relations avec l'Eglise grecque, et fuyant le contact avec celle de Rome, demeurèrent isolés dans la solitude de leurs cloîtres, où leurs spéculations rêveuses aboutirent souvent à des résultats contraires à l'orthodoxie. Ces hérésies furent reçues avec avidité par des populations qui redoutaient le joug de prêtres étrangers, et ne comprenaient pas la langue du culte qu'ils leur imposaient. Le paganisme n'avait d'ailleurs pas complétement disparu des contrées slaves, et son influence venait s'exercer plus ou moins sur les esprits ébranlés par les disputes religieuses. C'est au milieu de ces circonstances que surgit le dualisme cathare qui, à côté du Dieu suprême et unique, admit un principe mauvais, appelé Czernebog ou Diabol, et quelques autres dogmes ou préceptes peu nombreux, savoir : la condamnation de l'Ancien Testament comme œuvre du démon ; l'opinion que Jésus-Christ n'a eu qu'un corps apparent ; le rejet du baptême d'eau ; la communication du Saint-Esprit par l'imposition des mains ; la condamnation du mariage et de la nourriture animale ; le refus de croire à la présence de Jésus-Christ dans la cène, et de vénérer les images et la croix. Cette doctrine bizarre, qui altérait profondément l'idée chrétienne, en supposant l'existence de deux dieux éternels indépendants, et même ennemis l'un de l'autre, ne tarda pas à se propager hors des pays où elle était née. Elle fut portée en Thrace dès le milieu du onzième siècle par les Bogomiles, et trouva de nombreux disciples dans tout l'empire grec, malgré les mesures rigoureuses auxquelles l'empereur Alexis Comène eut recours. Un moine, nommé Basile, qui était leur chef, fut brûlé, plusieurs de ses principaux adeptes se virent jetés dans les prisons, où l'empereur allait souvent les visiter lui-même, pour leur prouver la fausseté de leurs croyances. Un synode tenu à Constantinople, en 1140, condamna au feu les livres qui enseignaient la doctrine hérétique, et prononça l'excommunica-

tion contre ses partisans. Mais la persécution n'arrêta pas les progrès de la secte. Le catharisme partant des villes dalmates se répandit en Italie, où les germes manichéens, que n'avaient pu extirper entièrement les efforts des empereurs et des papes lui offrirent en quelque sorte un terrain tout préparé. L'ignorance profonde du peuple en matière religieuse le rendait accessible à toutes les doctrines extraordinaires qui frappaient son imagination, et pouvaient se rattacher aux restes encore assez vivaces de l'ancien paganisme. La secte cathare groupa bientôt tous les éléments de résistance que soulevait le despotisme clérical, elle devint le centre d'opposition autour duquel se rallièrent même des hommes éclairés, qui sentaient déjà la nécessité d'une réforme dans l'Eglise, sans se rendre bien compte de ce qu'elle devait être. Il fallut une répression prompte et sévère pour conjurer le péril qui menaçait Rome. La flamme des bûchers ralentit le zèle des sectaires, et le catharisme n'eut plus dans les provinces italiennes que des disciples secrets qui s'entouraient de mystère pour échapper à la redoutable surveillance de l'Eglise, jusqu'à ce que, dans le douzième siècle, des circonstances favorables leur permirent de relever la tête et d'engager une nouvelle lutte dans laquelle on ne put venir à bout de leur persistance fanatique que par les moyens les plus violents. L'Eglise romaine demeura victorieuse, mais engagée dans une voie déplorable, qui devait inévitablement la conduire tôt ou tard au déchirement que le seizième siècle vit s'accomplir.

En France, le catharisme obtint d'abord beaucoup de succès, surtout dans le midi, où une civilisation plus avancée et la corruption du clergé favorisaient singulièrement la propagation de l'hérésie. Les œuvres de la littérature provençale nous montrent combien la tendance du développement intellectuel était en général hostile au pouvoir de l'Eglise. Ces troubadours qui étaient si bien accueillis dans les châteaux, et au nombre desquels de nobles seigneurs ne dédaignaient pas de figurer, rivalisaient d'audace dans leurs satires contre les moines et contre la cour de Rome. Une certaine tolérance s'était établie, à la faveur de laquelle les opinions les moins ortho-

doxes se faisaient jour sans obstacles ; le clergé se sentait trop faible pour oser réprimer cette licence, qu'il autorisait en quelque sorte lui-même par ses déréglements scandaleux.

Les esprits étaient ainsi tout disposés à embrasser la première doctrine qui se présenterait à eux, pourvu qu'elle les délivrât du joug de la hiérarchie romaine, et ce fut le catharisme qui en profita. Ses progrès rapides ne rencontrèrent que peu d'obstacles. Des membres du clergé l'accueillirent avec joie, peut-être comme un moyen de ressaisir l'influence qu'ils avaient depuis longtemps perdue. L'évêque d'Alby devint l'un des plus zélés promoteurs de l'hérésie, circonstance qui contribua sans doute à faire désigner les sectaires sous le nom d'Albigeois. Le nombre des adeptes s'accrut considérablement, ils commencèrent à s'organiser en Eglise, et cherchèrent à établir des relations avec les diverses communautés cathares qui s'étaient formées dans les autres pays de l'Europe. Rome fit alors appel au pouvoir séculier pour défendre l'unité catholique contre cette téméraire tentative. On prêcha la croisade contre les Albigeois, et les désastres de la guerre la plus atroce, la plus acharnée, ravagèrent les provinces méridionales de la France. La cruauté des persécuteurs poussa les sectaires à des excès non moins affreux, en sorte qu'on vit des actes d'une barbarie sauvage se commettre de part et d'autre au nom de la religion. Le catharisme noyé dans des flots de sang disparut pour faire place aux doctrines plus pures des Vaudois, qui devaient frayer la voie à la réformation.

M. Schmidt, sans entrer dans des détails historiques qui l'entraîneraient trop loin, présente un tableau rapide du grand drame qui termina l'existence de la secte cathare. Ses laborieuses recherches ont jeté un jour nouveau sur cet épisode, assez mal connu jusqu'ici, de l'histoire de France. Il expose ensuite la doctrine du dualisme cathare, avec des développements propres à faire bien comprendre quelles en étaient les croyances, comment elles sont nées du mélange de certaines erreurs avec les premières notions d'un christianisme encore très-imparfait, et quelles modifications leur firent subir plusieurs dissidents qui reculaient devant le principe absolu de

l'existence de deux dieux éternels et indépendants. Cette partie de son livre n'est pas la moins intéressante, car elle renferme de curieuses données sur la marche des hérésies qui, dès les premiers siècles, se glissèrent dans le sein de l'Eglise. Enfin il termine par un aperçu des mesures prises pour l'extirpation de l'hérésie cathare, et des hérésies en général, dans lequel se trouve résumé l'ensemble de cette monstrueuse législation que Rome invoqua si longtemps contre quiconque osait secouer le joug de son autorité infaillible, et qui pendant le moyen âge prodigua la torture et les bûchers avec une si grande et si impitoyable rigueur.

RÉFLEXIONS MORALES ET POLITIQUES, ou esquisse des progrès de la civilisation en France au dix-neuvième siècle, par M. B. des Olvires. Paris, chez Ad. René; 1 vol. in-8°; 3 fr. 50 cent. — CONSIDÉRATIONS POLITIQUES, par M. Lucien Guigues, représentant du peuple. Paris, chez Ad. René, 1849; 1 vol. in-8°; 6 fr.

La situation actuelle de la France, l'incertitude de son avenir, les chances de nouvelles secousses qui peuvent la menacer, sont aujourd'hui l'objet d'une préoccupation assez vive et assez générale. On dirait que le principal résultat de la révolution de février a été de dissiper tout à coup les illusions diverses dans lesquelles on s'était complu jusqu'alors, sans vouloir écouter aucun avertissement. Avant cette catastrophe, le socialisme ne semblait pas mériter seulement la peine de le réfuter, les excès démagogiques étaient regardés comme des rêves de quelques esprits en délire, on se persuadait que le plus ou moins de développement à donner aux institutions constitutionnelles, devait être dorénavant l'unique but de la lutte des partis. Maintenant chacun, surpris par l'établissement inattendu de la république, paraît frappé d'une secrète terreur, en voyant que ce grand fait, loin de mettre un terme à l'agitation révo-

lutionnaire, n'a servi qu'à la rendre plus active et plus dangereuse. On est bien obligé d'ouvrir les yeux à la lumière et d'aborder enfin les questions qu'on a laissé imprudemment grandir, à la faveur du dédain qu'on affectait pour elles.

Il a fallu reconnaître que la France se vantait à tort d'être en avant de toutes les autres nations sur la route de la civilisation et de la vraie liberté, qu'elle avait fait très-peu de progrès réels, qu'une forte partie de sa population était gangrenée par l'influence des principes les plus funestes, des idées les plus immorales et les plus extravagantes, que les esprits cultivés, souvent même les intelligences d'élite, avaient complétement négligé les améliorations pratiques, les réformes salutaires, pour se lancer dans des théories aventureuses qui tendaient à la destruction complète de l'ordre social. C'est là ce que M. B. des Olvires fait ressortir d'une manière assez ingénieuse dans ses *Réflexions morales et politiques*. Il débute par établir nettement la distinction entre l'honnête homme dont tout le mérite consiste à n'être ni un voleur, ni un assassin, et l'homme de bien qui ne se contente pas d'une vertu passive mais prend le devoir pour mobile de ses actions. La première de ces deux catégories est la plus nombreuse, et malheureusement fournit la plupart des dépositaires du pouvoir, qui ne devraient être choisis que dans la seconde. Aux hommes de bien appartient le privilége de former la véritable et bonne aristocratie, dans le sens primitif du mot, c'est-à-dire le gouvernement des meilleurs. Mais cette sorte d'aristocratie a trouvé trop d'envieux pour pouvoir subsister longtemps, et l'on a préféré, comme plus démocratique, s'en tenir à celle des hommes honnêtes, dont chacun peut prétendre à faire partie. Or, une telle modification n'a pu avoir lieu sans porter atteinte à la moralité du pays, ou plutôt elle était elle-même déjà le signe de sa décadence. Les principes se sont de plus en plus relâchés; on s'est habitué à mettre le savoir faire au-dessus du savoir et de la probité; le succès est devenu l'unique but des efforts, et la poursuite des jouissances matérielles le grand mobile de toutes les actions. De là ce malaise général, ce mécontentement répandu dans

toutes les classes de la société, puis, par suite, cette tendance à bien accueillir les théories subversives comme un remède à tous les maux, comme une réparation de toutes les injustices, comme le moyen d'arriver à l'établissement d'un ordre nouveau, dans lequel chacun se flatte de trouver la place qui convient à son ambition. Chez ceux-là même qui repoussent les chimères du socialisme, on ne rencontre plus guère de convictions solides ; tout est vague, tout est ébranlé ; la confusion règne dans les idées, c'est un vrai chaos moral où l'on cherche vainement le point d'appui nécessaire pour résister à l'influence dissolvante de la liberté de la presse, exploitée dans l'intérêt des passions les plus anti-sociales. M. des Olvires peint assez bien ce chaos, et nous fait passer en revue, d'une manière parfois très-piquante, les résultats de diverse nature produits par l'esprit révolutionnaire qui remue la France depuis un demi-siècle. Il montre ainsi ce qu'est réellement le prétendu progrès acheté si cher et si hautement vanté par la vanité nationale. Ce qui le frappe surtout, c'est l'inconséquence de ces hommes qui, ayant toujours à la bouche les mots de liberté, fraternité, égalité, font l'œuvre du despotisme, travaillent sans relâche à semer la haine et la division, n'aspirent à passer le niveau sur les supériorités actuelles que pour rester seuls maîtres du terrain et se débarrasser des rivaux qui les gênent.

« Je persiste à croire, dit-il, que ce n'est point par amour pour la démocratie, qu'on vient de proclamer la république, mais par amour de l'aristocratie, et que tout le monde veut être aristocrate, ce qui fera une démocratie d'aristocrates. Je l'ai d'ailleurs dit, et j'en suis plus convaincu que jamais : en religion, personne n'est plus intolérant que l'incrédule ; en politique, personne n'est plus despote que le partisan de la liberté absolue. Celui-ci vous enfoncerait un poignard dans la gorge, pour vous forcer à crier *vive la liberté*. »

Les réflexions de M. des Olvires ne sont pas toutes également justes, il a aussi ses préjugés et s'étend parfois avec un peu trop de complaisance sur des détails qui n'en valent guère la peine. Mais il ne manque ni d'originalité, ni de bon sens, et quoiqu'il se

déclare partisan de la monarchie, ses jugements sont en général exempts de tout esprit de parti. C'est un observateur qui étudie avec calme et curiosité les résultats de l'expérience à laquelle il assiste.

M. Lucien Guigues, au contraire, aspire à jouer un rôle actif. Il est représentant du peuple et veut contribuer pour sa part à l'organisation de la république, qu'il regarde comme la forme définitive du gouvernement de la France. La révolution de février lui paraît avoir tranché la question de telle sorte, qu'il n'y a plus à en revenir. Ce qu'il s'agit de faire maintenant, c'est de diriger l'essor de la démocratie et de prévenir ses excès. M. Guigues n'est pas socialiste, ni même radical exagéré ; mais, par crainte de la réaction, il serait plutôt enclin à céder devant toutes les exigences du parti révolutionnaire. C'est un de ces libéraux à illusions généreuses, qui croient qu'on peut tout faire avec le peuple et par le peuple, qui s'imaginent que les excès proviennent de la résistance opposée à ses volontés et qui, tout en voyant le danger des utopies, se laisserait aisément entraîner à en essayer l'application, au risque de bouleverser de fond en comble l'état social. Cependant on doit reconnaître qu'à son point de vue il n'a pas tort de critiquer l'antagonisme auquel se livrent les partis extrêmes, plus préoccupés de se disputer le pouvoir que de l'organiser et de le consolider. Il est certain que l'établissement de la république exige de nombreuses réformes dans les institutions du pays ; seulement, il se trompe sur la nature de ces réformes, ou plutôt sur les moyens de les obtenir. Il part du principe de centralisation et semble regarder le gouvernement comme devant résoudre sans délai toutes les difficultés du problème. En cela il se rapproche des socialistes qui prétendent faire décréter le droit au travail, la prospérité publique et le bien-être de tous. Or, on a vu déjà par l'exemple des ateliers nationaux ce qu'il en coûte pour faire de semblables essais. Nous ne pensons pas que l'intervention gouvernementale pût être beaucoup plus heureuse, en se dirigeant, comme le voudrait M. Guigues, sur l'assistance publique, sur les opérations du crédit, sur les rapports entre le capital et le travail, entre les fabricants et les ouvriers. La liberté en souffrirait

certainement, et il est plus que douteux que les choses en allassent mieux. La république demande précisément le contraire ; c'est dans les efforts particuliers qu'elle trouve l'élément de sa vie et de sa durée. Ce qui manque en France, ce sont des républicains, et pour en faire, il faut avant tout créer une large organisation municipale qui fasse circuler de nouveau dans toutes les parties du pays, les forces vives que la centralisation a confisquées au profit de la capitale. Voilà, selon nous, la première réforme nécessaire, de laquelle découleront naturellement toutes les autres, tandis que si l'on persiste à vouloir fonder la république sur la seule action du pouvoir central, on ne réussira qu'à préparer de nouvelles secousses, qu'à jeter la France dans la triste alternative de l'anarchie ou du despotisme.

M. Guigues nous paraît aussi un peu trop naïf, lorsqu'il dit en terminant : « Il ne suffit pas de dire qu'on veut l'ordre.... Qui ne le veut pas? — Qu'on veut sauver la société.... Qui veut la détruire?... »

Certes, après avoir vu les journées de juin, et quand on est en présence des écrits dissolvants d'un Proudhon, des atroces menaces d'un Heinzen, il est bien permis de croire à l'existence d'un parti qui rêve la destruction de l'ordre social.

DE LA QUESTION SOCIALE, ou des conditions de la paix intérieure, par J. Trottet. Paris, 1849 ; brochure de 84 pages.

M. Trottet est du nombre des hommes qui croient la politique impuissante, à elle seule, à protéger nos sociétés contre les partis, quels qu'ils soient, qui s'appuient sur elle. La coërcition se lasse, elle s'épuise ; la question sociale est donc, aux yeux de M. Trottet, aussi bien morale que politique.

Il est frappé du caractère empreint au développement de la société française. Les diverses classes qui reposaient en elle comme en leur germe, se sont épanouies l'une après l'autre, toujours pour ré-

clamer dans cette société, non leur place légitime, mais la domination. Tout mouvement se porte à la tête. Toute action tend à s'emparer du pouvoir. Toute révolution est marquée d'un caractère exclusif. C'est à cet esprit de domination et d'exclusion que M. Trottet cherche un remède.

Il repousse celui que le socialisme lui présente. Le socialisme est la domination du prolétariat. Il est l'envahissement de la barbarie et de la misère. Il est la destruction de la liberté individuelle et l'absorption de l'homme dans l'Etat. Et cependant les classes égarées par les systèmes socialistes ont de légitimes réclamations à adresser à la société. C'est à ces réclamations qu'il faut faire droit. Il ne suffit pas de glorifier l'individualisme, désormais impuissant, et d'attaquer le socialisme d'une manière négative. Il s'agit de chercher à le rendre impossible en travaillant à réaliser pour les prolétaires une forme d'association qui soit en rapport avec le développement de la société, avec l'histoire et la nature humaine.

Les moyens que propose M. Trottet sont, les uns immédiats, l'association ; les autres intérieurs et proprement moraux.

L'association doit substituer, s'il en est temps encore, aux rapports d'antagonisme entre les classes sociales, des rapports de solidarité, d'une solidarité comprise et acceptée. Il faut tarir la source du prolétariat, en facilitant aux classes ouvrières les moyens d'arriver à la propriété.

A cet effet, M. Trottet s'adresse, non à l'Etat, mais aux classes aisées. Il demande à la charité, tenue en haleine par des périls pressants, de déployer une activité pareille à celle qu'elle voit déployer par une propagande jalouse. Il veut une transformation de la société moderne, opérée par la bienfaisance. Les ouvriers des fabriques sont agglomérés dans les grandes villes, où leur travail est taxé au prix du grand commerce, tandis qu'ils reçoivent chèrement leur subsistance de troisième ou quatrième main. Il faut ramener l'industrie manufacturière à la campagne et dans les contrées où les denrées sont à bas prix. C'est dans ces contrées qu'il faut créer des cités industrielles, où les familles des travailleurs puissent respirer

dans l'aisance et parvenir, au moyen des caisses d'épargne et de retraite, à devenir, après un temps, propriétaires de leur logement, de leur jardin et d'un petit capital. Aucune contrainte, mais un secours offert à des conditions honorables, un capital généreusement avancé, une mise de fonds assez considérable, pour décentraliser des forces ennemies, et créer des rapports organiques, des rapports de bienveillance entre deux sociétés près de se rencontrer sur le champ de bataille.

C'est dans l'écrit même de M. Trottet que nos lecteurs apprendront quels sont les moyens de détail et d'exécution proposés.

Mais la religion doit à la politique son appui.

En s'exprimant ainsi, M. Trottet s'empresse d'écarter la pensée qu'il puisse songer, sous aucun rapport, à vouloir ramener les esprits vers la religion dans l'intérêt d'une politique, quelle qu'elle soit. A quoi bon prêcher la foi, si l'on ne donne le moyen de croire. Le principe religieux, bien qu'à degrés différents, a toujours été la source fécondante du développement humain. Sous une forme de moins en moins exclusive, il a incessamment déterminé la marche de l'histoire et dirigé son cours; l'institution politique qui n'a pas eu sa racine vitale dans ce sol nourricier, s'est trouvée exposée à manquer de vie substantielle; mais toujours faut-il que l'aliment religieux soit en rapport avec les besoins de la société à laquelle il est distribué. Or, ce n'est, selon M. Trottet, ni le catholicisme, ni le protestantisme, tels qu'ils se sont montrés dans l'histoire, qui peuvent suffire à la société présente. Tous deux ont eu leur temps. Déposé comme un germe dans la société humaine, le christianisme la transforme insensiblement. Il ne s'est détaché que lentement du socialisme du monde ancien. Le catholicisme, qui a prêté sa tutelle sacerdotale à des âges d'enfance, a conservé le caractère extérieur et légal des premiers temps du monde. Le protestantisme a servi à l'affranchissement des peuples chrétiens par l'idée supérieure de la foi justifiante; mais il semble avoir pris la foi pour le but, tandis qu'elle n'est que le moyen. Catholicisme et protestantisme sont donc appelés, l'un, à se dégager de ses formes subjectives, l'autre, à recon-

naître que la foi est une œuvre, et l'œuvre la plus excellente; tous deux à se rencontrer dans la charité. Une première époque s'est nommée du nom de saint Pierre; la seconde s'est appuyée sur saint Paul; la théologie de la troisième sera la fusion de celle des deux premières dans la théologie de saint Jean, plus intime et plus pratique à la fois, conciliation dans l'amour de la foi et de la loi. L'idée de M. Trottet n'est pas neuve. L'abbé Joachim, de Calabre, l'exprimait déjà dans le treizième siècle, et probablement il n'était pas le premier qui l'eût exprimée. Mais plus elle est ancienne, plus elle a fermenté longtemps et sourdement dans le sein de la société chrétienne, plus cette idée, surtout sous la forme nouvelle sous laquelle M. Trottet la présente, mérite d'attirer l'attention des hommes qui s'occupent des intérêts de l'Eglise.

H.-F. A.

ÉDITION MINIATURE

DES

FABLES DE J. DE LA FONTAINE.

Paris, fonderie-typographique, 17, rue des Marais-Saint-Germain, 1850.
1 volume in-128 : 16 francs.

Ce petit chef-d œuvre typographique, qui a été admiré à la dernière exposition des produits de l'industrie française, renferme toutes les fables de La Fontaine dans une seule feuille de papier (256 pages). Il est exécuté en caractères *corps Diamant*, qui sortent de la fonderie de MM. Laurent et Deberny, et ne laissent rien à désirer sous le rapport soit de la netteté, soit de l'élégance. L'impression fait le plus grand honneur aux presses de MM. Plon frères. C'est un spécimen fort remarquable du degré de perfection auquel est parvenu l'art typographique en France, car des lettres aussi petites n'ont pu être gravées qu'avec l'aide de la loupe, et il a fallu chez le compositeur une attention bien minutieuse, enfin le tirage a nécessité des soins tout particuliers. En voyant le résultat de ces efforts réunis, on reconnaît que les bonnes traditions ne se perdent pas, et que les Didot et les Crapelet ont des successeurs qui sauront empêcher la décadence de l'imprimerie. Sans doute ce volume microscopique est plutôt un objet de curiosité qu'une œuvre utile en elle-même, mais le succès obtenu dans une entreprise qui offrait tant de difficultés, est la meilleure garantie de l'excellente exécution des travaux ordinaires, ainsi que du goût qui préside à la fonte des types plus généralement usités.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
DE GENÈVE.

VINGT MOIS
OU
LA RÉVOLUTION ET LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

PAR

M. N.-A. DE SALVANDY.

Nouvelle édition. — Paris, 1849.

J'ai le défaut d'aimer à divaguer dans mes lectures. Un livre nouveau m'en rappelle volontiers un ancien, et, je dois l'avouer, l'ancien me fait souvent oublier et délaisser le nouveau. Je n'avais pas encore parcouru le premier quart du livre de M. de Salvandy, qu'il me vint à l'esprit une réminissence d'abord confuse, puis de plus en plus distincte, d'un ouvrage tout semblable par le but et les tendances, publié sous le directoire, en 1796. Dès lors, je ne pensai plus, pour le moment du moins, à M. de Salvandy; il me fallut retrouver l'écrivain de 1796, et ce ne fut pas sans peine que je le démêlai sous un tas de brochures, hélas! vouées à l'oubli.

Me voilà donc en possession du mince volume dont je secoue la poussière, et je me mets aussitôt à feuilleter les *Essais sur l'état actuel de la France*. 1er *mai* 1796, *par B.-F.-A. Fonvielle.*

En 1796, la France avait aussi une république, et, comme aujourd'hui, l'on ne savait trop si on devait la garder. L'auteur des *Essais* était d'avis qu'on la gardât.

« J'avoue, dit-il, que je n'aurais pas eu le courage d'acheter notre position actuelle, si cela eût été en mon pouvoir, au prix des maux affreux que nous avons supportés pour y arriver. Romulus rassembla des brigands pour bâtir sa ville de Rome; je ne crois pas qu'un honnête homme eût voulu être de la compagnie de ces fondateurs d'une république devenue depuis si puissante; mais lorsque ces brigands furent des citoyens, lorsqu'ils furent soumis à des lois, j'eusse été volontiers leur compatriote.

« Si le gouvernement actuel me protége, s'il ne m'a pas tendu un piége en me parlant de liberté, s'il est fidèle à ses promesses, si mon opinion est vraiment libre, ma propriété vraiment respectée, ma personne vraiment garantie, pourquoi ne lui serais-je pas soumis? Qu'ai-je de plus à désirer sous toute espèce de gouvernement. Je dirai donc, sans hésiter, que le moi actuel est le seul dont on ait droit de s'occuper. Et si mon être moral ne fut point, durant nos troubles, ce qu'il est aujourd'hui, par l'espoir d'un calme prochain, peut-être par cela seul ma résignation en devient-elle plus méritoire; peut-être mes exhortations seront-elles d'autant plus recommandables aux yeux de ceux qui, comme moi, repoussèrent des erreurs ou des vérités qu'on leur prêcha six ans le poignard et la torche à la main. C'est leur tour, c'est le mien d'être comptés pour quelque chose. Les révolutions naissent de l'imprévoyance et de la faiblesse, c'est l'imprudence et la présomption qui les commencent, c'est la scélératesse qui les envenime, le crime qui les déshonore, l'aveugle obstination qui les prolonge, la lassitude qui les termine, la sa-

gesse qui en corrige les effets, et, quel qu'en soit le résultat, ce sont enfin les honnêtes gens qui en profitent..... Sachons désormais nous raidir contre toute impulsion vers le changement. Après tout ce que nous avons fait ou souffert, il sera beau que l'on ne puisse pas dire de la France, *quæ fuerant vitia mores sunt* (Sen., Epist. 39), et pour cela, plus d'inconstance, plus de confiance aux charlatans, plus de couronnes civiques aux voleurs et aux assassins. Que les gens de bien entourent le gouvernement; que le gouvernement protége les gens de bien et la révolution est finie.....

« Le gouvernement sentira qu'il ne peut soutenir la république qu'en s'abandonnant aux honnêtes gens; ce ne sont pas ceux-ci qui cherchent, qui provoquent les révolutions. Toute manière d'être, où ils sont comptés pour ce qu'ils valent, les trouvera disposés à la maintenir; mais les soi-disant patriotes par excellence sont les ennemis nés de tout système de gouvernement. Il leur faut le cahos. Quand les meneurs ont fait fortune et battent en retraite, ceux en seconde ligne se mettent sur les rangs pour faire fortune à leur tour. Ils révolutionneront pour une république quand un autre gouvernement s'établira; ils révolutionneront pour celui-ci, quand ils auront obtenu la république. Si le gouvernement ne sentait pas cela, s'il ne comprimait pas la horde des agitateurs, il n'y aurait plus rien à lui dire; lui-même il serait révolutionnaire; lui-même il voudrait se détruire, et, dans ce cas, il faudrait lui appliquer ce verset du psaume, *aures habent et non audient, pedes habent et non ambulabunt* [1]. Mais nous, au

[1] Observez que je n'ajoute pas, *manus habunt et non palpabunt.*

contraire, honnêtes gens, nous, républicains sans extravagance, il faudrait avoir l'oreille au guet, le pied à l'étrier, et..... la main dans nos poches.»

Tel était le langage des *modérés* en 1796, tel il est encore aujourd'hui. Il n'est pas exempt d'égoïsme, comme on voit, mais il paraît spécieux. Toutefois un peu de réflexion fait aisément apercevoir qu'il ne suffit pas de dire aux gens : Nous serons sages, soyez sages aussi de votre côté, et tout ira bien. Il faut que les gens puissent être sages, qu'en eux et autour d'eux ils aient de quoi l'être. Un abîme appelle un autre abîme; les crimes, les erreurs, les entraînements passés composent comme une fatalité d'entraînements nouveaux, fatalité invincible, tant qu'on n'a pas répudié le principe d'où elle est sortie et qui la nourrit.

Tout gouvernement issu d'une révolution violente naît garrotté d'une lourde chaîne, celle de son origine. Comment s'en affranchir? Il ne le pourra, à moins qu'il n'ait pour chef une personnalité assez puissante pour la briser impunément. Car cette sorte de chaîne ne se détache pas. Louis-Philippe l'a bien prouvé. Napoléon l'avait rompue.

M. Fonvielle, ancien royaliste, ne demandait pas mieux que de s'abriter derrière la république du directoire, pourvu qu'elle fut honnête. « Quiconque sera de bonne foi, dit-il, doit convenir qu'il est une différence énorme entre ne pas aimer la révolution et ne pas aimer la république. Tout bon Français doit aimer la république, tout honnête homme doit détester la révolution.» N'est-ce pas là encore la formule obligée de tous les journaux modérés de 1848 et 1849 ? M. Fonvielle a seulement sur eux l'avantage d'appuyer sa manière de voir d'une théorie qui ne laisse pas d'être agréable.

Il cite d'abord cette note du *Contrat social* où Rousseau déclare « qu'il n'entend pas seulement par république une aristocratie ou une démocratie, mais, en général, tout gouvernement guidé par la volonté générale, qui est la loi. Pour être légitime, il ne faut pas que le gouvernement se confonde avec le souverain, mais qu'il en soit le ministre; alors la monarchie elle-même est une république. »

Fort de cette autorité, notre royaliste poursuit : « Nous avions donc une république, j'étais donc citoyen avant la révolution qui a changé la forme du gouvernement français. Tant mieux, car je ne suis pas indifférent sur mes droits politiques; ce mot de *citoyen français* sonne agréablement à mon oreille, et je suis fier de ce que l'on ne peut pas dire que je n'ai été qu'un esclave pendant vingt-cinq ans. Il est donc vrai que la forme du gouvernement est indifférente en soi, pour qu'un peuple ait une république; il est donc vrai que là où la loi règne on est républicain. Eh bien ! que cette condition se remplisse, que l'arbitraire des hommes cesse, et je suis sans retour républicain français. J'apprendrai à mes enfants ce quatrain de mon compatriote Pibrac :

« Aime l'État, tel que tu le vois être;
S'il est royal, aime la royauté;
S'il est de peu, ou bien communauté
Aime l'aussi, car Dieu t'y a fait naître. »

J'en demande pardon au lecteur ; mais cette citation du vieux Pibrac [1], si gaîment profanée, me dégoûte tout à fait de M. Fonvielle. D'ailleurs ce quatrain m'en rappelle un

[1] Mort en 1584.

autre qui, tout en nous écartant de M. Fonvielle, ne nous écartera pas de notre sujet. Voici ce quatrain, c'est le cinquante-quatrième :

« Je hais ces mots de puissance absolue,
De plein pouvoir, de propre mouvement:
Aux saints décrets ils ont premièrement
Puis à nos lois, la puissance tollue[1]. »

[1] Gui du Faur, seigneur de Pibrac, avait été l'un des ambassadeurs envoyés, sous Charles IX, au concile de Trente. L'on raconte que Catherine de Médicis fut si contente de la manière dont il s'y était conduit, qu'elle lui fit écrire en Languedoc de se rendre à la cour, pour être revêtu de la dignité de chancelier. Pibrac reçut cet ordre à Toulouse, d'où il partit sur-le-champ. Cependant un jaloux de sa gloire dit à la reine, qu'elle aurait un jour sujet de se repentir de l'élévation de ce magistrat, qui était dans des principes opposés au gouvernement qu'elle avait établi en France avec tant de soin et de peine. Médicis faisant difficulté de croire ce qu'on lui disait, on lui fit lire ce cinquante-quatrième quatrain; sur quoi il ne fut plus question de Pibrac.

La fortune de ces quatrains a été assez étrange. Ils ont joui d'une vogue immense jusqu'au milieu du dix-septième siècle; on les traduisit dans toutes les langues, non-seulement en grec et en latin, mais en arabe, en turc et en persan. Cette vogue n'était certes pas due au talent du versificateur; on ne peut l'expliquer que par la conformité des sentiments de l'auteur avec ceux de l'époque. Au dix-huitième siècle, les quatrains tombèrent dans l'oubli, malgré une édition plus complète que donna l'abbé de la Roche, en 1746, et qui leur servit comme de cercueil. Cette disgrâce fut amenée peu à peu par le changement qui s'était opéré dans les idées et dans la littérature, depuis Molière et La Fontaine. Le vieux Pibrac parut bientôt aussi rebutant pour le fond que pour la forme. Cette rude morale n'allait plus à des esprits devenus subtils et délicats, et les Quatrains devaient être définitivement enterrés par les élèves de Lamotte et de Fontenelle.

On pourrait dire que ces deux quatrains réunis et rapprochés expliquent la France ancienne et la France nouvelle. Le premier exprime la force qui maintint la monarchie deux siècles encore après Pibrac. Le Français, par habitude, par honneur, par religion, aimait cet état royal où Dieu l'avait mis. Le second quatrain révèle un sentiment qui s'éveillait au temps de Pibrac, la haine du pouvoir absolu, sentiment qui plus tard inspira la Fronde, et qui fut le premier germe de la révolution française. Tant que l'amour de la monarchie fut subsistant, la haine du pouvoir absolu demeura neutralisée, mais du moment qu'on eut réussi à effacer dans les cœurs l'amour de la royauté, une révolution devint inévitable.

Tout le monde convient que, pour qu'un peuple subsiste, il faut qu'il ait une forme de gouvernement. Mais cette forme quelconque, il ne l'aura, il ne la possèdera qu'à condition de l'aimer. Dès qu'il ne l'aime plus, il ne tardera pas à la perdre; car on ne manquera pas de lui offrir, de lui vanter autre chose, pour remplacer ce qu'il a cessé d'aimer. Il est vrai qu'on peut échanger une forme de gouvernement contre une autre; mais c'est à la condition que cette autre remplace réellement la défunte; c'est-à-dire soit aimée comme la défunte l'était dans son beau temps. Or voilà le malheur qui est arrivé à la France. Elle a détruit son ancienne forme de gouvernement sans pouvoir s'attacher à aucune autre. Elle erre dans le vide comme un astre égaré, sollicitant une force d'attraction qui la fixe et lui trace une orbite.

Tel n'a pas cessé d'être le fond de la situation de la France, depuis 89, malgré des répits momentanés. Si elle se relève, c'est au bord de l'abîme, et elle ne s'en éloigne que pour s'en rapprocher bientôt. C'est toujours le même

problème : trouver une forme de gouvernement à laquelle la France puisse s'attacher. Qui le résoudra, ce terrible problème si témérairement posé en 89 ? Il faudrait d'abord savoir si, par l'état de ses mœurs [1], la France peut encore s'attacher à quelque chose.

La gloire de Napoléon et de l'empire a été la dernière attache de la France ; aussi a-t-il fallu que l'empereur se perdît lui-même en soulevant contre lui toutes les forces de l'Europe ; la France ne l'eût jamais détrôné ; bien ou mal placé, il y avait un sentiment pour l'empereur. Les deux gouvernements qui ont suivi ont trouvé et laissé la France ou haineuse ou indifférente. Des intérêts, des vanités, des ambitions, des théories s'étaient coalisés et groupés autour du trône et de la constitution ; il s'y joignait sans doute quelques affections éparses ; mais, en général, le cœur, la fibre morale n'était pour rien dans tout cela. Or, c'est le cœur, qui est la source de la vie ;

[1] « On ne divise pas l'homme ; il n'est pas vertueux dans l'Etat et corrompu ailleurs, et à si peu que vous réduisiez la vertu politique, ne l'attendez jamais de l'homme qui n'aura pas donné son âme à la vertu et à la raison dans le degré permis à notre faiblesse. La morale n'est pas la politique, mais elle en est la base et la sanction. La loi ne doit pas embrasser tout l'homme, mais l'homme tout entier doit être raisonnable et honnête pour obéir à la loi, là où il lui doit obéissance. Déchaîner les passions de l'humanité n'est pas l'affranchir. Les droits des autres sont écrits dans nos devoirs. Violer ceux-ci, c'est s'exercer à violer un jour ceux-là. Qu'on me donne un seul vice privé, et j'en veux tirer mille vices publics : qu'on me donne une seule vertu privée, et j'en veux tirer mille vertus publiques. C'est le précepte de l'expérience des siècles, que les lois et l'ordre social tout entier reposent sur les mœurs. » Ces lignes de M. Cousin ont été écrites en 1831.

Argument du livre des Lois (Œuvres de Platon, tome VII).

c'est du cœur que procédait jadis ce cri d'immortalité royale : « Le roi est mort, vive le roi. » Le mort, comme on disait alors, saisissait le vif, et le cours de la vie nationale ne souffrait aucune interruption. Aujourd'hui l'on n'a garde de laisser mourir les rois constitutionnels ; on les jette à bas tout vivants, et on leur abandonne la constitution souillée et déchirée pour linceul. Puis on se dispute la dépouille gagnée, à savoir le pays transformé en proie et en butin.

Le pays, suivant les temps, se laisse faire plus ou moins. Mais le moment arrive enfin, où l'on est suffisamment épouvanté des vertus du météore révolutionnaire ; alors on s'évertue à réparer, à reconstruire, à unir, à pacifier, et l'on réussit pour quelque temps. Bientôt un échafaudage s'élève, et l'on s'abrite alentour. Mais un Etat n'est pas un bâtiment de planches ou de pierres rapportées ; c'est un arbre aux mille rameaux, et plus ces rameaux sont nombreux, plus le chêne doit être profondément enraciné dans le sol. Quand on demandait autrefois où se trouvait la loi salique, le parlement répondait : elle est écrite ès cœurs de tous les Français. Quand la France, après tant de constitutions, en trouvera-t-elle une écrite sur ce vieux parchemin ? Il n'y a que celles-là qui durent, car ce sont les seules qu'on aime. « Autant que l'image des lois reçues et anciennes de cette monarchie reluira en quelque coin, disait Montaigne, m'y voilà planté. » Si les *modérés* de 89 avaient eu dans le cœur ce qui faisait parler ainsi le très-modéré Montaigne, la France n'en serait pas encore aujourd'hui à courir les aventures et à poursuivre sans fin un fantôme qui la fuit.

Les modérés de 89 et des années suivantes n'étaient *plantés* nulle part ; ce coin où Montaigne avait jeté l'ancre

n'existait pas pour eux ; ce fut leur tort ou leur malheur. Ils se plaignaient des injustices, des horreurs commises ; on leur répondait par une ironie sanglante, atroce, mais au fond méritée : *On fera pour ces Messieurs des révolutions à l'eau de rose* [1]. Quand on joue aux révolutions, on a pour cartes des catastrophes, et qui s'est une fois prêté à ce jeu n'a pas le droit de s'étonner des conséquences.

Les modérés de nos jours sont-ils mieux *plantés* que ceux de 89 ? Je voudrais me le persuader. Mais je ne vois pas encore le lieu où pivotent leurs racines. Ils veulent l'ordre. Mais l'ordre n'est pas un principe, n'est pas une cause, c'est un effet. Vouloir l'ordre, sans s'accorder sur un principe, sur un système capable de le produire, c'est une volonté assurément louable, mais stérile.

La France est-elle en état de comprendre les conditions de l'ordre ? est-elle en état de les admettre ? est-elle en état de les réaliser dans un système de gouvernement ? Dans ces questions est l'avenir de la France.

M. de Salvandy a dit d'excellentes choses sur les conditions de l'ordre, et je ne puis donner une meilleure idée de son livre qu'en les reproduisant, du moins en partie.

« L'ordre politique roule sur un principe fondamental : c'est que la force matérielle, par le fait même de l'établissement de la société, a été solennellement abdiquée. L'Etat, qui est la société constituée, ne se conserve que par cette abdication irrévocable, par le besoin de plier uniquement devant une autorité légitime, devant des transactions régulières, devant un droit public, image plus ou moins imparfaite du droit absolu que la société conçoit et révère. Toute conjuration qui tente de substituer ses fantaisies

[1] Propos d'un terroriste célèbre.

particulières à la loi commune, quels que soient du reste ses attributs et ses mobiles, ne fait autre chose que lever l'étendard de la rébellion contre la condition essentielle de l'ordre politique, contre la garantie première de l'ordre social, qui est le règne du droit, l'abjuration de la force.

« Ce qui est vrai pour le corps entier du peuple le sera, à plus forte raison, pour les partis. La minorité peut réclamer le maintien du droit public comme la majorité même. Il lie également le fort et le faible; il appartient également à tous. Peu importent les formes plus ou moins spécieuses, plus ou moins mensongères, au nom desquelles il serait violé. C'est violer la conscience humaine. Que ce soit le fait du prince ou du peuple, il y a toujours tyrannie. L'intervention et la volonté actives du grand nombre ne seraient pas une excuse : car le nombre serait la force encore; elle n'est point le droit; elle n'est point la souveraineté. Il n'y a point de souveraineté contre ce droit suprême que nous avons dit. Il est la souveraineté même. Ce qui revient à dire qu'il n'y a d'autorité légitime ni dans les majorités ni dans le glaive, mais dans le droit, dans la justice : d'où il suit que les débats qui divisent trop souvent les grandes familles politiques, n'ont qu'une conclusion équitable, les transactions.

« Maintenant croiriez-vous assurer le contrat social et ses règles souveraines, le droit, la justice, les transactions, en concentrant le pouvoir légal aux mains des classes qui ne savent que la force, et qui sont toujours prêtes, dans les débats soit privés soit publics, à faire intervenir cet arbitre sauvage pour vider leurs différends?

« Donnerez-vous exclusivement à garder le dépôt des intérêts moraux, celui des souvenirs, des renommées, des croyances, aux classes qui en sont encore à vivre sans

passé et sans lendemain, à celles qui n'ont pas réussi à accepter des bienfaits de l'Etat, la prévoyance et les lumières, à celles que des instincts étroits dominent trop souvent, à celles qui vivent aujourd'hui, la plupart du temps, dans nos cités, étrangères à la foi et au culte de la patrie.

« Préposerez-vous exclusivement au soin de conserver les richesses matérielles des nations, et avant tout la propriété, les classes qui n'ont pas à conserver, celles dans le sein desquelles s'agitent, sous l'action de tant de ferments ennemis, des passions envieuses et destructives ?

« Non, non ! l'ordre ne peut pas fleurir à ces conditions. Le gouvernement des nations, quelles que soient les formes adoptées (fût-ce celle du suffrage universel) doit appartenir définitivement à la propriété et au savoir, à l'illustration, aux talents, aux services, dernières noblesses incontestées de l'âge indépendant où nous sommes. La région qui comprend ces biens peut seule excercer le pouvoir, parce qu'elle en fera un usage utile à tous ; elle comprendra et maintiendra les lois éternelles du monde social.....

« La liberté est, de tous les progrès du génie de l'homme, le plus noble, le plus élevé ; c'est en même temps le plus fragile. Elle n'est venue au monde, dans la Grèce, que deux mille ans après le despotisme. Aujourd'hui encore, elle n'est acclimatée que dans quelques rares régions favorisées du ciel. En quelles mains remettra-t-on ce saint dépôt, sinon à celles qui en possèdent déjà un autre, plus grand et antérieur, celui de la science et des lumières, celui de la civilisation même? Celles-là seules sauront le gérer. Fille des hauts lieux, la liberté dépérit et succombe partout ailleurs.

« Ensuite, quand vous aurez assis vos institutions sur leurs légitimes fondements, vous en confierez les destinées à la monarchie ou à la république, peu importera. Deux consuls peuvent faire d'un peuple le maître du monde : on le sait.

« Dix archontes, un doge, un landammann, peuvent abriter sous leur toge l'ordre et les lois. On le voit depuis trois mille ans dans l'histoire.

« La seule chose qui ne se soit pas vue sous le soleil, c'est un peuple mené par en bas et bien conduit; mené par en bas et libre ! Ce serait une pyramide renversée sur le faîte. Il n'est pas de miracles qui pussent la tenir debout.

« La république n'est si mal famée parmi nous, que parce que le parti qui la professe n'a point d'autre manière de la comprendre que démagogique : d'où il suit que ceux qui la redoutent la voient toujours coiffée du bonnet rouge, les bras nus, subversive, enfin, et par conséquent abominable, absurde, impossible. Ils ont raison, dès lors. La démocratie, sans des contre-poids puissants, arrive de toute nécessité à l'anarchie populaire. Elle n'a qu'un moyen d'échapper à sa destinée, qu'un moyen de sauver l'ordre, c'est le despotisme; et de là vient qu'elle finit toujours par aller, lasse et sanglante, se reposer à son ombre. »

L'ouvrage de M. de Salvandy abonde en considérations aussi frappantes de vérité; mais ce que j'y trouve de plus remarquable et de plus utile, ce sont les preuves qu'on y rencontre, à chaque pas, de la fatalité attachée à tous les gouvernements d'origine révolutionnaire. Il faut qu'ils tombent, où qu'ils étouffent le principe d'où ils sont sortis, en lui substituant un principe, non pas rationnel, non pas théorique, mais naturel, vivant, puisé dans le caractère,

dans les mœurs, dans l'histoire de la nation. M. de Salvandy n'énonce pas précisément cette conclusion, mais un examen attentif de son livre la déduira sans peine, et l'auteur lui-même l'a suffisamment indiquée dans sa préface.

« La révolution de 1848 et celle de 1830, ne sont que les deux actes successifs d'un même drame. La société française, en retombant des mains de la restauration et de l'empire dans la carrière des révolutions, a rapidement descendu la spirale qui la mènerait bientôt aux derniers abîmes, si elle ne remontait par un grand effort, vers un sol plus ferme, pour y asseoir ses destinées. Après un point d'arrêt de dix-huit années, qui a été l'ouvrage et qui est la gloire du parti constitutionnel, luttant à force de raison et de courage contre les pentes fatales de sa situation, nous sommes arrivés à un palier plus bas qu'en 1830. Du reste, ce sont les mêmes scènes, les mêmes ressorts, les mêmes péripéties, souvent les mêmes hommes. Rien n'est changé, sinon qu'il y a du côté de l'ordre des forces de moins et des périls de plus. Il y a aussi des enseignements de plus, grâce à Dieu ! Ils doivent être la consolation du présent et le salut de l'avenir.....

« En considérant quelles avaient été nos maximes et nos passions, quelles ont été ensuite nos tentatives pour faire de ces passions et de ces maximes la loi de l'avenir, et en voyant ce qu'en a fait la Providence, quelle raison serait assez altérée pour douter que, dans nos ouvrages, nous n'ayons plié bien souvent devant les erreurs profondes de l'esprit public ? Les dangers qui nous pressent de toutes parts ont un langage éclatant. S'ils rendent témoignage du dévouement et des lumières de ceux qui travaillèrent à écarter de nous et les maux visibles de l'état présent, et les angoisses inconnues de l'avenir, ne disent-ils

pas aussi à tout esprit sensé que, pour sauver la France, il faut abjurer tout ce qui l'a fait arriver une première fois si près de sa perte. »

Un intérêt particulier s'attache à la publication de M. de Salvandy ; sauf la préface, ce n'est qu'une nouvelle réimpression d'un livre déjà publié en 1831 et 1832, et l'auteur a raison de dire que c'est encore, en 1849, un ouvrage de circonstance, tant les périls qu'il signalait, et les causes de ces périls, sont encore présents et menaçants. « Le livre des *Vingt mois*, écrit il y a tant d'années, semble l'avoir été en présence des événements qui viennent de s'accomplir, et de ceux qui nous environnent. Comment ne pas reconnaître, dans la catastrophe à laquelle la France vient d'assister, l'effet nécessaire de causes permanentes et profondes, quand on a pu la montrer d'avance, dès 1830, dans un si lointain avenir? N'est-il pas évident qu'il n'y a que des principes vrais et des lois certaines, qui puissent fournir des lumières sur la marche des événements humains? »

Cette conséquence, tirée par M. de Salvandy lui-même, ne paraîtra pas trop hasardée à ceux qui le liront. Son ouvrage en effet renferme beaucoup de prévisions qui, depuis, ne se sont que trop réalisées, beaucoup d'aperçus qu'on pourrait appeler fatidiques.

Ces prévisions de M. de Salvandy en rappelleront au lecteur plusieurs autres pareilles, car les aperçus fatidiques n'ont pas manqué dans les premières années du règne de Louis-Philippe. Il serait facile d'en composer une collection qui ne serait pas sans intérêt. En attendant, et pour terminer par une digression, du reste plus apparente que réelle, je vais indiquer une de ces prédictions qui appartient sûrement à un écrivain genevois, et que j'ai recueillie

du feuilleton d'un journal de 1834. (L'article est intitulé : *M. Guizot et la Revue des deux mondes.*)

Au mois de juin ou de juillet de cette même année, la *Revue des deux mondes* avait publié une notice passablement satirique sur M. Guizot. L'auteur du feuilleton n'est pas absolument content de cette notice. Il reprend sous-œuvre le caractère du ministre de Louis-Philippe.

« A peine sorti du collége, M. Guizot, du fond de son cabinet, n'a pas cessé un instant de prétendre à gouverner, à constituer la société. Tantôt il s'y est pris d'une façon, tantôt d'une autre, toujours déçu dans ses efforts et son espoir, jusqu'au jour où les pavés de juillet lui ont enfin frayé la route. Son grand mérite fut alors de voir clairement que le pouvoir nouveau serait contraint de s'attacher les hommes les plus capables d'escamoter ces pavés sanglants, et que nul n'était plus propre que François Guizot à se charger d'un tel rôle. Il l'a rempli à souhait..... »

La *Revue* n'avait rien dit qui fût précisément contraire à ce portrait, mais elle prétendait que l'habileté sournoise de M. Guizot lui venait de l'éducation qu'il avait reçue à Genève.

« C'est là, disait-elle, qu'il étudia l'art de gouverner despotiquement le peuple en déclamant contre le despotisme des classes élevées, de marcher pas à pas et d'un grand air de franchise à un but secret, de reculer à propos devant la force, de revenir à propos encore, d'avancer toujours, et de ne reculer ouvertement qu'à la dernière extrémité : petites choses et petits moyens qu'on suit à merveille dans ce petit gouvernement. »

Sur quoi le feuilleton répond :

« Il n'y a qu'une chose à reprendre dans ce tableau d'ailleurs très-fidèle de *l'art guizotin*, c'est que cet art, M. Guizot ne le doit qu'à lui-même, ou tout au moins ne

peut le devoir au petit gouvernement dont il s'agit, car ce gouvernement n'existait plus lorsque le futur ministre de l'instruction publique fut amené à Genève pour y étudier. Il avait alors quatorze à quinze ans; c'était depuis 1800; Genève était alors chef-lieu d'un département français, et l'on n'y pouvait étudier d'autre gouvernement que celui de Bonaparte. D'un autre côté, le jeune Guizot était loin de tout rapport avec les familles où se conservaient les traditions de l'ancien régime genevois. On sait que ces maisons étaient hermétiquement fermées à tout ce qui venait de France, et F. Guizot était on ne peut plus mal placé pour se les faire ouvrir. Sa mère, en effet, l'avait mis en pension chez le pasteur D., homme d'une imagination ardente, ou plutôt délirante, et qui, dans les troubles de Genève, s'était montré révolutionnaire exalté. Un pareil Mentor n'était rien moins qu'une recommandation, et son Télémaque, hors les camarades d'étude qu'il a rencontrés, n'a laissé à Genève aucune relation.

« Le patriciat roturier de cette ville, suivant l'expression de la *Revue*, n'est donc pour rien parmi les causes qui ont formé M. Guizot. Mais ce qu'on peut remarquer sur son séjour à Genève, c'est que ce jeune homme, dont le père avait péri, victime de la révolution, fut mis alors sous la direction d'un démocrate effréné. Ces deux faits ainsi rapprochés ne fourniraient-ils point la clef de la double face que présentent son caractère et sa vie? Il y a dans cet homme une répugnance instinctive pour les excès et les hommes de la révolution; et, d'un autre côté, l'orgueil plébéien n'a pas de plus fidèle représentant; c'était le ministre-né de la royauté quasi-légitime : ils sont évidemment faits l'un pour l'autre; ils vivront et périront ensemble, comme deux moitiés inséparables :

Ille dies utramque
Ducet ruinam! »[1]

J'allais poser la plume, lorsqu'il m'est revenu un scrupule à l'endroit de M. Fonvielle. Je l'ai un peu maltraité. Il est vrai qu'il est mort, je crois, depuis longtemps; mais ce n'est pas une raison pour être injuste, et je ne dois pas dissimuler qu'il y a des aperçus d'une grande vérité dans cette brochure oubliée. Je n'en donnerai pour preuve que cette observation pour le moins aussi actuelle aujourd'hui qu'en 1796 :

« N'a-t-on pas remarqué avec quelle légèreté les assemblées, qui se sont succédé l'une à l'autre, ont mis la main au timon de l'État, sans avoir auparavant visité le vaisseau qu'elles devaient conduire, et se sont élancées sur la mer de la révolution avant de s'être assurées qu'il n'était aucune voie d'eau qui pût leur faire craindre de s'engloutir tout à coup avec lui ? Il me paraît que, par cette imprudence, chaque législature a accumulé sur sa tête la responsabilité de celles qui l'ont précédée; et que cette accumulation peut un jour excéder les forces de celle qui serait la mieux intentionnée, si on ne réfléchit aux dangers d'un principe d'approbation aveugle, d'où dérivent peut-être en ce moment les difficultés qui entravent le gouvernement. »

M. de Montalembert bénissait, il y a peu de jours, le radeau sur lequel la France est embarquée. Je souhaite que la comparaison soit juste; car un radeau bien construit vaut encore mieux qu'un navire entr'ouvert, qui ne se soutient quelque temps que par le jeu incessant des pompes. Mais je crains que la comparaison de l'écrivain de 1796 ne soit encore la bonne.

F. R.

[1] Le Réparateur. Août 1834.

DU CRÉTINISME,

DE SON HISTOIRE ET DE SON TRAITEMENT,

avec une notice biographique

SUR LE DOCTEUR GUGGENBÜHL.

(Traduit d'un mémoire allemand inédit.)

On sait depuis longtemps que cette grande dégénérescence de la race humaine, désignée sous le nom de crétinisme (crétinisme vient de *Creatura*), est répandue dans la plupart des vallées de la grande chaîne alpestre qui traverse différents Etats de l'Europe. Toutefois, c'est de nos jours seulement qu'on a songé à prévenir cette infortune et à y porter remède. Le docteur Guggenbühl a donné, il y a environ dix ans, une impulsion constante à l'amélioration du sort de cette malheureuse classe d'hommes répandue dans toute l'Europe, et le premier établissement de guérison qu'il a fondé a satisfait à la connaissance scientifique de la maladie aussi bien qu'à son traitement pratique. Dès que le but important de l'auteur a été reconnu, chacun s'y est associé par ses vœux. Les premières destinées d'une telle entreprise sont d'un haut intérêt psychologique, et montrent les soins de la Providence divine dans le développement de la race humaine. Aussi espérons-nous rendre un service aux nombreux amis de cette laborieuse entreprise en présentant une esquisse biographique de son créateur.

Le docteur Guggenbühl est né à Maïleu, sur les bords du lac de Zurich, le 16 août 1816. Ses parents reconnurent en lui de bonne heure une vocation décidée pour la médecine ; à l'âge de six ans il commençait à recueillir des plantes et à s'informer de leurs propriétés médicinales. Il reçut des leçons au gymnase de Zurich, étudia sous Schœnlein et Ocken la médecine et les sciences naturelles, et sous Troxler la philosophie.

Dès sa première jeunesse, un invincible désir le poussait vers les hautes cimes des montagnes, où les Gessner, les Haller, les Scheuchzer, les De Saussure et autres avaient fait des recherches et des expériences. A l'époque des vacances il visitait les vallées alpestres que le grand Haller a chantées : « Ici je trouve réuni ce que la terre produit rarement ; tous les grands effets de la nature concentrés dans un petit espace. »

Le docteur Guggenbühl se proposa pour but d'apprendre à connaître les mœurs primitives du peuple, les maladies du pays et les produits naturels de sa patrie. La vue d'un malheureux crétin, qui, à Zeedorff, dans le canton d'Uri, marmottait une prière devant une croix, excita au plus haut point sa pitié et imprima une direction à sa vie. Il entra dans la cabane où demeurait ce malheureux, et la mère raconta qu'elle avait appris cette prière à son enfant encore tout jeune. « Un être dans lequel la pensée de Dieu peut encore se réveiller, écrivit alors le docteur Guggenbühl à un ami, est digne de tous les sacrifices et de tous les labeurs, car il y a plus de prix à sauver une âme humaine qu'à gagner tous les trésors de la terre. » Des voyages réitérés dans les diverses parties des hautes chaînes de montagnes lui permirent d'apprécier le grand nombre de ces crétins (la Suisse en compte plusieurs mille). Le

jeune médecin philanthrope fut ému du triste sort de ces infortunés, auprès de qui les Pécherais, les Hottentots, les Botocades et autres, sont encore des êtres privilégiés. Il résolut, sous le regard de Dieu, de consacrer sa vie et ses forces à secourir de telles misères, convaincu que les bénédictions ne tarderaient pas à seconder ses efforts persévérants.

Après avoir terminé ses études médicales, il travailla, pour obtenir le grade de docteur, à une monographie reconnue par les savants du continent comme d'un grand prix. Cette monographie traitait des *pneumonies typhoïdes endémiques* sur les hautes montagnes de la Suisse.

Dès lors la pensée des malheureux crétins ne lui laissa plus de repos; le matin c'était la première et le soir la dernière chose dont son esprit s'occupait.

Depuis que le célèbre naturaliste genevois H.-B. de Saussure eut mentionné le crétinisme en 1784 dans son *Voyage dans les Alpes*, plusieurs médecins philanthropes, tels que Fodéré, Ackermann, Wentzel, Iphofen, Autenrieth, Zchokke, Troxeler et autres, firent entrer le crétinisme dans le cercle de leurs recherches, et s'adonnèrent à des travaux sur le traitement pratique; ces savants s'occupèrent surtout d'éclaircir les causes du mal, mais ils ne purent réussir à en soulever entièrement le voile.

Le docteur Guggenbühl se pénétra de l'idée que l'on devrait déployer en faveur de ces infortunés tout l'intérêt et toute l'activité possibles; il se rendit alors, comme médecin praticien, dans l'une des vallées alpestres qui est la patrie des crétins. Il vécut deux années à Cleinthal, dans le canton de Glaris, et pendant ce temps il entreprit des essais de guérison sur les crétins. Bientôt il se con-

vainquit de cette vérité, que l'on devrait déjà commencer chez les enfants en bas âge l'œuvre de leur délivrance. Le docteur Guggenbühl obtint une amélioration *prompte* dans l'état de plusieurs de ces petits enfants, soit par des moyens médicaux, soit par une hygiène en rapport avec ces moyens. Il jugea qu'un établissement curatif était nécessaire pour employer, à côté des moyens médicaux, des remèdes psychologiques. Favoriser le développement de l'âme asservie à l'enveloppe terrestre, tel fut dès lors le but philosophique et religieux que poursuivit le nouvel émule de Bernard de Menthon et de l'abbé de l'Epée. Le docteur Guggenbühl donna un exposé de son plan en 1839. Bientôt le directeur d'Hofwyl, Emmanuel de Fellenberg, lui écrivit ce qui suit : « Votre généreux plan de fonder un établissement pour la guérison du crétinisme m'a profondément préoccupé, c'est là une œuvre d'amour qui, en s'accomplissant, ne manquera pas de nombreuses bénédictions. Si vous pouviez vous rendre à mon vœu et venir en attendant à Hofwyl comme médecin de l'établissement, nous pourrions, par notre conversation mutuelle, faire beaucoup plus pour l'œuvre qu'à la distance où nous sommes. » Le docteur Guggenbühl accepta cette offre avec joie, car il reconnaissait là une direction de la Providence divine; Hofwyl était le lieu le mieux fait pour connaître l'éducation pratique.

Lorsque les habitants de Cleinthal apprirent le départ de leur médecin, il y eut un gémissement universel, plusieurs pères de famille voulaient allouer annuellement au docteur un écu de plus pris sur leurs petites épargnes, car les pauvres malades perdaient un paternel ami. « Si ma destination n'était que de faire de la médecine

pratique, disait M. Guggenbühl, je n'échangerais pas mon influence au milieu de vous contre une cour du roi, mais Dieu m'a assigné une autre carrière et il faut obéir à sa vocation. »

Le docteur Guggenbühl vint en 1839 à Hofwyl, où M. de Fellenberg le seconda de la manière la plus aimable dans ses projets. « Après les progrès que la science a faits dans la guérison du crétinisme, dit le fondateur d'Hofwyl, il faudrait qu'une espèce de crime pesât sur l'humanité pour qu'elle persévérât plus longtemps dans son inaction à l'égard d'un mal si terrible. » (*La destination providentielle de la Suisse*, par E. de Fellenberg. Berne, 1841.)

Mais dans ce temps déjà la voix de l'envie et de l'ignorance se faisait entendre pour contrarier les bienfaisants efforts du docteur. Une feuille publique de la ville de Berne ne craignait pas de dire que ces malheureux êtres ne sont vraiment que des animaux, et qu'il était regrettable que les forces d'un jeune homme se consumassent à travailler une terre aussi ingrate.

Il est bien vrai que le pur crétinisme représente la plus horrible caricature de l'humanité. Mais pourquoi ne s'arrêter jamais qu'aux côtés extérieurs de cette dégénérescence ? Si l'on examine à ce point de vue les grands contrastes intellectuels comme on les trouve dans la vie ; si l'on place, par exemple, un Bacon de Vérulam, un Kant, à côté d'un Otomaque qui mange de la terre ; un Copernic, qui approfondissait la course des astres, à côté d'un Lapon stupide qui regarde le ciel bouche béante ; un Francklin à côté du sauvage qui, timide et craintif, à la vue de l'éclair et du tonnerre se cache en rampant dans son trou ; un Newton que la chute d'une pomme con-

duisait à la découverte des plus importantes vérités, à côté d'un Pécherai qui n'a jamais pu une seule fois compter ses doigts; un Wilberforce, un Howard, un Herder, ces modèles de l'humanité, à côté d'un Caraïbe anthropophage, il ressort de là un si étonnant contraste que l'on pourrait désespérer de l'humanité, et dénier à plusieurs la qualité d'hommes.

Le docteur Guggenbühl se nourrit de l'histoire de Pestalozzi, qui venait de commencer à rendre des services méritoires dans le canton de Berne, et qui avait été poursuivi et injurié comme étant une tête fêlée. Alors, pour prévenir des attaques, le docteur Guggenbühl se tourna vers la Société d'histoire naturelle de la Suisse, la sollicitant de soumettre ses observations et son plan à un jugement public, il exprima ses idées à cette société dans un traité intitulé : *le Christianisme et l'humanité en regard du crétinisme en Suisse.* Cette respectable société a reconnu la haute importance de la chose et la regarda comme étant d'un grand intérêt pour l'humanité. En août 1840, une commission composée de médecins, d'hommes d'Etats et de pédagogues, sous la présidence du Père Girard, reconnut ce qui suit : « Il serait possible d'agir d'avance avec succès sur ce triste mal aussitôt que l'on commencerait son traitement dans la première jeunesse, époque à laquelle le crétinisme n'est pas encore complétement enraciné. Les connaissances et le zèle du Dr Guggenbühl, qui préside l'hôpital en qualité de médecin et de directeur, donnent pour le succès de l'entreprise les meilleures garanties. »

En 1841, un médecin allemand distingué, le docteur H.-V. Buek, de Hambourg, chercha à recommander l'en-

treprise à l'intérêt de la Société des naturalistes allemands. Tout en entreprenant d'établir des principes scientifiques dans un mémoire très-instructif, il démontra que la disposition au crétinisme est ordinairement innée, mais que le développement de la maladie peut être empêché, soit en se soustrayant aux miasmes extérieurs, soit en se servant de moyens curatifs positifs et d'une hygiène convenable, de telle sorte que l'emploi persévérant de ces moyens pourrait déjà arrêter la maladie même parvenue à un degré élevé.

Dans ce temps-là environ, une voix précieuse se fit entendre, celle du docteur Niederer, à Genève, le plus spirituel élève de Pestalozzi, qui prophétisait sur la portée de cette entreprise : « Cette entreprise est importante, non pas seulement comme œuvre nationale, mais encore au point de vue de l'humanité ; elle ouvrira une nouvelle voie d'expérience et d'observation sur les rapports de l'organisme humain et de la nature extérieure. Un établissement de guérison pour le crétinisme ne doit pas espérer de détruire complétement le mal, cet établissement doit avoir une influence essentiellement prophylactique et prévenir dans un enfant malade le développement du mal, en un mot détruire le mal à sa base et dans son germe, certainement c'est là une action qui honore l'humanité et bien faite pour plaire à Dieu. Les hommes de science, les naturalistes, les philosophes, les pédagogues s'occuperont de cette entreprise. Ce n'est, à la vérité, qu'après avoir vu que les savants croiront, mais les vrais chrétiens, sont ceux qui croient sans voir ; redonner une existence physique et intellectuelle à de pareils malheureux enfants est certainement un triomphe de l'esprit humain sur la nature et une

glorification de Dieu, mais il ne faut pas seulement faire le compte des résultats de détail, il faut faire encore la somme du gain scientifique et apprécier l'agrandissement de la sphère de notre ativité. Que peuvent des théories opposées et quelques faits isolés pour produire des résultats dans une question éminemment pratique, sans des observations constamment suivies avec méthode? Or l'Abendberg nous donnera le moyen de juger pratiquement les différentes questions concernant le crétinisme, car il éclaircira la possibilité des moyens curatifs et prophylactiques. »

Par cette intéressante exposition du docteur Niederer, nous avions déjà fait un pas de plus par rapport à la connaissance du lieu où les expériences devraient s'exécuter, ce n'était pas une petite difficulté que de trouver un morceau de pays qui réunit la hauteur nécessaire au-dessus de la mer, de bonne eau, et un intérieur de maison suffisamment grand.

Le docteur Guggenbühl trouva que le crétinisme en Suisse ne se rencontre pas à plus de 3000 pieds au-dessus de la mer, et que, à cette hauteur, les hommes se distinguent surtout par leur force, leur santé et la beauté de leur corps.

Nous rencontrons ici un de ces traits remarquables, qui apprennent combien il arrive souvent que les buts moraux les plus élevés se tendent, sans le savoir, mutuellement la main. Sur les hauteurs de l'Abendberg, qui s'élève à 3000 pieds au-dessus de la mer, le célèbre forestier suisse Kastofer, avait cherché à démontrer que, même dans ces régions, la culture des différentes plantes est possible, et qu'ainsi une colonie pourrait s'y fonder. (S. Kastofer, sur la colonisation des vallées alpestres. Leipsick, 1836.)

M. Kastofer se réjouit fort de l'amélioration qui allait s'opérer dans le sort des malheureux crétins, et il céda volontiers au docteur Guggenbühl sa colline. Ce fut là que le docteur Guggenbühl bâtit une maison convenable, avec un grand salon, des bains, des salles de jeux, etc., qui était destinée à recevoir trente à quarante enfants. Plus tard on adjoignit à la maison un second bâtiment, destiné à servir de séminaire aux mères qui voudraient apprendre à connaître le traitement appliqué à leurs enfants malades. Ce second bâtiment doit être considéré comme une grande amélioration apportée au premier plan du fondateur.

Les bâtiments sont de bois; ce qui, à cette hauteur, convenait à merveille, puisque le bois est un mauvais conducteur de chaleur, et ne laisse nullement pénétrer l'humidité. Les travaux des deux premières années furent poursuivis au milieu de toutes les difficultés que les généreux efforts pour le bien public ont si souvent à vaincre. Cependant le succès ne tarda pas à se faire jour, et la joie du docteur ne fut pas moins grande que celle de sir Humphry David, lorsque ce célèbre savant découvrit la lampe de sûreté qui a sauvé la vie à tant d'hommes. Au printemps de 1842, le chef du département de l'intérieur de Berne s'exprima, dans un rapport officiel, de la manière suivante : « Pour ce qui concerne la localité, l'Abendberg offre certainement tout ce qu'on peut exiger d'un établissement de ce genre. On n'aurait pas pu trouver, dans toute la contrée alpestre, une localité mieux choisie que l'Abendberg; au milieu de la chaîne des hautes Alpes, au sein des grands phénomènes de la nature qui, même pour les hommes les plus insensibles, ne laissent pas que

de faire de l'impression ; cet établissement, de 3000 pieds au-dessus de la mer, s'élève sur une montagne qui s'étend au-dessus d'une des plus belles vallées suisses, et qu'entoure deux lacs, dans lesquels se mirent les plus hautes cimes de l'Oberland. Enfin cet établissement, bien exposé au soleil, jouit de l'air le plus pur des Alpes. L'eau potable s'écoule de rochers calcaires des Alpes.

Ces conditions avantageuses sont encore rehaussées par la douceur du climat en hiver ; car tandis qu'en cette saison la vallée d'Interlaken se couvre très-fréquemment d'un épais nuage, l'Abendberg est éclairé des plus doux rayons du soleil. Les douze enfants de l'établissement, qui étaient très-abrutis physiquement et intellectuellement, et qui portaient en eux tous les signes du crétinisme, sont déjà dans la voie de l'amélioration, et quelques-uns déjà près de leur guérison. Pour nous, il nous suffit d'avoir acquis, par des expériences de peu de temps, ce résultat certain que les expériences du docteur Guggenbühl ont eu une heureuse issue pour la guérison du crétinisme et donne les plus belles espérances. Pour moi, c'est ma conviction la plus profonde, que de tels établissements deviendront à l'avenir aussi nécessaires que l'ont été déjà les établissements pour les fous, les aveugles et les sourds-muets. »

En septembre 1842, un philanthrope anglais, le docteur Twining, de Londres, visita l'Abendberg, et parla avec enthousiasme de ce nouvel établissement et des succès dont il avait été témoin, dans un petit écrit intitulé : *Some Account of Cretinism and the Institution for its cure on the Abendberg near Interlaken, in Switzerland.* London, J.-W. Parker, 1843.

Le docteur Twining qui, dans son histoire de l'Abend-

berg, se montre un des plus fidèles et des plus bienfaisants amis de l'humanité, s'efforça d'engager les philanthropes anglais à soutenir cette œuvre, puisque la Suisse, qui compte plusieurs milliers de crétins, n'est pas en état de fournir les secours nécessaires.

Distingué par son active charité et par l'étendue de sa science, le docteur Twining s'efforça jusqu'à sa mort récente (1848), de coopérer à l'œuvre en actes et en paroles, et au lit de mort, les pensées de ce noble jeune homme étaient dirigées vers l'Abendberg, qui lui tenait tant au cœur. Son père, Richard Twining, s'est montré aussi un actif partisan de la civilisation des crétins. Tout ce qui a été fait en ces derniers temps en Angleterre, pour le développement des idiots, est dû aux impulsions réitérées dont le docteur Twining a été le promoteur dans ce genre.

Il parlait, en 1845, dans l'assemblée des naturalistes anglais à Cambridge, du crétinisme et de sa guérison, et invitait les médecins et naturalistes des autres parties du monde à réunir leurs observations à celles faites en Europe, puisqu'il n'y a que peu de pays au monde qui soient complétement exempts de telles infirmités.

En 1847, dans l'assemblée d'Oxford, on parla de ce sujet et l'on pensa à fonder en Angleterre un établissement pareil à l'Abendberg. Le Chrysostôme de l'Angleterre, le lord évêque Wilberforce, d'Oxford, fils du célèbre Wilberforce, auquel on doit l'abolition de l'esclavage, fit, le 6 mai 1849, sur ce sujet une excellente prédication, où il montrait qu'il était du devoir du chrétien de regagner pour l'humanité ces âmes enveloppées de sombres ténèbres.

Une des Allemandes les plus spirituelles, la comtesse Ida Hahn-Hahn, lut, dans un voyage en Suède, une notice sur l'Abendberg, et vint en droite ligne en Suisse pour voir l'établissement: « Dieu a voulu, dit Mme Hahn-Hahn, que je prisse à ces âmes obscurcies et voilées un intérêt qu'aucune parole ne peut rendre. Oui, il y a là un grand intérêt, un intérêt sacré pour toute l'humanité, car ces êtres mêmes sont de la même espèce aussi bien que les grands esprits dont les facultés honorent notre nature.

«Au dix-septième siècle, en France, Vincent de Paule fonda des hospices d'enfants trouvés, des hôpitaux, et améliora les prisons. Il en a été de même dans le siècle suivant, où l'abbé de l'Epée entreprit le premier l'éducation morale et physique des sourds-muets.

«Ce qu'ont fait ces deux hommes me paraît maintenant peu de chose, parce que leur entreprise a eu un grand et beau succès, et que tout le monde civilisé s'est empressé de recueillir les fruits de leur œuvre.

«Quels combats ces hommes n'avaient-ils pas à soutenir, quelle constance n'ont-ils pas montrée, quels obstacles n'avaient-ils pas à vaincre, quelle multitude d'expériences amères et mensongères n'ont-ils pas faites; tout cela est mort dans leur cœur fort et généreux, de telle sorte que nous ne voyons plus rien d'eux, que leur apparition salutaire et bénie. Néanmoins, tant qu'un mal aussi triste que le crétinisme existera en Suisse, on trouvera des hommes compâtissants prêts à le combattre avec l'aide de Dieu.» (Voir les *Enfants sur l'Abendberg*, par la comtesse Hahn-Hahn.)

Le point capital sur lequel s'appuyait la tentative de guérison faite à l'Abendberg, partait de cette conviction

que tous les hommes sont égaux par l'âme, et que les différences qui existent dans leur mode de manifestations sont subordonnées à la différence de leur enveloppe, à l'état du corps qui, dans le cas qui nous occupe, est troublé par la maladie. En fait, l'expérience a confirmé ce principe d'une manière merveilleuse. Les enfants surtout, dont l'âme vient de s'épanouir, comprennent d'abord l'existence de Dieu et de leur Sauveur, plus facilement en vérité qu'ils ne perçoivent l'existence d'un objet sensible, par exemple, d'une table. C'est là une preuve de la divine flamme qui anime l'âme humaine à son origine.

Le docteur Guggenbühl définit le crétinisme : « Un développement défectueux du corps et de l'âme, ou un état inférieur de notre nature qui empire d'année en année jusqu'à ce que la dignité de la nature humaine disparaisse complétement.» Les crétins sont malades de corps, scrofuleux, rachitiques, contractés et même difformes, et se distinguent en ce sens des idiots qui, bien développés de corps, sont plus arriérés intellectuellement. La guérison de ces infortunés est une vraie résurrection intellectuelle, et l'une des plus grandes merveilles de la charité chrétienne à notre époque. Déjà plus de 300 enfants crétins ont trouvé accueil sur l'Abendberg, plusieurs se sont rétablis et les autres, en grand nombre, améliorés de corps et d'âme, sont retournés dans leurs vallées pour fréquenter les écoles publiques. Le docteur Guggenbühl visite de temps en temps ses pupilles pour les aider encore de ses conseils. Ses expériences ont montré qu'après la septième année les rechutes sont très-rares; mais qu'au contraire les enfants qui approchent de cet âge ne devraient pas quitter l'établissement, car ce n'est

qu'alors que le système osseux, très-imparfait chez les crétins, se fortifie davantage. Le cerveau a atteint la grandeur et les qualités qu'il doit avoir et conserver. La force physique se développe, la vie de l'âme commence à se faire jour, la locomotion est plus prompte, la respiration plus active, la digestion plus régulière et les dents permanentes (*die bleibenden Zähne*) cessent de croître ; sans contredit le cerveau est l'instrument terrestre de l'âme. La formation du crâne est subordonnée au développement du cerveau, et voilà pourquoi le signe du crétinisme se reconnaît tout d'abord à la tête. Le cerveau peut être trop grand ou trop petit, ou fréquemment disproportionné et aplati dans les parties latérales. Une dépression dans le voisinage des tempes est surtout fréquente ; le derrière de la tête prend une dimension démesurée, dans des cas plus rares il est complétement plat.

De pareils malades apprennent tard et difficilement à marcher ; ils demeurent souvent, pour l'intelligence, au dernier degré de l'échelle. Des hommes faits, dont la tête n'a pas seize pouces de circonférence, appartiennent à la catégorie des imbécilles. Chez des enfants où le crétinisme se présente sous une forme hydrocéphalique et hypertrophique, le contour de la tête est de vingt à vingt-huit pouces. Chez les malheureux affligés d'une insuffisance du cerveau et dont la tête pointue se termine en pain de sucre, la circonférence est de douze à quatorze pouces, par conséquent comme chez les nouveau-nés. Une chose consolante, c'est que les observations faites à l'Abendberg ont plusieurs fois montré qu'avec l'amélioration et le développement des forces de l'âme, le crâne prend une forme plus normale. Si le crâne est trop gros, il s'arrête dans sa

croissance, tandis que le reste du corps se développe; si le crâne est trop petit, la masse du cerveau augmente même d'un pouce et demi par an. Ainsi tout se proportionne et se compense. Ce qui résulte suffisamment de ce que nous venons de dire, c'est qu'il y a chez les crétins un principe *psychique* et une âme perfectible. Il ne faut pas oublier que la maladie est subordonnée à une insensibilité progressive des centres nerveux : ainsi se justifie la nécessité d'un traitement dès le bas âge.

De même que Moïse a donné une loi particulière sur le diagnostic et le traitement de la lèpre, de même le crétinisme doit être l'objet de mesures spéciales à son début. Certainement la volonté de Dieu est que l'homme vienne en aide à l'homme par ses lumières, son amour et son dévouement aux malheureux déshérités de la nature. Le Dr Guggenbühl distingue quatre formes de crétinisme : 1° la forme rachitique ; 2° la forme atrophique ; 3° la forme hydrocéphalique ; 4° la formée innée. Le professeur Heusinger remarque à ce propos, que l'on pourrait expliquer même la forme rachitique par une scrofule de tous les os ; la forme atrophique par une scrofule générale, et la forme hydrocéphalique par une scrofule cérébrale. Avec la forme rachitique, les enfants sont d'ordinaire sains durant les deux premières années ; ils ont des traits fins et un air de santé florissante. Quand paraît la première dent, on remarque qu'ils s'affaiblissent, et qu'ils perdent l'habitude de marcher et de se tenir debout. Ces enfants deviennent tristes; ils cessent de jouer et ne veulent plus parler. Tandis que les traits n'ont pas encore changés et que les joues sont vivement colorées, la tête perd son équilibre et s'incline souvent comme chez les nouveau-nés. Examine-t-on les corps de ces petits êtres avec attention, on trouve que les

os sont amollis et tuméfiés à différentes places. Quand les jambes souffrent d'une sorte de faiblesse paralytique, ce sont ordinairement les os de la région coccygienne et lombaire qui en sont attaqués. La tête prend une forme anguleuse, le front est haut et les protubérances frontales sont saillantes. A l'extérieur, la grande fontanelle, qui se ferme chez un enfant sain à l'âge de deux ans, demeure, dans ce cas, ouverte de quatre à six ans.

Le ventre est gonflé, l'appétit irrégulier, la constipation prédominante. La peau molle et flétrie, dégouttant la nuit d'une forte sueur, est fréquemment parsemée de points rouges. L'imbécillité se développe peu à peu, le corps demeure haut seulement de trois ou quatre pieds, les membres sont courbés, maigres, et les traits du visage reçoivent l'empreinte d'une vieillesse anticipée. Le docteur Guggenbühl a vu plusieurs cas où les doigts étaient tout à fait recourbés comme des griffes, et Matthison décrit, dans son Voyage au Jura, un vrai monstre de ce genre.

La forme atrophique attaque souvent les enfants dans le premier mois de leur vie, ou bien plus tard aux environs de sept ans; une toux ou un malaise quelconque annonce souvent le commencement de la maladie; quoique l'appétit soit bon, ces petits deviennent cependant maigres comme des squelettes, leurs jambes surtout ont l'air de fuseaux et perdent leurs forces; le pouls est faible; la peau, lorsqu'on la touche, est froide et même ridée; la face, dans cette période, n'a pas encore subi de changement; peu à peu le mal monte au cerveau, tandis qu'originairement la moelle épinière seule était attaquée: les forces vitales diminuent, la salive coule de la bouche, la langue pend au dehors, les extrémités inférieures sont paralysées. Le danger, c'est que cet état suit une marche imperceptible et lente sans

douleurs, de telle sorte que l'on ne peut apercevoir avec exactitude l'instant propice pour y remédier. Fréquemment tous les enfants de la même famille s'abâtardissent de la même manière ; on a même vu des cas où il n'y avait que les garçons ou les filles qui fussent attaqués de cette maladie.

La forme hydrocéphalique est la plus fréquente; elle commence de un à sept ans, et débute ordinairement par des crampes. Les attaques de crampes viennent de temps en temps, et on remarque qu'à chaque fois les enfants s'affaiblissent de corps et reculent d'intelligence. La tête est très-grosse, elle est disproportionnée; les membres sont longs, faibles et amaigris, l'appétit est très-fort, la digestion irrégulière; il se forme peu à peu des rétractions de muscles et de tendons, des pieds bots, des mains nouées, des courbures dans l'épine du dos, etc.

Le crétinisme inné présente un grand nombre de nuances différentes. Souvent la maladie s'annonce dans le corps par la petitesse et la grossièreté de la taille (croissance imparfaite); chez d'autres, le corps est bien conformé, l'âme, au contraire, est éteinte (idiotisme); d'autres entendent, mais ne peuvent parler (surdité crétine); enfin chez d'autres, l'âme et le corps sont également dégénérés (c'est le plus haut degré du crétinisme). Plus les crétins sont malades de corps et plus le développement de leur âme est dans des conditions favorables. La force vitale de la nature n'a en soi, pour ce grave mal, aucune efficace; l'art doit tout faire, afin que l'homme ne descende pas au rang d'une caricature.

Tous les phénomènes qui caractérisent les crétins purs s'expliquent par la diminution de l'activité vitale; pendant que l'homme sain respire dix-huit fois par minute, le

crétin, placé dans les mêmes conditions, ne le fait que quinze fois; au lieu de 1015 grammes d'air, l'homme dégénéré n'en respire que 845 en vingt-quatre heures. Le pouls a quatre ou cinq pulsations de moins par minute, et la chaleur diminue de quatre à trois degrés chez les crétins; leur peau est molle et froide. La fondation de l'hôpital de l'Abendberg, à 3000 pieds au-dessus de la mer, repose, par conséquent, sur un principe scientifique. Des expériences exactes ont prouvé que dans l'air des montagnes, doué d'une forte électricité positive, l'homme absorbe, par la respiration, plus d'oxygène que dans une atmosphère ordinaire : ainsi s'augmente la vitalité des nerfs, la nutrition et la chaleur animale.

Le séjour prolongé des enfants au sein d'un air vivifiant pour le corps et pour l'âme est, sous tous les rapports, d'une haute importance. Tandis que dans les vallées avoisinantes les fièvres nerveuses et autres maladies ont causé de très-redoutables ravages, l'Abendberg est demeuré complétement à l'abri du fléau. Une foule d'enfants qui, à leur entrée dans l'établissement, pouvaient à peine mouvoir leurs membres, ont appris, au bout de six à douze mois, à marcher et à sauter. Mais l'expérience montre que le traitement physique doit précéder, pendant un temps assez long, le traitement moral, sans quoi l'on courrait risque de faire naître de nouveaux troubles et un nouvel affaiblissement dans l'organisme. Ce n'est que quand la santé s'améliore, ce n'est que quand les fonctions sont régularisées, et que le développement des forces corporelles est parvenu à un certain point, qu'alors vient le moment de commencer avec succès la culture intellectuelle. C'est un phénomène remarquable que de voir subitement s'entr'ouvrir l'écorce spirituelle. Le docteur Guggenbühl a vu des en-

fants qui, à l'aspect du soleil couchant, d'un arc-en-ciel, ou sous l'influence d'un bain électrique, ont articulé les premières impressions et les premières idées conçues par leur âme.

Chaque enfant, ainsi développé, a un petit jardin qu'il soigne; il s'habitue à observer l'influence de l'air, de la lumière, de l'humidité sur la végétation des plantes; la plupart montrent de la joie à étudier ces scènes de la nature dont les Alpes offrent sans cesse le magnifique spectacle.

Les facultés supérieures de l'âme, telles que le jugement, l'entendement et la raison, sommeillent surtout chez les malheureux crétins, et le développement de ces facultés demande une méthode spéciale. Ainsi l'on a vu, sur l'Abendberg, une masse d'enfants qui pouvaient très-bien lire et écrire, mais qui étaient incapables de faire ensuite un seul pas de plus. Aussi le docteur Guggenbühl regarde-t-il la méthode élémentaire des écoles comme insuffisante. Les éléments des sciences naturelles, lorsqu'ils sont rendus sensibles aux enfants par des expériences convenables, répondent beaucoup mieux au but qu'on se propose, qui est d'enrichir leur âme d'idées et d'exercer leur faculté de jugement. On utilise dans ce but, sur l'Abendberg, tout ce qui rentre dans le cercle des expériences sensibles.

Il y a dans l'établissement une association de dames pieuses (diaconesses) qui, avec un amour, une douceur et une patience incroyable, tiennent lieu de mère à ces pauvres petits. Il est émouvant de voir avec quelle abnégation ces nobles âmes remplissent leur haute mission de charité chrétienne. Le docteur Guggenbühl loue surtout la manière scrupuleuse avec laquelle elles exécutent ses or-

donnances médicales, et, dans ce service, il les préfère incontestablement aux hommes. — C'est un phénomène merveilleux que le développement ordinaire du sens de la vue chez les crétins, de telle sorte qu'ils voient bien de loin, tandis qu'ils n'observent même pas de petits objets qui les touchent. Le monde qui les environne leur apparaît comme un chaos, leur vue ne porte point sur quelque chose de déterminé ; la lumière même, malgré tout son attrait, laisse leur organe passif. Selon toute apparence, les fibres du cerveau sont dans un état de torpeur qui obscurcit la perception des objets extérieurs. Le vague des impressions entraîne l'obscurité des idées ; telle est la cause du défaut de jugement chez les crétins ; telle est encore la cause de la prédominance excessive des sentiments du cœur qui les distinguent. — Les éruptions fréquentes de la peau, l'inflammation des yeux, la tuméfaction des glandes, l'enflure et les tumeurs qui attaquent toutes les parties du corps, prouvent que le sang chez les crétins est vicié ; aussi les enfants de l'Abendberg font-ils chaque été des cures de sucs d'herbes doués de l'effet le plus salutaire ; parmi les plantes les plus employées se trouvent le *tussilago farfara* et le *conium maculatum*.

On aurait pu s'attendre à ce que les préparations d'iode rendraient ici de grands services ; ce n'est point cependant le cas, l'iode ne fait qu'augmenter une inclination déjà bien suffisante à l'atrophie et à la faiblesse ; on y suppléera en employant, avec plus de succès, les médicaments lénitifs, nutritifs et excitants. Le fer s'emploie très-souvent avec utilité, et, dans les cas de crampes nerveuses, on administre du cuivre. La forme rachitique exige l'emploi du phosphate de chaux et de l'huile de foie de morue. — Les bains froids sont ordinairement préjudiciables ; ils affai-

blissent momentanément, parce que la nature n'a pas assez de force pour opérer la réaction nécessaire. Une influence très-heureuse, au contraire, est celle des bains tièdes de plantes aromatiques que l'on emploie chaque jour à l'Abendberg. Pour le ramollissement des os, l'on a employé souvent avec succès l'électricité magnétique, qui a vraisemblablement moins une influence immédiate sur les os qu'une action excitante et fortifiante sur les muscles. Les frictions journalières faites avec des liquides spiritueux sur la colonne vertébrale et les membres atteignent le même but. En été, on se sert de bains de sable, et on expose les malades au grand air et à la lumière. — Des expériences comparatives ont montré que des moyens de guérison semblables n'exercent point du tout la même influence sur le corps dans les vallées que sur l'Abendberg. Il en est de même pour les facultés intellectuelles; elles diminuent ou augmentent en raison de la hauteur des lieux. L'air des montagnes excite et fortifie la mémoire.

Il existe sans doute, dans les contrées où le crétinisme est endémique, une sorte de *malaria*, qui corrompt les germes procréateurs et qui affaiblit l'âme et le corps de la population. Si, d'autre part, on ne peut nier qu'une réunion de causes diverses soit à la base de cette grave maladie, on doit cependant en chercher la cause principale dans les exhalaisons particulières au sol. Ces miasmes peuvent s'étendre aussi bien sur tout le bassin du pays, que sur quelques rues ou habitations particulières. Ils s'arrêtent à de certaines limites au-dessus de la mer, et varient, comme la ligne des neiges, selon la position géographique du pays. Tandis que la limite dont nous parlons, atteint dans le sud de l'Allemagne deux mille pieds au plus, elle s'élève en Suisse à trois mille; elle est en Sardaigne de cinq à

six mille, enfin, dans les Cordillères et dans les Andes, elle va jusqu'à douze mille. Varnhagen d'Ense a vu encore des villages pleins de crétins dans les hautes vallées du Brésil. Descend-t-on de la Grimsel et de la Fourca, vers les glaciers du Rhône et en Valais, on trouve dans les premiers villages, Obergestelen, Unterwasser et jusqu'à Münster, une population très-vigoureuse et complétement exempte du crétinisme. Des hommes distingués sont sortis de ces villages de pâtres, qui ne possèdent encore aucune école et où, comme au moyen âge, on regarde comme une rareté précieuse ceux qui savent lire et écrire. Tels sont, parmi ces villages, Ulrichen, le lieu de naissance de Weger, précepteur de l'empereur Joseph II, et Mühlebach, où l'on montre encore de nos jours la hutte où le soleil éclairait ce cardinal Schinner qui était appelé, à l'époque de la réformation, à jouer un brillant rôle, et qui fut le seul Suisse auquel fut destiné le chapeau de cardinal.

On trouve les premiers cas de crétinisme à Evren, dans la famille du cardinal.

Déjà la maladie est plus forte à Mörell, et plus on descend dans la vallée, plus elle est intense. Naters a une population très-infectée, et on voit dans la chapelle des morts plusieurs centaines de crânes de crétins qui s'élèvent entassés comme une tour; à Bremoi et à Sion, on rencontre des cas d'une haute gravité. A Fülly, au fond de la vallée, la maladie s'est tellement accrue que des crétins mêmes se marient entre eux.

Partout on rencontre, dans la vallée, quelques villages à part que le crétinisme a complétement épargné, tandis que d'autres, dans le voisinage, sont pleins de crétins. Ainsi Sallon et Leitron, en Valais, touchent au malheureux village de Fülly.

On a plusieurs fois fait la remarque, qu'il y a en Autriche quelques maisons isolées qu'on appelle *fermes du crétinisme* (Tostenhuben), dans lesquelles tous les enfants, quoique d'abord sains, se crétinisent peu à peu. Il y a même des personnes plus âgées qui deviennent, avec le temps, faibles d'esprit et goîtreuses. Le docteur Guggenbühl a trouvé en Piémont la ferme d'Andarolla, près Ivrée, où, depuis cent ans, il est démontré que les enfants des fermiers tombent, à l'âge de quatre ou cinq ans, dans le crétinisme. Les recherches chimiques sur l'eau n'ont donné, en plusieurs endroits, aucune explication suffisante.

Il reste encore une intéressante question à résoudre: pourquoi le crétinisme ne se montre-t-il, comme une maladie générale de la population, que dans les vallées et entre les chaînes de montagnes? Le célèbre géologue de Charpentier expose, dans une lettre au docteur Guggenbühl, des vues intéressantes qui sont dignes au plus haut degré de l'examen approfondi des naturalistes :

« Il y a des raisons importantes qui font croire à l'existence des émanations miasmatiques comme cause prédisposante du crétinisme. Ce gaz morbifique devant s'échapper de l'intérieur de la terre, ne peut arriver à la surface que par l'intermédiaire de fissures ou de crevasses. Eh bien! personne ne mettra en doute, que les portions les plus fracturées du globe sont précisément les contrées montagneuses, parce que la croûte de la terre y ayant été soulevée pour former les montagnes, les fissures profondes et encore ouvertes doivent y être en beaucoup plus grand nombre que dans les pays de plaines, c'est-à-dire dans les contrées moins bouleversées. C'est pour cette même raison que l'on trouve les sources thermales plus fréquemment dans les montagnes que dans les plaines, et que

celles que l'on rencontre dans les pays plats, sont presque toujours situées dans le voisinage de volcans, soit brûlants, soit éteints, par conséquent dans les contrées où la terre a été profondément déchirée.

« On pourrait demander : pourquoi n'y a-t-il pas des crétins dans toutes les vallées? Je dirais qu'il n'y a pas partout des fissures par lesquelles les eaux extérieures peuvent pénétrer à une assez grande profondeur pour se réchauffer suffisamment, ni de celles par lesquelles elles peuvent remonter à la surface de la terre.

« Par conséquent, on pourrait répondre à la demande relative aux émanations morbifiques, qu'il n'y a pas partout des fissures ouvertes communiquant avec l'intérieur de la terre, et que, du reste, rien n'oblige de supposer que le gaz délétère soit répandu sur toute l'étendue de la croûte du globe. Les émanations peuvent être souvent bornées à une maison ou à un petit district, dans lequel elles occasionnent le crétinisme en altérant particulièrement le système lymphatique et les centres nerveux. »

Dernièrement on a rencontré des cas de crétinisme, pareils à ceux qui se produisent dans les vallées, à Berlin, à Vienne, à Paris, et dans d'autres grandes villes; ces cas se sont rencontrés dans certains quartiers populeux où ne pénètrent pas les rayons du soleil. Il est reconnu que des gaz délétères fréquentent ces quartiers des grandes villes.

On obtiendrait vraisemblablement des résultats importants par la méthode du naturaliste italien Moscati, qui, pendant la nuit, exposait dans les rivières de la Lombardie des globes de verres remplis de glaces. Moscati obtint par ce moyen, pour précipité, une matière organique de nature muqueuse, qui répandait une odeur excessivement délétère.

Depuis que Fodéré commença en Maurienne des observations hygrométriques, et chercha à démontrer que l'air est rempli de vapeurs, on a cherché la cause principale du crétinisme dans l'humidité. L'humidité est sans contredit la cause génératrice des scrofules, mais, pour enlever à l'âme son activité, il faut supposer l'existence d'un principe narcotique qui agisse principalement sur le cerveau.

Le docteur Guggenbühl fut étonné de la quantité et de la nature pernicieuse des scrofules qu'il vit à Amsterdam, à Leyde, à La Haye et dans les autres villes de la Hollande, où l'on trouve souvent dans un même homme toutes les formes de la maladie, et où les plus terribles maladies des os se produisent dans toute leur gravité. Il n'y a cependant aucun pays en Europe où il y ait moins de crétins. Le docteur Guggenbühl n'en a vu à Amsterdam qu'un seul cas, celui d'une jeune fille née en Allemagne, dont les parents avaient émigré.

Les recherches les plus récentes démontrent que le crétinisme diminue dans certains lieux, augmente au contraire dans d'autres, ou se maintient, au dire général, toujours dans la même proportion. En Sardaigne, l'état du crétinisme n'a pas changé depuis un siècle. L'archevêque de Chambéry, dans un rapport fait à l'Académie des Sciences de Savoie, le 3 février 1847, s'exprime ainsi sur ce sujet :

« Dans toutes les localités infectées, si vous interrogez les vieillards, ils vous répondront qu'il y a toujours eu dans leur paroisse autant de malheureux qu'il y en a aujourd'hui ; les communes qui en ont peu aujourd'hui, en avaient peu autrefois ; celles qui en ont beaucoup aujourd'hui, en avaient beaucoup autrefois. Parcourez ensuite

les vallées qui en sont exemptes, celles des Beauges. par exemple ; réitérez les mêmes interrogations ; on vous répondra partout qu'il n'y en a jamais eu plus qu'aujourd'hui. On ne voit de crétins, dit M. de Saussure, ni dans les hautes vallées, ni dans les plaines ouvertes de toutes parts ; il prouve cette assertion par les nombreuses observations qu'il a faites lui-même dans les provinces d'Aoste, de Tarentaise et de Maurienne. Il y a soixante et dix ans qu'il parlait ainsi, et aujourd'hui encore ce sont les mêmes vallées qui sont particulièrement affligées de ces fléaux ; il y a donc quelque chose dans ces localités qui les entretient et qui les y fixe. M. le curé de Sainte-Hélène des Millières a remarqué que, sur 50 individus crétins décédés de 1835 à 1846, 21 appartenaient à des parents nés dans la paroisse, et 29 à des parents qui étaient venus se fixer d'ailleurs ; le plus grand nombre de ces parents venaient de paroisses saines. »

Une vallée du canton d'Argovie, passablement éloignée de la chaîne principale des Alpes, a, d'après les recherches de la Société de la culture nationale, 28 villages infectés de crétinisme. Là se produit un triste accroissement dans l'activité du mal. Dans le village de Buchs, où il n'y avait, au commencement de ce siècle qu'un crétin ; on en compte maintenant 50. En Valais, les choses se présentent sous un jour plus favorable. A Martigny et aux environs, la maladie a sensiblement diminué, depuis qu'on a travaillé la terre et introduit des plantes potagères. On a aussi remarqué en Italie que la cause principale des progrès de l'*aria cattiva* réside dans l'abandon de certains terrains de culture. L'évaporation des plantes n'est point pernicieuse, mais celle du sol développe l'*aria cattiva*. A Viége, où l'ingénieur Vanetsch a fait des travaux de cana-

lisation pour emmener les eaux stagnantes, le crétinisme a diminué d'un tiers. Cependant on trouve encore maintenant 30 crétins à Viége, et presque autant dans le village voisin de Mundt, qui a 200 habitants. La statistique faite en 1811 par le comte de Rambuteau, par l'ordre de Napoléon, a donné 3000 cas de crétins purs. Si l'on voyage maintenant en Valais, et que l'on interroge les ecclésiastiques et les médecins, ils répondent que la maladie a presque complétement disparu. Le docteur Guggenbühl raconte qu'à son premier voyage en Valais, en 1835, il se rendit d'abord au village de Bremoi, en parlant duquel, le célèbre médecin Plater[1] rapporte déjà qu'au seizième siècle il y avait vu un très-grand nombre de crétins. Le curé de ce village déclara au docteur Guggenbühl qu'il n'y avait plus de crétins, depuis qu'il avait appris aux habitants à ouvrir journellement leurs fenêtres et à laisser entrer l'air pur. Là-dessus la cuisinière, qui avait écouté jusque-là en silence les paroles de son maître, se retourna en s'écriant : « Eh ! M. le curé, que dites-vous là? il y en a encore dans chaque maison. » Et, en effet, pour observer ces infortunés, il faut entrer dans les maisons; une tournée trop rapide ne permet en aucune manière de porter un jugement sûr. Depuis deux années, on a créé dans l'hôpital général de Sion une division pour les vieux crétins incurables, parce que l'expérience montre que leur vue exerce de très-fâcheuses influences sur les femmes grosses qui viennent à les rencontrer.

Ces considérations nous conduisent à rechercher les causes occasionnelles du crétinisme, puisque les influences

[1] Docteur valaisan du seizième siècle et professeur à l'université de Bâle.



du sol et du lieu ne suffisent point à le faire naître, mais ne peuvent que créer une prédisposition générale. L'histoire du développement de l'homme a montré que les parties centrales du système nerveux, le cerveau et la moelle épinière sont les premiers organes qui se forment dans le sein de la mère, et les premiers aussi qui renferment le germe du crétinisme. Le cerveau se présente d'abord sous la forme d'une vessie. La substance cérébrale se dépose peu à peu dans cette vessie, à condition que les lois de la nature ne soient point troublées. C'est ainsi que la peur, le chagrin, l'effroi, et toutes les sensations de ce genre, lorsqu'elles agissent sur la mère, produisent un arrêt de développement dans les organes cérébro-spinaux, ou une hypertrophie aqueuse dans le cerveau, ou une croissance irrégulière et anormale de l'organe cérébral. Très-fréquemment, on trouve dans une même famille des enfants sains à côté de crétins. Il y a donc, on le voit, à signaler des causes particulières qui menacent déjà les tendres germes de la vie, dès leurs premières apparitions.

Le docteur Guggenbühl a vu deux petites crétines dont la mère buvait beaucoup d'eau-de-vie, ce qui eut une telle influence sur les enfants, que de temps en temps ils semblaient ivres, sans avoir bu une seule goutte de cette liqueur spiritueuse. Chez d'autres, une indisposition du côté du père ou de la mère était une cause de la maladie. Toute cause d'affaiblissement prédispose donc au crétinisme : du cerveau et de la moelle épinière découle la force vitale et créatrice; ces parties sont-elles en souffrance, le corps se rapetisse, il s'affaisse, il s'amaigrit, il se rabougrit, il devient faible et sans consistance, et les impressions qui nous viennent du monde extérieur s'émoussent. Un mauvais air et

une nourriture insuffisante dans ce premier âge de la vie où le nécessaire peut aussi bien faire défaut que le superflu abonder, voilà les causes ultérieures qui favorisent le développement du crétinisme. Les recherches anatomiques de nos temps ont jeté un nouveau jour sur l'état morbide du cerveau. Les os du crâne, chez les crétins, se trouvent parfois hypertrophiés et anormaux; dans d'autres cas, spongieux et trop minces; le plus souvent, les lobes antérieurs du cerveau sont atrophiés et arrêtés dans leur développement. Sur vingt-quatre sections que divers médecins eurent l'occasion de faire en huit cas, la masse du cerveau était trop ferme et trop dure, dans sept autres cas, au contraire, trop ramollie. Le ramollissement était soit total, soit partiel, surtout dans les corps striés et dans les éminences optiques.

Dix fois les ventricules latéraux furent considérablement dilatés. La substance corticale avait, dans trois cas, des dimensions extraordinaires; les circonvolutions du cerveau étaient quatre fois aplaties, et tantôt trop superficielles, tantôt trop profondes. Deux fois le cerveau avait augmenté de volume, une fois il était atrophié; les lobes postérieurs, la plupart du temps, n'étaient pas développés. Une fois, les lobes postérieurs étaient si peu volumineux, qu'ils ne recouvraient pas le cervelet. Dans ce dernier cas, Malacarne compta les lamelles, et, au lieu de 6 à 900, il n'en trouva que 300.

Le docteur Guggenbühl fit à ce sujet, avec son ami, le docteur Valentin, de Berne, des recherches microscopiques. La substance cérébrale avait, dans le cas d'une crétine âgée de 12 ans, la consistance normale; la masse grise, les *corps nerveux* et les fibres élémentaires ne portaient aucune trace visible d'affection pathologique. Les

vaisseaux capillaires de la substance grise du cerveau paraissaient presque partout gorgés de sang.

Couërbe, Lassaigne et Vauquelin trouvèrent trop peu de phosphore dans le cerveau. Les dernières analyses du chevalier de Bibra ne permirent de reconnaître aucune différence entre le cerveau d'un crétin et celui d'un homme bien constitué. Il trouva dans le cerveau d'un crétin 1,2 pour 100 de phosphore, 8,01 d'albumine, 6,10 de substances grasses, 1,50 de matières extractives et 88,39 d'eau.

Le cerveau d'un crétin de 2 ans pesait 407 grammes, celui d'un enfant sain du même âge pesait, au contraire, 465 grammes. Tiedemann a reconnu chez un idiot de 50 ans que le poids du cerveau n'était que d'une livre 4 drachmes. Chez un autre idiot de 40 ans, le cerveau ne pesait qu'une livre 11 onces 4 drachmes ; chez une idiote de 16 ans, il était d'une livre 6 onces un drachme. Le cerveau de Cuvier pesait, au contraire, 4 livres 11 onces 4 drachmes et 36 grains.

Les recherches scientifiques ont commencé à payer leur tribut de lumières à cet important sujet. Tandis que l'on continue à poursuivre l'étude du crétinisme avec l'aide des sciences naturelles, on ne peut pas savoir à quel résultat consolant la guérison du crétinisme pourra conduire dans cinquante ans. Un mouvement général a été imprimé pour combattre ce fléau dévastateur qui s'étend sous mille formes diverses dans les grandes vallées européennes. L'expérimentation faite sur l'Abendberg commence à porter ses fruits, et a attiré l'attention bienveillante de plusieurs gouvernements.

Le fondateur de l'Abendberg a été choisi pour membre et correspondant de la Société suisse des sciences natu-

relles, de la Société de médecine et de chirurgie de Zurich, de l'Académie de médecine de Turin, de la Société médicale de Saint-Pétersbourg, de la Société impériale des médecins de Vienne, de la Société physico-médicale d'Erlangen, de la Société rhénane des sciences médicales de Bonn et de l'Association d'hygiène publique du Grand-Duché de Bade.

En 1844, le roi de Wurtemberg, Guillaume Ier, visita en personne l'Abendberg, et se réjouit des succès obtenus dans l'établissement. On a fait en Wurtemberg des recherches statistiques qui ont porté à trois mille le nombre des familles atteintes du crétinisme. Un vieux cloître, situé sur une montagne de Souabe, fut destiné à devenir un hospice sur le modèle de l'Abendberg. Dans l'été de 1845, le roi de Sardaigne, Charles-Albert, visitant les localités les plus infectées de la Savoie, éprouva le désir miséricordieux de faire quelque chose pour les infortunés qu'il rencontrait. Une commission, composée des médecins et naturalistes les plus distingués de Turin, fut chargée de vérifier le nombre des crétins et de rechercher les causes du mal; on a déjà trouvé 7000 cas dans les diverses provinces du royaume. Le chimiste Cantu a trouvé que, dans de l'eau bonne à boire, il y a toujours un peu d'iode, tandis que dans la mauvaise eau il n'y en a pas. Le docteur Guggenbühl a, de son côté, la conviction que la mauvaise qualité de l'eau est la cause principale du goître [1]. — L'archiduc Jean, qui prend un vif intérêt à la

[1] C'est ici le lieu de rappeler les expériences intéressantes que l'on a faites dans l'Amérique du Nord pour la guérison des goîtres à l'aide du sel commun, qui renferme un peu d'iode; ces expériences, racontées par M. Boussingault, se trouvent dans les

fondation d'un hôpital de crétins en Styrie, a fait faire des recherches statistiques qui donnent le nombre de six mille crétins. Dans le cercle de Judenburg, le plus montueux du pays, sur cinquante-trois habitants il y a un crétin. C'est une observation digne de remarque que les districts des montagnes qui sont attaqués de crétinisme ne comptent presque pas d'aveugles, tandis que les habitants du bas pays, en Hongrie, par exemple, ont un aveugle sur cinq cents habitants. Dans la haute Autriche, le crétinisme est tellement endémique sur la rive du Danube, que dans une paroisse de quatre à cinq mille âmes, on ne peut trouver un seul homme capable de porter les armes pour le recrutement annuel; tous sont attaqués du terrible fléau; tous sont trop petits, goîtreux, bossus, quelquefois même boiteux. A Gross-Pechlarn et

Annales de Physique et de Chimie, tome XLVIII. Paris, 1831. « La seule chose qu'on puisse proposer pour combattre le goître est le spécifique connu de cette maladie, l'iode. Ce moyen, sur l'efficacité duquel il n'est plus permis d'élever un doute, est facile à mettre en pratique. Dans la Nouvelle-Grenade, la nature a placé le remède à côté du mal, en faisant sortir des roches de la vallée de Cauca et d'Antioquia d'innombrables sources d'eau salée dans laquelle l'iode se trouve en quantité appréciable. Une expérience de près de deux siècles, faite sur la population d'une province entière, a prouvé dans l'Antioquia que les sels iodifères n'ont aucune action nuisible sur l'économie animale. Je considère comme certain que le goître disparaîtrait des Cordillères si l'autorité prenait des mesures convenables pour qu'il soit établi dans chaque chef-lieu de canton, où le goître est endémique, un dépôt de sel contenant de l'iode, et dans lequel chaque habitant pourrait aller acheter le sel nécessaire à sa consommation. »

Dans les pays où il n'y a pas de sources salées, on pourrait rendre les mêmes services avec de l'eau de mer étendue de sel.

dans les villages avoisinants Pechlarn et Brunn, il n'y a presque aucune famille dans laquelle il ne se rencontre au moins un malheureux de ce genre; il y a même plusieurs familles qui se composent uniquement de crétins et de demi-crétins. En Angleterre et dans le pays de Galles, les dernières recherches ont donné huit mille idiots. Un petit village, en Yorkshire, a, sur deux cents habitants, vingt crétins. En Ecosse, on est en droit de compter sur la vive sollicitude des savants d'Edimbourg, après avoir vu le philanthrope docteur Coldstream faire un si intéressant rapport sur l'histoire du crétinisme.

Que Dieu bénisse tant d'efforts!

[1] Voyez l'important ouvrage : *The Alpine Retreate of the Abendberg*. (Edinburgh, 1848.)

———

ÉLISABETH-CHRISTINE,

REINE DE PRUSSE,

ÉPOUSE DE FRÉDÉRIC LE GRAND[1].

I

Dans un de ces moments où le roi Frédéric-Guillaume Ier permettait à son fils de se rapprocher de sa personne, le jeune prince, qui fut plus tard Frédéric le Grand, avait quitté la retraite à laquelle le condamnait la sévérité paternelle, et s'était montré, à Berlin, aux fêtes par lesquelles on avait célébré le mariage de sa sœur avec le prince de Bareith. Peu de jours après, Frédéric avait été nommé colonel d'un régiment d'infanterie. Il se livrait tout entier aux soins du service, et aux délassements qu'il aimait, la musique, la science et les entretiens de l'amitié, lorsqu'il reçut du roi son père la lettre suivante :

« Vous savez, mon cher fils, que, lorsque mes enfants sont obéissants, je les ai fort en affection. Je vous l'ai témoigné à Berlin, en vous pardonnant de bon cœur, et, depuis votre séjour à Berlin, en ne songeant qu'à votre bonheur et à votre établissement, tant à l'armée qu'avec une honnête belle fille, avec laquelle je cherche à vous marier de mon vivant. Vous pouvez être persuadé que j'ai fait faire, autant qu'il se peut, par des tiers, l'examen de

[1] *Elisabeth Christine, Kœniginn von Preussen, Gemahlin Friedrichs des Grossen. Eine Biographie von Fried. Wilhelm M. von Hahnke.* Berlin, 1848 ; 1 vol. in 8o de 520 pages.

toutes les princesses du pays, en ce qui concerne leur conduite et leur éducation, et que la princesse de Brunswick Bewern l'aînée s'étant trouvée, qui se montre bien élevée, modeste et recueillie, c'est elle que vous prendrez pour femme. Vous m'écrirez *aussitôt* votre *sentiment*. La princesse n'est ni belle, ni laide. Vous garderez sur ce que je vous écris un profond silence; toutefois vous ferez savoir à la maman que je vous ai écrit, et quand vous aurez un fils, je vous laisserai voyager; la noce, toutefois, ne peut se faire avant l'hiver prochain, mais dans l'intervalle je vous ménagerai l'occasion de voir quelquefois votre fiancée, *en tout honneur*, afin que vous appreniez à la connaître. C'est une créature *pieuse* (c'est là tout), et qui se comportera bien avec vous et avec ses parents d'adoption. Dieu veuille y mettre sa bénédiction et bénir vous et vos successeurs.

« De Potsdam, le 4 février 1732.

« Frédéric-Guillaume [1]. »

[1] « Ihr kœnnt wohl persuadieret seyn, dass ich habe die Princessinnen des Landes durch andere, so viel als mœglich ist, examiniren lassen, was sie vor Conduite und Education, da sich denn die Princessin, die ælteste von Bevern, gefunden, die da wohl aufgezogen ist, so müssen die Frauen seyn. Ihr sollt *cito* mir euer *sentiment* schreiben.... Ihr sollt keinem Menschen was davon sagen, wohl aber der Mama schreiben, dass ich Euch geschrieben habe.... Ich werde sehen Gelegenheit zu machen, dass Ihr Euch etliche Male sehet in alle *honneur*, doch damit Ihr sie noch kennen lernet. Sie ist ein *gottesfürchtiges Mensch* und dieses ist alles und comportable sowohl mit Euch als mit den Schwiegereltern, Gott gebe seinen Segen dazu und Euch und Eure Nachfolgers. » *Förster,* III, 77. *Preuss, Friedrichs des Grossen Jugend,* page 158. *Hahnke,* page 12.

Dix-huit jours après qu'il eut reçu cette lettre, le prince royal répondait au roi son père, en promettant une soumission entière à ses volontés.

La jeune princesse sur laquelle venait de s'arrêter le choix de Frédéric-Guillaume Ier était Élisabeth-Christine, l'une des filles du duc Ferdinand-Albert de Brunswick Bewern. Née à Wolfenbuttel, le 8 novembre 1715, elle avait dix-sept ans lorsqu'elle fut invitée à échanger avec le prince de Prusse l'anneau de l'hymen. La cour de Vienne, craignant une alliance de la maison de Prusse avec celle d'Angleterre, avait conseillé ce qu'avait ordonné le roi. Il restait encore à hâter la bénédiction du mariage, de peur que Frédéric-Guillaume, venant à mourir subitement, le prince royal ne se crût libre de rompre les engagements qui lui avaient été imposés. Sur les instances de l'impératrice, la cour de Berlin se rendit à Salzdahlum, résidence du duc de Brunswick, et, le 12 juin 1732, l'abbé Dreyssikmarch bénit, au bruit des fanfares, des tambours et du canon, l'union des deux époux [1].

II

L'alliance conclue, ainsi que nous venons de le retracer, ne semblait pas l'avoir été sous d'heureux auspices. Le prince royal témoignait hautement, devant le roi son père, de l'aversion pour la princesse; en vérité, il ne la haïssait pas, et n'en agissait ainsi que pour mieux faire valoir son obéissance; mais il n'éprouvait, non plus, aucun attrait pour elle. « C'est un bon cœur, disait-il dans l'intimité; je ne lui veux aucun mal; mais je ne la pour-

[1] « Le célèbre Mosheim prononça le sermon, et le soir les époux assistèrent à l'opéra : *Lo Specchio del fedeltà.* »

rai jamais aimer. » Une tabatière de porcelaine, don de la princesse, arriva brisée à sa destination ; on crut un augure de malheur. Elisabeth-Christine était de grande taille, mais n'avait pas de tenue. Son teint, d'une blancheur éclatante, était relevé par de vives couleurs. Ses yeux, d'un bleu pâle, n'annonçaient pas le génie. Ses traits étaient agréables, sans être ceux de la beauté. Sa tête, autour de laquelle tombaient de blonds cheveux bouclés naturellement, avait la grâce de celle d'un enfant de douze ans. Sa bouche était fine, mais gâtée par des dents noires et mal conformées. La parole n'en sortait que confuse, en sorte qu'il était souvent difficile de deviner la pensée de la princesse, et que ceux qui l'écoutaient demeuraient dans l'embarras. Telle était Elisabeth-Christine, lorsqu'elle arriva à la cour de Berlin. Elle descendit de voiture, couverte de poussière et échauffée par le voyage. Quelque désordre s'étant mis dans sa toilette, la duchesse de Bareith s'empressa de le réparer, sans que la princesse parût sentir le prix de ces soins. Le prince royal en fut péniblement affecté[1].

L'accueil du roi fut prévenant et cordial. La réception qu'il fit à sa belle-fille fut celle qu'il crut le plus propre à l'honorer. Cinquante nègres firent entendre, pendant le dîner royal, une musique de janissaires. On passa de grandes revues. Frédéric-Guillaume fit admirer à la jeune princesse son régiment des gardes. Les fêtes de cour terminées, les deux époux se renfermèrent dans la retraite.

Ils y vécurent dix ans, le prince à cette école de la réflexion de laquelle il sortit avec la force d'un grand homme,

[1] Ces détails sont retracés dans les mémoires de la marquise de Bareith, II, p. 107, 108.



la princesse à celle qui donne le bonheur et semble devoir conjurer tous les présages contraires. Frédéric trouva en elle une douceur si parfaite, une docilité si exemplaire et un tel excès de complaisance, que (nous nous servons de son expression), il se fût jugé lui-même le dernier des hommes, s'il ne l'eût pas sincèrement estimée[1]. Leur union ne fut pas féconde. Leurs plaisirs n'étaient pas ceux d'une cour; la philosophie leur en tenait lieu. La princesse s'était mise de moitié dans tout ce que faisait le prince royal. Frédéric décrit en ces termes leur genre de vie: « Nous avons partagé nos occupations en deux classes, les unes utiles, les autres d'agrément. Je range parmi les premières celles de la philosophie, de l'histoire et des langues, et parmi les dernières, la musique, le théâtre, les mascarades et les banquets; mais toujours les occupations sérieuses ont la préférence, et les grâces n'ont chez nous l'entrée que pour y venir charmer le sérieux de la philosophie. Je passe dans cette vie tranquille, consacrée à la recherche de la vérité, les jours les plus beaux que j'aie vécu.[2] »

La princesse partageait ces sentiments. Elle s'était empressée de se mettre au courant des matières qui faisaient

[1] *Journal secret du baron de Seckendorf.* (Tubingen, 1811), page 147.

[2] *Correspondance familière et amicale*, I, p. 128, 129. « Ma maison, dit ailleurs Frédéric, n'est pas un lieu pour qui cherche le bruit. On y trouve la paix, le silence et l'amour de la vérité, préférables aux futils et bruyants plaisirs du monde..... Je cherche à acquérir les connaissances qui me seront nécessaires pour m'acquitter dignement de ma charge; en un mot, je travaille à me rendre meilleur en m'appropriant ce que les temps anciens et modernes ont produit de meilleur. » *Ibid.*, p. 152 et 298.

le sujet des entretiens de Frédéric avec Suhm, Jordan, Keyserlingk, Algarotti. Le prédicateur français Jean Deschamps lui apprenait la philosophie de Wolff[1]. La Croze, qui lui enseignait le français, et la guidait dans ses lectures, marquait dans Bayle les passages qu'elle pouvait lire sans scandale. Bientôt, à ce que l'on assure, le prince et la princesse se trouvèrent savoir par cœur le volumineux ouvrage tout entier, l'un ayant dévoré les articles que la prudence de La Croze avait interdit à l'autre[2].

Élisabeth-Christine lisait avec admiration Cicéron, Marc-Aurèle, Épictète. « Les païens mêmes, disait-elle après avoir lu, ont senti que l'on ne saurait être heureux sans la vertu. Toutefois, il faut avouer que cette vérité ne reçoit son véritable jour que des lumières de la philosophie chrétienne.[3] » Elle lisait Tacite dans la traduction d'Ablancourt. « Ce sont des mémoires charmants, disait-elle; on y reconnaît l'esprit des grands et de ceux qui sont en faveur auprès d'eux; ce livre m'amuse beaucoup; je fais mille réflexions et quelquefois aussi des applications en le lisant. Pour M. d'Ablancourt, qui l'a traduit, il ne me paraît pas ami de notre sexe par les réflexions qu'il fait; malheureusement elles sont souvent vraies et justes, soit dit à notre déshonneur. »

Un jour, la petite réunion des amis du prince se plut à se constituer en nouvel Ordre de chevalerie, celui de la « Vraie Humanité. » Bayard fut choisi pour patron. Fré-

[1] *Cinq sermons selon la méthode du célèbre Wolff, avec un extrait de la philosophie pratique de M. Wolff.* Berlin, 1840.

[2] *Denina, la Prusse littéraire sous Frédéric II.* Tome II, pages 16, 17.

[3] Préface de la traduction des *Sermons de M. Sack.* Berlin, 1778.



déric, son frère Auguste-Guillaume, le duc Ferdinand de Brunswick, le duc Guillaume de Brunswick Bewern et quelques jeunes officiers se firent tous donner l'accolade par le capitaine Fouqué, qu'ils avaient choisi pour grand-maître. Tous firent le vœu de se consacrer à des actions généreuses. Tous s'engagèrent à s'appliquer spécialement à l'étude de la stratégie et de l'histoire militaire. Leur devise était : « Sans peur et sans reproche. » Ils avaient pris pour symbole une épée reposant sur une couronne de lauriers. Douze chevaliers prirent des noms qui témoignaient de l'intimité de leur alliance. Frédéric s'étant nommé le *Constant*, la princesse royale se plut dès lors à changer son nom en celui de *Constance*.

Quoique vivant dans cette heureuse retraite, Elisabeth-Christine avait gagné toute l'affection du roi. Frédéric-Guillaume ne cessait pas de lui en donner des témoignages. Il s'éloignait en sa faveur de sa parcimonie ordinaire, et se plaisait à réjouir sa belle-fille par des présents[1]. Le don d'une tabatière nous montre que la princesse s'était conformée à la mode régnante de prendre du tabac. De loin en loin Elisabeth-Christine croyait pouvoir s'étayer de la bienveillance royale pour essayer de lui recommander quelque infortune ; mais elle en usait surtout pour intervenir en faveur du prince son époux, sur la tête duquel l'orage se relevait sans cesse. Elle répétait au roi combien Frédéric était à ses yeux digne d'affection, quel mé-

[1] La princesse royale, de son côté, envoyait au roi des grives, de la momme, des boudins. Elle témoigne sa joie « de ce que S. M. approuve l'application qu'elle se donne aux affaires du ménage pour lequel elle se donne toutes les peines du monde. » Lettre du 11 octobre 1733, dans *Hahnke*, p. 387.



rite elle trouvait en lui et quel était le malheur de celle à laquelle se trouvait uni le sort de ce prince lorsque le roi retirait à son fils sa bienveillance [1].

Dans ses rapports avec le prince royal lui-même, Elisabeth-Christine suivait fidèlement les conseils que lui avait donnés son frère, le duc Ferdinand-Albert de Brunswick [2], de ne se mêler des affaires du roi futur qu'autant que Frédéric pourrait le désirer lui-même; de s'efforcer d'obliger tout le monde, mais de ne s'attacher jamais à un parti; de faire de la volonté de son époux la sienne, et surtout de n'accepter point de secret sous la condition de n'en pas faire part au souverain. Tout en se conformant à ces directions prudentes, la princesse ne négligeait rien de ce qui pouvait ajouter à l'agrément ou à l'éclat de la jeune cour. Elle en vint insensiblement, par cette manière d'agir, à conquérir une place dans l'estime et dans le cœur de Frédéric, en même temps qu'elle devint l'admiration de ce que la cour avait de juges les meilleurs. Sa tenue s'était réglée, son port avait pris de la majesté. Les sentiments que faisait naître sa présence s'exprimaient chez plusieurs en accents d'une chaleur passionnée. Le baron de Bielfeld avait été invité à se rendre à Rheinsberg, résidence la plus ordinaire du prince royal. Son esprit heureux, cultivé par l'étude et les voyages, le rendait digne du cercle au sein duquel on l'appelait. Il vit la princesse royale, et voici comment, s'adressant à une amie, il rend l'impression qu'Elisabeth-Christine avait faite sur lui [3]:

[1] Lettre sans date, dans *Hahnke*, p. 388.

[2] *Hahnke*, p. 53

[3] *Lettres familières et autres de M. le baron de Bielfeld.* La Haye, 1763; 2 tomes.



« Je n'ai pas vu de taille plus belle ni plus régulière que celle d'Elisabeth-Christine. Sa poitrine, ses mains, ses pieds pourraient servir de modèle à un artiste. Ses cheveux sont du plus beau gris cendré du monde, jouant sur le blond, et, poudrés, ils ont l'éclat des perles. La princesse a le teint d'une rare délicatesse, et des yeux bleus, dans lesquels se réfléchissent à l'envi la douceur et la vivacité de son être. Ajoutez à ces traits un front ouvert, des cils bien arqués, un nez petit, aigu, mais bien formé, une bouche agréable, des lèvres vermeilles, le menton, le cou irréprochables. La bonté respire dans toute sa personne. Même les petites négligences que l'on remarque parfois encore dans sa tenue et dans sa toilette n'y gâtent rien. Peu de princesses ont de plus beaux diamants. Dans le nombre se trouve le petit Sancy, le troisième en rang parmi ceux que l'on possède en Europe. A table, la princesse parle peu, mais ce qu'elle dit montre une intelligence heureuse et cultivée. Tous les soirs elle fait sa partie de quadrille et joue avec un parfait désintéressement. Je n'ai vu personne danser plus selon mon goût. »

III

La mort du roi fit passer Elisabeth-Christine de la retraite dans laquelle elle vivait heureuse et admirée, sur le trône de Prusse. On a publié un discours que Frédéric aurait tenu devant la cour assemblée en lui présentant la reine; il aurait déclaré le lien qui l'unissait à la princesse de Brunswick formé par la contrainte, en même temps qu'il aurait donné de justes éloges aux vertus de son épouse; mais ce discours imaginaire n'est jamais sorti des lèvres de Frédéric II. Ce qui seul est historique, c'est que, près d'ouvrir la carrière de combats et de gloire qui lui a

valu le titre de Grand, le roi de Prusse rompit les liens d'habitude contractés dans la retraite de Rheinsberg, et que, tandis qu'il se réservait pour ses lieux de résidence Potsdam, Rheinsberg et Charlottenbourg, il assignait à la reine le château de plaisance de Schœnhausen, et lui laissait le soin de se composer sa cour particulière. Cette séparation se fit sans bruit. La reine ne cessa pas d'être l'objet du respect et des égards du roi; mais en recevant l'éclat de la couronne, elle dut renoncer à ce qui avait fait son bonheur. Elle eut ses gens, sa maison, son existence honorée; mais le roi ne se montra plus à elle que dans les rares occasions où Berlin les réunissait, ou dans les froids rapprochements d'une rencontre officielle. Lorsque le roi recevait à Potsdam la reine-mère, les princesses de sa famille ou des princesses étrangères, la reine n'était jamais invitée. Jamais non plus il ne se montrait à Schœnhausen. Les journaux ont fait mention d'une visite, la seule qu'il aurait faite à la reine, et qui aurait eu lieu à l'occasion du mariage de sa sœur Ulrique avec le prince royal de Suède; mais il est incertain que cette visite même se soit faite : du moins une lettre de la reine à son frère et à son intime ami, le prince Ferdinand de Brunswick, nous donne lieu d'en douter. « J'ai reçu, écrit-elle, une lettre des plus obligeantes et des plus gracieuses du cher maître, avec des excuses de n'avoir pas descendu chez moi comme il a passé. En même temps il me donne l'espérance de venir une fois ici; il l'a dit à ma dame d'honneur, la comtesse de Camas, et de la manière la plus gracieuse. Je tiens cela bien caché pour que la famille ne l'apprenne, car elle tâcherait de me jouer encore du nouveau, tous étant jaloux de la moindre grâce que l'on me témoigne. Je ne me suis pas senti de joie comme j'ai reçu

cette lettre, n'ayant de bien longtemps rien reçu d'aussi gracieux [1]. »

Les années s'écoulèrent et ses rapports ne changèrent pas. Le roi voulait voir la reine honorée, et cependant il continuait de vivre dans le même éloignement d'elle. Elisabeth-Christine répandait dans ses lettres à son frère, sa douleur de la séparation à laquelle elle était condamnée. Un jour elle lui écrivit [2] : « Selon la description qu'on m'a faite de la salle de comédie à Potsdam, elle doit être des plus belles; heureuse qui pourrait y être! Ce ne seraient pas toutes ces magnificences qui m'attireraient, mais le cher maître qui habite cet endroit. Pourquoi faut-il que tout soit changé! Je pense encore avec plaisir au temps de Rheinsberg, où je jouissais d'un contentement parfait, accueillie par un maître pour lequel je sacrifierai ma vie. Quel regret ne ressens-je pas à présent que tout est changé! Mais mon cœur ne changera jamais et je serai toujours la même pour lui. J'espère encore que tout changera, et cette seule espérance me soutient. Veuille l'Être suprême nous conserver en parfaite santé ce cher roi. »

IV

Une situation telle qu'elle était faite à la reine ne pouvait se prolonger sans qu'elle ressemblât à une disgrâce, et sans que les courtisans en vinssent à mesurer leur manière d'agir sur celle dont le roi leur donnait l'exemple. Les personnes même de la cour de Schœnhausen craignaient de s'y montrer. Priées, elles refusaient. Parfois la reine conviait les chanteurs et les chanteuses du roi; ils s'en-

[1] Lettre du 21 janvier 1747, dans *Hahnke,* p. 111.
[2] Lettre du 17 juillet 1741, dans *Hahnke,* p. 112.

hardirent jusqu'à lui refuser leurs services. La nouvelle en parvint au roi. Il fut renversé. Il se hâta d'écrire au directeur des spectacles royaux : « Ce n'est qu'avec surprise que je viens d'apprendre que mes chanteurs et chanteuses sont assez arrogants de refuser à la reine leurs services. Il faut avouer que c'est pousser l'impertinence bien loin, et je ne puis qu'en être indigné. Aussi n'avez-vous rien de plus pressé que de faire connaître à tous ma juste indignation de leur conduite insolente, et de leur déclarer vertement, que ma volonté expresse était, qu'ils devaient se rendre aux ordres de Sa Majesté, chaque fois qu'elle les demanderait, afin de ne me point obliger d'avoir recours à des mesures plus sérieuses, pour les faire repentir de leur arrogance extravagante et ridicule. » Ce langage ramena le respect aux pieds de la reine.

Chaque semaine il y avait cour une fois à Schœnhausen. On jouait, on se dispersait dans le jardin ; parfois on soupait. C'étaient, pendant l'été, les seules assemblées de dames de haut rang. A Berlin, les dames de la cour ne se montraient que dans les salons des ambassadeurs étrangers. Elles ne parlaient que français. Tandis que les officiers prussiens repoussaient avec mépris les idées et les mœurs de la France, les dames de la cour de Prusse avaient adopté ces mœurs et prenaient de leur mieux les airs et le port des dames du palais de Versailles.

Le dix-sept janvier 1748, une fête réunit les deux cours de Charlottenbourg et de Schœnhausen. Il avait plu au roi de marier son adjudant, le major de cavalerie baron de Lentulus, avec la dame de Schwerin, dame d'honneur de la reine et fille du défunt grand écuyer. Il voulait que ce mariage fût célébré à la cour et avec magnificence. Il réunit donc la maison royale, les époux et leur parenté. Trois ta-

bles, chacune de quarante couverts, furent servies richement. Le roi prit la place du père de l'époux, la reine celle de la mère de la fiancée. Après le dîner, on assista à la représentation de la *Métromanie*. Puis le roi conduisit la cour dans la salle d'audience de la reine, où le docteur Sack, conseiller consistorial, bénit les époux. A la bénédiction succéda le jeu. Le soir, les tables se couvrirent avec une nouvelle magnificence. Comme l'époux était Suisse de naissance, Frédéric avait ordonné que treize de ses serviteurs, richement costumés en fils de Guillaume Tell, se présentassent inopinément dans la salle, qu'ils se missent au service des nouveaux mariés, et qu'ils présentassent à M. de Lentulus un fromage suisse d'une grandeur extraordinaire, accompagné de vers en langue française et d'un discours en langue allemande. La table levée, on dansa jusqu'au matin et jusqu'à ce que la première dame de la reine, la comtesse de Camas, vint, dans une voiture de corps, avec attelage de six chevaux, enlever les époux pour les transporter dans les appartements de la veuve du grand écuyer, où les accompagna toute la cour.

Dans ces fêtes, comme dans celles où la reine paraissait en public, Frédéric veillait à ce qu'il fût honoré dans la personne qui partageait le trône avec lui. Lorsqu'il passait une revue, c'était dans un phaéton attelé de huit chevaux que paraissait Elisabeth-Christine. Le char, de forme élégante et couleur céladon, était couvert d'argent et orné d'une riche ciselure. Un Chinois, cousu d'or, tenait élevé sur la tête royale un vaste parasol d'une soie rouge, brodée d'or et ornée d'une frange d'or. De larges tentes, de couleur verte, et ornées de pavillons, étaient disposées pour la commodité de Sa Majesté. L'armée défilait devant la

reine la première, en lui rendant ponctuellement tous les honneurs militaires[1].

V

Frédéric se montrait pareillement jaloux de voir les étrangers de distinction, qui le visitaient à Berlin, rendre leurs devoirs à la cour de Schœnhausen. La reine les recevait tous avec bonté, quelques-uns avec distinction. Elle se lia d'amitié avec la princesse héréditaire Caroline de Hesse-Darmstadt, que Wieland eut voulu voir assise sur le trône de l'Europe. Elle préférait Baltimore à Algarotti. « Milord, disait-elle en confidence, Milord est un homme estimable, il a mon approbation; Algarotti est fort amusant et a beaucoup de savoir; mais ce qui ne me plaît pas, c'est qu'il se moque de tout ce qui regarde la religion; il n'a pas tant mon approbation que Milord. Le descendant d'une de ces familles savoisiennes qui, sous le règne de Henri III, avait suivi Pierre de Savoie en Angleterre, milord Mareschal, gagna tous les suffrages de la petite cour. Le marquis de Valori se montra en homme persuadé que les égards témoignés à la reine flattaient infiniment le roi de Prusse, dont il croyait l'indifférence plus apparente que réelle[2]. Maupertuis était fort bien accueilli. D'Alembert ne fit que se présenter.

« Voltaire, comme l'écrit Denina[3], charmait autant la reine par son esprit, qu'il la dégoûtait par ses vilainies et sa méchanceté. » Denina n'avait pas besoin d'ajouter,

[1] *Hahnke,* page 159.

[2] Lettre du 27 mars 1754, faisant à la cour de Versailles la demande d'un bouquet de fleurs de la manufacture de porcelaine de Vincennes pour la reine de Prusse.

[3] *La Prusse littéraire,* II, 18.

qu'elle ne lui faisait point revoir ses écrits comme faisait le roi. Deux lettres du prince des philosophes font connaître suffisamment la nature de ses rapports avec la reine de Prusse. L'une, adressée au duc de Richelieu, est du mois d'août 1750, et renferme ces mots : « Croiriez-vous bien, Monseigneur, que les reines m'ont dit de venir dîner ou souper chez elles quand je voudrais, et trouvent encore bon que j'y aille très-rarement. » — L'autre lettre est adressée à la reine elle-même et accompagne l'envoi de la tragédie de *Mahomet*. Voltaire écrit :

« Madame, S. A. R. Madame la margrave de Bareith m'ayant fait l'honneur de m'avertir que Votre Majesté souhaitait de voir cette tragédie de Mahomet, dont le roi a une copie, je n'ai, depuis ce moment, songé qu'à la corriger, pour la rendre moins indigne des attentions de Votre Majesté ; et, après l'avoir travaillée avec tous les soins dont je suis capable, je l'ai adressée à M. de Raesfeld, envoyé de votre cour à La Haye, afin qu'elle parvienne à Votre Majesté avec sûreté et promptitude.

« Je cherche moins peut-être à obéir à une reine, qu'à mériter, si je puis, le suffrage d'un excellent juge. Il n'est pas étonnant qu'on n'ait pas d'autre envie que celle de plaire à Votre Majesté, dès qu'on a eu le bonheur de l'approcher : mon zèle pour elle sera aussi durable que mes regrets. Berlin est le séjour de la politesse et des arts, comme la Silésie est celui de la gloire. Puisse Votre Majesté faire longtemps l'ornement de l'Allemagne, et puisse le roi, qui en fait le destin, jouir auprès de vous de tout le bonheur qu'il mérite ! »

Elisabeth-Christine regardait comme son privilége de recevoir, à sa table et dans sa société, des hommes d'un nom moins illustre, l'honneur de la ville de Berlin, et sur

lesquels ne descendait pas l'œil de la faveur du roi. Erman, Formey, Busching, Teller, Zœllner, Spalding, ces hommes d'un rare savoir et d'un noble caractère, étaient tous accueillis à Schœnhausen avec distinction. Quelques-uns étaient les objets d'une estime particulière. Leur reconnaissance s'est exprimée avec une respectueuse chaleur. « Je ne sais, disait Spalding [1], aucune femme plus digne de vénération que l'épouse du Grand Frédéric ; je n'en sais pas dont le souvenir mérite d'être conservé plus religieusement ; je ne connais pas de plus pur modèle d'une vie consacrée à de nobles occupations de l'esprit et aux devoirs d'une charité vivante et éclairée. Aussi, tout témoignage de bienveillance de la part de la reine est-il pour moi un encouragement, dans mes efforts pour devenir ce que je dois être. » — Busching, que ses travaux avaient contraint à refuser toute invitation à la table des grands, avait continué de se rendre aux seules invitations de la reine. Il crut devoir rompre ce dernier des fils qui l'attachaient au grand monde. « Un jour, c'est dans ces termes qu'il le raconte, après un dîner auquel la conversation avait prêté un charme particulier, j'adressai à Sa Majesté un langage qui, probablement, fut nouveau pour elle. Je lui peignis la retraite où je vivais, dans la coquille où je m'étais renfermé. Cette retraite, je l'avais quittée sur son ordre pour venir personnellement la remercier de ses hautes bontés pour moi. La reine n'eut pas de peine à me comprendre. Elle fit elle-même l'énumération de mes travaux, et mon congé me fut accordé avec une affabilité qui, si elle a jamais été égalée, n'a du moins pas été surpassée. »

[1] Dans son *Autobiographie*. Halle, 1804, p. 122.

VI

Telle était la cour royale de Schœnhausen. Telle fut l'existence d'Elisabeth-Christine pendant le règne glorieux de Frédéric II. La reine passait assez fréquemment de la vie calme, qu'elle aimait, aux réunions de la cour : car le roi tenait à ce qu'elle présidât à toutes les fêtes qu'il donnait, et ces jours étaient embellis pour Elisabeth-Christine par la présence de Frédéric. Les jours de carnaval, il avait coutume d'aller manger chez la reine, avec ses généraux et ses ministres. De retour à Schœnhausen, la reine s'enveloppait, autant que le lui permettaient ses devoirs, dans le recueillement et le silence. C'était elle qui présidait seule à toutes les solennités religieuses qui avaient lieu dans la famille royale, à la confirmation des princes et des princesses de Prusse, à leur admission à la Cène ; le roi n'y assista jamais. Frédéric écartait de lui tous les soins auxquels sa gloire ne paraissait pas intéressée. La princesse de Prusse ayant accouché d'un fils, la reine voulut savoir quel nom il plaisait au roi de donner à l'enfant : « Pourvu que mon neveu ne s'appelle ni Jacques, ni Xavier, ni Joseph, qu'importe ! répondit le monarque ; s'il était mon fils, je l'appellerais Charles-Emile ; mais cela est indifférent. » Il confia à la reine l'éducation de sa petite-nièce, la princesse Frédérique, orpheline de bonne heure. La somme allouée à Elisabeth-Christine, pour sa dépense, ne suffisant pas aux exigeances de son rang, elle se voyait condamnée à faire des dettes ; mais le roi les acquitta toujours de bonne grâce, dès que les charges de la guerre le lui permirent.

Tantôt les chances heureuses de la guerre appelaient la reine à venir à Berlin, participer aux triomphes de Frédéric;

tantôt des chances malheureuses livraient aux ennemis la capitale de la Prusse : la reine était réduite à fuir ; les Autrichiens et les Russes livraient son château au pillage, saccageaient ses meubles, et enlevaient entre autres le riche carrosse, don de son époux. Bientôt cependant les victoires de Frédéric ramenèrent la sécurité dans Berlin. La reine rentra dans son château de plaisance ; mais ce fut, quelque temps encore, pour y passer les soirées à faire de la charpie avec les dames de la cour.

Enfin le cri de paix se fit entendre. Les sons du cor apportèrent la nouvelle d'une convention signée avec l'Autriche, à Hubertsbourg (1763). Alors la reine convoqua la cour. Il y eut gala, concert et souper. Le lendemain, Elisabeth-Christine se rendit, accompagnée de la famille royale, dans la cathédrale, pour rendre au ciel ses actions de grâce. Trois semaines après, le roi fit son entrée triomphale dans Berlin, et vint, le soir, souper chez la reine, entouré de sa maison.

Cependant la paix apporta peu de changements à l'existence d'Elisabeth-Christine. Même éloignement, mêmes égards. A la nouvelle que la reine était malade, Frédéric se hâtait de lui envoyer son médecin. « Partez sans délai, ordonnait-il, et prenez avec vous les deux autres médecins de Berlin aux lumières desquelles vous avez le plus de confiance. Songez qu'il s'agit de la personne la plus chère à l'Etat, aux pauvres et à moi. » Mais après avoir donné à la reine ce témoignage d'affection, il ne se rapprocha point d'elle.

Durant les dernières années du règne de Frédéric, la vie d'Elisabeth-Christine continua donc de s'écouler paisiblement dans la retraite de Schœnhausen. Plus que jamais elle fut remplie de soins littéraires et féconde en actes de



bienfaisance. C'est à cette période, et à celle qui suivit la mort du roi, qu'il faut rapporter la plupart des écrits sortis de la plume de la reine. Ces écrits ont presque tous la religion pour objet. Elisabeth-Christine avait dédié à son frère d'affection, au confident de ses pensées les plus secrètes, au prince Ferdinand de Brunswick, *Le chrétien dans la solitude*, qu'elle avait traduit, en 1766, de l'allemand de Crugott, et qu'elle ne publia que dix ans plus tard. « Quand je traduisis ce livre en français, dit-elle, j'avais perdu une bonne amie dans la personne de Mme de Camas. La perte que j'avais faite par sa mort m'était très-sensible. Ce fut alors que le livre me tomba sous la main. J'y trouvais des pensées si belles que, pour les mieux m'imprimer, je résolus de traduire des pages qui me faisaient ressouvenir des entretiens que nous avions eus ensemble. » D'autres traductions ne tardèrent pas à suivre celles-là. En 1776, la reine publia en français le livre de Spalding sur la *Destination de l'homme* [1], ouvrage qui a eu treize éditions du vivant de l'auteur. En 1777, elle traduisit les *Considérations de Sturm sur les œuvres de Dieu* [2], et elle prit, sur le titre de ce livre, le nom de *Constance*, souvenir de l'ordre de Bayard et des jours heureux qu'elle avait passés avec le roi dans le château de Rheinsberg.

C'est dans sa traduction des *Sermons de M. Sack*, publiés à Berlin en 1778, qu'Elisabeth-Christine exprime son jugement sur les philosophes de l'antiquité.

Des Réflexions pour tous les jours de la semaine (Berlin 1778), sont dédiées à la princesse Frédérique de Prusse, épouse du duc d'York.

[1] *Die Bestimmung des Menschen.*

[2] La Haye, 1777; 3 volumes.

La guerre étant près de se rallumer à l'occasion de la succession de Bavière, la reine publia des *Réflexions sur l'état des affaires publiques,* adressées *aux personnes craintives*, et dans lesquelles elle fait appel au patriotisme des Prussiens, relève avec enthousiasme les hautes qualités du roi, et le recommande comme un père à l'amour de son peuple.

Enfin la reine publia, en 1780, *L'homme ami de Dieu,* traduit de l'anglais de Richard Jones, et dans les années 1784 et 1788, le *Manuel de la religion,* traduit de l'allemand d'Auguste Hermès [1].

En même temps qu'Elisabeth-Christine publiait ces ouvrages, expression des besoins de son cœur, elle ne cessa jamais de se tenir au courant des produits de la presse. Elle prenait un plaisir particulier à la lecture des œuvres de son royal époux. Elle passait, tous les jours, plusieurs heures dans la belle bibliothèque qu'elle a léguée au prince Henri, frère du roi. Rien ne lui était étranger dans la littérature française et allemande. Ses connaissances en histoire étonnaient les personnes admises à sa conversation.

VII

Cependant l'heure approchait où Frédéric devait terminer son héroïque carrière. Le 10 septembre 1784 il vint encore à Berlin passer en revue ses régiments d'artillerie, mais ce fut sa dernière visite à sa capitale. Sa dernière visite à la reine paraît avoir eu lieu le 17 janvier suivant, jour anniversaire de la naissance du prince Henri. Les gazettes se taisaient, et cependant chacun prévoyait la fin

[1] Berlin ; 2 vol. in-8°.



prochaine du monarque, la gloire de la Prusse. Enfin retentit la nouvelle de sa mort, et des larmes coulèrent d'yeux inaccoutumés à en verser. Ceux de la reine en laissèrent tomber abondamment. Fidèle à la mémoire de Frédéric, elle le pleura aussi longtemps qu'elle lui survécut. Elle ne prononçait pas son nom sans se répandre en éloges. « Frédéric, disait-elle, grand par lui-même, aurait été adoré par ses grandes qualités, s'il n'avait été que simple particulier. Que tous les grands princes prennent exemple! Il a régné comme vrai père de ses sujets; ami vrai, il a eu bien de faux amis, qui, sous le masque de l'attachement, éloignaient de lui ses amis véritables. Ceux-là lui donnaient souvent du chagrin. Quand il découvrait leur fausseté, il rendait justice aux vrais amis sans le faire paraître, pour ne point les exposer à la persécution. Il était généreux, bienfaisant, sans orgueil. Il tenait sa place, et, dans la société, il était comme un simple particulier [1]. »

Dans son testament, le roi commençait par assurer l'existence de la reine. Il ajoutait au revenu qu'elle possédait déjà une pension annuelle de 10,000 écus, et il ordonnait qu'il lui fût délivré, chaque année, deux tonneaux de vin, le bois nécessaire, et le gibier pour sa table. Frédéric ajoutait : « J'assigne à la reine Stettin pour résidence nominale, n'en sachant pas de plus convenable, et cependant j'invite mon neveu à lui laisser des appartements dans le château de Berlin. Il lui témoignera la haute estime due à la veuve de son oncle et à une princesse qui jamais ne s'est écartée du sentier de la vertu. »

Les dernières années d'Elisabeth-Christine furent peut-

[1] Lettre de la reine à son neveu, le roi Frédéric-Guillaume II, écrite en 1796.

être les plus actives de sa vie et celles qui lui ont donné le plus de droits au respect et à l'admiration. Jamais elle n'unit à un plus haut degré, aux devoirs et aux distractions de son rang, à la surveillance la plus exacte de sa maison, à une lecture variée et aux occupations littéraires, un soin plus religieux pour les malheurs qu'il dépendait de sa main de cicatriser. Elle se plut à embellir les alentours de Schœnhausen, heureuse de se donner des peines pour ceux qui lui succèderaient. Elle se trouva, dans le cours de l'an 1790, être parvenue à sa cinquantième année de règne ; on célébra cet anniversaire à Schœnhausen, dans sa société familière, et par une fête champêtre. La cour laissa passer ce jour sans le solenniser. Les derniers travaux littéraires d'Elisabeth-Christine furent la traduction des *Hymnes et des Odes sacrées*[1] de Gellert et celle de la *Morale*[2] du même auteur. Elle aimait particulièrement le bon Gellert et se plaisait à faire observer qu'elle était née la même année que lui. Ces dernières traductions furent publiées sous le nom d'*un ami du genre humain*.

Telle vécut Elisabeth-Christine jusque dans ses derniers moments, douce, patiente, étrangère à la haine, à laquelle elle ne permit jamais de se montrer dans sa société, honorée et chérie de tous ceux qui eurent l'honneur d'approcher de sa personne. « Dieu, disait-elle, m'a fait la grâce de n'avoir pas à me reprocher d'acte par lequel j'aie, le sachant, troublé le bonheur d'un de mes semblables. »

Ce fut dans cette paix que mourut la reine de Prusse Elle s'endormit le 13 janvier 1797, âgée de près de 82 ans. Son testament est le seul écrit d'elle qui se soit conservé en langue allemande ; aussi le langage en est-il assez

[1] Berlin, 1789.
[2] Berlin, 1790.

incorrect pour en rendre la lecture difficile [1]. La reine ordonnait que son ensevelissement se fît sans pompe, sans parade, et qu'il n'eût lieu que huit jours après sa mort. Ses restes furent, selon sa volonté, déposés en silence, et à l'entrée de la nuit, dans la cathédrale de Berlin.

Telle est l'image que M. de Hahnke a fait revivre de la reine, épouse de Frédéric le Grand. A la suite de la biographie se trouvent des pièces en grand nombre, parmi lesquelles se fait remarquer la correspondance des époux royaux. L'ouvrage de M. de Hahnke abonde en détails relatifs aux fêtes de la cour et aux grands personnages qui s'y rencontrèrent. Ces détails peuvent intéresser plus d'un lecteur. Pour nous, ce que nous cherchons avant tout dans l'histoire, c'est l'âme humaine. Ce qui nous a paru surtout intéressant dans ce livre, c'est le contraste et le rapprochement de deux existences, dont l'une s'est passée dans le tumulte des armes, et l'autre s'est écoulée, comme un ruisseau paisible, sur le sol qu'elle fécondait en passant ; c'est le charme d'un caractère dont l'attrait se fait sentir d'autant mieux, qu'il cherche moins les regards. C'est par ces traits surtout que la Vie d'Elisabeth-Christine nous a paru mériter de prendre rang parmi les ouvrages destinés à faire connaître la cour de Frédéric II.

L. VULLIEMIN.

[1] « Wahn ich aus dieser Wehlt Wehrde sein und meine Sehle in der Glucksehliegen Ewigkeit, so ist mein Wille das man meinen Körper nicht öffnen sol und mir anlassen meine nacht *Néglischée*... Mein Sarg sol gantz schegt ausgeschagen Wehrden und gantz *Ordienairen* Sarg von Eigenholtz, etc. »

DANGERS ET PASSE-TEMPS

D'UN ÉMIGRÉ DANS L'AUSTRALIE, ETC. ETC.

UN TOUR DANS LES PRAIRIES.

Mon cher W***,

Depuis mon arrivée dans cette cinquième partie du globe, j'ai contemplé des scènes et éprouvé des vicissitudes dont je sens le besoin de vous faire part; j'en mettrai le détail sous vos yeux avec d'autant moins de scrupule, que je suis assuré d'avance de l'intérêt qu'auront pour vous les plus simples faits observés et racontés par votre ancien camarade d'études.

Vous me croirez sans peine, cher W***, si je vous dis qu'aucun spectacle nouveau n'a frappé mes regards sans que votre souvenir se soit aussitôt offert à ma pensée, et sans qu'il m'ait fait souhaiter de vous avoir pour compagnon du plaisir que j'en ressentais. A chaque occasion intéressante, ma mémoire me retraçait aussitôt nos anciennes relations, notre longue intimité, les heures passées ensemble chaque jour dans l'amphithéâtre d'anatomie, à écouter les sévères leçons du grand prêtre de la charpente humaine, de notre habile mais rude professeur...... ; à les écouter, dis-je, mais non sans un vif désir de nous y soustraire pour voler plus vite où nous appelaient la jeunesse et le plaisir...... Hélas! cher camarade, ce temps d'insouciance est bien loin de moi maintenant, et depuis lors l'expérience, cette impérieuse maîtresse, m'a marqué, au

moral comme au physique, d'une ou deux de ses rides ineffaçables! Rien de tel que de courir un peu le monde pour se guérir de certaines illusions de jeunesse, pour remplacer, par des notions justes et vraies, les rêves d'une imagination de vingt ans. Il est facile, quand nous ne savons rien de la vie, quand nos impressions n'ont encore rien perdu de leur vivacité, en un mot quand le fruit a toute sa fleur; il est aisé, dis-je, de parler de l'insupportable routine de l'existence, du désir de nous y soustraire et de saisir aux cheveux la première occasion qui pourra s'offrir. Tout cela, nous le répétions ensemble, cher W*** et pour ma part, vous vous le rappelez, l'occasion s'étant présentée, je ne perdis pas un instant pour la mettre à profit; je pris à peine le temps nécessaire aux préparatifs d'un long voyage et, tourmenté du désir de voir et d'apprendre, je m'élançai impatiemment à la poursuite de l'inconnu.

Le temps, toutefois, opère d'étranges révolutions dans nos idées. Si j'essayais de vous persuader que la vie des bois m'a procuré des jouissances plus délicieuses que celles d'une société cultivée; si je vous disais que mes courses dans le désert m'ont été plus agréables que nos longues flâneries bras dessus, bras dessous, le long de Regent street, je chercherais à vous tromper, sans pouvoir m'abuser moi-même. Laissons au poëte, à l'écrivain sentimental qui n'ont jamais manqué de rien et qui décrivent la vie sauvage au coin d'un bon feu, les pieds sur un tapis, laissons-leur, dis-je, le plaisir de faire de belles phrases sur la corruption des villes, sur le vide de l'ambition et des joies mondaines, comparées avec la simplicité, la pureté toute arcadienne de l'existence en Australie. Vous souvenez-vous, cher W***, de l'enthousiasme avec lequel quelques-uns de nos amis citaient les beaux vers où Byron

peint avec tant de charme sa passion pour la profonde solitude des forêts, l'enchantement que lui causait la vue d'un rivage inhabité. Je voudrais entendre ces mêmes hommes, quand ils auraient acquis l'expérience de quelques-unes des fatigues ou des privations qui attendent l'émigrant sur ces grèves solitaires, au sein de ces forêts vierges. Les jouissances dont parle le poëte sont singulièrement dépendantes de l'état physique où se trouve celui qui les attend : une migraine ou deux, un violent rhume accompagné de fièvre les mettent promptement en fuite; quelques jours de disette, l'absence prolongée des plus simples conforts de la vie donnent bientôt la volée à nos rêves poétiques sur le désert. Dans ce pays de condamnés et de kangourous, il n'est pas plus facile qu'ailleurs de se nourrir de beaux paysages; ici, comme partout, il faut travailler péniblement, souffrir beaucoup, amasser à la longue pour arriver à finir ses jours dans une position quelque peu aisée; résultat que l'on aurait pu se promettre avec la même certitude dans la mère-patrie, en secondant, par de l'activité, du zèle et de la prudence, l'éducation qu'on y avait reçue.

J'avais besoin, cher ami, de vous faire part des réflexions que m'a suggérées le contraste entre la réalité dont j'ai fait l'expérience, et les châteaux en Espagne que se bâtissent trop souvent certains émigrants avant d'avoir quitté la terre d'Europe. Je vais essayer maintenant de vous crayonner le plus fidèlement possible quelques-unes de mes aventures dans cette partie reculée du monde, et je m'estimerai heureux si je réussis à vous montrer, sous son véritable jour, un état de choses que l'imagination de nos compatriotes se plaît à revêtir de couleurs trop brillantes.

Le *Pâturage* est situé à douze lieues environ de Sidney; c'est là que commence véritablement l'existence de l'Aus-

tralien nomade. Rien de plus monotone et de plus ennuyeux que ce genre de vie, surtout en ce qui concerne l'éducation des moutons. Un jour après l'autre s'y passe de la manière la plus uniforme, sans que rien vienne stimuler votre activité, à l'exception du temps de la *marque* des bestiaux; cette opération, qui n'a lieu qu'une fois l'année, introduit pour quelques jours le bruit, la gaîté, l'animation dans la vie du berger australien, après quoi tout redevient autour de lui calme et monotone comme auparavant. L'influence éxercée par ce genre d'occupation, jointe à la chaleur accablante de l'atmosphère et à l'immobilité du bétail, est telle qu'elle agit sur nous à notre insu: j'y cédais comme tout le monde; je passais une bonne partie de mon temps à dormir ou à ne rien faire, le reste à empailler quelques oiseaux, soit pour m'amuser, soit pour me stimuler à la chasse; enfin, je faisais de longues promenades que le climat étouffant des *Prairies* rend très-fatigantes, mais dont les incidents, quelque légers qu'ils puissent être, forment le seul intérêt de cette uniforme existence.

Bien que mon quartier général ne fût pas situé dans le *Pâturage*, mes occupations m'appelaient à y faire de fréquents séjours. Nous habitions, mon associé M. C** et moi, une maisonnette près de Yass, sur la route de Golbourn et, tandis qu'il consultait et soignait dans notre voisinage immédiat, je parcourais la contrée comme docteur ambulant. Malheureusement j'étais arrivé pendant la durée d'une sévère disette, à une époque où tout ce qui est nécessaire aux besoins de l'homme devenait chaque jour plus rare et plus cher. Une sécheresse de trois années consécutives avait détruit les bestiaux par milliers; les animaux qui y avaient survécu étaient d'une maigreur effrayante et ne rendaient

presque rien à leurs propriétaires. Une importation considérable de froment et de riz, envoyée de l'archipel indien, vint heureusement offrir à toutes les classes de la société en Australie le secours dont elles avaient besoin, secours qu'il fallut partager avec les bestiaux eux-mêmes, tant les ressources du sol étaient insuffisantes pour leur conserver la vie.

J'ai à peine besoin de vous dire, cher W***, qu'une disette si terrible et si générale rendait nos rentrées fort difficiles ; il nous était impossible de tirer de nos pratiques de la ville ni argent ni comestibles ; si bien qu'après avoir tenu conseil, nous nous décidâmes, pour ne pas mourir de faim, à faire à nos malades des *Prairies* une visite amicale, et passablement intéressée. Un matin, C*** attela le cheval au cabriolet ; nous partîmes munis d'une petite pharmacie ambulante, et nous commençames notre tournée, bien résolus à nous faire payer en provisions de bouche, au prix le plus avantageux possible, soit nos comptes arriérés, soit les dettes nouvelles qu'allaient contracter nos pratiques. Dans une seule journée nous reçûmes une oie, deux langues sèches, un pain, une paire de canards en vie, un petit sac de farine, un quartier de mouton et une motte de beurre, le tout en échange de nos drogues et de nos conseils. Que n'étiez-vous des nôtres, cher W***, pour vous amuser du sérieux avec lequel mon compagnon de voyage empochait chacun de ces articles, et établissait un parallèle ingénieux entre la valeur comparative de l'oie ou du mouton et celle de nos poudres et de nos pilules !... Mais, si d'une part notre manière d'exercer la noble profession de médecins vous eût fourni l'occasion de rire, je crois qu'à notre tour nous aurions eu de quoi nous divertir en voyant un homme aussi régulier, aussi systématique que

vous l'êtes dans toutes vos habitudes, aux prises avec la vie aventureuse du désert! Où trouver votre déjeuner de neuf heures, votre dîner de cinq heures, servis à la minute et cuits à point........ sinon que Dieu ait pitié du serviteur en retard!

Restez chez vous, mon digne ami, croyez-moi; jamais vos notions de ponctualité ne s'accommoderaient de l'imprévu de notre existence dans ce coin reculé du monde, et il vous serait aussi dur, aussi difficile de changer d'habitudes, qu'il pourrait l'être à une levrette de dame, élevée dans un salon et nourrie de friandises, de mener tout à coup la vie nomade et misérable d'un chien de saltimbanques. Figurez-vous ce que nous avons dû souffrir, quand, arrivés avec les notions les plus fausses sur le véritable état des choses, nous nous sommes vu réduits à un genre de vie bien inférieur à celui que mènent en Angleterre les enfants des maisons de charité. Pas de pain, pas de beurre, pas de viande, pas d'argent; pour ne rien dire d'une multitude de privations moins importantes qui se font apercevoir à chaque instant du jour. Mais n'importe, revenons à mon récit.

Notre visite *intéressée* avait eu le succès que nous en attendions, elle nous avait rapporté de quoi faire face pendant quelque temps à la disette dont tout le pays était frappé. Cependant, mes trois mois d'association avec C*** venaient de finir; nous nous étions engagés l'un vis à vis de l'autre comme à l'essai, conservant la liberté de renouveler ou de rompre nos arrangements après ce terme de trois mois, selon nos convenances. Peu à peu, toutefois, l'*influence* épidémique qui faisait rage parmi les colons lors de mon arrivée à Yass, avait diminué, puis disparu entièrement; nos pratiques avaient de moins en moins besoin de

nous, de sorte qu'au lieu de gagner par jour deux ou trois livres sterling comme nous le faisions dans les premiers temps de mon séjour, nous finissions par gagner tout au plus la même somme dans l'espace d'un mois. Après avoir réglé nos comptes, je me trouvai possesseur de cinq guinées de plus qu'à mon début; ce n'était pas brillant; toutefois, vu les circonstances fâcheuses qui pesaient sur la contrée, ce n'était pas trop mal non plus.

« Il faut nous séparer, cher camarade, dis-je alors à C***; nous nous nuirions l'un à l'autre en restant ensemble.... J'ai quelque envie de me diriger sur Wollongong et de voir ce qu'on peut y faire: ces bains sont devenus un rendez-vous fashionable pour les habitants de Sydney, peut-être y trouverai-je de l'emploi. »

Nous avions plusieurs chevaux à nous : ces animaux ne coûtent rien à nourrir lorsqu'on est voisin des *Prairies*, où ils paissent en toute liberté; mais en voyage ils deviennent une dépense assez forte, surtout quand le foin et le maïs se vendent à un prix exorbitant. Dans toutes les auberges où je me serais arrêté la couchée de mon cheval m'eût coûté dix schellings; cette dépense était trop forte pour ma bourse; je résolus d'en faire l'épargne et de franchir à pied les quatorze ou quinze lieues qui me séparaient du but de ma course.

Mon premier soin fut d'aller avec C*** rendre visite au pasteur du district que nous habitions. Cet excellent homme, qui se fait chérir et estimer de tout ce qui a le bonheur de le connaître, eut l'obligeance de me donner une lettre de recommandation pour son collègue de Wollongong. Muni de ce titre et d'un bâton de voyage, pauvre d'argent mais riche de santé et d'espérances, je pris congé, non sans regret, de C*** qui s'était montré pour moi un bon

ami pendant tout le temps que nous venions de passer ensemble.

Ma première journée me conduisait à travers le superbe district d'Illawarra, partie cultivé, partie encore sauvage. Après avoir laissé Campbell-town sur ma droite, et avoir parcouru une certaine étendue de terrain semée de collines, embellie par des moulins à vent, de jolies chaumières et des jardins bien cultivés, j'atteignis une grande route, construite autrefois par les condamnés sous l'administration d'un ancien gouverneur de la colonie. Cette route me conduisit bientôt au village d'Appin, où je m'arrêtai pour la nuit: la seule auberge du lieu, tenue par un forçat libéré, n'eut à m'offrir en fait de lit qu'une espèce de crèche sale et misérable, où je réparai tant bien que mal mes fatigues de la journée.

Le lendemain j'entrai tout de bon dans le désert, que je devais parcourir sur un espace de plus de huit lieues, n'ayant pour guide qu'un petit sentier tracé par la malle aux lettres. Le temps était magnifique: un soleil brillant, sans être incommode, donnait au plumage des oiseaux qui sautillaient à travers les branches l'apparence de cristaux de mille couleurs; la scène qui m'entourait avait une sorte de sauvage beauté; pas une inquiétude n'oppressait ma poitrine; je me sentais plein de force physique, assez léger d'argent pour avoir peu de chose à craindre; en un mot j'étais dans les dispositions les plus favorables pour aller à l'aventure sans souci de ce qui m'attendait.

Après avoir marché quelque temps dans le bois, j'aperçus en l'air un vol de perroquets blancs qui m'indiquait d'une manière certaine le voisinage de l'eau: en effet, au bout de quelques minutes la superbe rivière, la *Nepean*, offrit à ma vue ses ondes argentées qui serpentaient

majestueusement à travers le feuillage. Je m'y baignai avec délices ; ensuite j'allai m'asseoir sur un des rocs élevés qui bordent une partie de son cours et je demeurai là quelques moments, à contempler le magnifique paysage étendu à mes pieds. Dans tous les pays du globe les éléments principaux qui composent un beau paysage sont les mêmes ; ce sont partout des arbres, de l'eau, des fleurs, des rochers. Et cependant, quel contraste entre la nature qui s'offrait à mes regards et celle que j'avais observée dans nos latitudes septentrionales ! Le trait caractéristique de la végétation australienne comparée à celle de l'Europe est sa dureté. Les feuilles de presque tous les arbres ou arbrisseaux sont fermes, raides, et se terminent fréquemment par une pointe aiguë, ce qui rend assez difficile pour le voyageur de se frayer un passage à travers les taillis. L'arbre à gomme, si commun en Australie, ressemble à nos lauriers, le *cuasarina* rappelle nos sapins, l'arbre chou a des rapports avec l'if d'Europe, le *dyandra* avec notre houx. En général, le feuillage d'Australie est extrêmement menu ; chaque feuille présente à la lumière, non point sa surface plate, mais bien son tranchant, de sorte qu'il est rare de rencontrer, même au centre des forêts, l'ombre épaisse et luxuriante dont nous jouissons en Europe. Le profond silence qui règne dans ces bois est encore une circonstance à laquelle les sens de l'Européen ont d'abord quelque peine à se faire. Souvent il m'est arrivé de passer un temps considérable au milieu d'une forêt sans que le plus faible son vînt frapper mon oreille, sans que le moindre mouvement trahît autour de moi la présence d'un animal : le feuillage immobile des arbres semblait comme pétrifié, les oiseaux étaient endormis ; pas un gazouillement, pas un murmure d'insecte ne venait

rompre la silencieuse monotonie de la scène : on aurait dit que le pays entier sommeillait sous la baguette magique de quelque enchanteur. Cette sensation étrange et presque pénible me suivit ce jour-là sur la rive du Nepean et ne me quitta point tant que je traversai la forêt ; je n'y échappai qu'au moment où, après plusieurs heures de marche, je me retrouvai dans un pays découvert : là je fus accueilli par les bizarres culbutes du kangourou, par les sauts périlleux de l'écureuil, le cri singulier du cataquois ; en un mot par cet ensemble de sons et de vie dont l'absence double encore l'isolement du désert.

Trois à quatre lieues de chemin m'amenèrent vers un endroit d'où, à ma grande surprise, je crus distinguer tout à coup les accents d'une voix humaine. La crainte de m'être trompé me fit prêter l'oreille, mais un bruyant éclat de rire mit bientôt fin à mon incertitude. J'avançai ; un coude de la route me montra un groupe d'hommes assis sous une espèce d'auvent qu'ils venaient de construire dans le but d'offrir un asile aux voyageurs errants tels que je l'étais alors. Certain de ne pas rencontrer un autre abri sur ma route, je m'empressai de profiter de celui-ci : je m'approchai, j'allumai ma pipe et me mêlai à la conversation, charmé, je l'avoue, de me retrouver pour quelques heures avec des êtres de forme humaine. Mes hôtes me présentèrent du *damper*, espèce de pain lourd et peu levé, avec de l'eau-de-vie assez bonne qui fut pour moi un régal. Pendant que je faisais ce modeste repas, nous fûmes joints par un constable précédé d'un forçat réfractaire qu'il ramenait à Wollongong. Le constable nous apprit que m'ayant vu quitter Appin et m'enfoncer dans les bois d'un pas assez rapide, il en avait conclu que je devais avoir quelque bonne raison pour *courir si vite*, et il m'adressa

une série de questions pour savoir d'où je venais, où je me rendais, si j'étais un *homme libre*, etc., etc. L'idée d'être pris pour un forçat échappé me parut plaisante; je m'amusai d'abord à accroître les soupçons du constable par des réponses évasives, puis après l'avoir inquiété quelque temps, je lui proposai de l'accompagner à Wollongong: il comprit qu'il s'était trompé, et de ce moment nous fûmes très-bons amis; il m'offrit même de partager avec lui son « pot de thé » ce que je fis avec plaisir. Cet homme me parut intelligent, et je tirai de lui une foule d'informations utiles sur la contrée et sur ses habitants. Rien de plus amusant à entendre que le récit de ses propres aventures, ses descriptions d'originaux, les détails de tout genre qu'il avait à donner sur les condamnés; toutes ces connaissances étaient le résultat de ses propres observations dans les places qu'il avait successivement occupées. D'abord soldat dans un régiment de ligne stationné à Sydney, puis employé dans la police à cheval du même district, enfin constable, il s'était trouvé en contact avec un grand nombre d'individus et mêlé à une foule d'aventures aussi singulières qu'intéressantes.

Pendant qu'il parlait, mes regards étaient rivés comme malgré moi sur son prisonnier. J'ai pu, par l'effet de diverses circonstances, observer bien des criminels, mais je n'ai vu de ma vie une contenance sur laquelle le crime et toutes ses suites fussent plus clairement écrits que sur celle de ce malheureux. Il était usé par les mauvais traitements; ses yeux exprimaient à la fois l'endurcissement et le désespoir; chaque ligne de ce sinistre visage parlait de douleur avec tant d'éloquence que je souffrais à le voir et cependant j'y revenais sans cesse. La physionomie de ce misérable, me

disais-je intérieurement, est un *multum in parvo* de crime, une vraie carte de Newgate en miniature !

Après avoir bu notre thé, nous partîmes pour Wollongong ; le prisonnier était enchaîné, il ouvrait la marche ; nous le suivions de près moi et le constable ; celui-ci armé de deux pistolets chargés, en cas de tentative d'évasion. Ce fut dans cette respectable compagnie que je traversai Illawarra, situé à une lieue et demie de Wollongong, au sommet d'un plateau assez élevé. Comme nous commencions à descendre, un tournant du chemin nous montra subitement la mer étendue à nos pieds comme une nappe de soie bleue, et l'impression électrique que fit sur moi ce spectacle fut si forte, que je sentis mes yeux se remplir de larmes, bien que je ne sois nullement disposé à en répandre. Le fait est que la vue soudaine de l'Océan, quand on a passé quelque temps sans l'apercevoir, jette au cœur une foule d'impressions dont il est difficile de se défendre : la mer se présente tout naturellement à l'exilé comme le lien entre lui et la maison paternelle, entre lui et ce lieu cher et sacré auquel se rattachent tant d'affections, tant de souvenirs. . . . .

En arrivant à Wollongong je me présentai au révérend M**, pour lequel j'avais une lettre. Ce pasteur, Irlandais de naissance, et de beaucoup l'homme le plus comme il faut que j'eusse vu depuis longtemps, me reçut de la manière la plus hospitalière et prit la peine de s'informer avec soin des chances de réussite que pouvait m'offrir cette résidence. Le résultat fut tel qu'il me fit renoncer à mon projet. Deux médecins, déjà établis à Wollongong, étaient plus que suffisants pour répondre aux demandes de cette petite, mais élégante colonie de baigneurs. La population de cette ville s'accroît d'année en année : elle est à une

distance commode de Sydney, et sa prospérité serait plus rapide encore sans un inconvénient qui me paraît presque insurmontable, celui que présente une côte dangereuse et d'un abord extrêmement difficile. On y voit sans cesse des bateaux à vapeur aux prises avec les brisans; selon le vent qui souffle, la houle est parfois si forte en approchant du rivage, qu'un grand nombre de malades venus pour prendre les eaux sont forcés de retourner vers la capitale, sans avoir pu même débarquer sur cette plage où ils pensaient trouver la santé.

En parcourant la ville, je rencontrai mon compagnon de route, le constable, et je profitai de sa société pour voir ce qu'elle offrait de curieux. Après avoir flâné quelque temps ensemble, il me fit entrer dans une espèce de boutique peu apparente où l'on vendait du tabac et de l'eau-de-vie ; là nous demandâmes du rhum, à mes frais bien entendu, et je me mis à fumer tandis que le constable s'entretenait avec le maître du logis. Ce dernier attira bientôt mon attention. C'était un petit homme vif comme la poudre, toujours en mouvement, parlant de tout et paraissant tout savoir. Quand nous fûmes hors de chez lui, je questionnai le constable à son sujet, lui laissant voir que la manière d'être de cet individu piquait ma curiosité.

— Je n'en suis pas surpris, me répliqua-t-il : Papa Watson n'est pas un homme ordinaire, il a vu bien des choses en sa vie et il en sait long. C'était un condamné, je vous en préviens, mais il s'est tiré d'affaire. Si vous avez quelques moments à perdre dans la journée et que vous soyiez curieux de l'entendre, nous pourrons lui faire une autre visite. Tâchez de l'amener sur le sujet de Londres et de sa vie passée, cela vous amusera. Mais n'allez pas croire qu'il y ait vécu parmi des gueux ou des misé-

rables, bien au contraire; Watson était homme de bonne société et avait reçu de l'éducation.

— Son langage ni ses manières ne me l'auraient fait supposer, observai-je au constable.

— Ah! me dit-il, c'est que, depuis lors, il a dû changer ses habitudes, mais quand il veut, il sait bien se donner un autre air; je l'ai vu surprendre les plus huppés.

Nous convînmes de retourner chez M. Watson, et d'abord après le dîner nous nous y rendîmes ensemble. Je demandai du rhum en priant M. Watson de venir le boire avec nous, sur quoi il nous fit entrer dans une espèce d'arrière-boutique où nous serions, disait-il, plus tranquilles. Nous commençâmes tous trois à fumer, et à boire, le constable surtout; puis à causer, c'est-à-dire à faire causer notre hôte qui y paraissait fort enclin.

« Quand je vins dans ce pays, dit-il à propos de quelque chose.

— Quand il vint!..... Hum! murmura le constable en se baissant vers mon oreille: c'est-à-dire, quand il fut *transporté!* Qu'en pensez-vous, Monsieur? il y a bien quelque différence entre ces deux mots-là.

— Nous y voilà! s'écria Watson avec un peu d'humeur. Il n'y a donc pas moyen que vous nous laissiez en paix, nous autres pauvres diables. On a beau n'avoir commis qu'une seule faute en sa vie et avoir marché parfaitement droit depuis lors, personne ne vous en sait gré: nous deviendrions des anges qu'il en serait de même. Ainsi va le monde!

Le constable s'efforçait en vain d'adoucir notre hôte, celui-ci boudait et semblait résolu à ne plus parler. — « M. Watson, lui dis-je, vous êtes injuste envers votre ami; je l'ai entendu parler de vous ce matin même avec

toute l'estime que vous pouvez souhaiter, et je suis convaincu qu'il n'avait aucune mauvaise intention quand il a plaisanté tout à l'heure. Je vous avoue même que la manière dont il s'est exprimé sur votre compte m'a donné un vif désir de vous connaître et m'a ramené chez vous. A votre santé, M. Watson, continuai-je en élevant mon verre, je bois à votre santé et à votre prospérité !

— Merci, Monsieur ; merci, s'écria le petit homme en reprenant toute sa bonne humeur : puisqu'il en est ainsi, eh bien ! je vais vous compter mon histoire. Nous remplîmes de nouveau nos verres, et, ayant bourré nos pipes, Watson parla ainsi.

« Je suis né dans une petite ville du comté de Northampton ; mes parents étaient des fermiers à leur aise et me donnèrent une bonne éducation. Ils me placèrent d'abord chez un marchand drapier du pays où je fis un apprentissage de cinq années, après quoi l'on m'envoya chercher fortune à Londres, au milieu de cet épouvantable tourbillon de passions, de tentations de tout genre, de vices et de vertus, de succès et de ruines. J'eus le bonheur de trouver tout de suite une place de commis dans l'un des brillants magasins qui se voient aux environs de la cathédrale. Notre patron passait pour un homme religieux : peut-être l'était-il réellement ou pensait-il l'être ; une chose certaine, toutefois, c'est qu'il poussait aussi loin que possible la *moralité conventionnelle* du traficant. Sa devise était : « Vendez, vendez honnêtement si vous le « pouvez, mais avant tout vendez, sinon je ne vous gar- « derai pas chez moi. » Celui de ses nombreux commis, hommes ou femmes, qui avait le malheur de laisser ressortir du magasin un acheteur sans lui avoir vendu quelque chose, voyait sur-le-champ ses appointements annuels

frappés d'une baisse, heureux encore si on ne le mettait pas à la porte sans plus de délai. Le résultat de ce système, trop généralement suivi à Londres, est de faire de la jeunesse employée dans les magasins une race d'impudents menteurs, dont l'intelligence a pour but principal d'inventer sans cesse de nouvelles ruses, soit pour attirer les pratiques, soit pour les *mettre dedans* lorsqu'elles se laissent tenter, et les empêcher de ressortir sans avoir conclu un achat. J'ai entendu quelquefois, à la fin de la journée, quelques-uns de ces jeunes effrontés se faire part les uns aux autres de leurs fourberies, et se vanter, sans le moindre scrupule, du succès qu'elles venaient d'avoir. Le meilleur commis, aux yeux du maître, était évidemment le trompeur le plus habile, celui qui savait *raser* la pratique avec le plus d'adresse : celui-là était certain d'avance de l'approbation de ses chefs; il pouvait compter sur un sourire d'intelligence, un mot de faveur de la part du patron, quand celui-ci venait le matin de bonne heure inspecter sur le livre particulier de chaque commis les ventes de la veille. C'est là une bien mauvaise école, Monsieur, il faut en convenir, et autant que j'en ai pu juger, l'excès de la production, l'immense concurrence qu'elle a créée dans certaines branches du négoce doivent en être considérées comme les principales causes.

« Après avoir travaillé quelque temps dans un magasin de détail, j'entrai chez un marchand en gros et j'y trouvai les choses pires encore. Là, les gens auxquels il s'agit de vanter sa marchandise étant précisément ceux qui la vendent au détail, ils sont déjà rompus eux-mêmes à toutes les petites roueries du métier, de manière que, pour venir à bout de les tromper, il faut absolument redoubler de ruse et de mensonge : c'est l'application journalière du

proverbe : *A trompeur, trompeur et demi.* Je parcourus successivement les maisons les plus considérables de la capitale, acquerrant de l'expérience et faisant des économies, jusqu'à ce qu'enfin je résolus de m'établir pour mon propre compte. L'époque était assez favorable, j'étais connu dans les districts manufacturiers, d'autres avaient réussi avec moins de fonds que moi, pourquoi ne réussirais-je pas aussi bien qu'eux ?

« Je commençai comme beaucoup des plus opulents marchands de Londres avaient débuté, c'est-à-dire avec un petit capital, des confiances et de fortes dettes. Ces éléments-là suffisent pour faire cheminer heureusement une barque, tant qu'elle est poussée par un vent favorable et qu'aucun accident ne vient la menacer. Mais, hélas ! qu'il en faut peu pour plonger dans des difficultés inextricables celui qui ne travaille qu'avec l'argent d'autrui : une stagnation momentanée du commerce, une panique à la bourse, des billets qui ne s'escomptent plus suffisent à le mettre au bord de l'abîme. Telle était ma position en 1834. Que de fois je suis arrivé à Londres le matin par l'omnibus, m'efforçant de montrer un visage riant, de causer d'un air dégagé avec mes compagnons de route qui n'étaient pas plus à leur aise que moi ! On parle du *tread-mill* comme d'un supplice, Monsieur. Ah ! croyez-moi, le *tread-mill* est un plaisir comparé à la misère morale du pauvre diable qui voit suspendue au-dessus de sa tête une grosse lettre de change à payer, et qui n'a pas chez son banquier de quoi y faire face ! Le malheureux retourne le soir auprès de sa femme, de ses enfants ; il retrouve dans sa maison un air d'aisance, de confort qui forme le contraste le plus pénible avec sa situation présente, et cependant il ne peut, il ne doit rien changer à cet état de choses de peur d'a-

néantir le peu de crédit qui lui reste : il se couche, non pour trouver le repos, mais pour songer encore de chiffres, de protêts, de ruine, et se lève le matin, après une nuit sans sommeil, pour retourner à ses affaires avec la triste certitude qu'un miracle seul pourrait le sauver du malheur qui l'attend ! . . . .

« Eh bien ! me direz-vous, continua Watson après quelques instants de silence ; qu'a de commun tout ceci avec votre histoire ?..... Hélas, Monsieur ! le jour vint où, après avoir passé par tous les degrés d'agonie morale que l'homme peut ressentir, après avoir mis en usage tous les moyens honnêtes de retarder ma ruine, je me trouvai débiteur envers mon banquier de plusieurs milliers de livres sterling, et sans aucune ressource pour y faire face....... Un gouffre était ouvert sous mes pas, le désespoir m'y fit tomber ; je cédai à la tentation de signer un billet de banque d'un autre nom que le mien ;..... en un mot, je fis un faux !..... En écrivant ce nom je tremblais ; en présentant ce fatal papier avec d'autres je fus sur le point de m'évanouir, et pourtant je préférai ce genre de souffrance au supplice que devait m'infliger la perte de mon crédit, les observations amères, les critiques malveillantes, les reproches de mes créanciers ! Pour me soustraire aux jugements ironiques du monde, j'eus la faiblesse de commettre une faute qui allait imprimer sur ma famille, sur mes amis, le stigmate de la honte, une faute telle que le repentir d'une vie entière ne devait plus l'effacer ! . . . .
. . . .

Watson cessa de parler, et je n'oublierai de ma vie l'expression de souffrance morale contenue dans le regard qu'il jeta sur moi : aucun de nous ne se sentait le courage de rompre le silence. Enfin, ce malheureux lui-

même reprit d'un ton solennel, avec un son de voix qui semblait partir des profondeurs de son âme :

« Si j'avais un ennemi invétéré, auquel je souhaitasse la plus grande dose de malheur que l'homme puisse éprouver sur la terre, je ne saurais rien imaginer de plus cruel que mes propres impressions à la barre du tribunal d'Old Bailey. La douleur poignante de se séparer pour toujours d'une femme et d'enfants chéris, celle de voir vos meilleurs amis détourner la tête sur votre passage, la honte de se sentir jeté pêle-mêle avec les plus grands criminels, et d'assister pendant un long voyage à leurs entretiens grossiers, à leurs habitudes dégoûtantes, l'humiliation de servir un maître, de s'entendre commander par lui comme à un chien..... Ah ! si une telle série d'amères souffrances morales et physiques ne suffisait pas à désarmer le cœur le plus haineux et le plus méchant, je renoncerais désormais à la prétention de connaître et d'apprécier les sentiments de l'âme humaine !......... »

En achevant ces mots, le pauvre Watson retomba sur son siége ; sa pipe s'échappa de ses doigts tremblants, une sueur froide couvrait son visage, et tout dans sa contenance exprimait un malheur longuement et profondément senti.

« Allons, mon vieux, du courage ; encore un verre de liqueur, dit alors le constable en lui tendant la main. Ce qui est passé est passé, n'y pensons plus....... Sur ma parole, si vous vous abandonnez ainsi au chagrin quand j'amène quelqu'un pour entendre votre histoire, je ne remettrai plus les pieds chez vous à l'avenir. »

. . . .

La place se trouvant occupée à Wollongong, ainsi que je l'ai dit plus haut, je me décidai à partir pour Shoalha-

ven, sur le conseil de M. M.... qui me donna une lettre de recommandation pour le principal propriétaire de cette colonie. Ma première journée de marche me fit passer à travers un pays d'une richesse et d'une beauté admirables. La nature parée de mille charmes s'y montrait dans toute sa gloire. Les fougères gigantesques propres à ces contrées, la hauteur immense de quelques arbres dont les branches élevées dessinaient sur l'azur du ciel leurs formes fantastiques, contrastaient de la manière la plus piquante avec les fleurs de nuances vives qui couvraient d'autres arbres de leurs luxuriants bouquets. Le *Banksia*, le *Xylomela* parfumaient l'air, le *Dyandra*, le *Xanthorea* ou arbre à herbe, le *Nuitzia floribunda* ou arbre à chou, variaient, les uns par leurs feuilles bizarres, les autres par leurs corolles éclatantes, l'aspect de cette végétation si nouvelle aux yeux d'un Européen. Des fleurs magnifiques tapissaient le sol, des oiseaux au riche plumage voltigeaient en tous sens, troublés dans leur repos par la présence inaccoutumée de l'homme, et la profonde solitude où je me trouvais ajoutait encore à l'impression produite sur mes sens par les objets extérieurs. Après avoir déjeûné de ce que j'avais apporté, et dormi sur le gazon aussi douillettement que sur un lit de plumes, je me dirigeai vers un petit endroit nommé Dapto, où je passai la nuit. Le jour suivant je traversai le village de Jamborou, et, vers le soir, j'atteignis celui de Kiama, composé seulement de trois maisons. Comme je m'approchais de ce petit hameau, j'aperçus un indigène et sa famille assis à l'ombre d'un grand arbre, autour d'un feu qu'ils avaient allumé, et à l'aide duquel ils venaient d'apprêter une certaine herbe marine dont ils se nourrissent. *Blackey* (le sauvage), sa *Gin* ou femme, ses deux filles et moi nous bivouaquâmes ensemble cette nuit,

et comme l'indigène avait retenu quelques mots de mauvais anglais de son commerce avec les colons, sa conversation ne me parut point à dédaigner, faute de mieux. Vous ne sauriez croire, cher W**, à quel point la vie du désert et quelques jours de marche solitaire finissent par rendre l'Européen peu difficile en fait de société.

Blackey me donna à entendre qu'il était une sorte de roi parmi les indigènes : il portait, en effet, autour du cou un croissant en laiton qu'il s'était procuré je ne sais où, sur lequel était écrit le nom du chef d'une certaine tribu de l'Australie. Comme sa majesté couleur suie suivait la même route que moi, nous partîmes ensemble de grand matin, et je m'amusai beaucoup à observer les allures de ces sauvages pendant leurs excursions. La *Gin* portait sur son dos un paquet assez lourd composé d'une foule d'objets nécessaires ; l'aînée des jeunes filles, chargée d'un sac, tenait à la main un bâton allumé, destiné à se procurer promptement du feu quand la famille fait une halte, et elle marchait assez gravement derrière sa mère. Quant à la plus jeune, elle se roulait sur le sable, folâtrait à travers les buissons, faisant mille culbutes dignes d'un acrobate : cette petite créature, noire comme le jais, reluisait au soleil de la tête aux pieds, car elle était presque entièrement nue, et ne portait d'autre ornement qu'un long roseau passé dans le cartilage du nez. Le père de famille ouvrait la marche, tenant d'une main sa massue, de l'autre quelques piques : son vêtement consistait en une vieille chemise qu'on lui avait sans doute donnée ou cédée en échange, et qui était devenue presque aussi noire que sa peau. Après avoir marché quelque temps de la sorte, et avoir obtenu de moi tout le tabac dont je pouvais disposer, *Blackey* s'apercevant que je n'avais plus rien à lui donner et dési-

rant sans doute se joindre à quelques-uns de ses amis répandus dans le bois, feignit tout à coup un grand mal de tête, me demanda six pences et me laissa continuer seul ma route, ce dont je ne fus nullement chagrin.

La veille, en me promenant aux environs de Kiama, j'étais arrivé en présence d'un des plus beaux phénomènes de la nature. Le cratère d'un ancien volcan, situé sur la chaîne de rochers immenses qui borde en ce lieu l'Océan, lance dans les airs une colonne d'eau de trente pieds de hauteur, et il la lance avec tant de force, que le fracas causé par la chute de cette eau retombant le long des parois du roc, s'entend d'une très-grande distance. Peu à peu les ondes de la mer ayant miné le terrain jusqu'au pied du volcan, se sont frayées un passage à travers son cône, et, poussées violemment dans cette étroite ouverture, elles en sortent sous la forme d'un immense jet d'eau, tout blanc d'écume, que les flots de l'Océan alimentent sans cesse. Ce phénomène, le *lion* de la contrée, attire une foule de curieux et présente un spectacle qui ne sortira jamais de mon souvenir : je restai là plusieurs heures, ne pouvant me résoudre à m'éloigner, et, le lendemain avant de partir, j'allai le contempler encore aux lueurs du soleil levant.

Arrivé à Shoalhaven j'y fus reçu de la manière la plus obligeante par M. B**, mais j'appris de lui que ce lieu présentait encore moins de chances favorables que Wollongong à l'exécution de mon projet. Les colons y jouissent d'une santé excellente, due en grande partie à leurs habitudes de tempérance et à leur vie active ; il y avait d'ailleurs autant de médecins dans le voisinage que la colonie pouvait en employer, et il est fort probable que la présence d'un docteur de plus, ayant besoin de gagner,

n'aurait fait que nuire à un état si prospère. Je me décidai donc à revenir sur mes pas, mais je ne le fis qu'après avoir profité quelques jours de l'hospitalité de mon hôte.

M. B**, écossais laborieux et plein d'intelligence, s'établit ici, il y a un certain nombre d'années, avec deux sœurs et trois frères, et il y a acquis par son travail une fortune considérable. B** possède maintenant 70,000 acres de terrain; il occupe environ 2000 ouvriers, et il est membre du conseil de la ville de Sydney où il réside une grande partie de l'année. Il a créé sur sa propriété un moulin à vent et plusieurs moulins à scie; tous les tonneaux qu'il emploie, tous les outils en fer dont il a besoin se fabriquent chez lui, enfin il fournit au gouvernement des chevaux de remonte et des provisions de sel très-considérables. Presque tous les cordonniers, charpentiers, forgerons, bouchers et ouvriers pour l'exploitation du sel employés dans son vaste établissement sont des forçats.

Pendant mon séjour à Shoalhaven, le révérend M** vint y faire sa visite mensuelle; quand il prêcha, j'eus l'honneur de lui servir de clerc, office que je remplissais pour la première fois de ma vie. Le service eut lieu sous un vérandah de la maison de M. B**, et l'assemblée me frappa par son apparence pleine de décorum. J'eus aussi l'occasion d'assister avant mon départ à la cérémonie connue parmi les indigènes sous le nom de *Corryboy*. Une tribu de sauvages, qui avait l'habitude de se montrer dans les environs de la colonie à certaines époques de l'année, s'y trouvait alors et célébrait cette fête. Le Corryboy est tout à la fois pour ces peuples un divertissement et une occasion de rendre la justice, d'après les idées passablement barbares qu'ils se forment sur ce sujet : il se termine toujours par des danses aussi grotesques que sauvages,

accompagnées de cris horribles qui ne semblent pas pouvoir sortir de la poitrine d'êtres humains. Les femmes portaient sur la tête une sorte de couronne faite avec les bouts de queue blancs des chiens du pays, entremêlés de dents de kangourous : leurs visages étaient enduits d'une couche d'argile blanchâtre qui leur donnait l'aspect le plus étrange : quelques-unes s'étaient appliqué cette sorte de fard seulement sur les lèvres, d'autres le long des jambes; d'autres enfin, sans doute les plus élégantes, portaient sur la tête une manière de filet, moucheté partout de petites touffes faites avec le duvet du cygne, ornement qui, à quelques pas de distance, ressemble assez aux toupets poudrés de l'ancien régime. Le costume des hommes n'était pas moins bizare ni moins paré que celui des femmes, et l'ensemble de cette réunion présentait un des spectacles les plus singuliers que puisse offrir la contrée aux regards du voyageur.

L'excessive paresse des aborigènes de l'Australie est passée en proverbe; il est extrêmement difficile de les amener au travail, et jamais on n'obtient d'eux de s'y livrer avec quelque suite. Quelques-unes des femmes, surtout les plus jeunes, me parurent bien faites et même assez jolies, cependant, comme chez toutes les nations sauvages où les travaux les plus rudes sont le lot de la femme, les vieilles étaient d'une laideur repoussante. . . . .

Après avoir pris congé des amis qui venaient de m'accueillir avec une hospitalité si aimable, je quittai Shoalhaven pour retourner à Wollongong. La nécessité de satisfaire aux premiers besoins de l'existence me forçait à ne pas trop m'éloigner des lieux où je pouvais trouver, tant bien que mal, le vivre et le couvert; cependant je variai ma route le plus qu'il me fût possible; je ne négligeai pas

une occasion de jouir, dans toute sa plénitude, du plaisir délicieux de traverser des forêts vierges, de fouler des gazons où le pied de l'homme n'avait pas encore laissé son empreinte, de contempler des scènes de la nature entièrement nouvelles.

Le temps était magnifique; une rosée abondante couvrait de ses millions de perles tous les objets environnants; elle me permit d'observer à mon gré les toiles immenses tendues de toutes parts par les araignées du pays. Ces insectes surpassent les nôtres, non-seulement par leur taille et leur force, mais aussi par leur industrie à poursuivre leur proie. Les toiles dont ils garnissent en tous sens les taillis rendent le passage à travers les bois encore plus difficile, et l'on n'en sort que revêtu d'une couche visqueuse dont il n'est pas aisé de débarrasser ses vêtements. Dans certaines saisons, les *arachnides* doivent trouver de la nourriture en abondance, car l'air fourmille littéralement d'insectes, mais les incendies périodiques qui dévorent chaque année des districts entiers de forêts et qui ont pour cause, tantôt la négligence des indigènes, tantôt un dessein formé de leur part, détruisent nécessairement une masse prodigieuse d'œufs, de larves, de vers de toute espèce, et s'opposent, du moins en partie, à la reproduction des insectes qui s'en nourrissent. J'eus beaucoup à souffrir des moustiques, surtout dans les lieux humides; cependant, de tous les insectes nuisibles que présentent ces climats chauds et ces terres non explorées, le plus cruel, le plus formidable est sans contredit la fourmi. Les bois de l'Australie en renferment de plusieurs espèces; la noire, la blanche, la rouge, surtout celle appelée *fourmi-lion*, dont la morsure est très-douloureuse, et qui attaque le voyageur avec une incroyable furie pour peu qu'il ait le

malheur de fouler par mégarde quelque portion des vastes domaines qu'elle s'adjuge dans ces forêts. Rien de plus curieux à observer que les routes faites par ces industrieuses créatures pour se rendre de l'une à l'autre de leurs nombreuses habitations : tout obstacle à leur marche en a été enlevé, pas une pierre qui n'ait été déplacée ou repoussée hors de la limite du chemin ; on a de la peine à se persuader que la main de l'homme n'ait pas eu sa part dans ce travail.

Après une journée de solitude absolue, j'atteignis Séringong où je passai la nuit chez un forçat libéré, qui, vu les événements de sa vie et la position qu'il s'est faite, n'était certainement pas un homme ordinaire. Trois jours de marche me conduisirent de là à Wollongong où je couchai chez mon ami Watson, celui dont je vous ai conté la romanesque histoire, puis je repartis le lendemain pour mon ancienne résidence, les *Prairies*, où j'arrivai bientôt un peu las, mais en très-bonne santé et parfaitement satisfait de ma course. — Quelques jours plus tard, j'appris que sur l'un des points de la route que j'avais suivie on venait de piller la malle, et que sur un autre, un voyageur avait été dépouillé de ses vêtements par les sauvages, aventure qui, sans être bien terrible, n'eût pas laissé de m'être assez désagréable. Quoi qu'il en soit, me trouvant à l'abri de tout danger de cette nature, et l'occasion s'étant bientôt offerte de faire un voyage intéressant sur mer, je m'occupai avec ardeur de mes préparatifs, et la perspective de nouveaux dangers à courir ne me permit pas de réfléchir longtemps à ceux auxquels j'avais eu le bonheur d'échapper.

BULLETIN LITTÉRAIRE.

Dans le numéro précédent, à la fin du dernier article sur la QUESTION SOCIALE, par TROTTET, au lieu des initiales H. F. A., lisez L. V[n].

LITTÉRATURE.

GABRIELLE, comédie en cinq actes et en vers, par Émile Augier. Paris; 1 vol. in-12° : 2 fr.

Gabrielle est une femme incomprise qui se trouve parfaitement malheureuse d'avoir pour mari un homme occupé d'affaires, que les soins de la vie active empêchent de rester auprès d'elle à écouter ses rêveries plus ou moins poétiques. A la vérité, ce mari l'aime tendrement, n'a d'autre souci que de faire son bonheur, d'autre but en travaillant que de lui procurer richesse et plaisirs, mais il a la petitesse de s'apercevoir qu'un bouton manque à sa chemise et de prétendre que sa femme devrait s'occuper un peu plus de conduire son ménage, de surveiller sa maison. C'est un excellent père qui adore sa fille et ne connaît pas de bonheur plus grand que celui des joies de la famille après une journée laborieuse, mais Gabrielle :

O nature immortelle !
Pénétrantes senteurs de la feuille nouvelle !
Tranquillité des champs au soleil prosternés !
Est-ce là cet amour dont vous m'entretenez ?
Heureuse.... s'il en est une entre mes compagnes,
Celle qui peut marcher à travers les campagnes,
Appuyant tout son cœur sur un bras bien aimé,
Selon le rêve ardent qu'elle s'était formé !

Nous partirions le soir, à cette heure sereine
Où l'ombre et le silence ont apaisé la plaine;
Nous irions.... quel bonheur! moi pendue à son bras,
Lui sur mon pas plus lent ralentissant son pas,
Et tous deux regardant tomber la nuit immense
Nous nous enivrerions d'amour et de silence!

Or ce bras bien-aimé, un ami de son mari, le jeune Stéphane, le lui offre, et Gabrielle est singulièrement tentée d'y appuyer tout son cœur. Mais un ange protecteur survient à propos, sous la forme d'une tante qui connaît le monde et qui a fait elle-même la dure expérience des suites qu'entraîne l'oubli du devoir. Elle devine bientôt la position de sa nièce, lui montre l'abîme où l'entraîne sa folle passion, et s'efforce de réveiller dans son cœur des sentiments plus purs et plus vrais. Le mari de Gabrielle, auquel un incident fortuit fait découvrir l'intrigue qui se trame entre sa femme et Stéphane, intervient lui-même, de la manière la plus noble et la plus touchante, pour sauver la malheureuse prête à succomber. Sans laisser apercevoir qu'il a surpris le secret de Stéphane, il oppose aux inspirations fiévreuses de ce coupable amour, le tableau charmant du bonheur doux et calme que procure l'affection fondée sur la vertu :

Voilà certes une belle et vive poésie.
J'en sais une pourtant plus saine et mieux choisie,
Dont plus solidement un cœur d'homme est rempli;
C'est le contentement du devoir accompli,
C'est le travail aride et la nuit studieuse,
Tandis que la maison s'endort silencieuse,
Et que pour rafraîchir son labeur échauffant
On a tout près de soi le sommeil d'un enfant.
Laissons aux cerveaux creux ou bien aux égoïstes
Ces désordres, au fond si vides et si tristes,
Ces amours sans liens et dont l'impiété
A l'égal d'un malheur craint la fécondité.
Mais, nous autres, soyons des pères — c'est-à-dire,
Mettons dans nos maisons, comme un chaste sourire,
Une compagne pure en tout et d'un tel prix
Qu'il soit bon d'en tirer les âmes de nos fils,
Certains que d'une femme angélique et fidèle,

Il ne peut rien sortir que de noble comme elle!
Voilà la dignité de la vie et son but!
Tout le reste n'est rien que prélude et début;
Nous n'existons vraiment que par ces petits êtres
Qui dans tout notre cœur s'établissent en maîtres,
Qui prennent notre vie et ne s'en doutent pas,
Et n'ont qu'à vivre heureux pour n'être pas ingrats.
Ah! mon ami, voilà la seule route à suivre,
La seule volupté dont rien ne désenivre!

Gabrielle ne résiste pas à cette leçon si forte et pourtant si délicatement voilée. Elle dit adieu pour toujours à Stéphane et vient repentante se jeter aux genoux de son mari, implorer son pardon, qui lui est accordé sans peine :

Relève-toi, ma fille. Ai-je vraiment le droit
D'être un juge orgueilleux et dur à ton endroit?
Dans ton égarement d'un jour, je me demande
Lequel de nous, pauvre âme, eut la part la plus grande,
Lequel doit s'accuser, toi qui m'as oublié,
Ou bien sur mon trésor moi qui n'ai pas veillé;
Moi qui, dans mon travail absorbé sans relâche,
M'imaginant ainsi remplir toute ma tâche,
Sans m'en apercevoir ai perdu jour par jour
Les soins et le respect, ces gardiens de l'amour,
Et qui suis devenu dans ma lutte obstinée
Un autre homme que l'homme à qui tu t'es donnée!
Tu le vois, mon enfant, dans ce pas hasardeux,
Tous deux avons failli; pardonnons-nous tous deux.

Voilà certes une morale à laquelle ne nous ont guère habitués les écrivains pourvoyeurs ordinaires du théâtre. Pourquoi faut-il que l'auteur ait gâté sa pièce en faisant du mari d'Adrienne une espèce d'imbécille dont l'absurde jalousie et le caractère trivial forment un contraste choquant à côté des autres personnages? C'est du comique de mauvais aloi, qui serait tout au plus excusable sur la scène du Vaudeville. La comédie de M. Augier pèche aussi par la longueur disproportionnée du dialogue. L'action fournissait à peine la matière de trois actes; il a voulu en avoir cinq et il a fait du marivaudage en quantité.

Redburn; being the sailor-boy confessions and reminiscences of the first voyage of the son of a gentleman, in the merchant service; by H. Melville. (Confessions et souvenirs d'un mousse.) Paris, 1850; in-8° : 3 fr.

Redburn Wellingborough est un jeune Américain que le désir de voir du pays, de traverser l'Océan et de visiter la vieille Europe, entraîne à embrasser l'état de marin. Il dit adieu à sa mère et monte sur un paquebot à vapeur pour se rendre à New-York. Dès ses premiers pas, le pauvre enfant rencontre de dures épreuves. Sans appui et sans argent, il doit lutter seul contre les difficultés de la vie. Embarqué sur un navire marchand dont le capitaine consent à le prendre en apprentissage, il se voit employé aux travaux les plus pénibles et les plus vils, en butte aux brutales plaisanteries de matelots grossiers qui ont sans cesse le blasphème à la bouche et abusent impitoyablement de sa naïve inexpérience. Redburn ne perd pas courage, pourtant; soutenu par le sentiment du devoir, il supporte avec résignation et, fidèle à ses principes religieux, il ne se laisse point ébranler par les mauvais exemples qu'il a sous les yeux. L'influence d'une bonne éducation morale éclate dans ce récit, qui offre, outre cela, une leçon bien propre à calmer l'ardeur aventureuse de la jeunesse. Cette vie de marin, décrite ainsi dans ses détails réels et positifs, sans le moindre ornement poétique, sans aucun épisode qui en rompe la monotonie ou qui lui donne quelque vernis de gloire en compensation de toutes ses misères rebutantes, inspire plutôt un certain effroi. Le tableau tracé par M. Melville doit être vrai, car il ne renferme rien de romanesque ni de recherché. C'est un journal rédigé simplement, où sont consignées toutes les petites circonstances qui ont pu frapper le jeune apprenti matelot dans son premier voyage. L'intérêt même est sacrifié à l'exactitude, ou plutôt l'auteur évite avec soin d'en faire naître d'autre que celui qui résulte de la situation dans laquelle se trouve placé Redburn. Il ne perd pas un instant de vue son but qui est de mettre le petit marin aux prises avec toutes les difficultés, tous les écueils de la rude car-

rière qu'il embrasse. Cependant, on trouvera peut-être qu'il aurait pu, sans inconvénients, jeter plus de variété dans le récit et y introduire des personnages moins repoussants. Le caractère de Redburn est celui d'un honnête garçon, aimant son devoir et craignant Dieu, mais un peu plus d'élévation dans les pensées, de mouvement dans l'esprit et de poésie dans l'âme, n'y gâterait rien.

FEUILLE DU JOUR DE L'AN, publiée par la Société des Artistes de Zurich, 1850.

Un des artistes les plus distingués de la Suisse, M. Samuel Amsler, graveur en taille-douce, dont la réputation s'était répandue dans toute l'Europe et surtout en Allemagne, est mort le 18 mai 1849; sa vie a été tracée par plusieurs écrivains; mais elle est moins connue en France, et même dans la Suisse française, qu'elle ne devrait l'être; c'est pourquoi j'entreprends d'en rappeler les principales circonstances, en me servant de la notice rédigée par M. J.-M. Ziegler, de Winterthur, ami éclairé des arts, qui a beaucoup connu Samuel Amsler, et qui était, mieux que personne, capable d'apprécier ses talents. Cette notice a été publiée par la Société des artistes de Zurich, en 1850[1].

Samuel Amsler était le quatrième enfant du docteur Amsler, médecin estimé de Schinznach; deux de ses frères ont suivi avec succès la même carrière que leur père, et se sont établis, comme médecins, l'aîné à Wildegg et le cadet à Schinznach. Samuel montra dès son enfance du goût et du talent pour le dessin; son éducation fut soignée, et il apprit en particulier le latin et le français; mais son penchant le ramenait toujours vers le dessin; ses sœurs lui servaient de modèles pour des portraits et pour toutes sortes de sujets tirés de son imagination; son père l'employa, bien jeune encore, à dessiner et à peindre des sujets anatomiques, ainsi qu'à perfectionner et compléter des collections médicinales; sa mère, femme de grand mérite, encouragea ses heureuses dispositions; de douze à quatorze

[1] Neujahrsblatt der Künstlergesellschaft in Zürich für 1850.



ans, il se rendit, deux fois par semaine, à Wildegg, dans l'imprimerie sur coton de MM. Laué et Comp., où M. Lehrheimer, dessinateur de cette fabrique, s'intéressa à ses progrès et lui donna des leçons régulières de dessin. Peu de temps après, il s'essaya à graver à l'eau-forte, à manier le burin et à graver des cachets; il employa l'eau-forte d'après des dessins de bâtiments et d'après un génie endormi, dont il traça seulement les contours; il grava aussi un alphabet d'après Roschi, et fit des essais de gravure en manière noire.

En mars 1810, il entra comme élève graveur chez M. Oberkogler, à Zurich, et en peu de temps, il obtint l'approbation de son maître, qui lui fit graver des adresses, un jeune ange au burin, et de petits paysages; puis il reprit ses études dans la manière noire ou du lavis, et grava des paysages d'après Pillement; il grava aussi alors un plan de la Linth, le portrait de son maître, d'après Oeri, celui de Salomon Gessner, la maîtresse d'école, d'après Wille, le départ de Nicolas de Flüe, la communion d'Attala, et d'autres sujets encore, parmi lesquels on distingue un ange à l'eau-forte, d'après Raphaël; ce dernier ouvrage, quoique de la première jeunesse de l'artiste, est plein de force et d'expression, et annonce un talent du premier ordre.

Amsler passa, en 1813, sous la direction de Henri Lips le père, ce qui ne l'empêcha pas de rester dans une liaison intime avec son premier maître; il travailla, chez Lips, sur des sujets de la Bible: Tobie, le Christ, Marthe et Marie, sujets qui, traités à la manière du lavis, sont encore recherchés des amateurs des arts; son saint Jean, gravé en petit d'après la belle estampe de Muller, qui a été elle-même faite d'après le Dominiquin, lui fit un grand honneur. Il continuait en même temps des ouvrages moins considérables et des études de littérature et de musique.

En 1814, d'après les conseils de Lips, et avec la permission de son père, il se rendit à Munich, qui était déjà alors un centre important des beaux-arts; il s'y établit avec Jacob Lips, fils de son maître, qui n'avait qu'un an de plus que lui, et qui demeurait depuis cinq ans dans cette ville; ils partagèrent la même chambre, près de l'Académie, où Samuel Amsler brûlait de travailler, et où il fut bien

accueilli par le directeur, M. de Langer, qui était lui-même un graveur distingué; son zèle pour le travail, encouragé par la vue des chefs-d'œuvre dont il était entouré, redoubla, et il se livra à des ouvrages importants, tels qu'un saint Bruno, d'après Zurbaran, une sainte Madeleine qu'il grava entièrement au burin, d'après un tableau de Carlo Dolce, un portrait à l'eau-forte, de J. Mändl, d'après Sandrart, et des imitations de bronzes antiques qui avaient été trouvés récemment dans le Tyrol.

Dans ce temps il étudia la langue italienne, pour pouvoir se rendre à Rome avec son ami, le peintre Ramboux; et, en effet, ces deux jeunes gens quittèrent Munich au printemps de 1816, et se rendirent à pied en Suisse ; ils y passèrent la belle saison, Samuel Amsler jouissant délicieusement de la société de sa famille ; puis, en automne, ils se mirent de nouveau en route à pied ; ils traversèrent les Alpes, s'arrêtèrent à Parme pour étudier les œuvres du Corrége, ensuite à Bologne, où ils admirèrent les chefs-d'œuvre de Raphaël, du Dominiquin et des Carrache; c'était l'époque où ces chefs-d'œuvre, enlevés à l'Italie par Napoléon, venaient de lui être rendus. Florence les retint aussi pendant quelques journées, qu'ils employèrent à visiter les grandes et riches collections nationales.

De là ils se rendirent en voiturin dans la ville sainte, où Amsler se lia avec de nouveaux amis qui surent apprécier son mérite, et, en particulier, avec les célèbres artistes Thorwaldsen et Cornélius, dont les conseils lui furent très-utiles dans la suite, sa première gravure à Rome fut une charité d'après Thorwaldsen, puis l'Amour et Vénus, des génies, la Nuit et le Jour, le Berger, l'Espérance, d'après le même sculpteur; il grava d'après Cornélius, plusieurs planches des Niebelungen.

Sa vie était plus que jamais consacrée aux beaux-arts, lorsqu'il dut payer sa dette au climat; atteint par la fièvre au printemps de l'année 1818, ses forces diminuèrent pendant quelque temps, mais après sa guérison, il reprit ses travaux avec ardeur; ce fut même alors qu'il se décida à entreprendre, d'après Thorwaldsen, la gravure de l'entrée triomphale d'Alexandre le Grand dans Babylone; c'était un ouvrage considérable, composé de 21 feuilles, ouvrage

qui l'occupa pendant plusieurs années, soit à Rome, soit à Wildegg, à Bâle et à Munich.

A cette époque, son ami Charles-Philippe Fohr, peintre d'Heidelberg, qui n'était âgé que de 22 ans, mourut en se baignant dans le Tibre, sans qu'Amsler, qui était présent avec deux autres de ses amis, pût le secourir; il grava son portrait, qui est un modèle de belle gravure; il grava aussi le portrait d'Herder, d'après Kugelgen; mais l'ouvrage qui l'occupa le plus en 1819, et qu'on peut considérer comme un de ses chefs-d'œuvre, est la *Madonna Staffa* de Perugia, d'après Raphaël.

Le séjour qu'Amsler fit à Perugia, ville remplie de beaux restes de l'antiquité, fut une des époques les plus heureuses de sa vie; il y fut reçu membre de l'Académie des beaux-arts; cependant il y reprit des accès de fièvre, ce qui l'empêcha pendant plusieurs mois d'écrire à sa famille; celle-ci eut des inquiétudes, et lui-même éprouva du chagrin et une espèce de repentir de son silence, comme on peut en juger par ses lettres, en pensant aux mauvais moments que ses parents avaient passés à son occasion.

En 1820, il revint à Wildegg pour visiter sa mère malade, son père et ses frères et sœurs qui lui étaient tous tendrement attachés; mais malgré ses heures de jouissance et de distractions domestiques, il n'en continua pas moins à travailler avec zèle à diverses planches, telles que le portrait du pape Pie VII, d'après un dessin d'Hermann, la Madonna de Perugia, qui n'était pas encore terminée, et la première feuille de l'entrée triomphale d'Alexandre à Babylone. Sa réputation comme graveur était déjà établie en Europe, et il pouvait se passer des secours de son père pour pourvoir à ses dépenses.

Vers la fin de 1821, il voulut revoir Rome où il avait laissé des amis et des intérêts précieux; il s'y rendit donc et il ne put résister au désir d'y travailler encore; ce fut là où il grava le portrait du célèbre voyageur Drovetti, d'après un dessin de son ami Gau, et celui d'Albert Thorwaldsen, d'après un tableau de Begas; il publia aussi trois feuilles du triomphe d'Alexandre, d'après les dessins d'Overbeck.

Pendant ce temps, il fit un nouveau séjour à Perugia; la même fièvre qui l'avait déjà tourmenté précédemment le reprit, et au mi-

lieu de ses souffrances personnelles, il eut le chagrin d'apprendre la mort de sa mère qu'il chérissait ; son père ne lui fut enlevé qu'en 1838. Plus tard, il se rendit à Naples où il fit, ainsi qu'à Rome, plusieurs dessins importants. Ce fut alors, qu'ayant ramassé des matériaux nombreux pour ses travaux futurs, il conçut un vif désir de consacrer ses talents à sa patrie et d'y jouir de ses succès. En 1825, il quitta Rome définitivement et pour n'y plus revenir ; il se rendit à Wildegg, auprès de ses frères, puis ensuite à Bâle ; ce fut là où, sans négliger son principal ouvrage d'après Thorwaldsen, il grava le portrait d'Henri Zschokke, et, d'après Julius Schnorr, celui du musicien Palestrina, mort en 1594.

Son séjour à Wildegg lui valut l'avantage d'épouser Mlle Louise Laué, femme charmante, qui devait faire le bonheur de la fin de sa vie. A cette même époque, en 1829, il fut appelé à Munich pour remplacer, comme professeur de gravure, le célèbre graveur Charles-Ernest-Christophe Hess, qui était mort récemment, et il fut nommé membre de l'Académie des beaux-arts de Munich. Là, au milieu de ses amis, Cornelius, Schnorr, Carosfeld, Pierre et Henri Hess, entouré d'élèves nombreux et appliqués, ainsi que de beaux monuments des arts, il mena une vie heureuse et bien remplie ; il acheva son immense entreprise de la marche triomphale d'Alexandre le Grand ; puis un Christ, d'après une statue de Dannecker ; la mise au tombeau de Jésus-Christ, d'après Raphaël ; Götz de Berlichingen, d'après Pforr ; le portrait de son ami Cornelius, directeur de l'Académie de Munich, et celui du chevalier de Klenze, d'après W. Kaulbach.

Tous ces ouvrages ajoutèrent à sa réputation ; il aurait pu être admis dans les cercles les plus brillants de la capitale de la Bavière, mais il préféra une vie simple en famille, recevant chez lui ses amis dans la soirée, à de certains jours de la semaine ; l'habile peintre W. Kaulbach fit alors son portrait, qui a été gravé plus tard par Henri Merz, son digne élève. Kaulbach, dans un tableau d'un grand mérite, avait peint, non-seulement Samuel Amsler, mais encore sa femme et ses enfants.

Un des chefs-d'œuvre d'Amsler, gravé par lui à Munich, en

1835, est une Sainte Famille, d'après un tableau de Raphaël qui est conservé dans la Pinacothèque de Munich, puis il publia la Madonna Tempi, aussi d'après Raphaël; une interprétation des songes par Joseph, d'après Cornelius; deux feuilles sur le triomphe de la Religion dans les arts, d'après Overbeck; le portrait d'Ulrich Hegner, d'après Sulzer, et surtout une suite de 18 portraits de peintres célèbres et de sujets d'après des statues ou des bas-reliefs de L. Schwanthaler, qui devint son ami et son collègue. N'oublions pas ses essais de gravure galvano-plastique, genre nouveau à Munich, en 1842. L'œuvre entière d'Amsler se monte à 140 pièces, et si l'on y ajoute un grand nombre de dessins et d'esquisses, parmi lesquels on distingue un portrait de son père, qui est presque de grandeur naturelle, on comprendra combien sa trop courte vie a été utilement occupée; sa marque était une s, placée dans un grand A.

Amsler travaillait tellement, que sa santé, déjà longtemps avant sa mort, fut ébranlée. Les médecins lui ordonnèrent les bains de Schinznach et les eaux minérales de Wildegg; on espérait que l'air de son pays natal le guérirait; il y passa trois ans, mais il retourna malade à Munich où il expira dans les bras de sa femme le 18 mai 1849. La commune de Schinznach et le Grand Conseil du canton d'Argovie, lui avaient conféré la bourgeoisie du pays, en considération de l'honneur qu'il faisait à sa patrie.

Comme homme et comme artiste, Samuel Amsler était également estimé et digne d'estime; il maniait avec la même sûreté la pointe et le burin; ses travaux sont d'un goût gracieux, d'une hardiesse et en même temps d'une finesse et d'une délicatesse admirables; ils se rapprochent, sous ce dernier rapport, de ceux du célèbre Marc-Antoine Raimondi, qui travaillait sous les yeux et avec les conseils de Raphaël. On peut aussi comparer Amsler avec Boucher-Desnoyers, graveur français distingué; leur genre de gravure est le même sous toutes sortes de rapports. Desnoyers avait 12 ans de plus qu'Amsler; cette différence d'âge ne les empêcha pas de se lier ensemble et de se visiter à Munich.

PICOT, professeur.



VOYAGES ET HISTOIRE.

M. ARGANT ET SES COMPAGNONS D'AVENTURES. Histoire périlleuse, par Just Olivier. Paris; Marc Ducloux et Cie., éditeurs, 1850.

En dépit de la Nouvelle Héloïse et de succès récents dans le petit, sinon dans le grand roman, les bons Helvétiens continuent et continueront toujours, même en Suisse, à passer pour inhabiles à imaginer un roman tant soit peu lisible. Or, M. Olivier, dont nous aimons à nous ressouvenir comme d'un compatriote, est si bien Suisse, que la littérature de son pays s'honore avec raison de quelques-uns de ses ouvrages, de ses poésies, tout particulièrement. En homme d'esprit qu'il est, il ne s'étonnera donc pas si son livre a été accueilli avec quelque défiance par ses sceptiques compatriotes qui, sur l'étiquette, ont déclaré *périlleuse*, en effet, l'histoire de M. Argant et de ses compagnons. Un bon mot n'est pas nécessairement une bonne raison : voyons donc si M. Olivier s'est mal à propos exposé en abordant à son tour la veine du roman familier, sentimental et badin, que les spirituelles compositions de Töpffer ont mis à la mode.

Veuve d'un médecin qui a fait sa fortune en province, Mme Hubert est venue habiter Paris avec son fils, objet constant de sa sollicitude et qu'elle dirige adroitement sans paraître, tout en ayant l'air de respecter avec bonhomie son indépendance. Après quelques années données à la vie de plaisir et de liberté dont tout jeune Parisien entend goûter, un beau jour Hubert prend la fantaisie d'aller parcourir le monde en touriste. La bonne mère l'embrasse sur les deux joues, et comme il s'éloigne : « A propos, dit-elle au voyageur, tu devrais bien, si tu vas en Suisse, rencontrer une fois dans tes courses errantes, cette belle Hortense du Rouvray que nous avons autrefois connue en province. — Je lui croyais quelque inclination secrète, mais elle est néanmoins restée fille, et l'on m'a dit qu'elle a déclaré hautement ne pas vouloir se marier. Cela doit te plaire, à toi qui penses de même. » La moitié du roman est là : Julien ne manque

pas de rencontrer Hortense, mais accompagnée d'une jeune nièce, nommée Albertine, dont sa mère ne lui a rien dit, et d'un M. Argant, notre héros, bonhomme qui escorte ces dames partout, les chaperonne, et n'a guère d'autre travers que de professer avec enthousiasme le célibat, et de tenir perpétuellement au fond de sa poche un morceau de sucre en réserve. Tels sont à peu près tous les personnages de l'histoire, plus une chèvre, Mlle Aspasie, première cause de leur rencontre, et qui fait dire à nos voyageurs toutes sortes de jolies choses un peu capricantes. Julien, qui se fait connaître, est admis avec plaisir dans la petite caravane; mais il ne tarde pas à les quitter assez lestement, parce que, s'étant cru obligé d'être amoureux de l'une de ses deux belles compagnes, il a trouvé peu disposé en sa faveur le cœur de Mlle Hortense; celui de la jolie nièce le serait davantage, mais le caractère distingué de la tante et un genre d'attrait supérieur, n'ont pas échappé à Julien. — Pendant qu'il poursuit, chagrin et piqué, ses pérégrinations solitaires, M. Argant et ses pupilles se rendent à Paris, où Mme Hubert les retrouve chez sa mère. La bonne dame a décidé à part elle qu'Albertine sera sa bru, et pour amener les choses à cette bonne fin, c'est-à-dire pour décider le cœur de son fils, qui se croit sérieusement amoureux de l'insensible Hortense, elle retourne en province avec ces dames, et là, se déroule avec la lenteur convenable un roman intime qui se dénoue au gré de Mme Hubert: Julien est amené tout doucement à aimer décidément Albertine. Quant à la tante, voici le secret de son insensibilité : Mlle du Rouvray n'a point reçu le don d'indifférence; elle a aimé; celui qu'elle aimait, un M. de Montaubert, a été entraîné dans un mariage de convenance, mais bientôt la raison de Lucinde sa femme s'est égarée, et Hortense aime encore M. de Montaubert. Cet épisode de Lucinde est touchant, mais le caractère d'Hortense y perd trop à notre gré. Avant la révélation de ses amours, ce dernier personnage a quelque chose d'élevé, d'un peu mystérieux, qui a de la nouveauté; une fois son secret connu, la femme supérieure fait place à la femme romanesque, qui intéresse beaucoup moins.

M. Olivier est pour les romans qui finissent bien. Le sien se ter-

mine par trois mariages : celui de Julien et d'Albertine, celui d'Hortense avec Montaubert, demeuré veuf et libre, et sur l'arrière-plan, la provinciale Mlle Frénageot, bonne fille fort indépendante qui ne manque pas de malice, finit par trouver aussi un mari, recherche de toute sa vie. Et M. Argant, le parrain du livre? M. Argant, tout le long du récit, c'est là son rôle, est d'une naïveté candide, il est malicieusement pincé, embrassé et caressé par ces dames, qui l'appellent Tircis parce qu'il joue du violon, il ne voit rien, ne devine rien et tombe à la renverse quand on lui apprend qu'Hortense se marie; il l'avait crue comme lui, dévouée au célibat, enfin, au dernier feuillet, il croque un dernier morceau de sucre.

Les scènes et les caractères que M. Olivier a placés dans ce petit cadre, ne sont point sans intérêt, ni dessinés sans talent; l'action est facilement conduite, et après un peu de résistance légitimement provoquée, il faut l'avouer, par les débuts du roman, on s'attache aux personnages, on va avec curiosité à la rencontre du dénouement.

Voilà un genre de mérite très-réel, mais, après tout, M. Argant, de sa personne, a beau être français, ainsi qu'Hubert, Mlles du Rouvray et la facile Frénageot, cette agréable histoire est suisse, et gagnerait, nous le croyons, à l'être plus franchement. M. Olivier nous permettra-t-il encore une observation? Le genre demi-sérieux, demi-badin, dans lequel il a écrit son roman, demandait beaucoup d'esprit; nous ne lui reprocherons donc pas d'en avoir semé avec soin ses dialogues et son récit; mais il aurait dû donner plus souvent relâche au ton plaisant et à ce descriptif enjoué où sa plume paraît se complaire, et puis l'*humour* a sa clarté, sa précision même, celui de *M. Argant* en manque quelquefois; et s'entortillant dans la phrase, il arrive çà et là que son ironie perd sa pointe dans le nuage. Poëte gracieux et spirituel, doué, de plus, d'une sensibilité vraie, M. Olivier (nous lui soumettons le conseil en toute déférence), serait bien plus à son aise dans un roman simple, sérieux, un peu attendri, que dans le genre qu'il a choisi pour son début.

Peut-être même suffirait-il de quelques retouches et de quelques sacrifices, pour faire de *M. Argant* une histoire non pas *périlleuse*, mais attachante, vraie, agréable de tous points, en un mot, digne du talent justement apprécié et point commun de M. Olivier.

I VALDESI OSSIANO. I CRISTIANI CATTOLICI SECONDO LA CHIESA PRIMITIVA ABITANTI LE COSI DETTE VALLI DI PIEMONTE, CENNI STORICI, per Amedeo Bert, ministro del culto valdese e cappellano delle legazioni protestante a Torino. — (Les Vaudois du Piémont ou les chrétiens catholiques selon l'Église primitive, par Amédée Bert, ministre du culte vaudois et chapelain des légations protestantes, à Turin. 1849.)

Peu de sujets historiques ont fourni autant d'ouvrages et inspiré une plus ardente controverse. Ce fait ne saurait étonner que les personnes qui jugent des choses par leur grandeur extérieure, s'il est permis de s'exprimer ainsi, plutôt que par leur importance dans l'ordre intellectuel et moral. Les vallées vaudoises du Piémont comptent à peine vingt mille âmes de population ; elles ne sont réputées ni pour leurs richesses, ni pour leurs beautés pittoresques, ni pour leur industrie, ni par l'éclat que répand le génie et qui suffit à illustrer tout un peuple; elles n'éveillent pas, comme les plaines de la Belgique et de la Lombardie, le souvenir de ces grands faits d'armes qui décidèrent du sort des nations, et pourtant, malgré la modestie, disons mieux, la complète insignifiance du rôle de ces populations, dans les choses de ce monde, les Vaudois occupent dans l'histoire une place éminente.

Les cruelles persécutions qu'ils ont souffertes, et l'inébranlable constance avec laquelle ils ont maintenu leur foi, voilà leurs titres à l'attention et à l'intérêt de l'humanité.

Comment une peuplade obscure, faible en nombre, en talent et en richesse, de toutes parts entourée d'ennemis, a-t-elle pu résister aux papes et au pouvoir des princes, armés pour la détruire? Pourquoi ces persécutions? Quels intérêts étaient mis en question par

cette lutte entre la papauté et la secte des Vaudois, toutes deux se parant du nom d'Église primitive de Christ? Telles sont les questions que suggère l'histoire des Vaudois et qui jettent sur elle un intérêt si vif et si général.

Rome peut s'en prendre à elle-même de l'importance qui s'est attachée à cette longue et sanglante querelle. Peu importe, sans doute, au Christianisme, que dans l'Église la forme soit ou ne soit pas immuable, pourvu que le dogme se maintienne dans sa pureté primitive. C'est là ce qui distinguera toujours la religion divine des religions inventées par l'homme, que chez celles-ci la forme est aussi importante que la doctrine ; pour l'idolâtrie, la chair de l'hécatombe qui fume sur les autels, constitue le sacrifice, pour le chrétien, c'est le cœur qui s'offre en holocauste; la lettre tue, et l'esprit vivifie. Si Christ avait attaché sa doctrine à des formes particulières, il les eût spécifiées aussi nettement que des articles de foi, et les saintes Écritures, chacun le sait, ne disent absolument rien touchant les cérémonies du culte, l'organisation de l'Église, la hiérarchie et la discipline ecclésiastique.

Mais, sur tous ces points, l'Église de Rome affirmant agir d'institution divine et se couvrant de sa prétendue infaillibilité, tandis que les Vaudois s'appuient sur la tradition et les saints livres pour prouver la conformité de leur culte avec celui de l'Église primitive. L'autorité de l'Église romaine, et par conséquent, la papauté, se sont trouvées inextricablement enveloppées dans la discussion.

Plus ces conséquences devinrent évidentes, plus l'Église romaine s'attacha à étouffer la discussion ; elle voulait, disait-elle, éteindre l'hérésie ! la constance des Vaudois ne lui laissa d'autre moyen que d'exterminer les hérétiques.

Cette lutte a duré plus de sept cents ans. Déjà, vers le milieu du douzième siècle, Ébrard de Béthune écrivait que les *Vallesi* (Vaudois) étaient ainsi appelés *parce qu'ils habitaient la vallée des larmes :* croisades, massacres, dragonades, les violences de la force brutale, jointes aux persécutions du pouvoir civil qui considérait les malheureux habitants des vallées comme hors la loi ; la calomnie qui excite la haine, et l'impunité qui l'encourage, tout fut mis en

œuvre pour anéantir ces chrétiens, pour cela seul qu'ils restaient inébranlables dans leur foi.

Il faut lire ces tristes récits dans l'ouvrage de M. Bert, où ils sont exposés avec une simplicité pleine d'éloquence.

Et quand le lecteur, l'âme navrée de ce cruel spectacle, reporte ses regards sur la confession de foi des Vaudois, et que pour expliquer de si horribles persécutions, il ne trouve que l'exposé évangélique d'une religion d'espérance et d'amour, il se demande avec effroi comment il se peut qu'un ordre de choses si détestable ait duré jusqu'à nos jours, oui, jusqu'au 17 septembre 1848, où fut publié l'édit de Charles-Albert, qui place les Vaudois dans le droit commun. Inestimable faveur qui excite chez eux des transports de reconnaissance ! désormais ils seront considérés et traités comme des êtres humains ; depuis l'ère chrétienne, c'est la première fois que leur croyance ne leur sera plus imputée à crime par des chrétiens.

L'histoire des Vaudois est celle du triomphe d'une idée sur la force brutale ; c'est à ce titre qu'elle intéresse l'humanité tout entière.

M. Bert l'a écrite avec une simplicité digne du sujet. Point de déclamations, point de poésie, point de phrases à effet ; les faits parlent seuls et ils parlent assez haut pour rendre l'ouvrage très-populaire. C'est un mérite dont il faut tenir d'autant plus compte à l'auteur, qu'appartenant à cette race persécutée, fils de Pasteur et Pasteur lui-même, quelque amertume eût été bien pardonnable dans le récit des longues et cruelles souffrances de son peuple. A peine y trouve-t-on quelques-uns de ces traits qui pénètrent l'âme par leur effrayante vérité, comme dans la « NOBLE LEYCSON » :

« S'il se trouve parmi eux un homme dont l'âme pure aime et craigne Jésus-Christ, ils disent que c'est un *Vaudois*, et qu'il est digne de mort. »

Parmi les nombreuses histoires des Vaudois, celle de M. Bert est la première qui ait été publiée en langue italienne ; elle a pour but de dissiper les préventions populaires qui existent contre cette secte, ou, plutôt, de la faire connaître, car, ainsi que le dit l'auteur, dans la plupart des contrées de l'Italie on ignore jusqu'à son nom,

et même dans le Piémont, la patrie des Vaudois, on a sur eux les idées les plus imparfaites et les plus erronées. Ce n'est plus le temps, il est vrai, où des courtisans pourraient faire croire à leur prince, comme cela arriva au duc Charles, deuxième du nom, que les Vaudois n'ont qu'un œil au milieu du front, et que leur bouche (par compensation sans doute), a quatre rangées de dents, mais dans l'ordre moral, en ce qui concerne cette secte, les préjugés et les préventions ne sont pas moins absurdes.

Un fait qui mérite d'être signalé à l'attention publique, comme un signe significatif de notre époque, c'est que la pétition que six cents Piémontais adressèrent au roi Charles-Albert pour demander la complète émancipation des Vaudois, a été signée par plus de soixante et dix membres du clergé catholique : abbés, prêtres, curés ou professeurs de théologie. Le 17 février 1848, le roi Charles-Albert, faisant droit à cette demande, accorda à ces malheureuses populations l'égalité politique, civile et religieuse. Le dimanche 27 février, une fête solennelle célébra cet acte de justice ; quelques-uns des hommes les plus éminents du Piémont prirent part à cette touchante démonstration ; à leur tête étaient le comte César Balba, l'auteur des *Espérances de l'Italie*, et le marquis Robert d'Azeglio, principal promoteur de l'émancipation et frère de Massimo d'Azeglio, si honorablement connu comme publiciste et homme d'État.

Dieu veuille qu'en cessant de faire à leur foi de si constants et si douloureux sacrifices, les Vaudois conservent avec elle ces mœurs qui les ont rendus les dignes objets de l'intérêt public.

L'ouvrage de M. Bert doit paraître sous peu en français ; M. Coindet s'est, dit-on, chargé de le traduire.

POURQUOI LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE A-T-ELLE RÉUSSI? Discours sur l'histoire de la révolution d'Angleterre, par M. Guizot. Paris ; 1850.

Il n'appartient qu'aux sociétés fortement constituées de tenter avec succès de périlleuses réformes ; elles peuvent en être ébranlées,

mais elles supportent ces rudes secousses sans se dissoudre. C'est ce que prouve, avec une constance admirable, l'histoire de l'Angleterre, depuis trois siècles. Ce pays a subi de nombreuses révolutions, et il en est toujours sorti plus prospère et plus glorieux, rare privilége que la France lui a trop envié. Elle a voulu en jouir à son tour, et cette prétention ne lui a rapporté, jusqu'ici, qu'une série toujours croissante d'alarmes et de dangers.

C'est sous l'impression de cette vérité historique, actuelle, que semble avoir été composé le *Discours* de M. Guizot. Si, comme on l'a dit, le dessein de l'illustre auteur, en montrant pourquoi la révolution d'Angleterre a réussi, a été d'exposer tacitement pourquoi la révolution française ne réussira pas, il faut avouer qu'il a parfaitement rempli son but. En mettant en relief les qualités essentielles de la société anglaise, qui en font un tout si bien lié, il a laissé voir à tout lecteur réfléchi et capable de saisir un contraste, que la société française n'a plus de base en elle-même, qu'elle ne se maintient que grâce au ressort gouvernemental qui la comprime, et que, semblable à ces terres trop fréquemment remuées, elle ne saurait retrouver la consistance qu'elle a perdue.

A vrai dire, ce défaut de consistance remonte bien haut. La société française, depuis Louis XIII, avait abdiqué peu à peu toute spontanéité entre les mains de ses rois et de leurs ministres. Lorsque, plus tard, elle a voulu rentrer en possession d'elle-même, le désir, l'élan ont été immenses; mais l'organisme social n'était richement pourvu que de nerfs; depuis si longtemps privé d'exercice, les muscles lui manquaient; aussi n'a-t-il fourni qu'une course précipitée, haletante; ce n'est pas ainsi qu'on marche, c'est bien plutôt une manière de tomber.

Si j'avais quelque chose à reprendre dans cet admirable travail de M. Guizot, ce serait ce titre-question, mis en tête : *Pourquoi,* etc. Bien des lecteurs, en effet, après avoir lu le *Discours* de M. Guizot, se demanderont où est la réponse à la question proposée. Cette réponse, ils la trouveront sans doute, s'ils la cherchent, car elle ressort de tout le récit; ils trouveront que la révolution d'Angleterre a réussi parce qu'elle a été arrêtée à temps, parce qu'elle ne s'est pas

accomplie jusqu'au bout, parce que la société a été plus forte qu'elle et l'a domptée. Mais il semble que cela revient à dire que la révolution d'Angleterre a réussi, parce qu'elle n'a pas réussi. Le *Discours* de M. Guizot ne serait-il donc qu'une équivoque? Non, certainement non, mais il y a équivoque dans le terme *révolution,* mot à double face, joint à ce mot *réussi,* qui, de son côté, a l'inconvénient d'être fort vague et d'appartenir plutôt à la langue du théâtre qu'à celle de la politique.

Cet ensemble d'événements, ce grand jeu d'action et de réaction, qu'on appelle la révolution d'Angleterre, renfermait un élément purement révolutionnaire qui aurait dissous la société anglaise, comme toute autre, si cette société ne lui eût opposé, par ses mœurs et par son esprit, une résistance invincible. Cet élément là, loin de réussir, a été d'abord refoulé, puis décidément rejeté. L'élément réformateur, au contraire, l'élément constitutionnel, vraiment politique, plie d'abord sous l'étreinte de la victoire révolutionnaire; il ne se distingue plus, il semble confondu dans la faction triomphante, mais la résistance de la société lui rend bientôt des forces, il se relève, il se dégage, et c'est là la révolution qui a réussi.

Il eût été peut-être à désirer, pour lever toute équivoque, que M. Guizot eût remonté plus haut que Charles I[er] et Cromwell. Au fond, la véritable révolution d'Angleterre, celle qui a réussi, ce n'est pas la catastrophe de Charles I[er], qui n'en est qu'une péripétie, c'est la réforme ecclésiastique, opérée par Henri VIII et par Élisabeth, réforme dont les conséquences religieuses et politiques, malhabilement combattues par Charles I[er] et par Jacques II, ont amené les deux grands événements qu'on appelle les deux révolutions d'Angleterre. Mais ces deux événements ne furent que deux batailles livrées par la réforme du seizième siècle à ses ennemis, et qui lui ont assuré définitivement la victoire.

M. Guizot a mis un soin particulier à dessiner la grande figure de Cromwell. Il n'a garde d'en faire un pur hypocrite; au milieu des grimaces et du calcul, il démêle ce je ne sais quoi de sincère et de profond qui en fait un ambitieux à part entre les ambitieux de tous les temps. « Cromwell recevait ces hommages et ces grandeurs

avec une humilité calculée, qui pourtant n'était pas dénuée de toute sincérité. » « A Dieu seul, disait-il sans cesse, appartient la gloire; je ne suis que son faible et indigne instrument. » Il savait combien ce langage convenait à son pays, à son parti. Il l'exagérait et le répétait sans mesure, pour complaire aux hommes dont il exaltait ainsi la confiance et le dévouement. Mais c'était aussi l'expression de sa propre et intime pensée. Dieu, sa puissance, sa providence, son action continue dans les affaires du monde et sur les âmes, ce n'étaient point là pour Cromwell de froides abstractions ou des traditions usées; c'était vraiment sa foi. »

Cette foi de Cromwell n'est pas sans analogie avec celle que Lucain attribue à César, dans ce passage où il peint l'ardeur du conquérant à correspondre à la faveur divine dans la poursuite de ses desseins.

Successus urgere suos, instare favori
Numinis, impelleus quidquid summa petenti
Obstaret. . . . .
Dum se deesse Deis, et non sibi numina credit.

F. R.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION D'ITALIE EN 1848, suivie d'un aperçu sur les événements des six premiers mois de 1849, par J.-N. Ricciardi, ancien député au parlement de Naples. Paris, 1850; 1 vol. in-12°: 3 fr. 50 c.

Le soulèvement général de l'Italie, précipité par l'influence de la révolution française de février 1848, était le résultat de causes très-diverses qui, pour être bien appréciées, exigeraient une histoire complète et détaillée des différents Etats dont se compose ce pays, à partir de 1815. Il faudrait montrer comment chez les uns, l'administration la plus déplorable, chez les autres le joug de la domination étrangère, ont contribué à développer et à entretenir des germes de mécontentement, à jeter les classes éclairées dans les rangs d'une opposition active, remuante, qui embrassait avec ar-

deur les principes extrêmes de la démocratie, tandis que le reste de la nation demeurait étranger aux idées d'indépendance et de liberté. La marche naturelle du progrès civilisateur, entravée de cette manière, a dû nécessairement faire place aux convulsions périodiques par lesquelles se manifeste la vie d'une nationalité dont on s'efforce d'étouffer l'essor. Les essais de réformes tentés par quelques princes italiens n'ont pas même rencontré l'appui nécessaire, parce qu'ils n'étaient ni compris, ni désirés par le peuple et qu'ils ne satisfaisaient nullement les exigences des partisans déjà nombreux d'une révolution radicale. M. Ricciardi, qui appartient à ces derniers et qui a joué lui-même un rôle dans les événements de Naples, expose très-brièvement les faits antérieurs à l'année 1848. C'est un ardent démocrate, dont les opinions tranchées n'admettent, en général, ni ménagements, ni transactions. Il juge les hommes et les choses à son point de vue, avec une rude franchise, et repousse comme funeste tout ce qui lui paraît être une déviation du principe républicain dans lequel il voit l'unique source de la liberté civile, politique et religieuse. Le libéralisme n'est à ses yeux qu'une illusion fâcheuse, une espèce de mensonge à l'aide duquel, peuple et souverain cherchent à se tromper mutuellement sur le but réel et secret de leurs tendances opposées.

Avec de semblables convictions, M. Ricciardi ne peut pas être un historien complétement impartial, d'ailleurs, comment le serait-il en parlant d'événements contemporains auxquels il a pris une part active et dont l'issue malheureuse l'a jeté de nouveau sur la terre de l'exil ? Mais son livre, quoique fortement empreint du cachet révolutionnaire, et peut-être même précisément à cause de cela, mérite d'être lu, parce qu'il fournit de curieuses données sur l'état des opinions en Italie, sur les dissidences qui existaient entre les chefs du mouvement et sur les causes qui ont fait si vite tomber l'enthousiasme dont le peuple avait d'abord paru animé d'un bout à l'autre de la Péninsule. Evidemment, cette explosion était le résultat du travail des sociétés secrètes, bien plus que d'un besoin de liberté et d'indépendance universellement senti. La grande majorité de la nation demeurait inerte et semblait assister à la lutte comme simple

spectatrice, attendant la fin pour se tourner du côté des vainqueurs. Les combattants eux-mêmes étaient divisés en deux catégories : les uns, mûs par le seul désir de secouer la domination étrangère, les autres, aspirant à révolutionner de fond en comble le pays pour arriver à l'unité nationale et démocratique. Aux premiers, donc, le concours des souverains paraissait très-acceptable, désirable même, tandis que les seconds se proposaient de renverser tous les gouvernements existants. Parmi les révolutionnaires encore ne régnait pas une entente parfaite, car on voit que M. Ricciardi ne partage point toutes les idées de M. Mazzini, et chacun agissait de son côté, suivant ses inspirations personnelles, sans qu'il y eut ni plan général, ni ensemble dans l'exécution. C'est ce qui explique pourquoi, dès la première défaite éprouvée par l'armée de Charles-Albert, la cause italienne fut perdue. Le parti républicain prit alors le dessus et amena bientôt une réaction contre laquelle il ne pouvait tenir.

M. Ricciardi répète les accusations dirigées contre Charles-Albert, et quant à Pie IX, il estime que son caractère de pape ne lui permettait guère d'agir autrement qu'il a fait, que c'est folie d'attendre des réformes quelconques d'un pareil souverain, et que Rome, pour être libre, doit avant tout renoncer à être le siége de la papauté. Le roi de Piémont, en butte aux reproches les plus amers, après avoir été d'abord exalté comme un héros, ne méritait, nous croyons,

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité ;

son histoire nous paraît offrir simplement un nouvel exemple de l'instabilité de la faveur populaire et de la promptitude avec laquelle, en temps de révolution, l'opinion publique passe d'un extrême à l'autre, renversant le lendemain l'idole qu'elle adorait la veille. Mais, pour ce qui concerne le pape, nous croyons que la manière de voir de M. Ricciardi est assez juste. Evidemment Pie IX ne pouvait renoncer à son pouvoir temporel sans mettre en péril les intérêts de l'Eglise, telle qu'elle est constituée depuis des siècles. Dès ses premiers pas sur cette route il a dû s'apercevoir où cela le conduisait, l'existence de la papauté étant menacée, la défendre devenait pour lui un

devoir impérieux. Le succès des républicains était impossible sans une révolution religieuse, et le soin avec lequel ils ont évité de placer la question sur ce terrain, prouve suffisamment combien peu l'Italie était préparée à recevoir les institutions dont ils prétendaient la doter. Pour que les principes professés par M. Ricciardi triomphassent, il faudrait non-seulement la chute de la hiérarchie catholique, mais encore le réveil d'une foi profonde, éclairée, active, qui s'emparât des masses et vînt, par son action féconde, modifier les mœurs nationales. C'est l'œuvre de l'émancipation intellectuelle et morale qui doit nécessairement précéder l'établissement de la liberté politique, sous quelque forme du reste qu'on veuille réaliser celle-ci.

DREI MISSIONEN. Politische Skizzen aus Paris, von Dr G. Oelsner-Monmerqué. — (Trois missions, esquisses politiques de Paris, par le Dr Oelsner-Monmerqué.) Bremen, 1850. 1 vol. in-16°.

L'auteur de ce volume a rempli trois missions diplomatiques à Paris, dans le cours de l'année 1848. Il s'est ainsi trouvé placé de manière à voir d'assez près les hommes entre les mains desquels la révolution de février avait remis les destinées de la France ; il a pu les juger à l'œuvre et apprécier la portée de leurs vues, ainsi que le rôle qu'ils jouaient au milieu de la lutte des partis dont Paris était le théâtre. C'est un observateur que sa qualité d'étranger rend assez impartial. Il exprime avec simplicité le désappointement que lui fait éprouver la conduite des républicains français ; mais il sait rester juste à leur égard, et ses critiques sont plutôt empreintes de bienveillance. On conçoit que les allures du gouvernement provisoire devaient produire un singulier effet sur les diplomates appelés à traiter avec ses membres des questions de haute politique. « Deux heures après mon arrivée, écrit M. Oelsner-Monmerqué le 14 mai, je fus présenté au ministre Bastide. M. Bastide me reçut en manches de chemise. A cette réception républicaine, j'aurais reconnu, si je ne l'avais pas su déjà, que depuis que j'avais quitté Paris, la

forme du gouvernement était changée. Autrefois, on se montrait peut-être trop formaliste dans l'hôtel de la rue des Capucines, on adorait le dieu de l'étiquette. Maintenant, c'est le système tout contraire qui domine ; on est sans façon et sans gêne. La vérité doit se trouver entre ces deux extrêmes. Suivant moi, le juste-milieu consisterait précisément dans le frac dont M. Bastide n'est pas revêtu. Du reste, c'est un homme intelligent, sincère, grave, bienveillant, mais d'une ignorance extraordinaire en fait de géographie. A plusieurs reprises, dans le cours de notre conversation, je dus le remettre sur la voie. . . . .

« Nous causions depuis environ une demi-heure lorsqu'un domestique vint annoncer qu'on demandait M. le ministre. C'était Lamartine qui, occupé à écrire dans la salle voisine, aurait pu, sans beaucoup de peine, venir trouver Bastide. Celui-ci reçut l'ordre avec la déférence d'un homme habitué à obéir, il s'interrompit au milieu d'une phrase, se leva en toute hâte, me dit que je pouvais l'attendre un instant, puis disparut. »

Ce défaut d'usage, cette absence complète de dignité, ce manque des connaissances les plus indispensables chez un ministre des affaires étrangères, sont autant de traits qui caractérisent parfaitement la catégorie d'hommes de lettres, de présidents de clubs, ou de fauteurs d'émeute, que les révolutions de ces dernières années ont presque partout appelée au maniement des affaires publiques. Il n'est donc pas étonnant que ces hommes d'État de la démocratie se trouvent fort embarrassés pour résoudre les difficiles questions de politique extérieure devant lesquelles échoue souvent toute la science des diplomates les plus expérimentés. M. Oelsner-Monmerqué ne tarda pas à s'apercevoir que le gouvernement français n'avait aucun plan, aucune idée arrêtée; que sa politique consistait à vivre au jour le jour, suivant les circonstances, se laissant traîner à la remorque par les événements et attendant tout de l'imprévu qui avait joué déjà un si grand rôle dans la révolution de février. M. Lamartine, avec ses belles phrases, dissertait dans le vague et n'abordait aucune conclusion positive; d'ailleurs, l'agitation croissante des esprits ne permettait guère que l'on songeât pour le moment à secourir les

autres peuples ; il fallait d'abord asseoir la république sur des bases moins chancelantes, dompter l'anarchie et raffermir l'ordre si profondément ébranlé. Bientôt survinrent la tentative du 15 mai, puis la terrible lutte de juin, et l'envoyé allemand, après avoir été témoin de ces saturnales révolutionnaires, quitta la capitale au bruit des derniers coups de canon qui annonçaient le triomphe de l'armée et la dictature du général Cavaignac.

Dans le mois d'août suivant, M. Oelsner revint à Paris avec la mission de préparer les voies à la reconnaissance de l'empire allemand et de faire accorder dans ce but une audience solennelle à M. de Raumer. Cette fois, ce fut avec le général Cavaignac qu'il eut à traiter ; mais sous la parole brève du militaire habitué au commandement, il ne trouva pas beaucoup plus de résolution que dans l'éloquence nuageuse de Lamartine. Le général refusa également de se prononcer et lui parut vouloir s'en tenir à une politique expectative, afin de ne pas compromettre son avenir dans le cas où l'élection populaire le porterait à la présidence. Les intrigues de la diplomatie étrangère firent échouer la mission de M. Oelsner. Il était évident que la république ne se sentait pas encore assez affermie pour oser prendre une position bien franche et nettement tranchée vis-à-vis des autres puissances européennes.

La troisième mission de M. Oelsner le ramena de nouveau à Paris en décembre, quelques jours avant l'élection du président. Il traversa la France au milieu de l'agitation électorale et put apprécier les nombreuses sympathies que le nom de Louis-Napoléon éveillait surtout dans les campagnes. Il ne nous apprend point quel était le but de ce dernier voyage, et se borne à nous faire part des impressions que produisirent sur lui l'aspect de la capitale, et les entretiens qu'il eut avec plusieurs personnages éminents.

On trouvera dans son récit des aperçus piquants, des observations ingénieuses et bien des détails propres à exciter la curiosité du lecteur. C'est un résumé rapide des principaux faits qui ont signalé cette mémorable année 1848, dans laquelle la France a passé du règne de Louis-Philippe à la présidence de Louis-Napoléon, à travers une suite de commotions violentes telles qu'on n'en avait jamais vues se

succéder si précipitamment. Du reste, M. Oelsner a consacré chacun de ses séjours à Paris, à l'examen approfondi d'une question intéressante : celle du travail, d'abord, sur laquelle son attention fut naturellement attirée par le rôle menaçant des ateliers nationaux durant les premiers mois qui suivirent la révolution de février ; puis l'organisation du ministère des affaires étrangères ; et enfin l'administration de la marine.

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

LES COLONS DU RIVAGE, ou industrie et probité, par J.-J. Porchat. Paris, 1849 ; in-18 cart. : 60 c. — LA SAGESSE DU HAMEAU, entretiens d'un aïeul et de ses petits-enfants sur la famille, l'autorité paternelle, le travail, etc., par *le même*. Paris, 1849 ; in-18 cart. : 60 c.

Ces deux petits volumes, destinés à servir de lecture courante dans les écoles primaires, sont rédigés avec un excellent esprit et un talent remarquable. Leur but est de contribuer à la défense de l'état social en faisant comprendre la véritable importance des principes sur lesquels il repose, et en illustrant par des exemples faciles à saisir les notions morales qui en découlent. C'est bien là l'œuvre qu'il s'agit d'accomplir si l'on veut soustraire la jeunesse au funeste empire des mauvaises doctrines qui se glissent aujourd'hui jusque dans les écoles, et n'y trouvent que trop d'auxiliaires zélés parmi les instituteurs eux-mêmes. Il faut réhabiliter la famille, la propriété, rendre à l'autorité paternelle sa puissance salutaire, présenter sous leur véritable jour les conditions du travail, substituer le rapport et le concours mutuel à l'antagonisme qu'on cherche à susciter entre le riche et le pauvre. Cette tâche exige beaucoup de dévouement et de persévérance, car elle ne rapporte pour le moment ni gloire ni profit, et ce n'est qu'à la longue qu'on pourra reconnaître ses heureux effets. L'éducation du peuple est à refaire ; ceux qui l'entreprennent n'en recueilleront pas les fruits ;

ils travaillent pour l'avenir ; ils sèment pour des générations nouvelles. Mais ce n'en est pas moins une belle et noble mission, digne de l'écrivain supérieur, qui ne saurait assurément faire un meilleur usage de ses facultés intellectuelles.

M. Porchat l'a compris, il y consacre son talent avec le zèle le plus louable, et, pour notre part, nous lui en avons une vive reconnaissance. Ses petits ouvrages nous paraissent offrir toutes les qualités nécessaires au succès. Dans *la Sagesse du hameau*, il expose, sous la forme la plus simple, les éléments de l'ordre social. Les questions principales que soulève ce grave sujet y sont familièrement traitées par un grand-père qui converse avec ses petits-enfants, exerce leur intelligence et captive leur attention par d'ingénieux récits propres à faire en quelque sorte toucher au doigt les résultats pratiques des principes qui servent de base à l'organisation actuelle de la société. La plus grande clarté préside à cet enseignement populaire qui, loin de rebuter les jeunes lecteurs auxquels il s'adresse, éveillera leur intérêt en même temps qu'il déposera dans leur esprit des germes féconds, des notions justes, des idées saines et droites.

Dans les *Colons du rivage*, M. Porchat s'est proposé de combattre l'idée trop généralement répandue, qu'il est presque impossible de se faire un sort dans le monde et de trouver une place au soleil. Il veut prouver que cette erreur décourageante provient surtout de ce qu'on ne sait pas se contenter de ce qui est vraiment nécessaire, et profiter des ressources que la Providence a mises partout à notre portée. Ce qu'on va chercher bien loin, en affrontant les périls, les fatigues et les chances incertaines de l'émigration, pourrait souvent se trouver sans sortir du pays natal, si seulement on se donnait la peine de le vouloir avec énergie et persistance. Une famille du canton de Vaud, que la mort de son chef a plongée dans la misère, va coloniser, non pas sur les bords de l'Ohio ou du Mississipi, mais tout simplement à une lieue de son village, sur la rive du beau lac Léman. On leur permet de s'établir sur un terrain inculte à moitié envahi par les eaux ; ils s'y construisent une cabane, et leur industrieuse activité réussit bientôt à leur assurer un sort, peu brillant,

sans doute, mais heureux, et qui serait peut-être envié par plus d'un de ces aventureux émigrants que l'ambition a poussés à chercher fortune jusqu'aux dernières limites de la vie civilisée, dans les forêts vierges du nouveau monde.

Les *Colons du rivage* montrent ce que peut l'amour du travail, appuyé sur une volonté ferme et persévérante, que les obstacles ne rebutent point, que les douces et saintes affections de la famille soutiennent et encouragent sans cesse. C'est une charmante esquisse, pleine de jolis détails, et dans laquelle on retrouve, comme dans *Trois mois sous la neige*, du même auteur, cette morale élevée, cette honnêteté du cœur, ce sentiment religieux profond et vrai, qui sont les plus solides garanties contre la dissolution de l'état social.

THE LONDON PRISONS; WITH AN ACCOUNT OF THE MORE DISTINGUISHED PERSONS WHO HAVE BEEN CONFINED IN THEM, etc. (Les prisons de Londres, avec une notice sur les personnages les plus distingués qui y ont été renfermés, etc., par Hepworth Dixon). London, 1850. 1 vol in-8°.

Ce volume renferme à la fois des observations intéressantes sur le système des prisons de Londres, et de nombreuses anecdotes qui se rattachent à leur histoire. L'auteur a su puiser avec intelligence dans les écrits de toutes sortes qui pouvaient lui fournir quelques données sur cet important sujet. Son livre contient sans doute peu de faits nouveaux mais il offre les plus saillants, les plus dignes d'être cités parmi ceux qu'on trouve dans une foule d'ouvrages relatifs à cette branche d'investigation historique.

M. Dixon n'est point partisan de la déportation, il préfère l'emprisonnement, mais il voudrait qu'on pût imposer aux prisonniers un travail utile, sans porter préjudice aux travailleurs honnêtes et libres. C'est là le problème qui reste à résoudre malgré tous les progrès de la réforme pénitentiaire. Les vices de l'ancien système ont disparu presque partout; le treadmill même est abandonné, parce qu'on a reconnu qu'il n'était autre chose qu'une espèce de

torture sans aucun effet salutaire. Mais toutes les améliorations exécutées jusqu'ici n'ont produit que des résultats assez insignifiants. M. Dixon, peu satisfait de ce que lui ont offert à cet égard les différentes prisons de Londres, paraît incliner vers ce qu'il appelle *Mark-System*, qui consisterait à placer la mesure de la peine non pas dans l'emprisonnement, mais dans une certaine quantité de travail exigée du coupable comme compensation du tort que son délit a pu causer à la société. De cette manière le prisonnier aurait intérêt à être laborieux, actif, assidu, et peut-être l'effort que lui ferait faire, contre ses habitudes, le désir d'abréger la durée de sa détention aurait-il une influence heureuse sur lui : Un semblable système mériterait du moins d'être essayé.

M. Dixon consacre plusieurs pages éloquentes aux prisonniers politiques qui furent, à diverses époques, renfermés dans la Tour de Londres. Après s'être arrêté quelque temps sur les tombes de maintes victimes qui reposent sous les dalles de la mélancolique église de Saint-Pierre-aux-Liens, il arrive à celle de John Elliot.

« Ici, dit-il, sous la table de la communion sont les cendres de James, duc de Monmouth. Son crime ne fut que celui d'une vulgaire ambition ; il joua gros jeu..... sa tête contre une couronne, et il perdit la partie. Il mérite notre pitié, mais non point notre sympathie ni notre respect. Il n'en n'est pas de même de John Elliot, l'orateur patriote, l'ami de Hampden, l'ennemi de Charles. Sir John Elliot fut l'un des premiers et des plus fermes défenseurs des libertés publiques contre les mesures tyranniques de Charles Stuart : même dans un parti qui comptait des hommes tels que Pym et Granville, Hampden, et Digger, Selden et Hollis, tous remarquables par le savoir et l'éloquence, Elliot figure encore au premier rang. Il fut jeté dans la Tour avec Selden, Hollis et quelques autres ; on le tint longtemps au secret, sans que la solitude ni les privations pussent abattre la fierté de sa belle âme. Interrogé sur ses actes dans le parlement, il répondit avec intrépidité : « Tout ce qui a été dit et fait par moi en ce lieu et à cette époque, je l'ai dit et fait en qualité d'homme public, de membre de la chambre, et je suis prêt à en rendre compte dès que me le demandera la chambre qui seule a le droit de me ques-

tionner ». Hollis et les autres montrèrent le même courage. De tels hommes étaient dignes d'être les champions de la liberté anglaise. Condamné à rester en prison jusqu'à ce qu'il reconnût ses torts et donnât des garanties pour sa bonne conduite future, John Elliot refusa de se soumettre; il préféra la détention au déshonneur, et demeura fidèle à ses principes, inébranlable dans son amour ardent pour la liberté à laquelle il donna sa vie en sacrifice.

M. Dixon entre dans de curieux détails sur les nombreuses inscriptions qui couvrent les murailles intérieures de la prison d'Etat. Elles lui fournissent l'occasion de raconter des anecdotes qui rendent la lecture de son livre très-attrayante.

SITUATION, RECONSTITUTION DE L'EUROPE ET NOUVELLE ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE, ou nouveau système gouvernemental, financier, administratif et judiciaire soumis au peuple français, par Dumont de la Fontaine. Paris, 1849; 8°: 60 c.

L'auteur de cet écrit, frappé du peu de succès qu'ont obtenu les diverses formes de gouvernement essayées en France, en propose une nouvelle qu'il croit mieux appropriée aux besoins du pays. L'entreprise est hardie, assurément, mais on ne peut nier, en effet, que le principal défaut des tentatives faites jusqu'à présent ait été de ne tenir, en général, presque aucun compte des mœurs, des habitudes et des traditions nationales. On préconise certaines institutions parce qu'elles ont réussi chez d'autres peuples, et l'on s'empresse de les adopter sans réfléchir que peut-être le sol sur lequel on les transplante ainsi ne présente point les conditions nécessaires à leur développement. Le régime constitutionnel anglais, par exemple, n'a pu prendre racine en France, et la république ne semble pas davantage devoir s'y naturaliser. L'idée qui a inspiré le travail de M. Dumont de la Fontaine est donc assez naturelle, car tout bon citoyen éprouve le désir de contribuer par ses lumières à tirer son pays de l'impasse dans lequel il se trouve engagé. Malheureusement ce n'est pas chose facile que de faire du

neuf en fait de constitution, surtout lorsqu'au lieu de se borner à la théorie, on veut entrer avec franchise dans la pratique et porter un prompt remède aux maux qui menacent l'existence de la société. M. Dumont a bien raison assurément de considérer la forme du pouvoir exécutif comme une question secondaire, et de dire que l'important n'est pas de se déclarer républicain ou monarchique, mais d'aviser aux moyens d'administrer les intérêts de l'État de la manière à la fois la plus féconde et la moins dispendieuse. Depuis un demi-siècle que la France s'agite vainement pour résoudre le problème, elle n'a guère avancé sur la route des véritables réformes. Il serait bien temps d'abandonner une voie aussi stérile pour tourner ses efforts vers la destruction des abus et l'amélioration du système administratif. Mais il faut avouer que le moment est peu favorable, car, dans les circonstances actuelles, c'est encore cette maudite question qui se présente en première ligne. On a renversé la monarchie et l'établissement durable de la république est très-douteux. Notre auteur s'imagine tourner la difficulté en créant un chef du gouvernement élu à vie et révocable par le suffrage universel; c'est un expédient qui risquerait fort d'avoir pour résultat le cumul des inconvénients les plus graves des deux régimes. Ce chef, presque roi, résisterait difficilement à la tentation de le devenir tout à fait, tandis que d'un autre côté le peuple souverain serait sans cesse en butte aux intrigues des ambitieux qui spéculeraient sur son droit de révocation. A côté de ce président, qui aurait une liste civile de six millions, M. Dumont place un conseil national composé d'un délégué par département, avec 50,000 francs de salaire. Cette espèce de sénat, aussi nommé par le suffrage universel, se renouvellerait chaque année par cinquième, et ses membres seraient constamment rééligibles. Une pareille combinaison d'éléments monarchiques, édifiée sur la base mouvante de la démocratie, nous semble offrir peu de chances de stabilité; ce serait un antagonisme permanent qui ne saurait avoir d'autre issue que l'anarchie ou le despotisme.

M. Dumont propose ensuite de changer complétement l'organisation administrative de la France. Il remanie la division départe-

mentale et accorde aux communes toute l'indépendance compatible avec ce que la centralisation peut avoir de bon et d'utile pour le bien général du pays. C'est ici la partie capitale de son projet, car le grand mal dont souffre la France gît surtout dans l'excès de la centralisation. Il s'efforce en même temps de donner satisfaction aux idées socialistes dans ce qu'elles présentent selon lui de conciliable avec les conditions de l'état social. Mais c'est encore une tentative malheureuse, parce qu'une fois sur cette pente on est bientôt entraîné beaucoup plus loin qu'on ne s'imagine. En effet, on ne comprend pas comment M. Dumont, après avoir établi l'Etat directeur de grandes institutions de crédit public, dont les bénéfices lui permettront de renoncer aux impôts, refuserait d'appliquer le même principe à d'autres branches de l'industrie et d'adopter le système complet de l'organisation du travail. Transiger avec le socialisme, c'est presque se livrer à lui pieds et poingts liés. Voilà ce qu'on perd trop souvent de vue lorsqu'on se laisse entraîner par des intentions philanthropiques, très-louables en elles-mêmes sans doute, mais qui s'accordent mal avec les principes auxquels on prétend les rattacher. Une constitution ne doit pas offrir de vague à cet égard, il faut qu'elle se prononce d'une manière nette et positive pour ou contre l'intervention du gouvernement dans les transactions particulières : autrement elle prête à des interprétations très-diverses et peut devenir une source de funestes conflits.

En faisant de l'Etat le banquier de la nation et le dispensateur de la bienfaisance publique, M. Dumont ouvre la porte toute grande aux théories des Proudhon, des Louis Blanc, des Cabet, et cependant ce n'est point là son but, puisque la seule pensée qui l'anime est d'assurer à la république une existence solide et prospère.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
DE GENÈVE.

RÉFLEXIONS

SUR

LES PROBLÈMES DE NOTRE ÉPOQUE A L'OCCASION DE QUELQUES PUBLICATIONS NOUVELLES DES ÉCONOMISTES FRANÇAIS.

(Second article [1].)

II

Le parti de l'ordre.

Je comprends un parti de l'ordre en Angleterre, en Prusse, en Autriche, à Naples ; mais qu'est-ce que le parti de l'ordre en France ?

Si ce qu'on nomme l'ordre n'est pas autre chose que l'exécution des lois qui protégent la vie et la propriété de chaque citoyen, tous les partis sérieux y aspirent et en ont besoin, celui de la démocratie extrême comme les autres. A l'exception de quelques milliers de fous et d'autant de scélérats, qui sont, ou qui devraient être, les uns aux petites maisons, les autres au bagne, il n'y a personne, en France, qui veuille le désordre comme but, quoique plusieurs puissent le désirer comme moyen. Cet ordre-là n'est donc pas l'objet d'une opinion controversée, propre à

[1] Voyez *Bibl. Univ.*, numéro de janvier, 1850 page 53.

certains hommes politiques ; on ne saurait, sans un étrange abus de langage, envisager ceux qui la professent comme formant un parti distinct dans la nation, puisqu'ils sont eux-mêmes la presque totalité de cette nation. Autant vaudrait dire, puisqu'il y a chaque année un certain nombre de Français qui attentent à leurs jours, qu'il existe en France un parti de la vie et un parti du suicide.

Si l'idée d'ordre est plus étendue que la définition que je viens d'en donner, c'est que la forme du gouvernement y est comprise, et alors je vois le prétendu parti de l'ordre divisé en trois ou quatre factions, qui n'attendent qu'un signal pour s'entredéchirer le mieux du monde.

Tout se tient dans l'Etat. Vous ne pouvez pas isoler le corps et les bras de la tête ; les lois qui garantissent l'ordre et l'exécution de ces lois, de l'organisme qui imprime à tout cela le mouvement et la vie. Qu'est-ce que l'ordre civil, séparé de l'ordre politique, c'est-à-dire de la constitution qui lui sert de base et du gouvernement qui en est la sanction vivante ? Un parti hostile à la constitution, et non pas seulement à quelques-unes des formes qu'elle consacre, mais à son principe et à son essence, ne peut pas s'appeler parti de l'ordre. Je vais plus loin, et je dis que l'action et l'influence du parti qui s'attribue cette dénomination en France tendent nécessairement à prolonger le désordre, à l'aggraver, à le rendre irrémédiable.

Je pose d'abord en fait que l'ordre ne règne pas dans un pays, lorsqu'il ne peut y être maintenu que par des mesures d'exception telles que l'état de siége, par des lois contraires à l'esprit, sinon à la lettre de la constitution, et par l'exhibition incessante d'un appareil militaire dont les frais absorbent à eux seuls la moitié du budget de l'Etat ; lorsque, malgré ces moyens, l'esprit révolutionnaire con-

tinue de s'y manifester dans la vie privée de certaines classes de citoyens, dans les actes publics de certaines catégories de fonctionnaires, dans le journalisme et jusque dans l'assemblée nationale ; lorsque enfin les principes du socialisme et ceux de la démocratie absolue, qui impliquent la négation de tout ordre et de tout gouvernement, y sont hautement professés, défendus, propagés, et forment la seule religion et la seule morale d'une partie considérable de la nation.

Ces circonstances constituent, pour toute société qui les subit, un état anormal qu'il faut bien appeler désordre, sous peine de ne savoir quel nom donner à l'état normal des sociétés qui se trouvent dans les conditions opposées. L'ordre implique la stabilité des institutions, la confiance dans l'avenir, la sécurité. Un édifice est-il en ordre quand on est obligé de l'étayer pour qu'il reste debout, et quand, malgré les étais, sa charpente craque, ses murs se lézardent et le sol menace de s'écrouler sous ses fondations ? Dans un organisme quelconque, l'ordre c'est cette harmonie et ce mouvement régulier de l'ensemble, qui résultent du jeu naturel des organes et de l'action qu'ils exercent librement les uns sur les autres. S'il y a antagonisme, lutte, guerre destructive entre les parties, le tout peut encore vivre et accomplir ses fonctions, mais c'est une vie fiévreuse et un mouvement désordonné qui fatiguent et usent les organes, affaiblissent l'organisme entier, et détruisent peu à peu son principe vital.

Les antagonismes abondent dans la société française actuelle. Il en existe entre les classes ouvrières et les détenteurs du capital et de la propriété, entre les villes et les campagnes, entre les producteurs et les consommateurs, entre la capitale et les provinces, entre le fisc et les con-

tribuables. Cependant, la plupart de ces intérêts qui paraissent antagoniques, étant harmoniques de leur nature, n'auraient besoin que de liberté pour se concilier et se confondre ; tels sont en particulier ceux que la production et la circulation des richesses sont destinées à satisfaire, ce qui comprend à peu près tous les intérêts matériels.

Les monopoles, le régime protecteur, la centralisation administrative, l'extension abusive de la sphère d'activité de l'Etat, voilà les causes principales des antagonismes en question. Tant que ces causes agissent, les intérêts qu'elles ont modifiés ou déplacés ne peuvent être maintenus dans les limites et sur le terrain de l'ordre légal que par un régime de compression et de répression assez énergique et assez complet pour les vaincre et les dominer tous à la fois. On conserve ainsi l'ordre extérieur et apparent de la société, sans rien faire pour le rétablissement de l'ordre intérieur et réel, chaque jour compromis par la lutte latente, ou troublé par la lutte ouverte des intérêts antagoniques.

Mais le parti de l'ordre ne peut pas appliquer à cet état de choses le seul remède qui pût le faire cesser, en rendant harmoniques les intérêts qui se combattent ; il ne le peut et ne le fera point, par trois raisons :

Parce que le principe en vertu duquel il agit exclut l'un des éléments les plus essentiels de l'ordre, la stabilité et la légitimité du pouvoir gouvernemental ;

Parce que, en dehors de la sphère très-étroite à laquelle son principe s'applique, le parti se fractionne en quatre minorités profondément hostiles les unes aux autres, et toutes également incapables de réaliser leur idéal politique ;

Parce que les hommes les plus influents de ce parti ne

connaissent point les véritables causes du désordre et repoussent, méprisent ou ignorent la science qui leur en indique le remède.

Le principe que proclame le parti de l'ordre et d'après lequel il agit, c'est le respect et la stricte exécution des lois qui garantissent la sûreté, la propriété, les droits acquis des citoyens. Il ne va pas au delà ; il ne comprend point le respect et le maintien de la constitution et du gouvernement qu'elle a fondé ; car les hommes de ce parti sont tous, à une minime exception près, partisans de la forme monarchique et très-décidément hostiles à la forme républicaine. Cette assertion ne sera contestée par aucun de ceux qui ont suivi avec quelque attention, depuis deux ans, les débats des assemblées politiques et la polémique des journaux.

Il faut chercher longtemps, même à Paris, pour trouver un républicain parmi les hommes de la classe moyenne qui se disent amis de l'ordre. Plusieurs l'ont tenté sans y réussir. *Rara avis in terris !* Les républicains même *de la veille*, si nombreux naguère, sont devenus presque tous des royalistes du lendemain.

Si la comédie que jouent, depuis deux ans, ces partisans de la monarchie, en présence du public et dans la vie officielle, peut paraître plaisante, leur opinion en elle-même est un fait grave par ses conséquences. C'est à cette opinion, en effet, qu'il faut attribuer les vices principaux dont la constitution de 1848 est entachée ; c'est elle aussi qui fait toute la force du parti de la démocratie absolue, qui lui donne l'autorité dont il jouit parmi les classes inférieures de la société, et qui entretient chez celles-ci l'esprit révolutionnaire.

L'idée de la république est peu comprise des masses ;

mais elles ont le sentiment instinctif des rapports intimes qui existent entre la démocratie et la forme de gouvernement républicaine ; elles regardent comme dangereux pour la démocratie tout ce qui menace la république ; elles ne croient pas qu'on puisse être hostile au gouvernement républicain sans être hostile aux institutions démocratiques nées de la révolution de février et sanctionnées par la Constituante.

Aussi, quelle défiance profonde inspiraient à cette partie du peuple qui comprend la démocratie, qui l'aime parce qu'elle en profite, et qui veut conserver ce qu'elle en a conquis, les propositions émanant du parti de l'ordre pour modifier la constitution, pour y introduire, par exemple, la division du corps législatif en deux chambres ! La constituante semblait avoir reçu pour mission de constituer la démocratie plutôt que d'organiser une république, et les partis, au lieu de travailler de concert à obtenir la meilleure constitution républicaine, ne songeaient qu'à introduire dans leur œuvre, l'un, le plus, l'autre, le moins de démocratie possible.

Une fois votée, la constitution ne pouvait qu'entretenir et envenimer les défiances réciproques de ceux qui l'avaient faite, puisqu'elle était défectueuse à tous égards et pour toutes les opinions. Les royalistes ne pouvaient pas s'y rallier sincèrement ; les démocrates n'y trouvaient pas une application logique et suffisante de leurs principes. De là le succès qu'ont obtenu aux élections de 1849 les démagogues les plus violents. La démocratie se croyant plus que jamais menacée, n'a choisi ou accepté pour ses meneurs que des hommes qui lui appartenaient par leurs antécédents, par leur position, par leurs passions, et l'esprit révolutionnaire s'est maintenu en éveil pour détourner, par

d'incessantes agitations, le péril d'une réaction supposée imminente.

Le parti de l'ordre, appelé à gouverner dans de telles circonstances, pouvait-il employer d'autres moyens que la contrainte? Evidemment non, car toute la liberté qu'il eût concédée aurait tourné inévitablement au profit de la démocratie absolue, et du socialisme qui en est le complément. Ne pouvant d'ailleurs consolider l'ordre social sans consolider en même temps la république, il était condamné, par ses préférences notoires pour la monarchie, à ne viser qu'au maintien de cet ordre extérieur et apparent que tout gouvernement, même provisoire, peut faire régner, aussi longtemps que la force armée lui demeure soumise.

Ensuite, comment opérer des réformes de législation économique et d'organisation administrative, au milieu d'une insécurité générale, qui paralyse l'ambition et l'activité de la classe précisément la plus influente, de celle dont le concours serait le plus nécessaire pour assurer le succès de pareilles innovations? Comment attirer le capital et l'esprit de spéculation dans des voies nouvelles et plus larges, quand la défiance leur fait abandonner celles qu'ils avaient suivies auparavant? Et comment la sécurité et le crédit renaîtraient-ils sous une constitution à la stabilité de laquelle ne travaillent et ne croient ni ceux qui l'ont faite, ni ceux qui l'appliquent?

Les arrière-pensées monarchiques du parti qui forme la majorité de l'Assemblée et du gouvernement sont un obstacle permanent et insurmontable au retour de la sécurité, parce qu'elles entretiennent dans tous les esprits l'attente de nouvelles secousses, de nouvelles péripéties, d'événements dont la portée et l'issue ne peuvent se prévoir ni se calculer d'avance. Les journalistes, qui vont chaque

jour répétant que la république s'est établie par surprise et qu'elle répugne aux intérêts du pays, ou faisant d'une manière plus ou moins directe l'éloge du gouvernement monarchique, travaillent plus efficacement à empêcher le rétablissement définitif d'un état de choses normal que les écrivains les plus exagérés de la démocratie.

Enfin les mesures extraordinaires de répression et l'appareil de forces constamment déployé pour la défense de l'ordre, contribuent à entretenir les inquiétudes, pour le moins autant qu'à les dissiper. Le danger existe, et, certes, il est de nature à justifier, de la part du gouvernement, les précautions les plus énergiques, les préparatifs les plus complets de résistance ; mais ces précautions, en attestant à tous les yeux la présence d'un danger qui était en partie latent et ignoré, rassurent et alarment du même coup les intérêts en péril.

Sans doute, lorsqu'il y a dans une maison des foyers d'incendie, la présence d'un corps de pompiers muni de ses engins et veillant autour des bâtiments menacés inspire quelque sécurité aux habitants, et cependant il n'est aucun de ceux-ci auquel la vue de cet appareil protecteur n'inspire de sinistres appréhensions.

C'est là un vice inhérent au système qui ne produit l'ordre que par la contrainte. Son application ne peut obvier au désordre qu'en le constatant et en le manifestant, c'est-à-dire en substituant au mal du désordre le mal d'une alarme permanente et incurable.

Tout ce que je viens de dire découle logiquement de ce fait seul que le parti de l'ordre ne croit pas à la république et ne la veut pas. Toutefois, si ce parti était homogène dans ses opinions et ses espérances monarchiques, on apercevrait une solution possible et prochaine des difficul-

tés actuelles, tandis que les dissidences profondes et inconciliables qui le partagent le rendent aussi impuissant pour l'avenir que pour le présent.

D'abord, il est bien évident que les trois factions dans lesquelles il se subdivise ne peuvent s'entendre et agir de concert que sur un seul point, la répression armée du désordre, le maintien de l'ordre apparent par un système de contrainte. Ainsi, toutes les conséquences qui découlent de ce régime d'ordre, incomplet dans son principe, violent dans son application, se trouvent fatalement et irrévocablement attachées à la prédominance du parti de l'ordre dans les corps constitués. La prolongation indéfinie de l'état actuel des choses, c'est-à-dire d'un désordre réel et profond, ou le triomphe de la Montagne; telle est donc la seule alternative qui semble rester à la société française.

Ensuite, les alarmes entretenues dans le pays par la perspective d'un changement de constitution, sont singulièrement aggravées par le fractionnement du parti qui aspire à ce changement. Entre les trois réalisations hypothétiquement possibles de l'idée monarchique, en est-il une qui ait quelque chance de succès? L'incertitude la plus complète règne à cet égard, non pas seulement chez le gros de la nation, mais chez les hommes les plus clairvoyants et les plus sagaces. Les prévisions et les espérances des plus intrépides optimistes ne s'étendent pas plus loin que le terme fixé pour la révision de la constitution et pour l'élection du président. Au delà ils n'aperçoivent et ne peuvent apercevoir que le déchirement de la majorité, la dissolution du parti de l'ordre, la confusion des langues, le chaos.

S'il y a des esprits qui croient sérieusement à la restau-

ration de la monarchie, ce dont il est permis de douter, leur confiance repose sur des illusions que le moindre examen devrait suffire pour mettre à néant.

Le principe monarchique pur est représenté par l'opinion légitimiste, qui se glorifie avec raison d'être la seule conséquente. C'est bel et bon dans le domaine de la pensée. Les publicistes philosophes approuveront; l'histoire rendra justice; la postérité ne refusera pas plus son estime aux légitimistes français que nous ne refusons la nôtre aux jacobites anglais. Mais pour vivre dans les faits, pour dominer les réalités de ce monde, il ne suffit pas au principe monarchique d'être rationnel, il faut encore qu'il soit fort, moralement et matériellement, c'est-à-dire qu'il ait pour lui l'adhésion expresse ou tacite du peuple chez lequel on prétend l'appliquer; or, cette adhésion ne peut lui être assurée que de deux manières : ou parce qu'il promet satisfaction aux intérêts, aux besoins, aux passions, aux idées préconçues du peuple dont il s'agit; ou parce qu'il se personnifie dans une individualité capable, par ses qualités réelles et apparentes, et par ses actes passés et présents, de concentrer sur elle-même l'attention, de rallier les sympathies, de vaincre les répugnances, en un mot, d'imposer le principe qu'elle représente.

La première de ces deux conditions existe pour le principe de la légitimité dans une petite portion de la France, dans quelques départements de l'ouest et du midi. Partout ailleurs, c'est-à-dire dans les neuf dixièmes du pays, le gros de la population, y compris la classe moyenne, en est encore aux idées de 1830, se défiant des légitimistes et leur attribuant la pensée de rétablir, avec le règne de la dynastie légitime, celui de la noblesse de cour et des jésui-

tes. Non-seulement cette grande majorité de la nation n'attend du principe en question rien de ce qu'elle désire le plus, rien de ce qu'elle croit pouvoir demander à son gouvernement, mais elle est imbue d'idées qui sont diamétralement contraires à celle de la légitimité. La supposition d'un droit de naissance, inhérent à une dynastie, et indépendant de la volonté nationale ou tout au moins antérieur à l'acte de cette volonté qui le consacrerait, heurte de front le principe généralement admis de la souveraineté du peuple. Les sophismes de l'école Genoude, loin de détruire cette antinomie, n'ont fait que la rendre plus manifeste et plus frappante.

Quant à la deuxième condition, elle est plus loin encore d'être réalisée. On a beaucoup vanté cette parole du duc de Bordeaux : *Je ne suis pas un prétendant, je suis un principe*. N'en déplaise à ce prince, digne par ses qualités privées d'un sort plus heureux, lorsqu'un principe se personnifie c'est pour vivre, pour devenir capable de vouloir et d'agir ; autrement, tout personnifié qu'il est, il demeure une lettre morte, une pure théorie. Ce n'est pas en se condamnant à un tel rôle que Gustave Wasa, Henri IV, Jean de Bragance firent triompher le principe qu'ils représentaient. De tout temps, les grandes péripéties dans la vie des peuples ont eu lieu sous l'influence personnelle d'individualités fortes et saillantes dont la volonté, l'intelligence, et au besoin l'épée, ont dû conquérir tantôt le fait à l'appui du droit, tantôt le droit à l'appui du fait.

Les Stuart, même après la bataille de Culloden, étaient plus près du trône que ne le sera jamais le duc de Bordeaux réduit à l'état de principe.

Si la maison d'Orange, dans la personne du roi Guil-

laume, avait été renversée, non par les Jacobites, mais par les *Indépendants*, et si une convention nationale avait alors sanctionné cette révolution et constitué la nation anglaise en république, une restauration ultérieure de la monarchie aurait-elle été possible, et quelle dynastie aurait eu le plus de chances en sa faveur? Je réponds sans hésiter : Une restauration eût été infiniment peu probable; mais la plus grande chance eût été en faveur des Stuart, surtout si la maison d'Orange, s'abandonnant elle-même, avait pris la fuite sans essayer la moindre résistance.

Richard Cromwell, ou quelqu'un de ses parents, d'une personnalité aussi peu saillante que la sienne, serait-il parvenu facilement à une position élevée dans la nouvelle république, et aurait-il pu ensuite abuser de cette position pour rétablir le protectorat héréditaire? Je réponds que l'héritier d'Olivier Cromwell aurait pu s'élever fort haut sur un piédestal de souvenirs et de sympathies, mais que, ce piédestal étant de nature à s'affaisser de lui-même au bout d'un certain laps de temps, le personnage qu'il supportait serait bientôt rentré dans l'ombre, n'ayant, pour se soutenir au-dessus, ni les ailes de la gloire, ni la stature d'un géant.

Qu'on me permette de me borner à ce peu de mots pour faire justice des hallucinations orléanistes et napoléoniennes. J'ajoute seulement que je ne prétends point exclure du domaine des choses possibles une résurrection passagère du principe monarchique, imposée par surprise ou par une pression extérieure, et acceptée par lassitude ou sous l'empire d'une réaction violente contre l'anarchie et le socialisme. Une nation affligée de l'esprit révolutionnaire peut embrasser les partis les plus extrêmes, sauf à

rebrousser chemin dès que la réflexion lui est revenue. Je ne révoque en doute que la possibilité d'une restauration monarchique assez durable pour mettre fin à toutes les alarmes, à toutes les agitations, à tous les désordres partiels qui caractérisent la situation présente de la société française.

Quand on cherche à prévoir, d'après la connaissance qu'on a des antécédents, du caractère et de la position actuelle d'un individu, quelle conduite il tiendra dans l'avenir, on fait abstraction des actes que la fièvre et le désespoir pourront lui inspirer.

Les monarchistes comprennent instinctivement ce qu'il y a de chimérique dans leurs espérances, car, à l'exception de quelques légitimistes peu éclairés qui, endoctrinés par la *Gazette de France*, rêvent encore *l'appel au peuple*, on ne trouve pas, chez les hommes politiques de cette catégorie, l'ombre d'une idée pratique ou d'une volonté arrêtée dans le sens de leur opinion. A ces deux questions : Quand? et comment? qu'on est si naturellement porté à leur adresser, lorsqu'ils laissent deviner les illusions dont ils se bercent, ils ne répondent guère qu'en levant les yeux au ciel, pour invoquer mentalement l'appui d'en-haut; comme si la Providence tenait des miracles en réserve pour faire réussir les causes abandonnées; comme si le Ciel avait coutume d'aider ceux qui ne s'aident pas eux-mêmes.

En résumé, le parti de l'ordre, grâce à son fractionnement, n'offre pas, aux esprits alarmés et aux intérêts froissés par le présent état des choses, la moindre garantie d'un avenir meilleur, la moindre chance de voir l'ordre entièrement rétabli et la question politique définitivement résolue. Au lieu de tempérer le mal du désordre actuel par l'at-

tente d'une guérison prochaine, il l'aggrave par la perspective d'un désordre plus redoutable.

Supposons, cependant, que rien de tout cela ne soit vrai, que les pensées monarchiques du parti de l'ordre ne puissent exercer aucune influence fâcheuse sur le présent ni sur l'avenir de la France, qu'on ne doive leur attribuer aucune part dans le désordre qui caractérise la situation actuelle ; il reste à savoir si ce parti comprend le problème qu'il est appelé à résoudre, s'il est capable de dominer et de diriger la crise révolutionnaire qu'il déplore avec tant d'amertume, s'il connaît et veut employer les seuls moyens que suggèrent la raison et la science pour y mettre un terme.

Hélas! il faut bien le dire, quoi qu'il m'en coûte, ces orateurs si écoutés et si dignes de l'être, ces écrivains si diserts et si élégants, ces historiens si éloquents et si sagaces, ces administrateurs, ces jurisconsultes si habiles et si intelligents, qui forment l'élite du parti de l'ordre, et, à ce qu'il semble aussi, de la nation entière, sont tous, sans exception, des esprits impuissants, dont il ne faut attendre ni l'initiative d'aucune des réformes désirables, ni la solution d'aucune des questions pendantes. L'horizon de leur génie ne s'étend pas au delà de cette sphère politique où ils ont joué, pendant dix-huit ans, un rôle actif. En vain, depuis leur entrée aux affaires, les causes diverses qui ont amené la catastrophe de 1848 se sont développées, combinées, manifestées sous leurs yeux ; ils n'ont rien vu, rien voulu voir. Aujourd'hui même, en présence des faits accomplis, ce sont encore des questions d'équilibre constitutionnel, de tactique parlementaire, d'organisation gouvernementale qui les préoccupent exclusivement. Depuis

trente-cinq ans, le fonds de la société a subi une altération profonde ; les idées de rénovation sociale qui, quoi qu'on en ait dit, avaient été les premiers moteurs de la révolution de 89, se sont infiltrées avec le temps dans toute la masse du peuple ; il est d'une absolue nécessité que les formes soient appropriées au fond, et que les principes deviennent des réalités. Mais les hommes d'ordre ne voient dans tout cela qu'un accident. Le char de l'État s'est entièrement disloqué sous le poids d'une multitude qui veut y prendre place, qui l'escalade de toutes parts, et qui, impatiente d'arriver, pousse les roues, fouette les chevaux, et menace de tout culbuter. — Erreur ! Ce n'est que le timon qui s'est brisé. On en remettra un autre. En attendant on avise, tant bien que mal, au moyen de vieilles cordes usées, à remplacer le timon et à consolider les ais et les essieux de la machine roulante, on écarte à grands coups de fouet la foule indiscrète et l'on s'efforce de faire avancer l'attelage essoufflé sur une route parsemée de débris et labourée en tous sens, où il bronche presque à chaque pas.

En vérité, en vérité, c'est vous qui êtes dans l'erreur, et qui ne connaissez pas les signes des temps. Ce qu'il faut, pour que les désirs importuns de cette foule soient satisfaits sans embarras et sans danger pour le char et pour ceux qui le mènent, c'est de remplacer ce véhicule suranné par une locomotive, traînant sur un chemin de fer une longue file de larges wagons, qui chemineront plus vite que tout le monde et pourront contenir à peu près tout le monde.

Ce n'est point par hasard que j'ai employé cette comparaison. Rien ne donne mieux l'idée d'un chariot disloqué, embourbé, empêtré, mal conduit, et traîné par des hari-

delles, que cette administration française, si vantée....... par les Français, administration qui semble s'être posé le problème de faire le moins de choses que possible, avec la plus grande dépense possible de temps, de forces et d'argent.

La centralisation absolue, l'ubiquité de l'Etat, le régime protecteur, voilà incontestablement les trois vices capitaux qui rendent le système actuel incompatible avec les besoins de l'époque, les trois formes vieillies qui jurent avec le fonds renouvelé de la société, les trois inconséquences qui font mentir les principes admis comme base théorique de l'ordre social depuis un demi-siècle. Or, sur ces trois points, les hommes d'Etat du parti de l'ordre sont si loin de songer à une réforme, qu'ils saisissent toutes les occasions de compléter le système dont il s'agit et d'aggraver le mal qui en résulte.

L'Angleterre, la plupart des États de l'Allemagne, l'Espagne même et l'Autriche sont plus avancées que la France en fait d'organisation administrative et de législation économique. Partout on a compris que le secret du maintien de l'ordre, en présence des besoins et des idées du temps, devait se trouver dans une plus large part de liberté accordée aux intérêts harmoniques de la production, dans une sphère d'activité plus vaste attribuée aux forces individuelles. Les théories de l'économie politique ont passé dans la pratique des gouvernements; les hommes d'État ont compris qu'il fallait demander les moyens d'ordre à la science qui a pour objet l'ordre des sociétés.

La France est restée seule étrangère à cette conviction et aux perfectionnements qui en sont les conséquences. On continue d'y déclamer à tort et à travers contre l'éco-

nomie politique. Les âneries les plus incroyables y sont débitées chaque jour à la tribune législative, dans les rapports officiels, dans les pamphlets, dans les journaux, par les hommes les plus influents et les plus capables de la nation. Les économistes, réduits à discuter leurs idées en petit comité, passent pour une secte de rêveurs et d'utopistes, un peu plus inoffensifs, mais non moins absurdes que les socialistes. Leurs doctrines les mieux démontrées ne paraissent pas avoir plus de chances de réalisation que le phalanstère, la triade et la banque du peuple !

En résumé, le parti de l'ordre ne connaît pas les causes du désordre ; il ignore les vrais moyens d'y mettre un terme ; il est incapable de diriger et de dominer une crise révolutionnaire dans laquelle il s'obstine à ne voir qu'un dérangement accidentel de l'équilibre des pouvoirs.

Il faut convenir en même temps que ce parti est le seul qui contienne des hommes d'Etat expérimentés et honnêtes, en quantité et de qualité suffisantes pour faire face aux affaires courantes du gouvernement, aux mille gestions de finance, de police, de politique extérieure qui surgissent dans les assemblées délibérantes et dans les conseils d'un grand pays. Les réformes économiques ne pourraient donc être accomplies que par lui, ou par un dictateur à la fois très-populaire, très-intelligent et très-ferme ; car il faut pour cette œuvre des hommes qui possèdent la confiance des ennemis de ces réformes, ou qui soient assez forts pour s'en passer. Aucun autre parti n'y suffirait, les économistes moins que personne.

En Angleterre même, où l'économie politique jouit de la faveur publique, ce ne sont pas les promoteurs des réformes économiques, ni surtout les inventeurs de ces ré-

formes, qui sont chargés de les proposer et de les appliquer.

Ainsi, de quelque point de vue qu'on envisage la marche des affaires en France, on la voit aboutir à une impasse, terminée par les murailles à pic de l'impossible, ou par le gouffre béant des révolutions et de l'anarchie.

Une voie de salut est encore ouverte ; c'est celle qu'indiquent d'un commun accord les économistes ; mais leur science demeure lettre close pour la masse du peuple et pour les hommes d'influence et d'action qui en composent l'élite. Cette nation, qui se croit et se dit la plus éclairée de l'univers, serait-elle destinée à périr par ignorance ?

A.-E. CHERBULIEZ.

ARISTOTE.

COUP D'ŒIL SUR SA VIE ET SES TRAVAUX.

Quoique dans les temps où nous vivons les études philosophiques paraissent jouir de peu de faveur, cependant il est des génies tellement importants, que l'on doit sans cesse s'occuper, en étudiant l'histoire, de revenir sur leurs œuvres, les examiner de nouveau, et que longtemps encore, par la hardiesse, la grandeur et la supériorité de leurs vues, ils feront à la fois le désespoir et le modèle de ceux qui viendront après eux. Tel est Aristote. Ce grand philosophe, qui réunit les qualités les plus éminentes du métaphysicien, du physicien, du naturaliste, du géographe, de l'économiste et du moraliste, après avoir traversé le moyen âge avec des fortunes diverses, fait encore irruption dans les temps modernes, où nous nous inclinons devant lui. Nous allons essayer de jeter un coup d'œil sur le vaste ensemble de ses productions et surtout de faire sentir en quoi ses grandes découvertes dans les scienees positives ont activé les progrès de celles des modernes, dont nous aimons tant à nous enorgueillir. Nous verrons qu'Aristote a beaucoup pressenti de ce que les Bacon, les Galilée, les Descartes, les Buffon ont découvert après lui, et qu'il est le père des sciences physiques et de l'histoire naturelle, comme de la métaphysique, de la morale et de l'économie politique.

Aristote, selon Apollodore, naquit la première année de

la 99e olympiade, à Stagire, ville de Macédoine, 384 ans avant Jésus-Christ [1]. Son père Nicomaque était médecin et ami d'Amynthas, roi de Macédoine; Aristote descendait par lui d'une famille qui faisait remonter son origine à Esculape; fort jeune encore il perdit ses parents; un certain Proxène d'Atarné se chargea du soin de son éducation et lui fit étudier les sciences; aussi son élève conserva-t-il jusqu'à la mort une profonde reconnaissance pour lui. Plusieurs traditions assez invraisemblables ont été recueillies sur ces premières années de la jeunesse d'Aristote; ainsi certains auteurs ont écrit qu'il s'était livré au commerce des drogues et de la pharmacie. Ce fait, quoique n'ayant rien d'extraordinaire, n'est pourtant nullement prouvé. Il ne s'accorderait point d'ailleurs avec un autre fait beaucoup plus assuré, c'est qu'Aristote se rendit près de Platon, à Athènes, à l'âge de 17 ans, et qu'il étudia avec assiduité les doctrines du père de l'Académie [2]. Il suivit l'école de cet illustre philosophe, durant vingt années entières, et ce fut pendant ce temps qu'il prépara l'ouvrage de toute sa vie. Son ardeur pour toute espèce de recherches le rendant sans cesse occupé, Platon l'appelait le *liseur;* le comparant à Xénocrate, un autre de ses élèves, il disait que l'un avait besoin de frein et l'autre d'aiguillon. S'il fallait en croire l'autorité de Diogène Laërce, Aristote aurait été, à la fin de la vie de Platon, en mésintelligence avec ce grand homme, soit que Platon lui eût

[1] Diog. Laërce, livre V.

[2] Diog. Laërce, livre V. D'autres ont dit qu'il s'était rendu près de Socrate, ce qui est impossible, si on réfléchit que Socrate était mort l'an 400 avant J.-C., sous la 95me olympiade et avant la naissance d'Aristote. L'histoire qui raconte qu'Aristote prit le parti des armes est aussi d'une grande invraisemblance.

préféré d'autres disciples, soit qu'Aristote lui eût déplu par la liberté de ses opinions, par l'indépendance avec laquelle il se serait tracé une route particulière dans la recherche de la philosophie, sans vouloir s'assujettir aux théories de son maître [1]. Il paraît aussi que pendant une absence de Platon, Aristote, chargé de l'enseignement de l'Académie, le dirigea d'une manière qui ne répondit point aux vues de son fondateur. Quoi qu'il en soit de la vérité de ces anecdotes, elles n'ont point assez d'intérêt pour mériter une grande attention de la part de l'historien ; mais ce qui paraît probable et ce qui n'est pas sans importance dans l'explication des œuvres du Stagirite, c'est que de bonne heure il se manifesta une réelle opposition de vues entre son maître et lui, et que, si Platon lui ouvrit la porte de la philosophie, il ne fut pas toujours son guide exclusif, comme nous le verrons dans l'appréciation des doctrines du disciple.

Après la mort de Platon (348 avant J.-C.), Aristote, accompagné de Xénocrate, se rendit à Atarnée, ville des bords de l'Asie-Mineure, près d'Hermias, tyran ou souverain de cette ville, et philosophe lui-même. Il avait lié connaissance avec ce prince dans Athènes, lorsqu'ils suivaient tous deux ensemble les leçons de Platon, et s'était uni avec lui d'une étroite amitié qui avait encore été augmentée par leur commun amour pour la philosophie, qu'Hermias cultivait avec succès. Il ne resta que trois ans près de son ami, qui périt d'une mort cruelle, assassiné par le roi de Perse. Mais Aristote, pénétré d'un vif sentiment de reconnaissance pour ses bienfaits, épousa sa sœur Pythias, qui se trouvait déchue de sa haute position et privée de

[1] Diog. Laërce, livre V. Ritter. Hist. de la philosophie ancienne, traduct. franç. de Tissot, tome III, page 4.



tout appui. Il en eut une fille. Plus tard il eut un autre fils; mais on croit que celui-ci dut le jour à une concubine chérie nommée Herpyllis, qui devint son épouse après la mort de Pythias[1]. Le séjour d'Atarnée étant devenu dangereux pour Aristote, le philosophe quitta cette ville pour Mitylène, en compagnie de Xénocrate; mais il ne demeura que peu de temps dans cette seconde ville, car il fut appelé, la deuxième année de la 109e olympiade, en l'an 343 avant J.-C., par le roi de Macédoine Philippe, pour faire l'éducation de son fils alors âgé de treize ans. On sait que lors de la naissance de ce fils, en 356, Aristote qui commençait déjà ses leçons dans Athènes, reçut de Philippe cette lettre célèbre, qui déjà suffirait à sa gloire : « Philippe, roi de Macédoine, à Aristote, salut. Sachez qu'il m'est né un fils; je remercie les dieux, non pas tant de me l'avoir donné, que de l'avoir fait naître du temps d'Aristote; j'espère que vous en ferez un roi digne de me succéder et de commander aux Macédoniens. » Cette rencontre fut heureuse pour le prince comme pour le philosophe. Le premier puisa dans la doctrine de son maître cette élévation d'idées, ce sentiment du grand et du beau, qui lui permirent de régner dignement pendant un assez grand nombre d'années, tant qu'il sut modérer ses passions, et plus tard, d'élever si haut la gloire d'un peuple jusque-là presque inconnu dans l'histoire; l'autre trouva dans la faveur du souverain un appui qu'il sut utiliser au profit de la science et de l'histoire naturelle en particulier, s'il est vrai, comme les traditions nous le rapportent, qu'Alexandre mit à sa disposition une partie de ses trésors pour lui procurer les objets les plus remarquables de tous les règnes de la na-

[1] Diog. Laërce, livre V. Ritter, tome III, p. 8.

ture, particulièrement pendant l'expédition d'Asie. Cette expédition ne fut pas seulement un long triomphe pour le monarque, elle permit encore au grand naturaliste de recueillir et de réunir en collection de précieux objets de toute sorte, qui lui furent envoyés par Alexandre[1]. Pline rapporte qu'il occupait constamment aux frais du souverain de la Macédoine, plusieurs milliers d'hommes, pour chasser, pêcher et mettre en ordre les sujets d'observation dont il avait besoin. Aristote sut employer cette faveur avec générosité; il obtint que Stagire, sa patrie, qui avait été détruite, fût rebâtie et qu'on y construisît un gymnase pour l'enseignement de la philosophie. Il n'est pas exact, quoique certains historiens l'aient avancé, que ce philosophe ait accompagné le conquérant dans son expédition ; il demeura pendant ce temps à Athènes et y ouvrit une école où il se livra avec assiduité à l'enseignement. Il avait placé près d'Alexandre, pour l'accompagner, son disciple et son parent, l'infortuné Callisthènes. Quand celui-ci fut immolé à la colère soupçonneuse du monarque, Aristote ne craignit pas d'en faire des reproches à son ancien élève, ce qui lui attira quelque refroidissement de la part de ce prince; mais il n'en conserva pas moins jusqu'à la mort d'Alexandre des relations et une correspondance assez active avec lui. Son enseignement avait lieu, à Athènes, dans le Lycée, ainsi appelé parce qu'il était voisin du temple d'Apollon Lycéen. C'était le seul gymnase qui restât libre, car Xénocrate avait pris possession de l'Académie après la mort de Platon, et les Cyniques occupaient le lieu appelé Cynosarge; on appela l'école d'Aristote Peripatéticienne,

[1] Cuvier. Histoire des sciences naturelles chez tous les peuples connus, tome I, 7me leçon.

parce qu'il avait coutume d'enseigner en se promenant[1]. Cette école ne servait pas seulement à l'enseignement de la philosophie; on y apprenait également tout ce qui se rattachait à la culture de l'esprit et, en particulier, l'éloquence. Le maître divisait ses élèves en deux classes : le matin il exerçait la première aux recherches profondes de la philosophie ; le soir la seconde classe se livrait sous sa direction à un genre de travail et d'instruction moins élevé, et qui, par cela même convenait à un plus grand nombre; le premier genre d'enseignement était appelé *acroatique* ou *acroamatique*, le second *exotérique*[2]. Aristote passa treize ans à Athènes, occupé de ces sortes d'études[3]. Ce fut pendant cet intervalle de temps qu'il écrivit un grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels fut sans doute son histoire des animaux, dans laquelle la générosité d'Alexandre lui fut du plus grand secours, entreprise admirable d'ailleurs, et qui eût suffi à elle seule pour l'immortaliser. Ce fut aussi à cette époque qu'il reçut du roi de Macédoine la lettre fameuse que rapporte Plutarque dans sa Vie d'Alexandre[4], lettre dans laquelle ce prince le blâme d'avoir publié ses écrits sur la science, disant qu'il ne fallait pas

[1] Diog. Laërce, livre V. Ritter. Hist. de la philosophie ancienne, tome III, p. 9.

[2] Acroamatique d'ἀκρόαμαι, comprendre; c'était la partie de la science la plus élevée qu'il fallait recevoir de la bouche même du maître parce qu'elle était plus difficile ; elle était réservée aux élèves déjà instruits : l'enseignement exotérique s'appelait ainsi d'ἐξότερος, extérieur, parce que cette partie de la science était enseignée publiquement à tous ceux qui voulaient l'entendre. Ritter. Hist. de la philos., tome III, p. 10.

[3] Suiv. Diog. Laërce.

[4] Plutarque. Vie d'Alexandre VII. Aulu-Gelle, Nuits attiques, livre XX, c. V.

les confier au vulgaire, mais les réserver pour les intelligences d'élite.

Parmi le grand nombre de fables que l'on a racontées au sujet d'Aristote, il faut encore ranger la tradition qui lui fait donner le poison avec lequel Antipater aurait fait mourir Alexandre; il est inutile de s'arrêter à un pareil récit qui repose déjà sur une invraisemblance, c'est qu'Alexandre ait été empoisonné. Toutefois, après la mort du roi de Macédoine, Aristote perdit un protecteur puissant; des inimitiés, des passions hostiles se déchaînèrent contre lui. On répandit des calomnies sur son compte. Il se retira alors à Chalcis, dans l'île d'Eubée, pour éviter la destinée de Socrate. Je veux, disait-il, éviter aux Athéniens un nouveau crime contre la philosophie. On prétend que la cause ou le prétexte de l'accusation dirigée contre lui, fut un hymne qu'il avait composé en l'honneur d'Hermias son ancien ami, et qui donna lieu à l'accuser d'impiété envers les dieux [1]. On prétendit que cet hymne était une sorte de sacrilége, en ce qu'il semblait considérer son ami comme une espèce de divinité; il paraît certain d'ailleurs, que ce culte de l'amitié et de la reconnaissance était si grand chez Aristote, qu'il chantait cet hymne tous les jours, au moment de ses repas. Ce fut cet hommage public, peut-être aussi le culte qu'il rendait à la mémoire de son épouse Pythias, qui servirent de prétexte aux prêtres d'Athènes, pour chercher à le perdre comme ils avaient perdu Socrate. La haute raison, la philosophie élevée d'Aristote devaient contribuer à ruiner leur culte et leurs autels. Cet hymne est si remarquable et fait honneur de tant de ma-

[1] Ritter. Hist. de la philosoph., tome III, p.10. Diog. Laërce, livre V. Cf. Bayle. Art. Aristote.

nières au génie et au caractère d'Aristote, que nous croyons devoir le rapporter ici, tel que Diogène Laërce nous l'a conservé :

« Vertu, source d'efforts pour le genre humain, vertu, la plus belle récompense de la vie, ce fut toujours l'heureux destin des Grecs, et de mourir pour toi, et de souffrir pour toi les plus rudes travaux ; car tu nous mets au cœur un fruit immortel qui nous captive, un fruit meilleur que l'or, meilleur que la vue des parents, meilleur que le plus doux repos. Pour toi, Hercule et Léda supportèrent mille maux, poursuivants obstinés de ta puissance à travers un monde ennemi. Epris de ton amour, Achille et Ajax descendirent volontairement dans la demeure des morts. C'est parce qu'il aimait ta beauté, ô vierge! que le fils d'Atarne a perdu la lumière du soleil ; voilà pourquoi il a mérité d'être loué par sa vie ; voilà pourquoi les Muses célèbrent son immortalité, les Muses, filles de mémoire qui aiment à chanter la gloire de Jupiter hospitalier et l'honneur d'une amitié fidèle. »

Aristote mourut à Chalcis en Eubée, peu de temps après sa fuite d'Athènes, quelques-uns disent par le poison, mais plus probablement d'une mort naturelle ; elle arriva dans la soixante-troisième année de son âge, la troisième de la 114e olympiade, l'an 322 avant J.-C.

D'après plusieurs témoignages, parmi lesquels il faut compter celui de Diogène Laërce, ce philosophe était de petite taille, chauve et un peu bègue. Un autre auteur, en décrivant une statue en bronze qui le représente, dit qu'il avait le visage maigre et les joues ridées. Censorinus dit qu'il eut toujours une santé délabrée, ou du moins une sorte de malaise ou de faiblesse d'estomac, et s'étonne qu'il ait pu vivre soixante-trois ans au milieu d'une vie

agitée et de continuels travaux. Alexandre lui avait fait élever une statue placée au milieu de celles des souverains de la Macédoine. Il nous reste encore aujourd'hui deux monuments antiques qui nous rappellent les traits de cet immortel génie : l'un est un bas-relief publié par Faber au seizième siècle ; l'autre est une statue de grandeur naturelle et d'un travail remarquable que l'on voit à Rome, au palais Spada. Visconti a gravé cette statue [1].

Voilà, au milieu d'un grand nombre de contradictions, ce que les historiens, et particulièrement Diogène Laërce, présentent de plus clair ou de moins contesté sur le grand homme qui nous occupe. On pourra consulter avec fruit, outre les principales histoires de la philosophie, le Dictionnaire de Bayle, à l'article que ce célèbre critique lui a consacré.

Il n'est pas tout à fait sans intérêt de faire connaître ce ce que nous transmet l'histoire sur la manière dont les écrits d'Aristote nous sont parvenus. Strabon et Athénée [2] rapportent que ces écrits furent légués par Aristote après sa mort, à son disciple Théophraste, qui les laissa à Nésée de Scepsis, un de ses élèves ; des mains de celui-ci ils passèrent dans celles d'héritiers avides et ignorants, qui en eurent d'abord fort peu de soin, et qui finirent par les cacher dans la terre, pour les dérober à l'envie de ceux qui auraient voulu s'en emparer. Un certain Appellicon de Théos les acheta et les conserva. Lors de la prise d'Athènes par Sylla, en 87 avant J.-C., ils furent apportés à Rome, où le grammairien Tyrannion d'abord, et ensuite le péripatéticien Andronicus de Rhodes les publièrent. Quoi-

[1] Encyclopédie nouvelle. Art. Aristote.

[2] Strabon, livre XIII. Athénée, livre V. Plut. Vie de Sylla. Cf. Bayle Dict.. Art. Aristote et Tyrannion.

que cette histoire soit très-généralement mise en doute, puisque Aristote publia lui-même une assez grande partie de ses ouvrages ; elle peut cependant n'être pas complétement inexacte et concerner quelques traités qui n'auraient pas été mis au jour du vivant de leur auteur ; elle est d'ailleurs rapportée par des historiens dignes de foi. Si l'on veut avoir une idée de l'étendue et de l'immensité des ouvrages de ce grand philosophe, il faut consulter le catalogue que nous en a transmis Diogène Laërce ; il nous a laissé les titres d'environ trois cents traités ; malheureusement plusieurs de ces importants ouvrages ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Nous avons à regretter huit livres de descriptions anatomiques accompagnés de figures coloriées ; nous avons perdu encore un recueil de divers objets appartenant aux sciences naturelles et distribué par ordre alphabétique ; c'était peut-être un dictionnaire dont la possession nous eût appris d'une manière exacte le genre de connaissances positives des anciens. Il était composé de trente-huit rouleaux et aurait, selon Cuvier, formé un volume in-4°[1]. Enfin nous avons encore perdu la collection de 158 constitutions d'Etats divers qu'Aristote avait rassemblées pour servir à la composition de sa Politique, qui heureusement nous est parvenue. Mais qu'il eût été précieux pour l'histoire des sciences et de la philosophie, de posséder de semblables moyens de comparaison qui nous eussent aidé à mieux connaître l'esprit des sociétés antiques !

Le caractère général de la philosophie d'Aristote est la science proprement dite, déduite de l'observation et de

[1] Cuvier. Histoire des sciences naturelles chez tous les peuples connus. Tome I, p. 140.

l'examen des faits, l'étude de la nature dans son ensemble et dans ses divers phénomènes. Ce qui le distingue surtout, c'est l'étendue et l'immensité du coup d'œil; il ne plane pas dans l'idéal comme Platon; il demeure toujours, au contraire, dans le domaine du réel et du positif. Il enregistre, il analyse tous les faits qui se présentent à lui, bien plutôt qu'il ne construit un système; et s'il ne s'élève pas à une haute poésie comme le chef de l'Académie, il se rapproche toujours de la vérité, et l'on sent que son génie investigateur la découvre au milieu des obscurités et des mystères dont elle s'entoure aux yeux du vulgaire. C'est ce qui fait aussi qu'aujourd'hui Aristote est encore plus lu que Platon, car Aristote a servi de guide aux sciences jusque dans les derniers temps, et Platon n'est guère que dans les mains de ceux qui peuvent employer leurs loisirs à la discussion des systèmes de métaphysique ou à l'histoire de la philosophie. Avant lui la philosophie se perdait dans le champ des stériles abstractions, la véritable science n'existait pas; à peine Pythagore avait-il pu, au milieu de beaucoup de rêveries inutiles, esquisser les premiers traits de la connaissance des nombres; mais il n'existait ni méthode, ni direction de l'esprit dans la recherche des phénomènes naturels. Aristote à lui seul a indiqué et préparé dans une vie de soixante-trois ans, ce qu'il a fallu vingt siècles pour achever après lui. Toutes les découvertes du dix-septième et du dix-huitième siècle sont venues indirectement de lui; car si l'on n'en a pas trouvé le germe dans ses ouvrages, du moins on a recueilli son excellente méthode d'observation, la seule qui puisse conduire à quelque résultat dans l'étude de la nature. On ne saurait trop admirer l'excellence et l'importance des résultats qu'il ob-

tint, quand on pense à l'état complétement imparfait des sciences naturelles avant lui, à son enseignement qui lui absorba pendant trente années, deux fois par jour, une grande partie de son temps, à l'agitation d'une vie qui se passa près de plusieurs princes, au milieu des cours; quand on pense qu'aucun des devoirs de la vie privée ni civile ne fut négligé par lui, et que, au contraire, son caractère sociable et bienveillant ne cessa de le mettre en contact avec un grand nombre d'hommes. Doué d'un immense génie d'invention, il imagina de classer et de spécialiser les différentes sciences, et créa de la sorte la première classification scientifique, germe de toutes les autres; il inventa les dictionnaires, nés du besoin de se reconnaître lui-même au milieu de ses vastes recherches. Il imagina de plus les figures anatomiques et les planches scientifiques, reconnues si précieuses depuis, pour l'explication des faits naturels et pour les ouvrages techniques; il fonda l'économie politique et la politique elle-même, qui n'existait pas en corps de doctrine avant lui; il inventa l'art des expériences sur les phénomènes de la nature; sa vie tout entière est un enchaînement non interrompu de travaux sur toutes les parties des connaissances humaines, dont pas une ne lui échappe. Enfin, dit Cuvier, qui a consacré une de ses admirables leçons à ce grand homme, « il semble que la science soit sortie toute faite du cerveau d'Aristote, comme Minerve tout armée du cerveau de Jupiter. On doit le considérer comme un des plus grands observateurs qui aient existé, et sans nul doute, il est le génie classificateur le plus extraordinaire que la nature ait produit [1]. »

[1] Cuvier. Hist. des sciences naturelles. Tome I, leçon 7me.

Pour nous guider au milieu de l'appréciation des œuvres de ce grand philosophe, nous nous servirons de sa méthode et nous diviserons ses ouvrages en trois classes, *logique, physique, métaphysique et morale*, qui nous permettront plus facilement de suivre la marche de sa pensée. Voici d'abord la liste de ses principaux ouvrages ainsi groupés :

Logique. La Logique proprement dite, composée de six traités ; les *Catégories*, l'*Herméneia* ou traité de l'*interprétation*, les *Premiers Analytiques* ou traité du syllogisme ; les *Derniers Analytiques* ou traité de la démonstration ; les *Topiques* ou traité de dialectique et les réfutations des sophistes. La collection de ces traités est ce qu'on nomme ordinairement l'*Organon*, mot qui n'appartient pas à Aristote et qui a été composé, ainsi que celui de Logique, par les commentateurs. Organon signifie instrument, parce que les traités de logique sont l'instrument avec lequel Aristote organisait tout l'édifice de la philosophie.

Physique. Par ce mot on doit entendre tout ce qui tient à la connaissance de la nature et non pas simplement ce que nous entendons par le mot plus restreint de physique. La Physique proprement dite en huit livres ; le *Traité du ciel* en quatre livres ; le traité de la *Génération* et de la *destruction* ; la *Météorologie* en quatre livres ; un traité du *Monde*, contestable et contesté par tous les auteurs ; le traité de l'*Ame* en trois livres ; plusieurs petits traités réunis au moyen âge sous le nom de *Parva naturalia;* de la *Sensation* et des *choses sensibles* ; de la *Mémoire* et de la *réminiscence* ; du *Sommeil* et de la *Veille* ; des *Rêves* et de la *Divination par le sommeil* ; de la *Longévité* et de la *Brièveté de la vie* ; de la *Jeunesse* et de la *Vieillesse* ; de

la *Vie* et de la *Mort*; de la *Respiration*; l'*Histoire des animaux* en dix livres, dont le dernier est contesté ; des *Parties des animaux* en quatre livres ; du *Mouvement des animaux*; de la *Marche des animaux* en cinq livres ; de la *Génération des animaux* en cinq livres ; un *Traité des couleurs* ; un traité d'*acoustique*, dont nous n'avons malheureusement qu'un extrait ; un traité de *Physiognomonie* ; un *Traité des plantes* restitué à Constantinople, d'après le texte arabe et la traduction latine ; un *petit recueil de récits merveilleux* ; un *Traité de mécanique* ; un vaste recueil de faits curieux de tout genre, sous le titre de *Problèmes* ; un petit traité des *Lignes insécables* et enfin un traité de la *Position des vents et de leurs noms*, fragment d'un ouvrage sur la Géographie.

Métaphysique et Morale. La Métaphysique proprement dite, nom qui n'a pas été donné par Aristote lui-même ; la *Philosophie pratique* ; la *Morale* proprement dite ; la *Morale à Nicomaque* en dix livres ; un autre traité de *Morale* en deux livres ; une autre *Morale à Eudème* ; un fragment sur les *Vertus et les Vices* ; la *Politique* en huit livres ; l'*Economique* en deux livres ; la *Rhétorique* ; la *Poétique*.

Il faudrait, pour compléter cette liste, ajouter à ces ouvrages des fragments épars dans divers auteurs, des poésies et des lettres dont l'authenticité est d'ailleurs suspecte. Voilà l'immense cortége de services rendus à l'esprit humain, avec lequel Aristote se présente à la postérité. Voilà de quoi nous essaierons de donner une idée abrégée.

On a souvent comparé Aristote à Platon, et, en effet, ces deux grands génies ont tous deux puissamment servi la cause de la philosophie, mais d'une manière tellement différente qu'il semblerait que le second ait pris à tâche

de s'écarter presque en toutes choses du premier. Autant Platon cherche à s'élever à l'absolu, à l'idéal, autant Aristote demeure dans le domaine du réel et des faits observés ; Platon contemple la nature en poëte et Aristote plane sur elle en observateur, en même temps qu'il sait assujettir sa magnifique intelligence à voir alternativement et presque simultanément l'ensemble et les détails. Nous ne pousserons pas plus loin cette comparaison déjà tant de fois faite avec succès par d'éminents historiens, mais nous rappellerons que, pour commencer par la logique, Aristote se sépare déjà complétement de son maître. Il admet l'existence de la science en général contre le sentiment de Platon qui n'admet point son existence légitime; mais il la fonde sur un tout autre principe que Platon en rejetant complétement la fameuse théorie des idées, base de toute la philosophie platonicienne. Plusieurs chapitres des traités de la logique et de la métaphysique sont consacrés à cette réfutation[1]. Aristote attaque la théorie des idées en se fondant sur ce que, si *ces idées* sont nées avec nous, nous devrions en avoir la connaissance intime; nous devrions posséder l'idée d'un objet avant même d'avoir aperçu cet objet; d'ailleurs beaucoup de choses, beaucoup d'êtres divers peuvent exister dans la nature sans avoir été formés d'après un modèle, un type quelconque dont nous puissions avoir l'idée; or on sait que ces *idées*, dans la philosophie de Platon, sont les modèles et en quelque sorte les types de toutes les choses existantes. Aristote pense que c'est à tort que ce philosophe considérait le général comme

[1] Voyez les Analytiques postérieures, livre I, et la Métaphysique, livre I, ch. 7; livre VII, ch. 14 et 15: livre X, ch. 10; livre XI, ch. 4 et 5; livre XIII, ch. 45; livre XIV, ch. 3—6.

une substance douée de réalité par elle-même. Tandis que Platon cherche à s'élever du particulier au général, il cherche, au contraire, à donner le particulier, l'individuel pour fondement à ce qui est général, et il regarde les idées comme n'ayant aucune existence hors de leur objet, comme étant de pures abstractions produit de l'entendement. Le guide d'Aristote, dans la recherche de la vérité, c'est l'expérience qui, suivant lui, peut seule nous assurer de la connaissance, de la liaison des faits; toutes les sciences reposent sur l'observation, et si nous savons observer les phénomènes qui leur appartiennent, nous parviendrons à la démonstration des lois qui gouvernent toutes les choses créées. Néanmoins, ces lois elles-mêmes reposent sur des principes qui ne sont pas démontrables, des axiomes dont notre esprit s'empare sans avoir besoin d'y être conduit, parce qu'il sent la nécessité d'admettre quelque chose de certain comme point de départ de toute recherche ultérieure. Ceux qui veulent pousser la démonstration jusqu'à prouver les axiomes qui sont les bases mêmes de la connaissance rendent, par cela même, toute science impossible [1]. Malgré la faveur qu'il accorde aux données tirées de l'observation, Aristote n'en admet pas moins l'existence de ces principes indémontrables qui forment la base de toute philosophie; mais il distingue deux sortes de principes, les uns *absolus*, les autres *relatifs*; les premiers sont dans la nature des choses; les seconds seulement dans le domaine de nos connaissances; ils forment la différence du *général* et du *particulier*; du *nécessaire* et du *contingent*; de l'*essence* et des *accidents*. La connaissance absolue, dit un historien de la philosophie, embrasse ce qui est *uni-*

[1] Analytiques postérieures, livre I.

versel et *nécessaire; l'essence* propre des choses, la connaissance *relative,* ce qui est *particulier, contingent, accidentel.* La première mérite seul le nom de *science*, la seconde celui d'*opinion* ou de *croyance*; la première résulte de la démonstration, la seconde de l'induction; la première appartient au raisonnement, la seconde aux sens; la première est plus excellente, plus élevée et d'une plus grande certitude; elle règne et domine sur la seconde [1]. On voit ici qu'Aristote se rapproche de Platon en admettant des principes nécessaires et absolus dont il fait dépendre toutes les opérations de l'entendement. C'est à la logique d'Aristote, en même temps qu'à la métaphysique, que se rapportent les notions fondamentales qu'il a données sur l'être. Car pour que l'esprit puisse procéder avec ordre et méthode dans ses opérations, il faut qu'il acquière des notions justes et légitimes des choses. Il faut qu'il ait l'idée la plus nette des êtres, objets de ses connaissances, et de l'être en particulier comme idée générale. Car le but d'une partie de la logique est de bien définir les êtres pour fonder le langage sur des notions bien distinctes. Tout être est nécessairement le produit de quatre causes, dont l'une est la *forme* qui le révèle à nous en le distinguant des autres; la seconde, sa *matière* ou les éléments dont il est composé; la troisième, le *mouvement* qui l'a fait devenir ce qu'il est; la quatrième, la *cause finale,* c'est-à-dire le but auquel il est destiné. Sans la réunion de ces quatre éléments distinctifs, nous ne pouvons avoir l'idée

[1] Analyt. prior., livre I, ch. 1, 3, 12, 17: livre II, ch. 24. Analyt. post., livre I, ch. 1, 4, 6, 8, 13, 29, 30, 33; livre II, ch. 3, 4, 7, 12. Cf. de Gérando, Histoire comparée des systèmes de philosophie, tome II, p. 308.



d'aucun objet. A ces quatre éléments primitifs, sans lesquels on ne saurait rien concevoir d'existant, se réunissent des attributs divers qu'Aristote fixe au nombre de dix, et qui servent à mieux déterminer les choses. Ces dix *catégories* ou *attributs* sont : la substance, la qualité, la quantité, la relation, le temps, le lieu, la situation, la possession, l'action et la passion [1]. Comme ces notions figurent parmi les plus essentielles pour connaître la philosophie d'Aristote : comme elles forment une des parties les plus importantes de la logique, nous emprunterons encore à l'historien déjà cité l'explication qu'il en donne et qu'il emprunte par extraits à Aristote lui-même. « Comme les notions de l'entendement sont les images des objets, comme toute connaissance commence aux objets particuliers et individuels, classons d'abord les idées que nous nous en formons d'après cet aspect, sous lequel ils nous sont offerts par la nature. Or, les objets nous sont offerts d'abord distincts les uns des autres, comme ayant chacun une existence propre et individuelle ; et c'est la *substance*. Après les avoir distingués entre eux, nous les réunissons ou nous les séparons, et de là la *quantité*. Nous les rapprochons entre eux, nous observons comment ils se comportent réciproquement, et de là la *relation*. En les comparant, nous remarquons ce qui fait que chacun est tel ou tel et non pas un autre, c'est la *qualité*. Les objets agissent les uns sur les autres, l'un produit, l'autre reçoit l'effet qui en resulte ; ils sont dans un espace, dans un temps ; les parties qui composent un objet observent une certaine disposition entre elles ; un objet peut appartenir à l'autre comme sa partie ou sa dépendance ; de là les six dernières catégo-

[1] Voyez le traité des catégories 2 et 6.

ries qui ne sont guère que les sous-divisions de la troisième [1].» Les applications diverses de la logique d'Aristote ont été très-multipliées et ont rendu des services très-importants à l'esprit humain. Il a créé l'art des définitions, base de toute bonne recherche scientifique ; il a fondé celui du raisonnement, et en particulier le syllogisme, point de départ de toute démonstration. Une des vues les plus fécondes de sa philosophie a été la classification méthodique des sciences substituée aux vagues conceptions de ses prédécesseurs ; sous ce rapport il a complétement préparé la célèbre classification encyclopédique de Bacon. Ce n'est pas qu'on doive s'imaginer trouver dans Aristote une classification précise analogue à celle du philosophe anglais ; mais il en a fourni l'idée par la disposition même de ses traités, par la manière dont il conçoit et définit les différentes sciences et la coordination qu'il établit entre elle. Il divise ainsi les connaissances humaines en deux grandes régions, celle des sciences qui peuvent être appelées *théorétiques*, qui se servent de but à elles-mêmes, qui se proposent la recherche, l'étude de ce qui est, et celle des sciences *pratiques*, qui se proposent un but particulier, qui se dirigent aux applications, qui se résolvent en action [2]. C'est là le principe de cette classification qui reçoit encore plusieurs divisions et sous-divisions, et qui a puissamment contribué au développement des sciences en assignant à chacune son but et son utilité. Nous allons maintenant quitter le domaine des travaux

[1] De Gérando, Histoire de la philosophie ancienne, tome II, p. 371. Traité des catégories, ch. 3 à 9. Cf. de l'interprétation, ch. 1.

[2] Voyez Métaphysique, livre VI.

d'Aristote dans les sciences relatives à la logique, pour essayer de le suivre dans le domaine des sciences physiques ou naturelles, que nous avons désignées sous le nom général de physique.

La physique d'Aristote a été, plus encore que les autres parties de sa philosophie, dépassée par les progrès des siècles suivants, quoiqu'il n'en soit pas moins l'auteur d'une foule de découvertes et d'observations utiles de toute espèce. Mais ses meilleurs travaux sont ceux qui concernent l'histoire naturelle et l'anthropologie ; car de son temps bien des choses empêchaient les sciences physiques de prendre aucun développement important. On comprend que l'anatomie ne pouvait faire de réels progrès dans un temps où c'eût été un sacrilége que de disséquer un corps humain; il n'était possible de livrer au scalpel que des singes qui, par leur analogie avec l'homme, offrent, à la vérité, quelques sources d'application au corps humain; mais qui sont loin de donner une véritable idée de nos organes. Le manque presque absolu d'instruments d'observation et l'absence des moyens que fournit la chimie offrait une cause de difficultés de toute espèce, la connaissance de la structure des corps, de leur organisation intérieure n'existait pas non plus ; il fallait donc étudier la nature avec les sens tels que nous les avons reçus, et avec les seules forces de l'esprit humain livré à lui-même. Trop souvent alors l'imagination remplaça la justesse du coup d'œil ; trop souvent des fables, fruit de l'imagination, furent admises pour des réalités comme nous le prouve à chaque instant l'histoire naturelle de Pline. Néanmoins on peut dire qu'Aristote observa mieux la nature que tous ses contemporains. Il la considérait comme une sorte de vaste

machine douée de mouvement, comme une espèce d'être animé. Le mouvement, suivant lui, était l'essence de la nature; aussi s'attachait-il à réfuter l'argumentation de Zénon qui en niait la possibilité [1]. Le mouvement, au contraire, était l'âme même de la nature, et son essence était de se mouvoir continuellement. La cause première du mouvement était Dieu, créateur, ordonnateur et conservateur du monde. Aristote a parfaitement vu que l'impulsion, en vertu de laquelle marchent les corps célestes, n'est point une ligne droite, car il faudrait que cette ligne n'eût point de fin et que l'espace où se meut le monde fût infini; le seul mouvement convenable pour expliquer les phénomènes de l'univers et la marche des astres est le mouvement circulaire; c'est le seul qui puisse continuer avec constance et durer autant que le temps lui-même. De la sorte, l'univers, comme une sphère qui se meut circulairement, est animé d'un mouvement qui revient sur lui-même d'une manière uniforme et soumis à des lois fixes et immuables [2]. On voit, d'après cela, qu'Aristote avait pressenti les grandes vérités que nous ont démontrées plus tard Galilée, Copernic et Képler, mais les concevant *à priori* et sans avoir réuni assez de calculs et d'observations préalables, il n'avait pu déduire avec certitude des formules scientifiques qui pussent servir de base à la science cosmologique. Ses idées en astronomie étaient aussi étendues qu'elles pouvaient l'être à cette époque; mais elles se mêlaient beaucoup de rêveries métaphysiques qui malheureusement n'étaient que de pures hypothèses.

Aristote suppose au ciel une âme; il le considère comme

[1] Physique, livres VI et VIII.

[2] Physique, livre VI, 10; livre VIII, 8, 9; livre IV, 5.

une partie de l'univers douée d'une grande perfection que le reste, et se rapprochant en quelque sorte davantage du principe divin qui anime toutes choses. Il distingue le ciel des étoiles fixes du ciel inférieur ou de celui qui contient les planètes. Il reconnaît quatre éléments [1] ou corps simples qui participent à la formation du monde. Ce sont : l'air, le feu, la terre et l'eau. Et plus loin il y ajoute un cinquième élément qu'il appelle l'éther. Cet élément est supérieur aux autres et participe de la nature du ciel ; il n'est doué ni de pesanteur, ni de légèreté ; il n'est sujet à aucun effet de transformation, de naissance ou de mort. Le ciel et les étoiles en proviennent, et comme elles aussi il est éternel [2]. On voit que les traités de physique d'Aristote sont excessivement imparfaits ; ils se composent de faits observés séparément avec plus ou moins d'exactitude ; mais il n'en avait pas un assez grand nombre à sa disposition pour s'élever à des lois générales ; il tirait souvent des conclusions fausses, fondées sur des faits vrais et qu'il avait réellement vus, mais dont la quantité n'était pas assez grande pour qu'il ait pu en déterminer la coordination ou la conséquence. C'est ainsi qu'il s'était trompé dans la théorie des éléments, et qu'il reconnaissait pour corps simples des corps essentiellement composés. C'est ainsi qu'après avoir vu les corps solides et liquides tomber à terre quand ils avaient perdu leur appui, tandis que les corps aériformes ou gazeux s'élevaient du fond de l'eau à sa surface, après avoir vu la flamme se diriger vers le ciel, il en avait conclu que la terre et l'eau tendaient à descendre, l'air et le feu, au contraire, à

[1] Traité du ciel, livres I et II.

[2] Traité du ciel, livres I et II. Météorologie, livre I, ch. 6.

monter. Aujourd'hui nous avons appris à mieux apprécier les faits de ce genre ; mais il a toujours fallu l'arrivée de Newton, c'est-à-dire encore près de deux mille ans, pour atteindre à la loi générale de la gravitation universelle, qu'Aristote n'avait pu soupçonner, malgré son génie. Il a également erré sur plusieurs autres points de la physique, particulièrement dans l'explication de l'ascension des liquides dans les tubes, qu'il attribuait à l'horreur du vide. C'était la seule explication qu'il lui fût possible de donner dans l'état des connaissances au temps où il vivait ; mais ajoutons qu'il constata la pesanteur de l'air, et qu'il fit à ce sujet des expériences qui, bien que très-imparfaites, ne furent pas perdues pour le progrès des sciences. Il faut donc lui savoir gré de ce qu'il a vu, constaté et porté à la connaissance des physiciens qui lui ont succédé, quoiqu'il ait donné de fausses explications.

(*La fin au prochain numéro.*)

RAPPORTS

DE L'ÉTAT ET DE L'ÉGLISE EN PRUSSE,

AU POINT DE VUE HISTORIQUE.

La question de la liberté religieuse ou des rapports de l'Eglise et de l'Etat s'est produite dans presque tous les pays où, de nos jours, ont éclaté des révolutions. Ici elle a été posée ouvertement, là elle s'est trouvée implicitement unie à la politique. Nous n'aborderons cependant le domaine ni des discussions politiques, ni des opinions religieuses, mais nous essaierons d'éclairer de quelques rayons de lumière un chapitre d'histoire et d'administration. La Prusse nous offre la matière d'une étude qu'on n'accusera pas d'être intempestive. Après la lecture haletante des nouvelles quotidiennes, les hommes sérieux sentent le besoin de se recueillir, de réfléchir sur l'enchaînement des grands faits qui s'accomplissent sous leurs yeux, et de chercher dans le passé le germe du présent.

Le *problème de l'union ou de la séparation de l'Eglise et de l'Etat* fut posé pour la Prusse sous le dernier règne. Il ne se présenta pas sous la forme de cette alternative : le gouvernement n'avait pas assez élaboré ses idées pour suspendre son jugement. L'Eglise protestante de la Prusse, autrefois plus libre et plus indépendante dans ses allures que celles de beaucoup d'autres pays, reconnaissait bien pour son chef le chef de l'Etat, mais le monarque exerçait

séparément son pouvoir politique et son pouvoir ecclésiastique. Sous Frédéric II, cette double autorité devint indivisible, ou plutôt l'épiscopat royal ne fut plus qu'un attribut de la souveraineté. Tandis que le disciple couronné de Voltaire trouvait une jouissance d'esprit à proclamer les principes d'une philosophie qui, en résultat, relâchait les liens moraux des familles et de la société, le roi opposait à la décadence des mœurs et à l'irrévérence pour l'autorité monarchique, la discipline de l'Eglise et le frein du christianisme, dont l'efficacité pour le maintien de l'ordre lui paraissait politiquement respectable. Mais les édits en faveur de la foi affaiblirent la foi; la contrainte pour faire régner la religion amena l'indifférence religieuse. A l'ombre de cette indifférence, les ecclésiastiques consentirent à vivre commodément en agents du pouvoir, et le peuple de l'Eglise ne s'aperçut pas que l'Eglise perdait sa vie en perdant sa liberté; il en laissa briser même les formes extérieures qui lui conservaient le caractère d'une institution indépendante.

Lorsque Frédéric-Guillaume III monta sur le trône, il hérita de l'épiscopat assez absolu de ses prédécesseurs et de la persuasion que c'était un apanage légitime de la royauté [1]. Il résolut d'en faire usage pour le bien de son

[1] Nous puisons les faits relatifs à la marche du gouvernement principalement dans un livre publié il y a quelques mois : *Zur Beurtheilung des Ministeriums Eichhorn von einem Mitgliede desselben*. Berlin, 1849, in-8°. *Renseignements sur le ministère Eichhorn par un de ses membres*. L'auteur, M. le Dr *G. Tilers*, conseiller intime du gouvernement, appelé, dans le département du culte et de l'instruction publique, à préparer par des rapports les délibérations ministérielles, a écrit avec impartialité, gardant

peuple, mais les bonnes intentions ne changent pas le vice d'un principe erronné et n'en arrêtent pas les conséquences. Les malheurs de la Prusse sous l'oppression militaire de Napoléon électrisèrent les âmes d'une commotion chrétienne. La nation, dans son désespoir, leva les yeux vers le ciel, chercha et trouva dans les saints Livres consolation et secours. Le roi partageait du fond du cœur les besoins religieux de ses sujets, et il puisa dans la même source le courage de souffrir et la force de se relever. Il fut redevable de cette énergie non à une religiosité vague, mais à la religion de la Bible.

Victorieux et rendu à son ancien pouvoir, il voulut étendre et consolider la plus puissante des influences morales. Sa première pensée fut pour la réorganisation de l'Eglise à laquelle il appartenait, de l'Eglise protestante de ses Etats. Il commença par la nomination d'une commission d'ecclésiastiques, chargée d'élaborer un projet de réorganisation de l'Eglise évangélique, suivant l'exigence du temps présent. Ce fut en 1814. Les recherches statistiques de cette commission révélèrent un mal profond dans l'état spirituel du clergé. Formé dans les universités à la critique scientifique et au scepticisme, mais sans ferveur pieuse, il offrait le triste spectacle des contradictions dogmatiques et de l'aplatissement religieux. Dans mainte commune, la prédication n'était ni biblique, ni chrétienne, dans d'autres, pas même religieuse, puisqu'on ne parlait en chaire

sur tout et envers tous une liberté d'opinion pleine de franchise. Il a écrit avec courage : il en faut, pendant la tourmente des révolutions, pour en appeler du jugement que les passions du jour prononcent avec colère, et pour reconstruire avec les débris des marbres qu'elles brisent une noble figure humaine.

que des intérêts de la vie matérielle et sociale, sans les considérer du point de vue de la religion. Le roi et la commission jugèrent indispensable de réorganiser le gouvernement de l'Eglise, de rétablir à cet effet les consistoires provinciaux et de leur accorder une large compétence en matière d'Eglise et d'écoles, inséparables suivant les idées de l'époque. Une ordonnance royale, du 30 avril 1815, rétablit en effet cette institution.

L'union de l'Eglise et de l'Etat et l'organisme général du royaume n'admettaient pas une confédération de provinces ecclésiastiques, une république dans une monarchie, ni même une administration collégiale ou formée d'un corps central de représentants de la haute administration. L'harmonie de l'Etat et les habitudes demandaient la création d'un ministère. Le roi rapporta son ordonnance, détacha du ministère de l'intérieur le Culte et l'Instruction publique, créa pour ces deux branches un ministère spécial et en confia le portefeuille au baron d'Altenstein. Des hommes d'Etat d'alors c'était celui qui paraissait comprendre le mieux la vie religieuse et même chrétienne; cependant il était encore plus imbu des maximes administratives que pénétré de l'esprit libéral du christianisme. Contrairement aux intentions du roi, qui se distinguait ordinairement bien plus par la justesse des vues que par sa persistance à les défendre, la direction des affaires ecclésiastiques passa presque entièrement dans les mains du pouvoir temporel. Il est vrai que l'on voyait alors dans l'Eglise et en particulier dans les paroisses, peu de goût et de courage pour les réformes; si quelque velléité de ce genre se manifestait, ecclésiastiques et laïques de crier à l'ambition hiérarchique, au jésuitisme, au piétisme, à la mômerie (*Muckerei*).

D'Altenstein repoussa même les presbytères ou conseils paroissiaux et les synodes, que le roi avait essayé d'introduire (*Ordonnance du* 27 *mai* 1819).

L'absolutisme administratif du ministère seconda une pensée royale qui avait pourtant un tout autre caractère; nous parlons de la grave affaire de la *réunion des deux Eglises protestantes* et de la *liturgie commune;* elle fut l'objet principal et comme le centre de l'activité ministérielle dans ce domaine. Le roi, dont les intentions furent toujours pures, partit de la conviction que la réunion des deux confessions était conforme à l'esprit du protestantisme et aux intentions des réformateurs; qu'elle développerait un principe de vie dans l'Eglise et dans les écoles, et qu'elle serait la source de beaucoup de perfectionnements. Il entendait qu'aucune des deux confessions n'absorbât l'autre, mais qu'elles se fondissent dans une Eglise évangélique rajeunie et vivifiée par l'esprit du christianisme primitif. Respectant les droits et la liberté des réformés et des luthériens, il ne voulait point les contraindre; il déclara qu'à ses yeux l'union n'aurait de prix que si elle procédait de la conviction, et que l'entraînement ni l'indifférence n'y eussent part; il n'aspirait pas à une unité extérieure, mais à l'union des cœurs, fondée sur la doctrine de la Bible (*Ordonnance du* 27 *septembre* 1817). Le nom commun d'*Eglise évangélique* plut généralement. Le but de la *liturgie* rédigée par l'ordre du roi, en sa qualité d'évêque, et composée de textes bibliques, de prières et du symbole des Apôtres, était moins encore d'offrir aux deux communions la meilleure conciliation possible que de ramener le culte et la prédication à l'ancienne doctrine chrétienne, en rappelant chaque dimanche les points fon-

damentaux de la foi. L'adoption de cette liturgie devait aussi n'être que le résultat successif de la persuasion et nullement de la contrainte. Autant le monarque désirait le rétablissement d'une Eglise vivante, comme au temps des réformateurs, autant il ménageait la conscience du plus humble de ses sujets.

Il fut mal secondé. Au lieu d'éclairer le peuple sur les intentions royales, les pasteurs rationalistes, qui formaient le plus grand nombre, introduisirent la liturgie dans le culte, les uns avec indifférence, les autres de mauvaise grâce. Ils firent naître des scrupules, les scrupules engendrèrent le séparatisme religieux. Le ministre d'Altenstein, tout pénétré des idées de hiérarchie administrative, abandonnait à la science le soin d'épurer la vie interne de l'Eglise, mais revendiquait pour l'État, maître suprême de l'ordre public, le droit de statuer sur les formes et les manifestations par lesquelles la religion et l'Eglise apparaissent dans la société. Il laissa tomber dans l'oubli les presbytères et les synodes, et réduisit les consistoires à la fonction purement intellectuelle ou scientifique d'examiner les candidats au ministère évangélique. Il traita l'adoption de la réunion et de la liturgie comme une affaire de police, fit intervenir les agents du pouvoir civil et employa contre la résistance des moyens de contrainte. Le ministère blessa donc profondément la liberté religieuse et les droits de l'Eglise, que le monarque voulait qu'on respectât.

Comme toujours, la lutte entre la conscience et le pouvoir fut longue et de plus en plus vive. L'oppression seule suffit pour provoquer d'abord la séparation d'avec une Eglise au nom de laquelle on opprimait. Des conventicules se formèrent. On les poursuivit; ils se mul-

tiplièrent. Un pasteur de Breslau demanda l'usage d'une église pour célébrer, à coté du culte officiel, le culte conforme à l'ancien rite : sa demande fut repoussée avec hauteur. Le vieux luthéranisme se réveilla, s'étendit et s'arma contre la contrainte religieuse. Le roi consulta, en 1830, des ecclésiastiques, sur la manière d'arrêter les progrès de la séparation. Ils proposèrent des moyens intellectuels ; le ministère préféra une police sévère pour étouffer les conventicules. Ses agents en exagérèrent encore la rigueur. Le ministre de la justice, de Mühler, reconnut le bon droit des séparatistes, et les tribunaux adhérèrent à ses principes. Il en résulta un conflit entre l'ordre judiciaire et la police ; celle-ci se fit un devoir de redoubler d'énergie. Jusqu'en 1838, les autorités ne comptèrent pas moins de 548 villes et villages fort disséminés, dans lesquels de nombreux pères de famille, irréprochables dans leur conduite civile et morale, refusaient de participer au culte officiel et d'envoyer leurs enfants aux écoles publiques. Tous les châtiments dont la police pouvait disposer, amendes, emprisonnement, bannissement, furent employés contre eux, mais sans succès. Le premier effet de ce système de rigueur, ce fut la ruine de familles honnêtes par la confiscation de leurs biens, par d'autres peines pécuniaires et par la longue détention de leurs chefs. Les émigrations en masse furent le second résultat des mesures du gouvernement. Il y mit obstacle autant qu'il put ; les demandes d'autorisation se multiplièrent. Pour sortir d'une fausse position, il finit par les accorder. Mais en reconnaissant le choix erroné des moyens, il ne sut ni reconnaître la fausseté du principe ni s'élever aux bienfaits de la liberté. Gens et gouvernements embarrassés essaient de

se tirer d'affaire par des distinctions. On en fit une entre séparatistes séduits et séparatistes séducteurs, et l'on réserva la répression la plus sévère pour les « séducteurs renitents. » On emprisonna des ecclésiastiques jusqu'à ce qu'ils prissent l'engagement de s'abstenir de tout acte contraire aux statuts de l'Eglise. Une députation de luthériens de diverses provinces, arrivée à Berlin, reçut ordre de repartir sur-le-champ. D'autres délégués apportèrent une pétition dans laquelle les luthériens demandaient la liberté de leur Eglise avec toutes ses conséquences, mais protestaient en même temps de leur respect pour le roi, le reconnaissaient comme l'oint du Seigneur, roi par la grâce de Dieu, et repoussaient avec indignation les intentions révolutionnaires qu'on leur imputait. Le ministre de l'intérieur les accueillit avec une imprudente colère.

Dès lors commença l'état de guerre ouverte entre les agents du gouvernement et un nombre considérable de citoyens répandus dans toutes les provinces. D'un côté, les rigueurs de la police et de la justice; de l'autre, une résistance que rien ne brisait. Les persécutés redisaient la parole de Luther : « Le vrai chrétien est un homme puissant par l'assurance du salut, et qui ne s'inquiète ni du diable ni du malheur, certain de triompher par Christ de l'un et de l'autre. »

Cette lutte entre la conscience de quelques-uns et la puissance d'un Etat fortement organisé, offrit un spectacle instructif. Qui dut céder? La puissance, parce qu'elle ne s'appuyait pas sur le bon droit. En 1837, deux ministres représentèrent au roi l'inefficacité du système suivi jusqu'alors. Une commission composée de membres des divers ministères dut faire des recherches et des propositions.

Les commissaires reconnurent un seul moyen de rétablir l'ordre, la *liberté religieuse*. Craignant toutefois de ne pouvoir la faire admettre dans les circonstances données, ils choisirent un terme moyen, un palliatif au lieu d'un remède. Ils proposèrent à l'Etat pour devise à l'égard des dissidents : *indulgence et surveillance* (*Nachsicht und Aufsicht*). Ils crurent avoir adopté un principe, ils avaient adopté deux mots qui rimaient. Le vague de leur idée apparut lorsqu'on voulut l'appliquer et la formuler en loi : il fut impossible de s'en tirer. Tous les efforts ne servirent qu'à populariser dans la Prusse et au delà de ses frontières, le principe de la liberté de conscience.

Les soutiens de la suprématie royale soupçonnèrent sous le mouvement religieux des intentions politiques ; c'est la marche ordinaire des idées. La vérité aujourd'hui constatée, nous montre les dissidents tout entiers à l'intérêt de leur culte, sans la moindre velléité révolutionnaire. Et pourtant, même en pareil cas, les mouvements ecclésiastiques ou religieux aboutissent à l'organisme social, par deux raisons. Premièrement, si le gouvernement, abusant de l'autorité qui lui est propre, entend l'exercer sur le domaine de la conscience, la conscience se révolte; élastique comme l'air et incompressible, elle finit par briser les machines les plus fortes, destinées à la comprimer, l'échec de l'Etat ébranla sa considération et son autorité morale. En second lieu, la lutte du gouvernement contre une des libertés humaines, suivie de sa défaite inévitable, éveilla la pensée, ou patriotique, ou intéressée, ou malveillante, d'arracher d'autres libertés à un pouvoir reconnu vulnérable. Voilà comment les défenseurs purement religieux des droits de la conscience font de la politique,

comme on s'exprime aujourd'hui, sans le vouloir et sans le savoir. Ne regardant pas qui marche derrière eux, ils servent quelquefois d'avant-garde à un corps d'agitateurs. Le ministre d'Altenstein peut avoir été un homme d'Etat à d'autres égards, à celui-ci l'on ne peut voir en lui qu'un esprit captif dans les principes étroits de la bureaucratie appliquée à la foi; la persuasion que le mouvement religieux procédait d'un mobile politique, lui fit faire fausse route. Il professa qu'en pareille matière la volonté souveraine, en l'absence d'une loi ou même malgré la loi, devait tenir lieu de règle suprême et n'être pas contrariée par les cours de justice [1]. Le radicalisme n'eût pas mieux dit : le despotisme est toujours le même, au haut ou au bas de la société.

Le mal empirait. Le prince royal intervint en 1839. Il donna son avis dans une lettre au ministre d'Altenstein. « En recourant aux mesures de police, dit-il, on a méconnu la nature des convictions religieuses et leur force de résistance: par là le mal est au comble. L'injustice de pareils procédés compromet la Prusse à l'intérieur et aux yeux de l'étranger, dans un moment où tout sollicite les protecteurs de l'Allemagne à s'unir. L'erreur, l'exagération tomberont d'elles-mêmes, si l'on accorde à l'Église évangélique sa légitime liberté. »

Frédéric-Guillaume III mourut en 1840, et le sceptre passa aux mains du prince dont nous venons d'entendre l'opinion. A son avénement, l'orthodoxie ravivée par la liturgie royale, le rationalisme issu de la plupart des universités, et le hégélianisme qui foulait aux pieds superbement ces deux doctrines, et substituait au Dieu personnel

[1] *Zur Beurtheilung u. s. w.*, p. 39.

la divinisation de l'homme, déchiraient l'Église. Frédéric-Guillaume IV n'avait pas attendu de monter sur le trône pour mesurer l'étendue de sa tâche, et en étudier les conditions. Il avait donné une attention particulière au côté religieux de la vie publique, parce qu'il y voyait la source tout ensemble des passions nationales les plus dangereuses, et des remèdes les plus efficaces pour les maladies du corps social. Ceux qui le connurent de près parlent de l'intelligence pénétrante avec laquelle il avait scruté les ressorts internes de la société, et observé ses phénomènes extérieurs. Il embrassait dans son plan de gouvernement, avec l'originalité de son esprit, toute l'existence du peuple, tous les intérêts matériels, moraux et politiques. On lui reprochait de porter ses regards trop loin dans l'avenir. Sa pensée dominante fut d'amener la nation à la noble liberté humaine par le développement des forces nationales, et par les ressources que la monarchie héréditaire mettait à sa disposition. Il espérait guérir les maladies morales par les remèdes moraux, et non par des formes constitutionnelles, qui, pensait-il, présentent certaines garanties politiques, mais n'améliorent pas les hommes. Ces vues ne furent guère comprises par des ministres et des agents toujours renfermés dans la pratique des affaires, et dans les formules de la législation, circonvenus aussi par les préjugés aristocratiques. « Mais le futur historien des huit premières années du règne de Frédéric-Guillaume IV, dit M. Eilers, ne devra pas manquer de les faire connaître. S'il parvient à exposer avec clarté dans leur ensemble les intentions du roi, on déplorera les obstacles qu'il a rencontrés. »

Le roi comprit l'état présent et les besoins de l'Eglise

protestante [1]. Il voyait la foi morte chez la plupart de ses organes, une philosophie orgueilleuse trônant à sa place. La conciliation entre la foi et la science n'était possible, à ses yeux, que si, libres l'une et l'autre, elles prenaient tout leur essor. La liberté de mouvement de l'Eglise lui parais-

[1] La constitution, jurée le 6 février par le roi, les ministres et les chambres, règle les rapports de l'Etat et de l'Eglise conformément aux antécédents historiques que nous venons d'exposer. Voici les articles qui s'y rapportent :

Art. 12. « La liberté de la profession de foi religieuse, de la réunion en sociétés religieuses et de l'exercice en commun du culte domestique et du culte public est garantie : la jouissance des droits civils et politiques est indépendante de la profession de foi religieuse. L'exercice de la liberté de religion ne doit déroger en rien aux obligations civiles et politiques.

Art. 13. « Les sociétés religieuses, ainsi que les sociétés ecclésiastiques qui ne possèdent pas des droits de corporations, ne peuvent acquérir de semblables droits que par des lois spéciales.

Art. 14. « La religion chrétienne est adoptée comme base de toutes les institutions de l'Etat qui sont unies à l'exercice de la religion, sans préjudice de la liberté religieuse garantie par l'article 12.

Art. 15. « L'Eglise évangélique et l'Eglise catholique romaine, ainsi que toute autre société religieuse, ordonnent et administrent leurs affaires d'une manière indépendante, et restent en possession et en jouissance des institutions, fondations et fonds destinés au culte, à l'instruction ou à la charité.

Art. 16. « Les rapports des sociétés religieuses avec leurs supérieurs sont libres de toute entrave. La publication des mesures ecclésiastiques n'est soumise qu'aux restrictions auxquelles sont soumises toutes les autres publications.

Art. 17. « Une loi spéciale statuera sur le patronat ecclésiastique et sur les conditions sous lesquelles il peut être abrogé.

Art. 18. « Le droit de nomination, de proposition, d'élection



sait gênée, ici par le piétisme, là par le rationalisme ou par la police, en tous lieux par un gouvernement ecclésiastique étroit. Il conçut la pensée de favoriser la vie chrétienne qui se réveillait, d'affranchir l'Eglise des liens dont on l'avait garrottée par un abus de pouvoir, de lui laisser son activité propre, de ramener l'épiscopat du souverain dans ses limites primitives, ou de l'abroger même dès qu'une autorité capable de le remplacer naîtrait du développement spontané de l'Eglise, enfin de vivifier dans toutes les Eglises évangéliques de l'Allemagne le sentiment de leurs communs intérêts, et d'atténuer leurs divergences organiques, dogmatiques et liturgiques.

Le nouveau souverain fit choix, pour le seconder, d'un ministre du culte qui partageait ses vues, M. Eichhorn, que recommandaient les services qu'il avait rendus à la Prusse comme directeur du ministère des affaires étrangères, en réglant les difficiles rapports de ce royaume avec les Etats voisins après les mutations de territoire décrétées par le congrès de Vienne. Son zèle pour faire prédominer l'intérêt général de l'Allemagne sur les intérêts particuliers des Etats, lui attira dès lors la malveillance des cabinets de Vienne et de Munich, et la défiance des hommes d'Etat de la vieille école; mais son activité, son habileté dans les

et de confirmation des fonctionnaires ecclésiastiques, en tant qu'il appartient à l'Etat, et ne se fonde pas sur le patronat ou sur des titres spéciaux, est aboli. Cette disposition n'est pas applicable aux fonctions ecclésiastiques dans l'armée et dans les institutions publiques.

Art. 19. « L'introduction du mariage civil a lieu conformément à une loi spéciale qui règle aussi la tenue des registres de l'Etat civil. »

négociations épineuses, tout comme ses relations intimes avec Schleiermacher et ses convictions chrétiennes rapprochées des opinions de Néander, le qualifiaient pour la tâche que le roi lui confia.

Le souverain et son ministre, tous deux convaincus et sincères, tous deux abhorrant la politique qui se fait de la religion un instrument, tous deux assurés néanmoins que la religion, libre de tout servage, agrandit une nation par la force morale, adoptèrent un système nouveau. Ils se proposèrent essentiellement de dissoudre les liens de police qui formaient l'union extérieure de l'Eglise, et gênaient son administration, de réconcilier avec le culte officiel les luthériens rebutés par la contrainte, de développer les germes de la vie spirituelle et les forces inhérentes à l'Eglise, de soustraire son gouvernement intérieur à l'action ministérielle, d'ôter aux conseils provinciaux toute part à l'administration ecclésiastique; en un mot, de rétablir dans l'Eglise une administration qui garantît sa liberté et la vie qui lui est propre: autorités purement ecclésiastiques, large représentation dans les synodes, vie paroissiale, tels furent les trois éléments de la pensée que le roi formula dans ces termes: « Le seul moyen efficace et durable de salut pour l'Eglise évangélique, c'est sa reconstruction spontanée d'après le principe de sa vie interne. » C'était en deux mots l'émancipation de l'Eglise.

Cette pensée haute et vraie rencontra des obstacles. Il ne pouvait être question, alors surtout, d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cette séparation totale, dont l'idée a fait bien du chemin dans les pays de langue française, grâce aux amis et aux ennemis de la vie religieuse, a pour principaux défenseurs en Allemagne, aujourd'hui même,

les adversaires de l'Eglise, qui espèrent la voir tomber en lui ôtant l'appui du pouvoir. Les Juifs et les incrédules, ceux-ci en partie groupés en sectes ou même en Eglises, ont à peu près seuls demandé le divorce de la vie religieuse et de la vie civile et politique, les uns pour égaler la position sociale des chrétiens, les autres pour soustraire la société aux influences chrétiennes. Au sein de l'Eglise croyante, parmi le clergé comme parmi les laïques, rien de plus rare que les personnes qui désirent ou simplement comprennent la séparation. L'Eglise associée à l'Etat, mais libre dans ses allures, voilà leur idéal. En Prusse, d'ailleurs, l'histoire de l'Etat et celle de l'Eglise protestante sont si intimement unies, ces deux institutions se sont pénétrées l'une l'autre de telle sorte, qu'à les étudier au point de vue de l'histoire et non d'une théorie abstraite, leur divorce, à cette heure encore, ne se présente à la pensée que comme un acte de violence. Cet Etat, fort éloigné d'appuyer le trône sur l'autel, tire pourtant de sa puissance morale fondée sur l'Evangile le premier principe de sa force. Aussi a-t-on pu douter de nos jours si ceux qui ont tenté de rompre son ancienne union avec l'Eglise, n'ont pas visé à son affaiblissement.

D'autres hommes, et dans ce nombre d'anciens fonctionnaires ministériels que M. Eichhorn crut devoir conserver, estimaient l'union de l'Eglise avec l'Etat indispensable pour l'unité de l'administration, en d'autres termes, ils croyaient qu'un gouvernement fort n'est possible qu'avec la subordination de l'Eglise à l'Etat. De pareils instruments, même dans les mains d'un ministre aussi habile, devaient se tourner contre l'œuvre à laquelle on les employait. Accoutumée à voir l'Eglise gouvernée par ordon-

nances et par circulaires, leur intelligence restait fermée à l'idée de son développement organique, semblable à celui d'une plante qui sort successivement, mais tout entière, de son germe.

Le dessein de raviver l'Eglise par sa propre chaleur vitale, trouva dans son sein une contradiction vive et railleuse de la part des pasteurs d'un rationalisme sec et froid, jaloux de ne pas gêner la raison et de ne pas inquiéter la conscience. Le soin des âmes, l'édification chrétienne, la vie spirituelle, dont on parlait, leur paraissaient appartenir à la religion du moyen âge, ils s'estimaient trop éclairés pour se prêter à replonger par ces pratiques le peuple dans les ténèbres, au gré d'un gouvernement qu'ils accusaient de *piétisme*.

Hors de l'Eglise, les systèmes philosophiques déclaraient le système religieux des réformateurs une forme morte, condamnaient une croyance dont l'objet était en dehors de la nature humaine, et revendiquaient comme principe suprême la plénitude de la royale liberté de l'homme moral. Voilà le vide que l'on creusait dans les âmes de la jeunesse, en exaltant son orgueil au nom de ce néant que l'on décorait des attributs d'une royauté intellectuelle. Les apôtres de ces négations pleines d'enflure s'emparèrent de la publicité périodique.

Embarras suscités par les erreurs du gouvernement, ressentiments nés de la persécution, vieilles habitudes, préjugés, indifférence, hostilité hautaine ou railleuse, puissance des cent voix de la renommée, audace de la calomnie, tels furent les obstacles qui semblaient devoir arrêter les plus déterminés courages, mais qui ne rebutèrent ni Frédéric-Guillaume IV, ni son ministre. Ils opposèrent au

torrent d'une opinion publique formée par la malveillance, la conscience de la pureté de leurs intentions et la conviction de l'importance nationale et morale de la réforme qu'ils méditaient.

Toute réforme doit prendre pour point de départ la connaissance exacte de l'état présent des choses. Des recherches furent faites ; elles portèrent sur trois objets : 1° Les nouveaux rapports de la théologie scientifique avec la philosophie, et la tendance théologique prédominante dans l'Eglise entière ; 2° le genre d'activité pratique de la partie la plus vivante du clergé ; 3° les dispositions religieuses et les tendances dogmatiques de la majorité des communautés chrétiennes.

La diversité des systèmes de doctrine portés dans la chaire par les prédicateurs, l'opposition assez fréquente entre un maître d'école hardi ou présomptueux, et un pasteur timide, la lutte publique des opinions enfin avaient avancé l'émancipation intellectuelle des paroisses. Dans la réforme de l'organisation ecclésiastique, il importait donc de traiter les paroisses avec les plus grands égards. Le principe démocratique de l'Eglise réformée fut substitué au principe aristocratique de l'Eglise luthérienne, qui faisait tout procéder de l'autorité des consistoires. La constitution nouvelle établit, à côté des consistoires, une large représentation dans les synodes de districts, dans les synodes provinciaux et les synodes généraux. La majorité du ministère combattit ce système : il fallut toute la persévérance et la fermeté du roi pour vaincre sa résistance. Les synodes furent consultés, et leur majorité se prononça pour les vues libérales du monarque et de son ministre du culte. Sous l'influence des leçons d'une longue et douloureuse expé-

rience, une Eglise libre, unie, non asservie à l'Etat, se trouva constituée à l'heure où un ouragan révolutionnaire ébranla l'Etat jusque dans ses fondements.

Au moment même où il éclata, la séparation de l'Eglise et de l'Etat retentit dans l'Allemagne révolutionnée plus encore comme un cri de guerre que comme un principe. Les bouches qui le proclamèrent n'étaient pas toutes pures. Quels que soient les prochains résultats constitutionnels de ce mouvement, une conquête est assurée, celle, non de la séparation, mais de la liberté de l'Eglise protestante. A Frédéric-Guillaume IV, parmi les penseurs allemands, appartient la gloire d'avoir montré cette liberté comme le seul remède aux maux causés à l'Eglise par la domination de l'Etat, et d'avoir préparé et organisé enfin cette liberté, malgré l'opiniâtreté des résistances et l'ingratitude de l'opinion pervertie.

C. MONNARD.



MÉMOIRE

SUR

TRENTE-DEUX STATUES SYMBOLIQUES

OBSERVÉES

DANS LA PARTIE HAUTE DES TOURELLES DE SAINT-DENYS,

PAR Mme FÉLICIE D'AYSAC,

Dame de la maison royale de la légion d'honneur;

précédé d'une Introduction, par M. César Daly, architecte; Paris, aux bureaux de la Revue générale de l'architecture, 1 vol. 8°.

ESSAI SUR LA SYMBOLIQUE DES PIERRES PRÉCIEUSES,

PAR Mme FÉLICIE D'AYSAC,

Paris, à la librairie archéologique de V. Didron, place St.-André-des-Arts, 30; in-4°.

LE TÉTRAMORPHE,

PAR

Mme FÉLICIE D'AYSAC.

Paris, à la librairie archéologique de Victor Didron; brochure in-4°.

Ce ne sera pas la faute des évêques et des archéologues si l'on ne parvient pas à restaurer le catholicisme. De toutes parts on y prend peine; on exalte le moyen âge, on essaie d'y revenir. Mais n'y revient pas qui veut, à ce monde si longtemps et si profondément oublié. Depuis deux siècles le moyen âge n'était plus qu'un livre fermé : le clergé lui-même l'ignorait généralement, et les habiles le connaissaient sans le comprendre. Le catholicisme à la fois raisonneur et timide des bénédictins et de Port-Royal, n'eût

pas même osé soupçonner le mysticisme audacieux et la poésie ardente du treizième siècle. Les écrivains de l'école ultramontaine attribuent aux influences du jansénisme cette longue inintelligence des siècles catholiques. C'est une erreur; le jansénisme ne fit, sur ce point, comme sur tous les autres, qu'aller jusqu'au bout de la pensée religieuse du dix-septième siècle. Le mal, si mal il y a, ne venait pas du jansénisme, lequel, au contraire, venait de lui: le mal était dans la vie de l'Eglise gallicane tout entière, église illustre par le génie et la science de ses docteurs, mais fort peu catholique au fond sous ses dehors de zèle et d'orthodoxie, et dont la gloire n'est pas un médiocre embarras pour les champions de l'unité romaine.

Aussi ce qu'on faisait alors, voyez comme on le défait soigneusement aujourd'hui! Avec le gallicanisme, que presque personne n'ose défendre, tombe de plus en plus ce mépris du moyen âge qui n'était, à le bien prendre, que le mépris même du catholicisme, de ce catholicisme sérieux et complet du douzième et du treizième siècle, dont l'étude est inséparable de celle de l'art, et du symbolisme artistique en particulier. C'est ce symbolisme qui effrayait surtout les imaginations classiques des docteurs du dix-septième siècle. Il avait fini, au dix-huitième, par être entièrement méconnu, et c'est à peine si, aujourd'hui, on commence de nouveau à le comprendre. On l'entrevoit du moins, on l'étudie. Sans parler des travaux entrepris à l'étranger, de nombreux volumes se préparent en France. M. l'abbé Raffray à Saint-Brieuc, M. l'abbé Auber à Poitiers, M. l'abbé Texier à Limoges, M. le Ricque de Mouchy à Montpellier, ne tarderont pas à publier les résultats de leurs recherches. D'autres en ont déjà offert les prémisses aux amis de l'archéologie chrétienne. Parmi ces derniers,

l'écrivain qu'il faut peut-être placer au premier rang, sinon pour l'étude des monuments, du moins pour la connaissance approfondie des textes, chose curieuse! c'est une dame. Madame d'Aysac n'est pas aujourd'hui en France la seule personne de son sexe qui se soit vouée à l'étude de l'archéologie; une autre encore, si je suis bien informé, Madame Villiot, à Tours, a eu le courage de s'aventurer dans ce dédale encore si peu exploré du symbolisme artistique. En attendant le travail qu'elle prépare, et les volumes annoncés par Mme d'Aysac, les trois écrits dont je viens d'indiquer les titres, nous donnent de la science de cette dernière des preuves qui ne sauraient laisser subsister aucun doute dans l'esprit du lecteur le plus défiant. Décidément c'est bien ici de la vraie science, de l'érudition puisée aux sources. Il est vrai que voilà tantôt vingt ans que Mme d'Aysac, au fond de sa retraite de Saint-Denys, compulse les in-folios, imprimés et manuscrits, qui renferment les trésors de la pensée des siècles catholiques. Le nombre en est considérable; à côté des œuvres des grands docteurs, il est une foule d'autres écrits dont l'étude est indispensable si l'on veut comprendre véritablement cette curieuse époque, si loin de nous par les idées, les mœurs, par tout l'ensemble de sa vie. Les écrivains que Mme d'Aysac a particulièrement étudiés, ce sont les théologiens mystiques, les liturgistes et les prédicateurs. Le mysticisme et l'esprit symbolique tiennent l'un à l'autre par d'étroits liens, qui dit liturgie dit symbole, et plus près du peuple que la pensée toujours un peu ésotérique des grands docteurs, la chaire chrétienne au moyen âge réfléchissait bien mieux la vie d'alors, le catholicisme de tout le monde et de tous les jours, non pas, peut-être, celui que pratiquait la foule, mais celui qu'elle essayait de comprendre, celui qu'elle

rêvait. Ces rêves, ces croyances générales que l'art de cette époque glorifiait dans ses monuments, étaient quelque chose de bien plus subtil et de bien plus compliqué qu'on ne pense. On refuserait d'y croire si les preuves n'abondaient pas; mais décidément, en présence de témoignages aussi nombreux, il n'est plus possible de mettre en doute le caractère éminemment symbolique de l'art, et de l'art populaire au moyen âge.

L'art du moyen âge symbolisait tout; mais ce qu'il symbolisait le plus mal aisément, c'était peut-être la moralité chrétienne. Cela se conçoit; la vie intérieure, la vie de la conscience et du cœur est bien plus difficile à analyser, et par conséquent à exprimer que celle de l'intelligence. Les instruments du symbolisme moral sont d'ailleurs peu faciles à manier. Ce sont essentiellement les trois règnes de la nature, monde immense et compliqué qui, pour être adapté à l'expression de la vie religieuse, doit d'abord lui-même être contemplé et compris religieusement. C'est ce que faisaient les docteurs et les artistes du moyen âge: c'est ce qu'avant eux avaient fait les Pères. A la Bible, où de leur temps on cherchait tout, ils avaient demandé l'explication des phénomènes du monde. De là une science naturelle soi-disant chrétienne, complétée, remaniée en plus d'un point par la pensée populaire. Cette pensée avait eu beau jeu, surtout en ce qui concernait le monde animal. La Bible offrait, à cet égard, dans son langage hardi, et surtout dans les visions des prophètes, une mine féconde que l'imagination de la foule sut exploiter abondamment. Aussi trouvons-nous, à côté des animaux réels qui d'ailleurs, au moyen âge, avaient tous, comme les saints, leurs légendes pleines de merveilles, une classe nombreuse d'animaux purement imaginaires. Ce fut cette zoologie catho-

lique, savante et populaire à la fois, qui servit surtout, dans l'art religieux, à figurer les vices et les vertus, non pas tant les vertus et les vices pris en eux-mêmes que leur action dans l'homme, dans le cœur.

Cette œuvre de psychologie morale n'était pas facile. Elle l'eût été si à chaque animal eût pu correspondre un état de l'âme. Mais il n'en était point ainsi : chaque animal avait au contraire plusieurs significations symboliques. L'idée, même la plus générale, d'un vice ou d'une vertu, était d'ailleurs beaucoup trop complexe pour qu'un seul animal pût suffire à l'exprimer. Pour exprimer l'orgueil, par exemple, il ne fallait rien moins que le concours du crapeau, du chameau, du lion, du chien, du cheval. En un mot, pour chacune des vertus et pour chacun des vices, on avait quelque chose à demander à tous les animaux, parfois très-nombreux, qui par leurs habitudes, leur caractère, leur histoire, leur vie morale réelle ou supposée, pouvaient fournir une lettre du mot symbolique qu'il s'agissait d'écrire sur le bois, le verre ou la pierre, pour l'édification de l'Eglise. Cette complication n'était sans doute pas infinie; elle avait ses bornes; chaque animal n'entrait pas nécessairement dans l'expression de toutes les vertus et de tous les vices: mais il n'en était guère qui n'eût à la fois plusieurs rôles à remplir dans ce grand drame du symbolisme moral. La colombe, par exemple, suivant la manière dont elle était représentée sur les monuments, figurait tour à tour le Saint-Esprit, les trois Hébreux, emblème des justes, dans la fournaise, la réconciliation de l'homme avec Dieu, la vie chrétienne active, les sept vertus du prédicateur. Bien plus, le même animal symbolisait à la fois les vertus et les vices les plus opposés. Le cheval qui, ailé, n'avait pas de nobles significations, figu-

rait aussi bien souvent l'orgueil, l'entêtement, l'insolence, et même, lancé au galop, la luxure effrénée. Il en était de même du chien. Symbole de la fidélité et des vertus domestiques, le chien servait aussi à figurer les impurs, les gourmands, les paresseux, les envieux, les orgueilleux, les rebelles, les mauvais pasteurs, les mauvais moines, les profanateurs, les excommuniés, les relaps, les contempteurs de Dieu, et jusqu'à Satan lui-même.

Tout cela était d'ailleurs beaucoup moins arbitraire qu'on ne pense; la fantaisie du peintre ou du sculpteur y était bien pour quelque chose, mais au fond la croyance, j'allais dire la poésie générale, dominait et dirigeait tout. On le comprend; elle avait l'autorité de la tradition; cette zoologie religieuse venait de loin; avant de se graver sur les monuments elle s'était écrite dans les traités et prêchée dans les chaires. C'était là précisément ce qui permettait de l'adapter à l'expression de cette psychologie catholique si lentement élaborée, elle aussi, à travers les homélies des prédicateurs, les livres des docteurs et tout ce vaste travail de casuistique, dont les détails et les subtilités nous étonnent quand nous les étudions dans les canons moraux et disciplinaires des conciles. Vices et vertus, l'Eglise, de ce droit paternel et divin qu'elle s'arrogeait sur les âmes, avait tout individualisé, tout subjectivé, pour employer le langage des savants d'outre-Rhin. J'aime mieux celui de la Bible, quand elle nous présente la vérité morale (inséparable ici et toujours de la vérité dogmatique) comme achevant de perdre l'homme qu'elle ne réussit pas à sauver, jetant plus avant dans le mal celui qu'elle n'en retire pas, pour les uns, en un mot, odeur de vie, pour les autres odeur de mort. Cette mort et cette vie de l'âme, le moyen

âge les comprenait bien mal; mais, pour être faussée par l'erreur, cette psychologie chrétienne n'en était pas plus facile à exprimer. Aussi l'art, à aucune époque, n'a-t-il réussi à l'exprimer tout entière. Toutefois il a fait beaucoup plus qu'on ne le croit d'ordinaire, et parfois même il est parvenu à réaliser sa pensée. Sans parler de ce que le temps a détruit, nous possédons encore des œuvres qui méritent d'être étudiées par l'historien du catholicisme, autant au moins que par l'artiste et par l'archéologue.

L'ouvrage de Mme d'Aysac est, je crois, le premier exemple d'une analyse sérieuse et approfondie de cette classe de monuments. Les statues de Saint-Denys, qui font l'objet de son remarquable et savant travail, sont au nombre de trente-deux. Elles forment un ensemble, et sont consacrées à l'expression symbolique de ce monde de misère spirituelle que l'Eglise avait nommé les sept péchés capitaux. L'analyse des sept péchés capitaux fut peut-être la plus grande préoccupation des moralistes du moyen âge. De leurs traités elle passa promptement dans les œuvres de l'art. En Occident, les sept péchés, sculptés en relief, étaient l'ornement obligé de toute cathédrale, et d'ordinaire ils y étaient figurés par des animaux. Mais ils le furent bien diversement suivant les siècles, et l'histoire de ces variations jette un grand jour sur le développement de la pensée artistique et religieuse du catholicisme, et sur les phases successives qu'elle a traversées.

Du cinquième au douzième siècle, durant le cours de cette longue période romane, qui préparait les merveilles de l'art ogival, le symbolisme moral, timide et incertain dans ses créations, n'ose pas encore se prendre à la nature humaine. Ce symbolisme est tout en dehors de l'homme; il n'est que dans l'animal qui figure à lui seul les différents

genres de corruption morale. L'homme est rongé, parfois même dévoré tout entier par tel ou tel vice représenté par tel ou tel animal; mais il reste homme. Il ne le sera plus dans les œuvres de la seconde période de l'art. Au treizième siècle, au quatorzième, et même durant une portion du quinzième, ce n'est plus le vice, c'est l'homme lui-même qui prend la forme de la brute. Cette transformation est plus ou moins complète, suivant le degré d'ascendant que le mal a pris sur son âme. Plus tard, au milieu du quinzième siècle, au seizième surtout, le vice et l'homme se séparent de nouveau. De psychologie chrétienne il n'est presque plus question dans l'art de cette époque; les divers péchés sont là pour eux-mêmes, si j'ose ainsi dire; on les figure seuls, et sans allusion à leur action morale dans le cœur. On ne les figure plus sous la forme de quelque animal, mais sous la forme humaine, en costume du temps, comme ces rois et ces princes dont les images peuplent les cathédrales. L'homme se bestialisait dans l'art du treizième siècle; dans l'art du seizième, c'est l'animal au contraire qui s'humanise.

On le conçoit, c'était l'époque de la Renaissance : avec le paganisme l'antropomorphisme arrivait dans l'art. Ou plutôt il achevait de s'y établir, il s'avouait, il se nommait, il prenait sans façon sa place au logis. Il faisait dans l'Eglise et pour le catholicisme ce qu'il avait fait autrefois pour l'hellénisme et dans la Grèce. Il rapprochait, j'allais presque dire il perdait dans l'homme, la terre et le ciel, la nature et Dieu, car Dieu lui-même alors, comme le Christ, comme les anges, n'était plus qu'un homme, ce Jupiter chrétien, gloire un peu païenne des peintres d'Italie. Faut-il s'étonner que les vices eux-mêmes, ou plutôt ces ani-

maux qui, depuis des siècles, en étaient les symboles, aient pris à leur tour, et du même droit de l'antropomorphisme artistique, les traits, les membres et la figure de l'homme. C'était au contraire parfaitement naturel; c'était nécessaire, une fois l'art introduit comme élément dans la vie de l'Eglise. Comprimée un moment par les influences du moralisme chrétien, l'esthéticité l'emportait, ou pour mieux dire elle achevait, elle complétait son triomphe. Elle en abusait déjà; le règne de l'art pour l'art commençait. Il devait continuer et porter tous ses fruits durant le cours du dix-septième et du dix-huitième siècle.

C'est, je le crois, dans cette longue pratique de l'art pour l'art, qu'il faut tout particulièrement chercher la cause du complet oubli dans lequel était tombé le symbolisme moral des siècles catholiques. Quand, pour exprimer ce monde immense et compliqué du mal moral, on se contente, comme on l'a fait à dater du quinzième siècle, de vagues et superficielles personnifications, les symboles profonds et détaillés cessent bien vite d'être compris, et de l'incompris à l'absurde il n'y a qu'un pas. Ce qu'on ne s'explique plus à soi-même, on le condamne promptement et on le méprise. L'art antropomorphiste des derniers siècles repoussait d'ailleurs toute représentation d'animaux imaginaires. Elles étaient pour les hommes de la renaissance ce qu'eussent été pour les Grecs les œuvres de la plastique indienne. Aussi les grotesques, comme on les appelait, avaient-ils fini par apparaître aux yeux des amis de l'art et des amis de l'Eglise, comme les parties honteuses de l'Eglise et de l'art. Ne pouvant les nier on s'en taisait; on n'osait pas toujours les détruire, mais on essayait de les oublier. C'est au point que les trente-deux

statues qui font l'objet du mémoire qui nous occupe, ignorées jusqu'ici de tous les archéologues aux portes même de Paris, sont restées pendant plus de vingt ans inconnues à M[me] d'Aysac, absorbée à Saint-Denys, à côté du monument qui les porte, dans l'étude du symbolisme artistique du moyen âge. Ces statues précieuses, que tout le monde pouvait voir, et que personne ne regardait plus, ont été comme retrouvées par elle autour des quatre tourelles auxquelles elles servent de guirlandes, à trente-huit mètres au-dessus du sol.

Les statues de St-Denys appartiennent très-probablement à la fin du treizième siècle. Tout l'indique, l'histoire connue de l'Eglise, le style de l'œuvre elle-même. Les manuscrits de ce temps conservés jusqu'à nous, sont pleins d'ailleurs de traités et d'enluminures qui rappellent beaucoup la décoration de ces tourelles. Il existe en particulier, à Paris, à la bibliothèque nationale, un manuscrit à miniatures, intitulé : *L'Apocalypse*, explication symbolique de « la beste que vit Saint-Johan, beste qui issait de la mer merveilleusement desguisée et trop espouvantable. » Elle y est présentée comme l'emblème du démon et des sept péchés capitaux, tous accompagnés de leurs branches, de leurs jetons (rejetons) de leurs rinselés, de leurs feuilles. « Les sept chiefs de la beste, y est-il dit, sont les sept chevetains pèchiez. Le primier chief de la beste est ourgueil. Le segont envie. Et le tiers ire. Et le quart paréce que l'on appelle en clergie accide. Et le quint avarice. Et le sisime glotonie. Et le septiesme luxure. Et en ces sept chiefs descendent toutes menieres de péchiez. »

Ce commentaire n'est pas tout à fait, on le voit, celui de Newton, d'Elliot et de Gaussen; mais c'était au moyen

âge celui de l'Eglise qui, peut-être avait ses raisons pour tourner en psychologie morale les visions terribles du dernier des prophètes. Et ce que disaient les docteurs, les artistes le répétaient à leur manière. Aujourd'hui encore, la bête apocalyptique peut se voir sur les verrières de l'église de Saint-Nizier à Troies. Une tête humaine y représente l'orgueil, une tête de serpent l'envie, une tête de chameau la colère, une tête et des cornes de limaçon la paresse, une tête d'hyène l'avarice, une tête de femme la luxure, une tête d'autruche la gourmandise et tous les *peschiez de la boiche.*

Ce qui est peint à Troies est sculpté à Saint-Denys. Les planches qui accompagnent le travail de Mme d'Aysâc reproduisent, nous assure-t-elle, avec une entière exactitude, cette œuvre curieuse qui contient toute une étude morale et comme un examen de conscience offert par l'artiste aux laïques et surtout aux moines, et cela au moyen de trente-deux statues; deux statues humaines, celle d'un novice et celle d'un religieux bénédictin; quatre statues d'animaux, et vingt-six représentations hybrides. C'est le mot consacré pour désigner des animaux composites formés du rapprochement de membres divers empruntés à des espèces différentes. Parmi les monstres sculptés à Saint-Denys, plusieurs mêmes sont composés d'éléments qui n'ont pas d'analogue dans le règne animal, et correspondent à une zoologie entièrement fantastique, fantastique pour nous, réelle et sérieuse dans l'imagination facile des hommes d'alors. Ces quatre groupes de statues (huit autour de chaque tourelle), représentent les sept péchés capitaux avec des nuances, des détails d'analyse morale qui font des tourelles de Saint-Denys, fort remarquables d'ail-

leurs par le fini de l'exécution, une des œuvres les plus précieuses de l'art catholique. C'est un vrai drame dont le héros est un religieux bénédictin. La première statue de la tourelle nord-ouest nous le montre d'abord sous l'habit de novice, ou plutôt sous le costume de l'un de ces enfants-moines (puer monachus, dit Rhaban Maur) qui, élevés dans les cloîtres, prenaient de bonne heure l'habit monastique. « Jeté en avant du massif dans une pose gracieuse qui n'est ni tout à fait debout, ni tout à fait agenouillée, le novice bénédictin, la tête à demi enveloppée de son capuchon, est placé au côté du nord qui, dans le commentaire même de la règle de saint Benoît et pendant tout le moyen âge, est montré comme la région de l'esprit du mal et l'arène des tentations de la vie, attitude et combinaison faisant allusion à la lutte intérieure de la vertu et de la grâce contre les suggestions du mal. Son front se tourne un peu vers l'occident, qui figure les fins de l'homme et le suprême jugement où seront discutées ses œuvres, et son corps tout entier s'incline en signe du sentiment humble qui doit dominer chez le moine. »

Devant les yeux de son âme passent, semble-t-il, les trente statues d'animaux, représentations symboliques des périls qui l'attendent. Elles correspondent aux divers ordres de tentations énumérées dans la célèbre règle de saint Benoît. « Au premier rang sont l'homicide temporel et spirituel : l'adultère, comprenant l'idolâtrie, les affections désordonnées, etc. ; le vol s'étendant au scandale et à tout ce qui ravit les âmes à Dieu : les trois concupiscences : le faux témoignage et la dissimulation : l'orgueil : les désirs de vengeance : l'immortification des sens : puis le mensonge, la fausseté : l'hypocrisie : la simulation : la mollesse ;

la somnolence volontaire ou négligente et l'inertie spirituelle : la luxure : l'intempérance : l'ivrognerie et la crapule : la paresse et la nonchalance : le murmure : l'indépendance : l'affranchissement de la règle : les discordes : la cupidité : l'avarice : l'affection aux biens temporels : le dérèglement des pensées : la loquacité : le rire insensé : l'envie avec la dérision, la détraction et la jactance : la dissension : la haine : le ressentiment : la colère, l'oubli des fins : le désespoir. » Tout ce monde infernal des sept péchés capitaux et de leurs jetons, rinselés et feuilles, représentés par une série d'animaux hybrides et fantastiques, se déroule successivement sous les yeux du novice, et puis, au terme et comme moralité du drame, la dernière des trente-deux statues, celle qui complète le groupe de la tourelle sud-ouest, nous présente l'enfant-moine devenu religieux et arrivé à la maturité de la vie chrétienne. Tout, dans les détails fort nombreux de cette statue, marque l'intention de symboliser la rénovation spirituelle de l'âme. Vue par derrière, elle nous montre l'homme charnel, le vieil homme ; vue par devant, elle figure l'homme nouveau et spirituel. De sa main droite, le religieux tient un animal ailé qui semble frappé de stupeur et d'effroi. C'est Satan, figuré sous l'image de la manicore, monstre hybride très-populaire au moyen âge, et l'un de ceux où se voit le mieux la large part qu'avait eue l'imagination populaire dans la création de cette zoologie symbolique que Mme d'Aysac vient de remettre en lumière. Au milieu d'une face d'homme, la manicore avait le museau du chien, les griffes du tigre, les oreilles pendantes du porc, la queue du scorpion, les fortes ailes de l'oiseau de proie. Vincent de Beauvais, dans son célèbre miroir moral, lui

prête, en outre, le sifflement du serpent, le corps du lion et trois rangs de dents, lesquelles, suivant lui, marquent les trois concupiscences qui dévorent l'homme en ce monde et en font dans l'autre la proie de Satan. Mais arrêtons-nous, n'essayons pas de résumer les détails de ces tableaux, si hardis parfois et si pleins de vie, déroulés par l'art du moyen âge autour des tourelles de Saint-Denys. La tâche serait trop difficile et nous risquerions de ne pas être compris. Il faut lire l'ouvrage, il faut étudier les planches qui l'accompagnent, si l'on veut se faire une idée précise de cette psychologie morale du treizième siècle. Ce n'est pas toujours, il s'en faut, une psychologie chrétienne. Mais dans cette œuvre, comme dans plus d'une œuvre écrite du même temps, on sent sous la subtilité des détails, sous la bizarrerie apparente de la forme, quelque chose de sérieux et de profond qui fait du bien à l'âme. A cette époque, rien n'était encore refroidi dans ce mélange d'éléments divers dont l'art adoucissait les angles et fondait les contrastes, bien mieux que la dialectique des docteurs. Au milieu de toutes leurs excentricités, les théologiens d'alors vivaient presque tous dans la familiarité de cette Parole sainte que peut-être on ne croyait pas encore refuser à la multitude. On croyait, au contraire, la lui donner tout entière dans les pages immenses de ces cathédrales que la foule, qui les voyait s'élever et qui les construisait elle-même, apprenait à comprendre. Dans cet épanouissement de l'Eglise à son midi, la liturgie et l'art achevaient de naître. De leur puissance et de leur charme ils n'avaient encore rien perdu. Ils parlaient vraiment alors à l'imagination des peuples. La forme, fraîche et jeune, exprimait encore la vie, que plus tard elle devait étouffer.

Nous n'avons rien dit des deux mémoires sur la symbolique des pierres précieuses et sur le Tétramorphe. Ce n'est pas faute d'envie, mais le sujet mènerait loin et nous ne savons trop si le lecteur consentirait à nous suivre jusqu'au bout. L'histoire du symbolisme artistique est une science qui naît à peine; ceux qui s'y intéressent sont peu nombreux. Parmi les écrits déjà publiés, ceux de Mme d'Aysac sont tout particulièrement faits pour mettre en honneur un genre d'étude qu'on ne dédaigne que parce qu'on n'en soupçonne pas la valeur. Le grand ouvrage auquel elle travaille depuis vingt ans, et dont l'essai sur les Gemmes est un fragment détaché, ne tardera pas à paraître. Il changera, nous le croyons, bien des indifférents en amis.

JOURNAL D'UN SOLDAT
DE
L'ARMÉE D'AFRIQUE.

Je débarquai à Alger en 1843 et fus dirigé sur le 4me régiment de chasseurs d'Afrique, dont le dépôt était à Hussein (Dey), village situé à une lieue d'Alger, près de la Maison-Carrée, redoute qui domine la route de Soudouck.

Le soir, à mon arrivée, je trouvai les chasseurs se livrant à des danses grotesques; elles cessèrent cependant, lorsque le bruit se fut répandu qu'un conscrit venait rejoindre le corps; on m'entoura de toutes parts et chacun m'offrit des services, parce qu'on avait entendu un son argentin sortir de mes poches. Un brigadier mit un pauvre Auvergnat à la salle de police afin de me procurer un lit pour la nuit.

La manière d'agir du jeune soldat à son début, influe beaucoup sur l'esprit de ses camarades. S'il se montre généreux, on lui fournit tous les moyens d'arranger ses effets, ses armes et son harnachement. On lui offre d'aller en corvée pour lui, en le prévenant que la bouteille paie la corvée. Il ne doit pas se méprendre sur le motif de toutes ces avances, mais il doit se montrer bon vivant et tâcher de produire une impression favorable sur l'esprit de ses compagnons.

Je commençai mes classes huit jours après mon arrivée, elles durèrent six mois consécutifs, et pendant ce temps

j'endurai bien des fatigues, n'étant point habitué au cheval et souffrant de la chaleur étouffante qu'il faisait sur le terrain de manœuvre de Mustapha. Mes classes terminées, je passai à l'école d'escadron. A cette époque, cinquante hommes furent pris dans la fraction du dépôt, pour aller rejoindre la colonne expéditionnaire, occupée alors à soumettre les tribus insurgées des Benica-roued, aux environs d'Orléans-Ville. Je demandai à faire partie de ce détachement ; ce qui me fut accordé.

La ville de Doueïra, située à 20 kilomètres d'Alger au pied de la colline de Ben-Siam, fut la première où nous passâmes la nuit. J'y avais perdu un frère, décédé en 1841, dans l'hôpital de Doueïra. La route traversait l'ancien cimetière dans toute sa longueur et je foulai avec tristesse la terre qui recouvrait sa dépouille mortelle.

Le lendemain nous quittâmes Doueïra et nous allâmes camper derrière *Boufarick*, village bien bâti et qui promet de devenir une très-jolie ville ; sa position est heureuse et son littoral fertile ; le gibier de toutes sortes y abonde. Les fièvres qui causaient une grande mortalité dans le pays, ont disparu avec les mares d'eau stagnante et les marais qui ont été desséchés par des travaux d'assainissement. Boufarick est à 25 kilomètres de Doueïra.

Blidah est une des plus jolies villes de l'Algérie, admirablement située et sur un terrain fertile et bien cultivé. Pendant le séjour que nous y fîmes, j'allais me promener dans son voisinage, le long d'une petite rivière bordée d'un bois, et ce site me rappela la Versoix et le bois de la Bâtie aux environs de Genève. Il est vrai qu'il faut peu de chose pour rappeler au cœur les souvenirs qui lui sont chers. La route de Blidah à Miliana est très-escarpée et fort dangereuse à cause des accidents de terrain qu'on y

rencontre. On traverse le Col de fer dont les gorges impénétrables sont habitées par la tribu féroce et belliqueuse des Djagars, contre laquelle l'armée française eut à soutenir de sanglants combats. Après avoir dépassé le Col dé fer, la vue se perd dans l'immense étendue de la plaine fertile de Chiffa, qui reçoit son nom de la rivière qui la traverse en serpentant dans tous les sens. Les tribus qui l'habitent y récoltent du blé et de l'orge, et nourrissent de nombreux troupeaux. Les chevaux de la Chiffa sont estimés.

La ville de Miliana, bâtie sur la pente d'un côteau, est entourée de cyprès et de jardins. Elle soutint, en 1840, une lutte acharnée contre les troupes de l'émir qui la bloquaient. Aucun convoi de vivres ne pouvant y parvenir, la famine fut affreuse. Les chevaux même des officiers servirent à alimenter la troupe. Un de mes camarades qui s'y trouvait à cette époque, me raconta qu'un jour étant à l'hôpital, on vint lui poser un cataplasme de farine de lin et qu'il le mangea avidement aussitôt que le chirurgien eût tourné le dos.

Après un court séjour dans cette ville, nous prîmes la route d'Orléans-Ville. La recommandation de bien charger nos armes nous fut donnée, car nous commencions à longer les bords escarpés de la Mina, dont presque toutes les tribus s'étaient retirées avec les Benica-roued insurgés.

Pendant le bivouac de la première nuit, je fus commandé à la garde du camp, et je fis faction de dix heures à minuit. Alors une sérénade d'un genre nouveau pour moi et pour beaucoup de mes camarades, commença dès neuf heures et dura toute la nuit. Aux hurlements affreux que poussaient les hyènes féroces, se joignait le glapissement continuel de quelques centaines de

chacals qui avaient envie de s'emparer de nos chevaux. Je vis passer plusieurs de ces animaux à une très-petite distance de moi, et la recommandation qu'on m'avait faite de ne pas m'endormir, était inutile, car je n'en avais nullement envie ; ce fut avec joie que je me vis relever à minuit par un de mes camarades qui était Gascon, mais ne gasconnait point pour le moment. Avec le jour, les hurlements cessèrent et les animaux se retirèrent dans leurs repaires.

Il nous restait quatre journées de marche pour nous rendre à Orléans-Ville, où se trouvait la colonne expéditionnaire que nous devions rejoindre. Nous les fîmes sans accident et je commençais à m'habituer à la vie du bivouac, aux cris des hyènes et des chacals, à la chaleur des jours et à la fraîcheur des nuits. Cependant notre détachement était si faible qu'il y avait vraiment du danger à parcourir un pays en pleine révolte, et notre plaisir fut grand, lorsque nous nous trouvâmes réunis à une colonne de 6000 hommes.

Trois jours après nous marchions sur le Chéliff contre les tribus révoltées.

De jour, les Arabes fuyaient dans les montagnes, et la nuit ils s'approchaient de nos postes et tiraillaient sur nos feux qui leur faisaient un point de mire. Un nombre considérable de cavaliers et de Kabiles s'étant un jour retirés dans un ravin, nous allâmes les attaquer, mais ayant été retardés dans notre marche par l'état des sentiers, nous leur laissâmes le temps de gagner les hauteurs. Les cavaliers arabes restés à l'arrière-garde pour protéger les troupeaux, furent seuls atteints par notre cavalerie. Le combat s'engagea et après une heure d'une vive fusillade, les Arabes furent contraints d'abandonner le terrain et de s'enfuir dans les gorges de la montagne dont eux seuls connaissent

les sentiers tortueux. Nous avions eu 6 hommes tués et 10 blessés.

Après avoir poursuivi ces tribus rebelles pendant un mois, sans réussir à les soumettre, chaque jour amenant de petits combats qui n'aboutissaient à rien; notre corps se partagea en trois petites colonnes qui prirent chacune une route différente. Nos deux escadrons de chasseurs d'Afrique et le bataillon des tirailleurs de Vincennes reçurent l'ordre de se rendre sur les bords du Chéliff et de raser toutes les tribus qui s'y trouvaient encore. Quelques-uns de mes camarades affirmaient que les Arabes du Chélif étaient riches et qu'ils avaient des Doros (*beseff*) (beaucoup), et que si nous faisions des razias nous pourrions nous procurer des douceurs, c'est-à-dire quelques bouteilles de ce que, par complaisance, nous appelions eau-de-vie, mais qui n'est qu'une horrible boisson trouble comme les eaux bourbeuses de la Mina. Les privations de tous genres que l'on endure en campagne font trouver bon ce qu'on dédaignerait dans un temps meilleur.

A notre arrivée dans la plaine du Chéliff, les espions se mirent en campagne et nous nous arrêtâmes pour faire reposer nos chevaux. Deux heures après nous remontâmes à cheval pour marcher sur une tribu qui se préparait à la fuite; nous avions reçu l'ordre de ne faire quartier à personne. Il y avait une heure que nous étions au trot, laissant derrière nous le bataillon des chasseurs d'Orléans, quand un assez grand nombre de cavaliers et de Kabiles parurent tout à coup sur les collines et nous attendirent de pied-ferme. Ils firent à notre approche une décharge générale qui nous tua cinq hommes. Alors on sonna la charge, et, le sabre à la main, nous tombâmes sur eux comme la grêle. Ils ne soutinrent pas longtemps le choc de notre ca-

valerie unie, et ils se dispersèrent de tous côtés. Ceux qui s'échappèrent, ne le durent qu'à la vitesse de leurs chevaux. Le troupeau et tout ce qui restait dans la tribu tomba en notre pouvoir, et après avoir pillé leurs tentes nous y mîmes le feu. Pour ma part, j'avais fait une assez bonne prise, composée d'un bouleau de miel, un pot de beurre, deux peaux de boucs de couscous et un mauvais fusil. Je livrai le tout contre du riz, du sucre et du café, à un Juif, marchand qui suivait notre colonne.

Le souvenir de ma sœur et de ma nièce me fit, à cette époque, violer ma consigne. Comme je l'ai dit plus haut, nous avions l'ordre de n'épargner personne. Lorsque tout le camp de la tribu fut réduit en cendres, il restait des tas de paille près de là, j'allai en chercher pour mon cheval, et en remplissant mon sac de campement je sentis bouger quelque chose sous ma main, alors ne doutant pas qu'un Arabe ne fut ici caché, je tirai mon sabre que j'enfonçai jusqu'à la garde dans la paille. Un cri fut poussé et me frappa au cœur, j'avais reconnu la voix d'un enfant. Je retirai promptement ma lame, elle était teinte de sang. Je découvris le tas de paille, et je vis une jeune femme arabe serrant une petite fille dans ses bras. J'avais percé la jambe à cette malheureuse femme, et malgré la vive douleur qu'elle avait ressentie, elle n'avait laissé échapper aucune plainte. Son enfant seul l'avait trahie.

Je fus saisi de pitié à sa vue; heureusement personne n'était là pour m'espionner. Je déchirai ma cravatte, et je bandai fortement la plaie pour empêcher le sang de couler. Quand j'eus terminé mon opération, elle me tendit la main en prononçant quelques paroles d'un langage qu'alors je ne comprenais pas, Je la regardai et je vis qu'elle était fort belle. Je la recouvris de

paille ainsi que son enfant et je la quittai avec la certitude que personne n'avait vu ce que j'avais fait, ce qui était fort heureux, car j'aurais encouru une forte punition. Nous quittâmes ce lieu de désolation et ce fut avec plaisir que je remontai à cheval et que je m'éloignai avec mes camarades; car je craignais à chaque instant qu'on ne mît le feu au tas de paille.

Nous arrivâmes quelques jours après à la redoute de Bel-Hassel, située sur les bords de la Mina. Devant elle se déroule une plaine vaste et fertile, arrosée par le Chéliff et la Mina, et peuplée de nombreuses tribus qui sont soumises au kalifa, chef qui exerce un pouvoir absolu.

Arrivés dans la ville de Mostaganem, nous y séjournâmes peu de temps; les nombreuses tribus des Flittas venaient de se soulever en masse et nous dûmes partir pour affronter de nouveaux dangers. On forma une colonne forte de 3000 hommes qui se dirigea de nouveau sur Bel-Hassel pour se réunir au kalifa et à ses cavaliers restés fidèles. La plupart des tribus dont il était le chef avaient pris part à l'insurrection des Flittas.

Pendant un mois nous ne fîmes que piller et brûler la plaine et ses récoltes. Les Arabes s'étaient retirés avec leurs troupeaux dans les montagnes des Flittas, abandonnant ce qu'ils ne pouvaient transporter.

Un jour, vers deux heures de l'après-midi, un espion vint avertir le commandant de la colonne que les Arabes, au nombre de plusieurs milles, étaient rangés en bataille dans la plaine et se préparaient à nous livrer un combat acharné. L'ordre est immédiatement donné de lever le bivouac, la cavalerie part au grand trot, laissant derrière elle l'infanterie qui devait couper la retraite aux ennemis du

côté du Chéliff. Arrivés à une petite distance d'eux, nous nous arrêtons un moment pour donner à l'infanterie le temps de gagner sa position; puis nous remontons à cheval et partons de nouveau. A notre approche, ils font, suivant leur habitude, un feu général sur toute leur ligne; et six chasseurs sont atteints et tombent de cheval. Alors, sans leur donner le temps de recharger leurs armes, nous fondons sur eux de toute la vitesse de nos chevaux, et pendant que nous sabrons leur front, le goum du kalifa les attaque par derrière; la mêlée devient générale et terrible. Je puis dire que c'est la première affaire sérieuse où je me suis trouvé; mais là, comme ailleurs, la victoire devait nous rester. Après une heure de combat, une terreur panique s'empara de l'ennemi, qui s'enfuit vers les montagnes en poussant des cris de désespoir. Notre infanterie qui tenait les défilés commença un feu meurtrier. De son côté, le goum qui poursuivait les fuyards, ramena soixante et dix prisonniers dont les têtes tombèrent à l'instant, sur l'ordre du kalifa. Depuis ce jour, les Arabes ne descendirent plus dans la plaine et nous dûmes les aller chercher dans les montagnes; là notre cavalerie ne pouvait pas agir, mais notre brave infanterie y suppléait.

Deux jours après nous étions bivouaqués au camp dit des Oliviers. J'étais de garde, et je pris ma faction de minuit à une heure, non sans quelque crainte, je l'avoue, car deux factionnaires du 32me de ligne avaient été tués à dix heures. La nuit était très-sombre, et j'étais entouré de broussailles peu propres à me rassurer. — Il me vint une bonne idée; j'ôtai mon képy et mon manteau, et je fis, d'un buisson sur lequel je les plaçai, un factionnaire postiche, puis je me couchai moi-même derrière une

broussaille, l'œil au guet. Un quart d'heure s'était à peine écoulé lorsque j'entendis bouger à quelques pas de moi ; et j'aperçus quelque chose de blanc qui s'approchait en rampant. Deux coups de feu partirent presque en même temps; la balle du premier traversa mon képy placé sur le buisson, celle du second (qui sortait de mon fusil) traversa la poitrine d'un Arabe. Au bruit de la décharge, le poste accourut en armes. Je montrai à l'officier les deux trous de la balle, ainsi que l'endroit où était étendu l'Arabe. Il me fit de suite relever de faction en me félicitant de la précaution que j'avais prise. En partant, je l'indiquai tout bas à celui qui me remplaçait.

Le lendemain, un nombre considérable d'Arabes nous entourait; les collines étaient couvertes d'ennemis; et on ne peut se représenter les cris qu'ils poussèrent, et la déroute où ils se mirent, lorsque les obus de nos pièces de montagne portèrent le ravage dans leurs rangs. Ils ne tardèrent pas à abandonner leurs positions où d'abord ils s'étaient crus en pleine sûreté. Après avoir essuyé des pertes considérables, avoir vu brûler leurs récoltes et saisir la plupart de leurs troupeaux, ils vinrent faire acte de soumission, pour le moment du moins, car on ne doit jamais compter sur leur sincérité.

A notre retour à Mostaganem la fièvre me saisit, et on m'envoya à l'hôpital, où je payai le tribut de maladie auquel chacun doit s'attendre avant de s'être habitué au climat d'Afrique.

Invasion de Bou-Maza.

Bou-Maza, un des chefs les plus dévoués à Abd-el-Kader, parut tout à coup parmi les nombreuses tribus du Tell. Poussé par le fanatisme, il souleva les Chotts, et

força à la révolte les tribus restées fidèles. Il se disait envoyé du prophète pour châtier et chasser les chrétiens, et, suivi de plusieurs milliers d'Arabes, il s'avançait fièrement sur le Louaren-Cénis.

Une colonne fut de nouveau formée pour s'opposer à la marche de cet orgueilleux apôtre de Mahomet. Je ne fus pas fâché de partir pour parcourir un pays qui m'était inconnu.

Nous traversâmes la grande plaine de l'Habra, qui nourrit de nombreux troupeaux; et, après deux journées de marche, nous entrâmes dans le défilé d'El-Borj qui conduit à Mascara.

Mascara est la mère-patrie d'Abd-el-Kader; elle avait été la capitale de ses Etats. La tribu où est né l'émir est à deux lieues de la ville, dans un endroit délicieux appelé le jardin d'Abd-el-Kader.

Mascara est célèbre par les sanglants combats que les Français soutinrent pour s'en emparer en 1840. A cette époque, elle n'était qu'une agglomération de masures arabes, et aujourd'hui elle présente l'aspect d'une ville bâtie à la française, et se trouve, en quelque sorte, le centre du commerce avec les Arabes de l'intérieur.

Passant par le jardin de l'émir, nous marchâmes sur la redoute de Frenda, qui est un des points les plus élevés de l'Algérie; elle est située sur un plateau où nous trouvâmes de la neige, la seule que j'aie vue ferme pendant mon séjour en Afrique. Près de là, dans un lieu presque inaccessible, se trouve la fameuse Grotte du lion, repaire affreux, couverte d'ossements à l'épaisseur d'un pied au-dessus du sol. Les lions ne sont pas très-rares dans les montagnes de la Frenda, de Tiaret et de Saïda.

Tagdempt est à cinq journées de marche de Mascara; c'était une ville manufacturière de l'émir, avec une fabrique d'armes. Elle a été tellement maltraitée par les Français en 1841, que les ruines qui couvrent le sol indiquent seules sa place.

La grande tribu des Djaffras, qui avoisine ces ruines, venait de commettre une atrocité inouïe sur quelques malheureux chasseurs français qui servaient d'escorte à M. Lacotte, lieutenant du train des équipages militaires, chargé de percevoir les contributions sur la plaine de Tiaret. — M. Lacotte, accompagné de l'interprète Lévi, d'un maréchal-des-logis et de huit hommes du 9me chasseurs à cheval, se rendait chez les Djaffars pour leur faire payer l'impôt. A son arrivée dans la tribu, les chefs invitent M. Lacotte et sa suite à manger avec eux. Comme ce n'était pas la première fois qu'il se trouvait dans cette position, il ne fait aucune difficulté et fait signe à son escorte de prendre place en cercle. Sur l'invitation de l'officier, les chasseurs quittent leurs armes et en forment un faisceau; mais à peine sont-ils assis, que leurs armes sont enlevées par les Arabes qui les entourent de toutes parts. Les malheureux chasseurs désarmés sont traînés à un affreux supplice et jetés dans un brasier ardent. M. Lacotte et l'interprète Lévi furent garrottés, et n'évitèrent le sort de leurs camarades que grâce à la cupidité de leurs bourreaux, qui espéraient en tirer une forte rançon.

Le domestique nègre de l'interprète s'était cependant échappé, favorisé par son costume arabe et par l'obscurité. Il arriva dans la même nuit à Tiaret, où il s'empressa de répandre cette affreuse nouvelle. La garnison sortit à la hâte de la redoute et marcha sur les Djaffras,

mais ils s'étaient enfuis entraînant avec eux les deux prisonniers.

Plus tard nous devions tirer de cette tribu une vengeance éclatante.

Nous parcourûmes les Augades, plaines immenses, stériles et incultes qui touchent à l'ouest le cordon des montagnes bleues, frontières du grand Sahara, et sont aussi appelées petit désert. La seule végétation qu'on y trouve est le thym, dont se nourrissent les nombreux troupeaux de gazelles et d'antilopes qui vivent dans ces lieux solitaires. Pendant dix jours que nous mîmes à traverser ces steppes arides, nous nous livrâmes continuellement au plaisir de la chasse. — Nous vîmes un grand nombre d'autruches, et plusieurs fois trompés par l'aspect de ces oiseaux géants, nous crûmes voir fuir devant nous des cavaliers arabes. Nous tuâmes aussi à coups de sabre plusieurs serpents énormes qui s'attachaient aux jambes de nos chevaux.

Nous avions douze jours de marche pour gagner les monts Achachas où s'était retiré Bou-Maza ; les vivres manquaient à la colonne et les privations de tous genres commençaient à se faire sentir. Nous étions malheureusement dans la saison des pluies, et aucun convoi ne pouvait nous parvenir. Nous en étions réduits à manger l'orge destiné à nos chevaux et à remplacer les légumes dans la soupe par des racines et des herbes sauvages. Aussi ne tardâmes-nous pas à avoir beaucoup de malades atteints de ces diarrhées si fréquentes et si dangereuses dans l'Afrique. Dans une seule journée de marche, nous perdîmes environ une quinzaine d'hommes, morts d'inanition et de froid. La pluie, qui tombait toujours par torrents, avait

fait de la plaine un immense marais, dans lequel nous enfoncions jusqu'aux genoux. Nous conduisions nos chevaux par la bride, et ces pauvres animaux pouvaient à peine se tirer de cette boue épaisse. Aussi n'avancions-nous guère, et la colonne fut forcée de diriger sa marche sur Saïda pour se ravitailler et se débarrasser de ses nombreux malades.

Ce ne fut qu'au bout de douze mortels jours de souffrances et de privations de tous genres que nous entrâmes dans cette ville.

Dans la redoute de Saïda, nous trouvâmes plusieurs convois de vivres qui avaient été dirigés sur notre colonne, mais qui n'avaient pas pu nous parvenir à cause du mauvais temps. Le ravitaillement se fit promptement, mais nous fîmes un assez long séjour à Saïda pour attendre le retour du beau temps. J'ai vu là un superbe lion, parfaitement bien apprivoisé, qui jouait avec nous de la meilleure grâce du monde; il avait été pris très-jeune dans les montagnes des environs.

Avec les premiers beaux jours nous reprîmes courage, et comme nous avions des vivres, nous pouvions affronter de nouvelles fatigues. Les soldats les moins malades sortirent de l'ambulance et rentrèrent dans les rangs, et la colonne se remit en marche dans l'immense étendue de la plaine. Nos officiers faisaient alors bonne figure, parce que leurs cantines étaient pleines, ce qui ne leur arrive pas toujours, quoiqu'ils aient soin d'écrire sur leur couvercle en grosses lettres : *toujours pleines*. Nous fîmes lever devant nous une dizaine d'autruches auxquelles nos officiers donnèrent la chasse, mais qu'ils ne purent atteindre malgré la rapidité de leurs chevaux arabes, ces oiseaux courent comme le vent. Nous tuâmes quelques

gazelles, leur chair est bonne et tendre, mais elle sent le musc. — Une nuit, que nous étions bivouaqués près d'un bois, un lion nous causa une terrible alarme, il s'introduisit dans le camp, et se jeta sur un mulet appartenant à un juif marchand qui suivait la colonne; en voulant entraîner sa proie, il fit tomber plusieurs faisceaux de fusils, et les factionnaires crièrent aux armes croyant que Bou-Maza nous faisait une visite nocturne. Bientôt tout le monde fut sur pied, et il fallut tirer plusieurs coups de fusil sur le terrible animal avant de le décider à lâcher la proie qu'il voulait emporter. Le lendemain, deux artilleurs le revirent de très-près en allant au bois. — On organisa aussitôt une partie de chasse composée de trente chasseurs à cheval (j'étais du nombre) et de dix Arabes également à cheval; ces derniers sont incontestablement plus habiles que nous pour chasser les animaux féroces. Guidés par eux, nous arrivâmes près du repaire du lion, la terre était couverte d'ossements, et l'on y voyait encore un sanglier à moitié dévoré.

Les Arabes s'enfoncèrent dans le bois après nous avoir recommandé de ne pas nous désunir, afin de pouvoir faire feu tous ensemble sur le lion, qui chercherait sans doute à regagner son repaire. Je vous assure que pour ma part un frisson parcourut tout mon corps quand, une demi-heure après, ce roi des déserts, qui était d'une taille monstrueuse, nous apparut secouant sa longue crinière et se frappant les flancs avec sa queue. A notre vue, il s'arrête et pousse un rugissement qui retentit, j'en suis certain, dans les entrailles de chacun de nous. C'était le signal du combat; les Arabes, qui l'avaient suivi d'assez près, sortirent en ce moment du bois et nous firent signe

de tirer. Trente coups de feu partirent, et le superbe animal fut criblé de plomb, ce qui ne l'empêcha pas de faire un bond prodigieux pour se jeter sur nous, mais il retomba sur ses genoux ; il avait les jambes de devant cassées. Ses yeux lançaient des éclairs, et son agonie était effrayante. Enfin les Arabes, qui avaient mis pied à terre, l'achevèrent en lui tirant dix coups de fusil à bout portant. Sa peau fut donnée au colonel Yussuf, et sa viande mangée par les chasseurs, non comme un met recherché pour sa bonté, mais bien pour sa rareté.

Après avoir soulevé toutes les tribus du Tell, Bou-Maza, l'envoyé du prophète, crut qu'il était de sa dignité de ne plus fuir devant notre colonne. Il s'arrêta donc à Loued Djerissa pour nous attendre. Il comptait sur le nombre toujours croissant des barbares qui l'entouraient, mais ils ne lui furent d'aucun secours, et après lui avoir tué la moitié de sa troupe et lui avoir pris la plupart de ses troupeaux, nous le forçâmes à abandonner le Tell.

Après une campagne de treize mois, pendant lesquels nous avions eu à souffrir bien des privations et des fatigues, nous rentrâmes à Mostaganem, où nous ne trouvâmes plus que les fractions du régiment, car les quatre escadrons que nous y avions laissés s'étaient mis en campagne quelques jours avant notre arrivée, et avaient dirigé leur marche sur le Kramis.

Depuis un mois nous étions tranquilles à Mostaganem lorsqu'un jour, au moment où nous nous y attendions le moins, nous entendîmes battre la générale dans la ville. Les Arabes du Dahra, au nombre de plus de deux mille, s'avançaient sur la ville du côté des Citronniers ; bientôt tout le monde est sur pied. Nous montons à cheval, formons un escadron et volons à leur rencontre sans calcu-

ler le nombre. L'infanterie et la garde nationale nous suivent au pas de course. Nous étions sans doute bien peu nombreux pour la masse toujours croissante de ces barbares, mais notre courage et celui de la brave garde nationale suppléa au nombre, et après deux heures de combat, les Arabes s'enfuirent en désordre du côté du Chéliff pour regagner les montagnes. Nous ne pûmes les poursuivre, parce que nos pauvres chevaux étaient hors d'haleine. Ils laissèrent sur le terrain trois cents des leurs, dont les cadavres servirent de pâture aux hyènes et aux chacals dans la nuit suivante. — Dans cette affaire mon cheval fut tué sous moi.

Trois jours après, nous reçûmes l'ordre d'aller rejoindre les escadrons, et nous nous mîmes en route au travers des montagnes de Bel-Hassel, conduits par le lieutenant-colonel Berthier. Nous étions en marche depuis deux jours, lorsque tout à coup les Arabes nous attaquèrent dans un ravin; il fallut leur disputer le passage pas à pas; nous fûmes vainqueurs, mais nous eûmes le malheur de perdre notre brave colonel, blessé mortellement d'un coup de tromblon au commencement du combat.

Les monts des Hachems traversent la vallée pittoresque du Riou; la nature a creusé des grottes immenses dans ces montagnes, et les Arabes, prenant la place des animaux féroces, s'y étaient réfugiés et s'y croyaient à l'abri. Ils ne se montraient point de jour, mais ils dirigeaient pendant la nuit une fusillade continuelle sur notre bivouac et nous blessaient beaucoup de monde. Le commandant de la colonne voulut tenter de les faire sortir de leurs repaires. Il fit faire à l'entrée de l'une de ces grottes un grand feu, dont la fumée était dirigée vers l'intérieur. Les bestiaux

se précipitèrent dehors en bêlant, puis ensuite les Arabes eux-mêmes sortirent; les femmes et les enfants furent seuls épargnés. La même manœuvre fut répétée devant toutes les grottes, et ceux qu'elles abritaient eurent partout le même sort. Cette leçon convainquit les Arabes que toute résistance était inutile et les chefs vinrent faire leur soumission.

Vingt jours après ces horribles fumigations, nous étions à la poursuite d'Abd-el-Kader qui, chassé de Loued-Idouva, s'était réfugié au Temda. Ses ressources étaient alors bien épuisées, à peine lui restait-il mille cavaliers fidèles; et il eut à soutenir de notre part un choc terrible, qui le força à prendre la fuite et à se retirer sur les frontières de l'empire de Maroc. Après avoir poursuivi l'ennemi pendant quatre heures, nos chevaux, hors d'haleine et couverts d'écume, devinrent insensibles à l'éperon, et malgré leur ardeur habituelle ils refusèrent d'avancer, étant au bout de leurs forces. — Une grande partie du convoi de l'ennemi tomba en notre possession.

En revenant sur nos pas nous eûmes la douleur de voir, étendu vers un buisson, un officier français blessé mortellement, mais respirant encore. C'était M. Lacotte qui, comme je l'ai dit plus haut, avait été conduit à Abd-el-Kader comme prisonnier. Il nous apprit que, lorsque l'émir s'était vu si près de nous, il avait commandé à un de ses cavaliers de le tuer. — Tous les soins possibles lui furent prodigués, mais inutilement, et nous eûmes la douleur de le voir expirer peu d'instants après.

Ma part du butin de cette journée fut une balle, qui vint se loger dans mon bras droit pendant que je levais ma lame pour fendre la tête à un Arabe. Ce ne fut que sept

jours plus tard, en arrivant à la redoute de Djemma Gazaoued que j'entrai à l'ambulance pour me faire extirper cette balle. Un convoi de vivres devait nous arriver de Tlemcen, et nous étions commandés ainsi qu'une compagnie de tirailleurs de Vincennes pour aller à sa rencontre, afin de protéger sa marche. Je ne sais par quelle raison l'escadron du 2me hussard qui était venu renforcer la garnison de Djemma, partit à notre place. Nous ne nous doutions guère que ce changement nous sauvait la vie à tous. L'émir s'étant renforcé depuis Temda et ayant appris qu'un fort convoi de vivres nous arrivait, se mit en marche pour s'en emparer. Les hussards et les tirailleurs de Vincennes arrivaient en même temps que lui par une autre route. A cette rencontre il y eut un horrible massacre, où les Français vendirent chèrement leur vie, malheureusement ils étaient en petit nombre, et contre 2000 Arabes ils ne purent résister longtemps. Au bout d'une heure de combat ils avaient tous succombé.

Un chasseur de Vincennes s'étant seul échappé du massacre arriva après deux jours de marche à Djemma. Il resta vingt minutes avant de pouvoir parler, et enfin il nous apprit cet affreux malheur. Deux jours après nous creusions des fosses profondes pour rendre un triste et dernier devoir à nos frères d'armes.

Avant de rentrer à Djemma, nous parcourûmes le pays, un seul sentiment nous animait tous : celui de la vengeance ; en sorte que tous les Arabes, soumis ou insoumis qui nous tombèrent sous la main, furent massacrés, car il était évident que tous avaient pris part au coup de main de l'émir.

Notre joie fut grande, de retour à Djemma, de nous

trouver réunis à une colonne de 12,000 hommes, avec laquelle nous allions marcher contre d'autres ennemis : les Marocains.

Bataille d'Isly.

La colonne française, forte de 12,000 hommes et commandée en chef par le maréchal Bugeaud, arriva à Lalla Magrina, sur la frontière de Maroc et s'y reposa trois jours.

Les Marocains, au nombre de 30,000 environ et commandés par Abder-Raman, fils de l'empereur de Maroc, s'étaient avancés sur les bords de l'Isly, où ils avaient formé leur camp qui ressemblait à une grande ville. Ils se croyaient en parfaite sécurité, ne se voyant attaqués que par 12,000 français. De notre côté, la nuit qui précéda la bataille, nos officiers réunis au maréchal Bugeaud, brûlaient du cognac, les soldats brûlaient de l'eau-de-vie, et des chants de victoire retentissaient dans tout le bivouac; chacun attendait le jour avec impatience.

A huit heures du matin, notre colonne s'ébranle et marche sur les Marocains, qui défendaient le passage de la rivière. Nos bataillons d'avant-garde les chassènt de toutes leurs positions et notre passage se fait en bon ordre. Les Marocains, avec vingt pièces de canon, formaient un immense carré, sur les ailes duquel était placée leur cavalerie.

Nos escadrons en chargeant, font trembler le terrain sous leurs pas; ils essuient la première mitraille de l'ennemi et enfoncent le centre de son carré. L'infanterie, marchant sur trois colonnes, culbute l'aile droite qui ne peut se reformer; l'artillerie foudroie l'aile gauche; et notre cavalerie, revenue de nouveau à la charge, enlève

les canons des Marocains. Le désordre ne tarda pas à se mettre dans leurs rangs, attaqués de tous côtés à la fois, et une troisième charge des chasseurs d'Afrique et des spahis les mit complétement en déroute. Ils s'enfuirent épouvantés, nous abandonnant leur camp.

Trois heures nous avaient suffi pour battre complétement cette armée de 30,000 hommes, qui s'étaient moqués des 12,000 Français qui osaient venir se mesurer avec elle. Le butin qu'ils laissaient en notre pouvoir était considérable; leur camp était un vrai bazar, au milieu duquel s'élevait la superbe tente d'Abder-Raman. La bataille d'Isly fit ouvrir les yeux à l'empereur de Maroc qui s'empressa de faire la paix avec la France.

Je termine ici mon récit, car dans les deux dernières campagnes que j'ai faites, je n'aurais à parler que de la vie des camps et des misères qui y sont attachées sans avoir d'événements intéressants à raconter.

BULLETIN LITTÉRAIRE.

LITTÉRATURE.

LES VOYAGEUSES, poésies, par Aimé Vingtrinier. — LES BUGÉSIENNES, poésies, par *le même*. Lyon, 1848; 2 vol. in-32 : 3 fr.

Nous venons un peu tard parler de ces poésies, qui ont paru déjà depuis deux ans; mais c'est le sort assez commun des ouvrages publiés dans les provinces françaises, de rester inconnus au dehors, grâce à l'indifférence dédaigneuse de la presse parisienne pour tout ce qui n'émane pas directement de la capitale. En littérature comme en politique, la centralisation a des effets déplorables. M. Vingtrinier nous en offre une preuve ; ses poésies, certainement dignes à plus d'un titre d'exciter l'attention, n'ont point obtenu l'accueil qu'elles méritaient. Elles sont cependant supérieures à la plupart des productions du même genre auxquelles les journaux de Paris accordent volontiers leur puissant patronage. On y trouve de la vigueur, du naturel, un langage simple et vrai. Ce ne sont pas de ces vagues rêveries, de ces lamentations monotones et vides comme les imitateurs de Lamartine nous en donnent en abondance. M. Vingtrinier appartient plutôt à une autre école, à celle qui estime que la pensée est nécessaire à la poésie aussi bien qu'à la prose, et qu'il ne suffit pas de flatter l'oreille par l'harmonie de mots pompeux et sonores. Il aime à chanter les beaux sites de sa terre natale, les souvenirs historiques et les légendes qui s'y rattachent; il conte agréablement et décrit avec charme, sans recherche ni prétention. Pour lui la poésie n'est pas une plainte, mais plutôt une consolation, un reconfort, une source de jouissances douces et pures.

Réveille-toi, mon âme, et vois comme on se joue
De la foudre et des flots, des écueils et des vents !
Les vagues en fureur écument sous ma proue,
Les vents jettent ma barque au milieu des brisants ;
La foudre a dévoré ma boussole et ma voile,
Et j'avance pourtant, le gouvernail en main ;
Là-bas à l'horizon, j'aperçois mon étoile ;
Aujourd'hui l'espérance et le salut demain.

Si parfois sa lyre rend des sons mélancoliques, ils n'ont rien de cette amertume desséchante, ni de ce désespoir affecté si communs chez les poëtes du jour.

Où sont les tendres fleurs de la saison passée ?
Petites fleurs des bois, je vous demande en vain.
Votre parfum n'est plus, votre tige est brisée,
Petites fleurs sans lendemain.

Où donc est le grand arbre au vieux tronc séculaire,
Où le doux rossignol venait chanter, la nuit ?
Il semblait, dans les cieux, défier le tonnerre.
Un coup de foudre l'a détruit.

Où donc est le ruisseau qui baignait ce rivage
Et qui semblait dormir sur un lit argenté ?
Il coulait doucement à travers le feuillage.
Il s'est enfui devant l'été.

L'héroïque combat de Mazagran lui inspire de beaux vers, pleins d'une mâle énergie :

Le bey de Mascara lance ses cavaliers.
Légers comme le vent, les agiles coursiers
S'arrêtent tout à coup, sur leurs jarets fléchissent.
Mille coups de fusil dans les airs retentissent ;
Des longs canons rayés s'échappent mille morts,
Et les chevaux au loin, déployant leurs efforts,
S'élancent de nouveau, crinière échevelée,
Sauvent leurs cavaliers du sein de la mêlée,
Puis reviennent soudain, l'éperon dans les flancs.
La grenade enflammée éclate dans leurs rangs,
Le canon les laboure, ils reviennent encore ;
Le feu des ennemis les brûle, les dévore,

Ils reviennent toujours ardents et furieux.
Des éclairs effrayants jaillissent de leurs yeux.
C'est en vain que le plomb les frappe, les déchire;
Enivrés, emportés, comme dans le délire,
Ils viennent bondissant jusqu'au pied du rempart,
Tombent, et vers leur maître envoyant un regard,
Semblent dire en mourant : « Je vous donne ma vie;
Pleurez votre coursier et vengez la patrie. »

Enfin son talent souple se plie facilement à tous les tons et sait jeter un charme naïf sur de petites pièces telles, par exemple, que le *Jour de Noël :*

Il dort, il dort, mon joli petit ange,
Il dort si bien, ne me l'éveillez pas.
Dieu le protége, et sous les plis du lange
Je vois son cœur qui soupire tout bas.

Dors, mon enfant, dors pendant que ta mère
Va doucement surprendre ton réveil.
Voici d'abord dans son vase de terre
Un petit arbre aux pommes de vermeil.

A chaque branche on voit une surprise,
C'est une chèvre, une biche, un agneau,
Le tout en sucre; oh ! que de friandises !
Des fruits confits ? que c'est bon, que c'est beau !

Assez, assez, tendresse d'une mère !
Arrêtez-vous; trop de douceur fait mal.
De biens, de maux, dans sa bonté de père,
Dieu nous a fait partage plus égal.

. . . .

A ton réveil que de cris, que de joie !
Mais, qu'ai-je vu? la verge? amer présent !
Oui, mais ta mère a mis l'or et la soie
Pour déguiser le fatal instrument.

Dors, mon enfant, sans nul souci repose;
L'enfant Jésus vient de naître pour tous.
Quel doux souris sur sa bouche mi-close !
Mon enfant dort et Dieu veille sur nous.

On le voit, M. Vingtrinier est un poëte sobre d'images et d'ornements superflus, dont le style coule en général limpide et facile, exprimant ses idées avec bonheur, quoique toujours de la manière la plus simple. En suivant cette voie, aujourd'hui si peu fréquentée, il trouve un moyen tout naturel d'atteindre l'originalité à laquelle tant d'autres aspirent en vain, malgré leurs pénibles efforts. Aussi la lecture de ses vers procure un véritable plaisir.

Éloge de M. de Chateaubriand, par M. le duc de Noailles, prononcé à l'Académie française le 6 décembre 1849. Paris; in-8° de 68 pages : 2 fr.

M. de Noailles, succédant à M. de Châteaubriand dans le sein de l'Académie française, avait un beau sujet pour son discours de réception. La vie aventureuse de l'illustre auteur du *Génie du christianisme,* sa carrière de diplomate et d'homme d'État, son influence considérable sur la littérature fournissent matière à un tableau non moins intéressant que varié, dans lequel rentrent tous les événements de quelque importance qui ont signalé la première moitié du dix-neuvième siècle. M. de Châteaubriand ne fut pas seulement un grand écrivain, il joua un rôle politique et marqua par son caractère autant que par son talent. La tendance chevaleresque de son esprit et son amour d'indépendance lui inspirèrent souvent des actes courageux tout à fait dignes d'éloge, mais le poussèrent aussi parfois à se laisser diriger dans sa conduite par le désir de se distinguer de la foule et d'attirer sur lui l'attention publique. Son génie n'était pas exempt d'une certaine inclination au charlatanisme, et il recourut à ce moyen factice avec l'ardeur d'un homme qui aime les triomphes bruyants, les succès d'éclat.

L'hommage rendu à sa mémoire par M. de Noailles est empreint d'une admiration enthousiaste, qui exalte outre mesure les mérites du littérateur, les qualités de l'homme d'État, les vues du publiciste et de l'historien. Nous doutons que la postérité accepte sans appel un semblable jugement, dont le résultat serait de proclamer

Châteaubriand le génie le plus puissant et le plus complet que la France ait produit. Il est vrai que l'éloge académique a des exigences impérieuses, dont il n'est guère possible de secouer le joug; il ne comporte pas la critique, et il impose au récipiendaire l'obligation de représenter son prédécesseur sous les couleurs les plus avantageuses. M. de Noailles s'est donc borné à faire l'analyse des *Mémoires d'outre-tombe,* avec des citations bien choisies, et en y ajoutant quelques traits puisés dans ses propres souvenirs. C'est une brillante apologie dont le style, noble et harmonieux, entoure le nom de Châteaubriand d'une auréole poétique et offre une image assez fidèle de l'effet produit par la publication de ses chefs-d'œuvre. On remarque du reste, dans cet éloge, une courageuse indépendance qui fait honneur à M. de Noailles. Il n'a pas reculé devant les allusions aux circonstances actuelles et s'est posé sans crainte en défenseur résolu des principes sociaux. On aime à voir ainsi les intelligences d'élite donner le bon exemple, en saisissant toutes les occasions de combattre le funeste enseignement des anarchistes révolutionnaires.

HISTORY OF SPANISH LITERATURE, by Georges Ticknor (Histoire de la littérature espagnole, par G. Ticknor). London; 2 vol. in-8°: 63 fr.

Cet ouvrage est le plus complet qui ait encore été publié sur la littérature espagnole dans aucune langue. L'Espagne même ne possède pas un ouvrage qui embrasse l'ensemble de sa propre littérature. Le Dictionnaire des auteurs, par Nicolas Antonio, ne va pas au delà de 1684. En ce qui concerne la poésie, il existe une foule de collections et de traités spéciaux, tels que ceux de Sedano, Huerta, Sanchez et Velasquez; mais une revue générale de la poésie et de l'éloquence castillane est encore à faire. L'Histoire publiée par l'allemand Bouterwek est la seule publication qui puisse être comparée à celle de M. Ticknor, mais encore reste-t-il bien en arrière, car

son auteur était loin de posséder les nombreuses ressources que ce dernier a eues à sa disposition.

M. Ticknor a consacré trente années d'études, n'a pas reculé devant les plus coûteuses recherches pour acquérir une connaissance exacte de tous les livres écrits en espagnol. Son travail dénote un très-grand savoir qui s'étend de même à toutes les autres littératures européennes et qui imprime à ses vues une largeur vraiment libérale. Il apprécie avec bienveillance les écrivains qui l'ont précédé dans la carrière, rend justice à leurs mérites, se montre toujours judicieux et convenable, lorsqu'il leur adresse quelques critiques. Sa supériorité consiste surtout en ce qu'il a recours à l'histoire pour éclairer la marche de la littérature. On peut dire, en général, qu'il n'est guère possible de bien juger des produits littéraires d'aucun peuple, sans remonter à cette source de laquelle découle son caractère national ; mais cela est plus vrai peut-être de l'Espagne que de tout autre pays. La situation matérielle de cette contrée aux deux époques de son développement intellectuel, offre des particularités frappantes, dont le reflet est visible dans toutes les branches de sa littérature. M. Ticknor traite cette partie du sujet d'une manière fort remarquable.

Dans ses aperçus de l'influence politique ou religieuse sur les mœurs et la littérature, on peut signaler avec éloge ce qu'il dit du caractère chrétien propre aux anciens Espagnols (vol. I, p. 316), la revue qu'il fait de leur littérature à la fin du quinzième siècle (vol. I, p. 414), le tableau qu'il retrace des causes de sa rapide décadence depuis le dix-septième (vol. III, p. 184). Nous citerons comme spécimen du talent qu'il déploie dans ce genre de dissertation, le passage suivant, relatif à la sombre période de l'inquisition :

« Les livres qui furent publiés durant la période où nous entrons et dans le siècle qui suivit, portent tous le cachet de l'assujettissement auquel étaient réduits la presse et les écrivains. Les serviles dédicaces des auteurs, les nombreux certificats qu'ils entassent pour établir l'orthodoxie de livres qui souvent n'avaient aucun rapport avec la religion, les espèces de suppliques dans lesquelles ils demandent pardon, soit pour les hérésies qui auraient pu leur échapper invo-

lontairement, soit pour l'usage trop libre qu'ils ont fait de la mythologie classique, sont autant de tristes témoignages de l'état de complète servitude qui dominait et avilissait alors en Espagne l'esprit humain, garrotté dans des chaînes qu'un long usage lui avait rendues familières. Mais ce serait une grande erreur que de supposer qu'un tel esclavage fut le résultat direct, soit de l'inquisition, soit du gouvernement civil, comprimant la sphère sociale par la force matérielle. Cela n'eût pas été possible. Aucun peuple ne s'y serait soumis, et moins que tout autre, la nation espagnole, animée de l'esprit chevaleresque et des sentiments élevés qui la distinguèrent durant le règne de Charles-Quint et la plus grande partie de celui de Philippe II. Cette œuvre de ténèbres s'était accomplie antérieurement; ses fondations profondes et solides se trouvent dans l'ancien caractère castillan. C'était le résultat de l'excès et de la mauvaise direction du zèle chrétien qui avait combattu avec tant de ferveur et de gloire contre l'établissement du mahométisme en Europe, et de cette loyauté militaire qui soutint si fidèlement les princes espagnols pendant toute la durée de cette terrible lutte : deux principes en eux-mêmes dignes et nobles, qui, en Espagne, se gravèrent dans le caractère national plus que partout ailleurs. Ainsi, la soumission des Espagnols au joug du despotisme et de la bigoterie, ne fut pas une conséquence de l'inquisition, ni l'effet des séductions d'une monarchie corruptrice; mais l'inquisition et le despotisme furent plutôt eux-mêmes le produit de la mauvaise direction donnée à l'antique loyauté ainsi qu'à la foi religieuse. La civilisation qui reconnaissait de tels éléments présentait sans doute bien des côtés brillants, pittoresques et nobles; mais elle avait aussi ses ombres, car elle manquait de quelques-unes des qualités les plus élevées de notre commune nature, de celles qui se produisent dans la vie domestique et sont le résultat de la culture des arts pacifiques. En avançant nous rencontrerons dans le développement du caractère et de la littérature espagnols, des contradictions apparentes qui ne peuvent s'expliquer qu'en remontant à leurs principes. Nous trouverons l'inquisition dans toute sa puissance, et en même temps la licence théâtrale portée à son plus haut point; Philippe II et ses deux suc-

cesseurs immédiats gouvernant le pays avec le despotisme le plus rigoureux et le plus jaloux, tandis que Quevedo écrivait ses spirituelles et dangereuses satires et Cervantes son admirable Don Quichotte. Mais plus nous examinerons avec soin cet état de choses, plus nous reconnaîtrons que ce sont là des contradictions morales qui entraînent après elles de graves conséquences. La nation espagnole et les hommes de génie qui ont illustré ses plus beaux jours, pouvaient avoir le cœur léger, parce qu'ils ne voyaient pas les limites dans lesquelles ils étaient renfermés, ou que, pour un temps du moins, ils ne sentaient pas la contrainte qui leur était imposée. Leurs écrits ont pu ne point porter le cachet du découragement et de la dégradation; ils ont été faits dans un esprit de loyauté, avec la ferveur du zèle religieux ; mais il n'est pas moins vrai que les limites impitoyables étaient là et qu'il en a dû résulter le sacrifice des meilleurs éléments du caractère national. L'époque en fournit d'abondantes preuves. »

M. Ticknor a consacré plusieurs chapitres aux dialectes romans qui ont précédé l'espagnol, et à l'influence qu'ont exercée sur le caractère littéraire de l'Espagne les troubadours de la Provence et de la Galicie, ainsi que les poëtes italiens. Afin de bien faire connaître les traits qui distinguent la physionomie nationale, il donne de curieux détails sur les mystères de l'Église, sur les *autos* et sur les représentations dramatiques depuis leurs grossiers débuts jusqu'aux temps modernes. Son livre renferme l'analyse de presque tous les ouvrages les plus importants, on y trouve de nombreuses notices bibliographiques sur les éditions originales et sur les réimpressions faites, soit en Espagne, soit à l'étranger. C'est un manuel très-complet, rédigé avec beaucoup de soin, et dans lequel les recherches sont facilitées par un excellent index.

Les jugements critiques de M. Ticknor décèlent en général un esprit lucide et exercé, mais assez froid, souvent même sentencieux. Le sentiment poétique n'est pas très-développé chez lui; c'est en érudit plutôt qu'en littérateur qu'il apprécie les trésors de la muse espagnole. Aussi son travail se recommande surtout comme recueil de documents à consulter, et c'est à ce titre qu'il mérite d'être

rangé au nombre des publications littéraires les plus marquantes, malgré les imperfections de son style qui manque parfois un peu trop de grâce et d'élégance.

VOYAGES ET HISTOIRE.

HISTOIRE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, 1830—1848, par M. O. d'Haussonville. Paris, 1850; 2 vol. in-8° : 12 fr.

« La tâche de la diplomatie est bien ingrate, disait souvent le prince de Talleyrand ; on ne connaît guère que ses échecs, on ne parle jamais de ses succès. » M. d'Haussonville applique cette parole à la politique extérieure du gouvernement de juillet. « Cette politique, dit-il, a été non-seulement mal appréciée ; mais, ce qui est plus surprenant, assez peu connue, et fréquemment le change a été donné sur son compte à l'opinion publique. Peut-être le moment est-il venu d'aider les esprits droits de tous les partis à faire justice de fausses versions trop accréditées, et de lieux communs qui ont eu cours trop longtemps. »

Ce livre, comme on voit, est une apologie de la politique extérieure du gouvernement de Louis-Philippe. L'auteur n'a pas de peine à prouver que cette politique a été habile, et a obtenu des succès de plus d'un genre. Mais enfin elle est venue se heurter contre cet éternel écueil de la France, l'Angleterre, qui, depuis Louis XIV, n'a cessé de traverser son imprudente rivale, hors la pacifique époque du sage ministère du cardinal de Fleury.

Pourquoi Louis-Philippe et ses ministres n'ont-ils pu s'accorder avec lord Palmerston, comme Fleury s'était accordé avec Walpole? Parce que, sous l'entente prétendue cordiale subsistait une défiance profonde, surtout de la part de l'Angleterre. Était-il au pouvoir des ministres de Louis-Philippe d'éteindre cette défiance invétérée? J'en doute. Mais du moins ont-ils fait pour cela tout ce qu'il était possible de faire? C'est une grande question, et je suis fâché que M. d'Haussonville ne l'ait pas traitée.

Il n'y a que deux partis rationnels pour la politique française dans ses rapports avec l'Angleterre : la guerre à outrance, ou un système de condescendance assez adroit pour éviter tout discord, pour complaire toujours, sans s'appauvrir et sans s'avilir.

Dès qu'on ne voulait pas de la guerre, et l'on avait les plus fortes raisons de ne la pas vouloir, il fallait s'écarter avec le plus grand soin du chemin de l'Angleterre, et suivre la ligne du cardinal de Fleury.

La nécessité d'une telle conduite, le système de la paix une fois admis, a été parfaitement sentie par un écrivain du dernier siècle qui préconisait de toutes ses forces l'entente cordiale, dès 1777, à la veille de la guerre d'Amérique.

« L'expérience a convaincu la France que *point de commerce maritime, point de marine;* elle lui a à peu près démontré encore que, brouillée avec l'Angleterre, *point ou très-peu de commerce maritime pour elle.* Avec quelque succès que les Anglais aient continué son abaissement dans leur système effectué, ils n'ont pu, à raison des ressources naturelles de la France, cesser de la regarder comme une rivale, à qui il est constamment possible de sortir de son néant pour le commerce et la puissance navale. Tant que le principe d'inimitié subsistera, ils ne pourront jamais se relâcher de leur attention à arrêter ses progrès. La plus faible apparence de succès doit les décider à tout prix à la guerre, et être pour eux le signal d'une rupture qui puisse en prévenir de plus grands. Qu'ils y réussissent, c'est ce dont leur transcendance navale habituelle ne peut laisser aucun doute, s'ils saisissent les premiers moments du réveil. Voilà le véritable intérêt de l'Angleterre, voilà sa vraie politique ; ce fut sa marche, et cela sera encore dans l'état d'animosité et d'antipathie, qui a tant coûté à l'une et à l'autre nation, et si bien tourné au profit de celles qui se sont mises entre deux. Qu'on se rappelle le commencement des hostilités de la guerre de 1755, d'après les instigations impitoyables de la pénétrante politique de Pitt ; elles furent entamées dans cet esprit et sur son plan : ses dispositions sanguinaires et jalouses guideront le conseil de Londres, tant que l'Angleterre verra la France de l'œil dont

elle l'a vue jusqu'à présent; et ce que les premières expéditions militaires dont il s'avisa, eurent de peu conforme aux droits de la guerre, est aujourd'hui rayé pour toutes les nations de la liste des crimes publics.

« Ainsi contenue par l'Angleterre, la France n'a que de faibles espérances de se relever par ses armes; mais elle peut éteindre toute appréhension d'émulation et de rivalité; alors elle pourra avoir sa part du commerce du monde, et faire des progrès lents et sûrs vers le rétablissement d'une marine, que l'Angleterre ne se croira plus intéressée à écraser, à mesure qu'elle renaîtra. L'extinction de ce principe de haine et d'antipathie ne demandera au fond que de l'adresse et de la bonne foi. C'est le propre du temps d'altérer les rapports du monde moral comme ceux du monde physique; les relations politiques des peuples, qui n'en sont que des conséquences, doivent varier avec eux[1]. »

Lord Palmerston n'a pas fait la guerre à la France comme Chatam; il l'a faite autrement et d'une manière plus funeste. En 1840 il essaya d'abord de brouiller Louis-Philippe avec le continent; la réussite fut courte, mais il en résulta une humiliation pour la France; et de nos jours il n'y a que profit à humilier la France, car c'est sur ses chefs qu'elle fait retomber son dépit. Ce n'était là qu'un demi-succès; la France rentra bientôt dans le concert européen et s'appliqua dès lors à substituer la politique permanente à la politique révolutionnaire, en travaillant à affermir ses rapports avec les puissances. Lord Palmerston répondit à ces efforts en mettant le feu aux pays limitrophes, à la Suisse et à l'Italie, et prépara ainsi l'éruption révolutionnaire de 1848. Mais cette fois le volcan est allumé partout, et lord Palmerston a peut-être dépassé son but. Le rôle de brandon révolutionnaire, s'il était loisible de ne le diriger que contre la France, pourrait se concevoir; mais pour abaisser la France, s'exposer à embraser toute l'Europe, est-ce là un rôle qui puisse convenir à l'Angleterre? ne serait-ce pas avertir

[1] Essais politiques sur l'état actuel de quelques puissances, par Rutlige, chevalier baronnet. Londres (Genève), 1777.



toutes les puissances qu'elle est leur ennemie la plus redoutable?

Un des chapitres les plus remarquables de l'ouvrage de M. d'Haussonville est celui qui traite des affaires de Suisse. On peut néanmoins reprocher à l'auteur d'avoir usé de quelque réticence en parlant du contre-coup des événements de 1830 sur les gouvernements helvétiques. Il fallait reconnaître que ce contre-coup fut grandement encouragé et secondé par la politique alors toute révolutionnaire de la France. Pourquoi le dissimuler? Personne n'a oublié les paroles de M. Guizot à la tribune; ce que M. Guizot avait dit dans un sentiment d'orgueil et de satisfaction, il fallait l'avouer simplement et avec franchise. Pauvre Suisse! elle parle beaucoup et à grand bruit de son indépendance; et, en 1830, c'est la France qui la poussé au renversement de ses constitutions; depuis 1840, c'est la propagande révolutionnaire de toutes les nations qui continue chez elle le mouvement anarchique; et, en 1847, c'est lord Palmerston qui précipite la guerre du Sonderbund ! Voilà une indépendance d'un genre, au moins, bien nouveau. F. R.

Histoire du Sonderbund, par J. Crétineau-Joly. Paris, 1850; chez Plon, frères; 2 vol. in-8 : 15 fr.

La guerre du Sonderbund marquera dans l'histoire comme l'un des événements les plus graves de notre époque. Ce fut, en effet, le premier essai des forces du parti révolutionnaire européen qui, enhardi par cette facile victoire, ne tarda pas à donner le signal du bouleversement universel, espérant trouver dans la Suisse un auxiliaire précieux pour la lutte, et en cas d'insuccès un refuge, une citadelle, un lieu de ralliement. M. Crétineau-Joly, qui entre le premier en lice pour retracer les faits de cette guerre injuste et passionnée, a bien compris toute l'importance du sujet; il s'est entouré de tous les matériaux qu'il a pu réunir, et l'on reconnaît, en lisant son livre, que des renseignements lui ont été fournis par des hommes qui avaient suivi de près la marche de l'agitation radicale dans les divers États de la Confédération. Aussi, quoique jugeant

les choses au point de vue de l'ultramontanisme, il donne une idée assez exacte de l'état de la question prise dans son ensemble, et montre en général plus d'impartialité qu'on n'en aurait attendu de l'auteur de l'*Histoire des Jésuites*. Le tableau qu'il retrace du mouvement des sociétés secrètes offre un grand intérêt; on y trouve une foule de détails peu connus et de révélations curieuses, dont l'exactitude est confirmée par les pièces authentiques citées à l'appui. Sa conviction est que, depuis une dixaine d'années surtout, la Suisse a été le laboratoire où se sont préparés et expérimentés les projets de la propagande radicale européenne. Il la représente comme ayant été exploitée par quelques réfugiés politiques qui ont su habilement mettre en jeu, dans l'intérêt de leur cause, les ambitions secondaires des meneurs du radicalisme suisse et developper à leur profit les germes de discorde malheureusement trop nombreux dans le sein de la Confédération restaurée par les traités de 1815. Cette opinion, peu satisfaisante pour les révolutionnaires suisses, qu'elle réduit au rôle inférieur d'agents d'un parti étranger, dont Mazzini serait le chef suprême, paraît justifiée jusqu'à un certain point par les documents que M. Crétineau-Joly a recueillis sur l'action des sociétés secrètes et sur la part qu'y ont prise les principaux démagogues de Berne, de Genève, de Vaud, de Fribourg, etc. La ressemblance parfaite des portraits qu'il reproduit de quelques-uns d'entre eux, prouve d'ailleurs qu'il a puisé à des sources certaines, et semble indiquer une étude approfondie des personnages que la révolution fédérale a mis en scène, ainsi que de leurs écrits et de leurs actes. Mais la même justesse ne se retrouve pas tout à fait dans l'appréciation des hommes du parti contraire. Ici, M. Crétineau-Joly confond un peu trop volontiers le sentiment national, qui animait le peuple des cantons primitifs, avec les vues étroites, les préjugés, et, il faut bien le dire aussi, les passions violentes, les intérêts égoïstes auxquels obéissaient la plupart de ses chefs. Pour être vrai, il faut avouer que des deux côtés régnait un esprit de parti aveugle qui étouffait la voix du patriotisme, dont quelques cantons tels que Neuchâtel, Bâle, Genève essayèrent vainement de faire accepter les sages conseils. On voit

qu'il est certains points que l'auteur n'a pas bien compris, ce qui, du reste, ne doit pas étonner quand on songe à la complication des éléments de toutes sortes qui se croisaient et se heurtaient dans cette lutte intestine; mais alors il aurait mieux fait de s'abstenir de porter des jugements comme ceux, par exemple, relatifs au général Dufour et à plusieurs autres officiers de l'armée fédérale. C'était d'autant plus convenable que, tandis qu'il blâme si sévèrement les conservateurs entraînés par les exigences de leur position à marcher contre le Sonderbund, il traite avec une singulière indulgence le parti catholique de Genève qui, suivant ses propres paroles, « devint l'appoint des révolutionnaires du 7 octobre, accepta la révolte comme une espérance, fit feu sur les vaincus qui tombaient, parce qu'ils avaient reculé devant l'oppression dont les catholiques du Sonderbund étaient menacés, ne tint aucun compte de cette loyale attitude, eut pour eux d'amères récriminations, et pour Fazy des hymnes de reconnaissance. »

Cette conduite, jusqu'à présent inexpliquée, méritait pourtant bien que l'auteur cherchât à en découvrir les motifs secrets, car elle n'a pas été sans influence sur les événements postérieurs, et nous croyons que le jour viendra où l'histoire en demandera un compte rigoureux à ceux qui l'ont inspirée. En abordant franchement cette question, le livre de M. Crétineau-Joly aurait gagné un titre plus réel à la confiance publique. Tel qu'il est cependant, et malgré un certain nombre d'inexactitudes qui décèlent la précipitation du travail, il donne l'aperçu le plus complet qu'on ait encore publié des causes et des résultats de la guerre du Sonderbund.

TURKEY AND ITS DESTINY. (La Turquie et sa destinée, résultat de voyages faits en 1847 et 1848 pour examiner l'état du pays, par Ch. Mac Farlane.) London, 1850; 2 vol. in-8 : 42 fr.

M. Mac Farlane connaît depuis longtemps la Turquie; il y a séjourné à diverses reprises, et déjà en 1828 il publia un livre sur

Constantinople. Il était fort peu partisan des réformes qu'on essayait alors d'introduire dans ce pays et n'avait pas confiance en leur succès. Cependant des personnes au service de la Porte Ottomane lui ayant affirmé que d'heureux changements s'étaient opérés, qu'un grand progrès avait eu lieu dans tout ce qui concerne le bon ordre, la justice et la civilisation; que surtout depuis l'avénement du sultan Abdul-Médjid la Turquie semblait en quelque sorte régénérée, notre voyageur a voulu s'assurer par ses propres yeux de ce qu'il en était réellement, et c'est ce qui nous vaut la publication de ce nouvel ouvrage, qui renferme un tableau intéressant de l'état actuel de l'empire turc.

M. Mac Farlane, arrivé à Constantinople le 7 août 1847, y séjourna un mois, puis partit pour faire une excursion dans le pachalik de Brusa, l'un des grands gouvernements de l'Asie mineure, employa environ trois mois à cette excursion et revint à Constantinople en décembre 1847 ; il entreprit encore deux autres tournées, en Nicomédie et dans le pachalik européen d'Andrinople, et enfin quitta Constantinople le 10 juillet 1848. Sa narration comprend ainsi onze mois, pendant lesquels il a visité différentes parties de l'empire ottoman.

La première chose qui frappe M. Mac Farlane, c'est le changement, en effet, opéré dans l'aspect des Turcs de Constantinople. L'ancien costume, à la fois si noble et si pittoresque, a disparu ; le turban est remplacé par le fez, la robe majestueuse par une mesquine redingote boutonnée jusqu'au col, les culottes bouffantes par un étroit pantalon. Cette métamorphose est peu favorable à la population et lui donne la plus misérable apparence. Du reste les mœurs se sont adoucies, et les Turcs n'ont plus vis-à-vis des Francs ces manières insolentes qui obligeaient autrefois à se faire escorter par des soldats pour parcourir les rues de la capitale. Ils semblent avoir perdu, avec leur vêtement national, l'orgueil et le sentiment d'importance qui les dominaient. Mais quand on les étudie de près on s'aperçoit bientôt que la barbarie subsiste encore chez eux dans toute sa force, bien qu'elle n'ose plus être aussi hostile à l'égard des étrangers. « Un matin, dit M. Mac Farlane, nous vîmes près

de la belle fontaine de Tophana, un jardinier grec qui vendait des figues fraîches. Les fruits contenus dans son panier étaient si beaux que nous allions en acheter lorsque deux gardes turcs se jetèrent sur lui et l'empoignèrent brutalement. Qu'avait fait ce jardinier? Il avait vendu ses fruits à quelques paras au-dessus du prix fixé par le gouverneur de Tophana. — Mais, disait le pauvre Grec, mes figues sont de la meilleure qualité; ce sont de superbes figues, et les gens les paient volontiers un peu plus que d'autres moins belles. Quel est mon crime? Je ne force personne à les acheter. Mon Dieu! mon Dieu! quel mal ai-je donc fait? — Les gardes lui répondirent qu'il avait violé la loi; que les figues étaient des figues et devaient toutes se vendre au même prix; qu'il les avait vendues plus cher et qu'il devait aller pour cela en prison. Puis ils le forcèrent à mettre son panier sur sa tête, et lui donnant un coup de pied pour le faire marcher, ils le conduisirent dans un de ces affreux cachots où l'on ne peut rester quelque temps sans contracter une maladie souvent mortelle. Je ne sais pas combien de jours le pauvre marchand de figues y demeura renfermé; mais une personne bien au fait des usages du pays m'a certifié qu'il n'avait aucune chance d'en sortir avant que les Turcs eussent mangé toutes ses figues et lui eussent de plus fait payer une amende. »

C'est surtout en visitant le pachalik de Brusa que M. Mac Farlane put juger combien était nul l'effet de ces réformes tant prônées, qui semblaient devoir relever l'empire turc. Partout il rencontra des signes de décadence : des villages et des villes tombant en ruines, des bouges infects, foyers d'émanations pestilentielles; de vastes terrains incultes ou produisant à peine de chétives récoltes de la plus mauvaise qualité; l'industrie de tout genre paralysée par l'injustice et les extorsions des autorités turques; des persécutions religieuses continuant à s'exercer malgré le fameux *Tauzimaut* ou décret qui proclamait l'égalité des droits civils pour tous les sujets musulmans ou chrétiens de l'empire. C'est à coups de bâton que se prélève l'impôt, et il n'est pas rare que le paysan ait une jambe ou un bras cassé pour le moindre retard à payer la taxe : bien heureux encore s'il évite la prison et la confiscation. Les

agents du fisc se conduisent en vrais brigands, et il n'y a presque aucun moyen d'échapper à leur rapacité. Sous le prétexte de la dîme, ils enlèvent la meilleure partie, si ce n'est même la totalité des récoltes; ils emploient sans scrupule de fausses mesures pour le blé; ils mettent en réquisition tous les attelages des paysans pour transporter les bois destinés à la construction des navires. Grâce à cette oppression aveugle et brutale, la misère règne dans des contrées qui pourraient être rangées au nombre des plus fertiles de la terre. Frappé de ce triste résultat d'une détestable administration, M. Mac Farlane, de retour à Constantinople, résolut d'avoir un entretien avec quelqu'un des hauts personnages de la cour. Une lettre de recommandation lui donnant accès auprès d'Ali Effendi, ministre des affaires étrangères, qu'il avait connu à Londres comme envoyé du sultan, il en profita pour l'instruire de tous les faits dont il avait été témoin, ou sur lesquels il pouvait fournir des renseignements exacts. Le ministre écouta, parut y prendre intérêt, promit d'aviser, puis congédia l'observateur anglais avec une politesse extrême en l'invitant à revenir, mais le consigna sans doute à sa porte; car M. Mac Farlane essaya vainement d'obtenir une seconde entrevue.

L'empire ottoman marche à sa dissolution; les Turcs eux-mêmes en ont le sentiment, et dans leur croyance à la fatalité ils se résignent sans essayer le moindre effort pour lutter contre la destinée. Aussi M. Mac Farlane regarde-t-il le partage de la Turquie comme un événement inévitable et prochain. Il estime que c'est là maintenant la question la plus importante à résoudre, que la société européenne ne pourra retrouver son équilibre que lorsqu'on aura, par le moyen d'un congrès de toutes les puissances de la chrétienté, réglé la marche à suivre pour délivrer du joug turc et rendre à la civilisation ces vastes et belles régions, dont les richesses ne demandent qu'à être exploitées par des hommes actifs et intelligents. Les Turcs le disent eux-mêmes : « Nous ne sommes plus musulmans, le sabre musulman est brisé, les Osmanlis doivent être chassés d'Europe par les Giaours, et repoussés dans l'Asie d'où ils sont venus. C'est *Kismet!* Nous ne pouvons pas résister au destin! »

Le livre de M. Mac Farlane nous semble propre à prouver qu'une pareille solution ne saurait qu'être désirable. L'impuissance du peuple turc est constatée, il faut qu'il cède la place à la civilisation européenne.

Mémoires de Jean Debrunner, major d'infanterie et ancien commandant de la compagnie suisse à Venise, ou aventures de la compagnie suisse pendant le siége de Venise par les Autrichiens. Zurich, 1850; 1 vol. in-8°, fig.: 4 fr. 50.

L'auteur de ces mémoires est un militaire suisse, qui, séduit par l'espoir de s'ouvrir une carrière peut-être brillante, en servant la cause italienne, pour laquelle il éprouvait d'ailleurs la plus vive sympathie, se chargea de former une compagnie de volontaires pour le compte du gouvernement de Venise. Bien que le recrutement fût interdit par l'autorité fédérale, le major Debrunner parvint, sans peine, et en quelques jours, à réunir le nombre d'hommes nécessaire, puis après avoir stipulé les conditions du service avec l'agent vénitien, il se mit en route pour l'Italie, où bientôt la petite troupe suisse fut accueillie par de nombreux vivat et de bruyantes démonstrations d'enthousiasme. Mais dès son arrivée à Milan, le digne major put s'apercevoir que dans ce pays les faits ne répondaient pas complétement aux paroles. Il fut obligé, pour obtenir le remboursement de ses avances, d'avoir recours d'abord au colonel Luvini, alors chargé d'une mission auprès du gouvernement provisoire de la Lombardie, puis au consul suisse, et il remarque que celui-ci, quoique neuchâtelois conservateur, lui témoigna beaucoup d'intérêt, mit un grand zèle à lui être utile, tandis que le colonel radical lui montra un dédain aristocratique fort peu aimable. Cette première observation indique assez bien la bonne foi qui caractérise M. Debrunner; l'esprit de parti ne l'aveugle pas au point de le rendre injuste; il juge les hommes et les choses avec bon sens, et prend pour guide dans toute sa conduite le sentiment de l'honneur national. Soutenir le renom militaire des Suisses, telle est la tâche qu'il

s'impose, en établissant dans sa compagnie une sévère discipline et en inspirant à ses hommes le désir de se distinguer par leur bonne tenue non moins que par leur courage. Grâce à ses efforts, les volontaires ne tardèrent pas à constituer une troupe d'élite, bien supérieure aux milices vénitiennes, et dont l'arrivée au fort San-Nicolo cause une grande joie au lieutenant-colonel Lanzetta, ancien officier de l'empire, qui les accueille en leur exprimant son bonheur de voir enfin des soldats. Il est certain que le mérite d'un semblable renfort devait être vivement apprécié par des chefs expérimentés, sachant ce que c'est que la guerre et combien peu l'armée italienne était capable d'en supporter les rudes fatigues. L'enthousiasme n'avait certainement pas fait défaut à Venise ; le peuple, plein de confiance dans son président Manin, paraissait disposé à tous les sacrifices, la résolution de continuer à se défendre malgré la déroute de l'armée piémontaise avait excité des transports unanimes. Mais au milieu de ces manifestations tumultueuses, rien ne s'organisait, la levée en masse décrétée aux acclamations de la foule ne s'exécutait pas, les bureaux d'enrôlement restaient déserts. Quels que fussent le zèle et l'habileté de Manin, il ne pouvait suffire à tout, et la louable modération qui distinguait ses actes contribuait à rendre leur effet presque nul, parce que le sérieux concours de la population lui manquait. M. Debrunner trace un tableau déplorable de l'état d'abandon dans lequel on laissait le soldat. Mal vêtu, mal nourri, exposé aux intempéries d'un hiver rigoureux, il avait à lutter à la fois contre les fatigues d'un service aussi pénible que dangereux, et contre les maladies rendues plus pernicieuses par les continuelles privations qu'il devait supporter. Dans les hôpitaux on s'occupait beaucoup moins de soigner les malades que de les convertir, et les soldats suisses, en particulier, s'y trouvaient en butte aux obsessions d'une nuée de pères capucins.

La petite partie de la milice qu'on avait mobilisée n'offrait pas grande ressource, à cause de son indiscipline et de son inexpérience à manier les armes ; M. Debrunner raconte qu'en inspectant un poste à portée du canon autrichien, il ne trouva pas un seul fusil chargé, et comme il en exprimait sa surprise, l'officier lui répondit que

c'était plus prudent, ses hommes risquant de se blesser si leurs armes étaient chargées. Et cependant la longue résistance de Venise prouve que les souvenirs de l'ancienne république faisaient encore vibrer les cœurs. Mais là, comme dans le reste de l'Italie, la majorité de la population semblait assister en simple spectatrice au drame qui se jouait. Elle applaudissait les acteurs avec frénésie, elle les encourageait par ses cris de *la guerra, la guerra!* et demeurait inerte se reposant sur ce que sa ville passait pour imprenable, sur ce que la France et l'Angleterre ne pouvaient manquer d'intervenir en sa faveur. La scène suivante, que raconte M. Debrunner, est tout à fait caractéristique et montre bien comment les efforts héroïques et le courage vraiment admirable de l'élite qui avait pris les armes avec la ferme résolution de tout sacrifier à la cause de l'indépendance nationale, ont été frappés d'impuissance.

« Le 7 août, à dix heures du soir, une démonstration eut lieu sous les fenêtres de Manin. La place Saint-Marc présentait l'aspect inquiétant d'une foule populaire agitée par la passion. On cria longtemps : *Fuori Manin!* jusqu'à ce qu'enfin il se montra. « *Que veut le peuple?* » Telle fut la question qu'il adressa à cette foule. Une voix répondit de la place : « *Le peuple de Saint-Marc sent le besoin de s'armer et demande au gouvernement une levée en masse.* » *Leva in massa, leva in massa,* tel fut le refrain du peuple. Manin répliqua d'une voix résolue, ferme, visiblement irritée : Le peuple de Saint-Marc n'a pas besoin de faire cette demande ; le peuple de Saint-Marc sait que les registres sont ouverts. Faites-vous inscrire si vous voulez vous battre. Jamais je ne vous en ai empêchés, toujours je vous ai dit : les contrôles sont ouverts! Je suis las de vous entendre toujours crier comme des femmes ; je veux des *actes* et non seulement des *paroles!* Vous voulez vous battre? eh bien enrôlez-vous ; il n'y a point d'autre moyen. Faites-le, il y aura des gens qui vous commanderont! Je descendrai à l'instant au milieu de vous et j'ouvrirai les listes. » — En effet, on descendit une table sur la place, et Manin s'y assit lui-même en s'écriant : « Eh bien, quiconque est disposé à se battre n'a qu'à se faire inscrire! » — On aurait dû croire qu'il y aurait une grande affluence, mais loin de là!

Au contraire, les plus grands criards firent preuve qu'ils n'étaient que des fanfarons; ils se dispersèrent de tous les côtés, et la foule ne tarda pas à se retirer toute confuse dans ses foyers. Il n'y eut que dix-huit individus qui donnèrent suite à l'invitation aussi patriotique que sagement calculée de Manin. Parmi ces dix-huit il y en eut quinze qui furent trouvés complétement inaptes au service, comme je l'appris plus tard du major Fontana lui-même, directeur du dépôt d'enrôlement. »

Du reste, le major Debrunner rend pleine justice à la valeur déployée par les soldats italiens dans la défense du fort Malghéra; il ne cherche point à se faire valoir et reconnaît que les Suisses n'eurent pas l'occasion de se distinguer par aucune action d'éclat; leur bonne discipline et leur esprit militaire sont les seuls mérites qu'il tient à établir. Sa relation, écrite avec loyauté et simplicité, nous semble digne de confiance, et nous croyons qu'elle restera comme un document précieux pour l'histoire du siége de Venise.

LIFE OF MAHOMET (Vie de Mahomet) by Washington Irwing. London, 1850; 1 vol. in-8° : 16 fr.

Au septième siècle de notre ère s'il s'était rencontré un homme doué du pouvoir de lire les signes du temps, il n'aurait pu regarder autour de lui sans perdre toute foi dans l'avenir. De tous côtés les nuages s'amoncelaient, les ténèbres menaçaient de couvrir le monde entier, nulle part un rayon d'espérance ne venait s'offrir.

C'était une véritable époque de paralysie morale, il n'y avait ni arts, ni sciences, ni littérature, tout au plus restait-il un petit nombre de monuments et de traditions dont on ne savait ni sentir la beauté ni apprécier la valeur. L'empire romain tombait en ruines. Les Goths avaient introduit la barbarie en Espagne, les Lombards s'étaient fixés dans les plaines fertiles de l'Italie. Au nord et à l'ouest des hordes barbares s'étaient installées sur les débris d'un système infiniment plus avancé et plus corrompu que celui qu'elles



apportaient de leurs steppes et de leurs forêts natales. Mais c'est dans l'Orient que se trouvait le plus grand péril, le Parthe Khosru II menaçait de détruire, avec ses guerriers idolâtres, non-seulement l'empire d'Orient, mais encore le christianisme et tout ce qui restait de l'ancienne civilisation. En même temps les mœurs les plus corrompues souillaient la cour et l'Eglise, des courtisans et des meurtriers s'asseyaient sur le trône des Césars ; le paganisme reprenait faveur, les saints et les anges n'étaient plus que des divinités inférieures du vieil Olympe, dont le Dieu chrétien occupait seulement la première place.

Ce fut au milieu de ce monde prêt à tomber en dissolution que du fond des déserts de l'Arabie se fit entendre une voix étrange, disant : « Il n'y a pas d'autres dieux que Dieu, et Mohammed est son prophète. » Les hommes porteurs de ce message parurent la même année dans les deux cours rivales. Heraclius, qui n'avait jamais entendu parler de Mohammed et ne connaissait guère l'Arabie, traita les messagers avec le respect qu'un Grec poli devait à de tels visiteurs, leur fit de beaux présents et les renvoya chez eux, sans avoir une idée bien exacte de ce que leur maître voulait dire. Khosru les accueillit d'une autre façon, non moins caractéristique. A la lecture de la lettre qui débutait ainsi : « Au nom du Dieu miséricordieux, Mohammed, fils d'Abdallah et envoyé de Dieu, à Khosru, roi de Perse, » il s'écria : « Quoi ! mon esclave ose-t-il placer son nom devant le mien? « Puis arrachant la lettre des mains de son interprète, il la déchira en morceaux. La réponse fut envoyée, non à Médine, mais à son lieutenant dans l'Yemen en ces termes : « J'ai appris ici qu'il se trouve à Médine un insensé, de la tribu de Korech, qui se prétend prophète. Guéris-le de sa folie, sinon envoie-moi sa tête. » Quand les messagers de Mohammed furent de retour à Médine, et apprirent à leur maître que le grand monarque avait déchiré sa lettre sans la lire. « C'est ainsi, dit Mohammed, qu'Allah mettra son empire en pièces. » Et ces quelques paroles renfermaient un oracle. Moins de dix ans plus tard, les lieutenants de l'insensé inconnu commandaient à Jérusalem, à Alexandrie, à Damas, aussi bien qu'à la Mecque et à Médine.

Mohammed Ibn Abdallah était né vers l'année 571. Il sortait de ce qu'on appelait dans le désert une souche illustre. Son grand-père et son bisaïeul avaient été des patriarches distingués et avaient si bien mérité de leurs compatriotes qu'à leur famille était confiée la garde de la Kaaba, office supérieur en importance à celui du souverain pontife à Rome. Son père, Abdallah, était réputé le plus bel homme de toute l'Arabie; les vieilles chroniques assurent que le jour de son mariage avec Amina, fille de sa propre tribu, deux cents jeunes vierges moururent de désespoir à la Mecque. Mohammed fut le seul fruit de cet hymen. Deux mois après sa naissance, son père mourut lui laissant pour tout héritage sa beauté personnelle et sa pauvreté. Un esclave, deux chameaux et quelques moutons formaient le petit avoir de ce fils unique. Il fut élevé par les soins de son oncle, Abu Taleb, au milieu de la vie arabe, prêtant l'oreille aux récits des conteurs et des pèlerins, suivant avec curiosité les apprêts des caravanes, mais n'apprenant ni à lire ni à écrire.

L'arrivée et le départ de ces caravanes qui se pressaient aux portes de la Mecque et remplissaient ses rues d'un tumulte joyeux, étaient des événements excitants pour un jeune garçon comme Mohammed, et transportaient son imagination dans les pays lointains. Ne pouvant plus retenir l'ardente curiosité éveillée en lui, il supplia son oncle prêt à partir pour la Syrie, de lui permettre de l'accompagner. Le tendre cœur d'Abu Taleb ne resta pas sourd à cet appel. Il pensait d'ailleurs que le jeune homme était d'âge à entrer dans la carrière active et pourrait se rendre utile à la caravane, son assentiment ne se fit donc pas attendre, Mohammed fut admis à faire le voyage de Syrie. La route traversait un pays fertile en traditions et en fables dont le récit charme les loisirs des Arabes dans les haltes du soir. Les vastes solitudes du désert, dans lesquelles ce peuple nomade passe la plus grande partie de son existence, sont propres à enfanter des croyances superstitieuses; il se plaît à les peupler de bons et de mauvais génies, d'histoires merveilleuses, d'événements extraordinaires. L'esprit du jeune Mohammed dut sans doute en recevoir une impression profonde, et ces soirées de caravane contribuèrent à développer son imagination.

A son arrivée en Syrie, la caravane campa près d'un couvent nestorien, dans lequel Mohammed passa presque tout son temps, écoutant les leçons d'un moine appelé Bahira. Il revint à la Mecque, plein des traditions du désert et du mystérieux enseignement que le moine lui avait transmis. S'il eût été riche, il est fort probable qu'il se serait voué dès lors à la vie contemplative. Mais étant pauvre, il devait travailler et gagner ses dates et son lait autour des caravanes. Dans ce modeste emploi, il grandit et atteignit l'âge d'homme, sans autre renommée que celle d'une probité parfaite qui lui valut l'épithète de « Al Amin » ou le fidèle.

Lorsque ses bons services l'eurent élevé au rang de mari de Kadijah, il abandonna le travail pour se livrer à la méditation. Son esprit étant exalté par le jeûne et la solitude, il reçut enfin ce qu'il représenta comme un message d'en-haut :

« Il avait quarante ans lorsqu'eut lieu cette fameuse révélation, dont les écrivains musulmans nous ont transmis les détails comme recueillis de sa propre bouche, et à laquelle font allusion plusieurs passages du Koran. Mohammed avait choisi, pour passer le mois du Ramadhan, la caverne du Mont Hara, où il s'efforçait par le jeûne et la prière, d'élever ses pensées à la contemplation de la vérité divine. C'était dans la nuit appelée *Al Kader*, ou le divin décret; nuit pendant laquelle, dit le Koran, les anges descendent sur la terre, et Gabriel apporte les décrets de Dieu. Comme Mohammed, enveloppé dans son manteau, veillait silencieusement, il entendit une voix qui l'appelait; découvrant sa tête il vit descendre sur lui un flot de lumière dont l'intolérable éclat lui fit perdre connaissance. En reprenant ses sens, il aperçut un ange sous la forme humaine qui, développant une pièce d'étoffe de soie sur laquelle des caractères étaient tracés, lui dit : « Lis! » — « Je ne sais pas lire, répondit Mohammed. » — « Lis ! » répéta l'ange, « au nom du Seigneur, qui a créé toutes choses, qui a fait l'homme d'une goutte de sang. Lis ! au nom du Très-Haut qui a enseigné à l'homme l'usage de la plume, qui a répandu sur son âme la lumière de la science, et qui lui enseigne ce qu'elle ne savait pas. » Alors Mohammed, subitement illuminé d'un

rayon céleste, lut ce qui était écrit sur l'étoffe de soie, c'est-à-dire les décrets de Dieu tels qu'ils sont contenus dans le Koran. Quand il eut fini de lire, l'ange lui déclara : « Oh ! Mohammed, en vérité tu es le prophète de Dieu ! et moi je suis l'ange Gabriel. » — Mohammed, le lendemain matin parut tremblant et agité devant Kadijah, ne sachant si ce qu'il avait vu et entendu était bien réel, s'il était vrai qu'il fut nommé prophète pour accomplir la réforme objet de ses méditations, ou bien si ce n'était qu'une vision, fantastique, une illusion de ses sens, peut-être l'apparition d'un mauvais esprit. Kadijah, cependant, accueillit cette communication avec l'ardeur de la foi et la crédulité d'une femme aimante. Elle y vit la réalisation des vœux de son mari, la fin de son épreuve et de ses privations. « Quelles joyeuses nouvelles tu m'apportes ! » S'écria-t-elle. « Par celui qui tient dans sa main l'âme de Kadijah, je te regarde comme le prophète de notre peuple. Réjouis-toi, Allah te viendra en aide. N'as-tu pas toujours été chéri des tiens, bons pour tes voisins, charitable envers les pauvres, hospitalier pour les étrangers, fidèle à ta parole, et toujours le défenseur de la vérité ? »

Le prophète trouva le même jour une révélation et deux disciples prêts à y croire. Le premier converti, en dehors de sa famille, fut son esclave Zeid, arabe de la tribu de Kalb, qui devint l'un de ses plus vaillants généraux.

Mais la mission du maître prospéra fort lentement. Elle ne lui valut d'abord que moquerie, mépris et persécution. Ses compatriotes ont été appelés par Ockley une race tragi-comique. Après la lance, l'arme offensive la plus usitée chez les Korechites était le sarcasme. Aucun peuple moderne n'a possédé une semblable aptitude à employer et à sentir le ridicule. Pendant des années, Mohammed fut en butte aux plaisanteries et à la satire. Il persévéra néanmoins, faisant quelques conversions, et jamais un de ses convertis ne l'abandonna. Petit à petit il fit d'importantes recrues. Parmi celles-ci fut Omar, le plus héroïque de tous ses disciples, qui quelques années plus tard promena l'étendard triomphant du prophète à travers l'Egypte, la Palestine et la Perse A l'instigation de son oncle, Abu Jahl, ce-

jeune Arabe avait d'abord conçu le projet de se rendre auprès de Mohammed pour lui plonger son poignard dans le cœur.

« Comme il était en route pour la maison d'Orkham, il rencontra un Korechite qui était secrètement converti à l'islamisme et qui s'efforça de le détourner de son projet, « Avant d'assassiner Mohammed, lui dit-il, et d'attirer sur vous la vengeance de ses parents, regardez si votre propre famille est bien exempte d'hérésie. » — « Y a-t-il quelqu'un des miens qui soit coupable d'apostasie? » — « Oui, répliqua le Koréchite, » ta sœur Amina et son mari Seid. » Omar se rendit aussitôt chez sa sœur, et entrant brusquement, la trouva occupée à lire le Koran avec son mari. Seid voulut cacher le livre, mais sa confusion convainquit Omar de la vérité de l'accusation et accrut sa fureur. Dans sa rage il renversa Seid, lui mit le genou sur la gorge et l'aurait poignardé si Amina ne se fût interposée. Omar la frappa au visage d'un coup qui fit jaillir son sang. « Ennemi d'Allah! » s'écria Amina, « est-ce ainsi que tu me frappes parce que je crois au vrai Dieu? En dépit de toi et de ta violence je persévérerai dans la véritable foi. « Oui, » ajouta-t-elle avec ferveur, « il n'y a pas d'autre dieu que Dieu et Mohammed est son prophète : et maintenant, Omar, achève ton œuvre. » Omar s'arrêta, se repentit de sa violence et retira son genou de dessus la poitrine de Seid. « Montre-moi le livre, » dit-il. Amina ne voulut pas lui laisser toucher les feuilles sacrées avant qu'il eût lavé ses mains. Les paroles du Koran descendirent jusqu'au fond du cœur d'Omar. Plus il lisait plus il était ému, quand il en vint à la résurrection et au jugement, sa conversion fut complète. Il reprit sa marche vers la maison d'Orkham, mais avec un cœur changé. Frappant humblement à la porte il implora la permission d'entrer. «Entre, fils d'Al Khattab, » s'écria Mohammed, « qu'est-ce qui t'amène ici? » — « Je viens inscrire mon nom parmi ceux des croyants en Dieu et en son prophète. » Puis il fit la profession de foi musulmane et n'eut point de repos que sa conversion ne fut rendue publique. »

La colère des Koréchites n'en devint que plus forte, après dix années de lutte et de souffrances, Mohammed fut obligé de fuir pour

sauver sa vie. C'est de cette fuite que date l'ère mahométanne. De cette époque aussi date un changement dans la position et la politique du prophète. Retiré à Koba, il voit de nombreux disciples venir se joindre à lui, et poussé à bout par la persécution qui l'a chassé de sa ville natale, il se décide à tirer l'épée pour conduire ses zélés partisans à la conquête de la Mecque.

Alors commence la guerre sainte, le glaive devient le nouvel évangile du prophète qui, bien que d'un naturel plutôt pacifique jusque-là, déploie les qualités d'un grand général, et ne se montre pas moins habile à commander sur le champ de bataille qu'à organiser après la victoire et à soumettre les peuples à sa domination.

Le brillant tableau de ses conquêtes, tracé par la plume habile de M. Washington Irwing, présente le plus vif intérêt. On y voit se développer d'une manière fort remarquable le grand caractère de Mohammed, dont la physionomie originale ressort d'autant mieux que l'auteur se renferme strictement dans le rôle d'historien impartial, et n'admet point qu'un ambitieux imposteur ait pu accomplir de telles choses. Il le regarde comme un homme doué d'une organisation intellectuelle supérieure, avec une tendance bien marquée vers le mysticisme, chez lequel l'exaltation poussée jusqu'à une espèce de délire avait produit un fanatisme réel, et qui se croyant inspiré acceptait de bonne foi la révélation qu'il s'imaginait avoir reçue. Cette opinion est assurément très-soutenable, et contribue à donner à son livre un attrait qu'il n'aurait pas si Mohammed s'y trouvait représenté comme un hypocrite spéculant sur la crédulité des hommes. On peut cependant reprocher à M. Irwing de n'avoir pas assez fait usage de la critique si nécessaire pour guider l'historien dans ses recherches, et pour l'aider à dégager la vérité des fables auxquelles elle est mêlée dans les légendes et les traditions superstitieuses qui forment les principaux documents d'une semblable biographie.

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

ÉTUDES STATISTIQUES SUR LA MORTALITÉ ET LA DURÉE DE LA VIE DANS LA VILLE ET L'ARRONDISSEMENT DE DIJON, depuis le dix-septième siècle jusqu'à nos jours, par M. le docteur Noirot. Dijon, 1850; in-8° de 88 pages : 1 fr. 50 c.

La ville de Dijon paraît être dans des conditions de salubrité assez favorables, qui en font l'une des villes de France où la vie moyenne est le plus longue. D'après les calculs de M. Noirot, elle est de 38 ans 9 mois. Il a obtenu ce résultat en additionnant les âges des individus morts pendant 18 années, de 1831 à 1848, et il en conclut que Dijon mérite bien toujours l'éloge qu'en faisait déjà un écrivain du seizième siècle, qui la dépeignait comme une ville « moult plaisante et sane où les habitants adviennent à grand aage. » Cependant, là comme ailleurs, le progrès de la civilisation, en diminuant les causes de mortalité qui enlevaient autrefois un si grand nombre d'enfants, a fait disparaître ces cas de longévité extraordinaire qui sont devenus de plus en plus rares, à mesure que le chiffre de la vie moyenne s'élevait. Dijon n'a compté que huit centenaires dans l'espace de 50 ans, et depuis 1824 elle n'en a pas eu un seul ; tandis que la vie probable à la naissance y a plus que triplé depuis le dix-septième siècle, les chances de vie ont, au contraire, successivement diminué pour les vieillards qui dépassent 70 ans. Ce résultat, auquel aboutissent les recherches de la statistique, semble indiquer une loi qui détermine la quantité des années d'existence, de telle façon que les soins hygiéniques ne peuvent qu'en modifier la répartition entre les individus, sans en accroître la somme totale. Un autre fait non moins curieux, c'est qu'à mesure que l'aisance augmente dans une population, la fécondité des mariages diminue. Ainsi à Dijon la moyenne était, au dix-septième siècle, de 5 enfants $^{4}/_{5}$ par mariage; au dix-huitième, 4 $^{3}/_{10}$; aujourd'hui, 2 $^{4}/_{5}$. M. Noirot signale, en passant, l'accusation portée

contre la vaccine par ceux qui prétendent qu'en supprimant la variole, ce préservatif a augmenté la chance de succomber à d'autres maladies. Sans se prononcer positivement à ce sujet, il fait remarquer que la mortalité de la période entre 10 et 30 ans n'a pas suivi la marche décroissante de celle des autres âges; qu'elle a plutôt augmenté d'une manière assez notable depuis le dix-septième siècle.

Les diverses tables dressées par M. Noirot offrent des données intéressantes; il examine tour à tour les rapports de la mortalité avec l'âge, avec le sexe, avec la richesse et la misère, avec le célibat et le mariage. Il montre combien sont grands ses ravages parmi les enfants naturels, surtout dans les hospices munis d'un tour d'exposition, ce qui lui semble un argument bien fort contre les doléances de la philanthropie. Il termine enfin par le tableau de la durée de la vie dans les communes rurales de l'arrondissement de Dijon.

Ce travail, fait avec soin et intelligence, sera sans doute bien accueilli des statisticiens, quoiqu'il n'embrasse qu'un arrondissement assez restreint. Ce n'est, en effet, qu'après avoir rassemblé un grand nombre de semblables monographies que la science peut espérer d'arriver, par leur comparaison, à poser des principes généraux et vraiment féconds.

HISTOIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA POLICE DE PARIS, depuis Philippe-Auguste jusqu'aux États Généraux de 1789, ou tableau moral et politique de la ville de Paris durant cette période, considéré dans ses rapports avec l'action de la police, par M. Frégier. Paris, 1850; 2 vol. in-8° : 16 fr.

Dans une grande ville comme Paris, qui est en même temps la capitale d'un État considérable où la centralisation est depuis des siècles le but et le moyen du gouvernement, l'administration de la police joue un rôle dont l'importance ne saurait être contestée. Son histoire renferme celle des mœurs du peuple et des progrès de la

civilisation. En effet, les mesures nécessitées soit par la sécurité publique, soit par les intérêts moraux et matériels de la communauté, fournissent de précieuses données sur l'état social des diverses époques. La police suit dans sa marche le développement de la civilisation, lui sert d'appui et la protége contre l'action des germes funestes qu'elle porte dans son propre sein. Chargée de prévenir les attentats contre la vie et la propriété, appelée à régler tout ce qui concerne la voirie, nantie d'un pouvoir assez étendu pour réprimer la licence, veiller au maintien de l'ordre et satisfaire aux exigences de l'hygiène publique, elle se trouve en rapport plus ou moins direct avec les différentes sphères d'activité dans lesquelles s'exerce la vie nationale, elle ne demeure étrangère à rien de ce qui peut influer en bien ou en mal sur la destinée du peuple.

Le commerce, l'industrie, les arts, les lettres rentrent dans sa juridiction, en tant qu'ils agissent sur les mœurs dont elle doit être la gardienne vigilante. C'est ainsi que M. Frégier comprend l'administration de la police, qui embrasse l'ensemble de la vie civile et permet de l'étudier jusque dans ses moindres détails. Il a divisé son livre en quatre périodes correspondant à des époques ou à des règlements généraux propres à éclairer les progrès et l'étude de la science administrative. Chaque période est subdivisée en cinq titres qui traitent, 1° de la topographie de Paris et des autorités préposées; 2° des mœurs et usages des habitants, des fêtes et cérémonies publiques; 3° de la police dans ses rapports avec les doctrines religieuses, la liberté d'écrire, le maintien des bonnes mœurs et de la paix publique; 4° de la police de sûreté, de la police politique et des prisons; 5° des subsistances, de l'hygiène, de la voirie, de la navigation et du commerce. On voit combien est complet ce tableau de Paris et quel intérêt il peut offrir. Tous les faits importants de l'histoire de France, dès 1182 jusqu'à 1789, s'y trouvent passés en revue, d'une manière assez neuve et originale, dans les résultats de leur influence sur la capitale dont les volontés, quelquefois même les caprices, décidèrent si souvent du sort de la

nation entière. Il est curieux de suivre les diverses modifications subies par les mœurs et les usages à mesure que la société se polissait et que la demi-barbarie du moyen âge faisait place à la civilisation moderne. Le travail de M. Frégier fournit, à cet égard, toutes les données désirables ; il a su tirer un excellent parti des nombreux matériaux qu'il avait à sa disposition. C'est en écrivain moraliste qu'il envisage son sujet ; car, pour lui, la principale mission de la police est de combattre les mauvaises passions qui menacent sans cesse l'état social. Mais il se contente, en général, d'exposer les faits avec la plus grande impartialité, laissant à ses lecteurs le soin de résoudre les questions plus ou moins graves qu'ils soulèvent.

Rapport général présenté par M. Thiers, au nom de la commission de l'assistance et de la prévoyance publiques. Paris, 1850 ; in-8° de 156 pages : 1 fr. 50.

Ce rapport offre un résumé fort bien fait de la question de l'assistance publique, envisagée sous toutes ses faces, traitée dans tous ses rapports divers avec les conditions de l'état social. Les promoteurs de la fraternité universelle, les partisans des systèmes socialistes débutent toujours par poser comme un fait incontestable que les classes pauvres ont été jusqu'ici déshéritées de leur part de bien-être par l'injustice des lois et l'égoïsme des mœurs, que les prolétaires sont des parias auxquels on refuse en quelque sorte jusqu'au droit de vivre. Aussi M. Thiers s'applique-t-il d'abord à réfuter cette étrange assertion, en retraçant le tableau des nombreuses institutions de bienfaisance, fondées et soutenues, soit par la charité privée, soit par l'argent de l'Etat. Il montre combien sont injustes les reproches adressés à la société surtout de notre temps, où, plus qu'à nulle autre époque, s'est manifestée une vive sollicitude pour le soulagement des misères, pour le perfectionnement moral et le bien-être physique de la classe pauvre. En effet, cette société tant

calomniée, n'a-t-elle pas créé des caisses d'épargne, des salles d'asile, des crèches, des maisons de refuge pour la vieillesse, des associations de toutes sortes, pour venir en aide aux malheureux, aux malades, aux infirmes? Peut-on méconnaître ses efforts, constamment dirigés vers ce noble but?

Tout ce que les théories modernes renferment de possible, d'applicable, a été essayé; le zèle et le dévouement n'ont certes pas fait défaut. M. Thiers n'en conclut point cependant qu'il n'y ait plus rien à faire, que nulle amélioration ne doive être introduite dans le domaine de l'assistance publique. Au contraire, il estime que des efforts bien dirigés rendront les institutions déjà existantes plus salutaires et plus fécondes, et que de nouveaux développements peuvent y être ajoutés avec succès, sans changer pour cela les conditions actuelles de l'ordre social. Mais il insiste fortement sur ce qu'il importe de laisser le champ libre à la bienfaisance individuelle, qui a tout à la fois l'avantage de provoquer l'exercice de vertus précieuses, d'entretenir des sentiments généreux, et celui de ne point créer un droit en faveur du pauvre, de ne pas l'exempter du devoir de la reconnaissance. L'assistance publique ne doit venir qu'après, pour faciliter et compléter son œuvre. Ici comme en beaucoup d'autres choses, le rôle de l'Etat est de surveiller, de diriger et de protéger l'initiative des citoyens, en leur prêtant secours, autant que le permettent les intérêts bien entendus de la communauté. Il faut distinguer avec soin l'action purement volontaire des particuliers qui disposent de leur avoir comme bon leur semble, de celle du gouvernement qui ne saurait sans injustice employer au profit de quelques-uns l'argent qui lui est remis pour être affecté à des dépenses d'utilité générale. Aux efforts individuels appartient la pratique de la charité limitée seulement par le discernement et la prudence, tandis que pour l'Etat, il s'agit avant tout de pourvoir aux exigences de la sécurité publique et d'une bonne administration. Toute confusion d'idées à cet égard est éminemment dangereuse, et c'est là l'écueil contre lequel viennent échouer tous les théoriciens de l'école socialiste. Les uns par aveuglement, les autres par calcul, refusent d'ad-

mettre cette distinction ; ils s'obstinent à considérer la société comme obligée de nourrir tous ses membres, de leur procurer à tous une part égale de bien-être ; ils nient que son but soit de favoriser le libre développement des forces individuelles et prétendent remplacer les vertus privées par la seule action gouvernementale qu'ils chargent de pourvoir à tout. Ainsi, la notion du devoir disparaît, il ne reste plus que des droits dont les prétentions rivales ne sont contenues que par le joug impitoyable de l'égalité qui, sous prétexte de remédier à ce qu'on appelle l'injustice des conditions sociales, établirait la misère et l'oppression universelles.

M. Thiers stigmatise avec non moins d'énergie que de bon sens, l'absurdité de pareilles doctrines et la perfidie de ceux qui les emploient à pervertir le peuple, pour en faire l'instrument de leur coupable ambition. Après avoir posé les vrais principes qui doivent régir l'assistance publique, il passe à leur application dans les trois périodes principales de la vie humaine : l'enfance, l'âge mûr et la vieillesse. Cette division lui permet d'entrer dans les détails et de mettre en saillie tout ce que la bienfaisance a imaginé jusqu'à présent pour subvenir aux différentes catégories de besoins qui sont l'objet de sa vive sollicitude. C'est un tableau qui suffit à lui seul pour réfuter les déclamations socialistes, car il prouve que la société se préoccupe sans cesse du soulagement de la misère et ne recule point devant les sacrifices nécessaires. L'ingénieuse charité vient en aide au pauvre depuis sa naissance jusqu'à sa mort, les institutions qu'elle a fondées sont innombrables, on ne saurait en imaginer qu'elle n'ait déjà essayé. Ce qu'il y a donc de mieux à faire, c'est de chercher à donner plus d'extension à celles dont les résultats paraissent le plus utiles, le plus efficaces, c'est d'encourager les efforts individuels en leur assurant secours et appui dans tout ce qui peut contribuer à leur succès, sans gêner leur indépendance. Aussi, le rapport de M. Thiers se borne-t-il à indiquer d'une manière générale les mesures par lesquelles l'Etat doit intervenir, non pour se mettre à leur place, mais pour les seconder, les coordonner et rendre leur action plus puissante. Il annonce une

série de projets de loi qui seront présentés dans ce but. Si l'Assemblée nationale réussit à doter la France d'une bonne législation sur ce point difficile, elle aura certainement accompli une grande œuvre et opposé la digue la plus solide aux ravages du socialisme. En attendant, le rapport de M. Thiers est à lui seul déjà un antidote précieux contre le poison des mauvaises doctrines. Sa clarté parfaite, sa logique entraînante, son éloquence chaleureuse, en font un écrit vraiment populaire, qu'il serait à désirer de voir répandre avec profusion dans toutes les classes de lecteurs. Pour quiconque n'a pas le cœur tout à fait corrompu ou la tête malade, un semblable plaidoyer offre la réfutation triomphante des paradoxes et des sophismes socialistes. Quant aux fous et aux méchants, il ne s'agit pas de les convaincre, mais de couper court à leur influence et de réprimer sévèrement leurs funestes tentatives.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
DE GENÈVE.

ARISTOTE.

COUP D'ŒIL SUR SA VIE ET SES TRAVAUX.

(Suite et fin [1].)

Si les travaux du philosophe grec dans la physique proprement dite nous laissent beaucoup à désirer, il faut avouer que ceux qu'il a exécutés dans le domaine de l'histoire naturelle sont bien dignes de toute notre admiration. Nulle part il n'a déployé avec plus d'éclat les richesses d'une vaste intelligence et d'une grande puissance d'observation; nulle part il n'a mieux étudié et mieux fait connaître la nature; nulle part l'antiquité n'a élevé aux sciences naturelles un monument plus parfait. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les lignes que Buffon lui a consacrées dans son histoire naturelle [2]. Elles prouvent toute la reconnaissance que lui doit et que lui exprime notre grand naturaliste. Nous y renvoyons le lecteur.

Comme cet ouvrage est un des plus importants d'Aristote, il peut être utile de savoir où en était avant lui l'his-

[1] Voyez *Bibl. Univ.*, numéro de mars 1850, page 279.
[2] Histoire naturelle de Buffon, tome I, p. 63.

toire naturelle proprement dite. Si l'on remonte dans l'histoire des temps qui l'ont précédé, on y verra que les connaissances acquises en ce genre étaient éparses dans les ouvrages de divers écrivains et de plus très-imparfaites, ou mêlées à des fictions poétiques. On en trouve quelques traces dans la Bible, dans Homère, dans Hésiode, dans Hérodote, mais surtout chez les médecins illustres de la Grèce antique. Hippocrate est le seul de ceux-ci dont les œuvres nous aient été conservées; mais à l'exception de cet auteur, aucun autre n'avait écrit un ouvrage de quelque importance sur la zoologie. Ainsi la zoologie commence avec Aristote, où pour mieux dire elle n'existait pas avant lui. L'histoire des animaux est néanmoins autant une description anatomique des organes des animaux qu'une zoologie proprement dite. L'auteur y traite des généralités d'organisation qui caractérisent les êtres créés; il exprime leurs différences et leurs ressemblances par l'examen comparatif de leurs organes, et pose les bases d'une classification générale de leur histoire naturelle.

Le premier livre décrit d'une manière générale les parties qui composent le corps des animaux. On peut regretter qu'Aristote n'ait pas jugé convenable d'adopter un cadre général où il eût fait entrer toutes les espèces pour les décrire ensuite successivement, et c'est là certainement un des plus grands défauts de son ouvrage. Le premier livre sert d'introduction à tout le reste; il est composé presque en entier de règles générales présentées sans développement et seulement sous la forme d'aphorismes. L'intention d'Aristote ayant été de donner ici un coup d'œil d'ensemble sur l'organisation des êtres qui peuplent l'univers. Voici quelques-uns de ces aphorismes qui reposent, comme on le voit, sur une grande quantité de faits et

d'observations vérifiés depuis par les meilleurs naturalistes des temps modernes :

Aucun animal terrestre n'est fixé au sol.

Aucun animal manquant de pieds n'a des ailes.

Tous les animaux, sans exception, ont une bouche et le sens du tact. Ces deux attributs sont essentiellement distinctifs de l'animalité.

Tous les insectes ailés, qui ont leur aiguillon à la partie antérieure du corps, n'ont que deux ailes, tels que le taon, le cousin ; ceux dont l'aiguillon est placé à la partie postérieure en ont quatre, comme, par exemple, la fourmi, l'abeille, la guêpe.

Ces observations sont justifiées par le témoignage des naturalistes modernes, et en particulier par celui de l'illustre Cuvier qui ajoute : « Que d'observations n'a-t-il pas fallu faire pour énoncer des propositions si générales et si exactes ? Elles supposent un examen presque universel de toutes les espèces ; comment surtout, trouver *a priori* le dernier des aphorismes que nous venons de rapporter, puisque personne ne sait encore la raison de la loi naturelle qu'il exprime [1] ? »

Aristote partage les animaux en deux grandes classes : les animaux qui ont du sang et ceux qui n'en ont pas, ou animaux à sang rouge et animaux à sang blanc. Les premiers sont les quadrupèdes, les oiseaux, les serpents, les poissons et les cétacés. Il est bien loin de confondre ces deux dernières espèces, bien différent en cela de quelques écrivains voyageurs peu versés dans l'histoire naturelle ; il n'ignore aucune de leurs différences ; il sait que les cétacés sont des animaux à sang chaud ; qu'ils mettent au

[1] Cuvier. Histoire des sciences naturelles, tome I, p. 148.

monde leurs petits vivants et qu'ils ont des mamelles et du lait pour les nourrir.

Ces différences avaient échappé aux observateurs qui avaient précédé ; il distingue les quadrupèdes en vivipares et en ovipares ; c'est également une distinction qui a subsisté chez un grand nombre d'auteurs.

Les animaux privés de sang ou à sang blanc sont divisés en quatre classes : les mollusques, les crustacés, les testacés et les insectes. Cette distinction a été maintenue jusqu'à Linnée, qui n'y a fait que des changements sans importance. Ses observations sur les mollusques sont très-exactes et très-précises ; il décrit tous leurs organes sans en excepter le cerveau. Sa classification des insectes ailés et non ailés est celle de Linnée lui-même. Il divise les premiers en insectes à deux ailes, à quatre ailes nues et à étuis cornés. Les détails dans lesquels il entre sur l'organisation animale sont des plus intéressants. L'homme d'abord, les animaux ensuite sont décrits avec tous les développements qui peuvent servir à les faire connaître au naturaliste et au physiologiste [1].

Il explique les fonctions du corps humain avec la plus grande exactitude, fait connaître la conformation du cerveau chez l'homme et chez les autres espèces vivantes, fait voir que cet organe existe chez tous les animaux à sang rouge ; mais que, parmi ceux à sang blanc, il ne se trouve que chez les mollusques, observation qui n'a été vérifiée que de nos jours, et a été reconnue exacte par Cuvier [2]. Ses observations sur les autres parties du corps humain, quoiqu'elles ne soient pas toujours exactes, sont toujours

[1] Histoire des animaux, livres II, III. Cuvier, Histoire des sciences naturelles, p. 151.

[2] Cuvier, Hist. des sciences natur., *ibid.*

supérieures à celles qui l'avaient précédé, et ont beaucoup servi aux auteurs qui l'ont suivi. Il passe successivement tous les organes en revue, les analyse et en fait scrupuleusement l'anatomie. Mais là il est facile de voir que les instruments lui ont manqué. Néanmoins ses recherches sur la configuration de plusieurs animaux ont été très-précieuses; il a très-bien décrit l'éléphant, et apprécie la conformation et l'utilité de sa trompe, qu'il reconnaît pour un véritable organe de l'odorat. Des recherches modernes ont prouvé que Buffon n'avait fait que le copier et s'était trompé quand il l'avait contredit [1]. Il mentionne plusieurs animaux complétement inconnus avant lui, tels que l'auroch, aujourd'hui presque perdu, l'hippélaphe, ou cerf à crinière, l'hippardium, ou le buffle. Ses observations sur les poils, les dents, les cornes, sont empreintes de la plus grande justesse, et donnent lieu à des aphorismes ou règles générales d'une vérité confirmée par l'expérience des siècles. Aristote termine la description des quadrupèdes vivipares par celle des singes, et donne l'histoire naturelle des quadrupèdes ovipares, particulièrement du crocodile. Ses observations sur les oiseaux sont également d'une grande justesse; il les classe d'une manière si rigoureuse et si logique que Brisson, un de nos meilleurs ornithologistes, n'a pas cru pouvoir mieux faire, au dire de Cuvier, que de suivre les idées du naturaliste de l'antiquité. Il montre que leurs ailes sont les analogues des membres antérieurs des quadrupèdes, détaille la forme de leurs pieds, les différences qu'on y remarque, et n'oublie pas de faire apercevoir chez eux l'existence d'une troisième paupière, ainsi que la conformation de la langue qui est char-

[1] Cuvier, Histoire des sciences natur., p. 151.

nue chez ceux qui possèdent la faculté de prononcer quelques mots du langage humain. Le cinquième livre et les deux qui suivent renferment les plus curieux détails sur les faits qui concernent la génération des diverses espèces d'animaux. Malheureusement, au milieu de beaucoup de faits parfaitement observés, Aristote en rapporte d'autres que l'expérience a reconnus inexacts. Telles sont les prétendues générations spontanées que l'antiquité admettait et que les modernes, mieux éclairés et surtout guidés par les moyens nouveaux que donne le microscope, ont sinon entièrement rejetées, du moins mises en doute dans un grand nombre de cas. Il n'y a aujourd'hui que bien peu de naturalistes et de philosophes qui admettent des générations spontanées, et ceux qui les admettent les ont du moins dégagées des fables qui les entouraient au temps d'Aristote. Dans cette partie de son histoire naturelle, l'auteur traite de l'accouplement chez les diverses espèces où il existe, des saisons où il a lieu, de ses modes divers; il rend compte des variétés qu'y apporte la différence de l'âge ou du climat, et fait remarquer tous les phénomènes qui caractérisent cette partie de la physiologie. Il indique ce fait si remarquable dans toutes les classes du règne animal, et dans l'examen de la reproduction des insectes: il suit avec la plus merveilleuse sagacité toutes leurs métamorphoses. Combien les conquêtes que lui doit la science eussent été plus utiles encore si ce grand analysateur de la nature eût été aidé par les ressources du microscope [1]!

La fin de ce livre est consacrée à l'histoire naturelle des abeilles, dont il décrit les mœurs et les admirables travaux. Il a soupçonné que ce que les anciens appelaient le

[1] Histoire des animaux, livre V.



roi des abeilles, était une femelle, mais il ne lui a pas été donné de vérifier cette conjecture, que les insectologistes du siècle dernier ont pu seuls préciser. Il avait parfaitement vu que la qualité de la nourriture donnée aux petites abeilles est ce qui détermine la formation des reines; cette découverte est d'autant plus remarquable qu'Aristote n'avait point à sa disposition les ruches de verre, qui seules peuvent donner la facilité d'étudier de près les mœurs de ces industrieux insectes. Il avait également observé et décrit les frelons, les guêpes, les abeilles maçonnes, les friganes, dont la larve s'enveloppe dans un étui de bois; il avait étudié le fait si intéressant de l'incubation et du développement du jeune poulet dans l'œuf. Dans l'icthyologie il n'est pas moins fécond en remarques de toute espèce, et il a servi de guide aux naturalistes qui sont venus après lui ; il a mentionné une foule de détails très-curieux, et qu'il a constatés le premier; il fait remarquer au sujet des œufs de poisson, que ces œufs n'ont pas de membrane allantoïde, particularité commune à tous les animaux qui respirent par des branchies; seulement il admet encore pour certains poissons les générations spontanées, à l'occasion des multitudes de ces petits animaux, qui se trouvent souvent déposés sur les rivages de la mer, sans qu'on sût autrefois d'où ils pouvaient provenir. Aujourd'hui les naturalistes, mieux informés, ont pu certifier qu'ils naissent du frai de certains poissons déposé sur la vase, et que des circonstances atmosphériques favorables font éclore. Ailleurs encore, dans *l'histoire des animaux*, les mœurs et les habitudes d'une grande quantité d'entre eux sont scrupuleusement dépeints; leurs ruses, leurs travaux, leur genre de vie, sont passés en revue avec une fidélité parfaite. On voit par les traits que nous venons de rassem-

bler à ce sujet, que ce n'est pas à tort que tous les critiques éclairés, en particulier Buffon, Bonnet, Cuvier, sont tombés d'accord sur le mérite de cette immense composition, la plus belle et la plus complète que nous ait laissée l'antiquité sur l'étude de la nature. On ne saurait trop l'admirer malgré ses défauts, et elle peut encore aujourd'hui servir de guide au naturaliste moderne, comme de délassement aux loisirs de l'homme du monde ami de l'instruction. Nous possédons une bonne traduction de cet ouvrage en deux volumes in-4°. Elle est due à la plume de Camus, la version est fidèle; mais le second volume tout entier, consacré aux notes, est critiqué par les naturalistes de profession comme n'étant pas suffisamment exact. Quoi qu'il en soit, nous croyons que Cuvier s'est montré sévère à cet égard [1], et malgré sa puissante autorité, il nous semble que ces notes sont encore, dans un grand nombre de parties, utiles à consulter pour les citations de toute espèce et les extraits qu'elles renferment.

Dans les autres traités qui se rattachent à ses travaux d'histoire naturelle, Aristote, bien que beaucoup moins complet, ne laisse pas que d'offrir un grand nombre de détails pleins d'intérêt sur l'économie de l'organisation, la physiologie des diverses espèces, et la variété de leur conformation. Ainsi, dans le *traité des sensations*, il compare entre eux les organes des sens des divers animaux, et fait ressortir les avantages des uns et des autres. Il a reconnu les yeux de la taupe, que l'on croyait de son temps en être privée; il décrit cet œil imparfait avec exactitude, indique le nerf qui s'y rend, et il faut croire que cette observation était fort difficile à faire, puisque de nos jours seulement

[1] Voir l'Histoire des sciences naturelles aux endroits cités plus haut.

l'existence de l'œil de la taupe a pu être revérifié par M. Geoffroy Saint-Hilaire [1]. Il a reconnu que les poissons et les insectes possédaient des organes de l'ouïe, et que ces derniers, outre l'organe de l'ouïe, possédaient aussi le sens de l'odorat; et il en donne pour preuve que certaines odeurs éloignent ces animaux, tandis que d'autres les attirent. Dans le traité de la voix, il fait des remarques non moins curieuses; il fait apercevoir, par exemple, que l'on sait distinguer la voix proprement dite formée par le jeu des poumons, du bruit imitant la voix que font certains animaux, et qu'il ne faut pas confondre avec elle, attendu que l'organe qui forme ce bruit est essentiellement distinct des poumons; il décrit l'appareil musical des cigales et des sauterelles, qui agit par percussion ou frottement; il parle de la voix du perroquet, indique la disposition de sa langue, et celle non moins curieuse de la grenouille, qui, au lieu d'être comme chez la plupart des animaux, fixée en arrière et libre en avant, est précisément fixée en avant et libre en arrière au fond du gosier. Le traité de *la veille et du sommeil*, et celui de la *génération*, présentent des particularités non moins remarquables, et des faits qui ont puissamment servi la science, mais auxquels il nous est impossible de nous arrêter plus longtemps. Il aura suffi, ce semble, de les indiquer, pour que ceux qui voudront étudier à fond Aristote comme naturaliste, puissent aller les rechercher dans les traités spéciaux que nous avons mentionnés plus haut, dans le catalogue général de ses œuvres. Nous achèverons la physique d'Aristote en disant quelques mots du traité de l'âme, qui se rapporte à cette partie de sa philosophie.

[1] Cuvier, Hist. des sciences natur., tome I, 8me leçon.

Le premier livre du traité de l'âme, qui en contient trois, est destiné à l'examen des diverses opinions des philosophes sur cet important sujet. L'auteur réfute le sentiment de ceux qui l'avaient considérée comme composée d'éléments sensibles, de parties divisibles et matérielles comme le corps. L'âme a été distinguée du corps par Aristote, et signalée comme le principe essentiellement pensant réuni au corps par des liens indissolubles qui lui font accompagner la plupart de ses actes, les diriger dans certains cas, ou dans d'autres subir son influence. Mais l'âme est pour lui, une, supérieure à la matière et indivisible. L'âme est le principe de la vie, et c'est mal la connaître que de l'isoler de ses relations avec le corps organisé pour lui servir d'instrument. La vie, c'est l'ensemble des phénomènes physiologiques et moraux manifesté par la pensée, la sensation, le mouvement; c'est la rénovation journalière produite par la nourriture, la croissance et la décadence de nos organes; c'est ce qui nous distingue des plantes et des minéraux.

L'âme est essentiellement le principe le plus élevé de la vie, car sans elle nous n'aurions conscience que des phénomènes purement animaux et matériels, et non des phénomènes moraux; mais en étant distincte du corps elle lui est néanmoins unie comme la *forme* à la *matière* pour produire la *substance*. Aussi l'appelle-t-il *entéléchie* du grec ἐντελεχέια, l'âme est l'entéléchie du corps organisé, c'est-à-dire elle est la force suprême, la force dans toute sa plénitude; elle domine et dirige tout notre être [1].

La division des facultés de l'âme suit, chez Aristote, l'ordre naturel de la gradation chez les autres êtres créés.

[1] Traité de l'âme, livres I et II.

Ainsi aux plantes appartient l'accroissement seul ; à tous les animaux la sensation, à certains animaux seulement la sensation et la locomotion; à l'homme la raison. L'âme possède donc la faculté *nutritive*, la faculté *sensitive*, la faculté *locomotive*, et la raison. Mais ces quatre parties ou conditions de l'existence de l'âme sont assujetties entre elles dans leur ordre de succession et de dignité, de telle sorte que celle qui précède est toujours comme la condition nécessaire de celle qui suit. Ainsi l'âme nutritive peut bien exister indépendamment de la faculté sensitive; mais là où il y a sensation, il y a nécessairement l'âme nutritive; la sensation peut bien exister indépendamment de la faculté de se mouvoir, mais non pas la seconde sans la première. On remarquera ici combien Aristote emprunte toujours ses points de vue à la connaissance générale qu'il a de la nature, et à un coup d'œil simultané qu'il jette sans cesse sur l'universalité de ses lois. Rien chez lui n'est donné à l'imagination, rien à l'invention, mais tout procède d'une admirable intelligence de l'ensemble. C'est sous ce point de vue qu'il considère la formation graduelle de l'âme humaine. Elle possède successivement les diverses facultés qui la composent ; le plus parfait se forme du moins parfait ; ainsi, l'enfant dans le sein de sa mère n'a que l'âme nutritive, et ressemble à la plante ; plus tard, après sa naissance, il reçoit l'âme sensible et motrice ; enfin naît en dernier lieu l'attribut distinctif de l'homme, la raison [1]. C'est par l'âme que sont transmises les sensations d'où naissent nos perceptions, et par suite les modifications qu'éprouve notre être, les déterminations qui sont les sources de nos actes ; ces sensations ont lieu par l'in-

[1] De animâ, lib. II, cap. 2. De generatione animalium, lib. II.

termédiaire de nos sens, qui mettent la personnalité humaine en rapport avec les objets extérieurs. L'âme dans le principe est une table rase, dont rien n'altère la parfaite uniformité. Dès que les sensations ont agi sur elle, aussitôt se manifestent tous les phénomènes que nous appelons la comparaison, le jugement, l'imagination, la mémoire, la réminiscence, et tous ceux qui se produisent au moyen de l'entendement proprement dit. Mais il n'est nullement exact de dire qu'Aristote croyait que toutes nos impressions, nos idées avaient lieu par l'intermédiaire des sens. Cette assertion n'a jamais existé dans sa philosophie, du moins d'une manière exclusive, comme on peut s'en convaincre en la parcourant attentivement. Au milieu de notre organisation existe un centre commun de sensation, celui auquel la philosophie moderne a donné le nom de conscience. La conscience est le foyer intellectuel où viennent se grouper toutes les sensations; en les recevant, nous apercevons les différences qui existent entre elles. Il faut donc un point de réunion pour que ces perceptions puissent être réunies et comparées. Car des agents séparés ne peuvent juger de ce qui distinguent des objets séparés ; deux hommes qui percevraient chacun de leur côté des choses différentes ne pourraient en faire la comparaison. Il faut encore que les deux perceptions soient réunies dans le même temps; car elles ne pourraient être comparées si elles étaient seulement successives. Ce centre commun ne peut être dans les organes; il faut nécessairement qu'il s'en distingue et qu'il soit placé de manière à dominer ces organes mêmes, à se distinguer essentiellement de nos sensations physiques. Mais Aristote a négligé de se prononcer catégoriquement sur la destinée de l'âme. Bien qu'il ait positivement considéré l'âme active comme

survivant au corps, il ne l'a pas indiqué d'une manière assez certaine, et il y a à ce sujet trop de contradiction dans ses ouvrages pour qu'on puisse le regarder comme réellement spiritualiste; mais il admet néanmoins l'âme humaine comme un principe, une raison générale, principe subsistant par lui-même, doué de l'immortalité et d'une essence éternelle au sein de la divinité [1]. Malheureusement il ne tire aucune conséquence morale de ce principe si fécond en applications dans toutes les philosophies spiritualistes, et c'est ici surtout que l'on reconnaîtra la supériorité de la philosophie de Platon. Car Platon n'a rien négligé pour établir ce dogme si profondément nécessaire et vrai de l'immortalité de l'âme. S'il a moins de certitude dans l'ensemble de ses vues, il a bien mieux compris, ennobli et poétisé la destinée de l'homme, et tandis qu'Aristote ne considère la divinité que comme le premier moteur du monde physique, et semble ensuite abandonner ce monde et sa première impulsion, Platon, au contraire, ne perd pas un instant de vue cette Providence qui conserve et surveille l'univers en même temps qu'elle l'a créé.

Nous arrivons à l'éthique, qui comprend la métaphysique, la morale et la politique.

Le but de la métaphysique, c'est d'établir les premiers principes de toutes choses. Aristote y remonte à l'origine de toutes les notions primitives sur lesquelles s'appuie l'idée de l'être en général, et c'est l'objet de l'ontologie, puis l'idée de la science et de la philosophie, car pour Aristote, science, philosophie, connaissance de l'homme, théologie, ontologie, c'est toujours le même point de vue, c'est la recherche de l'absolu, de l'être pris dans son ac-

[1] Ritter. Hist. de la philosophie ancienne, tome III, p. 243.

ception la plus générale, connaissance que nous ne pouvons jamais acquérir complétement, mais de laquelle nous pouvons approcher dans la mesure des forces de notre intelligence telle que nous l'avons reçue de la nature. La science repose sur les premiers principes, différent en cela de l'expérience qui ne nous révèle que des faits pris isolément; la science, au contraire, les coordonne, montre leur relation et les lois qui les unissent. C'est cette science pure qui fait l'objet de la métaphysique, parce qu'elle remonte aux notions fondamentales au delà desquelles l'esprit humain ne peut plus rien découvrir. Passant en revue les systèmes qui l'ont précédé, Aristote fait voir combien ils sont peu satisfaisants, quand ils entreprennent de donner une idée de ces premiers principes. Il attaque successivement les doctrines des philosophes qui l'ont précédé, et réfute leurs arguments, particulièrement ceux des sophistes. Il y a, suivant lui, quatre causes premières de toutes choses : la substance, la forme, le mouvement et la cause finale. En effet, il existe invariablement de la substance, ou une substance de laquelle est composé tout ce qui existe dans l'univers; mais cette substance n'est pas abstraite; elle se révèle à nos sens; elle paraît sous une forme. Par forme, Aristote n'entend pas seulement le rond, le carré, ce qui distingue les êtres les uns des autres; mais il entend l'essence propre des êtres, ce qui les constitue essentiellement et aide à les reconnaître.

Il existe donc dans l'univers, des êtres, des substances séparées les unes des autres, non pas abstraites et idéales, mais douées de réalité, soit pensantes, soit matérielles. Mais que serait encore l'univers si ces substances étaient toujours en repos, si tout était dans une immobilité absolue, sans aucun changement? Le monde serait alors un

désert, une vaine image, sans but, sans fin. Il faut donc nécessairement un troisième principe pour concevoir l'univers, c'est le mouvement. Le mouvement est l'âme du monde; mais quelle est sa cause? On ne peut pas dire que l'homme a été mis en mouvement par l'air, l'air par le soleil, le soleil par une autre cause et ainsi de suite à l'infini; il faut bien admettre un premier moteur, une cause première. Cette cause première, ce moteur éternel est Dieu [1]. C'est sans doute là une idée très-philosophique de l'existence et de la nécessité d'un être suprême; mais on doit avouer, en lisant la métaphysique, qu'elle manque de précision et de développement; Aristote s'y montre incomplet, comme d'ailleurs toute l'antiquité. Le principe de la cause finale, c'est-à-dire que tout dans la nature a un but, une fin, forme la quatrième des causes premières qu'Aristote assigne à toutes les choses créées. C'est encore Dieu, le bien par excellence. Mais il a manqué à Aristote de montrer que l'harmonie de l'univers n'était pas seulement un grand fait qui frappe nos yeux, fait sans lequel le monde ne pourrait exister; c'est encore une preuve de l'attribut essentiel que nous autres modernes nous reconnaissons à la divinité, c'est-à-dire la bonté. Ce qui ajoute à l'obscurité des notions qui ressortent de la métaphysique d'Aristote à l'égard de la divinité, c'est la confusion qui demeure établie entre la matière et son auteur. Chez lui, la matière est éternelle, comme la forme, comme le premier moteur lui-même, et nulle part ce philosophe n'a établi une distinction suffisante qui permette de saisir le véritable caractère que la philosophie chrétienne a seule pu donner de la véritable nature et des attributs de la di-

[1] Métaphysique, livre II, ch. 2.

vinité. Dieu est-il souverain maître de toute chose, indépendant de tout, au-dessus de tout, ou Dieu est-il l'organisateur d'une matière éternelle, indépendante de sa propre substance, et ces deux êtres existent-ils simultanément, ou enfin Dieu et la matière sont-ils la même chose, le même être ? Aristote ne s'est point expliqué là-dessus. Il était réservé au christianisme de donner à l'homme les seules lumières qu'il pût obtenir à ce sujet, lumières que Fénelon, Clarke, Leibnitz et Descartes ont si admirablement développées. Aristote admet d'ailleurs l'immobilité et le repos parfait de Dieu considéré comme premier moteur du monde, l'unité est la perfection du Créateur, résultat aussi de ces premiers principes, et il ne néglige même pas de s'appuyer sur les preuves de l'ordre extérieur et de l'harmonie du monde pour remonter à la cause première; car cette cause première est éternelle et ce qui est le premier a dû précéder toutes choses, car tout, dans l'univers, est dirigé vers un but de conservation, Dieu voit et conçoit toutes choses; Dieu est à la fois pensant et agissant; il n'y a point d'intermédiaire entre sa pensée, sa volonté, et le but de sa volonté; aucun des obstacles qui entourent la volonté et l'intelligence de l'homme ne peuvent se trouver en lui; il est donc à la fois, pensée, intelligence et activité; il est l'être par excellence et tous les autres êtres sont inférieurs à lui.

Tout ceci est sans doute une noble et grande doctrine; mais là s'arrête la partie la plus satisfaisante de la pensée d'Aristote sur cette haute conception de l'esprit humain, et il se montre ici inférieur à Platon. Après avoir développé l'idée de la divinité, il semble vouloir la circonscrire lui-même en nous présentant la matière comme ayant son existence essentielle à côté de Dieu. Pour Aristote, la ma-

tière existe par elle-même et n'a point été créée par Dieu; elle existe de toute éternité et nécessairement. Après Dieu, et au premier rang parmi les substances sensibles, viennent les astres, espèces de divinités intermédiaires placées entre Dieu et l'homme. Ils ont un mouvement propre au milieu du mouvement général qui emporte le ciel et se dirige vers le moteur universel qui est le bien absolu. Les astres, chez Aristote, sont éternels et impérissables de leur nature, tandis que Platon les fait naître par la volonté de Dieu de qui ils dépendent. Néanmoins, chez l'un et l'autre de ces philosophes, les astres sont considérés comme des espèces de dieux secondaires doués de qualités spéciales qui les placent à la tête des autres êtres, ils sont mis en mouvement par l'être absolu et immobile, et deviennent moteurs eux-mêmes par rapport aux autres êtres de l'univers. Pour Aristote donc le monde est une harmonie dont tous les éléments tendent par un mouvement continuel à graviter vers l'être par excellence; mais cet être manque des attributs que nous supposons en lui pour le concevoir complet et parfait tel qu'il convient à un tel être. Il n'a ni la providence ou soin des créatures, ni l'indépendance absolue, ni la toute-puissance, puisqu'il n'a pas fait l'ordre du monde et que le monde se conserve sans lui; ni la bonté suprême, puisqu'il demeure sans cesse dans la contemplation de lui-même, étranger au bonheur et au malheur de ses créatures, et qu'il n'intervient en aucune sorte dans leur destinée. Sa philosophie, sous ce rapport, est inférieure à celle de Platon et encore plus à celle des grands penseurs spiritualistes modernes, qui ont mieux compris les véritables attributs de la divinité, ainsi que la nature de l'homme sa première créature. La métaphysique vient d'être traduite

pour la première fois en français, par MM. Pierron et Zévort, en deux volumes in-8°.

Dans la pensée d'Aristote, la morale et la politique se lient étroitement, et il n'est pas possible de les séparer dans leur unité. La morale, selon lui, est une introduction à la politique, et la politique n'est que l'application à l'Etat, des principes de la morale qui consiste dans l'ensemble des règles propres à diriger l'individu. Toutes deux se rapportent à la fin que doit se proposer l'homme, l'être libre et raisonnable. C'est pour cela qu'il comprend l'ensemble de la morale sous le nom d'éthique ou science des mœurs, et la divise en trois branches : l'*éthique*, ou sciences des mœurs ; la *politique* proprement dite, ou science de l'Etat ; l'*économique*, ou science du gouvernement, de la famille. La priorité appartient à l'éthique ou morale, parce qu'elle enseigne l'art de diriger la conduite de l'homme dans sa vie privée ; mais le premier rang appartient à la politique parce qu'elle enseigne le moyen de diriger la société tout entière, plus importante que l'individu [1]. Le but de la vie de l'homme, c'est le bonheur qui réside dans l'équilibre complet de toutes les facultés physiques et morales. Le moyen d'arriver au bonheur, c'est la vertu. Car le bonheur est la somme des jouissances résultant de l'exercice parfait de la raison ; c'est cet exercice parfait, complet, et auquel rien ne vient faire obstacle, qui constitue la vertu. Car nous sommes libres et nous pouvons librement choisir entre le bien et le mal ; nous sommes les maîtres de notre raison, et nous pouvons la diriger d'un côté ou d'un autre. C'est cette liberté qui forme le privilége de l'homme raisonnable et qui

[1] Politic., livre I, ch. I et II.

l'élève au-dessus des autres créatures en raison de la noblesse du but auquel il doit s'élever par l'exercice de ses facultés. Comme la vertu est l'équilibre parfait ou l'accord entre l'entendement et la volonté, le législateur et le moraliste doivent posséder la science de l'âme pour en connaître les sentiments et les passions. La vertu ou les vertus peuvent se diviser en deux catégories : celles qui appartiennent à l'*entendement* ou les vertus *intellectuelles ;* celles qui appartiennent à la *volonté* ou vertus *morales.* Les unes, étant le produit de l'entendement, peuvent être enseignées; les autres, nées du désir et de la volonté qui en poursuit l'exécution dans le choix de nos actes, naissent de l'habitude. Ainsi, suivant Aristote, aucune vertu ne paraît seule en nous, et sans l'intervention de l'éducation qui nous en communique l'exercice en nous donnant le goût et la volonté du bien. Il faut donc que la morale soit une science, et une science soumise à de certains principes fixes que nous devons chercher à posséder. Il importe donc, par cela même que nous les possédons, de soumettre nos actions et notre volonté à une règle fixe qui les dirige. C'est ainsi seulement que nous parviendrons à faire naître en nous l'harmonie du désir et de la raison, source de toute vertu.

C'est par suite de ce point de vue qu'Aristote a conçu l'idée de la politique comme étroitement liée à celle de la morale; car en morale et en politique il s'agit de conduire l'homme vers le bien de la manière la plus certaine en lui en inspirant le goût et pour ainsi dire le besoin.

L'idée de la justice est la base principale sur laquelle s'appuie l'existence de la société, car la société ne peut subsister qu'en tant que personne ne puisse entreprendre sur la liberté d'autrui, que chacun respecte les droits de son semblable en même temps qu'il réclame les siens pro-

pres. De là l'idée du droit dans la société. Le droit consiste dans la distinction de ce qui est juste et de ce qui est injuste. La moralité des actions humaines dépend donc de leur rapport avec les lois qui expriment les droits et les devoirs de la société. Si les actions sont contraires à la loi, elles sont injustes ; si elles y sont conformes, elles sont justes, et en ce sens obéir à la loi c'est être juste ; car la loi doit faire un devoir de toutes les vertus ; elles sont toutes comprises d'ailleurs dans la justice. La justice consacre l'égalité des droits pour tous, le dévouement, l'intérêt d'autrui ; tandis que l'injustice est l'intérêt personnel, l'égoïsme, et par suite l'inégalité. Aristote distingue d'ailleurs le juste en soi du juste par rapport aux lois ; il est une idée naturelle de la justice, au fond de la conscience humaine, indépendante des temps et des lieux et des lois d'un pays; mais les lois indiquent l'expression de cette idée chez telle ou telle société, parce que les lois sont faites par les hommes, tandis que le sentiment du juste existe en dedans de nous en vertu de la nature même de notre âme et de notre intelligence.

On voit que de la morale à la politique il n'y a qu'un pas. Nous arrivons à ce dernier ouvrage, remarquable sous tous les rapports par l'importance des idées et l'immensité des vues historiques ; il suffit pour le louer de dire que Bodin, Machiavel, Montesquieu s'en sont inspirés, et que l'ouvrage peut encore aujourd'hui servir de modèle aux philosophes et aux hommes d'Etat. De même que dans la morale privée nous voyons Aristote occupé à chercher la source du bonheur privé, ainsi dans la politique il s'attache aux moyens de constituer le bonheur public ou le bonheur général dans l'Etat. On peut dire que la politique n'est que la morale présentée sur une plus grande

échelle. La recherche du souverain bien forme le point de vue principal sous lequel les philosophes anciens considéraient l'art de gouverner. Socrate, dans ce que nous avons conservé de sa philosophie, Platon, dans la *république* et dans les *lois* recherchent également le même but. Il est fort curieux de parcourir dans Plutarque[1] les diverses opinions des philosophes de l'antiquité qui, en différant par les termes, expriment néanmoins la même pensée. Il ne serait pas moins intéressant de comparer les vues politiques de Platon avec celles d'Aristote, toutes deux assurément bien dignes de l'attention de l'historien; mais nous nous bornerons ici à signaler la différence du procédé qui sépare comme partout le fondateur de l'académie, du stagyrite. Platon part de l'étude du cœur humain et des passions humaines. Aristote confirme la théorie par l'observation et la comparaison des lois d'une multitude d'états différents. Sous ce rapport, son traité, sans rien ôter du mérite de celui de Platon, en est digne sous tous les points, en forme le complément nécessaire, et il est impossible de bien saisir le mécanisme des sociétés antiques sans les étudier tous deux. Toutefois on peut dire qu'Aristote est plus positif et plus pratique. Comme partout, les points de comparaison dont il pouvait disposer étaient d'une richesse immense. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, il avait rassemblé les constitutions de cent cinquante-huit Etats; il avait entrepris des recherches sur les institutions des peuples barbares, sur le droit public des divers Etats, et composé lui-même quatre livres de lois, qui devaient sans doute offrir un modèle de ce qu'il connaissait de plus parfait dans la législation des

[1] Conviv. septem sapientium.

différents Etats dont il avait étudié l'histoire. On voit donc l'importance des travaux de notre grand philosophe sur la science des gouvernements. Là, comme dans ses autres traités, toutes les idées, tous les faits ont été classés par lui de la manière la plus rigoureuse et la plus méthodique. Il a soin de marquer les différences de la politique et de la morale, tout en montrant leur point de contact. Il définit avec un soin particulier les termes qu'il emploie, la signification des mots de gouvernement, d'Etat, de cité, de citoyen, de loi. Habitué à ne juger que par la comparaison d'un grand nombre de faits, il sait mieux que Platon caractériser les diverses formes de gouvernement, les qualités et les vices qui les distinguent.

La politique se divise en huit livres. Au premier, principes généraux sur lesquels se fonde la société et la cité; théorie de l'esclavage. Au second, examen des théories de Platon et des autres philosophes; critique des diverses constitutions de Sparte, de la Crète et de Carthage. Au troisième, exposition du principe de l'utilité générale, sur lequel se fondent tous les gouvernements; distinction des trois espèces de gouvernements auxquelles se rapportent toutes les autres; la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. Au quatrième, examen de toutes les autres espèces d'Etats. Le cinquième livre offre une vue générale des causes qui amènent les révolutions politiques et qui mettent fin à l'existence des Etats. Dans le sixième et le septième livre, Aristote cherche les moyens de soutenir et d'améliorer les diverses constitutions qu'il a décrites, de remédier à leurs défauts. Il puise les conditions de la justice dans les mœurs et la raison. Ici, de nouveau, union intime de la morale et de la législation, vertu, source de tout bonheur et de tout bien-être public dans la société comme chez les

particuliers. Au huitième, théorie générale de l'éducation; part importante accordée aux arts et à la musique en particulier dans l'instruction à donner à la jeunesse.

Tel est, en abrégé, le cadre dans lequel Aristote a renfermé le traité le plus riche en observations politiques et morales que l'antiquité nous ait légué. D'excellentes remarques sur toutes les formes de gouvernement, sur les droits de chaque classe de citoyens, y ont attiré l'attention des hommes d'Etat de tous les temps, et peuvent servir longtemps encore à diriger les législateurs modernes. Il faut même avouer qu'on est loin d'avoir établi de meilleures théories. On a beaucoup critiqué le principe de l'esclavage qu'Aristote consacre de sa puissante autorité. Sans doute aujourd'hui ce principe doit nous paraître odieux, envisagé du point de vue des idées modernes et du christianisme; mais il ne faut pas demander à la société païenne ce qu'elle ne pouvait donner, à savoir ce sentiment de l'égalité et de la fraternité humaine, en présence de l'unité de Dieu. Une si haute vérité était autant au-dessus des conceptions de la philosophie antique que le christianisme est lui-même au-dessus des anciens cultes. Aristote partait de l'idée que le monde antique se formait de l'individu; pour lui, il était de deux espèces, libre ou esclave; libre, il était à même d'user ou d'abuser de toutes les choses matérielles; esclave, il était lui-même une de ces choses, un instrument passif, que l'humanité commandait de traiter avec douceur, mais dont néanmoins on pouvait tirer toute l'utilité possible. Mais s'il s'est trompé sur les droits de la liberté humaine, il a devancé et éclairé son temps sur bien d'autres questions. Il a fait voir l'importance de la classe intermédiaire dans l'Etat et démontré que son extension et son bien-être contribuent puissamment

à la prospérité et à la stabilité des gouvernements. Il a réfuté le communisme fantastique de la république de Platon et fait voir que la propriété est un droit naturel et inaliénable de l'homme en société, comme de l'homme pris isolément. Il s'est occupé des moyens de prémunir les Etats contre les révolutions qui les agitent en en signalant les causes, qui naissent toujours de l'imperfection des constitutions et du désaccord des lois avec les changements survenus dans les mœurs et les besoins de la cité. Il a traité avec profondeur le grand et important sujet de l'éducation, et clairement manifesté la puissante influence qu'elle exerce sur la stabilité des Etats. Mais il est encore hostile au véritable sentiment de la liberté humaine lorsqu'il veut que l'éducation soit la même pour tous. L'esprit moderne a ici mieux compris que lui les droits de la famille et de la paternité. Aristote considérait trop la cité comme une machine qu'il fallait à tout prix faire marcher. La société moderne n'admet plus un tel principe; elle croit que l'Etat peut subsister en même temps que chaque famille peut diriger l'éducation de l'individu; mais elle veut que l'Etat intervienne dans les lois générales qui président à l'éducation. On voit aisément que les défauts de la Politique naissent de l'imperfection des religions antiques, et que la création de toutes les vues qui signalent ce grand traité appartient exclusivement à Aristote. Sans vouloir entrer dans aucun détail bibliographique, nous devons mentionner les principales traductions de cet ouvrage. Ce sont celles de Leroy, professeur au collége de France sous les règnes de Charles IX et de Henri III, in-4°; celle de Champagne, 2 vol. in-8°, 1789; celle de Millon, 1803, 3 vol. in-8°; celle de Thurot, 1 vol. in-8°, 1824, et celle de M. Barthélemy Saint-Hilaire la plus récente. Ces deux

dernières renferment de précieuses notes, sont très-exactes et précédées de discours intéressants sur la philosophie péripatéticienne.

Nous terminerons ici cette esquisse, où nous n'avons pas prétendu instruire de plus savants que nous ; mais rassembler en un seul faisceau les traits d'une philosophie qui, quoi qu'il puisse arriver, ne périra jamais. Nous ne croyons pas utile de parler dans cet écrit des vicissitudes diverses qu'ont subies les ouvrages du philosophe macédonien. Ce serait le sujet d'une histoire tout entière, histoire qui a été faite par le savant Launoy, et qui, écrite en un autre langage que le latin, offrirait une source très-féconde de faits propres à illustrer les annales de la philosophie. Au milieu de tant de révolutions de tous les genres, à travers les invasions des barbares, la destruction des bibliothèques, les changements de systèmes, les anathèmes du moyen âge, les bûchers élevés pour ceux qui soutenaient sa doctrine, au milieu des progrès des sciences et des sociétés, Aristote est toujours debout, et ses idées semblent rajeunies aujourd'hui que l'on peut encore venir puiser des vérités utiles dans ses vastes traités. En métaphysique, Descartes, Leibnitz et Kant ne l'ont point effacé; en politique, Machiavel et Montesquieu ne l'ont point fait oublier ; en histoire naturelle, Buffon l'a copié souvent sans le rendre inutile. Il faut donc le considérer comme un de ces hommes de génie dont la pensée semble s'identifier à l'humanité elle-même. Et il sera encore longtemps vrai de dire que les traités d'Aristote sont la mine inépuisable où devra recourir toute éducation philosophique.

Duc de Caraman.



DES MÉTHODES D'ÉDUCATION [1].

On voit prévaloir tour à tour, dans la manière dont on envisage les questions relatives à l'enseignement, un esprit systématique absolu et un empirisme complet. Telle personne a une théorie, faite de toutes pièces, qui doit trouver son application dans tous les temps et dans tous les lieux. Telle autre estime que, vu la diversité des individus et des circonstances, un élément de doctrine, lorsqu'il s'agit de l'éducation de l'enfance, ne saurait être qu'un élément d'erreur. Les uns ne voient que la méthode et oublient les hommes qui sont les instruments de sa réalisation : les autres ne voient que les hommes et méconnaissent la valeur des principes qui doivent éclairer et diriger leur œuvre.

Il n'est pas impossible d'établir, entre ces thèses contradictoires, le véritable état de la question; mais il faut, avant tout, pour prévenir des confusions d'idées assez ordinaires, s'entendre sur la valeur des mots.

Nous appelons *méthode* l'ensemble des moyens mis en œuvre pour *élever* l'enfant, dans l'acception complète du mot, c'est-à-dire pour réaliser le but général que l'on poursuit. Une règle de méthode se justifie donc, non par tel ou tel résultat pratique, isolément considéré, mais par l'action exercée sur l'âme de l'élève.

[1] L'auteur a eu spécialement en vue, dans cet article, les établissements publics d'instruction primaire.

Nous appelons *procédés* les moyens employés pour atteindre un résultat de détail, auquel il est nécessaire de parvenir, mais qui ne se rattache pas immédiatement à la formation de l'individu.

Nous appelons enfin *formes de l'enseignement* tout ce qui se rapporte à l'organisation extérieure à l'aide de laquelle on transmet l'instruction.

Pour éclaircir ces distinctions par des exemples : les vues de Pestalozzi sur le développement de l'esprit, par la culture mathématique, constituent une règle de méthode ; le dessin des cartes, pour fixer dans la mémoire les éléments de la géographie, est un procédé ; les débats entre les partisans de l'enseignement simultané et les disciples de Bell et de Lancaster ne roulent que sur les formes.

Sans doute on ne peut établir ici des distinctions absolues, et l'esprit général d'une méthode se manifestera inévitablement dans le choix des formes et des procédés. Mais pour n'être pas absolues, ces distinctions n'en sont pas moins réelles, et propres à jeter du jour sur le sujet qui nous occupe. Les hommes qui ont une connaissance pratique de cette matière savent fort bien que l'individualité des instituteurs exerce la plus grande influence sur la valeur des formes et des procédés ; et qu'une administration intelligente leur laissera, à cet égard, une assez grande latitude. Ils savent aussi que, sans une bonne méthode, l'homme le plus capable, d'ailleurs, ne saurait obtenir que des résultats équivoques. Rien ne nuit davantage aux progrès de la saine éducation que cette oscillation si fréquente qui fait que tantôt on prescrit aux instituteurs jusqu'aux procédés les plus minutieux, et que tantôt on abandonne tout aux chances hasardeuses de leurs conceptions particulières et de leurs expériences personnelles.

Les maîtres et les enfants offrent des différences individuelles, les circonstances varient avec les temps et les lieux ; on ne saurait donc déterminer, une fois pour toutes, dans le détail des formes et des procédés, une marche bonne pour une école quelconque. D'autre part la nature humaine, sous toutes les diversités, est une dans ses éléments constitutifs ; il doit donc y avoir des règles de méthode, universelles dans leur application. A quelle source ces règles peuvent-elles être puisées ? Quels sont, à leur égard, les droits respectifs de la théorie et de l'expérience ?

La méthode, avons-nous dit, est l'ensemble des moyens mis en œuvre pour atteindre le but général de l'éducation. Il est manifeste, d'abord, que l'on ne saurait en appeler à l'expérience pour déterminer ce but lui-même. Demandez-vous, par exemple, par quels mobiles il convient de stimuler l'enfant au travail ? Il faut savoir, avant tout, si vous désirez purement et simplement que le travail soit accompli, ou si vous rejetez d'avance tout mobile qui risquerait d'avoir pour effet l'altération de la valeur morale de l'élève. Demandez-vous par quels procédés il convient d'enseigner l'arithmétique ? Il faut savoir également si vous désirez purement et simplement que l'enfant soit mis à même d'exécuter un calcul, ou si vous repoussez, sans autre examen, et quelque rapides que puissent être ses résultats, un enseignement qui pourrait jeter le développement intellectuel dans de fausses voies et donner à l'esprit des habitudes fâcheuses.

Il sera facile à chacun, en multipliant ces exemples, de se convaincre que la considération d'un but général intervient nécessairement dans le jugement porté sur les moyens d'éducation, et que ce but général ne peut, en

aucune manière, être demandé aux leçons de la pratique.

Nous partons de l'idée que le but est un, ou qu'une pensée unique peut présider à la méthode tout entière. C'est le résultat assez immédiat du point de vue auquel nous sommes placés. Si l'on comprend que la méthode a pour fin le développement de l'âme de l'élève, on ne fera pas difficulté d'admettre que ce développement doit avoir lieu dans une direction déterminée. Cette unité, du reste, est très-ordinairement réalisée dans les faits. L'antiquité élevait les enfants pour en faire des citoyens; cette pensée dominait et absorbait toutes les autres. Chez les classes pauvres, qui luttent incessamment et péniblement avec les nécessités matérielles, l'enfant est trop souvent élevé dans le but unique de pouvoir gagner sa vie. Une pensée de vanité tient ailleurs la même place: l'écolier doit, un jour, faire honneur à son nom, ou conquérir dans la société une position plus élevée que celle de ses parents; là est souvent le mobile unique des sacrifices que s'imposent les familles.

Cette unité de vue qui se manifeste, à l'ordinaire, d'une manière presque instinctive, présidera nécessairement à toute éducation conçue et poursuivie sous l'empire d'un sentiment réfléchi. Elle sera alors la conséquence d'une conviction réfléchie aussi; et cette conviction ne saurait être moins que le jugement porté sur la destination légitime de notre existence. Fournir à l'élève les connaissances nécessaires pour remplir telle ou telle vocation déterminée, c'est une nécessité à laquelle il faut faire droit; mais l'éducation, à la prendre en général, est sous l'empire d'une plus haute pensée; son but est de préparer l'élève à faire convenablement son *métier d'homme*. Mais l'homme que doit-il être? La question se pose inévitablement, non

pour quelques-uns, et par suite d'une préoccupation philosophique, qui serait ici tout à fait déplacée, mais pour tous et par la nature même des choses. Suivez une mère dans sa tâche de chaque jour; voyez-la donner à ses enfants les instructions de leur âge, ou présider à leurs jeux; vous vous instruirez, mieux peut-être que par ses paroles, du jugement que, dans le secret de son âme, elle porte sur le but de la vie. Si votre regard tombe sur une famille pieuse, vous discernerez un rayon de la lumière céleste qui éclaire, sans les altérer, ces scènes enfantines. Quand nous parlons du lien de l'éducation de l'enfance au problème de la destination de l'homme, nous ne faisons qu'exprimer une réalité vivante qui se produit sans cesse au milieu de nous; nous tentons de suivre par la pensée le rayon d'en haut qui, réfléchi par la conscience d'une mère chrétienne, descend du séjour éternel sur les plus humbles exercices de l'enfance.

Si le problème du but général de l'éducation n'est autre que celui de notre destination même, il ne peut trouver sa solution que dans la foi religieuse; mais il est nécessaire d'entrer ici dans quelques éclaircissements.

Des formules, assez généralement reçues, nous disent qu'il faut sans doute préparer l'enfant pour la vie à venir, mais sans oublier les nécessités de l'existence actuelle. On établit, entre la vie de la terre et la vie du ciel, une solution de continuité telle que la préparation à l'une ne saurait être en même temps la préparation à l'autre; point de vue d'où résulte immédiatement qu'il est illusoire de chercher un principe directeur unique pour la formation de l'homme, appelé à habiter tour à tour deux mondes, qui réclament des aptitudes différentes. Mais ces distinctions si tranchées ne sont pas réelles.

Les conditions de notre existence terrestre diffèrent, moins qu'on ne le suppose, des conditions d'une existence à venir. Aimer Dieu, en gardant ses commandements, aimer ses semblables, parce qu'ils sont les enfants du Père commun ; ce résumé de la loi et des prophètes n'est pas un devoir exceptionnel à l'usage du voyage de la terre, mais bien la parole permanente qui unit, dans une sublime unité, le temps qui passe et l'éternité qui ne s'écoule pas. Ce grand principe peut se manifester dans toutes les sphères, et sous les formes les plus variées. Il constitue, dans son essence, cette vie éternelle qui doit, dès ici-bas, commencer dans nos cœurs, et il est de nature à diriger notre activité, dans ses manifestations les plus diverses. Comprenez bien que la volonté de Dieu est pour chacun le devoir, tel que le lui impose sa position déterminée au sein du monde et de la société, vous comprendrez par là-même, que la religion ne doit pas être un des éléments de l'existence, mais une impulsion qui imprime un mouvement commun à l'existence tout entière. L'enfant qui se livre, dans la salle d'étude, aux exercices de son âge, le paysan qui féconde le sol de ses sueurs, le soldat, qui réprime la sédition de la rue, ou défend la frontière de son pays natal, l'artisan qui gagne par son travail le pain de sa famille, l'homme de science qui étudie et médite..... tous, au sein des occupations les plus variées, sont dans les conditions de la vie chrétienne, si l'amour de Dieu, qui se manifeste par l'accomplissement du devoir, est le mobile fondamental de leur conduite; ils sont en dehors de ces conditions s'ils subissent passivement des nécessités qui ne sont à leurs yeux que le résultat d'une destinée ; ils en sont plus éloignés encore s'ils obéissent à des intérêts égoïstes ou à des passions coupables.

Ce qui fait l'excellence de la loi chrétienne, c'est qu'elle n'est pas une loi qui règle certains actes déterminés, en abandonnant le reste à des impulsions étrangères, mais un principe qui doit éclore au centre même de la vie, et rayonner de ce centre à tous les points de la circonférence. Quelle variété dans les couleurs qu'étale à nos yeux le spectacle de la nature! Cependant c'est la même lumière qui, partant d'un foyer unique, bleuit le firmament, étend sur les prairies un manteau de verdure, nuance à nos pieds les mille corolles des fleurs, et fait étinceler à l'horizon les hautes cimes des glaciers. Le feuillage du chêne ne ressemble pas à son écorce; le gland est autre que la racine; la même sève, pourtant, circule dans l'arbre tout entier. Il en est de même du principe de la vie divine. Il se brise de mille manières, sans se dénaturer, dans notre existence multiple; il s'allie à toutes les nécessités réelles, il préside également aux occupations les plus vulgaires, aux devoirs les plus humbles et aux dévouements les plus sublimes.

On a souvent remarqué le caractère d'universalité du christianisme, par opposition à tous les autres cultes; on a fait observer que, dégagé de tout élément de nationalité, de toute exigence qui supposât un temps ou un lieu déterminé, il peut réunir dans une foi commune et dans une commune adoration les habitants du globe entier. Cette considération ne renferme pas la vue la plus intime du sujet. L'universalité du christianisme, entendue dans ce sens, n'est que la conséquence d'une universalité plus profonde. L'Evangile est la parole adressée à l'humanité tout entière; toutes les nations du globe lui sont promises en héritage, parce qu'il est *humain* dans le sens le plus complet et le plus élevé de ce mot; il est fait pour tous les hommes, parce qu'il est fait pour l'homme. C'est la con-

séquence directe de la nature même de la dispensation chrétienne. La vérité évangélique va droit au centre de l'homme, à la volonté; son but unique est de régénérer cette volonté, en lui rendant sa direction légitime. L'œuvre est terminée lorsque s'est produit ce résultat si simple et si riche à la fois: *Le devoir accompli par l'amour*[1]. Le devoir est la règle de l'existence entière; c'est pourquoi le développement religieux de l'âme n'est pas une culture spéciale, à côté d'une autre culture, mais une préparation complète, à la vie réelle dans toutes les positions.

Telle est la nature de la vie chrétienne. Mais pour accomplir sa mission, il faut qu'elle soit une vie, dans toute la puissance du mot, c'est-à-dire un principe universel de développement, et non pas je ne sais quel supplément parasyte joint à un autre principe d'existence. Cette grande vérité semble particulièrement méconnue à l'époque où nous vivons. Combien d'auteurs contemporains semblent considérer la religion comme un élément à part, qu'on ajoute ou qu'on n'ajoute pas à sa vie, sans que le fond en soit, du reste, modifié; comme une source de nobles pensées ou de *méditations poétiques*, à laquelle on puise plus ou moins, selon le temps et les conjonctures, pour faire tomber un rayon de consolation ou d'espérance sur une vie, éclairée d'ailleurs, dans son cours habituel, par une tout autre lumière! Combien de politiques qui, lorsqu'ils ont énuméré toutes les ressources que leur intelli-

[1] Tu aimeras le Seigneur ton Dieu..... c'est là le premier et le plus grand commandement. (Evang. saint Matthieu, XXII, 37, 38.)

Celui qui a mes commandements et qui les garde, c'est celui-là qui m'aime. (Evang. saint Jean, XIV, 21.)

gence leur a fournies pour le salut de la société, signalent l'Evangile en finissant, comme un dernier mobile qu'il serait utile de joindre aux autres pour préserver le monde du naufrage dont il est menacé ! Ces hommes veulent emprunter quelque chose au christianisme parce qu'ils ne peuvent méconnaître entièrement ses augustes caractères, ou parce que près de voir sombrer, dans des abîmes inconnus, la barque qu'ils n'ont pas réussi à préserver des écueils, ils font entendre de tous côtés le cri de détresse qui appelle du secours. Pourquoi ne veulent-ils pas le christianisme tout entier? Souvent peut-être parce qu'ils le comprennent trop bien à leur gré ; et ne peuvent méconnaître la portée des sacrifices qu'il réclame. Parfois aussi, parce que, le comprenant mal, ils voient dans une vie toute chrétienne, une vie exceptionnelle, privée de quelques-uns de ses développements légitimes ; une vie impossible dans les conditions ordinaires de notre terrestre existence. Il leur semble que la religion, dès qu'on se livrerait totalement à son empire, étreindrait notre civilisation d'une main pesante et froide, et que, sous cette puissante étreinte, s'évanouiraient les progrès de l'industrie, le luxe des arts, les découvertes de la science, le mouvement de la vie sociale ; pour ne laisser au cœur de l'homme que la seule pensée de Dieu, semblable, dans son isolement, à l'une de ces colonnes qui s'élèvent, dernier vestige d'une cité détruite, dans les solitudes du désert.

En présence de semblables erreurs, il importe de bien établir que la pensée du Dieu de l'Evangile n'est pas au cœur de l'homme une pensée stérile et solitaire, mais un germe puissant qui ne demande qu'à se développer pour porter, dans tous les rameaux de l'existence humaine, la plénitude d'une vie haute et forte.

Ces réflexions nous autorisent à proposer la vie chrétienne pour le but unique de l'éducation de l'enfance, sans qu'on tire de nos paroles la conclusion que nous voudrions former, au lieu des générations viriles dont le monde a un si pressant besoin, une génération de piétistes, exclusivement adonnés à la contemplation, et aussi incapables de vivre de la vie sociale, qu'ils seraient aptes à peupler des monastères.

Il est presque superflu de répéter que cette conception suprême du but de la vie, manifestation des convictions personnelles de chacun, ne peut naître de l'examen des faits et se produire comme un simple résultat de la pratique [1]. Toute expérience se compose de deux éléments : le fait et l'observateur ; et tous les hommes ne voient pas de même là où le spectacle est identique. Les formes et les dimensions des objets ne varient pas avec le cours du soleil, et les moments de la journée : autre cependant est un paysage sous l'ardeur du midi, autre est-il lorsque les rayons du couchant prolongent les ombres et jettent sur la nature un demi-jour vaporeux. Les convictions qui siégent dans l'âme de l'homme rayonnent aussi, comme un soleil intérieur, sur les réalités de la vie, et modifient puissamment l'aspect sous lequel ces réalités s'offrent au regard de chacun.

M. Considérant, si nous avons bonne mémoire, donne quelque part une recette infaillible pour faire disparaître à jamais cette insubordination de la jeunesse contre laquelle on élève des plaintes si mal fondées à son avis. Le remède

[1] Nous parlons ici, cela va sans dire, de l'expérience spéciale de l'éducation, et non de l'expérience personnelle que chacun fait de la vie d'une manière générale.



est simple, dit-il : ne prescrivez jamais aux enfants que ce qui leur est naturellement agréable, et vous obtiendrez une parfaite obéissance.

Si ce ne sont ses paroles expresses,
C'en est le sens.

Vous qui voyez dans les vérités évangéliques le secret de nos destinées, entrez donc avec un disciple de Fourier dans une salle d'école : quelle instruction commune pourrez-vous retirer de votre commun examen ? Aucune. Trouverez-vous dans les manifestations de la vie enfantine, dont vous serez les témoins, des moyens de vous convaincre l'un l'autre ? Nullement. Là où vous verrez une sévérité juste et nécessaire, le visiteur qui vous accompagne ne saura reconnaître qu'une première forme du joug misérable que font peser, sur les enfants d'Adam, des institutions mal faites. Les moyens de contrainte, qui vous paraîtront légitimement appliqués, ne seront à ses yeux qu'une marque certaine de la mauvaise administration des études. Vous remarquerez chez les élèves une pétulence qui a besoin d'être réprimée, des dispositions fâcheuses qu'il faut refouler de bonne heure ; il n'aura vu que des forces précieuses qui ne demanderaient qu'un autre milieu pour se développer de la manière la plus avantageuse. Vous rentrerez dans votre demeure, confirmé par tout ce que vous aurez vu dans la pensée « qu'il est bon à l'homme de porter le joug dès sa jeunesse [1] ; » l'homme du phalanstère regagnera son domicile, affermi par tout ce qu'il aura observé, dans la conviction qu'il n'y a rien à réprimer, rien à émonder dans la nature humaine ; que le seul problème qui se pose pour l'éducation de l'enfance,

[1] Jérémie.

comme pour la régénération sociale, est de trouver une organisation qui « favorise chacun dans ses sens et ses « instincts, comme dans son intelligence et dans son « cœur [1]. »

Ce n'est donc pas dans la pratique que le but de l'éducation peut se révéler. Ce but, déterminé par la foi religieuse, constitue, en cette matière, un principe supérieur, d'après lequel la pratique est jugée, et que, par conséquent, elle ne saurait produire.

Si le principe directeur nous est imposé par une conviction qui préexiste à l'expérience, en est-il de même de la méthode ou des moyens les plus convenables à employer ? Non. Cette réponse est dictée par les considérations dans lesquelles nous sommes entrés.

Le problème de la méthode est de développer une vie dans l'âme de l'enfant. Mais l'âme de l'enfant n'est pas une abstraction, un être de raison que nous puissions définir dans notre cabinet, et sur lequel il suffise de raisonner ensuite logiquement. Pour agir sur elle il faut la connaître, il faut la voir se manifester telle qu'elle est, et constater d'une part les répulsions qu'elle peut renfermer pour le joug salutaire auquel on veut la soumettre, et d'un autre côté, les affinités secrètes qui la prédisposent à s'unir aux objets que nous voulons proposer à sa foi. En dehors de l'enseignement spécialement religieux, les nécessités de la vie pratique déterminent la matière de l'instruction. Mais toute instruction peut se rattacher par un lien plus ou moins direct au développement de l'âme. Pour discerner le parti que l'on peut tirer, en vue du but commun, de chaque branche d'étude, il faut se rendre compte

[1] V. Considérant.

de la nature de ces études et de leurs rapports avec la culture des facultés; ici encore, rien ne saurait suppléer l'observation directe des faits. Il en est manifestement de même à l'égard de tous les moyens d'action étrangers à l'enseignement proprement dit, tels que la discipline, les peines et les récompenses, etc. Le système de mobiles le plus artistement combiné dans le cabinet, vient souvent échouer complétement à la première épreuve, et souvent les hommes pratiques n'ont pas même besoin de cette épreuve pour discerner ce qu'il y a de factice et d'impossible dans des théories sur ce sujet, spécieuses d'ailleurs au premier aspect.

L'expérience intervient donc, à un double titre, dans la détermination de la méthode : elle doit nous faire connaître la nature de l'enfant; elle doit nous faire connaître l'influence réelle exercée sur cette nature par les moyens divers dont on peut faire usage. Méconnaître la place qui lui est due, c'est s'exposer aux erreurs les plus dangereuses. Voudriez-vous, par exemple, décider de prime abord que la culture religieuse de l'âme étant le but légitime de vos efforts, vous ne sauriez donner trop de place à l'enseignement direct des vérités chrétiennes et aux exercices du culte; que dans les autres branches d'étude, vous ne sauriez trop multiplier les allusions aux doctrines religieuses? Penseriez-vous encore que dans la conduite d'une école vous ne sauriez faire trop souvent appel au mobile de la présence de Dieu et de sa volonté? Vous verriez peut-être, au lieu des sentiments que vous désiriez cultiver, naître dans l'âme des enfants l'ennui des bonnes pensées, le dégoût pour des vérités indiscrètement proposées, l'absence de respect pour les choses saintes; de cruels mécomptes viendraient vous apprendre, mais trop tard, qu'il

ne suffit pas de poursuivre un but excellent, mais qu'il faut compter encore avec les réalités.

On ne saurait trop le répéter, les enfants sont ce qu'ils sont; on ne peut les conduire à un but déterminé que selon les lois de leur nature, et ces lois se manifestent par l'observation pratique des faits. Il est impossible de demander à l'expérience la détermination du but vers lequel il faut tendre, et cette impossibilité est la condamnation de l'empirisme. Il est impossible d'arriver à des règles sûres pour la pratique, par la voie de la théorie, et sans prendre les faits en considération; cette impossibilité est la condamnation de l'esprit de système. Avoir foi dans le but, parce que, ainsi que nous l'avons expliqué, la détermination du but se trouve dans la sphère des convictions religieuses; demander à l'expérience les moyens d'exécution parce que l'œuvre est à accomplir dans une nature vivante qui s'observe et ne peut se deviner, telle est la position vraie en matière d'éducation, telle est la part légitime de la théorie et de l'observation, des faits et de la doctrine.

Une fois qu'on est d'accord sur les droits de l'expérience, il importe encore de distinguer les expériences particulières, locales, individuelles, qui déterminent les procédés les plus avantageux avec tels maîtres, tels élèves, dans telles circonstances déterminées; et l'expérience générale sur laquelle doivent se fonder les grandes règles de méthode applicables à tous les lieux et à tous les cas. Cette expérience générale a sa base naturelle dans les établissements nombreux où les résultats moyens sont ceux obtenus sur l'enfance et non sur tel enfant en particulier. Or, qu'on ne s'y trompe pas! malgré les essais multipliés en matière d'éducation, malgré les efforts énergiques faits sur plusieurs points de l'Europe, pour élever le niveau de

l'instruction et des lumières, nous manquons encore de la condition indispensable pour la constatation de la vraie méthode ; nous manquons de faits. On a multiplié les écoles, mais la création matérielle de ces établissements a trop souvent absorbé les efforts et concentré les vues. On a cherché des procédés plus expéditifs pour amener des résultats pratiques, et nous possédons de nombreuses observations sur les moyens les plus propres à obtenir des résultats, ou sûrs ou prompts, dans l'enseignement de la lecture, de l'écriture ou de l'arithmétique ; mais une éducation chrétienne, dans les conditions du développement actuel de l'humanité ; une éducation qui, loin de se borner à joindre aux autres enseignements les éléments de l'instruction religieuse, fasse converger vers le but commun tous les moyens dont l'école dispose, une telle éducation, c'est à peine si, sur quelques points isolés, elle a tenté de se réaliser dans les faits [1].

Nous aurions particulièrement à cœur de convaincre de cette vérité les détracteurs actuels de la cause de l'instruction populaire. Chacun, en effet, a le sentiment qu'il y a ici une question d'une tout autre gravité qu'une simple question de science. A une époque d'enthousiasme un peu aveugle et parfois suspect dans ses sources, en faveur de

[1] Il est très-loin de notre pensée d'affirmer que l'on n'a pas fait de sérieux efforts dans ce sens ; nous exprimons, au contraire, le regret que de tels efforts aient été trop souvent entravés dans leur développement. Personne, à notre connaissance, n'avait senti, avec plus de profondeur, le besoin de donner à l'enseignement tout entier une direction religieuse que le Père Girard de Fribourg ; on sait comment son œuvre a été arrêtée. Le Père Girard a été retiré de ce monde il y a peu de jours. Nous nous proposons de retracer incessamment aux lecteurs de la *Bibliohèque Universelle* la vie de ce vénérable ami de l'enfance.

l'instruction générale, nous voyons succéder une époque d'indifférence ou de défiance à l'égard de cette œuvre, et il est facile de comprendre que le retard qui peut en résulter pour l'avancement de la science des bonnes méthodes n'est pas l'aspect le plus grave sous lequel se présente cette disposition actuelle des esprits. S'il est des hommes qui réprouvent le développement sérieux et vrai des enfants des classes pauvres, dans les vues d'un égoïsme coupable, nous ne pouvons que les plaindre, sans espoir de les persuader. Mais des hommes bien intentionnés ont espéré jadis dans la diffusion des lumières, ont ensuite senti le doute se glisser dans leur âme, et, découragés aujourd'hui par le spectacle des populations de l'Europe, se demandent: Quels résultats ont produit tant d'efforts pour l'instruction des masses? Ce que nous avions pensé en bien ne s'est-il pas tourné en mal? Les écoles partout établies ne sont-elles pas pour beaucoup dans ce mouvement immense et destructeur qui pousse les peuples à consommer eux-mêmes leur propre ruine? C'est à ces hommes-là que nous disons : Profitez de l'expérience, mais ne vous méprenez pas sur sa signification véritable. Que les faits vous éclairent mais ne vous découragent pas, car le découragement n'est jamais permis. Parce qu'une bonne cause a été mal servie, il ne vous appartient pas de l'abandonner.

On a fait de grands efforts, à la vérité, pour la cause de l'éducation générale, mais quelle pensée a trop souvent dirigé ces efforts? On a cru qu'il suffisait d'instruire; on s'est persuadé qu'on n'avait autre chose à faire qu'à éclairer l'homme de la froide lumière de l'intelligence, pour qu'il s'avançât de lui-même dans les sentiers du bonheur et de la vertu; on s'est imaginé que l'ignorance était la cause prédominante des vices et des crimes, et qu'en la faisant

disparaître par le moyen de l'enseignement primaire, on allait tarir la source impure à laquelle s'alimentent les prisons et les bagnes. Voilà ce qui se disait sous toutes les formes, à une époque qui n'est pas encore éloignée. Toute erreur porte ses fruits, et ici les résultats de l'illusion furent amers.

On a obtenu des résultats, sans doute. L'instruction a pour effet naturel de polir les mœurs et de donner aux passions un caractère moins sauvage. Qui pourrait contester, en comparant le caractère des révolutions actuelles à celui des révolutions antérieures, qu'il n'y ait un singulier adoucissement dans les manifestations populaires et que la diffusion de l'instruction ne soit pour beaucoup dans cet adoucissement? Mais ces résultats, dont la valeur morale conserve quelque chose d'équivoque, n'ont pas été les seuls. On a appris au peuple à lire; il a lu les journaux de la propagande démagogique, le Voltaire des chaumières, les romans d'Eugène Sue et les apologies de la terreur. On a mis l'enfant du pauvre en état d'aspirer à une position plus relevée que celle de ses parents, et le fils de l'agriculteur a rougi de la charrue paternelle; le fils de l'ouvrier n'a plus voulu du travail manuel de son père; un flot immense a emporté l'habitant des campagnes vers les villes, et l'ouvrier des villes vers des professions plus relevées, où trop souvent l'attendent les déboires amers et les cruelles déceptions. L'instruction, en un mot, est devenue l'agent le plus énergique peut-être de la dissolution sociale dont nous sommes menacés.

Ne demeurons pas sourds à de pareils enseignements. Mais quelle conséquence voulez-vous en tirer? Qu'il faut fermer les salles d'école et abandonner l'enfant du peuple aux seules influences de la rue et du foyer domestique, à

ces influences telles qu'elles sont de nos jours? Vous n'oseriez le dire, et avec un peu de réflexion vous reculeriez devant les conséquences d'une semblable mesure. Mais cette mesure est impossible, vous le savez, et cela suffit. Faut-il reconnaître le mal et notre impuissance, se plaindre et se croiser les bras? Vous n'en avez pas le droit. Ce n'est pas pour pousser des gémissements inutiles que nous sommes placés dans ce monde. La conséquence à tirer des faits qui vous découragent, la voici :

La cause de l'éducation de tous est une cause sainte et que personne ne doit déserter, car elle porte, en caractères évidents, le signe distinctif d'une volonté divine. Mais l'œuvre divine est remise à des hommes qui font le mal et qui s'égarent. Les uns ont fait le mal en comptant sur les résultats de l'instruction populaire pour le bouleversement de la société[1], et, en lui donnant, lorsqu'ils l'ont pu, une direction conforme à leurs désirs. Les autres se sont égarés en ne voyant pas qu'instruire l'enfant sans déposer dans son âme un principe régénérateur, c'est fournir des instruments aux passions mauvaises de sa nature.

Vous enseignez à lire à tous, c'est vous exposer à faire le mal et non le bien, si vous ne vous efforcez de former le guide intérieur d'une conscience droite chez cet élève auquel vous donnez la clef du monde si mélangé de la littérature contemporaine. Vous enseignez à lire à tous, mais n'est-ce pas prendre l'engagement moral de faire d'éner-

[1] « Les écoles augmentent les besoins de la vie. De pauvres paysans qui, jusqu'à présent ont vécu comme le bétail et se sont sentis heureux, font étudier leurs enfants, ou du moins leur donnent quelque instruction. Cela produit le mécontentement, la chasse aux emplois et des gens sans ressource ; en un mot, les bonnes écoles travaillent au profit du communisme. » (*Le Communisme en Suisse*. Lausanne, 1843. Lettre de Seiler.)



giques efforts pour donner à la lecture publique une direction telle qu'elle ne soit pas une source empoisonnée, incessamment ouverte au milieu des populations[1]? Quand la charrue a ouvert les sillons de vos champs, prenez-vous soin d'y jeter la semence convenable, ou vous fiez-vous au vent du ciel pour y déposer, au hasard, les graines répandues dans l'atmosphère?

Vous donnez à l'enfant des connaissances supérieures à celles de ses parents et des personnes de sa classe. Le danger est là visible, imminent. Vous semez le vent pour moissonner la tempête, si vous ne lui apprenez en même temps le contentement de son sort, si vous ne lui faites voir, dans la position que les circonstances lui font dans ce monde, une volonté divine à son égard.

Vous développez dans vos élèves, par le seul fait de la culture intellectuelle qui leur est accordée, le sentiment de leur valeur personnelle. C'est les livrer aux pensées d'une orgueilleuse indépendance, s'ils ne sont pas incessamment ramenés au sentiment de leur position vraie, si vous ne les faites pas grandir dans une atmosphère d'humilité.

[1] Au nombre des causes les plus actives de la dépravation qu'on signale dans l'instruction populaire, je dois dénoncer le colportage des mauvais livres. Le mal qu'il fait est incalculable, et malheureusement la police ne fait rien ou fait très-peu de chose pour réprimer ce délit. Je pourrais citer tel livre abominable qui a été tiré à 150,000 exemplaires, et épuisé dans très-peu de temps; on répand les doctrines et les insinuations les plus perverses sous la forme d'almanach à deux sous, et ce n'est pas seulement sur les quais que se trouvent ces mauvais livres : le colportage les propage par milliers jusque dans les hameaux les plus retirés. (Paroles de M. Giraud à l'Académie des sciences morales et politiques. Novembre 1849.)

Instrument énergique de développement, l'instruction risque de donner l'éveil à des puissances ennemies qui vont porter le trouble tout à la fois dans la vie de l'individu et dans l'existence de la société. Il n'est qu'un seul moyen d'éviter ce redoutable écueil, c'est que l'enseignement tout entier et toute la discipline aient pour premier but de façonner l'âme, dès le début de la vie, au joug salutaire de l'autorité divine; c'est qu'on lise, non pas en lettres mortes au frontispice des salles d'école, ou sur les murailles des classes, mais en caractères vivants dans tout ce qui se fait pour la jeunesse, cette inscription qui est la sauvegarde des individus et des nations: *La crainte de l'Eternel est le principe de la sagesse* [1].

[1] On ne lira pas sans intérêt la discussion qui a eu lieu récemment, sur cette matière, au sein de l'Académie des sciences morales et politiques.

M. Cousin..... Dans tous les pays où une forte éducation religieuse accompagne l'instruction primaire, celle-ci est féconde en résultats moraux, sinon, non...... Partout (en Ecosse), dans la cabane même du paysan, j'ai trouvé une Bible..... L'instruction ne suffit pas; il faut encore, il faut surtout un milieu moral; et lorsque j'ai vu, en France, la littérature qui a prévalu dans les dernières années exalter l'orgueil et la passion des jouissances matérielles, j'ai bien senti que l'instruction primaire serait insuffisante ou même dangereuse.

M. Dunoyer..... L'instruction est un instrument qui produira de bons ou de mauvais résultats, suivant l'usage que l'on en fera.

M. Portalis. Pour que l'instruction populaire produise de bons effets, il faut qu'un enseignement bien dirigé développe dans les âmes le sentiment moral et religieux..... On a remarqué justement que les écoles rurales et primaires, établies il y a environ soixante-dix ans, dans le nord de l'Allemagne, y avaient produit d'admirables effets; mais on n'a pas suffisamment insisté sur

L'éducation chrétienne : tel est le mot d'ordre autour duquel nous voudrions rallier, non les hommes effrayés dont la vie dément les paroles, mais tous ceux auxquels leurs convictions permettent d'arborer un semblable drapeau. Les temps où nous sommes font entendre un sérieux appel, et les classes supérieures de la société n'ont que trop de motifs de consacrer à l'œuvre sainte leurs ressources et leurs efforts; car, bien que l'expiation soit commencée, elles n'ont pas achevé peut-être de payer la dette contractée par leurs ancêtres, et que parfois, helas! quelques hommes sortis de leurs rangs continuent à aggraver. On se plaint du déchaînement des passions populaires, de ce matérialisme pratique qui ronge le cœur des masses, de l'impiété qui dévore trop souvent l'âme du pauvre. Ces plaintes sont fondées. Mais voici ce qu'ou-

une circonstance importante, c'est que les hommes d'Etat qui créaient ces institutions scolaires, avaient un but essentiellement religieux et moral, et que les jeunes enfants, qui y étaient élevés, pouvaient dire comme Eliacin :

J'adore le Seigneur, on m'explique sa loi;
Dans son livre divin, on m'apprend à la lire;
Et déjà de ma main je commence à l'écrire.

C'était dans la Bible et pour la Bible qu'on apprenait à lire aux enfants des ouvriers et des paysans..... En France, malheureusement, lorsque l'instruction s'est répandue parmi le peuple, dans les campagnes et dans les villes, elles étaient inondées d'écrits immoraux, obscènes, impies, anarchiques; l'instruction sécularisée avait perdu tout caractère religieux. L'idée chrétienne en était bannie, le fanatisme révolutionnaire reléguait les doctrines morales au rang des superstitions. La diffusion de l'instruction devait porter de mauvais fruits en de telles circonstances.... (*Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*. Décembre 1849.)

blient trop, parfois, ceux qui les font entendre et voudraient se décharger entièrement sur les classes les moins favorisées de la fortune d'une responsabilité qui nous est commune. Ils oublient que c'est dans les salons de Paris et au sein de la société la plus brillante de l'Europe, que l'impiété moderne s'est montrée, pour la première fois, avec des dimensions effrayantes. Ils oublient que ce n'est pas dans la chaumière du laboureur et dans l'atelier de l'homme du peuple, mais bien dans le monde policé, auprès des heureux du siècle et des têtes couronnées, que les sarcasmes et les obscénités de Voltaire ont trouvé les premiers admirateurs. Ils oublient que les faits les plus affligeants qui se produisent de nos jours, dans les classes populaires, ne font que manifester l'esprit des saturnales de la régence, des dissolutions du siècle de Louis XV, et d'une philosophie impie dans ses négations et anti-sociale dans ses doctrines, esprit qui, à partir des sommités sociales, est descendu, de couche en couche, aux degrés inférieurs de la civilisation moderne. Ils oublient enfin que si nous voyons des ouvriers prêcher le communisme et la guerre à toutes les supériorités légitimes, nous voyons aussi des hommes, que la Providence ne fit pas naître dans la classe populaire, se constituer fauteurs d'anarchie, et vendre leur plume au culte des passions des masses.

Autant nous éprouvons une répugnance profonde pour les flatteurs du peuple-roi, pour ceux qui brûlent leur encens sur les autels souillés de la déité moderne; autant il nous est dur de rencontrer de ces hommes qui, favorisés des dons de la fortune, et inquiets sur leurs intérêts matériels, ne savent retirer des graves spectacles dont nous sommes témoins, que cette seule leçon : qu'il faut se hâter d'interrompre les œuvres commencées pour élever le ni-

veau intellectuel et moral des populations, cesser au plus tôt ces essais aux dangereuses conséquences.

Nous avons d'autres instructions à retirer des faits qui nous affligent; d'autres devoirs nous sont imposés. On a instruit le peuple; il faut l'instruire encore; il faut l'instruire avec un discernement formé et mûri par l'expérience; il faut surtout lui porter la Parole de vie; il faut lui faire connaître le Dieu de lumière et de sainteté; il faut, avec l'aide de Celui qui est le maître des cœurs, détourner les esprits de ces théories menteuses, dans lesquelles celui qui souffre ne saurait rencontrer que l'aggravation de ses maux; il faut multiplier sur le sol labouré de notre vieille Europe, comme autant de semences bénies, des écoles qui forment, non des intelligences inquiètes et des cœurs malades, proie assurée des idées subversives et des passions révolutionnaires, mais des hommes dans l'âme desquels le sentiment habituel de la présence de Dieu et la connaissance de son Evangile, soient la garantie du devoir accompli, et de la paix rencontrée.

L'expérience est à peine commencée. Gardons-nous de l'abandonner. Des efforts dirigés dans ce but, des efforts persévérants, unanimes, ne vaudraient-ils pas mieux que de stériles plaintes ou de coupables déclamations?

Nous n'avons jamais cru à la valeur de l'instruction par elle-même, et à la régénération du monde par les tableaux de lecture et la table de Pythagore. Nous espérons avoir foi, jusqu'à la fin, dans la sainte cause des lumières, mais là où Dieu n'est pas, il n'y a pour nous que ténèbres.

E. N.

DERNIÈRE DÉFAITE DE SANTA-ANNA

PAR LES TEXIENS.

Après deux mois de siége, la ville de San-Antonio de Bexar s'était rendue à nous; quatre semaines plus tard, ce fut le tour du fort; en possession d'un nombreux parc d'artillerie, nous investîmes Goliath, forteresse la plus importante du Texas, elle capitula au bout d'un petit nombre de semaines; désormais maîtres du pays, nous croyions la guerre finie, mais il n'en était point ainsi, et tout homme un peu clairvoyant ne devait que trop le prévoir; en effet, les Mexicains ne sont pas gens à se laisser arracher si facilement une de leurs plus belles provinces; le caractère de ténacité des Espagnols qui, depuis trois siècles, a jeté chez ce peuple de si profondes racines, ne cède pas aisément; puis les Mexicains ont d'eux-mêmes une excellente opinion. N'ont-ils pas vaincu la mère-patrie? Les Espagnols, qu'encore de nos jours ils regardent comme le peuple le plus valeureux de la terre, ne les ont-ils pas battus et expulsés du pays? Ainsi comment ne nous en feraient-ils pas autant à nous, poignée d'aventuriers, qui avions osé nous rebeller contre les décrets de la république, et même lui enlever ses villes et ses forteresses; c'était là un attentat qu'il s'agissait de punir de la façon la plus éclatante! L'honneur de la grande république compromis aux yeux de l'univers, devait être vengé, et cela, le plus promptement possible! Le président, général en chef des armées

mexicaines se décida à prendre lui-même le commandement de l'expédition, pour faire là un exemple propre à effrayer tous les siècles. Les rebelles, eux, leurs femmes et leurs enfants devaient être balayés de ce sol, tel était du moins le refrain habituel de leurs débats au congrès, de leurs adresses dans les assemblées, de leurs discours dans les chaires et de leurs articles de gazette. Les états offraient leurs fonds, l'archevêque et les évêques leurs trésors, les villes et les couvents leurs caisses de réserve. Dix mille hommes des meilleures troupes reçurent l'ordre de marcher immédiatement à la frontière, où dix mille autres ne tardèrent pas à les suivre, et Santa-Anna, entouré de son nombreux état-major, alla les y rejoindre.

Des proclamations foudroyantes le précédaient partout. Non-seulement le cabinet de Washington qui avait en secret et ouvertement favorisé les rebelles en faisant occuper Nacagoches, mais les Etats du sud qui avaient osé leur envoyer de l'argent et des volontaires, enfin l'Union tout entière, allaient être rudement châtiés. D'abord, le Texas devait être purgé des rebelles, puis on entrerait dans les Etats-Unis, on y mettrait tout à feu et à sang, la ville de Washington même allait être changée en un amas de décombres.

Ces fanfaronnades, dit le narrateur, venaient bien frapper quelque peu durement nos oreilles, bien qu'elles ne fissent pas sur nous une grande impression ; je puis dire, au contraire, que nous n'y prîmes point assez garde, et même nous ne nous préparâmes pas comme il l'aurait fallu, à recevoir l'ennemi avec toutes les forces que le pays, malgré ses faibles ressources, était en état de mettre sur pied. Nos gens, à dire vrai, étaient aveuglés par leurs succès ; ils n'imaginaient même pas qu'il fût possible que

les Mexicains osassent nous attaquer; ils oubliaient que les troupes contre lesquelles ils s'étaient battus jusqu'alors n'étaient, en grande partie, que le rebut de l'armée, que plusieurs états du Mexique fournissent d'excellents soldats, surtout des cavaliers, et que cette fois il était probable que l'ennemi apporterait avec lui de la bonne poudre. Beaucoup d'hommes en état de porter les armes ne répondirent pas à l'appel de Burnet, alors président du Texas, préférant rester à cultiver leurs champs de maïs et de coton. A opposer aux vingt mille hommes qui marchaient contre nous, nous n'en rassemblâmes guère plus de deux mille, et encore de ces deux mille fallut-il en laisser près des deux tiers pour occuper les forteresses de Goliath et d'Alamo.

Dans la première, nous laissâmes huit cent soixante hommes sous le commandement de notre pauvre Farnning, dans l'autre nous en laissâmes cinq cents, si bien qu'il ne nous en restait guère plus de sept cents. L'ennemi marcha plus résolument que nous ne nous y étions attendus, et de fait il s'avança avec une si grande rapidité qu'avant que nous eussions pris nos mesures nous fûmes repoussés et dûmes abandonner Goliath et Bescar à leur sort.... sort malheureux! D'entrée du jeu, nous avions commis la lourde méprise de diviser le peu de forces dont nous pouvions disposer, et d'enfermer dans des forts les meilleurs et les plus entreprenants de nos hommes.

L'Américain dans les forteresses ne vaut pas grand'-chose, cet air renfermé ne lui plaît pas, cette contrainte, cette gêne, chez lui tuent l'esprit et le corps, ce n'est plus le même homme; sa mobilité, son activité, son ardeur de vie l'abandonnent. A l'air libre, l'Américain dix fois battu demeure invincible, car, avant qu'on ait pu seu-

lement le prévoir, à la onzième fois il se retourne et applique à son adversaire un si rude coup, qu'à lui seul il efface tous les revers passés, et finit par assurer la victoire. L'histoire de nos guerres offre par douzaines des faits de ce genre, où les nôtres enveloppés, cernés de toutes parts, surent se frayer un passage, et enlevèrent à l'ennemi ses avantages, mais toujours à l'air libre et en rase campagne; dans les forteresses, je le répète, l'Américain, même le plus vaillant, perd presque toute sa supériorité.

C'est ainsi que Farnning à Goliath apprend qu'un certain nombre de ses compatriotes, des femmes, des jeunes filles, des enfants poursuivis par l'ennemi viennent chercher un refuge du côté de la forteresse. Sensible comme il l'était, il se laisse emporter par un sentiment d'humanité et se résout à envoyer du secours à ces infortunés. Il ordonne au major Ward de sortir avec le bataillon des Géorgiens, de recueillir les fugitifs et de les amener au fort. Le major, les officiers, lui font des représentations, le supplient, le conjurent, Farnning ne voit que de pauvres femmes sans défense; il maintient son ordre. Le major sort avec son bataillon de cinq cents hommes, il s'avance vers les fuyards; mais comme il s'en approche, au lieu de femmes c'étaient des dragons mexicains qui sautent sur leurs chevaux cachés dans la première île et entament le combat.

Les ennemis affluent de toutes parts; c'étaient des cavaliers de Louis Potosi et de Santa-Fé, peut-être la meilleure cavalerie du monde, car ces gens-là naissent pour ainsi dire à cheval. Le combat dura deux jours. Des cinq cents hommes il n'en survécut que deux.

Nous qui étions au quartier-général, ne pensant à rien

moins qu'à ce coup funeste, nous envoyons à Farnning l'ordre d'évacuer le fort et de venir nous rejoindre avec six pièces de canon. Farnning reçoit l'ordre et se met en devoir de l'exécuter. Mais ce qui pouvait se faire avec huit cent soixante hommes et six canons, c'est-à-dire s'ouvrir un passage au milieu de nombreuses troupes ennemies, n'était plus possible avec trois cent soixante hommes. Néanmoins Farnning entreprend de battre en retraite au travers de la prairie, il est attaqué par un ennemi dix fois supérieur en nombre; entouré il se défend; il demeure dans cette position pendant douze heures consécutives, enfin, en avançant toujours, il parvient à atteindre une île; mais à peine y est-il arrivé, qu'il se trouve que toutes les munitions sont épuisées. Alors il accepte la capitulation que lui offre l'ennemi, capitulation dans laquelle on lui promet que, toutes ses armes une fois livrées, il pourra se retirer, lui et tous ses hommes; mais à peine les carabines sont-elles hors de leurs mains, que la horde furieuse se rue sur ces infortunés sans armes; tous furent massacrés; il n'y eut qu'une sentinelle d'avant-poste et trois autres hommes qui parvinrent à s'échapper.

Les cinq cents hommes que nous avions laissés à Bexar et à Alamo, n'éprouvèrent pas un meilleur sort. Trop peu nombreux pour pouvoir occuper convenablement une ville de 4 à 5,000 habitants et un fort, l'ennemi ne tarda pas à pénétrer dans la ville; les nôtres se retirèrent dans le fort; l'ennemi, avec toutes ses pièces d'artillerie, parvint à le mettre en partie en ruines; alors s'engagea un combat effroyable; il dura huit jours; des milliers de Mexicains y trouvèrent la mort, et de nos cinq cents compatriotes il n'en resta pas un.

C'étaient là de rudes coups! voir périr les deux tiers de nos meilleurs soldats! Les forteresses étaient aux mains de l'ennemi, toutes nos forces réunies ne se montaient qu'à sept cents hommes, pour résister à des armées fortes et victorieuses qui appelaient à elles sans cesse de nouveaux renforts! moment bien capable de mettre à l'épreuve les âmes, même les mieux trempées! De tous côtés c'étaient des fuyards, et par milliers; ils arrivaient par bandes entières; des femmes enceintes, mortes de fatigue, des mères sans secours, qui allaitaient leurs nourrissons, des troupes de jeunes filles et de petits garçons, emballés sur des moustangs ou dans des charrettes, et, par derrière, les hordes de dragons qui parcouraient les prairies, mettant tout à feu et à sang.

Le général en chef, président du Mexique, Santa-Anna, s'avance avec son armée, partagée en deux divisions; l'une marche le long de la côte sur Velasco, l'autre sur San-Felipe de Austin; lui-même occupe le centre.

Près du fort Bend, à vingt milles au-dessous de San-Felipe, il passe le Brazos, s'avance sur Louis-bourg, appelle à lui seize cents hommes, se retranche dans son camp; sa force pouvait s'élever approximativement à quinze cents hommes. Notre quartier-général à nous, sous le commandement du général Houston, était établi devant Harrisbourg, où s'était retiré le congrès.

C'était dans la nuit du 20 avril; nous campions avec environ six cents hommes (toute la force dont nous pouvions encore disposer), devant une île de sycomores. De sombres et noirs nuages planaient au-dessus des cimes des arbres qui, balancés par le vent, rendaient un gémissement plaintif et prolongé qui n'était que trop en harmonie avec ce que nous éprouvions nous-mêmes. Nous étions

assis autour du général et de l'alcade, tous deux tristes et préoccupés. Plusieurs fois ils s'étaient levés, avaient visité l'île et étaient revenus. Ils paraissaient attendre quelque chose avec la plus vive impatience. Un silence de mort régnait partout dans notre petit camp.

Tout à coup on entend retentir les cris répétés de *qui va là?* Une estafette arrivait en toute hâte; l'homme murmura quelques paroles à l'oreille de l'alcade; celui-ci se leva précipitamment, courut à l'île, revint au bout de quelques minutes, dit quelque peu de mots et à voix basse au général; celui-ci nous les répéta; l'instant d'après nous étions sur pied.

Tous nos gens étaient admirablement montés, munis de carabines, de pistolets à deux coups et de coutelas. Dix minutes ne s'étaient pas écoulées que déjà nous étions en marche. Des six canons que nous possédions nous n'en prîmes que quatre, mais munis d'un double attelage. Pendant toute la nuit, la troupe s'avança au grand trot. Un immense homme maigre marchait devant en éclaireur. Plusieurs fois je demandai à l'alcade qui il était. — Vous le saurez, qui il est! fut sa réponse.

Avant le lever du jour nous avions déjà franchi vingt-cinq milles, mais non sans avoir été obligés de laisser deux de nos canons en arrière. Nous ne savions point encore notre destination. Le général ordonna à nos hommes de boire et de manger afin de se redonner des forces; nous nous assemblâmes autour de lui en conseil de guerre, et ce ne fut qu'alors que nous sûmes la raison de cette marche de nuit. Le président et général en chef des Mexicains n'était pas à un mille de nous enfermé dans un camp retranché; à vingt-cinq milles en arrière se

trouvait le général Parza avec deux mille hommes, le général Filasola était avec mille hommes à dix-huit milles de nous sur le bord inférieur du Brazos, tandis que le général Viesca était avec quinze cents hommes à vingt-cinq milles de distance, sur le bord supérieur de la même rivière. Il n'y avait qu'un coup hardi et prompt qui pût sauver le Texas.

Il n'y avait pas un instant à perdre, pas un ne fut perdu. Le général s'avança au milieu de nos gens qui étaient à boire et à manger, et il leur dit :

« Frères, amis, citoyens! le général Santa-Anna est dans un camp retranché avec quinze cents hommes. Le moment est venu qui va décider de l'indépendance du Texas. Sommes-nous maîtres de l'ennemi ?

— A nous, à nous l'ennemi ! » répondirent nos hommes avec un cri de joie, et à ce cri ils se levèrent.

Arrivés à deux cents pas du camp mexicain, nous ouvrîmes le feu à mitraille avec nos deux canons ; mais nous évitâmes de tirer nos carabines jusqu'à ce que nous fussions parvenus à la distance de vingt-cinq pas ; ce fut alors que nous saluâmes l'ennemi d'une bordée, sur quoi, jetant nos carabines, un pistolet dans chaque main, nos coutelas entre les dents, nous nous élançâmes dans les retranchements. Les Mexicains étaient là comme ébahis ; leur ayant déchargé l'un de nos pistolets au visage, nous saisîmes nos coutelas, et avec des hourrahs dont la sauvage harmonie retentit encore à mes oreilles, nous nous précipitâmes dans le camp.

C'était comme à l'abordage d'un vaisseau ennemi. Le coutelas dans la main droite, le pistolet dans la gauche ; tout ce qui n'était pas poignardé était fusillé, et ça avec des cris, avec des rires féroces, absolument comme de fa-

rouches matelots qui, dans leur ardeur désespérée, considèrent déjà le vaisseau ennemi comme à eux.

Je commandais à l'aile droite, à la place où le retranchement, se terminant en une redoute, s'élevait en rapide escarpement. Je m'élance, mais je glisse; une seconde tentative ne me réussit pas mieux. Avec le secours d'un de mes hommes qui se trouvait derrière moi, je grimpe une troisième fois; mais, entraîné par mon propre poids, je me vois sur le point de retomber au fond du fossé quand une main, me saisissant tout à coup par le collet, me tire sur le haut de la redoute. Au milieu de cette confusion, de ce tumulte, je ne vis pas l'homme, mais bien la baïonnette qui en cet instant lui traversa l'épaule. Il ne faiblit pas, ne me lâcha point jusqu'à ce que je fusse en haut; mais là il se tourna avec un frémissement douloureux et leva lentement son pistolet contre le Mexicain qui venait de le frapper; en ce moment ce dernier fut poignardé par l'Alcade accouru pour secourir mon homme qui, en réponse, lui murmura (No thanks to ye Squire), *Squire, je ne vous remercie pas !* et cela d'un ton qui, même au milieu de cette scène de carnage, me fit frissonner. Je me retournai pour le voir, mais déjà aux côtés de l'alcade il attaquait une bande de Mexicains qui se défendaient en désespérés; il ne se battait pas comme un homme qui veut tuer, mais bien comme quelqu'un qui ne demande qu'à être tué. Pareil à un sanglier blessé, il s'élançait au milieu des rangs ennemis, frappant à droite, à gauche, et toujours l'alcade était près de lui occupé à détourner les coups qu'on lui portait.

Une centaine de mes gens environ s'étaient rassemblés autour de moi; un instant je mesurai du regard le champ

de bataille pour voir où mon secours était le plus nécessaire, et je me tournais pour m'élancer quand j'entendis la voix de l'alcade retentir à mon oreille.

« Etes-vous grièvement blessé, mon cher Bob ? »

Cette voix, cet accent de crainte, presque de désespoir me firent tressaillir et me retinrent dans mon élan. Je regardai derrière moi.

Bob lui-même, en chair et en os, était là tout sanglant, évanoui dans les bras de l'alcade.

Je jetai encore un regard sur Bob, puis, entraîné par les miens, j'allai en avant, poussant jusqu'au centre du camp où le combat était le plus acharné.

Environ quinze cents hommes, le noyau de l'armée ennemie s'étaient rassemblés là autour des généraux et de l'état-major auxquels ils formaient un rempart, redoutable phalange qui se défendait avec l'énergie du désespoir. Le général Houston l'avait attaqué avec trois cents hommes, mais sans avoir été en état d'en rompre les rangs.

Ce qui n'avait pas réussi la première fois réussit à la seconde attaque ; mes hommes poussèrent un bruyant hourrah, chacun déchargea un pistolet, puis, sautant pardessus les morts et les mourants, ils pénétrèrent dans les rangs en désordre.

Un affreux carnage s'ensuivit ; nos citoyens naguère si calmes et si paisibles n'étaient plus des hommes, c'étaient des diables acharnés ! Des lignes ennemies entières tombaient sous leurs coutelas, et vous pourrez vous faire une idée de l'horreur de cette boucherie quand je vous dirai que toute la bataille, depuis l'attaque jusqu'à la prise de tous les Mexicains, fut décidée dans l'espace de dix minutes, et que dix-huit cents ennemis furent fusillés, tués ou poignardés.

Tous, sans exception, auraient été massacrés ; de toutes parts on entendait hurler ce cri de vengeance : « Point de pardon, rappelez-vous Alamo, Goliath, et le brave Farnning et Ward ! » Mais le général et les officiers d'état-major se jetèrent entre nos hommes et les Mexicains qui, à genoux, imploraient *Misericordia ! quartel por el amor de Dios ! !* et nous menaçâmes nos propres gens de les tuer s'ils ne mettaient fin à ce bain de sang.

Cela fit effet ; nous parvînmes à arrêter la rage de ces furieux, et ainsi nous pûmes remporter une victoire qui brillera sans doute comme une des plus belles dans l'histoire du Texas, puisqu'elle ne fut pas souillée par une cruauté inutile. Mais épuisé, je quittai en chancelant cet horrible lieu de carnage pour me rendre à l'endroit où j'avais laissé Bob avec l'alcade.

Bob gisait à terre étendu à peu de distance de la place où il m'avait laissé sur le rempart, perdant son sang qui s'écoulait par six blessures ; en guise d'oreiller, il s'appuyait sur deux cadavres mis l'un sur l'autre. A genoux à côté de lui, et lui soutenant la tête, on voyait l'alcade qui, en proie à la douleur, suivait d'un regard sombre et mélancolique les yeux à demi-fermés, les traits glacés du mourant ! Je ne saurais dire à quel point cette scène me frappa ; je m'approchai avec quelque chose comme un frémissement pieux.

Bob était aux prises avec la mort ; mais ce n'était plus là l'agonie d'un meurtrier ; on ne reconnaissait plus ces traits hideux et bouleversés de l'assassin ; son regard fixe et désespéré avait fait place à une expression de calme et de paix ; c'était un visage serein, éclairé par les lueurs de la conscience ; les yeux tout remplis d'espérance et de

prière étaient tournés vers le ciel. Quand je me penchai vers lui, et lui demandai d'une voix émue comment il se trouvait, il parut recueillir encore une fois ses esprits et ses forces, mais il ne me reconnut plus.

Au bout d'un moment il dit avec effort : « Où en est la bataille ?

— Nous avons vaincu, Bob ! l'ennemi est mort ou prisonnier, nul ne nous a échappé !

— Dites-moi, murmura-t-il de nouveau au bout d'un moment, ai-je fait mon devoir ? Puis-je espérer en Dieu ?

L'alcade lui répondit d'une voix émue : « Le fils de Dieu qui a pardonné au larron sur la croix vous accueillera avec miséricorde, ses saintes Ecritures disent : « Les anges du ciel ont plus de joie pour un pécheur qui se convertit que pour quatre-vingt-dix-neuf justes. » — Espérez Bob ! le Dieu de miséricorde aura pitié de vous.

« Merci squire ! murmura Bob, vous êtes un véritable ami, un ami jusqu'à la mort. Ne voulez-vous pas prier pour ma pauvre âme ? je sens qu'elle s'en va ; j'éprouve un si grand bien-être ! »

L'alcade à genoux se mit à réciter : « Notre père qui es aux cieux ! » Involontairement je tombai à genoux près de lui. Aux premières paroles les lèvres du mourant se remuaient encore, mais bientôt la lutte avec la mort vint les serrer ; aux derniers mots de la prière : « A toi soit le royaume des cieux et la magnificence au siècle des siècles, » l'œil était déjà vitreux, la vie l'avait abandonné.

Le juge considéra quelques instants le cadavre avec de douloureux regards, puis il se leva et me dit à voix basse : « Le Dieu du ciel ne veut pas la mort du pécheur, mais sa conversion, c'était là mon idée quand il y a aujourd'hui quatre ans je le détachai du patriarche. »

« Aujourd'hui quatre ans ?.... répondis-je avec émotion, et vous l'avez détaché de là afin qu'il se convertît. Et s'est-il converti ? Etait-ce lui qui, hier dans notre camp, devant Harrisbourg, nous a apporté des nouvelles de l'ennemi ?

« Il a fait plus que çà, ajouta l'alcade, et les larmes se succédaient rapidement sous ses paupières, il a continué pendant quatre mortelles années à traîner son existence misérable, proscrite et méprisée. Pendant quatre ans il nous a servis, il a vécu, combattu pour nous, il a fait l'espion, et cela sans espérance, sans consolation, sans honneur, sans un seul instant de repos et sans aucun autre désir que celui de trouver la mort. La plus haute vertu, le patriotisme le plus exalté reculeraient devant les sacrifices que cet homme nous a faits, à nous et au Texas, et il avait été six fois meurtrier !

« Dieu aura pitié de son âme, n'est-ce pas ? . . . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Je frémissais encore de cette scène quand plusieurs de mes gens accoururent à moi et m'entraînèrent de force vers le champ de bataille ; j'y trouvai tout dans la plus grande confusion. Santa-Anna n'était pas au nombre des prisonniers ; il s'était échappé ; on venait d'en faire la découverte qui mit la plus terrible fermentation dans les esprits. La chose se comprend, il importait plus de s'assurer de la personne de Santa-Anna que de gagner la bataille ; car, auteur de l'invasion, président tout-puissant du Mexique, général en chef des armées combinées, sa capture devait décider du sort de la guerre. La victoire, quelque brillante qu'elle fût, n'était rien sans lui, et c'é-

tait la certitude, qu'en nous emparant de lui on finirait tout d'un seul coup, qui avait donné aux nôtres ce courage désespéré, et voici qu'il était loin ! Moment tout particulièrement critique ! Nous avions parmi nos gens quelques douzaines de gaillards incessamment prêts à tout, avec lesquels nous étions nous-mêmes obligés de traiter pistolet d'une main, épée de l'autre ; serrés ensemble en un mouchet, ils lançaient aux prisonniers des regards qui ne nous laissaient aucun doute sur leurs intentions.

Il n'y avait là pas un instant à perdre ; nous plaçant à la tête de ceux de nos gens dont nous étions le plus sûrs, nous nous avançâmes promptement, et prenant les prisonniers au milieu de nous, nous les mîmes en sûreté, et nous commençâmes à les interroger.

Il se trouva que dès le commencement même de l'action, on avait vu Santa-Anna dans sa voiture de voyage, d'où il observait avec inquiétude le succès de notre attaque ; il devait avoir pris la fuite à notre entrée dans le camp ; il ne pouvait être loin. Nous fîmes immédiatement annoncer cette heureuse nouvelle par un ordre du jour, et prîmes nos mesures pour poursuivre le fugitif. Cent de nos gens durent emmener les prisonniers à Harrisbourg, cent autres se mettre à la recherche de Santa-Anna, et c'est moi qui fus chargé de cette tâche.

Nous avions des chevaux délicieusement frais ; nous les enfourchâmes, et partîmes soudain dans la prairie. Chasse émouvante, comme vous pouvez vous le figurer, car de son succès dépendait la destinée du Texas ! Décrivant le plus grand circuit possible, nous nous avançâmes d'un côté jusque près de la division Filasola, et de l'autre près celle de Parza ; puis, nous rapprochant tous, nous revînmes dans la direction du camp. Longtemps toutes nos

recherches demeurèrent inutiles; nous avions déjà passé quatorze heures à cheval et fait plus de cent milles sans qu'aucune trace se fût laissée apercevoir de ce gibier si précieux pour nous.

Déjà nous nous étions rapprochés jusqu'à sept milles du camp, lorsqu'à la fin l'un de nos plus habiles chasseurs découvrit les empreintes d'un petit pied d'homme; elles se dirigeaient vers un marais; nous les suivîmes, et, arrivés au marais, nous y trouvâmes enfoncé jusqu'à la ceinture dans la vase un homme d'une quarantaine d'années environ, méconnaissable tant il était couvert de limon et de boue. Nous le tirâmes de là demi-mort; nous le reconnûmes à son œil bleu doux et rusé, à son front élevé et étroit, à son nez long et mince à sa base, mais charnu à son extrémité, à sa lèvre supérieure pendante et à son grand menton. D'après ce que nous savions de lui, ce ne pouvait être là que le président Santa-Anna, et, en effet, c'était lui, bien que son inconcevable lâcheté nous laissât longtemps des doutes, car il se jeta à nos genoux, nous suppliant, au nom de Dieu et de tous les saints de lui laisser la vie. Aucune assurance, aucun propos tranquillisant, pas même ma parole d'honneur et mon serment ne furent capables de le ramener au sentiment de ce qu'il se devait à lui-même. . . . .

. . . .

Santa-Anna prisonnier, la guerre était terminée de fait; le soir même une trève fut conclue entre nous et les chefs de l'armée du Mexique; Santa-Anna envoya lui-même l'ordre au général Filasola, qui commandait en second après lui, de se retirer, ainsi que le général Parza, à Bexar. Le général Viesca dut se rendre à Guadeloupe-Victoria.

Ainsi les deux tiers du Texas étaient évacués, et un mois plus tard nous étions de nouveau en possession de tout le pays, en même temps le bruit de notre victoire s'était répandu avec une rapidité incroyable. De tous côtés nous arrivaient des volontaires; au bout de trois semaines, nous avions une armée de plusieurs milliers d'hommes, avec laquelle nous pûmes petit à petit chasser l'ennemi de toutes ses positions. On n'en vint plus dès lors à aucun combat; nos adversaires ne tenaient pied nulle part; cent des nôtres suffisaient pour mettre en fuite des milliers de Mexicains, et avant que Santa-Anna eût été livré au gouvernement central de Washington, le Texas entier était libre [1].

G. R.

[1] Cet épisode de la guerre du Texas est tiré d'un roman de Charles Sealsfield, dont la traduction française doit paraître incessamment.

MONACO.

Pourquoi faut-il qu'un voyageur ne puisse pas mentionner, sans un peu d'ironie, son passage à Monaco? C'est un petit Etat; le plus petit de l'Europe peut-être. Il faut bien le traverser, puisqu'il est sur la route de Gênes à Nice; mais s'y arrêter, mais y venir exprès, c'est une chose qui entre dans les idées de bien peu de touristes. Peut-être cela vient-il de ce qu'ils sont, pour la plupart, citoyens ou sujets de quelque grand Etat. Citoyen moi-même d'une république qui ne doit à l'étendue de son territoire aucune portion de sa valeur et de sa réputation, je me suis senti porté de curiosité et d'intérêt au projet de visiter Monaco et je choisis pour l'exécuter une après-midi sèche et froide, telle qu'il s'en rencontre assez rarement sous le ciel privilégié de Nice. Cinq heures de marche séparaient cette dernière ville du but de mon petit voyage. La route s'élève en serpentant jusqu'à plus de mille pieds de hauteur au-dessus de la mer; lorsque la soirée est sereine, l'œil découvre au loin les cimes neigeuses des montagnes de la Corse, tandis que les élégantes dentelures des golfes de Villefranche et de Beaulieu forment une frange aux pieds des escarpements d'où plane le regard du spectateur.

La route de la Corniche doit en partie sa bonté à la hauteur à laquelle elle est tracée; la roche nue en fait les frais, et les traces de la mine indiquent sur toute sa lon-

gueur par quels moyens cette voie a été ouverte. Les Romains procédaient-ils de la sorte lorsqu'ils tracèrent de Gênes à Nice la Via Julia Aurelia sur la pente des Alpes maritimes. Les ruines de la Turbia sont la preuve que cette voie s'élevait, en partie du moins, à une grande hauteur au-dessus de la mer. Cependant il est permis de penser que la voie romaine était tracée à des hauteurs variables, et que la Turbia en était le point culminant, car elle est désignée dans les itinéraires romains sous le nom de *In Alpe summa*, comme distante de 6 milles romains de *Lumone* qui est représenté par Menton. Les effroyables escarpements que cette côte présente à la mer, ne permettraient guère un autre tracé.

La Turbia est moins qu'un bourg ; cependant elle n'est pas un village ; des ruelles étroites et sales serpentent dans un amas de misérables huttes en pierre, dépourvues de tout excepté de vermine. Les habitants de cette bourgade, fussent-ils même plus industrieux qu'ils ne le semblent, auraient bien de la peine à donner un aspect riant au désert rocheux qu'ils habitent. Ils ont choisi cependant les moindres replats qui en interrompent la pente pour y retenir par des murs en terrasses un peu de terre, leur unique ressource. Sur les rares broussailles de ces roches des chèvres, en évitant la verdure trompeuse des euphorbes, trouvent une maigre pâture, et, telle est ici la mince valeur du travail et le prix élevé du lait que j'ai vu des paysans faire régulièrement neuf lieues par jour, pour vendre à Nice un bidon de ce lait de la contenance de deux bouteilles.

La position de la Turbia est des plus pittoresques, malgré la nudité des environs ; elle est même magnifique. En

cet endroit la chaîne des Alpes maritimes détache vers la côte un contrefort escarpé, qui la serre de si près que, ne pouvant en contourner le pied, la route doit en franchir le sommet; elle s'élève pendant deux lieues depuis Menton pour redescendre vers Nice, pendant plus de quatre lieues. Voilà pourquoi ce lieu était désigné sous le nom de *in Alpe summà* par les Romains. C'est encore à eux qu'il doit la racine de son nom actuel.

Pline raconte que l'empereur Auguste, ayant pacifié le nord de l'Italie, par la soumission des peuples jusqu'alors indépendants qui habitaient les vallées et les défilés des Alpes, et par son alliance avec le roi Cottius, fit élever au point culminant de la *Via Aurelia* une tour monumentale. Ce point était considéré comme la limite entre la Gaule narbonnaise, où Nice était comprise, et l'Italie. Là fut gravée une longue inscription, donnant les noms de toutes les peuplades des Alpes depuis Nice jusqu'au Danube. Cette inscription, précieuse pour l'étude de la géographie ancienne des Alpes, existait encore en partie au temps de Claverius, mais on accuse le maréchal de Villars d'en avoir fait disparaître les dernières traces, pour ôter un poste à ses ennemis. Heureusement que l'inscription nous a été conservée en son entier par Pline.

Malgré que les débris de cette tour aient fourni les matériaux dont on a bâti toute la bourgade de la Turbia, il en reste encore d'énormes masses roulées au pied du monument, sans que les siècles aient pu vaincre la solidité du ciment qui les retient. La tour conserve cependant encore une apparence imposante; sa hauteur dépasse 30 à 40 pieds et le diamètre est égal à cette hauteur. Elle dut être un monument imposant par sa masse, sa beauté et par sa

position. Je n'ai pu m'empêcher de la comparer à la *Tour Magne* de Nîmes. Une partie des débris a fourni des pierres dont on a formé les bancs d'une promenade, unique ornement de cette localité, unique aussi pour la magnificence du point de vue qu'il présente. Le regard dirigé vers le nord-est rase la côte escarpée et majestueuse que longe la *Corniche*, côte sur laquelle sont pittoresquement échelonnées des villes et des bourgades parmi lesquelles se distingue la Bordighera, célèbre pour ses bosquets de palmiers.

Ce n'est qu'en abaissant le regard à mille pieds au-dessous du point où il est assis, que le touriste distingue enfin le but de son voyage, la ville de Monaco, bâtie dans une péninsule bien détachée de la côte et complétement surplombée par les montagnes qui l'entourent.

Il n'a jamais existé, pour s'y rendre depuis la Turbia, d'autre moyen qu'un sentier pierreux dont les détours abruptes serpentent au travers des orangers et des citronniers dont l'aspect agréable compensent la fatigue d'une descente rapide de trois quarts d'heure. Arrivé au niveau de la mer on voit s'élever le rocher sûr lequel est bâti la ville; de hautes murailles flanquées de tours et bordées de créneaux en couronnent la crête et les diverses terrasses. Les degrés d'une longue rampe montent jusqu'à un massif portail, sombre, voûté, gothique. Des créneaux, une herse, des mâchicoulis, des meurtrières menaçantes s'entrecroisent pour compléter la défense de cette première entrée, et de nouvelles terrasses fortifiées s'élèvent au-dessus pour avertir l'agresseur que d'autres dangers le menacent dans le chemin creux, par où il doit encore s'élever, après avoir franchi le premier portail, sous des feux croisés. On par-

vient ainsi sur une plate-forme garnie d'une belle artillerie en bronze, don de la France. Depuis quelques années la civilisation a fait sentir la nécessité d'une entrée moins rébarbative pour arriver à la ville. Le dernier prince, Honoré V, y a pourvu par la construction d'une jolie route carrossable et bordée d'arbres, qui s'élève par de faciles détours et des pentes adoucies, depuis le port sur le flanc septentrional du rocher. Ce petit port, bien encaissé, protégé par les batteries du côté nord de la ville, n'est cependant pas assez profond pour être accessible à des bâtiments un peu forts; mais les jolies maisons modernes qui se sont élevées sur les bords et au fond de cette anse pittoresque prouvent qu'elle n'est pas entièrement dépourvue d'activité commerciale. En 1840, sur 756 bâtiments venus à Marseille des Etats sardes, 99 portaient le pavillon de Monaco et jaugeaient ensemble 1320 tonneaux[1].

Le nom de Monaco semble ne signifier autre chose que *moine*. Il tire cependant sa forme, d'apparence toute moderne, d'une époque fort ancienne. Dès les premiers temps de l'antiquité, les géographes grecs connaissaient sur cette côte un *Portus Herculis Monœci*. Il est vrai que M. le baron Walkenaer, dans sa description géographique des Gaules (p. 106—107), opine à voir dans ces trois noms l'indication de deux localités distinctes, *Monœcos,* qui serait Monaco, et *Portus Herculis*, dont il chercherait l'emplacement au village d'Eza ou à l'île Gallinaria. Outre qu'il nous a été impossible de trouver aucune trace de cette distinction dans les auteurs invoqués par M. Walke-

[1] Julliany, Essai sur le commerce de Marseille, II, p. 125.

naer[1] à l'appui de son opinion; elle nous donne lieu de soupçonner que M. Walkenaer n'a jamais cherché à l'étayer d'un argument fort important, l'inspection des localités. Il se fût peut-être convaincu de l'impossibilité de trouver rien qui ressemble à un port sous les rocs escarpés d'Eza et de la Gallinaria.

La ville de Monaco occupe un espace de peu d'étendue sur le sommet applati d'un promontoire escarpé; sa population ne dépasse pas un millier d'habitants et n'est animée par aucune industrie. Une ou deux échoppes monopolisent le commerce dans ses branches les plus variées, depuis la corde et la ficelle jusqu'aux chandelles, aux morues et à la quincaillerie.

Nous passâmes une soirée fort agréable à parcourir les jolies promenades en terrasses dont le prince actuel, Florestan I, a orné, du côté de la mer, le bord escarpé du rocher sur lequel est bâtie la ville. De ce balcon suspendu à plus de 150 pieds au-dessus de l'eau, le regard plane au loin dans la direction de la Corse, et rase le profil de tous les promontoires qui s'échelonnent dans la direction de Gênes. Des cactus se cramponnent aux moindres anfractuosités de ce roc, et présentent leurs énormes et rudes palettes à nos regards peu habitués à cette végétation méridionale. Du côté de la terre, Monaco, dominée par les cimes menaçantes qui avoisinent la Turbia n'en présente pas moins une enceinte de murailles dont les tours, les créneaux, des terrasses successives, les nombreux détours forment l'ensemble le plus pittoresque et nous reportent

[1] Tacit. hist., lib. III, c. 42.—Silius Ital., I, 583.—Lucan. Phars., I, 405.—Ammien., lib. I, cap. VI.—Millin. Voy. Ital., tome II, p. 136. — Itin. marit., p. 503.

en plein moyen âge. Ces murailles ont soutenu les assauts des pirates conduits par Barberousse. Elles dominent une campagne ombragée de bosquets d'orangers sous lesquels les rayons obliques du soleil couchant viennent fouiller pour faire briller la verdure dont la terre est tapissée.

Une soirée suffit pour visiter les objets les plus intéressants de cette ville, et le château antique, délabré, mélancolique, mais encore habité pendant six mois de l'année; la petite église, où des inscriptions enchâssées dans la muraille, indiquent les tombes de *Très-hauts et puissants princes Grimaldi,* les souverains de ce petit Etat. La maison de Grimaldi prétend ne pas tirer son origine et son nom d'un moindre personnage que Grimoald ou Grimaud, maire du palais sous le roi Childebert III, et qui fut tué en 714. On fait ses descendants seigneurs d'Antibes pendant trois générations. La principauté de Monaco aurait été inféodée par l'empereur Othon I à Grimaldi, fils de Passano, seigneur d'Antibes. Pendant une durée de 900 ans pour le moins, nous voyons les Grimaldi fréquemment alliés aux Spinola et aux Doria de Gênes, aux Caretto, marquis de Finale, aux Trivulzio, et, plus tard, aux maisons de Grammont et d'Harcourt-Armagnac.

Quelques-uns de ces princes ont porté le nom d'Hercule. Dans une histoire généralement exempte d'événements tragiques, nous trouvons cependant en 1505 le prince Jean II tué et détrôné par son propre frère Lucien, qui périt dix-huit ans plus tard, de la main de Bartholomeo Doria. Le prince Hercule est même massacré par ses sujets, en 1604. Les Grimaldi paraissent avoir servi les empereurs Othon le Grand, Henri IV, Frédéric Barberousse et Charles-Quint. Ils ont été pendant 200 ans sous

la tutelle de l'Espagne. En 1641, Honoré II s'affranchit, à l'aide des Français, de la présence d'une garnison espagnole qui occupait sa forteresse depuis quelques années ; mais ce ne fut qu'à la condition d'y recevoir une garnison française.

Cette démarche lui ayant causé la perte des fiefs qu'il avait en Espagne, et qui lui rapportaient annuellement 25,000 écus, Louis XIII récompensa cette complaisance par les titres de pair de France, de duc de Valentinois, de baron des Baux, et par le don de plusieurs autres domaines en Provence et en Dauphiné, conférés en mai 1642[1]. Depuis lors, les rapports de Monaco furent établis presque exclusivement avec la France. Le prince Antoine, mort en 1731, ne laissa que des sœurs et des filles, de sorte que Louise-Hippolyte, l'aînée de ces dernières, devint princesse souveraine de Monaco, et, par elle, les dignités de la maison Grimaldi passèrent, en 1734, à son époux, François de Matignon, comte de Torigny. La cession du duché de Valentinois fut faite dès l'année 1715. Le gendre du prince prit le nom et les armes des Grimaldi, et en obtint la succession en 1731.

Le prince actuel, Florestan I, a succédé à son frère Honoré V, et séjourne au moins six mois de l'année à Monaco. Son château, qui fait face à la Turbia, renferme encore les engins destinés autrefois au monnayage par d'avides spéculateurs, et que les *sous Monaco* ont illustrés.

Sur l'esplanade qui sépare la ville du château est une auberge unique en cet endroit, tenue par un ancien valet de chambre du prince. Le dénuement y est à l'unisson de

[1] Le Buis, en Dauphiné ; Saint-Remy, en Provence ; Calvinet, en Auvergne ; Cardalez, en Lyonnais.

l'exiguité de la principauté ; les chandeliers sont d'étain, la cuisine des plus modestes, les matelas de nos lits rembourrés d'un foin peu élastique. Mais la propreté des objets, la politesse et le savoir-vivre des gens raccommodent tout, excepté la fenêtre de notre chambre à coucher, dont un des carreaux, cassés depuis longtemps, attend qu'il vienne à quelque vitrier ambulant l'idée de quitter la grande route de Nice à Gênes, pour descendre à Monaco. Cette lacune n'est pas sans importance pour une nuit d'hiver; nous la remplissons en appuyant une table contre le volet intérieur de la fenêtre. Du reste, il nous siérait mal de murmurer d'un inconvénient auquel la princesse veuve du roi de Prusse s'est gracieusement soumise dans une visite d'une date plus récente que la nôtre.

Le lendemain de notre arrivée fut consacré à parcourir le reste de la principauté, chose qui n'est ni longue, ni désagréable. Une promenade de deux heures, par une jolie route, côtoie de près la mer, qu'elle domine pittoresquement ; un ruisseau la traverse de temps en temps ; des bosquets d'orangers et de citronniers la bordent, et l'on arrive ainsi à Menton, ville de 5000 habitants et d'un aspect agréable.

Elle a quelque commerce, surtout en citrons et fruits du sud ; les rues ont un aspect d'activité ; les maisons quelque élégance. Je n'ai pu remarquer sans étonnement que la physionomie des habitants est française, ainsi que leur langue, tandis que les Niçards, plus rapprochés encore de la frontière, ont un type beaucoup plus italien. Malgré la précaution prise par le prince d'avoir une petite résidence aux portes de Menton, cette ville lui fait opposition ; l'esprit révolutionnaire y domine, et dès les premiers

troubles qui ont agité l'Italie depuis la révolution de février, elle s'est empressée de secouer le joug et de se constituer en république. Pauvre petit peuple, n'aviez-vous rien de mieux à faire que de vous jeter dans les agitations politiques?

Les citrons semblent être le produit principal de l'agriculture autour de la ville; on rencontre les femmes pesamment chargées, portant sur la tête des corbeilles de citrons, sur les pentes rapides où les vergers s'échelonnent. Leur démarche indique l'activité, et l'ovale régulier de leur visage a un type remarquable de délicatesse et de beauté; leurs yeux sont beaux et leur regards doux. Il y a cependant une expression généralement répandue de souffrance physique, et sous ce beau ciel une pâleur morbide semble indiquer que les travaux auxquels elles se livrent sont au-dessus de leurs forces. Les hommes ne semblent nullement disposés à les partager. C'est bien à elles qu'une petite velléité révolutionnaire eût été permise.

Comme la frontière orientale de la principauté se trouve à quelque distance au delà de Menton, nous bornons là notre excursion et revenons sur nos pas, en prenant la route supérieure qui doit nous ramener à la Turbia. Elle s'élève par des zigzags répétés et de longues rampes, d'abord au milieu des terres cultivées que des murs retiennent sur les pentes escarpées des montagnes. J'ai compté plus de quarante terrasses échelonnées en amphithéâtre. Je doute que les cultures si renommées du Céleste Empire en présentent un plus grand nombre.

Au point où la roideur de la montagne force la route à décrire les plus nombreux contours, s'élève la bourgade justement nommée *Rocca Bruna*. Il est difficile de voir

une situation plus pittoresque et plus âpre que celle-ci ; je doute que jamais Barberousse et ses imitateurs aient eu l'idée de s'y attaquer. C'est un paysage inventé pour le plaisir des yeux et du caractère le plus grave. J'en connais un plus fantastique encore ; il se présente à nous au retour, entre la Turbia et Nice. Eza occupe l'extrême pointe et les pentes les plus rapides d'un roc absolument isolé, qui se dessine en silhouette sur le ciel et sur la mer, quand on le voit depuis la grande route. Les pentes les plus rudes sur lesquelles s'échelonnent les maisons, sont interrompues par une suite d'escarpements à pic, et du côté de la mer, un abîme béant s'ouvre sous les pieds des habitants. Martin n'a rien inventé de plus fantastique, lorsqu'il a voulu représenter les combats livrés par Josué à la conquête d'Haï et de Bethoron. La situation d'Eza est plus effrayante encore que celle de Ioulis dans l'île de Zéa, de Syra, et de mainte autre ville de la Grèce, où un habitant ne peut mettre le pied hors du seuil de sa porte, sans le poser sur le toit en terrasse de son voisin. Le lieutenant Kempthorne, dans sa description des côtes méridionales de la Perse, ou peut-être Aucher-Eloy, dit que le cap Mossandam présente à l'entrée du golfe Persique des montagnes si escarpées, que les habitants des villages qui s'y trouvent dispersés doivent, avant de vaquer aux travaux du dehors, prendre la précaution d'attacher leurs enfants à leur porte, pour les préserver de rouler dans les précipices qui les entourent. Il me semble qu'une précaution semblable devrait suffire à peine pour tranquilliser les mères qui habitent le nid d'aigle que nous avons sous les yeux. Nous avons remarqué toutefois, soit en Savoie, soit dans les Alpes maritimes, que l'œil et le pied des plus pe-

tits enfants deviennent d'autant plus assurés, que l'aspect du pays les entoure de plus de dangers. La plante de leur pied se recourbe en dessous, comme la serre d'un faucon, et leur regard plonge avec calme au fond des abîmes sur le bord desquels ils se perchent. Eza est une aire suspendue à 557 mètres au-dessus de la mer, qui en bat le pied, d'après les mesures de notre concitoyen, M. Pictet[1]. Qui a pu forcer des hommes à y placer leurs demeures, si ce n'est l'amour de la vie, peut-être de la liberté, et les dangers de toute espèce qui menaçaient l'une et l'autre dans les jours si vantés du moyen âge, sans parler des Barbaresques à une époque plus récente. Le peintre seul y trouve amplement son compte.

P. C.

[1] Carte manuscrite des Etats Sardes au dépôt de Turin.

LES WILMINGTON,

PAR

L'AUTEUR D'ÉMILIA WINDHAM.

TRADUIT LIBREMENT DE L'ANGLAIS.

Il est une remarque commune et qu'on ne devrait cependant pas se lasser de répéter, c'est l'étendue du mal que peut produire ce qu'on appelle d'une manière générale et plus particulièrement quand il s'agit de nos propres faiblesses, des défauts véniels.

Une autre remarque aussi commune et aussi digne d'attention, c'est l'épigraphe proverbiale que Miss Edgeworth a placée devant le plus excellent de ses excellents contes, intitulé *les Barricades*: « La mère du mal n'est pas plus grosse que l'aile d'un moucheron. »

Il n'est que trop vrai que le plus faible, le plus impuissant, le plus méprisable des hommes, quant à l'intelligence, et le plus vain, le plus frivole, le plus vide quant au cœur et aux sentiments, impuissant lorsqu'il s'agit de faire le bien, peut cependant devenir l'agent actif du mal, dans certaines circonstances. C'est ce que je me propose de prouver par l'histoire suivante, à ceux qui voudront bien me faire l'honneur de me lire.

CHAPITRE Ier.

Le lieu de notre première scène est un bois charmant, dans cette saison si délicieuse de l'année en Angleterre, au moment où le mois de juin succède à celui de mai, où le chêne possède encore ses teintes printannières rougeâtres et dorées, où le bouleau est encore d'un vert d'argent, le frêne à peine couvert de ses jeunes feuilles, et où l'anémone, la jacinthe, les lichens, la camomille, et les myrtilles forment sous nos pieds le tapis le plus tendre et le plus frais. Dans ce bois, une compagnie d'enfants, aussi heureux qu'on sait l'être à cet âge, jouissent des charmes de cette saison ravissante. Ils sont justement aux différentes périodes de la vie où ces joies sont le mieux senties....

Parmi ce groupe d'enfants rassemblés dans ce bois, se voit une dame âgée. Quelques domestiques, occupés à une certaine distance, indiquent que ces enfants appartiennent à une haute classe de la société, tandis que l'aisance, la simplicité, la gaîté qui règnent dans le groupe, prouvent également qu'ils ont hérité des raffinements de leur position, et profité de ses priviléges, en évitant toute fausseté et toute prétention. Et cette heureuse exception est due principalement au caractère de la dame âgée, à laquelle une réputation irréprochable et une humeur toujours égale, jointes à une dignité de manières et à un rang élevé, donnent une grande influence sur le cercle qui l'entoure.

Je suis un de ceux qui professent la plus grande et la plus sincère admiration pour les beautés de la vieillesse.

Ces beautés-là sont plus rares à rencontrer que celles d'aucun autre temps de la vie; j'entends par là que très-peu de personnes possèdent la beauté qui orne les cheveux

blancs ; cependant c'est la plus noble et la plus aimable de toutes, parce qu'elle est la seule vraiment spirituelle et morale. La beauté dans la jeunesse, quoique formée en partie et relevée à un haut degré par les qualités morales, n'est cependant, sous beaucoup de rapports, qu'un accident de formes et de couleurs ; mais la beauté dans la vieillesse est le résumé de toute une vie. Les passions et les défauts, les vertus et les sentiments, la tendresse, l'amour, la bienveillance, ou l'envie, la jalousie, l'égoïsme et la colère, s'impriment en lignes ineffaçables sur la physionomie. Il n'est pas rare de voir des visages qui furent laids dans leur jeunesse, devenir graduellement beaux, sous l'influence de la bonté, du jugement et de la vertu. L'œil devient brillant d'une sereine clarté ; les lignes de la physionomie acquièrent une délicatesse et un repos célestes ; l'ensemble de la figure s'embellit d'une douceur et d'un charme qui ne sont plus de ce monde. Il arrive aussi et, hélas ! plus fréquemment, que les traits qui nous ont enchantés lorsqu'ils étaient dans la fleur de la jeunesse, perdent graduellement leur charme à mesure qu'ils se voilent par l'insipidité, la vanité, le désappointement, la nullité, la malveillance, l'envie, ou les jouissances grossières de la sensualité.

Ma dame âgée appartenait à la première classe. Je ne me suis jamais informé si elle avait été belle dans sa jeunesse, mais alors elle l'était bien véritablement. Une fois, elle fut grande et forte, maintenant l'âge et le chagrin l'avaient légèrement courbée, car il était évident qu'elle avait connu le chagrin. Quel est l'être doué d'un cœur sensible qui atteigne cet âge sans l'avoir éprouvé ? Mais ces traces de la misère humaine que révélaient son corps et sa figure, témoignaient aussi que ces épreuves avaient été noblement supportées, et la lutte courageuse-

ment soutenue. On y lisait que la résignation avait été pleine de noblesse, le courage accompagné de calme, et la victoire, de sérénité ; la tendresse avait adouci la fermeté, le support avait vaincu le déchirement, l'énergie s'était alliée au sang-froid, la bonté, la sympathie, l'amour avaient été de constants compagnons dans cette âme élevée.

Ses cheveux étaient blancs comme la neige ; son œil, d'un bleu clair parfaitement beau ; sa peau d'une blancheur délicate ornait les rides de son visage ; cette blancheur est à peu près le seul accident de couleur qui reste à la vieillesse, et elle le possédait. Ses lèvres minces portaient l'empreinte d'une inexprimable douceur bienveillante, éloignée de toute insipidité par une légère expression de finesse malicieuse, qui produit sur un vieux visage le même plaisir que sur celui d'un enfant bien doué.

Elle était vêtue d'une robe de soie noire ; son manteau était en laine blanche et son chapeau de satin blanc piqué. Elle était assise sur une légère éminence de gazon, sous un arbre magnifique, sa canne d'ébène à pommeau d'ivoire était à côté d'elle et les enfants l'entouraient. Ceux-ci, au nombre de cinq, trois garçons et deux petites filles, étaient occupés à partager et arranger de gros bouquets de fleurs qu'ils avaient cueillies.

L'un des garçons et l'une des filles étaient les petits enfants de la duchesse, car tel était le rang de cette dame ; deux autres lui étaient parents éloignés ; le dernier était un écolier de leurs amis, pâle, maigre, jaune, un peu lourd, vêtu d'une façon un peu extraordinaire, d'un habit vert et d'un gilet à pois roses. Il était assis à quelque distance des autres, lisant sous un arbre.

Voulant donner la préséance au rang, même dans un enfant, nous aurons le plaisir de vous présenter en pre-

mier lieu lord George Tempest, petit garçon d'environ dix à onze ans, aussi beau que l'imagination peut se le figurer. Sa beauté était celle de la race normande, et il se distinguait même au milieu de l'aristocratie anglaise, si distinguée déjà. Ses traits étaient à la fois fiers et délicats, ses yeux du bleu le plus foncé, presque noir, ses cheveux d'un brun doré frisaient naturellement de la façon la plus élégante; sa taille svelte, faite pour l'action, promettait de s'élever juste assez au-dessus de la moyenne, pour n'être pas trop haute; les lèvres comme des cerises et la physionomie pleine de malice, d'entrain et de bonne humeur: tel était notre cher petit lord George.

Il était plein d'imagination, quoiqu'il fût pétulant et espiègle; il se croyait déjà amoureux de sa petite cousine Flavie, en ce moment assise à côté de lui, ensevelie sous les fleurs. Celle-ci était une gaie et vive enfant; elle avait cueilli un gros bouquet qui était posé à côté d'elle; un autre, deux fois aussi gros, était aussi par terre, celui-ci avait été cueilli par son adorateur, son chevalier, son écuyer, son esclave, lord George.

La petite fille, pleine d'imagination, de bonté et de cœur, n'en était pas moins pleine d'ordre; elle assortissait, arrangeait, posait et reprenait les fleurs qui l'entouraient, et elle était si absorbée, qu'il semblait qu'elle ne pensât qu'à ses fleurs.

Du même côté qu'elle et à une petite distance, se tenait Harry. Celui-ci n'était pas beau, et paraissait peu vif; son type était loin d'être aristocratique; son teint brûlé du soleil, ses traits lourds, ses mouvements gauches, sa parole embarrassée et confuse, prouvaient son excessive timidité. En ce moment, il était tout plein de ce qu'il faisait et

avec une gravité digne d'une œuvre plus importante, il arrangeait, dérangeait, attachait et détachait un bouquet des fleurs qu'il avait choisies, essayant en vain de satisfaire ses yeux et son goût. Le pauvre Harry Wilmington éprouve déjà le malheur de certains êtres qui possèdent un goût au delà de leur pouvoir d'exécution, et qui, par cela, sont destinés au découragement dans tout ce qu'ils entreprennent. De là sa méfiance de lui-même, son hésitation, sa gaucherie, le sentiment pénible de timidité et de fausse honte qui l'oppresse, quand il se trouve en présence de ceux qu'il admire, avec toute la ferveur d'une âme sensible à l'excès et la perception innée du beau et de l'excellent en toutes choses.

Vis-à-vis de Harry et près de la duchesse qu'elle vénère et adore, est assise Caroline, belle fille, un peu forte, un peu brune, avec des yeux foncés, pleins de vie et d'intelligence, et un teint sans couleur, comme celui d'une Espagnole. Elle ne fait pas de bouquets, elle tient quelques plantes dont elle cherche les noms dans un livre, aidée par un jeune garçon blond, délicat, d'un teint transparent comme la plus fine porcelaine, coloré comme une feuille de rose, avec des yeux bleus, doux et intelligents, tendres et mélancoliques, et une bouche dont l'expression plaintive paraît à peine devoir appartenir à un garçon. Son nom est Albert Selwyn; il est le camarade de pension de Harry. Maintenant nous allons faire connaître qui sont ces enfants et quelles relations existent entre eux.

Lord George est le petit-fils de la duchesse, et le fils de sa fille aînée, alors veuve du comte de Sandown, qui a laissé une très-mince fortune à ce fils cadet. L'aîné, qui a hérité les terres et l'argent, est beaucoup plus âgé que son

frère. Il voyage avec son précepteur, et nous le laisserons faire, puisqu'il ne paraîtra point dans notre histoire. La mère de lord George avait un beau douaire et vivait dans le grand monde, dépensant ses revenus et un peu plus que ses revenus, pour elle et son second fils, qui avait alors plus d'argent de poche qu'il n'était nécessaire ou avantageux pour lui. Sa mère qui l'adorait, se lamentait sans cesse sur la misère qui l'attendait, et avait résolu que tant qu'elle vivrait, il ne connaîtrait pas le malheur d'une privation. Elle n'épargnait donc aucune dépense pour lui assurer des jouissances de luxe qu'on refuse quelquefois à des héritiers de grande fortune. Aussi ce beau, gai et bon enfant était en grand danger d'être gâté; c'était l'opinion de sa bonne grand'mère, qui prêchait en vain et faisait tous ses efforts pour détruire les mauvais effets d'un tel système. Nous verrons avec quel succès.

Flavie est la fille de la troisième fille de la duchesse, c'est le joyau le plus précieux de la bonne grand'mère, qui a eu cette enfant très-jeune auprès d'elle. Sa mère avait épousé un Gallois qui possédait beaucoup de terres dans son pays, mais qui n'était pas, comme la plupart de ses compatriotes, un homme de bonne famille; son père ou lui-même peut-être avait beaucoup augmenté sa fortune par le commerce, en sorte que lorsque lady Margaret fit ce mariage, on le regarda comme fort dérogatoire à sa dignité; telle était aussi l'opinion de la dame, quoiqu'elle fût devenue amoureuse de lui ou de sa grande fortune. Il était mort et avait laissé sa veuve avec cette petite fille, héritière de tous ses biens. La veuve n'aimait pas la peine, mais, en revanche, elle aimait la dissipation, en sorte que les soins attentifs nécessaires pour élever une enfant uni-

que et presque orpheline, dédaignés par la mère, tombèrent sur l'excellente duchesse, toujours prête à se trouver là où manquaient les autres. Elle n'épargnait rien pour élever convenablement cette jeune plante, et tant de soins avaient pour résultat de lui rendre l'enfant doublement chère; Flavie était aussi une charmante petite créature, gaie, innocente, affectueuse, simple, riante et cependant pleine de caractère et déterminée, mais d'une façon douce et aimable. Lord George l'aimait de tout son cœur, comme cousine d'abord, et ensuite avec son imagination. Il la considérait comme un ange, et sa mère encourageait ce sentiment autant que possible, tandis que la grand'mère, trop judicieuse et trop honorable pour exciter un attachement prématuré ou influencer les affections de si jeunes enfants, ne ressentait pas moins une certaine satisfaction à les voir assis l'un près de l'autre, occupés ensemble et oubliant l'univers entier.

Harry était le fils de M. Wilmington, le riche négociant, l'heureux, le millionnaire M. Wilmington, et l'on peut encore ajouter le brillant et beau M. Wilmington, l'étoile et l'idole d'un cercle riche, sinon du premier ton. Il avait épousé une fille d'un parent éloigné du père de Flavie, et se trouvait ainsi allié, mais d'une façon bien peu directe, avec la duchesse, alliance de laquelle il se glorifiait infiniment. Cependant, une relation aussi légère aurait probablement été oubliée depuis longtemps, si le hasard n'avait pas voulu que Flavie et Caroline Wilmington se rencontrassent dans la même pension.

Depuis son mariage, Mme Wilmington avait toujours été dans un état de santé fort délicat, ce qui avait permis à M. Wilmington de suivre à ses projets d'affaires et de plai-

sirs, presque toujours seul ; cette circonstance était fâcheuse, parce que sa femme, sérieuse et pleine de sens, ayant des goûts simples et un caractère tranquille et réservé, aurait pu obtenir quelque chose sur son humeur téméraire et imprévoyante, et aurait mis des bornes à l'ostentation et à l'amour de la dépense que sa grande fortune lui permettait de satisfaire dans toute leur étendue. Heureusement pour eux, que les enfants avaient été laissés entièrement à la garde de leur mère. Le père aimait Caroline et en était fier. Elle avait des moyens, de l'énergie, elle était belle, avait toujours une réponse prête pour toutes les plaisanteries, et de l'entrain pour toutes les parties de plaisir que son père proposait. Toute petite enfant elle avait été rarement malade et jamais maussade.

Harry n'était rien de tout cela. Enfant, il avait été laid, d'une faible santé et d'une humeur variable; en grandissant, sa santé s'était affermie, et son humeur s'en était ressentie, mais les effets des rebuffades que son père lui faisait sans cesse, étaient demeurés, et réagissant sur un caractère des plus sensitifs et sur un cœur simple, humble et affectueux, avaient produit en lui cette défiance, cette timidité, qui obscurcissaient des qualités excellentes.

Selwyn était le fils d'un négociant, appartenant à cette aristocratie du haut commerce, qui tient une place si honorable dans notre société. Il avait hérité de son père une grande fortune, et une autre l'attendait. Sa mère était la sœur de ce M. Craiglethorpe, qui gagnait alors des millions dans les Indes, quoiqu'il eût quitté l'Angleterre à un âge déjà passablement avancé.

Le jeune homme qui lisait sous un arbre était Thomas, seul frère de M. Craiglethorpe.

Selwyn avait été élevé dans la même pension que Harry et lord George, et avait contracté avec le premier une intimité qui devenait avec l'âge une vive et solide amitié. Ces deux cœurs tendres, sensibles, et nous pouvons ajouter souffrants, croissaient ensemble. Selwyn n'avait ni la timidité, ni la fausse honte, ni la gaucherie qui rendaient Harry si malheureux, car il était, au contraire, un garçon bien fait et distingué, mais l'extrême délicatesse de sa santé le rendait peu propre aux luttes et aux difficultés d'une pension nombreuse, et ses misères auraient été grandes, s'il n'avait eu pour lui l'aide et l'appui de Harry, qui cachait sous sa timidité un cœur de lion, et qui devenait un héros quand il s'agissait de défendre ceux qu'il aimait. Il s'était battu bien des fois pour son ami; il avait fait plus, il avait bravé le ridicule qu'il s'attirait par les soins tendres et presque féminins qu'il rendait avec une délicatesse instinctive à son ami faible et souffrant.

Cette amitié avait passé en proverbe dans la famille, et la bonne duchesse, pour faire plaisir à Harry Wilmington, avait invité Selwyn à faire partie de la petite société d'enfants qu'elle rassemblait autour d'elle.

Flavie et Caroline étaient aussi venues passer leurs vacances chez elle. Elles étaient élevées dans la pension à la mode de Mme Steelcollar, Caroline, contrairement aux désirs de sa mère, et Flavie, contrairement à ceux de sa grand'mère. La volonté de M. Wilmington, désireux de rendre sa fille brillante par des talents extérieurs auxquels sa mère, selon lui, attachait trop peu d'importance, avait prévalu, ainsi que celle de la mondaine lady Margaret, et ces deux jeunes filles avaient renoué une relation qui semblait devoir être effacée par la différence de leurs conditions sociales.

Quoique Caroline fût de cinq ans plus âgée que Flavie, les deux enfants s'étaient beaucoup attachées l'une à l'autre, et Flavie avait demandé tout d'abord à sa grand'mère que Caroline et son frère Harry qu'elle aimait tant, fussent invités à passer quelques jours de leurs vacances au château Delaval.

Harry avait déjà vu Flavie plusieurs fois chez ses parents, lorsqu'elle accompagnait Caroline pour un jour ou deux. La relation qui avait existé entre les Wilmington et son mari, ne permettait pas à lady Margaret de défendre à sa fille de voir ces négociants de la Cité.

Harry n'était pas un enfant précoce comme lord George, et il n'aurait pas su tourner un de ces compliments flatteurs à la petite fille, que George trouvait si facilement. Il témoignait l'ardente admiration dont son cœur était plein, par ses regards fixés constamment sur elle, avec une tendresse toute silencieuse, comme si elle eût été un être appartenant à une sphère très-supérieure à la sienne. Il essayait aussi quelquefois et timidement de lui rendre les petits services que l'occasion demandait, mais alors, la sensibilité du pauvre garçon agissait, comme il arrive trop souvent, en sens contraire de ce qu'il aurait voulu, et le rendait dix fois plus gauche dans ses mouvements, et plus hésitant dans ses paroles. Caroline souffrait de voir son frère bien-aimé paraître si inférieur aux autres enfants de son âge; mais, trop jeune encore pour comprendre la nature de ses sentiments, ses reproches et sa vexation ne rendaient pas les choses plus à son gré. La bonne vieille duchesse, qui avait assez de pénétration pour découvrir les nobles qualités cachées sous l'extérieur fâcheux de cet enfant, réussissait mieux dans ses efforts pour l'encoura-

ger. Peut-être eût-elle désiré en secret que son brillant petit-fils unît à ses qualités engageantes quelque peu de la modestie, de la douceur, de la simplicité de Harry, mais c'eût été vouloir combiner des contradictions, et c'était impossible. Quelquefois elle avait le tort de présenter comme modèle à lord George, le pauvre garçon qu'il regardait en pitié, comme lui étant inférieur de tout point. Ce n'était pas un service qu'elle rendait à Harry aux yeux de son petit-fils, car celui-ci regardait cette espèce de préférence comme une criante injustice, et s'il n'était pas jaloux de Harry, ce qu'il eût considéré comme tout à fait au-dessous de lui, il éprouvait à son égard une certaine malveillance, que l'admiration de Harry pour Flavie rendait plus vive. Harry, dans sa fière délicatesse, cherchait bien à cacher son sentiment pour Flavie, mais sa naïveté le trahissait à son insu et à chaque instant. Du reste, lord George avait peu de raisons d'envier à Harry la place qu'il tenait dans l'affection de la petite fille ; sa préférence pour lui-même était aussi franche que toutes les autres innocentes émotions de son bon petit cœur.

« Eh! bien Harry, dit la duchesse après un long silence pendant lequel elle l'avait observé attentivement, vous avez pris des peines infinies pour faire ce bouquet, vous l'avez attaché et détaché au moins vingt fois. Je vous ai suivi pendant tous vos essais, et j'ai admiré votre patience ; maintenant qu'il est fini, il est fort joli ; mais vous le tenez dans vos mains, comme si vous l'aviez fait pour vous tout seul.

— Oh! non, bégaya Harry, seulement je... je ne suis pas sûr... je crains...

— Que craignez-vous? de quoi n'êtes-vous pas sûr?

— Si elle trouvera qu'il vaut la peine d'être gardé.

— Elle? qui?

— Mlle Flavie.

— Oui, dit la bienveillante vieille dame, je suis sûre qu'elle le trouvera aussi joli que je le trouve moi-même. Flavie! ma chère.»

Flavie ne l'entendit pas. Lord George et elle étaient beaucoup trop occupés pour écouter autre chose que leur propre babil animé.

« Venez ici, Flavie.» Flavie ne tourna pas même la tête.

Harry les regarda, puis regarda son bouquet, ensuite la duchesse.

« Merci, Madame; mais peut-être ne l'aimera-t-elle pas.

— Pourquoi non? Tout le monde doit aimer un aussi joli assemblage de fleurs, et vous y avez mis beaucoup de temps. Flavie, ma chère, ne m'entendez-vous pas? Voyez quel beau bouquet Harry a fait pour vous.

— Pour moi? vraiment, oh! qu'il est beau! Venez vous asseoir ici, Harry, dit la petite fille en lui faisant une place à côté d'elle. George, voyez donc qu'il est beau!

— Vous appelez cela beau? Il est attaché comme ceux qu'on vend au marché de Covent-Garden. Ah! vous appelez cela un bouquet? Montrez-moi çà de près, Flavie.

Elle le lui tendit; il le prit et le regarda dédaigneusement.

— Eh! bien, certes, voilà du goût! »

La figure de Harry s'allongea. Son caractère était si susceptible que la moindre bagatelle suffisait pour le décourager. La duchesse qui l'observait avec intérêt dit en riant: « Je crains, mon cher George, que vous ne soyez un peu suffisant, et que vous vous figuriez que personne

ne saurait faire quelque chose aussi bien que vous.» Puis, se tournant vers Harry : « Il voudrait qu'on le crût incomparable, même dans sa manière d'attacher les bouquets. J'espère que cette ambition s'étendra bientôt à des objets plus dignes de l'importance qu'il y met. Et en attendant, mon jeune ami, ne vous affligez pas trop des caprices des petites filles, ajouta-t-elle en voyant Flavie déposer le bouquet sur l'herbe, à côté d'elle, avec un air d'indifférence. A l'âge de cette petite fille, nous n'avons de goûts et d'opinions que conformément à ceux que nous aimons.»

Cette dernière phrase n'était pas de nature à consoler le pauvre garçon. Il se leva et s'enfonça tranquillement dans le bois.

Il regarda les arbres balancés par le vent d'été, et les fleurs blanches du sorbier embaumant l'air de leur parfum, pendant que les oiseaux gazouillaient et chantaient, remplissant de vie et de joie cette nature si harmonieusement belle. Il entendait aussi les rires joyeux de ceux qu'il laissait derrière lui, et il se sentait seul, et différent de tous, et le découragement s'emparait de lui. Il n'était rien, il ne serait jamais rien. Personne sur la terre ne semblait faire attention à lui, excepté sa mère et Caroline, et sa mère était loin de lui, et Caroline semblait absorbée par Selwyn. Qu'était-il pour eux tous et aussi qu'y avait-il en lui pour qu'il leur fût quelque chose?

Il entendit ensuite que la compagnie quittait la place où il l'avait laissée, et graduellement le bruit des voix, interrompu par les éclats de rire, cessa tout à fait. Harry retourna alors à l'endroit qu'ils venaient de quitter, et là, il trouva son bouquet négligé encore sur l'herbe. Il ne considéra pas cela comme une injustice, ainsi que lord

George l'aurait fait infailliblement s'il eût été à sa place, mais son chagrin fut plus profond qu'il n'eût dû l'être à son âge. Il conserva cependant sa dignité, releva le bouquet tranquillement, et, s'approchant d'un ruisseau qui courait en murmurant au milieu des noisetiers, il le posa dans l'eau, et le surveilla pendant qu'il suivait le courant, secoué ici et là par les obstacles qu'il rencontrait. Puis il retourna à la maison, tranquille en apparence, mais plus affligé et plus abattu qu'on ne l'eût cru possible pour une chose pareille.

CHAPITRE II.

. . . .

Caroline, depuis son enfance, avait vécu de cette vie élevée qui fait planer la créature au-dessus des vanités de ce monde, sans la rendre incapable des affections et des devoirs de la vie. On pouvait dire, si le mot n'était pas un peu fort pour un enfant, qu'il y avait toujours eu en elle quelque chose qui tenait du sublime. Parmi ses compagnes, elle était la plus généreuse, la plus dévouée, la plus oublieuse d'elle-même ; à ses études, la plus sérieuse et la plus infatigable, parce qu'elle les regardait comme des devoirs ; toujours fidèle à la vérité, elle était loyale, d'une humeur égale, sereine et scrupuleuse à remplir ses devoirs religieux. Son cœur chaud et plein d'affection était dévoué à sa mère, à son père et surtout à son frère. Elle aimait son père à cause de sa bonté et de son indulgence, et ressentait envers lui cette gratitude surabondante même pour de légères faveurs, dont les caractères comme le sien

sont si prodigues. Elle aimait sa mère avec révérence, la regardant comme un être d'un ordre supérieur, dont la sagesse et la vertu lui inspiraient une estime inexprimable; et son frère avec une tendresse mêlée d'admiration et de compassion. Sa sympathie pour tout ce qui était bon et honorable, son jugement si sûr, lui avaient fait discerner de bonne heure les vertus naissantes du petit garçon qui était plus jeune qu'elle de quatre à cinq ans. Elle le comprenait parfaitement; elle appréciait sa fermeté à s'appuyer sur des principes de sincérité, de droiture, en dépit de cette invincible timidité qui rendait chaque effort moral difficile et pénible. Elle comprenait la profonde sensibilité de ses sentiments que personne, ni père, ni mère ne discernait encore; elle sentait avec lui, lorsque écrasé par la honte il recevait les reproches de sa mère, sans pouvoir se justifier, reproches qu'il ne méritait pas toujours, et qui étaient souvent fondés sur une fausse appréciation de ses intentions et de ses motifs; elle voyait le sentiment pénible que lui faisaient éprouver les sarcasmes de son père, sur sa gaucherie et sa laideur. Elle sentait combien l'injustice ou la rudesse le blessait cruellement, et elle appréciait le support et la fermeté avec lesquels il endurait ce qui lui causait une douleur morale et aiguë. Elle l'aimait avec tendresse comme un frère unique; elle l'aimait avec enthousiasme pour ses vertus; elle l'aimait avec sympathie, avec compassion, et elle savait qu'elle trouverait en lui, si elle en avait besoin, toute la protection et l'appui que la femme cherche dans l'homme. Et c'était sous l'influence de tous ces sentiments mélangés de la mère, de la sœur aînée, de l'ange gardien, du consolateur, qu'elle le cherchait alors au milieu des bois.

En atteignant une verte allée, formée de magnifiques hêtres courbés en une arcade qui permettait à peine au soleil de se briser en mille petits rayons, elle l'aperçut qui se promenait le dos tourné contre elle.

Elle s'avança et posa la main sur son épaule avant qu'il l'eût aperçue, car il était absorbé dans ses pensées, la tête penchée sur sa poitrine et les yeux baissés. En se retournant, un sourire illumina sa figure. Dans sa mélancolie, il s'était figuré qu'il était seul au monde, que personne ne se souciait de lui, et voici sa sœur, sa sœur chérie était là tout près de lui, le regardant de ses yeux pleins d'affection qui avaient toujours le pouvoir de le consoler.

« Mon cher Harry, pourquoi fuir ainsi tous les autres. Il n'est pas sage de s'abandonner à cette humeur sauvage, et je suis sûr que ce n'est pas agréable non plus. Voyons, dit-elle en lui prenant le menton pour lui faire retourner la tête vers elle, confessez que vous êtes boudeur quelquefois, et que vous donneriez tout au monde pour en avoir fini et être de nouveau au milieu de nous. Vous croyez peut-être qu'il y a quelque chose de bien noble dans cette façon d'agir, et vous trouvez difficile de descendre de ces hauteurs. Allons, Harry, dites-moi ce qui vous chagrine.

— C'est toujours la même chose, et j'ai grand tort de la prendre si fort à cœur.

— Je suis tout à fait de votre avis; mais qu'avez-vous pris si fort à cœur? Qui est-ce qui vous a vexé?

— Oh! Caroline, ne me le demandez pas. J'ai honte de moi-même. Je crois que jamais personne n'a été aussi stupide que moi.

— Cela est une vieille histoire, Harry; sans doute

vous êtes stupide, mais ce n'est pas à cause de cela que vous avez l'air si misérable, car si cela était, je vous donne ma parole que vous ne seriez plus jamais stupide.

Il sourit.

— Ah ! voilà qui est bien ! l'accès est à sa fin. Allons, venez, nous avons toutes nos fleurs prêtes ; le bosquet est charmant. Lord George a fait un trône pour Flavie et l'enfant est en extase. Où est votre bouquet ?

—Elle ne s'en est pas souciée, elle l'a à peine regardé, lord George l'a persuadée qu'il ne valait pas la peine de le garder et je l'ai jeté. »

— J'en suis fâchée ; vous auriez été bien aise de l'avoir puisque nous avons un moyen de l'employer, mais c'est égal, n'y pensons plus.

— Non, dit Harry en se détournant.

— Mais je vois qu'il y pense, se dit Caroline. Cet arrogant lord George ! je voudrais savoir si le bouquet de Harry ne valait pas le sien. Je ferai en sorte que Harry ait des fleurs à offrir à Flavie, que M. George ne pourra pas avoir. Allons Harry, venez et ne pensez plus à votre bouquet. Vous en aurez un après-demain que lord George pourra vous envier et vous aurez le plaisir de l'offrir à la petite reine des fées que nous couronnerons ce jour-là. Seulement, mon bon frère, dit-elle en lui posant la main sur l'épaule et se penchant pour le regarder, car elle était plus grande que lui, je voudrais vous persuader d'être fidèle à vous-même et de résister à ces sentiments de mélancolie qui vous exposent à être mal jugé et qui finiront, mon bon Harry, par affaiblir votre caractère et vos principes.

— Je me sens si horriblement gauche, si misérable dans ma timidité.

— C'est ce qui est fâcheux et cela empirera si vous n'y prenez garde, mon cher frère ; résistez à ce sentiment, combattez-le toutes les fois qu'il se présente et vous le vaincrez. Et commencez dès à présent ; venez travailler au bosquet de Flavie, et ne vous mettez pas en peine de ce petit fat suffisant de George ; il croit en valoir dix comme vous, et vous êtes assez sot pour le croire vous-même, quand il est bien plus vrai qu'il n'est pas digne de délier les cordons de vos souliers. Je ne puis supporter cela, Harry, non, je ne le veux pas. — Vous avez été un peu découragé tout enfant, on ne vous a pas compris, c'est fâcheux, mais maintenant, comprenez-vous bien vous-même et vous vaincrez vos craintes sans fondement. Vous le pourrez si vous essayez bien et si vous vous mettez au-dessus de l'opinion de certaines gens. »

Le même jour Caroline écrivit à son père :

« Cher papa, nous sommes très-heureux ici, parce que la duchesse est parfaitement bonne et aimable, et que son château est admirable. Il a des bois si étendus ! — les bois sont très-différents des bosquets ; ils sont pleins de fleurs sauvages, de toutes sortes d'arbres et d'une si grande quantité d'oiseaux, parce que la duchesse ne veut pas qu'on les dérange, en sorte que ses bois sont le refuge de tous les habitants ailés du pays, et il est délicieux de les entendre dès le matin et de les voir si occupés et si heureux. J'ai beaucoup de nouvelles fleurs pour l'herbier de maman. La duchesse est une délicieuse vieille dame, pas du tout fière comme je pensais qu'étaient toutes les duchesses, mais une douce et vénérable personne, et si bien mise pour son âge ! J'en ai été surprise ; je m'attendais à la voir très-richement vêtue, point du tout, elle ne

l'est pas la moitié autant que M[e] Emerson ou sa fille, tout à fait dans le goût de maman. Tous les domestiques de la maison ont des cheveux blancs ; je voudrais que les nôtres eussent des cheveux blancs, vous ne sauriez croire quel air respectable cela donne à la maison ; ils semblent de vieux amis, et la femme de chambre de la duchesse est aussi vieille qu'elle, elle est même un peu courbée et vêtue si simplement ! Flavie est plus jolie que jamais, mais je la vois moins qu'à la pension, parce qu'elle est constamment avec son cousin lord George, qui est naturellement ici et que je n'aime pas beaucoup. Il n'est pas méchant, mais il est arrogant et semble se trouver infiniment trop merveilleux pour nous faire compagnie. Cela m'est très-égal quant à moi, et Selwyn est de mon opinion. Nous savons très-bien que nous ne sommes pas nés pour être des lords ou des duchesses, et d'ailleurs sa grand-mère ne lui ressemble pas du tout ; mais cela me vexe pour Harry, parce que Harry avec toutes ses qualités est si méfiant de lui-même, que lord George profite de sa modestie et de son humilité pour l'écraser. Quoique George ne soit pas méchant, il a pris contre mon frère une sorte de grippe, à propos de Flavie ; mais cela est très-ridicule, car évidemment Flavie préfère lord George, n'est heureuse qu'avec lui et ne fait pas la moindre attention à Harry. Maintenant, mon cher papa, j'en viens à la fin et au sujet de ma lettre. Il y a une petite affaire concernant un bouquet, dans laquelle George a été mauvais et insolent envers Harry, dont le bouquet n'était pas aussi beau que le sien. Je ne vous ennuierai pas des détails, mais ce que je voudrais, ce serait un magnifique bouquet pour Harry, pris dans nos serres ; ici, il n'y a de serres chaudes que pour

les raisins. Je voudrais quelque chose qu'Harry eût le plaisir d'offrir à Flavie et dont lord George ne pût pas se moquer. Je crois que je suis une sotte d'attacher à cela tant d'importance, mais je ne puis m'en empêcher et si vous me faites cette faveur, cher papa, vous obligerez beaucoup, votre fille affectionnée

CAROLINE.

« Envoyez les fleurs après-demain matin de bonne heure; on en aura besoin pour une petite fête. »

Voici la réponse de M. Wilmington:

« Ma chère petite Caroline!

« Je vous remercie de votre longue lettre. Je suis charmé que vous soyez tous heureux et que la duchesse soit si obligeante envers vous. D'après ce que vous dites, ce lord George me semble un insolent, comme le sont au reste tous les nobles que j'ai connus. Je regrette que Harry soit si rustre, il me paraît l'être encore davantage au château Delaval qu'il ne l'est même à la maison, où il est plus gauche déjà qu'il n'est permis. Cependant, il est mon fils, et comme tel, je n'entends pas qu'on fasse un jeu de lui, et vous avez très-bien fait de m'écrire. Demain, Harry recevra un bouquet comme peu de seigneurs du pays pourraient en offrir à une reine des fées quelconque. J'ai fait le tour de nos serres, mais je ne me suis pas contenté de cela; j'ai été chez d'autres jardiniers où j'ai choisi les fleurs les plus rares, en sorte que mon garçon aura un bouquet que la reine elle-même serait flattée de recevoir et qui fera mordre ses doigts de dépit et d'envie à votre lord George.

Dites aussi à Harry que je l'ai envoyé à l'école afin qu'il apprit à faire son chemin, et non à pâlir, rougir et bégayer devant le premier étranger qu'il rencontre. »

« Adieu ma bien-aimée petite Caro. »

E. W.

La jeune fille, beaucoup trop jeune encore pour discerner tout ce que comportait cette lettre, et reconnaissante de la manière dont son facile père avait accédé à son désir, fut toute fière de son succès. Le lendemain matin une boîte, à l'adresse de Harry Wilmington, arriva au château, et Caroline eut l'extrême joie de voir la surprise et le plaisir de son frère en l'ouvrant et y trouvant un énorme bouquet composé des fleurs les plus rares et les plus ravissantes qu'il fût possible de rassembler. Les plus rares orchidées, des couleurs les plus éblouissantes et des formes les plus fantastiques; les plus beaux géraniums, camélias, ixias, gladiolus, tout ce qu'il y avait de plus riche et de plus beau, se trouvait là. Le tout était attaché par un ruban d'argent et entouré par un papier découpé, peint et doré comme un éventail français. Caroline trouva que les fleurs n'avaient pas besoin de cet ornement, qui diminuait plutôt que d'augmenter leur beauté. Harry aurait pensé comme elle, si son plaisir n'avait pas étouffé sa critique. On appela Selwyn pour admirer les fleurs, et quand la petite reine des fées fut assise sur son trône, tous trois descendirent ensemble, Harry, son présent à la main avec un air timide et fier à la fois, les deux autres le suivant.

Caroline avait insisté pour qu'il portât son bouquet lui-même et il y avait consenti, mais lorsqu'il entra dans le bosquet, sa misérable timidité s'empara de lui; il vit la

duchesse assise et Flavie, couronnée d'une guirlande de roses, sa robe blanche ornée de fleurs, et déjà placée sur son trône de verdure. Il rougit, poussa plutôt qu'il ne présenta les fleurs et dit : « Mon père m'a envoyé çà et c'est pour vous ; » puis il se retira, mais les cris de joie de la petite fille le rappelèrent à lui-même. « Oh George! oh grand'maman! voyez quel beau, beau, superbe bouquet et quelles curieuses fleurs ! oh Harry ! que vous êtes bon ! » et descendant de son siége et cachée derrière son trésor, elle s'avança vers la duchesse. « Quelles fleurs étranges! voyez, voilà un papillon, oh ! vous pouvez le toucher, il ne s'envolera pas, ah! ah! il n'est pas vivant! c'est une fleur; joli papillon ! voici un scarabée ! voyez, cette grosse chose. Oh ! mais voilà une abeille réelle dans cette rose, et quelle rose ! avez-vous jamais vu quelque chose de si ravissant ?» Et elle frappait des mains et dansait autour de sa grand'-mère sur les genoux de laquelle elle avait posé son bouquet.

La duchesse admirait et louait. Caroline et Selwyn souriaient de la joie de la petite fille, et Harry était moitié satisfait, et moitié embarrassé. Lord George se tenait à distance fier, jaloux, colère et sombre. Flavie reprit son bouquet des deux mains et dit : « maintenant je vais le tenir et j'aurai l'air d'une vraie reine, n'est-ce pas Harry? Caroline aidez-moi à remonter. George, qu'avez-vous? George, qu'y a-t-il ? venez donc admirer le plus beau des bouquets que m'a donné Harry. »

— Je n'ai pas besoin de regarder ce bouquet, qu'est-ce que cela me fait? répondit-il d'une voix basse et irritée, tandis qu'elle s'approchait de lui. Mais je vois que vous aimez les bouquets plus que tout au monde, et vous aimerez

maître Harry plus que moi à présent, car je ne puis pas vous donner des fleurs pareilles, moi.

Elle leva sur lui ses jolis yeux :

« Oh! George, comme si cela pouvait faire une différence. » Et plus désireuse de satisfaire son cousin, que de montrer sa gratitude pour les peines qu'on avait prises pour lui plaire, elle fut bientôt si occupée à calmer George, qu'elle ne regarda plus, ni ne pensa plus à Harry. Lord George triomphait et les trois autres étaient vexés, chagrins et disposés à se fâcher contre la petite ingrate, tandis qu'ils auraient dû l'en mieux aimer, puisqu'on ne pouvait acheter son affection.

CHAPITRE III.

Caroline et Selwyn quittent le château. Harry demeure seul avec Flavie et George. Malgré les efforts de la duchesse, Flavie le néglige et lord George ne lui épargne ni les sarcasmes, ni les blessures d'amour-propre. Il est profondément malheureux et plus insociable que jamais. Flavie est l'esclave docile du despote George et ne refuse jamais de faire ce qu'il lui ordonne. George a cinq ans de plus qu'elle et quoiqu'il l'aime et l'admire, c'est à sa manière et à celle de bien des gens plus vieux que lui, c'est-à-dire qu'il considère sa satisfaction personnelle, non celle de Flavie. Lorsqu'elle se plaint doucement d'être fatiguée de faire le cheval, ou le chien, ou le lièvre, il répond :

« Oh! chère petite, ne prétendez pas être fatiguée. Vous ne pouvez pas l'être, je ne le suis pas le moins du monde. Allons, Tayaut, partez, ou je vais vous arranger. »

Harry, spectateur silencieux de ces scènes fréquentes, se sentait bouillir d'indignation, mais il n'osait rien dire, d'abord parce qu'il était sûr qu'une violente querelle s'ensuivrait, et que cela ferait de la peine à la duchesse, ensuite il était également certain que s'il blâmait George, Flavie prendrait à l'instant même le parti de son cousin et se fâcherait contre lui. Il se contentait d'apporter à la petite fille des fraises dans une soucoupe, quand George lui permettait de se reposer à l'écurie sous les cytises en fleurs, après qu'elle avait couru longtemps devant lui, et George donnait à Harry différents noms insultants, qui ne détournaient cependant pas celui-ci de ses devoirs d'affection envers Flavie, mais qui lui en ôtaient toute la douceur.

« Oh, mon bon George, ne me demandez plus de courir; je suis si, si fatiguée ! disait le pauvre petit cheval, comme diraient beaucoup d'autres chevaux, s'ils avaient une langue pour parler et des yeux pleins de larmes pour renforcer leur demande.

— Eh ! bien, Flavie, reposez-vous jusqu'à ce que j'aie fini ce harnais neuf, voyez comme j'ai bien arrangé cela; et puis il y aura une petite selle pour mettre sur votre dos.

— Mais je ne veux pas mettre une selle, une vraie selle sur mon dos, dit la petite fille avec dégoût et terreur. Je ne suis pas un vrai cheval.

— Bah ! bah ! vous devez tâcher de ressembler autant que possible à un vrai cheval, ou bien comment pourrai-je jouer? Vous devenez grognon, Flavie; je ne sais pas ce qui vous passe par la tête, mais je ne veux pas céder devant tous vos caprices. Vous avez promis de venir dehors jouer avec moi au cheval, et je me suis donné la peine de



faire cette selle qui m'a pris toute la matinée, ainsi, voyons, levez-vous et ne bougez pas pendant que je vous mets votre harnais, ou bien, prenez garde, vous goûterez de mon fouet, petite rebelle, vous verrez.

— Non, non, George, s'il vous plaît, dit Flavie avec effroi.

Un enfant de cet âge éprouve une terreur particulière à l'idée d'être touché avec un fouet.

« Faites donc ce que je vous ordonne, ou je tiendrai ma parole, vous verrez. Vous devenez si contrariante. »

— Et vous si méchant et si tyrannique!

— Tyrannique, redites ce mot-là si vous l'osez. On vous l'a dit, ce mot. Dites-moi tout de suite qui c'est qui a osé vous enseigner à m'appeler tyrannique? Je vous aime, sûr, plus que toute autre chose au monde, mais je ne veux pas supporter vos mauvaises humeurs et vos caprices plus que ceux des autres, et je ne veux pas que vous me disiez des injures et surtout que vous m'appeliez tyrannique. Ce mot n'est pas de vous. Qui l'a mis dans votre bouche? Est-ce ce grand nigaud, cet envieux, maussade, ce benêt de Harry? Oh! vous êtes là, M. Harry? et qui vous amène, s'il vous plaît?

— Je vous ai entendu dire que vous toucheriez Flavie avec votre fouet, et je suis venu vous dire aussi, que je ne le souffrirai pas.

— Vous ne le souffrirez pas? Depuis quand vous mêlez-vous de mes relations avec ma cousine, monsieur le singe? Allez à vos affaires, petit marchand de la Cité; et ne vous mêlez pas de nous.

— Nous sommes ici chez votre grand'-mère et vous pouvez tout dire et tout faire quant à moi; mais nulle part je ne souffrirai qu'un grand garçon comme vous, tyrannise

une petite fille. — Harry dit cela avec fermeté, son sang bouillait dans ses veines.

— Tyrannise! tyrannise! ah! c'est donc vous qui lui avez enseigné le mot; je le pensais. Voilà pour vous apprendre à vous mêler de vos affaires et non des miennes! cria George furieux et faisant ses efforts pour frapper Harry, mais Harry para le coup et l'instant d'après George était à terre. Le sang jaillit de son nez et de sa bouche.

Flavie, qui était demeurée comme pétrifiée pendant cette scène, regardant les combattants tour à tour, jeta un cri d'horreur quand elle vit George en cet état. « Oh! vous, méchant, méchant garçon, comment avez-vous osé? vous l'avez tué! » Et elle se jeta à terre à côté de son chevalier terrassé, essayant de soulever sa tête et criant: « Oh! George, où avez-vous mal? dites-moi? êtes-vous tué? Méchant, méchant Harry! où avez-vous mal, George? Etes-vous tué?

« Non, non, ce n'est que mon nez qui saigne un peu, dit lord George en se relevant, la prenant dans ses bras et l'embrassant, vous êtes une chère petite, généreuse créature, Flavie, comment ai-je pu parler de me servir de mon fouet sur vous? Je ne le ferai plus, croyez-moi; et quant à ce drôle qui m'a jeté à terre, il est vrai que je l'avais frappé le premier, ainsi il était dans son droit, et je n'ai pas grand mal. Wilmington, voici ma main; mais rappelez-vous ce que je vais vous dire: si jamais vous vous permettez de vous mettre encore entre Flavie et moi, je vous rosserai, Monsieur, entendez-vous, quoique je dusse tomber mort l'instant d'après. »

Il est impossible de décrire l'effet que cette scène produisit sur Harry, et la confusion de pensées qui s'ensuivit,

Aucun effort n'était aussi pénible à un caractère comme le sien que celui qu'il venait de faire. Se mettre ainsi en avant dans les affaires des autres lui avait toujours répugné. Son énergie avait été excitée par son indignation devant la tyrannie que George, en dépit de son affection pour Flavie, exerçait sans cesse sur elle, et l'idée de le voir employer le fouet l'avait poussé à un paroxysme de fureur. Il avait senti pour elle, il s'était mis en avant pour la défendre et venger son injure, et c'est ainsi qu'il en était payé. George faisait le généreux en le pardonnant, et Flavie le regardait avec effroi et horreur, tandis qu'elle témoignait de l'amour et de la pitié pour son tyran!

Depuis ce jour sa mélancolie augmenta; il ne parla plus à Flavie et compta les heures jusqu'à son départ.

Il se rappela longtemps cette semaine comme un temps de tristesse et de chagrin profond; mais elle se termina pour lui d'une façon consolante.

C'était la veille de son départ, et il se promenait dans une allée retirée, formée par une haie d'ifs taillés; de l'autre côté de la haie était une terrasse. Il entendit des voix qui se rapprochaient, et il distingua ces mots:

« Malgré ce que vous dites, George, je suis fâchée de le voir partir.

— Il est grognon, hargneux, grossier comme personne.

— Il n'a pas toujours été ainsi.

— Eh bien! il l'est à présent, et c'est bien suffisant.

— Je trouve que nous n'avons pas été bons avec lui, depuis que sa sœur est partie.

— Qu'est-ce que ça me fait? Je ne suis pas venu ici passer mes vacances à faire le poli avec un manant comme lui.

— Il est très-laid, mais il a été très-bon avec moi, et je suis fâchée d'avoir été ingrate avec lui, ça c'est sûr.»

Un domestique en livrée splendide et conduisant une paire de chevaux magnifiques attelés à un phaëton de couleur un peu vive, vint chercher Harry qui devait rejoindre son père et sa mère à certains bains de mer qui n'étaient pas loin du château Delaval. Lord George et Flavie se tenaient ensemble devant la fenêtre de la salle à manger pendant que le brillant équipage passait devant la porte où il attendit Harry. Lord George le regardait avec quelque peu d'envie.

« Oh! dit Flavie, quels beaux chevaux et quelle jolie voiture! Je m'étonne si Harry conduit lui-même.

— Non, non, soyez-en sûre.

— Vous aimeriez avoir des chevaux comme ceux-là à conduire, n'est-ce pas, George? et comme vous les conduiriez bien!

— Moi! non je n'aimerais pas avoir quelque chose d'aussi vulgaire et d'aussi éclatant. Voyez, le harnais est tout couvert d'argent; et cette voiture! a-t-on jamais rien vu de semblable?

— Moi, je la trouve bien jolie.

— Je pense que vous aimeriez aller dedans!

— Oui, beaucoup. J'aimerais que maman ou grand'-maman eussent des phaëtons, ou bien la vôtre, George, et vous me mèneriez avec vous.

— Sans doute. Et je suis sûr que vous aimeriez aller avec Harry à présent. Oh! oui, vous m'oublieriez bientôt pour lui si vous voyiez tous les jours ces belles choses.

—Vous croyez ? c'est bien bon à vous. Mais je n'ai jamais aimé les gens ni les choses seulement parce qu'elles étaient belles, et vous devriez le savoir, George. Je n'aime pas tout ce qui brille. Les gens qui ont tant de belles choses sont désagréables ; je n'aime pas à la pension les jeunes filles qui font les belles, et je suis bien aise que grand'maman ne me fasse pas belle. Et si j'aime Harry (car je l'aime quelquefois, quand même vous l'appelez lourdaud), c'est parce qu'il n'est pas fier des belles choses de son père. Ni Caroline non plus. Ils n'y pensent pas. Ils pourraient bien faire les fiers, s'ils voulaient, car leur père est riche, riche comme ça. — En disant cela elle étendait ses bras. —Et savez-vous, George, ajouta-t-elle finement, je crois que vous feriez le grand et le fier si vous pouviez, et pour cela je les aime mieux que vous.

— Si vous osez dire cela encore une fois, je vous tue, dit-il en lui prenant le bras avec colère et le secouant.

— Finissez, George, je ne vous aime pas quand vous êtes si méchant.

— Alors vous ne devez pas me mettre en colère. Vous savez qu'un mot de vous peut me rendre fou. Je ne puis supporter de vous entendre dire de telles choses, Flavie, et vous le savez bien, Pourquoi les dites-vous ?

— Eh bien, je ne le ferai plus, bien sûr ; je suis si fâchée quand vous êtes en colère, George ; mais je voudrais pouvoir dire ce qui me passe par la tête sans vous mettre en fureur. »

Harry entra pour leur dire adieu.

« Adieu, Mlle Favie. Adieu, lord George. »

Il n'avait certainement pas l'air glorieux à l'idée de monter dans le beau phaëton. Mais il était bien aise de

partir, il semblait plus animé que de coutume, et il avait l'air plus heureux.

« Adieu, dit lord George. Votre père a là un phaëton bien prétentieux.

— Vous trouvez ? Oui, il a envoyé le phaëton; il est si bon, mon père, et il sait que j'aime beaucoup à le conduire.

— Conduisez-vous ces fringants chevaux vous-mêmes, Harry ? demanda la petite Flavie.

— Certainement, pourquoi pas ?»

Evidemment Harry montait dans l'estime de la petite fille.

Lord George ne disait rien, mais il éprouvait tous les tristes sentiments que l'envie et la jalousie combinées peuvent produire. Il ne pouvait supporter l'idée de voir Harry posséder non-seulement le droit, mais le pouvoir de partir dans ce grand style devant sa cousine. Il mesurait sur lui-même l'effet produit sur elle, et il lui faisait une grande injustice.

Elle était bien aise de voir Harry capable de faire une chose semblable, mais elle était tout à fait insensible à la vanité et à l'ostentation.

Les adieux étant terminés, Harry monta dans la voiture de son père, le domestique lui abandonna les rênes, et il partit d'un train qui étonna lord George. Depuis lors, celui-ci ne s'aventura plus à mépriser Harry comme il l'avait fait auparavant.

Et cependant il se tourna vers Flavie et commença à se moquer de la voiture, la déclarant vulgaire et clinquante à l'excès, et à ridiculiser la manière dont Harry Wilmington tenait les rênes.

Flavie comprit instinctivement une envie si mal dissimulée, et dit à George de ne pas parler ainsi; il lui sembla qu'elle l'aimait moins; mais une fois la cause de sa mauvaise humeur éloignée, il recouvra sa gaîté et fut aussi aimable et joyeux que jamais.

Flavie oublia-t-elle ses différentes impressions?

Ces légères esquisses suffiront pour montrer ce qu'étaient nos héros encore enfants. Maintenant nous allons les revoir ayant quelques années de plus sur leurs têtes.

CHAPITRE IV.

M. Wilmington est devenu possesseur du yacht l'*Esmeralda*. Il donne une grande fête sur ce yacht à toute la société des bains de mer où il se trouve en ce moment. Sa femme, nerveuse et délicate, ne peut se résoudre à y assister, mais elle engage Harry et Caroline à accompagner leur père.

« Nous n'en jouirons pas beaucoup sans vous, bonne mère.

— J'espère que si, mes chers enfants, ou votre père serait fort désappointé. Pour moi, c'est impossible, je ne pourrais supporter le mal de mer durant une heure, et encore moins la fatigue de faire les honneurs de la fête. Mais vous devez y aller tous deux, et vous rendre aussi heureux que possible; car, ajouta-t-elle avec un tendre sourire, après son désir de me plaire, la plus grande satisfaction que votre père puisse éprouver, est celle de rendre heureux ses enfants. »

Peut-être ceci n'était-il pas tout à fait vrai, mais elle le pensait, et c'était aussi bien pour son propre bonheur.

« J'aimerais assez cette partie, dit Harry, et même beaucoup si Caroline, moi, Selwyn et mon père nous étions seuls; mais il y aura à bord une foule de gens que je ne connais pas et dont je ne me soucie guère, et à cause de cela, je serais plus heureux partout ailleurs. Je déteste le monde.

— Oh! Harry! dit sa mère avec douceur, combien j'aime peu vous entendre parler ainsi! N'aurez-vous jamais honte d'être si sauvage? Mon cher fils ne se réconciliera-t-il jamais avec la société? Savez-vous ce que je pense, cher enfant? c'est que plus vous la haïssez, plus vous devez être forcé à y aller. Qu'en pensez-vous, Caroline?

— Je pense comme vous, chère maman. Je ne vois pas ce que Harry déteste si fort dans la société. Il me semble que la grande majorité en est tolérable et même agréable; mais je ne m'attends pas sans doute à rencontrer beaucoup de personnes aussi particulièrement sages, aimables et charmantes que vous, bonne mère.

— C'est cela, dit Harry. Je ne me trouve bien que dans votre compagnie et celle de Caroline. Cela me suffit et me contente tout à fait, et si cela vous contente aussi, je ne vois pas pourquoi je chercherais à contenter d'autres personnes.

— Mais cela ne me satisfait pas tout à fait, mon fils, et cela ne contente pas votre père?

— Oh, chère mère, soyez raisonnable. Que cela vous satisfasse seulement; quant à mon père, cela ne l'inquiète pas beaucoup. Et vraiment, je lui fais si peu d'honneur, je suis si rustre et si stupide, qu'il serait, je crois,

plus content de ne m'avoir jamais avec lui. Il aime Caroline : elle est belle, spirituelle et gaie ; elle tient sa tête élevée et marche d'un pas ferme. Je suis laid, lent, triste ; je regarde la terre et je marche les genoux en dedans. Mon père ne peut qu'être honteux de moi, et qu'ai-je de mieux à faire que de le laisser au monde pour tenir compagnie à une bonne, bonne mère, qui m'aime en dépit de tous mes désavantages.

— Cher Harry, dit Caroline, pourquoi alors être stupide et triste, et tenir la tête baissée et marcher en hésitant ? Si vous vouliez suivre l'avis de maman, et sortir davantage et vous habituer au monde, vous perdriez toutes ces sensations désagréables. Et alors mon père serait aussi fier de vous qu'il vous est attaché, car il vous aime profondément, j'en suis certaine.

— Il est donc un père bien généreux et bien affectionné, dit Harry avec sentiment. S'il aime un fils qui est pour lui une source constante de mortification, lui, un homme si brillant. Mais vous avez raison, Caroline ; jamais fils ne trouva tant d'indulgence dans un père que j'en ai trouvé dans le mien. Si vous pensez, chère mère, qu'en assistant à cette fête sur l'eau je ferai plaisir à mon père, ce sera tout autre chose. J'en dirai autant de vous, seulement je sais bien que vous le désirez pour mon bien ; mais s'il était vrai que cela plût à mon père, j'irais cette fois et toutes les fois que cela vous obligerait.

— Je suis certaine que votre père serait charmé de vous voir prendre ce plaisir. »

Le pensait-elle réellement ? ou dans sa faiblesse, se permettait-elle cette déviation de la vérité dans l'idée d'un bien apparent, qui est la tentation fatale des êtres faibles ?

En ce cas, cependant, le mal ne fut pas grand. L'illusion que la mère trouvait avantageux d'entretenir autour de ses enfants, relativement au caractère réel de leur père, s'en prolongea.

« Alors je dois y aller et j'irai. Mais qui sera donc de cette fête ?

— Oh ! dit Caroline en riant, il y aura de très-grandes gens ; mais maman et moi nous n'avons pas voulu vous les nommer, avant que vous eussiez promis de venir comme un bon garçon, de peur de vous mettre en fuite. Il y aura quelqu'un que vous aimez et d'autres que vous n'aimez pas, mais vous devez ne plus penser à tous ces enfantillages, cher Harry. Après tout, lord George est un bon enfant, et la chère bonne duchesse y sera pour chaperonner Flavie, parce que sa mère est à Paris. »

Harry ne répondit pas, détourna la tête vers la fenêtre et regarda l'esplanade.

Elle était alors couverte de beau monde, au milieu duquel se distinguait la belle taille de son père, engagé dans une conversation bruyante, avec ces brillants personnages. L'œil du fils suivait le père avec un singulier mélange d'admiration et de mécontentement. Il était impossible de ne pas admirer cette apparence brillante, et peut-être qu'en se regardant lui-même et comparant sa taille peu avantageuse avec celle de son père, un sentiment ressemblant à l'envie lui traversait l'esprit, car, qui a jamais aimé sans désirer posséder des attraits personnels, et sans un sentiment amer à l'idée de ne pas en être pourvu ?

Mais ce n'était pas à des sentiments aussi passagers qu'était dû ce mécontentement qui commençait à se mêler imperceptiblement aux sentiments de Harry pour son

père. Son goût pur et délicat se révoltait instinctivement contre tout ce qui sentait la prétention ou l'affectation. Il portait cette délicatesse jusqu'à l'excès en ce qui le concernait. Dans son horreur pour l'ostentation, il négligeait ses manières, et il ne fut sauvé des malheureux effets de cette négligence que par son extrême douceur et sa parfaite absence d'égoïsme. Celui qui était si tendre ne pouvait pas être brusque, celui qui pensait toujours aux autres ne pouvait pas les blesser par la rudesse.

Une personne de goût aurait passé par-dessus son embarras, racheté mille fois par la vérité et la simplicité dont toutes ses actions étaient empreintes, et l'aurait préféré aux manières étudiées et frivoles de son père. C'était cette frivolité, cette ostentation et par-dessus tout ces façons de ci-devant jeune homme qui choquaient Harry et l'irritaient outre mesure. Néanmoins, quand ces sentiments s'élevaient dans son âme, il leur résistait de toutes ses forces, et sa piété filiale le persuadait que la faute était en lui. D'autres craintes plus sérieuses commençaient aussi à assaillir le jeune homme, à mesure qu'il devenait un meilleur observateur de ce qui se passait autour de lui. C'étaient les habitudes de dépense excessive de son père. Ce n'était pas par prudence, il n'avait pas la plus petite raison de douter des moyens de son père pour fournir à ses prodigalités, mais c'était par principes et par sentiment.

Ainsi Harry, exception rare parmi les jeunes gens de nos jours! méprisait le luxe et la dépense, justifiés même par une fortune en apparence inépuisable. Les appartements splendides, les peintures, les dorures, l'argenterie, les cristaux, les velours, les grandes fêtes, jusqu'aux jardins ornés de la magnifique maison de campagne de son

père, à Rochampton, le gênaient et l'oppressaient. Au milieu de cette splendeur, son propre appartement était meublé avec une simplicité spartiate. Pour ses habits c'était la même chose : les gilets ambitieux de son père, ses diamants inestimables, ses écuries, dignes d'un empereur, étaient des sources de chagrin pour Harry. En vain sa tendre mère, et son prodigue et généreux père achetaient pour leur fils de coûteux ornements, il les recevait avec un profond sentiment de gratitude, qui brillait dans ses yeux noirs et colorait son pâle visage, mais sa reconnaissance et son affection ne pouvaient l'engager à les porter. Quand sa mère lui en faisait de doux reproches, il souriait et répondait qu'il était trop laid pour se faire remarquer, que moins il attirait les regards, mieux c'était, qu'il ferait son chemin dans l'obscurité, que son père était fait pour briller, lui pour s'effacer, et qu'il était content de se tenir à l'écart.

Pendant ces discussions, Caroline écoutait son frère avec ses beaux yeux noirs fixés sur lui, pleins d'amour et d'approbation ; mais elle ne disait rien, la sympathie entre eux était si vive, qu'elle rendait les mots inutiles. Caroline avait la même simplicité de goûts et d'habitudes que son frère. Cette belle jeune créature était toujours vêtue sans aucune prétention, mais tout ce qu'elle portait lui allait à merveille, et ni père, ni mère, ni ami, n'aurait voulu y changer la moindre chose.

Harry, debout devant la fenêtre, vit le beau yacht approcher du bord de la mer, toutes ses voiles au vent, ses banderolles flottant dans l'air et se penchant gracieusement devant la brise. Il ne put qu'admirer le charmant vaisseau se balançant sur les vagues scintillantes, comme un bel

oiseau de mer qui étend ses ailes de neige pour prendre son vol.

« Voici l'Esmeralda. Chère mère, ne pensez-vous pas que cela vous ferait quelque bien de prendre l'air de la mer? c'est un charmant vaisseau, et il est impossible d'y éprouver le mal de mer; d'ailleurs le temps est ravissant.

— Non, mon enfant, répondit la pauvre captive, je ne le pourrais pas. J'entends le pas impatient de votre père sur l'escalier; Caroline, êtez-vous prête?

— Dans un instant, maman. »

M. Wilmington entra très-affairé.

« Harry, êtes-vous prêt? Est-ce là votre manteau le meilleur; en conscience, avec ce costume, jeune homme, je serai obligé de vous envoyer tenir compagnie aux matelots? »

Il portait sur son bras un superbe manteau, mais beaucoup trop orné, dans l'opinion de Harry, pour être exposé à l'eau de mer.

— Reynolds, allez dans mon cabinet de toilette et apportez à M. Harry un manteau, avec un col de fourrure, que vous y trouverez.

— Je vous remercie, mon père, mais je suis fâché d'avouer que vos habits sont infiniment trop longs pour moi. Ne prenez pas cette peine, Reynolds. Ce manteau ira très-bien.

— Tout est-il embarqué? les ananas, les pâtés de Périgueux, les ortolans, les truffes, la duchesse les aimera, et les raisins qui devaient venir de Londres, et surtout le Bourgogne?

— Oui Monsieur, tout; dit l'accompli Reynolds. Depuis huit heures tout est à bord. J'ai pensé y ajouter quelques bouteilles de Chablis.

— C'est bien. N'y a-t-il plus rien à penser, Reynolds?

— Rien, M. Wilmington. Absolument rien.

— Oh! voici ma nymphe des bois, ma jeune Diane, ma Caroline! Eh bien! vous vous surpassez. Je n'ai jamais vu une fille pareille. Ce manteau noir et ce chapeau de paille vous siéent à merveille, je dois l'avouer; mais vous verrez de belles toilettes à bord! Par exemple, Mme Emerson a un chapeau de Paris admirable; son voile de Bruxelles est arrivé hier et sa toilette est irréprochable, je crains que vous n'ayez l'air un peu misérable au milieu de tout cela; mais vous êtes si charmante que c'est encore douteux. Pourtant si vous mettiez le voile de dentelle que j'ai donné à votre mère l'autre jour....

— Oh non! papa. Sur votre yacht, je suis chez vous, laissez-moi comme je suis. Je ne pourrais pas être tranquille avec un beau voile et celui de maman est si magnifique! Oh! partons. La matinée est ravissante.»

CHAPITRE V.

Elle l'était en effet.

Les cieux d'un bleu pur, au-dessus; la mer, claire et brillante comme de l'émeraude, au-dessous, se gonflant en moelleuses vagues sous l'influence d'une légère brise, brillant sous la splendeur du ciel et se brisant en doux murmures sur le sable.

Une foule très-brillante était rassemblée sur le rivage, attendant la duchesse qui n'avait pas encore paru. Là, se voyaient des chapeaux roses, blancs ou bleus, des fleurs et

des voiles, de légers châles, d'élégants manteaux, des parasols de toutes nuances, et quoiqu'il fût vrai que des toilettes aussi délicates fussent absurdes à bord d'un vaisseau, j'ai honte de dire que, quoique Caroline me parût charmante dans sa simplicité, j'étais cependant bien aise que la foule n'eût pas suivi son exemple. Le coup d'œil était si brillant et ma favorite y paraissait avec encore plus d'avantage.

M. Wilmington dépassant toute la foule, avec sa belle taille et son accueil courtois, se montrait ici, là, et partout à la fois, comme s'il se fût multiplié pour faire les honneurs de sa fête. Il me parut aimable dans ses efforts pour plaire et pour rendre contents tous ceux qui étaient là, et cependant il était impossible de ne pas découvrir une sorte de vulgarité cachée qui se décelait sous l'extérieur gracieux de cet homme si beau. Je me détournai de lui pour regarder son fils.

Harry se tenait près des petits bateaux qui devaient transporter la société à bord du yacht; il était calme dans son activité. Il prenait soin des arrangements des bateaux inférieurs, non de celui qu'on avait pavoisé et arrangé si richement pour la duchesse et sa société, et où peu de personnes pouvaient espérer de trouver place. Il parlait peu, sans l'apparence de l'agitation, mais il donnait ses ordres brièvement et distinctement et ils étaient promptement obéis. Bientôt on entendit le son des roues d'une voiture; je le vis relever la tête brusquement, regarder, changer de couleur et se retourner du côté de la mer. La voiture contenait deux dames assises dans le fond et un jeune homme étendu sur la banquette de devant.

L'une des dames était fort âgée, presque ensevelie sous

la soie et les riches dentelles, avec un chapeau de satin blanc fermé, comme il convient à la vieillesse; j'aime à voir cette modestie dans le vieil âge, ces fragiles restes de la grâce et de la beauté cachés soigneusement; ces cheveux blancs lissés sur le front serein: cette soumission calme à un sort inévitable, celui qui condamne les plus belles aux rides et à la perte de la beauté. C'est à la fois touchant, beau et saint. Telle était la duchesse.

Mais quels mots employer pour peindre la ravissante jeune créature assise à ses côtés?

C'était une élégante petite fée; quoique l'expression soit rebattue, elle n'en était pas moins juste appliquée à Flavie. Sa taille était aussi parfaite et admirablement proportionnée, que jamais idéal de peintre ou de sculpteur ait pu l'être. Cette exquise modelure de formes était sans doute ce qui donnait tant de charme au moindre de ses mouvements. Son pas élastique semblait à peine toucher la terre. Et sa figure, lorsqu'elle regarda avec impatience par la portière; fraîche, resplendissante, aimable, du rose le plus délicat; des yeux brillants et doux à la fois; un regard d'un charme inexprimable, un sourire ineffable de bonté, de vérité et d'affection! Vous pensez peut-être que je rêve, comme était en danger de le faire le pauvre garçon qui regardait la mer et dont le cœur battait inégalement, agité par des sentiments divers? Mais je suis un vieillard, qui n'a plus que le privilége d'admirer et d'adorer, sans être troublé par ces espérances et ces craintes dont j'avais ma part dans mon jeune âge. Lorsque la voiture s'arrêta, un des plus beaux hommes que j'aie jamais vus sauta dehors et aida la jeune fille à descendre. Il allait mettre son bras sous le sien et l'em-

mener vers les bateaux, mais elle s'arrêta en disant: « Et grand'maman ? » Elle invita avec déférence la vieille dame à sortir de la voiture, ce qui s'exécuta avec assez de difficulté, quoiqu'elle fût aidée par les domestiques et lord George.

Celui-ci essaya de nouveau de s'approprier le bras de Flavie et de laisser la duchesse aux soins de ses gens, mais la jeune fille n'entendait pas du tout qu'il en fût ainsi. Elle retira son bras et le donna à sa grand'mère, le regardant avec un malin petit sourire qui semblait dire : « non, non, grand'maman avant tout. » Bientôt ils furent rejoints par M. Wilmington, qui offrit son bras à la duchesse avec la plus grande politesse, lord George fit un nouvel effort pour s'emparer du bras de Flavie, mais elle préféra jouir de sa liberté, et s'élança au-devant de Caroline avec laquelle elle échangea un bonjour affectueux. Harry s'avança aussi, et répondit à l'accueil de la jeune fille d'une manière si embarrassée, qu'il parut froid et contraint. Lord George lança un coup d'œil à Harry et le toisa de la tête aux pieds avec un air de satisfaction sarcastique, Harry regarda aussi lord George, puis se retourna vers les bateaux. En même temps Flavie prit le bras de Caroline, en riant et causant et descendit vers le rivage.

Le bateau préparé pour la duchesse fut bientôt rempli. Elle prit place dans le siége particulier qui lui était destiné, lord George, Flavie et Caroline avec elle. M. Wilmington, avec un peu trop d'empressement, réussit à placer à bord ceux à qui il avait destiné cet honneur, parmi lesquels se faisaient remarquer l'élégante Mme Emerson et sa fille Lizzy la belle des belles. Harry n'était pas sur ce bateau; son père lui laissa prendre soin des personnes les moins con-

sidérables de la société, charge inférieure pour laquelle son père le jugeait très-suffisant, et dont il s'acquitta à merveille, par la manière bienveillante avec laquelle il prit soin de chacun, même des plus insignifiants.

Pendant le délai occasionné par les divers arrangements, lord George, assis entre Flavie et la duchesse, et d'une humeur charmante, faisait tout son possible pour les amuser et y réussissait, Flavie riait en regardant du côté du rivage, où se remplissaient les autres bateaux sous la direction de Harry. Parmi cette portion de la société, il y avait réellement de si drôles de figures, que la malice de lord George avait beau champ. En général cette malice était inoffensive, mais quelquefois il l'assaisonnait de mots blessants qui n'auraient pas été approuvés de tout le monde, et elle portait toujours avec elle l'empreinte d'une certaine arrogance.

Caroline tantôt riait, tantôt aurait été disposée à se fâcher. Flavie riait: « Comment peut-elle rire ainsi de tout ce que dit lord George? » pensait Caroline, et elle ne s'apercevait pas que Flavie surveillait en ce moment les autres bateaux, et qu'elle riait sans même écouter ce que disait lord George.

Elle vit une dame d'un âge mûr, portant le deuil d'une veuve, accompagnée d'une jeune fille pâle et délicate; toutes deux se tenaient humblement de côté pendant que chacun se pressait devant elles, pour obtenir une bonne place. Harry était debout, aidant les dames à entrer dans le bateau, mais bientôt Flavie le vit parler à un matelot qui prit sa place; il sauta hors du bateau, s'approcha de la pauvre veuve et de sa fille, leur parla avec cordialité, offrit son bras à toutes deux, les fit entrer dans le bateau,

les plaça aussi bien que possible en dérangeant quelques hommes élégants qui regardaient dédaigneusement les nouvelles arrivées. Il enveloppa la jeune fille dans son propre manteau, et donnant le signal, les bateaux partirent et il se plaça à côté des deux femmes.

« Qui sont ces personnes? demanda Flavie à Caroline.

—Qui? où? qui voulez-vous dire?

—Voyez-vous le bateau où est votre frère, le dernier de tous? oh! vous ne pouvez plus le voir à présent, n'importe. »

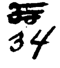
(La suite au numéro prochain.)

BULLETIN LITTÉRAIRE.

LITTÉRATURE.

JEANNE DE VAUDREUIL. Paris, 1850; 1 vol. in-8°: 5 fr.

Une jeune femme pieuse dont le mari, non moins pieux qu'elle d'abord, laisse ébranler sa foi, puis devient tout à fait incrédule, quitte sa femme avec laquelle il ne peut plus s'entendre, cherche vainement, soit en se vouant à l'étude, soit en s'étourdissant au milieu des plaisirs mondains, à échapper au doute et au remords qui le poursuivent, et finit par revenir à la religion qui lui fait retrouver le calme et le bonheur : telle est la donnée de ce roman, dont l'auteur paraît s'être proposé pour but une étude psychologique plutôt qu'une peinture de mœurs ou de caractères. C'est, on le voit, un romancier qui ne craint pas de s'écarter de la route aujourd'hui la plus fréquentée, et de rompre en visière au mauvais goût de l'époque, en rendant à l'idée morale la haute place qui lui appartient dans la vie de l'homme. Nous ne le blâmons pas d'avoir tenté cet essai, bien que la réussite ne soit pas telle qu'on l'aurait désirée. Il y a du mérite à se lancer ainsi hors de la voie des succès faciles et à savoir préférer l'approbation de sa conscience aux applaudissements d'un public frivole ou corrompu. Malheureusement, dans une œuvre littéraire, la bonne intention ne suffit pas, et pour qu'elle produise ses fruits il faut encore certains accessoires indispensables. On peut dire en quelque sorte que dans le roman la forme emporte le fonds. Sans le talent de l'écrivain, sans l'art d'exciter l'intérêt, de donner aux exagérations les plus fausses une apparence de vérité, ces déplorables publications qui font tant de mal n'auraient jamais obtenu le



succès populaire dont nous voyons les résultats se manifester maintenant d'une manière menaçante pour l'ordre social. Et ces accessoires sont surtout nécessaires lorsqu'il s'agit de faire prédominer des principes au-dessus des passions et des intérêts. Alors, en effet, on a contre soi ces auxiliaires que la plupart des romanciers du jour savent si bien flatter et gagner à leur cause. Voilà ce que l'auteur de Jeanne de Vaudreuil n'a pas assez compris. Il néglige les ressources de l'art, les incidents dramatiques, les complications de l'intrigue. La thèse qu'il veut prouver l'absorbe complétement et il oublie que pour engager le lecteur à la lire, il importe avant tout de l'intéresser vivement aux destinées des personnages qu'il met en scène. Son héroïne est une image gracieuse et belle, mais froide, inanimée, chez laquelle la foi, quoique inébranlable, ne se montre ni féconde en œuvres, ni ardente à la lutte. En présence du changement qui s'opère dans les idées de son mari, elle se contente de constater qu'un abîme vient de s'ouvrir entre eux, mais n'essaie presque aucun effort pour le combler, et se résigne à prendre patience jusqu'à ce que le désespoir ramène au bercail la brebis égarée. Ce caractère passif est d'autant plus fâcheux que l'on ne comprend pas alors quels sont les motifs qui peuvent agir si fortement sur l'esprit de M. de Vaudreuil. On nous le représente comme un homme à convictions sérieuses, profondes, dont l'amour pour sa femme est né précisément de cette harmonie parfaite qui existe dans leurs sentiments et leurs croyances. Puis tout à coup, parce que les plaisanteries et les objections d'un voisin, M. de Beaugency, sceptique formé à l'école du dix-huitième siècle, l'ont engagé à faire une étude spéciale des preuves de la religion chrétienne, il devient incrédule et abandonne femme et enfant pour aller courir le monde à la recherche de la vérité philosophique. Cela s'expliquerait mieux si l'auteur avait fait de Jeanne une de ces dévotes dont le zèle plus ardent qu'éclairé ne pardonne pas la moindre infraction aux pratiques austères et souvent puériles qui constituent à leurs yeux la partie essentielle de la religion. Mais il n'y a rien de semblable; au contraire, Jeanne se montre si peu formaliste, qu'à son langage on peu douter si elle est catholique ou protestante. Aussi, la conduite

de M. de Vaudreuil paraît-elle tout à fait étrange, et l'auteur a manqué son but en s'écartant de la vraisemblance là où il importait le plus d'y rester. En général, du reste, les personnages sont assez faiblement esquissés; ils n'éveillent pas la sympathie du lecteur, on ne peut s'intéresser vivement à aucun d'eux. Ces défauts sont d'autant plus regrettables que le roman décèle une plume habile, dirigée par un excellent esprit qui puise ses inspirations aux sources les plus nobles et les plus pures.

Mémoires de Talma, écrits par lui-même, recueillis et mis en ordre sur les papiers de sa famille, par Alex. Dumas. Paris, 1850 : tomes I à IV, 4 vol. in-8°; 30 fr.

Quoique le titre de ces Mémoires affirme qu'ils ont été écrits par Talma, bien des lecteurs se permettront d'en douter. Il semble, en effet, assez peu probable que M. Alexandre Dumas se soit contenté des modestes fonctions d'éditeur et n'ait pas mis du sien dans une publication qu'il prend ainsi sous son patronage. On y reconnaît d'ailleurs à chaque page la plume facile du romancier, son ton leste, son allure négligée, et sa touche spirituelle, qui sait donner un certain attrait aux choses les plus invraisemblables. Peut-être s'est-il trouvé parmi les papiers de Talma quelques notes relatives aux principaux événements de sa carrière dramatique, quelques réflexions sur son art et sur les personnages marquants avec lesquels il fut en relation. Mais, assurément, le grand tragédien n'a pas employé son temps à rassembler et à transcrire cette foule d'anecdotes de toutes sortes qu'on nous donne pour ses Mémoires. La plupart, empruntées à des recueils déjà connus, n'ont pas le mérite de la nouveauté, et les autres portent le cachet de l'invention trop bien marqué pour inspirer la moindre créance. Dans le premier volume, par exemple, se trouve un petit roman, assez embrouillé, mais parfaitement incroyable. Il fallait embellir la jeunesse de l'artiste d'un amour quelconque, et l'éditeur a sans doute pensé le rendre plus intéressant encore par l'attrait du mystère. Ensuite viennent des souvenirs en-

tassés pêle-mêle autour du nom de Talma, mais n'ayant avec lui qu'un rapport très-indirect; c'est, en général, la série des lieux communs de la révolution, du consulat et de l'empire. Tous ceux qui ont vu ces trois époques ou qui en connaissent bien l'histoire, les savent à peu près par cœur, sauf quelques détails relatifs au théâtre. Les digressions abondent et sont le plus souvent tout à fait étrangères à la vie de Talma. C'est du verbiage anecdotique s'il en fut jamais; à peine rencontre-t-on çà et là de rares passages où il est question d'art dramatique, encore ne sont-ce guère que de simples indications des succès du grand acteur et des rôles créés par lui. Ce qui ressort surtout, c'est la peine qu'on s'est donnée pour exploiter le sujet, non pas le mieux possible, mais de manière à fournir beaucoup de volumes. L'éditeur cherche tous les moyens de multiplier les pages et il a soin de les faire très-petites, en sorte que la matière contenue dans ses quatre premiers volumes entrerait aisément dans un seul du format de la bibliothèque Charpentier. Si l'on en retranchait tous les remplissages inutiles, on arriverait à n'avoir plus qu'une mince brochure.

SALMIGONDIS, satirico-politico-poétique, par F.-A. P. Genève, 1850; 1 vol. in-12: 1 fr. 50.

Ce petit livre est un recueil de vers, ce qui n'entraîne pas nécessairement qu'il soit d'un bout à l'autre très-poétique. Il est divisé en trois parties. Les *Epigrammes*, qui forment la première, ont bien l'intention d'être acérées, et même un peu méchantes; en réalité, elles sont faibles, émoussées, et le tour n'en est pas assez vif pour qu'elles frappent fort, eussent-elles même une bonne pointe.

Les *Apologues*, qui forment la seconde partie du livre, sont en général assez prosaïques.

La troisième partie se compose de *Pièces diverses*. L'auteur lui-même nous dit, dans sa Post-face, que, *son sac à malices étant épuisé,* il a été forcé, *pour donner un peu d'embonpoint à son recueil, de recourir à une nourriture plus substantielle, quoique*

pour plusieurs de plus difficile digestion (p. 111). On voit que M. F.-A. P. dans sa prose, comme dans ses vers, recherche peu la grâce et l'élégance. Souvent aussi le rhythme lyrique lui manque:

Que veulent ces clameurs, où va cette cohue
D'hommes jeunes et vieux, de femmes et d'enfants,
Portant de lourds pavés arrachés à la rue,
D'informes matériaux, des engins menaçants?

Oui, il semble en effet, qu'on soulève d'informes matériaux. Une ou deux fois il a trouvé de meilleurs accents. Il y a dans *La cloche de village*, dans les *Adieux à l'automne*, dans *Le mal du pays*, dans la pièce *Sur un papillon*, quelques vers aisés, harmonieux. Le meilleur morceau du recueil est *L'Immortalité de l'âme* (p. 82).

O toi qui du malheur vidas la coupe amère,
Du trépas de ta fille inconsolable mère,
Suspends, suspends tes pleurs.
Des célestes parvis sa douce voix t'appelle,
Elle te tend les bras de ce port où pour elle
Il n'est plus de douleurs.

Si l'auteur écrivait toujours ainsi, il se ferait lire avec plaisir, et nous n'aurions que des éloges à lui donner. T.

CRITIQUE ET LITTÉRATURE MUSICALES, par P. Scudo. Paris, 1850; 1 vol. in-8° : 7 fr. 50.

M. Scudo s'est fait connaître par plusieurs articles remarquables publiés dans les revues françaises. C'est un écrivain ingénieux, spirituel, agréable, qui joint à la connaissance approfondie des œuvres musicales, un goût pur et un jugement sain. Comme critique, il mérite d'être placé au premier rang, car il se montre dans ses appréciations infiniment supérieur à la foule de ces soi-disant dilettanti, qui font de l'enthousiasme à tant la ligne, au bas des grands journaux. M. Scudo est musicien lui-même, formé par de bons

maîtres qui ont guidé ses études, il s'est nourri des chefs-d'œuvre de l'art, et cette éducation solide a développé son sens musical d'une manière très-heureuse. Exempt de tout esprit de parti, il ne se montre partisan exclusif d'aucune école, mais il admire sincèrement ce que chacune d'elles lui offre de vraiment beau, et repousse le laid partout où il le rencontre, quelle que soit l'originalité des ornements dont on l'affuble. C'est un esprit, dit-il lui-même, qui croit à la Providence et à la raison humaine, et qui recherche dans l'art ce qu'il voudrait trouver dans la vie, la conciliation de l'ordre et de la liberté, le grand problème des temps modernes. En musique comme en littérature, la lutte qui s'est établie entre ces deux éléments est une cause de décadence. En voulant rompre le joug de la routine, les novateurs n'ont pas toujours su respecter le maintien nécessaire de l'ordre, et ils ont confondu la licence avec la liberté. Dès lors, on a perdu de vue les principes du beau et du vrai, chacun a suivi la route que lui indiquait sa fantaisie, ne cherchant qu'à produire des effets nouveaux, des émotions fortes, des sensations inattendues, sans se soucier du but moral. Cette tendance matérialiste s'est manifestée également chez les compositeurs et chez les exécutants. Deux hommes doués d'ailleurs d'un talent incontestable, Berlioz et Liszt en fournissent des exemples frappants. L'un et l'autre se distinguent par leur penchant à sacrifier le fond à la forme, la pensée à l'expression; ils recherchent l'extraordinaire, l'imprévu; ils mettent leur gloire à frapper, à éblouir, plutôt qu'à émouvoir et à plaire. Les difficultés vaincues, voilà ce qui fait le principal mérite de leurs œuvres. Le triomphe auquel aspire Liszt est de jouer comme s'il avait dix doigts à chaque main, et dans chaque doigt la force d'un poignet. M. Berlioz vise à l'harmonie imitative, prétend que tout peut s'exprimer en musique, et accumule les instruments les plus bruyants, au risque de briser le tympan de ses auditeurs. De semblables tours de force étonnent, surprennent l'admiration d'un public indulgent, mais ne sauraient obtenir de succès durable, et ne sont, en définitive, que des signes certains de la décadence du goût. M. Scudo les traite avec une grande sévérité, sa critique est mordante, acérée, parfois même un peu brutale, comme

lorsqu'il dit : « il y a plus de charme et plus d'élévation dans la chanson d'une lavandière émue, que dans toute l'œuvre de M. Berlioz. » Cependant, si les termes sont exagérés, l'idée qu'ils expriment est vraie, et l'on ne peut qu'applaudir aux sages et fécondes théories qu'il expose d'une manière à la fois claire et précise, dans son article sur le mouvement romantique ; les personnes les moins versées dans la science musicale le liront avec plaisir et avec fruit. Il sait d'ailleurs manier l'éloge aussi bien que la critique ; ses appréciations de Mozart, de Rossini, de Donizetti, de Bellini, de Meyerbeer, de Beethoven, etc., sont empreintes d'un sentiment profond des véritables beautés de l'art, envisagé non comme un vain amusement de l'esprit, mais comme l'une des plus hautes conceptions auxquelles puisse s'élever la pensée humaine. A ses yeux, la musique est intimement liée au développement moral, elle doit, ainsi que la littérature, concourir à l'éducation de l'âme, dont elle reflète les joies et les tristesses, les espérances et les craintes. Quand, oubliant ce noble but, on se met à faire de l'art pour l'art, ce n'est plus qu'une jouissance matérielle dont on peut sans doute varier les effets par d'ingénieuses combinaisons, mais qui n'a dès lors aucun sens spirituel, et qui bientôt menace de tomber dans cet état de barbarie où nous la voyons reléguée chez les peuples sauvages. M. Scudo, élève du célèbre Choron, a puisé dans l'enseignement de cet habile maître, un saint enthousiasme pour les chefs-d'œuvre des grands compositeurs. Aussi nous en fait-il très-bien sentir tout le prix, et les analyses qu'il en donne sont des études approfondies, complètes, travaillées avec soin, sans être trop savantes pour le commun des lecteurs. Un essai historique sur la romance, un autre sur l'opéra, des notices sur Mme Catalani, Mme Sontag, Mme Stolz et quelques autres virtuoses, ajoutent à l'attrait de ce volume, qui forme dans son ensemble une publication fort intéressante, et non moins remarquable par le style que par les idées.

Liebesbriefe aus dem Leben eines Gefangenen, Roman von Fanny Lewald. (Lettres amoureuses d'un prisonnier, roman par Fanny Lewald.) Braunschweig, 1850 ; 1 vol. in-12.

La donnée de ce roman est fort simple. Edmond, détenu pour quelque délit politique dans une prison de Berlin, entretient une correspondance avec sa fiancée Mathilde, que ses parents ont conduite en Suisse, à Interlaken, pour la distraire de cette cruelle séparation. Leurs lettres respirent l'amour le plus pur et le plus dévoué, exprimé dans un style plein de naturel, sans recherche prétentieuse ni exaltation trop romanesque. Le jeune homme supporte sa captivité avec courage, on voit qu'une seule pensée le préoccupe, c'est de rester digne de son amie, et de lui inspirer la force nécessaire pour triompher de l'épreuve imposée à leur amour. Il montre un noble caractère, dans lequel la fermeté s'allie à la douceur et au calme. L'image de Mathilde est toujours présente à son cœur ; du fond de sa solitude il la suit en pensée, il prend part à toutes ses joies, la prémunit contre le découragement, et veille sur elle comme un ange protecteur. Elle, moins stoïque, moins résignée, se livre avec un abandon naïf à toutes les impressions du moment. Son âme passionnée, mais inquiète et craintive, cherche un refuge dans l'affection de son amant, elle semble se défier d'elle-même et avoir besoin de se raffermir par les tendres protestations qu'elle lui prodigue sans cesse. Cependant, malgré cet amour sincère et cette volonté bien déterminée d'y rester fidèle, la pauvre fiancée ne peut échapper aux écueils de la sentimentalité allemande. Elle rencontre à Interlaken le jeune Conrad, aimable compagnon qui partage son enthousiasme pour les beautés de la nature ; une vive sympathie s'établit bientôt entre eux, et Mathilde s'y livre avec d'autant moins de scrupule qu'Edmond, loin d'en prendre ombrage, se réjouit de cette liaison dont elle semble si heureuse. Mais, comme dit le vieux proverbe, on ne joue pas impunément avec le feu, Conrad devient amoureux fou de la belle voyageuse ; à cause d'elle il rompt avec la fille d'un aubergiste qu'il devait épouser, et persuadé qu'on ne

résistera pas à son éloquence, il profite d'un tête à tête pour déclarer son amour. Mathilde troublée sent alors combien à son insu Conrad s'est emparé de son cœur; au lieu de le repousser avec indignation elle répond à ses instances par un tendre aveu. Puis effrayée de ce qu'elle a fait, elle se hâte d'écrire à Edmond, de lui dénoncer sa faute, et d'implorer son pardon. « Aies pitié de moi; où chercherais-je consolation, guérison et repos, si ce n'est dans le grand cœur de mon Edmond? Laisse-moi être à toi, t'aimer avec une tendresse sans bornes, et pardonne aussi à Conrad pour l'amour de moi. »

Heureusement Edmond vient d'obtenir sa liberté. Dans la joie de la délivrance il n'a que des paroles d'amour pour son infidèle fiancée, et n'aspire qu'à lui ouvrir ses bras pour qu'elle y trouve le bonheur et la paix.

Ce roman porte bien le cachet germanique, mais il ne manque du reste ni d'intérêt ni de charme, quoique l'intrigue soit peu compliquée, et que la forme n'ait rien de dramatique.

VOYAGES ET HISTOIRE.

VOYAGE DANS L'EMPIRE DE RUSSIE DANS L'ÉTÉ DE 1846, par C. d'Arnim [1] (en allemand). Berlin, 1850; 1 gros vol. in-8°.

L'auteur s'est rendu de Berlin à Pétersbourg par la mer Baltique, et, après avoir visité l'ancienne capitale, avec la pointe obligée sur Nijnei Novgorod et Kazan, il est rentré dans sa patrie par Riga, Kœnigsberg et Marienbourg.

La relation de cette excursion a été écrite pendant l'intervalle de paix qui précéda la tempête de 1848, mais les faits qui s'y trouvent rapportés n'ayant aucun rapport avec la politique, elle n'a rien perdu pour avoir attendu deux ans, jusqu'à ce que l'auteur la livrât à l'impression. Les diatribes de M. de Custine, pour ne pas les stig-

[1] Reise ins Russische Reich im Sommer 1846, von C. O. L. von Arnim. Berlin, Verlag von Alex. Duncker, 1850.



matiser d'une expression plus sévère, ont procuré à son ouvrage un nombre prodigieux de lecteurs, qui y ont trouvé un aliment aux instincts peu bienveillants pour la Russie si généralement répandus en Europe. Cet ouvrage ne renfermait pas du reste une seule page instructive pour le lecteur consciencieux; l'auteur n'avait pas pu y imprimer ce qu'il n'avait pas lui-même, la connaissance du sujet qu'il traite.

La lecture des cinquante premières pages du journal de M. d'Arnim indique une tendance tout à fait contraire. On n'y voit que le souvenir reconnaissant des bons procédés dont il a été l'objet; mais la différence ne va guère au delà; M. d'Arnim n'instruit pas son lecteur plus que M. de Custine. L'un et l'autre ont été fêtés, promenés, ont vu ce qu'on a trouvé bon de leur montrer et rien de plus; ils étaient trop pressés de faire un livre pour avoir le temps de rien approfondir. L'un a pris la plume pour prononcer un jugement souvent injuste, parce qu'il est presque toujours aveugle; l'autre n'a point prononcé de jugement. M. d'Arnim était avantageusement recommandé dans le pays qu'il a visité; chacun s'est empressé de lui procurer des plaisirs et des distractions, de lui montrer à la volée les établissements dont le pays est fier. Il nous en donne le stérile catalogue et rien de plus; il y ajoute celui des fêtes auxquelles il a été invité, des convives entre lesquels il s'est trouvé placé à table. Son livre est une longue carte de visite. Il semble n'avoir retenu des conversations que ce qu'elles avaient de plus futile, de moins instructif pour le lecteur. Il paraît n'avoir qu'une connaissance superficielle de l'histoire, de l'économie politique, des ressources et des progrès du pays qu'il décrit. En ce sens il a fait preuve de discrétion en ne prononçant pas de jugement.

Si M. d'Arnim avait voulu se borner à rapporter des conversations, il aurait pu nous reproduire celles d'hommes du plus haut mérite et d'une instruction profonde, ceux que M. X. Marmier a fréquentés et d'autres encore, dont le nombre augmente tous les jours. Au point où est arrivée la Russie ce silence est une injustice presque aussi grande que les diatribes mensongères d'autres voyageurs. Cet empire n'en est plus au point qu'il suffise pour le faire con-

naître de décrire la magnificence des fêtes de Pétersbourg et de Peterhoff, les rigueurs du climat, quelques traits des mœurs des *moujiks*. Tout cela est rebattu. Restait le chapitre facile des impressions; la description des sites, qui ont bien leurs charmes et leur originalité; ce point n'est qu'effleuré dans la relation de M. d'Arnim. Ce qui rendrait maintenant le plus intéressant un ouvrage sur la Russie, ce serait un tableau de ses ressources naturelles, de l'extension de son agriculture, de ses voies de communication, de l'activité de sa navigation intérieure, de l'importance de ses nombreuses foires, du développement de son industrie, de l'état moral du clergé et de la position financière de la noblesse, de l'extension des colonies slaves dans les provinces d'une acquisition relativement récente, du degré de fusion opéré sur ses populations d'origine diverse par la puissance autocratique de son gouvernement. Nous voudrions lire un tableau de l'ensemble des ressources métalliques de l'empire, et un nombre considérable d'items. Sous tous ces rapports nous n'hésitons pas à déclarer que nous avons trouvé plus de véritables sources d'instruction dans la correspondance plus modeste de simples négociants appelés à visiter cet empire, que dans la relation en 600 pages, placée devant nos yeux, et nous sommes assez disposés à croire que l'auteur verra peut-être exaucer le vœu qui termine sa préface (p. XIV) d'*être lu et oublié*.

Journal de la campagne de Russie en 1812, par M. de Fezensac, lieutenant-général. Paris, 1850; in-8° cart. : 3 fr. 50.

Cette désastreuse campagne, dans laquelle pâlit l'étoile de l'empereur Napoléon, et qui porta un coup si funeste à sa fortune, offre un sujet inépuisable de récits dont la curiosité publique ne se lasse point. Chacun des acteurs de cette grande tragédie peut être sûr, en retraçant avec vérité les scènes auxquels il a pris part, d'intéresser vivement ses lecteurs. Aussi, quoique le Journal de M. de Fezensac ne renferme qu'une petite portion du tableau et se borne à raconter les faits dans lesquels l'auteur a joué un rôle, nous ne dou-

tons pas qu'il n'obtienne le même succès que la plupart des ouvrages déjà publiés sur la campagne de Russie. Il le mérite d'ailleurs à tous égards; c'est un résumé bien fait des opérations militaires, où brillent à la fois l'expérience d'un excellent officier tout dévoué à l'accomplissement de son devoir et les sentiments d'une âme élevée, d'un cœur généreux. On y trouve l'empreinte de la plus vive sympathie pour les souffrances du soldat, de la profonde horreur inspirée par les cruelles nécessités de cette guerre, dans laquelle l'armée française avait à lutter contre la faim et le froid au milieu d'un pays dévasté.

M. de Fezensac était parti comme aide-de-camp du prince de Neuchâtel qui remplissait les fonctions de major général de la grande armée. Après la bataille de la Moskowa il fut nommé colonel du 4e régiment de ligne, faisant partie du 3e corps sous le commandement du maréchal Ney. Son Journal concerne donc plus particulièrement les opérations de ce 3me corps, qui forma l'arrière-garde pendant la retraite, et qui eut par conséquent à souffrir, plus que nul autre, des calamités de toutes sortes accumulées sur cette déplorable expédition. Cependant il présente un aperçu des principaux événements de la campagne, de manière qu'on puisse en suivre la marche dans son ensemble.

Ce qui frappe d'abord dans le récit de M. de Fezensac, comme dans les autres relations déjà connues, c'est l'obstination avec laquelle l'empereur persista, contre l'avis de ses généraux, à s'engager au cœur de la Russie, à poursuivre un ennemi qui refusait de livrer bataille, et à donner ainsi dans un piége, en refusant d'écouter les conseils de la prudence. C'était comme une fatalité qui le poussait à sa perte. Vainement essayait-on de lui représenter à quel péril il exposait l'armée en faisant en quelque sorte dépendre son existence du sort d'une seule bataille. Il ne voulait rien entendre, il s'acharnait à la poursuite de l'armée russe, et semblait ne pas s'apercevoir que ses forces diminuaient par le seul effet des fatigues et du climat, tandis que celles de l'ennemi au contraire allaient croissant et trouvaient un appui de plus en plus vigoureux dans le patriotisme fanatique des paysans. Malgré les continuels incendies

qui éclairaient sa marche et décelait la résolution de ne reculer devant aucun sacrifice pour assurer sa perte, Napoléon refusait de croire à l'évidence et s'imaginait toujours qu'une victoire lui permettrait de dicter les conditions de la paix. Ce fut avec cet espoir qu'il entra dans Moscou ; la destruction de cette capitale par les Russes eux-mêmes ne dissipa point encore son illusion ; il s'efforçait de dominer la situation par l'énergie de sa volonté, donnant des ordres pour le rétablissement de l'ordre, pour l'organisation administrative et pour les divers services de l'armée, sans s'inquiéter des obstacles insurmontables qui s'opposaient à leur accomplissement. « L'armée russe cependant se fortifiait tous les jours sur les bords de la Newa. Les corps de partisans répandus autour de Moscou devenaient plus entreprenants. La ville de Véréya fut surprise, la garnison massacrée. Les détachements et convois qui venaient joindre l'armée, les blessés et malades que l'on transportait en arrière, étaient enlevés sur la route de Smolensk ; les cosaques attaquaient nos fourrageurs presque aux portes de Moscou ; les paysans massacraient les marodeurs isolés. Le roi de Naples, dont la cavalerie était presqu'entièrement détruite et réduite depuis longtemps à manger du cheval, demandait tous les jours qu'on fît la paix ou qu'on se retirât. Mais l'empereur ne voulait rien voir, ni rien entendre ; en réponse à leurs réclamations, les généraux recevaient de l'état-major les ordres les plus extraordinaires. Tantôt il fallait rétablir l'ordre dans Moscou et protéger les paysans qui apporteraient des vivres au marché, tandis que tous les environs étaient ravagés et les paysans armés contre nous ; tantôt il s'agissait d'acheter 10,000 chevaux, dans un pays où il n'y avait ni chevaux ni habitants ; on annonçait ensuite le projet de passer l'hiver dans une ville ravagée, où nous mourions de faim au mois d'octobre ; puis venait l'ordre de faire confectionner des souliers et des vêtements d'hiver dans chaque régiment ; et quand les colonels disaient que nous manquions de draps et de cuirs, on répondait qu'il n'y avait qu'à chercher pour en trouver de reste. En même temps, et comme pour rendre cet ordre plus inexécutable encore, on défendit sévèrement le pillage, et la garde impériale fut consignée au Kremlin.

On nomma un gouverneur, un intendant, des administrations. Un mois entier cependant s'écoula sans que notre situation fût améliorée en rien. »

Enfin, voyant que les Russes n'étaient nullement disposés à la paix, et reconnaissant alors l'impossibilité de se maintenir dans Moscou, l'empereur, après avoir passé ses troupes en revue le 18 octobre, donna l'ordre du départ.

On trouve dans le journal de M. de Fezensac de nouveaux détails sur cette fatale retraite, durant laquelle la souffrance et la mort se montrèrent chaque jour sous les aspects les plus horribles. L'arrière-garde, sans cesse harcelée par les cosaques, était plus encore que le reste de l'armée en butte aux atteintes du froid, de la faim et de la fatigue, car elle manquait de tout et pouvait à peine goûter quelques heures de repos, sans risquer d'être surprise par l'ennemi. C'est dans ses rangs que se présentèrent les plus terribles épisodes de la campagne, et il fallut bien tout le talent et la fermeté du maréchal Ney pour empêcher que le découragement et le désespoir n'amenassent la destruction totale de ce corps dont les souffrances étaient encore accrues par le continuel spectacle des morts ou des blessés, dont la route était jonchée. Deux mois de marche avaient réduit le régiment de M. de Fezensac à vingt officiers malades et pareil nombre de soldats, dont la moitié sans armes. Des 500,000 hommes qui composaient la grande armée lors de son entrée en Russie, 70,000 à peine repassèrent la Vistule, laissant derrière eux environ 100,000 prisonniers et plus de 300,000 morts. Douze cents bouches à feu et 3,000 fourgons restèrent entre les mains de l'ennemi. Tel fut le résultat de cette expédition dans laquelle l'empereur vint perdre le fruit de tant de victoires brillantes, briser les éléments de sa puissance et dissiper le prestige qui avait fait jusque-là sa principale force. L'histoire n offre guère d'autre exemple d'un désastre pareil. La relation de M. de Fezensac écrite avec précision et simplicité prendra certainement place parmi les documents les plus propres à en faire bien apprécier toute l'étendue.

Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie, le Thibet et la Chine, pendant les années 1844, 1845 et 1846, par M. Huc, prêtre missionnaire de la congrégation de Saint-Lazare. Paris, 1850; 2 vol. in-8° : 10 fr.

Deux prêtres français, accompagnés d'un seul domestique, ont parcouru la Tartarie et le Thibet, vécu au milieu des nomades Mongols, séjourné quelque temps à Lassa, capitale du Thibet, résidence du Dalaï-Lama et du régent de ce pays. Leur but était de préparer les voies à l'introduction du christianisme dans des contrées où jusqu'à présent il n'a guère pu pénétrer. Pleins de courage et de ferveur, ils ont su conduire leur entreprise avec prudence, et ouvrir à l'activité des missionnaires un nouveau champ dans lequel tout semble leur présager le succès. La relation de ce voyage dans des contrées presque tout à fait inconnues, offre d'ailleurs un très-grand intérêt. Elle est écrite simplement et empreinte d'un cachet de vérité bien propre à inspirer la confiance.

MM. Huc et Gabet, après avoir séjourné en Chine assez longtemps pour acquérir une connaissance suffisante des mœurs et des usages, ainsi que de la langue du pays, conçurent le projet de pénétrer dans la *Terre des herbes* ou la Mongolie, dont le peuple nomade leur paraissait mieux disposé à recevoir l'instruction chrétienne. En effet, les Tartares qui errent au milieu de ces vastes pâturages avec leurs troupeaux, se distinguent par leur caractère loyal, leur esprit religieux, leurs habitudes hospitalières ; ils ont, en général, les qualités précisément opposées aux vices des Chinois, chez lesquels, au contraire, dominent l'astuce et la fourberie. Une pareille expédition n'était pas sans péril et présentait des difficultés nombreuses. Mais nos deux missionnaires, animés de cette énergie que la foi peut seule donner, ne voyaient à l'accomplissement de leur projet d'autre obstacle que la volonté de leur supérieur ecclésiastique, et dès qu'ils furent nantis des instructions du vicaire apostolique de Mongolie, ils eurent bientôt fait leurs préparatifs de départ et se mirent en route, sans autre escorte qu'un jeune lama converti,

nommé Samdachiemba, et deux chameaux chargés des bagages, consistant en deux petites malles, avec les matériaux nécessaires pour construire une tente, car ils avaient résolu de voyager exactement comme les habitants du pays, et de se conformer aux usages de la vie nomade. Revêtus du costume des lamas, ils étaient sûrs d'être bien accueillis par ces peuplades qui professent un saint respect pour leurs prêtres. Cette métamorphose leur paraissait d'autant plus légitime que la religion thibétaine présente certaines analogies avec les croyances et les pratiques du catholicisme; ils pouvaient ainsi plus facilement s'introduire sous les tentes mongoles et y faire accepter leurs enseignements. Evitant avec soin de heurter les idées et les habitudes nationales, ils se contentaient de jeter quelques bonnes semences dans les âmes, ne cherchaient point à faire de hâtives conversions, et s'efforçaient surtout d'éveiller l'intérêt, d'inspirer le respect pour les hauts enseignements de la morale chrétienne. C'est avec cette habile prudence qu'autrefois déjà les jésuites étaient parvenus à s'établir en Chine ; il est vrai qu'ils en abusèrent et qu'à force de transiger ils ôtèrent au christianisme toute sa vigueur régénératrice, en sorte que de leurs nombreuses églises à peine resta-t-il quelques vestiges, lorsque l'empereur du milieu les eût chassés de ses Etats.

Mais, pour revenir à nos voyageurs, le succès de leur costume fut complet. On les prenait pour de vrais lamas, et partout ils trouvèrent les Tartares empressés à leur faire bon accueil. Pendant les premiers jours, ils eurent bien quelque peine à s'habituer aux fatigues de la vie nomade; l'apprentissage était rude; obligés chaque soir de dresser leur tente, d'allumer du feu et de préparer leurs aliments, ils durent plus d'une fois se coucher sans avoir réussi à faire un repas satisfaisant, et la crainte des voleurs contribuait encore à éloigner le sommeil de leurs yeux. Petit à petit, pourtant, ils devinrent plus habiles et plus confiants aussi. La bienveillante hospitalité des habitants leur procurait parfois d'agréables soirées et des festins succulents. A la station de *Chaborté*, par exemple, ils sont invités à prendre le thé dans une tente mongole où se célèbre la fête du *Yué-Ping*.

« En entrant dans la tente mongole nous fûmes étonnés d'y trouver une propreté à laquelle on est peu accoutumé en Tartarie. Au centre il n'y avait pas de foyer; l'œil n'apercevait nulle part ces grossiers instruments de cuisine qui encombrent ordinairement les habitations tartares. Il était aisé de voir que tout avait été arrangé et disposé pour une fête. Nous nous assîmes sur un grand tapis rouge, et bientôt on apporta de la tente voisine, qui servait de cuisine, du thé au lait, avec des petits pains frits dans du beurre, des fromages, des raisins secs et des jujubes... »

La conversation s'engage cependant sur le sujet de la fête, qui rappelle de douloureux souvenirs pour les Tartares, car c'est dans un jour pareil que leur armée, disséminée sur toute l'étendue de l'empire, fut massacrée par les Chinois. Puis vient le second service :

« Enfant, dit leur vieil hôte à un jeune homme qui était assis sur le seuil de la porte, si le mouton a suffisamment bouilli, emporte les laitages. Pendant que celui-ci déblayait l'intérieur de la tente, le fils aîné de la famille entra, portant de ses deux mains une petite table oblongue sur laquelle s'élevait un mouton coupé en quatre quartiers entassés les uns sur les autres. Aussitôt que la table fut placée au milieu des convives, le chef de famille, s'armant du couteau qui était suspendu à sa ceinture, coupa la queue du mouton, la partagea en deux, et nous en offrit à chacun la moitié.

« Parmi les Tartares, la queue est regardée comme la partie la plus exquise du mouton, et, par conséquent, la plus honorable. Les queues des moutons tartares sont d'une forme et d'une grosseur remarquables; elles sont larges, ovales et épaisses; le poids de la graisse qui les entoure varie de six à huit livres, suivant la grosseur du mouton.

« Après que le chef de famille nous eut donc fait hommage de cette grasse et succulente queue de mouton, voilà que tous les convives, armés de leur couteau, se mettent à dépecer à l'envi ces formidables quartiers de bouilli; bien entendu que dans ce festin tartare on ne trouvait ni assiettes, ni fourchettes; chacun était obligé

de placer sur ses genoux sa tranche de mouton et de la déchirer sans façon de ses deux mains, sauf à essuyer de temps en temps, sur le devant du gilet, la graisse qui ruisselait de toute part...

« Lorsque ce repas homérique fut achevé et qu'il ne restait plus au milieu de la tente qu'un monstrueux amas d'os de mouton bien blancs et polis, un enfant alla détacher un violon à trois cordes, suspendu à une corne de bouc, et le présenta au chef de famille. Celui-ci le fit passer à un jeune homme qui baissait modestement la tête, mais dont les yeux s'animèrent tout à coup, aussitôt qu'il eut entre les mains le violon mongol. Nobles et saints voyageurs, nous dit le chef de famille, j'ai invité un *Toolholos* pour embellir cette soirée de quelques récits. Pendant que le vieillard nous adressait ces mots, le chanteur préludait déjà en promenant ses doigts sur les cordes de son instrument. Bientôt il se mit à chanter d'une voix forte et accentuée; quelquefois il s'arrêtait et entremêlait son chant de récits animés et pleins de feu. On voyait toutes ces figures tartares se pencher vers le chanteur, et accompagner des mouvements de leur physionomie le sens des paroles. Le *Toolholos* chantait des sujets nationaux et dramatiques qui excitaient vivement l'intérêt de ceux qui l'écoutaient. »

Ne dirait-on pas, en effet, une de ces scènes antiques telles qu'on en trouve dans l'Iliade ou l'Odyssée?

Cette même simplicité de mœurs distingue plus ou moins toutes les tribus diverses que MM. Huc et Gabet rencontrent sur leur passage à travers le territoire de la Mongolie, et jusque dans les villes où ils sont appelés à s'arrêter, c'est toujours chez des Tartares qu'ils vont de préférence, étant certains d'y être bien reçus. Les détails qu'ils donnent sur quelques-unes de ces villes sont très-curieux. La *Ville-bleue*, en particulier, est remarquable par son mouvement commercial, ainsi que par l'affluence des voyageurs qui remplissent ses hôtels et ses restaurants; car il y a des restaurants où l'on est servi à la carte, à peu près comme dans nos villes d'Europe.

Après avoir parcouru pendant deux mois la *Terre des herbes*, ils rentrent dans les provinces limitrophes de la Chine dont ils sui-

vent la lisière, et se rendent à la lamaserie de Kounboun, où ils séjournent huit mois, pour attendre le retour de la grande caravane thibétaine qui était allée porter à l'empereur de la Chine le tribut annuel. Ce temps est employé par eux à étudier la langue du Thibet et la doctrine sacrée des bouddhistes. Ils consacrent un chapitre à faire connaître les résultats de leurs recherches et de leurs observations sur tout ce qui concerne la croyance, les mœurs et les usages des religieux thibétains. Enfin, dans les derniers jours de septembre, ils se remettent en route avec la grande caravane, pour se rendre à Lassa, capitale du Thibet, qui était le but principal de leur mission. Cette partie du voyage est celle qui leur offre le plus de dangers et de fatigues. Ils traversent des contrées stériles, des plaines sablonneuses, où l'eau potable est fort rare, où les seules figures humaines que l'on rencontre sont celles des brigands qui attendent les caravanes pour les piller. Ils sont exposés à des privations et à des misères de toutes sortes, en cheminant avec lenteur sur les plateaux les plus élevés de la Haute-Asie, au milieu des neiges et des glaces.

C'est vers la fin de décembre 1845 qu'ils arrivent à Lassa où ils sont l'objet de la curiosité générale. Dans cette capitale, résidence du régent qui exerce l'autorité civile, du Dalaï-Lama qui est le chef suprême de la religion, et d'un envoyé chinois dont la politique astucieuse travaille sans cesse à usurper le pouvoir au profit de son maître, nos missionnaires ne peuvent conserver plus longtemps leur incognito. Ils prennent le parti de déclarer franchement quelle est leur nationalité et pourquoi ils ont entrepris une si périlleuse expédition. Cette franchise ne leur nuit pas auprès du régent, qui se montre assez disposé à les traiter favorablement, mais la police chinoise n'entend pas les laisser prêcher le christianisme, et avant qu'ils aient eu le temps de gagner un certain nombre d'adeptes, ils reçoivent l'ordre de quitter le Thibet; on leur assigne même la route qu'ils doivent suivre, et on leur donne une escorte jusqu'à la frontière. Ce retour, par une route à peine frayée au milieu de montagnes couvertes de neige, parsemée de torrents et de rivières d'un

passage difficile, bordée souvent d'affreux précipices, est fertile en incidents nouveaux, qui tiennent le lecteur en haleine et captivent au plus haut degré son intérêt. C'est un voyage de mille lieues dans des contrées qu'aucun Européen n'avait encore décrites. Au mois d'octobre 1846, seulement, MM. Huc et Gabet arrivèrent à Macao et purent se reposer au milieu de leurs amis. Leur relation ne donne pas une bien haute idée des résultats qu'ils ont obtenus au point de vue religieux, mais elle renferme des renseignements très-précieux sur l'état social, soit du Thibet, soit de la Chine, et sur les relations politiques de ces deux pays.

ÉTUDES SUR L'ANARCHIE CONTEMPORAINE, le communisme et la Jeune-Allemagne en Suisse, par Amédée Hennequin. Paris, 1850; 1 vol. in-12, de 144 pages: 1 fr. 50 c.

Ce petit volume renferme un résumé très-bien fait de tous les documents qui ont été jusqu'ici publiés sur les sociétés secrètes auxquelles la Suisse a servi d'asile et de théâtre. M. Hennequin a profité habilement des matériaux qui étaient à sa disposition, et il a puisé en général à de bonnes sources, comme on le voit par les citations nombreuses qu'il fait. Nous croyons pourtant qu'il a oublié d'en indiquer une dont il nous semble avoir tiré plusieurs renseignements utiles: c'est le travail sur le même sujet qui a paru dans la *Bibliothèque Universelle de Genève,* numéros de février et juillet 1848. Son livre présente, en effet, la plus grande analogie avec ce travail; mais il traite l'histoire des sociétés secrètes d'une manière plus étendue, et complète le tableau dont les articles de la *Bibliothèque Universelle* n'avaient pu donner qu'une esquisse.

Depuis une vingtaine d'années environ, la Suisse est le laboratoire choisi par les révolutionnaires pour préparer l'œuvre de la dissolution sociale. Son sol hospitalier est devenu le rendez-vous des réfugiés politiques de tous les pays, qui en ont fait le centre de leur active propagande. Les Allemands surtout y ont trouvé un public

facile à séduire dans les nombreux ouvriers de leur nation qui vont de ville en ville exercer certains métiers pour lesquels les habitants n'ont pas de goût. Bientôt ils réussirent à former parmi eux des associations dont le but apparent était de mettre à leur portée les moyens de cultiver leur intelligence ou de leur procurer les avantages de l'assistance mutuelle, mais dont l'objet réel était de propager des idées subversives et d'enrégimenter une espèce d'armée prête à seconder les projets des chefs, lorsque le moment d'agir serait venu. Pour atteindre plus sûrement ce résultat, il importait d'obtenir la protection des gouvernements cantonaux qui pouvaient, d'un jour à l'autre, céder aux sollicitations des puissances étrangères et renvoyer les réfugiés. Il s'agissait donc d'opérer d'abord des révolutions dans l'intérieur de la Suisse, et l'influence des sociétés secrètes vint en aide aux efforts des radicaux, qui ne tardèrent pas à triompher. Mais, tandis que le succès des plans de la propagande semblait ainsi presque certain, la discorde se glissa parmi ses adeptes ; les tendances communistes furent la cause de violents débats à la suite desquels s'accomplit une scission que les chefs ne purent empêcher. A partir de ce moment, les sociétés secrètes perdirent beaucoup de leur force et commencèrent à inspirer de la défiance au peuple suisse. M. Hennequin remarque avec raison que, même dans les cantons les plus radicaux, le communisme n'a trouvé aucune sympathie ; s'il a séduit quelques esprits incrédules, quelques ambitieux de bas étage, il n'a pu nulle part se constituer à l'état de parti. Ce fait s'explique du reste assez bien, soit par la prédominance de la population agricole, soit par l'extrême division de la propriété. La Suisse, qui a donné le signal de l'ébranlement révolutionnaire, sera peut-être le premier pays où l'on verra se manifester une réaction vraiment populaire contre les funestes doctrines qui menacent l'existence de l'ordre social. Il est vrai que c'est aussi celui où ces doctrines se sont le plus ouvertement montrées au grand jour, et où l'on a pu, par conséquent, apprécier le mieux ce qu'elles valent. Les extraits que M. Hennequin donne des publications de Weitling, de Marr et de la correspondance de plusieurs autres, expliquent suffi-

samment le dégoût et l'indignation qu'ils devaient inspirer aux gens honnêtes de tous les partis. C'est le matérialisme le plus ignoble, qui ne se propose d'autre but que la satisfaction des penchants sensuels et des mauvaises passions. Le pillage et l'orgie résument en deux mots le système de ces prétendus réformateurs de la société. Quand on voit le communisme conduire à de tels résultats, réveiller de pareils instincts, on ne peut plus le considérer que comme une espèce de choléra moral contre les progrès duquel ne tarderont pas à s'élever de toutes parts des barrières insurmontables. Dernier symptôme de la fièvre démagogique, il semble être un accident providentiel destiné à ramener les peuples vers les idées d'ordre et de subordination.

Le petit livre de M. Hennequin retrace un tableau très-vrai des intrigues dont la Suisse a été le théâtre, et qui ont puissamment contribué au bouleversement général de l'Europe. Mais il se montre animé d'un esprit bienveillant pour le peuple suisse, et ne lui fait point l'injure de le confondre avec la minorité turbulente qui a profité des circonstances pour s'emparer du pouvoir. En effet, le règne de celle-ci touche à sa fin, à l'heure qu'il est, le sentiment national reprend le dessus dans les cantons, et pourvu qu'une fâcheuse intervention ne vienne pas entraver la marche naturelle des choses, avant peu la Suisse rentrera d'elle-même dans les voies d'un vrai libéralisme, également éloigné des anciens abus du régime oligarchique et des funestes excès de l'anarchie révolutionnaire.

EXCURSIONS SUISSES : Les Grisons et la Haute-Engadine, par W. Rey. Genève, 1850; in-8° : 2 fr.

M. W. Rey est un observateur habile, ingénieux, qui ne manque ni d'esprit, ni d'originalité dans les idées. Le volume qu'il a publié l'année dernière sur l'Autriche, la Hongrie et la Turquie, a déjà pu faire apprécier son mérite à cet égard ; le nouvel ouvrage que nous

annonçons aujourd'hui, quoique moins important, soit par le sujet, soit par l'étendue, présente les mêmes qualités estimables, et offre, de plus, un progrès marqué pour le style. C'est une esquisse très-joliment faite d'une partie des Alpes en général assez peu connue, parce qu'elle n'est guère fréquentée des touristes. Le canton des Grisons a, plus que nulle autre contrée de la Suisse, conservé son antique physionomie, la simplicité primitive de ses mœurs, et un caractère particulier auquel la langue roumanche ajoute encore quelque chose de plus étrange. C'est la vieille Rhétie, parlant latin à sa manière, et préservant son individualité nationale du contact niveleur de la civilisation moderne. Le fait est d'autant plus curieux que ses habitants quittent volontiers leurs montagnes pour aller chercher fortune ailleurs. Ils ont une vocation décidée pour l'état de pâtissier ou de confiseur qu'ils exercent avec succès dans tous les pays du monde. Puis quand ils ont acquis une certaine aisance, ils reviennent chez eux et paraissent ne pas concevoir de plus grand bonheur que de reprendre les habitudes de leur vie rustique, assaisonnée de travaux pénibles, privée de toute espèce de conforts.

« L'Engadinois, dit M. Rey, fouette la crême et compose les friandises mieux que tout autre mortel ; il suit de près, avec ses pâtisseries, les navigateurs allant à la découverte de terres nouvelles, et porte jusqu'à Calcutta et dans l'Australie, les secrets du bonbon soufflé et du glacer parfait. Mais pour lui-même, il est d'une rigidité singulière. C'est un peu le Spartiate qui, après avoir flairé les mets les plus délicats, les abandonne aux esclaves et se retourne vers le brouet noir et vers un quartier de grosse venaison. Soit que la vue continuelle de la gourmandise des rois et des peuples ait dégoûté les confiseurs grisons et les ait rendus philosophes à l'endroit de ce qui est sucré, soit que leur ancien état soit assez pénible pour leur inspirer avec le temps l'aversion de tout ce qui s'y rapporte ; le fait de leur modération en ce genre est incontestable. C'est à tel point que non-seulement l'art de la pâtisserie et de la confiserie est comme non avenu dans toute la vallée, mais que le

pain frais, le pain quotidien du voyageur y est à peu près impossible à trouver. Ainsi, dans le village où j'ai le plus séjourné, les riches faisaient au four huit fois l'an, et les pauvres trois fois ; en sorte que, sur la fin de chaque période de pain dur dans les bonnes maisons, on jouait de la hache sur les miches, à la manière des fendeurs de bois. Le nom même de pâtissier semblait abhorré, banni à perpétuité ; une foule de gens parlaient de leurs *affaires* et de leurs *établissements* dans telle ou telle ville, et jusqu'au Brésil et aux Indes, mais personne ne se fût compromis à nommer ce certain quelque chose..... dont le lecteur connaît et apprécie les produits feuilletés. »

Un âpre climat et un sol peu fertile offrent d'ailleurs d'assez chétives ressources pour la nourriture, qui se compose presque exclusivement de bœuf salé et séché que l'on conserve indéfiniment. Le voyageur est obligé de s'en contenter, ainsi que de bien d'autres inconvénients, dans des auberges fort mal tenues qui ne semblent s'ouvrir qu'à regret pour le recevoir, et n'ont souvent pas même une chambre à lui offrir. Ce n'est donc pas un pays attrayant pour le gentleman touriste, mais l'amateur des beautés de la nature alpestre y trouve en compensation des jouissances vives et nombreuses ; cependant il faut, pour les goûter, un jarret vigoureux et une tête solide, car les montagnes y sont hautes et escarpées, les sentiers plus fréquentés par les chamois et par ceux qui les poursuivent, que par de paisibles promeneurs. M. Rey lui-même n'y faisait pas un voyage d'agrément ; employé au travail de la carte fédérale dont l'admirable exécution fait si grand honneur au talent de M. le général Dufour, il se trouvait chargé de la triangulation de quelques-unes des sommités des Alpes grisonnes. C'était son début dans ce genre d'excursion qui avait souri à son humeur vagabonde et à son goût pour le pittoresque. L'ascension du Pic-des-ânes (*Piz-Dezen*) dont il décrit les dangers de manière à faire frémir ses lecteurs, refroidit un peu son zèle, puis les fatigues répétées épuisèrent bientôt ses forces, et après avoir été confiné pendant huit jours dans un petit village, au milieu des hautes montagnes, il dut, à peine con-

valescent, se mettre en route pour redescendre dans la plaine avant que les neiges vinssent lui fermer le chemin.

On regrettera qu'un plus long séjour ne lui ait pas permis d'ajouter quelques chapitres encore à son livre, car il possède certainement à un haut degré l'art d'exciter l'intérêt, de saisir les traits caractéristiques des lieux qu'il visite, ainsi que de leurs habitants, et de les présenter sous une forme piquante. Nous espérons bien, du reste, qu'il ne s'en tiendra pas là ; pour un talent comme le sien, la Suisse, avec ses beaux sites, ses institutions et ses mœurs si variées, est une mine féconde à exploiter. Sans doute, la voie a déjà été frayée par M. Töpffer, mais M. Rey sait le suivre sans l'imiter, il est original dans ses allures et possède l'avantage précieux d'avoir beaucoup voyagé, beaucoup vu et observé avant de commencer à écrire.

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

HISTOIRE DU DROIT FÉDÉRAL SUISSE, DEPUIS LES PREMIÈRES ALLIANCES JUSQU'A NOS JOURS, par le docteur Bluntschli. Zurich, 1849; 1 vol. in-8° (en allemand).

Jurisconsulte profond, historien érudit, M. Bluntschli était mieux placé que tout autre publiciste pour donner une histoire du droit fédéral suisse. Aussi celle que nous annonçons réunit-elle le mérite d'une œuvre complète, exacte et impartiale. Tous les points essentiels y sont mis en lumière avec les documents qui les constatent et avec des explications dont la clarté et la justesse ne laissent rien à désirer.

Le livre Ier est le récit de la lutte des trois pays d'Ury, Schwytz et Unterwald contre la Maison d'Autriche, et celui de leur première alliance qui fut l'origine de la Confédération. Ecartant les deux opinions opposées qui existent généralement sur cette origine : l'une, qui suppose une race d'hommes libres à part et une république pri-

mitive dans ces contrées; l'autre, qui ne voit dans leurs habitants que les sujets de la maison de Habsbourg échappant à une souveraineté légitime par une révolte heureuse; M. Bluntschli rattache l'état politique originaire de ces contrées à la constitution antique des *Gauen*, en vigueur primitivement dans toute la Germanie. Ury, Schwytz et Unterwald firent d'abord partie du grand district (*Gau*) de la Thur, qui embrassait le nord de la Suisse; puis de la subdivision du Zurichgau. Ils formaient à ce titre trois dixains (*Zehnte*), ayant des liens de subordination vis-à-vis du comte de dixain (*Zentgraf*) et une juridiction propre (*Zentgericht*) dont la compétence s'étendit de bonne heure. Les droits de comte de district (*gaugraflichen Rechte*) sur le Zurichgau appartinrent depuis la fin du onzième siècle aux comtes de Zähringen, et ils y joignirent l'avouerie d'empire (*Reichsvogtei*); mais après l'extinction de cette maison au treizième siècle Zurich et le pays d'Ury regagnèrent l'immédiateté de l'empire (*Reichsunmittelbarkeit*), c'est-à-dire la qualité de libres et inaliénables sujets de l'empire. Le comte de Habsbourg obtint, en 1240, de l'empereur Frédéric II la Reichsvogtei sur ces pays; mais l'avouerie d'empire était un droit distinct de la souveraineté territoriale; la maison de Habsbourg n'avait jamais été landgraf de ces comtés. Aussi lorsqu'elle essaya, dans le siècle suivant, de transformer ses droits de juridiction en seigneurie territoriale (*Landesherrlichkeit*), elle usurpait ce qui ne lui appartenait point, et la résistance à ses prétentions fut non-seulement intrépide, mais légitime.

Cette mise en lumière de l'origine de la Confédération n'est pas sans importance; un Etat forme un tout qui se continue à travers les siècles, et la manière dont il prend place à sa naissance dans la famille des peuples réagit sur une longue série d'âges.

Le livre II est le récit de l'agrégation de Lucerne, Zurich, Glaris, Zug et Berne aux trois cantons primitifs, dans la seconde moitié du quatorzième siècle. Outre le texte de chacune de ces annexions, les traités généraux de 1370, connus sous le nom d'alliance ecclésiastique (*Pfaffenbrief*), et de 1399 sous le nom d'accord de Sempach) *Sempacherbrief*) sont analysés dans ce livre.

Le livre III concerne l'annexion successive de Fribourg, Bâle, Schaffhouse et du pays d'Appenzell à la fin du quinzième siècle. Il décrit la répugnance des cantons primitifs aux agrégations et la rupture d'équilibre qui s'établit entre les cantons villes et les cantons campagnes, ceux-ci restant stationnaires dans les limites que la nature a tracées autour d'eux, ceux-là s'accroissant rapidement en territoire et en richesses par la conquête, la civilisation et l'industrie. Cette opposition faillit occasionner la dissolution de l'alliance et la guerre intestine; il ne fallut pas moins que la sagesse d'un saint pour cimenter la paix; aussi les détails sur le convenant de Stanz et sur l'intervention de Nicolas de Flüe sont-ils pleins d'intérêt.

Le livre IV traite des pays alliés (*Zugewandte*) c'est-à-dire des seigneuries, villes et pays qui, sans être membres de la Confédération, s'appuyaient sur elle et partageaient en grande partie ses destinées. C'étaient Gersau, l'abbé de Saint-Gall, la ville de Saint-Gall, Bienne, les Grisons, le Valais, Neuchâtel, Genève, l'évêque de Bâle, Mulhouse en Alsace, Rotweil dans le Palatinat.

Le même livre fait l'histoire des pays sujets ou bailliages communs, possédés et administrés par les cantons collectivement ou par partie d'entre eux; savoir l'Eschenthal, l'Argovie, la Thurgovie, le Rheinthal, Sargans, Rapperswil, l'Ennetberg. Cet abus de la force, peu en rapport avec l'esprit républicain et aggravé par le mode de la jouissance, était le résultat de la politique adoptée par la Confédération au quinzième siècle; la troisième guerre contre la maison d'Autriche, appelée guerre de Sempach, en est le point de départ; jusque-là les Confédérés n'avaient combattu que pour défendre leur indépendance; dans la dernière guerre ils luttèrent pour étendre leur prépondérance autour d'eux. La forme de cet agrandissement fut le plus souvent la conquête, quelquefois l'achat, ou la prise de possessions (*Satzung*) en vertu du droit d'engagement (*Pfandrecht*).

Le livre V reprend séparément le précis des rapports de la Confédération avec l'étranger :

1° Avec l'empire d'Allemagne, dont la Suisse fut partie intégrante

jusqu'à la fin du quinzième siècle, puis alliée, puis entièrement séparée quand le traité de Westphalie (1647) la reconnut comme puissance indépendante.

2° Avec la maison d'Autriche. La Confédération était née et s'était développée en opposition à cette puissance; elle se composa de villes et de pays sur chacun desquels l'Autriche avait possédé ou prétendu des droits, et chaque pas qu'elle fit est marqué par des guerres et par des traités avec l'Autriche, jusqu'à l'époque où le Pacte héréditaire (*Erbvereinigung*), conclu en 1477 entre le duc Sigismond et les Suisses, établit une paix sincère. A cette époque les Suisses avaient surmonté l'antipathie de la maison d'Autriche par leurs exploits contre le duc de Bourgogne, à l'affaiblissement duquel elle était fortement intéressée.

3° La première alliance avec la France prit sa source dans une guerre. Le roi Charles VII s'était laissé déterminer par l'empereur à prendre parti pour l'Autriche contre les Confédérés. Le dauphin, qui fut depuis Louis XI, s'approcha de Bâle avec son armée d'Armagnacs pour aller secourir Zurich qu'ils assiégeaient, et il admira tellement le courage avec lequel un petit corps suisse l'attaqua à Saint-Jacques, que la politique de la France envers la Confédération ne tendit plus qu'à rechercher son alliance. La première fut conclue en 1453 avec Charles VII. Les Confédérés y sont appelés « *les cantons de la vieille ligue de la haute Allemagne;* » c'est la première fois que le mot *cantons* apparaît dans le langage diplomatique comme représentant le mot allemand « *orte.* » Louis XI poussa ensuite les Suisses à la guerre contre le duc de Bourgogne, et c'est lui qui en retira le plus d'avantages. De son règne datent l'influence de l'or étranger sur les Suisses et les premières troupes suisses mises à la solde de la France. Les traités qui se succédèrent huit fois depuis 1453 jusqu'à 1777 entre la couronne de France et presque tous les cantons, décorés du titre d'alliances défensives, eurent pour but réel de mettre à la disposition de la France la fleur de la jeunesse suisse, et procurèrent à ce royaume une influence sur les cantons et principalement sur les catholiques, telle que n'en avaient jamais appro-

ché les prétentions de l'empire d'Allemagne à l'époque où la Suisse en faisait partie. Le traité de 1715 avec les cantons catholiques allait jusqu'à donner au roi de France un protectorat direct sur eux, et une intervention active dans leurs contestations avec les cantons protestants.

Le VIe livre récapitule l'histoire de la Confédération sous le rapport confessionnel depuis l'origine de la réformation. Il raconte impartialement la lutte qui se prolongea pendant trois siècles sous ce rapport, tantôt ouvertement, tantôt cachée, et les réconciliations qu'amenait forcément la nécessité de vivre en paix. Il rend justice, en passant, à la ferme politique d'après laquelle les cantons catholiques, même au temps de leur plus grand zèle confessionnel, maintinrent leur indépendance quant à la juridiction ecclésiastique et n'admirent les canons du concile de Trente qu'en matière de foi.

Le VIIe livre décrit l'ancienne constitution politique de la Confédération et son organisation intérieure : Diète, Vorort, organisation militaire (dont le nom « *Defenzionale* » indique la destination essentiellement défensive). Le sujet appelle l'auteur à faire le récit des interventions fédérales dans les cantons, qui furent peu nombreuses (treize en quatre siècles) et marquées généralement au coin de la modération et d'une tendance libérale, quoique l'esprit du temps ne mît point sur la même ligne de droits les gouvernements et les ressortissants révoltés contre lesquels ces gouvernements invoquaient l'appui fédéral.

Le livre VIII est le récit de la révolution helvétique de 1798 à 1808 : contre-coup de la révolution française, époque sinistre, où la Suisse dépouillée de sa neutralité, devint un des champs de bataille des armées étrangères. L'intérêt des détails sur le gouvernement unitaire et sur sa lutte avec l'esprit fédéraliste s'efface en grande partie sous le reflet des grandes scènes de guerre et des maux que la politique extérieure accumula sur la Suisse dans cette période.

Le livre IX décrit l'acte de médiation de Napoléon, c'est-à-dire le rétablissement des cantons et du régime fédératif. Napoléon n'était poussé vers la décentralisation ni par ses habitudes gouvernemen-

tales, ni par l'avis de la majorité des hommes d'Etat qu'il réunit en consulte à Paris pour discuter la constitution suisse; mais sa sagacité lui suggéra cette sentence : « la nature a fait votre Etat fédératif, » et l'acte de médiation fut rédigé d'après ce principe. Il rétablit les anciens cantons, en joignit six nouveaux en supprimant la distinction des pays alliés et sujets; il refit les constitutions cantonales et fédérales avec une habile entente des anciens et des nouveaux intérêts.

L'acte de médiation étant rattaché au patronage de Napoléon, il tomba avec lui. Le livre X raconte l'élaboration du Pacte de 1815, les efforts faits dans quelques cantons pour ressusciter l'organisation de la Confédération et des cantons telle qu'elle était avant 1798; il explique l'esprit du Pacte de 1815, transaction basée sur la loi inflexible de la marche du temps, et qui maintint l'œuvre de la révolution autant que la réaction momentanée de 1815 le permettait. Ce livre expose impartialement la vie politique de la Suisse de 1815 à 1830, puis de 1830 à 1848: les révolutions cantonales intérieures; les divisions religieuses et politiques qui éclatèrent dans la Confédération, et qui produisirent le concordat des VII en 1832, la ligue de Sarnen en 1833, les attaques des corps francs en 1844, le Sonderbund en 1847.

Le XI[e] livre est l'analyse de la constitution fédérale de 1848, constitution qui vise à concilier l'existence propre des cantons avec une expansion plus forte des sentiments et des intérêts communs, et qui se rapproche plus que les précédentes du principe d'Etat fédératif par opposition à celui d'une confédération d'Etats. La Confédération, par ce nouveau régime, a un gouvernement fédéral qui concentre la plénitude du pouvoir exécutif, tandis qu'elle n'avait auparavant que des organes isolés subordonnés à l'assemblée fédérale. Cette forme n'est-elle pas un acheminement à l'état unitaire par l'effet de la lutte entre le cantonalisme et le fédéralisme? C'est ce qui reste caché dans les plis de l'avenir. On ne peut méconnaître, en tout cas, qu'il n'ait présidé à la confection de ce Pacte plus de sang-froid et d'impartialité qu'on ne l'attendait après les circonstances violentes qui lui ont donné naissance.

Le XII[e] livre est une récapitulation de considérations générales sur le caractère politique de la Suisse étudié d'après les faits. L'auteur montre que la Confédération a toujours réfléchi en elle-même et résolu à sa manière et suivant sa nature toutes les grandes questions politiques et sociales qui se sont agitées en Europe. Par là, et malgré sa neutralité, sa participation au développement européen a été plus signifiante que ne l'aurait été une part directe qu'elle y aurait prise avec la force d'un Etat de troisième grandeur. Suivant lui, la neutralité ne réduit donc point la Suisse à une position inerte dans le débat des plus hauts intérêts des peuples. D'ailleurs, si cette loi de sa nature lui interdit l'agression, les Etats européens sont tenus de leur côté à la respecter. Et s'il arrivait que cette neutralité ne fut pas respectée, des circonstances exceptionnelles commanderaient à la Suisse une politique exceptionnelle.

Les bornes de cet article nous empêchent de nous étendre davantage sur l'Histoire du droit fédéral suisse, de M. Bluntschli. Nous désirons que cette simple table des matières donne le désir de lire cet ouvrage, et qu'elle excite le zèle d'un traducteur pour les lecteurs qui ne peuvent pas en prendre connaissance dans la langue originale. A. C.

LES CALCULS DU SYSTÈME DÉCIMAL AMÉLIORÉS ET SIMPLIFIÉS AVEC DES EXEMPLES TIRÉS DE LA PRATIQUE. Méthode nouvelle plus expéditive à l'usage des commerçants, des ingénieurs, etc., par W. Rey. Genève, 1850; in-8° : 1 fr. 50.

Ce petit ouvrage offre l'exposition de méthodes nouvelles appliquées au calcul des décimales, qui, par leur simplicité et leur rapidité, nous paraissent bien faites pour obtenir la préférence sur celles qu'on suit en général. Dès qu'elles seront connues, nous ne doutons pas que l'emploi n'en devienne universel; ainsi que le dit l'auteur dans sa préface : « Tout calculateur qui en aura bien pénétré le mécanisme, et la chose est facile, et qui aura secoué le

joug de la routine, avouera que, sans une amélioration de cette espèce, les bienfaits du système métrique décimal restaient incomplets. »

Du reste, M. Rey ne se donne point pour l'inventeur de ces procédés, qu'il tient d'un professeur de l'école polytechnique de Vienne, mais dont il a pu apprécier tout le mérite en en faisant usage dans l'enseignement, et qui lui semblent être d'une utilité très-précieuse, soit pour les hommes de bureau, dont la vie se passe au milieu des chiffres, soit pour les grands calculs scientifiques où l'on opère toujours sur des nombres encombrés de décimales. Afin d'en bien faire connaître tous les avantages, il a multiplié les exemples pratiques qui sont empruntés, les uns aux opérations les plus usuelles dans le commerce, les autres à la mesure des surfaces et des volumes, et à la recherche approximative des racines carrées.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XIII.

(1850—N°s 49 à 52.)

Pages.

BULLETIN LITTÉRAIRE.

Littérature.

Histoire et Voyages.



Sciences morales et politiques.


Digitized by Google